
A 762,068 DUPL


EX LIBRIS
JAMES FREDERIC JOY.
FROM THE LIBRARY OF
Henry Bourne Joy



HISTOIRE

DE

NAPOLÉON IER

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

PUBLIÉS DANS LA BIBLIOTHÈQUE-CHARPENTIER

à 3 fr. 50 c. le volume.

ÉTUDES ET PORTRAITS POLITIQUES (L'Histoire du Consulat et de l'Empire, de M. Thiers. — Daunou. — Carnot. — Armand Carrel. — M. Guizot.— M. Proudhon. — Le rétablissement de la Pologne. — Paris en Amérique. — Du régime parlementaire sous Louis-Philippe. — Un dernier mot sur Carnot).. 1 vol.

HISTOIRE POLITIQUE DES PAPES. — Nouvelle édition revue et corrigée.. 1 vol.

Imprimerie générale de Ch. Lahure, rue de Fleurus, 9, à Paris.

HISTOIRE

DE

NAPOLÉON Ier

PAR

P. LANFREY

SEPTIÈME ÉDITION

TOME QUATRIÈME

PARIS
CHARPENTIER ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS
28, QUAI DU LOUVRE, 28

1870

HISTOIRE

DE

NAPOLÉON Ier

CHAPITRE PREMIER.

NAPOLÉON ET LA POLOGNE. — CAMPAGNES DE PULTUSK ET D'EYLAU (NOVEMBRE 1806 — FÉVRIER 1807).

Le décret de Berlin, l'exécution des premières mesures du *Blocus continental*, les déclarations qui avaient précédé ou suivi cet acte extraordinaire, contenaient tout un nouveau système de politique, et les résultats qu'ils consacraient n'étaient rien auprès des entreprises qu'ils devaient faire craindre. Jusque-là, les projets gigantesques qui depuis longtemps déjà occupaient l'âme de Napoléon ne s'étaient trahis que par de brusques échappées qu'on avait pu prendre pour des imprudences de langage ou des emportements passagers, sans influence durable sur sa conduite. Quand on l'avait entendu s'écrier à différentes reprises « qu'il voulait vaincre l'Angleterre sur le continent, » il n'était venu à l'esprit de per-

sonne de lui imputer la folle pensée de vouloir conquérir le continent pour l'armer contre l'Angleterre. Telle était pourtant en dernière analyse la pensée qui le dominait; mais ce n'était rien de l'avoir conçue, si l'on songe à l'immense danger qu'il y avait pour lui à oser l'exprimer publiquement, et c'est là ce qu'il crut pouvoir faire dans l'enivrement où l'avait jeté la victoire d'Iéna. Disposé d'abord à garder quelque mesure au milieu de ses succès, à accorder la paix au roi de Prusse au prix de toutes ses provinces situées en deçà de l'Elbe, la rapidité avec laquelle il vit s'opérer l'écroulement de la monarchie prussienne, la silencieuse stupeur des gouvernements, l'apparente résignation des peuples lui firent perdre toute modération; il crut n'avoir plus qu'un pas à faire pour être le maître de l'Europe, il jugea inutile une plus longue dissimulation, et comme s'il craignait de n'être pas deviné, il s'enhardit jusqu'à dire tout haut son secret. Il déclara qu'il ne restituerait la Prusse et les pays conquis que lorsque l'Angleterre nous aurait restitué nos colonies, il annonça qu'il allait « reconquérir la mer par la terre, reprendre Pondichéry sur l'Oder et la Vistule! » Il somma les États du continent d'avoir à choisir entre la guerre avec l'Angleterre ou la guerre avec la France; il leur rendit toute neutralité impossible; il les mit en demeure de se déclarer ou nos ennemis, ou nos alliés.

Dire nos alliés, c'était dire nos sujets; il ne pouvait plus subsister d'équivoque à cet égard, depuis que Bonaparte dirigeait la politique française. Les durs traitements dont il usait envers les États que leur mauvaise fortune ou leur aveuglement avaient

mis à la merci de son influence ne permettaient aucune hésitation à quiconque pouvait encore tenter la lutte ou préparer une résistance. Pour les puissances européennes, le blocus continental, avec les hautains commentaires qui l'accompagnaient, représentait autre chose que les privations, les misères, et les vexations de cette ligue douanière sans précédents; il leur posait avec une effrayante netteté l'inexorable dilemme d'une guerre avec Napoléon ou d'un asservissement à ses volontés. A les placer par degrés et à leur propre insu dans une telle alternative, il y eût eu un excès de témérité, et il est fort douteux que le génie de Napoléon eût jamais pu suffire à une pareille tâche, même avec des forces supérieures à celles dont il pouvait disposer; mais à leur signifier un défi aussi clair avant de les avoir mises dans l'impuissance de le relever, il y avait de la démence. Tenter l'entreprise était chimérique, l'avouer était la plus puérile et la plus compromettante des bravades. Cet aveu équivalait à la revendication d'une royauté universelle. C'était déclarer à l'Europe qu'elle ne devait plus former désormais qu'un seul état sous un despotisme de fer. On ne saurait nier qu'il n'y eût alors dans les mœurs et les idées des nations européennes de sérieux éléments d'unité créés par la longue propagande du dix-huitième siècle. C'est à ce commencement d'unité intellectuelle et morale que nous étions redevables de la facilité avec laquelle nous avions pu renverser partout les vieilles institutions; c'est grâce à lui que Napoléon avait si promptement réussi à établir sa domination sur tant de peuples, et son rôle historique, formulé d'une façon abstraite, n'est pas

autre chose, au fond, qu'un effort prématuré de ces éléments, pour s'unir et se constituer. Mais il y avait heureusement en Europe trop de lumières, d'indépendance, d'énergie et de dignité morale, de vraie civilisation, en un mot, pour que cette grande transformation, que l'avenir verra sans doute, pût s'opérer au moyen de la force brutale et se personnifier dans un tyran, et la lui montrer sous les traits d'un césarisme renouvelé du Bas-Empire, c'était la lui faire repousser avec horreur.

Tel était le sens de l'attitude nouvelle que Bonaparte venait de prendre dans ses derniers manifestes à la suite de ses triomphes éclatants sur la monarchie prussienne. Ce changement, depuis longtemps préparé, fut loin de frapper immédiatement tous les esprits, et surtout de produire toutes ses conséquences, mais il mérite d'autant plus d'être noté qu'il marque l'instant précis où la France acheva de perdre cette merveilleuse force d'attraction qu'elle tenait de sa révolution, et qui lui avait donné sa puissance momentanée. Jusqu'à ce moment, malgré tous les actes de violence et de perfidie qui étaient venus démentir leurs illusions, les peuples s'étaient obstinés à voir en elle un instrument de propagande de délivrance et d'affranchissement; ils commencèrent dès lors à la considérer comme la redoutable personnification de la conquête, de l'oppression et du despotisme. On eut lors de notre entrée en Pologne une occasion mémorable de constater l'éclosion de ces sentiments chez le peuple qui, par nature, par tradition, par intérêt, était le moins disposé à les accueillir.

Napoléon, après avoir définitivement refusé au roi de Prusse le traité de paix qu'il lui avait d'abord offert, s'était flatté de lui imposer un armistice qui permettrait à notre armée de prendre paisiblement ses quartiers d'hiver et d'organiser le pays conquis, en attendant la reprise des hostilités. Mais le roi Frédéric-Guillaume, quelque découragé qu'il fût par les malheurs qui venaient de fondre sur lui, n'avait pas perdu la tête au point de céder à son ennemi de si grands avantages sans compensation d'aucune sorte ; il refusa de ratifier la suspension d'armes que ses représentants avaient signée pour gagner du temps, et Napoléon se vit forcé, malgré la mauvaise saison, de porter la guerre sur la Vistule et de brusquer l'occupation des provinces polonaises (novembre 1806).

Dès son entrée à Berlin, il avait prévu cette éventualité. Du moment où il avait compris que la Pologne allait devenir le théâtre de la guerre, il avait songé aussitôt au parti qu'il pourrait tirer du patriotisme polonais. Il avait reçu et encouragé par de chaleureuses paroles les députés de la Pologne prussienne; il avait fait plus, il avait pris avec eux des engagements formels : « Lorsque je verrai trente ou quarante mille Polonais armés, leur avait-il dit, je proclamerai à Varsovie votre indépendance, et lorsqu'elle viendra de moi, elle sera inébranlable[1] ! » Il avait écrit à Fouché de lui envoyer Kosciuszko ; il avait fait venir d'Italie et de toutes les parties de l'Empire Dombrowski et les officiers polonais qui servaient dans notre armée; il les avait chargés du soin d'enrôler et d'or-

1. Discours de Napoléon en réponse à celui de Xavier Dzialynski, le 19 novembre 1806.

ganiser leurs compatriotes. Qu'il y eût là un auxiliaire précieux, un levier d'une incalculable puissance, on ne pouvait en douter en présence des services que nous avaient déjà rendus les légions polonaises et de l'enthousiasme inexprimable qui accueillait nos soldats; il est encore moins permis d'en douter aujourd'hui lorsqu'on songe à tout ce que Napoléon a pu obtenir des Polonais avec des demi-promesses toujours éludées. Que le rétablissement de la Pologne fût une cause éminemment juste, une réparation nécessaire à l'équilibre bien entendu de l'Europe, c'est une vérité que l'histoire s'est chargée de démontrer avec une parfaite évidence. Dès cette époque, Bonaparte ne s'était pas fait faute d'invoquer ce grand argument dans ses manifestes diplomatiques, toutes les fois qu'il avait eu à justifier ses propres envahissements. Il les présentait invariablement comme une revanche légitime du partage de la Pologne. On doit ajouter que cette cause était alors plus sympathique et plus populaire en France qu'elle ne l'a jamais été depuis. Aux liens séculaires qui unissaient les deux pays, était venue se joindre une fraternité d'armes contractée au milieu des dangers qui avaient entouré notre révolution menacée : les légions polonaises avaient mêlé leur sang au nôtre, sur nos champs de bataille les plus lointains comme les plus glorieux. Sulkowski était tombé au Caire, Jablonowski à Saint-Domingue. Dombrowski et Zajoncheck avaient illustré leur nom dans toutes nos campagnes. Lors donc qu'on vit l'homme qui avait tant exploité le souvenir des malheurs de la Pologne, et les illusions de son héroïsme, paraître en vainqueur sur la frontière

de ces malheureuses provinces, les populations accoururent en foule au-devant de lui, cherchant à lire le secret de leurs destinées dans les paroles tantôt obscures, tantôt rassurantes qui tombaient de sa bouche, et tout le monde se posa la double question que les historiens discutent encore aujourd'hui : Napoléon *pouvait-il* rétablir la Pologne ? et s'il le pouvait, le *voulait-il ?*

Sur la question de savoir s'il le pouvait réellement, dans la situation prédominante, hors de pair qu'il s'était faite en Europe, il y a des raisons bien fortes pour répondre par l'affirmative. On a le droit de le dire sans invraisemblance, Napoléon, avec la puissance alors irrésistible dont il était armé, en présence de la Prusse anéantie, de l'Autriche annihilée, de la Russie impuissante hors de chez elle, de l'élan invincible qui se manifestait chez les populations polonaises, pouvait d'un mot relever la Pologne, et après l'avoir relevée il était assez fort pour la maintenir. Il était à la vérité beaucoup plus difficile d'achever cette œuvre que de la commencer. Le problème n'était pas de rétablir la Pologne mais de la faire durer. Napoléon pouvait toutefois consolider son ouvrage à la condition de gagner par des gages sérieux le concours d'une des puissances qu'il s'était attaché à abaisser et à humilier sans mesure. Quoi qu'il en soit, cette question étant du domaine des conjectures historiques est destinée à être indéfiniment controversée ; mais s'il est permis de douter que cette grande résurrection dépendît uniquement de Napoléon, si l'on peut même nier qu'il eût un tel pouvoir, ce qui est indubitable, c'est qu'il *croyait l'avoir* et

c'est à ce point de vue, selon nous, qu'on doit se placer pour juger sa conduite. Sa politique énigmatique envers la Pologne a été généralement attribuée au désir d'éviter de prendre des engagements qu'il ne pourrait pas remplir, à la crainte d'entreprendre une tâche qu'il ne pourrait pas mener jusqu'au bout, de compromettre des patriotes qu'il se verrait ensuite forcé d'abandonner à leurs ennemis. De tels scrupules seraient honorables sans doute, mais il faut avouer qu'ils auraient été bien nouveaux chez lui, qu'ils auraient attendu bien tard pour faire explosion. S'il les avait ressentis, comment aurait-il osé faire en Pologne tout ce qu'il y a fait ? les milliers d'hommes qui s'y sont levés à son appel, n'étaient-ils donc pas trompés et ne pensaient-ils pas combattre pour leur patrie ? Comment admettre en outre que l'homme qui, à une époque où ses forces étaient loin d'avoir atteint ce prodigieux développement, n'avait pas hésité à provoquer l'Europe entière, tantôt pour la possession d'une île dans la Méditerranée, tantôt pour la satisfaction d'une haine personnelle, tantôt enfin pour le vain plaisir de braver une puissance, en s'arrogeant un droit de passage sur un territoire neutre, qui venait en ce moment même de provoquer tous les gouvernements européens par une entreprise mille fois plus chimérique et dangereuse que le rétablissement de la Pologne, je veux dire le blocus continental, comment admettre que, parvenu à un degré inouï de puissance, cet homme ait considéré comme irréalisable la tâche de reconstituer une nation belliqueuse, unanime dans ses vœux, et qui donnait tant de preuves de son indomptable vitalité ?

Il n'est donc pas vrai de dire qu'il ait reculé devant la difficulté de l'entreprise ou devant la crainte d'indisposer les puissances, car ces mobiles avaient de tout temps exercé fort peu d'influence sur ses résolutions. Il était arrivé à une période de sa vie où l'impossibilité d'un projet semblait ne plus être pour son insatiable esprit qu'un stimulant de plus qui le poussait invinciblement à l'entreprendre, semblable en cela à ces voluptueux blasés qui ne peuvent plus être excités que par les obstacles qu'on leur oppose. Il ne considéra nullement comme au-dessus de ses forces de rétablir l'indépendance de la Pologne, mais *il ne le voulut pas;* ou si cette fugitive velléité traversa un instant son esprit, il la bannit promptement, et en cela il était, quoi qu'on en ait dit, dans la logique de son caractère et de sa situation. Comment eût-il pu vouloir l'indépendance en Pologne, lui qui l'opprimait chez tous les autres peuples, et plus durement encore chez ses alliés que chez ses ennemis déclarés? D'autre part, comment se flatter de donner l'indépendance aux Polonais, sans leur donner en même temps la liberté? Comment croire qu'une fois ces passions généreuses et patriotiques déchaînées chez quinze millions d'hommes, il resterait le maître de les gouverner à son gré? que la contagion de ces nobles sentiments ne se communiquerait pas, tôt ou tard, à son armée, restée malgré tout la fille de la révolution française? que le contre-coup de cette émotion, la vue de ce spectacle seraient sans action sur tant de nations aujourd'hui muettes et terrifiées, mais qui se souvenaient d'avoir connu des jours meilleurs? La résurrection de la Pologne impli-

quait pour Napoléon un changement complet de politique, en France comme en Europe. Elle impliquait à l'extérieur l'adoption d'un système de modération et d'équité qui fût de nature à nous donner toutes les nations pour complices dans cette grande œuvre de réparation; elle impliquait à l'intérieur un retour aux généreuses traditions de 1789, car il n'est pas donné à l'esclave de remplir le rôle de libérateur. Napoléon n'était pas homme à vouloir rien de semblable, surtout dans la position où l'avait porté sa fortune. Il n'était alors occupé que d'une chose, c'était de compléter l'asservissement de l'Europe, il croyait toucher au moment de réaliser ce rêve ambitieux, il ne pouvait voir dans un grand mouvement national, éclatant pour ainsi dire sur son chemin, qu'un embarras qui demain serait peut-être un danger. Il était certain d'avoir, quoi qu'il fît, la sympathie et l'appui de la majorité des Polonais; pour conserver son influence sur eux, il n'avait besoin que de demi-promesses et nullement d'une insurrection nationale. Il devait résulter de là qu'il n'encouragerait les Polonais que juste dans la mesure où il aurait besoin de leurs services. Si les circonstances devenaient plus difficiles, il serait toujours à temps de proclamer l'indépendance de la Pologne. C'était une ressource qu'il tenait en réserve pour les grandes extrémités, un moyen d'intimidation contre les puissances du Nord, une épée toujours suspendue sur leur tête.

Des conjectures fondées sur le caractère, les antécédents et la situation d'un homme, ne sont point de vaines hypothèses; confirmées par sa conduite subséquente, elles constituent une certitude. Elles s'of-

fraient dès lors si naturellement à tous les esprits clairvoyants qu'une fois la première émotion calmée, et au milieu des illusions bien concevables que la présence de l'amée française faisait naître en Pologne, une pensée de doute et de défiance s'y manifesta parmi les hommes les plus éclairés et les plus dévoués à leur pays. A la demande qu'on leur adressait, d'organiser en Pologne une insurrection générale, ils répondirent en exigeant de Napoléon qu'il commençât par proclamer leur indépendance. On les en a blâmés comme d'une sorte de trahison envers leur patrie. On a dit que cette défiance était injurieuse, inopportune, et ces divers reproches ont été motivés sur un fait que ces écrivains regardent comme avéré, à savoir que Napoléon *voulait sincèrement* le rétablissement de la Pologne[1]. Mais c'est justement là ce qu'il faudrait démontrer, et cette démonstration est d'autant plus nécessaire que si le caractère de Napoléon a brillé par quelques qualités, ce n'est certainement pas par la sincérité. Quelles raisons si fortes avaient donc les Polonais d'avoir en lui cette foi aveugle, de se remettre en ses mains corps et âme sans même exiger pour gage une déclaration bien positive ? Ce gage était-il donc si sûr ? S'ils regardaient à sa conduite antérieure envers les autres peuples, que de fois n'avait-il pas non-seulement reconnu et proclamé, mais garanti par des traités solennels, l'indépendance de nations qu'il avait tour à tour opprimées et trahies ? Qu'avait-il fait de l'indépendance de la seconde république de Venise, d'abord créée puis ven-

1. Bignon, Thibaudeau, Thiers, etc.

due par lui ? Qu'avait-il fait des républiques Batave, Cisalpine, Ligurienne, Helvétique, garanties par lui dans le traité de Lunéville? Qu'avait-il fait, à l'époque de l'expédition d'Égypte, de l'indépendance de la Turquie, si souvent reconnue par lui comme nécessaire à l'équilibre de l'Europe? Qu'avait-il fait de l'indépendance de son alliée l'Espagne ? Étaient-ce là les précédents qui devaient inspirer confiance aux Polonais?

Et s'ils regardaient à ses rapports antérieurs avec eux, à sa politique envers leur propre cause, y trouvaient-ils du moins de quoi se rassurer ? Après tant d'encouragements qu'ils avaient reçus de lui à l'époque de la formation des légions de Dombrowski, ne l'avaient-ils pas vu, lors de sa réconciliation avec l'empereur Paul, faire poursuivre et saisir en France les livres qu'ils publiaient en faveur de leur patrie ? Ne l'avaient-ils pas vu un peu plus tard conclure, avec ce même gouvernement russe, un traité qui livrait au czar les Polonais réfugiés en France, en échange des Français émigrés en Russie[1] ? Si ces faits encore présents à toutes les mémoires n'étaient pas à leurs yeux une preuve évidente, qu'après les avoir compromis et exploités, il les abandonnerait aussitôt qu'il y trouverait un avantage personnel, ne constituaient-ils pas, du moins, pour les Polonais, le droit de réclamer un engagement positif et formel ? Qu'exigeaient-ils donc de si exorbitant pour se donner à lui sans réserve et sans retour? Rien de plus qu'une de ces promesses dont il avait été si prodigue, une de ces déclarations si souvent données et démenties !

1. Voir à ce sujet le IIe volume, pages 219 et 401.

Était-ce trop demander au moment de lui livrer la vie et les biens de tout un peuple ?

Telles furent les réflexions qui firent hésiter les chefs les plus éclairés de la nation polonaise, au moment de pousser leurs compatriotes dans les bras de Napoléon. Ces scrupules étaient inspirés par le plus pur patriotisme et ils eussent été coupables envers leur pays de ne pas les manifester. Kosciuszko, qui vivait à Paris lié avec les hommes les plus éminents de l'époque, parmi lesquels il suffira de nommer Lafayette, et qui avait vu fonctionner de près ce dur despotisme, déclara sans détour qu'il ne pouvait offrir son épée à Napoléon, sans avoir stipulé préalablement quelques garanties pour l'indépendance et la liberté de son pays. Les principaux membres de la noblesse polonaise parlèrent dans le même sens, lorsqu'après les scènes d'inexprimable ivresse qui saluèrent notre entrée à Posen et à Varsovie, ils s'aperçurent qu'au lieu de proclamer leur indépendance dont ils se croyaient assurés, leurs libérateurs ne répondaient à ces transports que par une attitude énigmatique et s'apprêtaient à leur demander tous les sacrifices sans vouloir prendre eux-mêmes aucun engagement. Ceux des lieutenants de Napoléon qui s'intéressaient à la cause polonaise, se chargèrent de transmettre ces vœux à leur maître en le pressant d'y accéder. Davout lui écrivait de Varsovie à la date du 1er décembre : « L'esprit est excellent à Varsovie, mais les grands se servent de leur influence pour calmer l'ardeur qui est générale dans les classes moyennes. L'incertitude de l'avenir les effraie, et ils laissent assez entendre qu'ils ne se déclareront ouver-

tement que lorsqu'en déclarant leur indépendance, on aura pris l'engagement tacite de la garantir. » Murat, qui nourrissait l'espoir secret de devenir roi de Pologne, le sollicitait plus vivement encore de se prononcer par une déclaration publique et irrévocable.

Ces conseils parvinrent à Napoléon au moment précis où ils pouvaient le mieux faire impression sur son esprit. Il était depuis quelques jours à Posen ; il y avait fait son entrée sous un arc de triomphe où on lisait cette inscription : *au libérateur de la Pologne*[1] ! Il y avait été accueilli avec transport, il se récriait dans toutes ses lettres sur le patriotisme et l'enthousiasme des Polonais. Il faisait imprimer dans le *Moniteur*, que le partage de la Pologne était « la spoliation la plus infâme dont l'histoire fasse mention[2]. » Loin de s'exagérer les difficultés du rétablissement de la Pologne, il supposait à ses ennemis des forces bien inférieures à ce qu'elles étaient réellement, il ne prêtait à Bennigsen qu'une armée de quarante à cinquante mille hommes, dont il pensait venir à bout très-facilement. Dans cette disposition d'esprit, essayant selon sa constante habitude les chances diverses qui s'offraient à lui avant de prendre une décision, il caressait volontiers l'idée de mettre à profit le grand mouvement qu'il voyait se produire autour de nous, en créant en Pologne une sorte de contrefort pour le fragile édifice de la confédération du Rhin, et en même temps un vaste réservoir d'hommes et de chevaux pour ses guerres futures. Toujours attentif à se

1. *Moniteur* du 19 décembre 1806.
2. *Moniteur* du 12 décembre.

ménager la possibilité d'agir dans un sens ou dans un autre selon les éventualités, il prescrivait le 1er décembre à Andréossy, son ambassadeur à Vienne, de rassurer l'empereur d'Autriche en lui déclarant « que l'insurrection de la Pologne était une suite naturelle de la présence des Français.... qu'il entendait ne se mêler en rien de la Pologne autrichienne.... mais que si l'empereur, sentant la difficulté de maintenir la Pologne autrichienne au milieu de ces mouvements, voulait admettre en indemnité *une portion de la Silésie*, Napoléon était prêt à entrer en indemnité pour cet objet[1]. »

Cette proposition étant la seule preuve qu'on ait jamais alléguée à l'appui des prétendus projets de Napoléon, en faveur de l'indépendance de la Pologne, mérite d'être examinée avec attention. On doit d'abord observer que Napoléon offrait à l'Autriche non pas la Silésie, comme on l'a tant de fois répété, mais une *portion* de la Silésie, ce qui est fort différent. Il faut remarquer en outre que selon sa méthode invariable, il offrait une indemnité à prendre sur le voisin, et plus propre à effrayer l'Autriche qu'à la séduire, car l'acceptation de la Silésie eût équivalu à une rupture avec la Prusse, la Russie et l'Angleterre. Si Napoléon avait sincèrement tenu à gagner une puissance qui n'avait coopéré au partage de la Pologne qu'avec répugnance et presque à son corps défendant, il avait dans les mains cent autres indemnités beaucoup plus propres à la satisfaire que cette province qu'il lui offrait avant de l'avoir conquise. Les

1. Napoléon à Andréossy, 1er décembre 1806.

places fortes de la Silésie étaient en effet encore au pouvoir des Prussiens, pendant que Napoléon en disposait avec tant de libéralité. Il convient de rappeler enfin que cette offre, presque dérisoire à force d'être insuffisante et précaire, était faite à une puissance impitoyablement frappée par le traité de Presbourg, poussée à bout par les procédés les plus méprisants, et réduite à ne plus trouver de salut que dans notre propre ruine. On est donc autorisé à conclure que, quelque infatué qu'il fût alors, Napoléon ne put lui-même prendre beaucoup au sérieux son offre d'une portion de la Silésie : il y vit un moyen de sonder les dispositions de l'Autriche, une occasion de la contraindre à manifester ses sentiments secrets, plutôt qu'un appât de nature à l'entraîner.

Le jour même où il chargeait Andréossy de faire à l'Autriche cette proposition insidieuse, Napoléon posait publiquement dans son trente-sixième bulletin ce qu'on peut appeler les termes du problème de la résurrection polonaise: « Il est difficile, disait-il, de peindre l'enthousiasme des Polonais. Notre entrée à Varsovie était un triomphe, et les sentiments que les Polonais de toutes les classes montrent depuis notre arrivée ne sauraient s'exprimer. L'amour de la patrie et le sentiment national est non-seulement conservé en entier dans le cœur du peuple, mais il a été retrempé par le malheur. Sa première passion, son premier désir est de redevenir nation. Les plus riches sortent de leurs châteaux pour venir demander à grands cris le rétablissement de la nation, et offrir leurs enfants, leur fortune, leur influence. »

La constatation de ces faits dans un de ces bul-

letins fameux qui avaient déjà changé la face de l'Europe était à elle seule un plaidoyer en faveur du rétablissement de la Pologne; et pour les Polonais en particulier, une seule conclusion paraissait possible, après des considérants aussi décisifs. Mais il convenait à Napoléon de poser la question et non de la résoudre; il évoquait donc sans détour cette grande éventualité : « Le trône de Pologne se rétablira-t-il? Cette grande nation reprendra-t-elle son existence et son indépendance? Du fond du tombeau renaîtra-t-elle à la vie? » Puis au lieu de conclure et de répondre à ces questions en homme d'État qui doit rendre compte de son opinion, au lieu de dissiper les illusions ou de fixer les incertitudes par une déclaration franche et digne, traçant à chacun la ligne de ses devoirs, il se dérobait tout à coup par une sorte de subterfuge théologique, comme les casuistes seuls ont le privilége d'en imaginer : « *Dieu seul*, répondait-il, *qui tient dans ses mains les combinaisons de tous les événements, est l'arbitre de ce grand problème politique!* »

Si tout ce que Napoléon pouvait faire pour les Polonais était de les renvoyer à Dieu, ce n'était pas la peine d'avoir une armée de cinq cent mille hommes; le premier moine venu eût suffi pour celà. C'était dire assez clairement qu'il se réservait de trancher plus tard la question dans le sens qui conviendrait le mieux à ses intérêts; mais en formulant cette conclusion ambiguë qu'on eût dit rédigée par un augure, il savait bien que la Pologne entière ne lirait que les prémisses et serait la dupe volontaire de cette équivoque préméditée. Le lendemain 2 décembre Napoléon reçut la lettre dans laquelle Murat lui faisait

connaître les conditions auxquelles une partie de la noblesse polonaise mettait son concours, c'est-à-dire la reconnaissance préalable de l'indépendance de la Pologne : « Les Polonais qui montrent tant de circonspection, lui répondit-il aussitôt, qui demandent tant de garanties avant de se déclarer, sont des égoïstes que l'amour de la patrie n'enflamme pas. Je suis vieux dans la connaissance des hommes. Ma grandeur n'est pas fondée sur le secours de quelques milliers de Polonais. C'est à eux à profiter avec enthousiasme de la circonstance actuelle, *ce n'est pas à moi à faire le premier pas*. Qu'ils montrent une ferme résolution de se rendre indépendants, qu'ils s'engagent à soutenir le roi qui leur serait donné, *et alors je verrai ce que j'aurai à faire*.... Faites bien sentir que je ne viens pas mendier un trône pour un des miens ; je ne manque pas de trônes à donner à ma famille ! » Que lui demandaient-ils donc en échange de ce sang généreux qu'ils étaient prêts à verser pour lui ? un mot, et dans la crainte si légitime qu'ils éprouvaient de voir leur patrie sacrifiée de nouveau après tant d'abandons successifs et d'immolations stériles, il feignait de n'apercevoir que des calculs égoïstes, il n'y trouvait qu'un prétexte à de vaines récriminations d'orgueil, ou même à des injures sans dignité. C'est ainsi qu'il se plut à ne voir qu'une *sottise* dans la résistance inattendue que lui opposa Kosciuszko. Il s'était cru tellement sûr d'obtenir l'adhésion de ce grand citoyen par la seule perspective des avantages personnels qu'une si haute coopération semblait lui promettre, qu'il avait fait publier dans le *Moniteur* une prétendue proclamation de Kosciuszko

invitant ses concitoyens à venir se ranger sous la bannière de l'invincible Napoléon; mais cette fable fut bientôt démentie par Kosciuszko lui-même, et le dépit de Napoléon fut d'autant plus vif qu'il s'attendait moins à un pareil mécompte.

A dater de ce moment, il y eut scission parmi les chefs de la nation polonaise, les uns, comme Joseph Poniatowski, Zajoncheck, Wybicki, Dombrowski, persistant quand même à attendre tout de lui, malgré ses réticences, les autres, de beaucoup les moins nombreux, préférant l'abstention jusqu'à ce qu'il eût consenti à donner la garantie qu'ils réclamaient. Un troisième groupe, à la tête duquel était le prince Adam Czartoryski, un des membres les plus actifs du cénacle des jeunes conseillers d'Alexandre, s'obstina à espérer la régénération polonaise de la bonne volonté du czar. Cette illusion était peut-être aussi profonde que la première, mais telle était dès lors la situation désespérée des patriotes polonais qu'ils ne pouvaient guère vivre que d'illusions. On peut dire d'ailleurs qu'ils ne se trompaient pas en comptant sur la générosité d'Alexandre; ils se trompaient seulement en lui attribuant un pouvoir qu'il n'avait pas. Alexandre n'était pas indigne d'inspirer de si hautes espérances; il alliait à la subtilité byzantine une réelle élévation de sentiments, mais quelque puissant qu'il fût, il n'eût pas touché impunément à l'intégrité de l'empire.

Un de ceux qui s'étaient ralliés au czar, le comte Michel Oginski, a exprimé avec une parfaite netteté les sentiments de défiance qui éloignèrent de Napoléon une partie des Polonais, et pour être dans le

vrai, il y a peu de chose à ajouter à son jugement sur ce point. Exposant les raisons qui avaient dicté sa conduite dans un mémoire adressé, en 1811, à l'empereur Alexandre, il disait : « Pour rétablir un pays indépendant il faudrait supposer à Napoléon ces sentiments libéraux, ce caractère de modération, de désintéressement, de générosité qui n'est nullement compatible avec l'avidité de conquérir, avec le besoin d'affaiblir, de diviser, de détruire tous les États de l'Europe, avec son insouciance pour le bonheur et la tranquillité des peuples.... Et comment présumer que ce favori de la fortune, qui se croit l'envoyé de Dieu destiné à régler les affaires du monde entier, que cet homme entreprenant qui a détruit tant de trônes, qui n'en a élevé quelques-uns que pour être les supports de sa grandeur, qui change de résolutions et de projets avec autant de promptitude qu'il les conçoit, qui ne s'est jamais occupé du bonheur des hommes et n'en fait cas qu'autant qu'ils peuvent lui offrir leurs bras pour exécuter ses desseins, comment, dis-je, présumer que cet homme extraordinaire, insensible au sort malheureux de l'Europe qu'il a bouleversée, soit sensible seulement à la triste position des Polonais, et qu'il veuille rétablir leur patrie en lui assurant un gouvernement libre et indépendant [1] ? »

Rien de plus juste et de plus frappant que ces réflexions, rien surtout de mieux justifié par la conduite ultérieure de Napoléon envers les Polonais. Quoi qu'on dise en effet pour l'excuser, et en admettant

1. *Mémoires du comte Oginski*, t. III.

même que les hésitations de quelques-uns d'entre eux l'aient dégagé, il n'en reste pas moins vrai qu'il a trompé sciemment la partie de la nation qui a persisté jusqu'au bout à se fier à lui, à moins qu'on ne veuille soutenir que l'annexion du grand-duché de Varsovie au royaume de Saxe a été une compensation suffisante aux levées d'hommes et aux réquisitions qu'il n'a jamais cessé de faire en Pologne à partir de ce moment. Entre Napoléon et les Polonais qui se donnaient à lui, il y a eu dès lors un pacte tacite dont la condition était de leur côté un dévouement aveugle, absolu, et du sien le rétablissement de leur patrie. Jusqu'à la fin de son règne il sut entretenir leur confiance par des demi-promesses, des demi-mesures, et par des paroles à double entente qui donnaient une satisfaction presque égale et aux Polonais et à leurs ennemis : « Je ne pouvais, écrivait en 1809 le prince Czartoryski, m'empêcher d'être étonné de l'art avec lequel Napoléon propageait et accréditait à la fois les conjectures et les opinions les plus contraires. Il est certain qu'en faisant écrire des dépêches et prononcer des paroles qui devaient indigner et désespérer les Polonais, il n'était pas moins parvenu à répandre parmi nous la conviction que non-seulement il avait à cœur l'intérêt de la Pologne, mais encore qu'il avait un sentiment particulier d'affection pour notre nation.... Pour réveiller l'enthousiasme, il n'a qu'à publier quelque article de gazette, à envoyer à Varsovie un de ses aides de camp polonais qui, accueilli partout dans la société, répète quelques paroles de Napoléon, ou raconte quelque anecdote intéressant le patriotisme. *On vit là-dessus pendant quel-*

ques mois, et au bout de ce temps un nouvel employé vient remonter les esprits[1]. »

Que fût-il advenu si la Pologne entière avait imité et suivi ces croyants obstinés qui, malgré tant d'amers mécomptes, lui donnèrent leurs vies avec une si magnifique prodigalité de Somo-Sierra à Leipsick? Il est peu permis de croire que les destins en eussent été changés, soit pour l'Europe, soit pour les Polonais eux-mêmes. Il ne les aurait pas moins abandonnés à Tilsit pour tendre la main au puissant empereur qui lui apportait ce qu'il appréciait le plus au monde, le concours d'un despotisme fortement organisé, et pour se débarrasser de ce qui lui était le plus antipathique, le spectacle d'une force libre et indépendante; il ne les aurait pas moins trompés avec des demi-satisfactions et des promesses toujours éludées; ce succès enfin ne l'aurait nullement détourné de commettre une seule des fautes qui l'ont perdu; mais on frémit en songeant à tout ce que l'héroïsme d'une nation ainsi fanatisée eût ajouté aux difficultés de la lutte. Le patriotisme au désespoir tourne facilement à l'illuminisme, surtout chez un peuple dont le caractère est à la fois mystique et chevaleresque : malgré les déceptions sans nombre dont les Polonais ont été victimes de la part de Napoléon, nous avons vu de nos temps leurs poëtes et leurs penseurs instituer en l'honneur de sa mémoire une sorte de culte sous le nom de *messianisme;* cette particularité singulière dit assez combien une telle arme eût pu devenir

1. *Correspondance d'Alexandre Ier avec le prince Czartoryski*, publiée par Ch. de Mazade.

dangereuse maniée par de telles mains, et loin de blâmer les patriotes qui refusèrent de la lui confier aveuglément, on doit dire qu'ils ont bien mérité de l'Europe et de la civilisation. Napoléon pouvait affranchir la Pologne, et c'était là une des plus belles chances de vraie grandeur que lui eût offertes sa merveilleuse fortune, mais il ne le pouvait qu'à la condition de changer de système, et pour attendre de lui une si miraculeuse conversion, on était tenu par le devoir le plus impérieux d'exiger de lui une garantie de ses intentions.

Tout autres étaient ses préoccupations en ouvrant cette nouvelle campagne. « Conquérir la mer par la terre, » tel était le refrain qui revenait alors dans toutes ses lettres, et en présence de ce programme indéfini qui convenait admirablement à l'inquiétude et aux tendances aventureuses de son génie, la tâche patiente et délicate d'une reconstitution de la Pologne ne pouvait être à ses yeux qu'une diversion importune. Dès sa jeunesse, il avait eu un goût immodéré pour ces entreprises grandioses qui lui offraient des perspectives illimitées comme son ambition, mais en Égypte même où il avait laissé voir sa prédilection pour ces vastes utopies, l'insuffisance trop flagrante de ses ressources l'avait forcé à les reléguer sur le second plan. Parvenu aujourd'hui à l'apogée de sa puissance à travers mille prodiges, il ne croyait plus à l'impossible, et il s'abandonnait sans contrainte à la tyrannie qu'exerçaient sur son imagination ces plans gigantesques et chimériques. En marchant contre la Russie, il n'avait plus comme autrefois un but arrêté et défini, il avait en vue comme résultat pro-

chain la soumission complète de l'Europe, mais il rêvait au delà quelque chose de plus, c'était l'empire du monde.

Son génie si éminemment calculateur et positif se retrouvait pourtant tout entier dans la mise en œuvre des puissants moyens d'action que lui assurait la disposition d'un si vaste empire. Grâce aux anticipations que lui avait votées le Sénat sur la conscription de 1807[1], il avait maintenant, soit en France, soit dans les pays soumis à notre domination, un nombre total de près de six cent mille hommes sous ses ordres; avec ce fonds qui semblait alors presque inépuisable, il avait pu facilement combler les vides de son armée et même en augmenter l'effectif. Pour remédier aux inconvénients résultant des distances, et en même temps pour utiliser même des troupes encore inexpérimentées, il avait fait transporter ses dépôts de conscrits, jusque-là confinés sur le Rhin, dans les places de l'Elbe et de l'Oder. Là, ces jeunes soldats relayaient des troupes plus utiles sur le champ de bataille; ils employaient à s'exercer au maniement des armes les loisirs d'une garnison aux besoins de laquelle ils suffisaient; ils servaient à maintenir nos communications; enfin ils étaient à la portée de Napoléon pour le cas d'un danger pressant. Il avait renforcé sa cavalerie, et l'avait surtout remontée dans les grands parcs créés par Frédéric et entretenus par

1. « Il faut, disait Regnault de Saint-Jean d'Angély en demandant au Sénat cette anticipation de 80,000 conscrits, il faut dans l'intérêt du peuple *qu'en faisant marcher plus de braves au combat, il en coûte moins de braves pour obtenir la victoire.* » (*Moniteur* du 5 déc. 1806).

son successeur avec ce soin qui avait fait de la cavalerie prussienne la plus belle de l'Europe. Il avait organisé en outre dans toutes les places qui se trouvaient sur le passage de son armée, à Erfurt, à Magdebourg, à Spandau, à Cüstrin, de grands magasins d'approvisionnements et de munitions de tout genre. Sa base d'opérations n'étant plus désormais la France, mais la Prusse, il avait transformé ce pays tout entier en une sorte de vaste chantier militaire. L'ancienne administration fut maintenue sous la direction de M. Daru; elle continua à percevoir l'impôt ordinaire en même temps que nos contributions de guerre, et toutes les ressources du royaume se trouvèrent bientôt employées au profit de notre armée. On peut estimer à au moins quatre cents millions les réquisitions dont furent dès lors frappées les provinces conquises (Prusse, Hesse, Hanovre, Brunswick, villes hanséatiques), soit en argent, soit en approvisionnements, soit enfin sous forme de saisie des marchandises anglaises.

L'armée, dont ces énormes tributs devaient assurer l'entretien, allait dépasser trois cent mille hommes, lorsque tous les corps en marche auraient opéré leur jonction. Mais cette armée, quelque solide et redoutable qu'elle fût encore, avait déjà perdu son ancienne physionomie, et n'avait plus qu'une partie des rares qualités qui avaient fait sa force et son originalité. Les écrivains militaires ont signalé à un point de vue tout spécial les inconvénients qui résultèrent un peu plus tard de l'extension démesurée des régiments et de la dispersion des bataillons; je fais allusion ici à un mal plus grave et plus profond qui

altéra l'essence même de l'armée. S'il est dans l'histoire une leçon instructive, c'est sans doute le spectacle que nous offre ce despotisme fondé uniquement sur la force militaire, affaiblissant et ruinant peu à peu à son propre insu et en quelque sorte par le seul vice de son développement l'admirable instrument auquel il doit tout. Il y aurait une véritable lacune à ne pas signaler les progrès de cette perversion lente mais continue de nos institutions militaires, car elle devenait plus sensible à mesure que l'empire s'étendait, et l'on allait avant peu en éprouver les premiers effets. Dès ses débuts, Bonaparte avait changé l'esprit de l'armée en substituant les rêves de gloire, d'ambition, de richesse aux mobiles patriotiques. Ce changement était loin d'être indifférent, mais ses conséquences ne pouvaient pas être immédiates, et ces ardeurs conquérantes avaient pu paraître d'abord remplacer avec avantage l'ancien élan révolutionnaire. Après son élévation au pouvoir suprême il était allé plus loin; il s'était attaché à séparer l'armée de la nation, à la soustraire aux influences civiles, à lui créer des ressources indépendantes, un trésor spécial, des dotations opulentes qui ouvraient une carrière nouvelle à l'ambition des chefs; ils n'étaient plus les soldats de la patrie, mais les soldats de l'empereur; ils étaient les instruments de sa fortune et non plus les serviteurs du pays. Il fit un pas de plus lors des campagnes d'Austerlitz et d'Iéna, en introduisant dans nos armées jusque-là si compactes des éléments empruntés aux pays conquis.

Ici, on peut le constater avec évidence, les fautes et les erreurs du politique mettaient en défaut le gé-

nie et la prévoyance du grand capitaine, car s'il est certain que les proportions démesurées du nouvel empire et les entreprises colossales de son chef rendaient indispensable cette adjonction d'un supplément de force militaire pour soutenir la France épuisée, il est plus certain encore qu'en admettant dans nos rangs tous ces corps auxiliaires qui n'y pouvaient servir qu'à regret, on allait porter un coup funeste à la discipline, à l'ardeur et à l'unité de notre armée. L'élan national, la profonde homogénéité de pensée et d'action qui avaient fait de notre armée un tout animé et vivant que rien ne semblait pouvoir entamer, se trouvèrent affaiblis d'abord, puis peu à peu comme submergés au sein de cette masse cosmopolite qui n'avait ni notre esprit, ni nos mœurs, ni nos passions, ni même notre langage. Les contingents étrangers de l'armée qui s'avançait contre la Russie, vers la fin de l'année 1806, s'élevaient à près de cent mille hommes, Italiens, Suisses, Hollandais, Wurtembergeois, Bavarois, Hessois, Saxons, Polonais ; on y vit jusqu'à des Prussiens : « Sa Majesté, disait Napoléon dans son 42e bulletin, a ordonné de lever dans les États prussiens, au delà de l'Elbe, un régiment qui se réunira à Munster. » Il ne tarda pas à reconnaître à quelles étranges conséquences ce système pouvait aboutir un jour, mais il le trouvait trop commode pour y rien changer : « Les régiments suisses, écrivait-il à Fouché, le 20 février 1807, engagent des prisonniers prussiens, de sorte que *j'aurais l'extraordinaire politique d'avoir mes ennemis pour garder la France.* » Tout extraordinaire que fût en effet ce système, il n'y persista pas moins, et par ce côté

comme par beaucoup d'autres, cette grande parodie de l'empire romain recélait dès son origine toutes les infirmités que Rome ne connut qu'à son déclin, et qu'elle ne subit qu'à regret pour retarder l'heure d'une chute inévitable. Napoléon voulut avoir dans son armée jusqu'à des Espagnols. Le 15 décembre, il chargea Talleyrand de négocier avec le roi Charles IV l'envoi d'un corps auxiliaire de quinze mille hommes, et pour les dépayser plus sûrement, il leur confia la garde de Hambourg et des villes hanséatiques [1].

Son but en cette circonstance était moins de faire entrer en ligne quelques régiments de plus que d'affaiblir et de désarmer l'Espagne, sur laquelle il commençait à nourrir des projets encore peu définis, mais peu rassurants pour l'avenir de ce pays. Depuis longtemps fatiguée d'une alliance onéreuse, abreuvée d'humiliations, ruinée par nos exigences, traitée en pays conquis dont on cédait les provinces sans même le consulter, l'Espagne avait vu dans la guerre de Prusse une occasion de prendre à l'égard de Napoléon une attitude, sinon hostile, du moins indépendante : une proclamation du prince de la Paix avait appelé aux armes les Espagnols pour soutenir la liberté de leur patrie contre un ennemi qu'il ne désignait pas [2], mais à la nouvelle de la victoire d'Iéna, tout était aussitôt rentré dans le silence accoutumé, et la soumission était redevenue d'autant plus absolue que la révolte avait été plus imminente. L'Espagne fut heu-

1. Napoléon à Talleyrand, 15 décembre 1806.

2. A la date du 5 octobre. Voir Toreno, *Histoire de la révolution d'Espagne*, Ier vol.

reuse de se faire pardonner cette faible velléité par l'envoi du contingent de quinze mille hommes ; elle ne soupçonna pas que ce gage de docilité, loin d'apaiser son impérieux allié, n'était que le prélude des sacrifices qu'il allait bientôt lui imposer.

Toujours empressé à seconder l'effort des armes par celui de la diplomatie, lorsque l'heure de négocier était passée, Napoléon avait vu ses offres repoussées par l'Autriche. Cette puissance avait été trop cruellement blessée pour être accessible à de tardives avances. Faute de pouvoir la gagner, il fallut la tenir en respect : l'armée du vice-roi se concentra dans le Frioul, sous les ordres de Masséna, se liant au corps de Marmont qui occupait la Dalmatie. Ces troupes formaient un total de soixante-quinze mille hommes tout prêts à s'avancer dans la vallée du Danube ; elles suffisaient provisoirement pour neutraliser l'Autriche. Notre diplomatie avait été plus heureuse auprès de la Porte. Telle est la force des intérêts et des situations que, malgré le souvenir de la rupture violente et déloyale qui nous avait donné l'Égypte, un rapprochement inespéré venait de s'opérer entre la France et la Turquie. Napoléon, qui sentait tout le prix d'une diversion faite à notre profit contre les Russes, s'était attaché à séduire et à encourager le sultan Sélim ; il lui avait rappelé les liens séculaires qui unissaient les deux pays, leur communauté d'intérêts, la marche non interrompue des invasions russes vers Constantinople. Avant même que la Porte eût rompu avec la Russie, il prenait dans tous ses manifestes l'engagement solennel de maintenir l'intégrité de l'empire ottoman. Dès le mois de juin 1806, au moment où il

négociait avec M. d'Oubril un traité de paix entre la France et la Russie, il pressait Sélim de se déclarer contre Alexandre en remplaçant de sa propre autorité les hospodars de Valachie et de Moldavie que le Sultan ne pouvait nommer que de concert avec le czar[1]. Pour accélérer ce dénouement, il accrédita auprès du Divan un agent habile, actif et dévoué, le général Sébastiani, dont la mission pouvait se résumer d'un mot, entraîner la Turquie à la guerre.

Les haines, les rivalités, les divisions de tout genre qui existaient depuis si longtemps entre la Porte et la Russie rendaient à Sébastiani cette tâche d'autant plus facile, que Sélim était un caractère faible et crédule, très-bien intentionné, mais très-incapable de suivre un système arrêté. Sébastiani employa tour à tour à son égard les promesses et les intimidations; il sut le menacer à propos de notre armée de Dalmatie qui se trouvait en contact immédiat avec le Montenegro, l'Albanie et les populations les plus remuantes de l'empire turc. Sous l'influence de ces sollicitations, Sélim chassa les deux hospodars le 30 août 1806. Cest alors qu'on apprit à Constantinople que le czar avait refusé de ratifier le traité de paix signé à Paris par d'Oubril. Sébastiani devint beaucoup plus pressant; il somma nettement le sultan de choisir entre l'inimitié de la France et celle de la Russie[2]. Sélim, intimidé, interdit aux vaisseaux russes l'accès du Bosphore, puis, bientôt plus troublé encore par les menaces des représentants de l'Angleterre et de la

1. Napoléon au sultan Sélim, 20 juin 1806.
2. Not de Sébastiani, à la date du 16 septembre 1806.

Russie, il rétablit en Valachie et en Moldavie les deux hospodars destitués, sans toutefois rompre avec la France. Mais il était déjà trop tard pour revenir en arrière; une armée russe, sous les ordres du général Michelson, était entrée dans les Principautés, et la Turquie se trouvait lancée sans retour dans une guerre périlleuse pour la plus grande gloire d'un allié dont le nom ne pouvait lui rappeler que les plus tristes mécomptes, et dont elle allait éprouver de nouveau la douteuse fidélité.

Napoléon vit avec un transport de joie la diversion qui servait si bien ses desseins : « Reprenez confiance, écrivait-il à Sélim, le 11 novembre. *Les Destins ont promis la durée de votre empire; j'ai mission de le sauver, et je mets en commun avec vous mes victoires*[1] ! » Le 1er décembre suivant il lui renouvelait ces assurances dans les termes les plus flatteurs, et il chargeait Sébastiani de signer avec le sultan un traité d'alliance offensif et défensif « par lequel il garantissait à la Porte *l'intégrité de ses provinces de Moldavie, Valachie, Servie; et s'engageait à ne faire la paix avec la Russie que de concert avec elle*[2]. » Comme pour donner à ces engagements un caractère plus irrévocable encore, il les enregistra dans ses bulletins et ses messages au Sénat, faisant ressortir avec un soin particulier toute la honte qu'il y aurait pour nous à abandonner la Turquie et les dangers qui en résulteraient pour « l'Europe civilisée. » Il écrivait dans un de ses manifestes adressés au Sénat : « La tiare grecque relevée

1. *Correspondance*, loc. cit.
2. Napoléon à Sébastiani, 1er décembre 1806.

et triomphante depuis la Baltique jusqu'à la Méditerranée, on verrait de nos jours nos provinces attaquées par une nuée de fanatiques et de barbares. Notre coupable indifférence exciterait justement les plaintes de la postérité et serait un titre d'opprobre dans l'histoire. » (20 janvier 1807.) On allait voir bientôt quel compte il tenait de cette réprobation de l'histoire et de la postérité.

Il annonçait en même temps à cette Assemblée que l'empereur de Perse allait faire marcher ses troupes sur le Caucase, et il lui notifiait l'entrée de la Saxe dans la Confédération du Rhin. Tels étaient, en effet, les alliés nouveaux que Napoléon avait gagnés ou plutôt enchaînés à sa cause. En ce qui concerne la Perse, l'annonce était toutefois prématurée. Son envoyé, M. Amédée Jaubert, arrivé à Téhéran en juin 1806, après des périls sans nombre, n'en avait rapporté que des propositions et le traité ne fut signé qu'en mai 1807. Mais personne ne pouvant vérifier le fait, et le nom de la Perse faisant très-bonne figure sur ce programme, on l'y laissa comme un témoignage de notre lointaine influence.

En présence de cette ligue formidable qui réunissait sous le même drapeau tant de peuples divers, la Russie paraissait peu en état de soutenir la lutte. La Prusse, mise hors de combat, ne pouvait lui fournir qu'une vingtaine de mille hommes qui avaient échappé à grand'peine à la poursuite de Murat; l'Angleterre lui avait fait des promesses qu'elle se pressait peu de tenir, occupée qu'elle était à s'emparer des colonies espagnoles et hollandaises; enfin, la Suède, trop faible pour la soutenir efficacement, se

bornait à garder Stralsund avec une quinzaine de mille hommes. Déduction faite du corps de Michelson engagé intempestivement en Moldavie et des troupes qui ne pouvaient atteindre la frontière que plus tard, la Russie n'avait à nous opposer sur la Vistule qu'une armée d'environ cent vingt mille hommes. Les vingt mille Prussiens de Lestocq observaient ce fleuve, échelonnés de Danzig à Thorn; Bennigsen avait concentré aux environs de Varsovie un corps de soixante mille hommes; enfin, un troisième corps, montant à quarante mille hommes et commandé par Buxhoewden, arrivait à marches forcées pour opérer sa jonction avec Bennigsen[1]. Le commandement en chef de toutes ces forces réunies devait être confié à Kamenski, vieillard octogénaire, qui n'avait plus ni l'énergie ni l'activité d'esprit et de corps qu'exigeait une pareille tâche.

Déjà l'armée française s'était avancée en Pologne, et, dès le 4 novembre, Davout avait occupé Posen. On peut estimer à quatre-vingt-dix mille hommes les corps avancés qui menaçaient la Vistule sous les ordres de Davout, Lannes, Augereau, Murat; ils étaient suivis de près par une autre armée, à peu près égale en nombre, commandée par Soult, Ney, Bernadotte, Bessières; ils laissaient derrière eux, dans le Mecklembourg, le corps de Mortier, occupant le littoral de Hambourg à Stettin : en Silésie, le corps de Jérôme

1. Chiffres approximatifs résultant des évaluations comparées de Plotho, Hœpfner, Danilewski. Robert Wilson. Je dois à un écrivain militaire distingué, M. Guillaume Rumpf, de précieuses indications sur les travaux et documents allemands relatifs aux campagnes de 1806-1807, et non traduits en français.

était chargé, sous la direction de Vandamme, d'assiéger les places qui tenaient encore dans cette province. A notre approche, Bennigsen jugea qu'il ne pourrait, avec ses seules forces, défendre une ligne aussi étendue que la Vistule contre une armée si considérable, car il suffisait que le passage du fleuve fût forcé sur un seul point pour que ses troupes éparses fussent placées dans un péril imminent. Il nous abandonna donc non-seulement Varsovie, mais le camp retranché de Praga, et se replia dans la direction de Pultusk, au-devant du corps d'armée que lui amenait Buxhoewden. Ce mouvement rétrograde nous rendait maîtres du cours de la Vistule. Ney enleva Thorn aux Prussiens de Lestocq; il s'établit sur ce point avec le corps de Bernadotte et la cavalerie de Bessières qui formèrent notre gauche. Soult et Augereau, composant notre centre, franchirent le fleuve de Plock à Zakroczim; enfin, notre droite, composée des corps de Lannes, de Murat et de Davout, s'étendit le long du Bug et de la Narew, depuis Sierock jusqu'au point où ces rivières réunies se jettent dans la Vistule.

Telle était la situation respective des deux armées vers le 20 décembre. Nos cantonnements s'échelonnaient, de Thorn à Varsovie, sur un espace d'environ quarante lieues. Les Prussiens de Lestocq étaient restés sur la Dreventz, en face de Thorn; les troupes russes, renforcées par Buxhoewden et placées sous les ordres de Kamenski, avaient suspendu leur mouvement de retraite pour se retrancher dans l'angle que forment, un peu au-dessus de Varsovie, la Wkra, la Narrew et le Bug en venant confondre leurs eaux dans la Vistule. Cette région, naturellement marécageuse

par suite du voisinage de ces grands cours d'eau, était en outre détrempée par les pluies et rendue presque impraticable par la douceur exceptionnelle de la saison. Napoléon disait « qu'il avait découvert en Pologne un cinquième élément qui était *la boue.* » Il sentait tous les inconvénients d'une reprise d'hostilités dans de telles conditions; il désirait, il pouvait, prendre ses quartiers d'hiver à Varsovie; c'était pour y arriver plus facilement qu'il avait insisté sur la conclusion d'un armistice; et bien que son offre eût été repoussée, il ne tenait qu'à lui de se maintenir dans ses positions. Mais le voisinage si rapproché d'une armée russe, même peu dangereuse pour lui, derrière ce retranchement naturel qui pénétrait comme un coin jusqu'au milieu de ses cantonnements, lui sembla bientôt une espèce d'insulte permanente qu'il ne pouvait tolérer, et il résolut de ne laisser reposer son armée qu'après avoir chassé ou dissipé les Russes. Il alla même jusqu'à se flatter de les détruire dès le début de la campagne : « Il est possible, écrivait-il à Clarke, le 18 décembre, que d'ici à huit jours il y ait une affaire qui finisse la campagne.»

Pour parvenir à ce but, il fait construire un pont sur la Narew, au-dessous du point où cette rivière se réunit à la Wkra. Arrivé de nuit à Varsovie, le 20 décembre, afin de se dérober aux ovations des Polonais, il vient en personne surveiller ces apprêts. Lorsqu'ils sont terminés, tous ses corps d'armées reçoivent simultanément l'ordre de se porter en avant contre les postes disséminés de l'armée prusso-russe. Pendant qu'il va franchir la Narew pour attaquer l'ennemi de front avec sa garde, ses réserves, les corps

de Davout et de Lannes, ses lieutenants Augereau et Soult se portant au delà de la Wkra, manœuvreront sur le flanc des Russes pour les tourner, et Ney, appuyé par Bernadotte, rejettera les Prussiens vers le Nord, en même temps qu'il menacera la ligne de retraite de leurs alliés. Dans la nuit du 22 au 23 décembre, l'Empereur quitta Varsovie; à neuf heures du matin, il franchit la Narew, et le soir de la même journée il fit jeter un pont de bateaux sur la Wkra, entre Okunin et Pomichowo, sous le feu de l'ennemi. Trompés par de fausses démonstrations, les Russes ne réussirent pas à empêcher le passage; ils furent immédiatement assaillis dans leur position de Czarnowo. La nuit était venue et ne suspendit pas le combat : on se battit au clair de lune. Les Russes furent délogés après une vigoureuse résistance qui leur coûta deux mille hommes; ils se retirèrent sur Nasielks où ils furent battus de nouveau le lendemain. Une seule de leurs divisions avait pris part à ces deux affaires, et déjà la situation de leur armée se trouvait compromise. Augereau avait passé la Wkra à Kolozomb à la suite d'un brillant combat, il marchait vers Nowemiasto sur le flanc des Russes, Soult s'avançait parallèlement à la hauteur de Sochoczyn, Bernadotte et Ney, partis de Thorn, se dirigeaient vers Biezun et Soldau.

En présence de cette brusque irruption qu'il n'avait pas su prévoir, le vieux Kamenski, dont la tête était affaiblie par l'âge, donna tous les signes d'une complète démence[1]. Ses lieutenants Bennigsen et

1. Le prince Eugène de Wurtemberg en cite plusieurs traits ca-

Buxhœwden durent pourvoir par eux-mêmes au salut de l'armée. Ils avaient d'un commun accord dirigé le gros de leurs troupes sur Pultusk où ils espéraient rallier celles de leurs divisions qui étaient restées entre le Bug et la Narew. Pendant ce temps leur ardent adversaire, croyant que leur retraite principale allait s'opérer par Golymin, courait avec sa cavalerie à Ciechanow pour les prendre en flanc pendant leur marche. Il dirigea sur Golymin les corps de Davout, d'Augereau et de Murat; il ne porta sur Pultusk que le corps de Lannes. Quant à celui de Soult, il lui réservait l'honneur de frapper ce qu'il considérait comme le coup décisif de la campagne; il lui ordonna en conséquence de marcher de Ciechanow sur Makow, ville située sur les derrières de l'armée russe et où Soult se trouverait à même de détruire les dé bris fugitifs de l'ennemi et de cueillir les fruits de la victoire.

Ce beau plan ne reposait au fond que sur des conjectures qui ne se réalisèrent pas. Cette méprise de Napoléon ne provenait ni d'une défaillance de son génie, ni d'un tort imputable à ses lieutenants, mais de la violence qu'il avait faite à la nature des choses en commençant des opérations aussi étendues dans une pareille saison et sur un pareil terrain. Non-seulement les marécages embourbaient son artillerie et ses équipages au point d'entraver sa marche, mais sa

ractéristiques dans ses *Mémoires*. Son témoignage est confirmé par celui de Rob. Wilson qui fit ces campagnes comme volontaire dans l'armée russe, et qui en a écrit une relation pleine de renseignements curieux et le plus souvent exacts : *Briefs remarks etc. or a sketch of the campaigns in Poland,* 1806-1807.

cavalerie même lui devenait presque inutile, et il lui était impossible de s'éclairer suffisamment pour bien connaître les mouvements de l'ennemi. L'observation précise des faits lui échappant, il ne pouvait plus agir que d'après des suppositions. Le 26 décembre, pendant que Napoléon attaquait, avec des forces très-supérieures, le village de Golymin où s'était retranchée seulement une division soutenue par quelques régiments, Lannes venait se heurter à Pultusk contre la majeure partie du corps d'armée de Bennigsen. Bien qu'il n'eût guère que vingt-six mille hommes, en y comprenant la division Gudin, à opposer à environ quarante mille, Lannes aborda la ligne ennemie avec son intrépidité accoutumée et la fit d'abord plier. Il porta son principal effort sur la gauche russe dans l'espoir de lui enlever Pultusk et le passage de la Narew, mais il rencontra sur tous les points une résistance acharnée, et l'artillerie russe, très-supérieure à la nôtre dont une partie était restée en chemin, fit dans nos rangs de cruels ravages. Lannes s'obstina jusqu'au soir à livrer à Bennigsen des assauts furieux mais sans résultat; il ne parvint à l'entamer sur aucun point, et cette sanglante journée s'acheva sans qu'aucune des deux armées eût obtenu un avantage décisif [1]. A Golymin l'issue du combat avait été presque la même, quoiqu'un peu plus favorable à notre armée. Couverte par des bois et des

1. Dans son rapport daté de Rozan, $\frac{15}{26}$ décembre, Bennigsen s'attribue hautement la victoire et constate qu'on ne fit aucune tentative pour le poursuivre. Il assure n'avoir battu en retraite que parce-qu'il manquait de fourrages et d'approvisionnements. Il y avait beaucoup à rabattre de ces exagérations.

marécages presque inabordables, la division Gallitzin, avec les régiments qui la secondaient, put tenir en échec pendant de longues heures les corps de Davout et d'Augereau soutenus par la cavalerie de Murat. A la fin elle dut céder et opérer sa retraite, mais ce combat fut si peu décisif que, de l'aveu de Napoléon lui-même, la résistance durait encore à onze heures du soir[1]. Le même jour, 26 décembre, à quinze lieues de là, Ney attaquait, à Soldau, les Prussiens de Lestocq et restait définitivement maître de la ville, plusieurs fois prise et reprise, mais après avoir très-chèrement payé sa victoire.

Ainsi, malgré l'excellence du plan de Napoléon, la victoire avait été au moins indécise sur un point, et très-incomplète sur deux autres. En outre, deux de ses corps d'armée n'avaient pris aucune part au combat : celui de Soult, qui devait couper la retraite aux Russes à Makow, avait été forcé de s'arrêter à Ciechanow par suite de la difficulté des chemins ; fût-il d'ailleurs arrivé à Makow il y eût trouvé une partie de l'armée de Buxhoewden prête à lui tenir tête. Quant au corps de Bernadotte, il avait marché dans la direction de Biezun sans rencontrer personne. Ces tâtonnements, ces succès contestés, ce défaut de précision et de concert dans l'exécution étaient à la vérité imputables à la saison et à la nature de ce sol mouvant qui rendait nos manœuvres si lentes et si pénibles, mais ces obstacles, Napoléon les connaissait depuis son arrivée en Pologne ; ils existaient pour nos ennemis comme pour nous, et c'est justement parce

1. Quarante-septième bulletin.

qu'il y avait en lui une tendance croissante à n'en tenir aucun compte dans ses calculs qu'il importe de noter la progression de ce penchant de son esprit. Il croyait avoir répondu à tout, quand il avait écrit dans son bulletin « que sans les horribles boues, suite des pluies et du dégel, pas un seul homme n'eût échappé ; » et c'était lui, le capitaine si habile à tirer parti du terrain, qui s'était si souvent moqué des beaux plans faits sur le papier, c'était lui qui trouvait cette justification plausible et acceptable, comme s'il lui avait été impossible de prévoir une température qui durait depuis plus d'un mois.

Mais quoique peu éclatant, eu égard surtout à nos triomphes passés, le succès de cette courte campagne n'en était pas moins en notre faveur, puisque l'armée russe était forcée d'évacuer ses positions et se voyait dans la nécessité de nous abandonner une partie de son artillerie et de ses bagages impossibles à transporter à travers les fondrières. Elle laissa ainsi dans nos mains quatre-vingts canons ; elle avait perdu de dix à douze mille hommes en morts ou en prisonniers[1]. Nous avions fait de notre côté des pertes presque aussi considérables. Napoléon qui ne pouvait songer à poursuivre l'ennemi dans des régions où selon l'expression d'un de ses officiers[2] il voyait *se fondre ses bataillons*, résolut de prendre ses quartiers d'hiver en attendant le retour d'une saison plus clémente. Il distribua en conséquence ses corps d'armée dans des

1. Fezensac dit *vingt mille*, mais Napoléon, qui n'a pas l'habitude d'atténuer les pertes de l'ennemi, dit : 12,000 hommes. Quarante-septième bulletin.
2. Jomini.

cantonnements situés à une distance moyenne de dix à quinze lieues en avant de la Vistule. Placés à portée de se soutenir les uns les autres, ils étaient pourtant dispersés sur un espace incontestablement trop étendu, car de Varsovie où se trouvait le corps de Lannes à Elbing où campait Bernadotte il n'y a pas moins de cinquante lieues. Ses autres lieute nants occupaient l'espace intermédiaire entre ces deux points extrêmes. Ney était cantonné vers Neidenburg, Soult aux environs de Golymin, Davout à Pultusk, Augereau vers Zakroczim. Le maréchal Lefebvre fut chargé d'observer Danzig avec un corps de quinze mille hommes en attendant qu'il pût commencer le siége de cette place; un autre corps bloqua Graudenz. Napoléon lui-même se tint à Varsovie avec sa garde. De là il surveillait les mille détails d'organisation nécessaires à la subsistance de cet immense rassemblement militaire, l'envoi des vivres, la confection des effets et des approvisionnements, l'établissement de vastes hôpitaux, programme effrayant des batailles futures. Mais ces soins multipliés se réduisaient trop souvent à des ordres qui n'étaient point exécutés parce qu'ils ne pouvaient pas l'être, vu la disproportion de l'entreprise avec l'état précaire des ressources du pays. Nos soldats, réduits à déterrer les provisions enfouies des pauvres paysans polonais, vivaient mal. La mauvaise qualité de leur nourriture jointe à l'insalubrité d'un climat humide engendraient parmi eux de nombreuses maladies axquelles leurs chefs eux-mêmes payaient tribut. Lannes, Murat, Augereau avaient été atteints des premiers assez gravement; enfin l'écho des plaintes de

••

l'armée arrivait jusqu'à Paris et y répandait des alarmes assez vives pour que Napoléon se crût obligé de les faire dissiper par des démentis du *Moniteur*[1].

Le seul dédommagement à tant de maux fut la chute des principales places de la Silésie qui succombèrent après une résistance plus honorable que celle que nous avaient opposée les autres forteresses prussiennes. Glogau avait capitulé le 2 décembre ; Breslau dut se rendre à Vandamme le 8 janvier lorsque l'eau de ses fossés rendue solide par la gelée mit sa faible garnison à la merci d'un assaut. Schweïdnitz ne tarda pas à éprouver le même sort.

Pendant que Napoléon disposait tout pour s'établir paisiblement dans ses quartiers d'hiver, l'armée russe, après s'être un instant dérobée par une marche longue et savante, se préparait à revenir sur lui pour l'attaquer. Repoussés sur Ostrolenka après les batailles de Golymin et de Pultusk, les généraux russes étaient parvenus à se rejoindre vers Nowogrod. Là fut tenu un conseil de guerre dans lequel Bennigsen insista vivement pour une reprise immédiate des hostilités. Ce général qui à défaut de grands talents militaires possédait beaucoup d'audace et de ténacité, croyait qu'avec une indomptable énergie on pouvait résister avec succès à la supériorité stratégique de son terrible adversaire. Il était patriote à sa manière et avait su prendre une grande autorité sur le soldat. En plusieurs circonstances de sa vie et notamment dans la tragédie fameuse qui avait mis fin au règne et à la vie de Paul Ier, il avait montré une

1. Napoléon à Fouché, 18 janvier 1807.

rare force de caractère. Sans se glorifier du rôle si connu qu'il avait joué dans cette nuit mémorable, il en portait le souvenir avec une assurance froide et hautaine, en homme également éloigné de la bravade et du repentir. Sa ferme attitude à Pultusk l'avait désigné pour le commandement de l'armée ; il reçut bientôt après l'ordre de remplacer Kamenski et put mettre à exécution le plan qu'il avait conçu. Sans se dissimuler les graves inconvénients résultant de la mauvaise saison, il les jugeait avec raison moindres pour ses soldats que pour les nôtres qui n'étaient pas habitués à un pareil climat, et il sentait d'instinct que si nous cherchions à éviter le combat, c'est qu'il y avait avantage pour lui à nous l'offrir. Il résolut donc de profiter de l'étendue exagérée de nos cantonnements pour surprendre s'il se pouvait les deux corps d'armée qui en formaient la limite extrême vers la Prusse septentrionale, et en tout cas pour les refouler en dégageant du même coup les places de Danzig et de Graudenz. La dispersion imprudente du corps de Ney, qui de Neidenbourg poussait des détachements jusqu'à Kœnigsberg afin de procurer des vivres à ses troupes affamées[1], la situation un peu aventurée de Bernadotte à Elbing offraient à Bennigsen un espoir fondé de couper et de battre ces deux corps isolés avant que le reste de l'armée fût en mesure de les secourir. Quoi qu'on puisse dire en effet pour justifier le développement que Napoléon avait donné à ses positions, il n'en reste pas moins vrai

1. Voy. Fezensac, Jomini et Mathieu Dum : *Précis des événements militaires*, t. XVIII.

qu'il était excessif et périlleux en présence d'une armée dont on ne connaissait ni les mouvements ni la situation précise.

Cette imprudence n'eut pourtant pas les conséquences fâcheuses qu'on aurait pu craindre. Telle était l'admirable divination que Napoléon portait dans les choses de la guerre, qu'avant d'avoir rien soupçonné du plan de Bennigsen, il avait envoyé Jomini au camp de Ney pour reprocher au maréchal la témérité de sa pointe vers Kœnigsberg et le rappeler à ses cantonnements de Neidenbourg : « Revenez lentement, lui écrivait Berthier au nom de l'empereur, *c'est le premier pas que l'empereur fait en marche rétrograde.* » (18 janvier 1807)[1]. Bennigsen pénétré avant tout de la nécessité de nous cacher sa marche avait disparu derrière un vaste rideau de forêts impénétrables, il avait fait un immense détour partie en deçà, partie au delà du lac Spirding, puis il s'était avancé par Arys, Rhein, et Bischoffstein comptant surprendre nos cantonnements encore en pleine sécurité, surtout ceux de Bernadotte, qui se trouvait le plus exposé depuis que Ney avait commencé son mouvement rétrograde. Ney n'avait pas encore achevé ce mouvement lorsque les Russes parurent aux environs d'Heilsberg (22 janvier 1807), et ses derniers détachements durent s'ouvrir un passage pour rejoindre son corps d'armée. Mais Bennigsen qui arrivait avec des troupes harassées par de longues marches à travers des régions impraticables et dans une saison si rigou reuse, se trouva hors d'état d'imprimer à ses opéra-

1. Fezensac, *Souvenirs.* — *Mémorial du dépôt de la guerre*, t. VIII, appendice.

tions l'ensemble et la rapidité qui leur étaient plus que jamais nécessaires : au moment de recueillir les fruits d'un plan si habilement conçu, il les laissa échapper de ses mains. Au lieu de couper tout ou partie du corps de Ney, il ne put que le refouler sur sa ligne de retraite. Quant à Bernadotte, promptement averti par son collègue du danger qui le menaçait, il se rabattit à la hâte dans la même direction, et renversa à Mohrungen l'avant-garde russe qui voulait lui barrer le passage. Il y perdit ses bagages, mais il put opérer sa retraite sur Strasburg, donnant la main à Ney qui était à Gilgenburg. (25 janvier.)

Napoléon ne connut bien l'ensemble de ces événements que le 27 janvier seulement. Il en comprit aussitôt la portée et loin de chercher à contrarier la marche des Russes vers la basse Vistule, il résolut de tout faire pour les y engager de plus en plus sur les pas de Bernadotte pendant qu'il se porterait lui-même sur leurs derrières suivant sa constante méthode. Il se hâta donc de lever ses cantonnements. Il dirigea son armée sur Willemberg, point à partir duquel il commencerait à déborder l'extrême gauche des Russes, pour les tourner bientôt et les acculer sur la Vistule, ou bien s'ils s'apercevaient à temps de son projet, pour les rejeter dans le sens opposé au delà du Niémen. Il laissa à Varsovie le corps de Lannes pour faire face à deux divisions que Bennigsen avait envoyées sur la Narew, puis afin d'attirer les Russes vers la Vistule il expédia à Bernadotte l'ordre de se retirer pas à pas devant eux dans la direction de Thorn[1]. A vrai dire, il ne se flattait pas de couper

1. D'après Rob. Wilson qui affirme tenir de Bennigsen l'original

toute l'armée russe, mais il se croyait assuré de surprendre un corps de « quinze à vingt mille hommes, » et il avertit Clarke, Mortier et Lefebvre qui se trouvaient à Berlin, à Stralsund et à Thorn, de se tenir prêts à profiter de cette éventualité [1]. Le froid ayant rendu au sol la consistance nécessaire, les chemins étaient redevenus très-praticables. Nous ne pouvions plus désormais imputer nos échecs aux boues de la Pologne. Napoléon doutait si peu du succès de la nouvelle campagne que dans toutes ses lettres il annonçait *qu'il allait rejeter les Russes au delà du Niémen* [2]. Il alla jusqu'à prédire ce résultat dans la proclamation qu'il adressa à son armée le 30 janvier :

« Les Russes, disait-il, sont entraînés par la *Fatalité* qui constamment égare les conseils de nos ennemis. Ils entrent en Turquie et déclarent la guerre à la Porte au moment même où nous arrivons sur leurs frontières. Les premiers ils lèvent leurs quartiers d'hiver, et viennent inquiéter leurs vainqueurs pour éprouver de nouvelles défaites. Puisqu'il en est ainsi, sortons d'un repos qui ferait tort à notre réputation; *qu'ils fuient épouvantés devant nos aigles au delà du Niémen !* Nous passerons le reste de notre hiver dans les beaux pays de la vieille Prusse, et ils ne pourront

de cet ordre, Napoléon tout en notifiant à Bernadotte son intention de couper l'armée russe, ne lui prescrivait pas de se retirer sur Thorn, mais seulement « de tenir tête à l'ennemi avec cette vigueur qu'il avait le droit d'attendre de l'expérience militaire du maréchal. » Ce qui revenait à peu près au même.

1. Napoléon à Clarke, 27 janvier; à Lefebvre, 28 janvier 1807.

2. *Correspondance*, du 27 janvier au 1er février 1807.

attribuer qu'à eux-mêmes les *malheurs qu'ils éprouveront !* »

A parler ainsi en homme du destin il y a sans doute un puissant moyen d'agir sur les imaginations, mais un grand général doit tout prévoir, même la possibilité d'un revers : il vaut mieux pour lui ne pas prendre des engagements qu'il pourra ne pas tenir, car en cas d'échec l'effet qu'il a cherché se retournera contre lui ; et plus les esprits auront été exaltés par ses prédictions, plus ils seront abattus en les voyant démenties. Dès le 28 janvier Bennigsen avait suspendu sa marche, soit qu'il jugeât imprudent de s'avancer plus loin, soit qu'il voulût faire reposer ses soldats fatigués. Le 30 janvier il commença à soupçonner que les Français voulaient opérer sur sa gauche. Le 1er février il était près d'Allenstein lorsqu'on lui apporta la dépêche que Napoléon avait envoyée à Bernadotte et qui avait été interceptée par des Cosaques. Éclairé tout à fait sur le danger de sa position, il prit aussitôt le parti de se retirer dans la direction de Kœnigsberg. A Jonkowo il nous arrêta une journée pour maintenir ses communications avec les Prussiens de Lestocq qui se trouvaient encore à Osterode dans une position fort aventurée (3 février). Il se déroba pendant la nuit, et les jours suivants nous tint tête de nouveau à Hott, puis à Landsberg avec une remarquable solidité au moyen de fortes arrière-gardes qui couvraient la marche de son armée. A son extrême droite les Prussiens séparés de lui par la Passarge et suivis de près par Ney restaient toujours très-exposés. Prévenus par ce maréchal à Deppen où ils espéraient franchir la rivière, ils durent sacrifier une partie de

leur corps d'armée à Liebstadt pour parvenir à la passer à Spanden.

Le 7 février 1807, Bennigsen toujours poursuivi par Napoléon arriva à Preuss-Eylau. Ébranlé par les plaintes de ses soldats qui voulaient combattre, fatigué d'une défensive dont il ne comprenait pas tous les avantages, et trouvant la position favorable pour son armée, il résolut de nous y livrer bataille. Il était serré de si près, grâce à la rapidité de nos mouvements, que le premier choc entre les deux armées eut lieu ce jour-là même. Les Russes s'étaient établis en arrière d'Eylau; ils n'avaient occupé la ville et ses abords qu'avec leur arrière-garde commandée par Barclay de Tolly. Soult l'en chassa après un sanglant combat dans lequel la ville fut plusieurs fois prise et reprise et notre centre s'y logea pour y passer la nuit.

Le lendemain 8 février, le jour naissant éclaira la position des deux armées. Celle des Russes se trouvait beaucoup plus rapprochée de la ville que ne l'avait d'abord supposé Napoléon. Trompé par une reconnaissance imparfaite de Murat, et confirmé dans ses suppositions par les affaires des jours précédents, l'Empereur croyait les Russes sinon en pleine retraite, du moins campés beaucoup plus loin. Le corps d'armée de Soult se réveilla presque sous le feu de leurs canons. Au petit jour Napoléon parcourut notre ligne et rangea son armée en bataille. Au centre de notre position était un cimetière où s'établit la garde; tout près de là s'élevait l'église d'Eylau située comme la ville sur une petite éminence. Autour de nous le terrain jonché de cadavres gardait

partout les traces du combat de la veille. En face s'étendait le champ de bataille. Une plaine couverte d'une neige glacée allait en s'abaissant à partir de nos positions d'Eylau et de Rothenen pour se relever à l'autre extrémité après avoir décrit de légères ondulations. Telle était l'épaisseur de la couche de glace qui recouvrait le sol, qu'on se battit une partie de la journée sur des lacs dont on ne soupçonnait pas même l'existence. Le ciel était sombre et morne; le vent du nord chassait çà et là des tourbillons de neige; sur ce fond désolé se détachaient les masses noires de l'armée russe adossées aux hauteurs, de Saussgarten à Schmoditten, sur trois lignes de profondeur. Elles se tenaient là immobiles, tour à tour déployées en bataille ou serrées en colonnes d'attaque derrière un rempart de feu formé par quatre cents pièces d'artillerie.

Tel fut le spectacle qui frappa les yeux de nos soldats à leur réveil. Ce tableau était d'autant plus fait pour saisir leur imagination qu'ils ne portaient dans cette guerre aucun des entraînements qui eussent été propres à déguiser ce que cette scène avait de lugubre. Ce n'était pas pour que leur patrie fût plus libre, plus grande ou plus prospère qu'ils venaient affronter la mort à travers tant de privations sur cet affreux champ de bataille, c'était pour une fantaisie de ce maître exigeant, et pour une fantaisie dont il ne rendait compte à personne, car que n'avait-il pas allégué pour se justifier d'avoir repoussé une paix si avantageuse et si honorable? Tantôt Pondichéry, tantôt les Polonais, tantôt les Turcs! en réalité, ils le savaient bien, Napoléon n'avait été in-

spiré que par le désir de dominer l'Europe et de garder le royaume que le sort des armes avait fait tomber dans ses mains. Si ces pensées n'ébranlaient pas leur courage, elles étaient plus faites pour diminuer leur élan que pour leur donner de l'enthousiasme. Lorsque les grands mobiles font défaut, il faut du moins que les besoins les plus essentiels soient satisfaits; le moral des soldats est alors étroitement lié à leur bien-être physique; or malgré leurs succès de chaque jour, les nôtres privés de pain et d'eau-de-vie, réduits aux vivres qu'ils pouvaient déterrer dans les champs, enduraient de cruelles souffrances depuis l'ouverture de la campagne. Celles des Russes quoique sérieuses étaient beaucoup moindres[1]; ce ciel inhospitalier était pour eux le ciel de la patrie, ils voyaient en lui un auxiliaire, dans le froid presque un libérateur. Enfin ils n'allaient pas, instruments d'une fantaisie de tyran, porter la destruction sur un territoire étranger; rangés devant leurs frontières pour nous en défendre l'accès, ils pouvaient croire du moins qu'ils combattaient pour leurs foyers.

Il est difficile d'évaluer même d'une façon approximative l'effectif des deux armées qui étaient alors sur le point de s'entr'égorger sur la plaine glacée d'Eylau, tant l'amour-propre national s'est efforcé d'un côté comme de l'autre d'obscurcir cette question toujours compliquée. Napoléon avait avec lui toute son armée à l'exception du corps de Lannes laissé à Varsovie, du corps de Bernadotte resté en arrière, du

1. Le témoignage de Fezensac, qui fut fait prisonnier par les Russes et put faire la comparaison *de visu*, est décisif sur ce point.

corps de Ney qui était à peu de distance de là aux prises avec les Prussiens de Lestocq, qu'il neutralisait. Il lui restait donc les corps de Davout, d'Augereau, de Soult, la garde et la cavalerie de Murat. Ces différents corps ne pouvaient guère former moins de soixante-dix mille hommes. Les historiens qui portent son armée au-dessous de ce chiffre sont fort embarrassés d'expliquer comment après avoir engouffré trois cent trente mille hommes en Allemagne, il ne pouvait en amener que cinquante-quatre mille sur le champ de bataille. Ils tranchent la difficulté en assurant qu'il laissait derrière lui soixante mille traînards, sans songer qu'ils élèvent ainsi contre Napoléon une critique beaucoup plus grave que celle qu'on lui adresse en lui accordant quelques milliers d'hommes de plus sur le champ d'Eylau. En revanche, ces évaluations qui accusent soixante mille traînards dans l'armée française, n'en supposent pas un seul dans l'armée russe qui venait de faire des marches infiniment plus longues et plus pénibles que les nôtres, éloge magnifique bien qu'il ait pour but de diminuer son mérite, mais qui paraîtra sans doute exagéré si l'on réfléchit qu'il y avait parmi les Polonais de nombreux déserteurs. En écartant des états de fantaisie dictés après coup par les susceptibilités nationales et militaires, on peut s'en tenir sur ce point aux appréciations d'un excellent juge, témoin et acteur lui-même dans ces événements, le général Jomini, qui estime que les forces étaient égales des deux côtés, sauf en ce qui concerne l'artillerie où les Russes avaient la supériorité du nombre et les Français celle de la justesse et de la précision du tir.

Aux masses profondes de l'armée russe, Napoléon avait opposé une ligne plus mince mais plus étendue qui rendait son feu plus destructeur. Il avait retranché une partie du corps de Soult dans la ville d'Eylau, une autre à gauche de la ville; au centre, dans le cimetière et les alentours était la garde, sur un terrain encombré des morts de la veille; à droite, au village de Rothenen une autre division de Soult soutenue par le corps d'Augereau; un peu en arrière, dans les intervalles laissés entre ces positions, on apercevait la cavalerie de Murat. Quant au corps de Davout, lancé la veille dans la direction de Domnau et rappelé à la hâte, il ne devait entrer en action qu'un peu plus tard en débouchant à l'extrême gauche des Russes et presque sur leurs derrières. Si l'attaque de Davout réussissait, leur gauche se trouverait culbutée sur leur centre, et leur armée entière rejetée dans la direction de Kœnigsberg où elle rencontrerait le corps de Ney pour lui barrer le passage.

Déjà une épouvantable canonnade s'était engagée entre les remparts mouvants d'artillerie qui couvraient le front des deux armées. Immobiles l'une et l'autre sous ce feu meurtrier qui emporte des files entières, elles attendent avec impassibilité le moment d'en venir aux mains. Pendant plusieurs heures, elles cherchent à s'entamer à coups de canon comme s'il s'agissait d'une forteresse qu'on veut prendre d'assaut, mais la brèche ouverte par l'artillerie se referme d'elle-même. Les Russes accoutumés à l'offensive si rapide et si redoutable de Napoléon sont comme interdits en présence de cette attitude si nouvelle chez lui; ils semblent redouter une de ces surprises terri-

bles qui lui sont familières. Cependant, plus exposés que nous par leur situation découverte aux ravages de l'artillerie, ils s'ébranlent les premiers et viennent manœuvrer sur notre gauche comme pour la déborder, mais bientôt leur attention est sérieusement attirée d'un autre côté. Une vive fusillade retentit sur leurs flancs du côté de Serpallen; c'est Davout qui débouche à son tour sur le champ de bataille chassant devant lui les deux divisions qui lui sont opposées. Son apparition devait dans le plan de Napoléon former l'événement décisif de la journée, de même que celle de Ney, rappelé un peu plus tard de Kreutzbourg, devait en compléter les résultats.

Il était alors une heure de l'après-midi, et loin de s'éclaircir, le ciel était devenu de plus en plus sombre. Afin de donner toute sa valeur à la puissante diversion de son lieutenant et d'empêcher les Russes de se porter avec toutes leurs forces contre son corps isolé, Napoléon s'est enfin décidé à prendre l'offensive. Il pousse à son extrême droite la division Saint-Hilaire qui tendra la main à Davout, et il lance à l'assaut du centre russe le corps d'armée d'Augereau. Pendant que Saint-Hilaire prolonge la gauche ennemie vers Serpallen, Augereau l'épée à la main, quoique malade depuis plusieurs jours, entraîne les divisions Desjardins et Heudelet à travers un véritable ouragan de mitraille et de boulets. Avant qu'elles aient pu rejoindre l'ennemi, elles sont enveloppées par un tourbillon de neige qui venant fouetter le visage des soldats les aveugle, les paralyse, rend leurs armes inutiles, leur marche confuse et incertaine. Les Russes, qui tournent le dos au vent et qui sont restés

immobiles dans leurs positions, peuvent au contraire mesurer leurs coups; ils écrasent du feu de leur artillerie ces masses hésitantes qui semblent devenues également incapables de reculer et de marcher en avant. En quelques instants, la moitié du corps d'Augereau est mise hors de combat; ses généraux et ses principaux officiers sont tués ou blessés, lui-même est frappé à la tête. Alors la cavalerie russe s'élance, elle sabre et poursuit nos débris errants; ce n'est plus une défaite mais une complète destruction. Ce corps d'armée dut être licencié après la bataille, de peur que le petit nombre des survivants ne rappelât trop vivement ce souvenir néfaste.

Le moment était critique. Les escadrons russes venaient charger nos soldats jusqu'aux abords du cimetière où se tenait Napoléon. Retranchée dans cette enceinte criblée de boulets, la garde défendait, non sans peine, ce point central qui était la clef de nos positions. Augereau ramené tout sanglant de cette affreuse mêlée se plaignait amèrement de l'abandon où on l'avait laissé. Le ciel s'était éclairci et permettait de voir toute l'étendue du désastre. Napoléon jugea qu'un grand effort était nécessaire pour faire pencher la balance en notre faveur. Par ses ordres, Murat a formé en une seule légion les quatre-vingts escadrons de notre cavalerie; avec cette masse irrésistible, il exécute une charge à fond sur le centre russe. Il ramène d'abord les cavaliers ennemis, il perce ensuite la première ligne d'infanterie, la traverse, puis il enfonce également la seconde; il arrive enfin jusqu'à la troisième qu'il charge à plusieurs reprises sans pouvoir l'entamer. Son élan expire de-

vant cette solidité inébranlable; il faut revenir après une lutte acharnée. Mais les lignes à demi renversées sous cette effroyable avalanche d'hommes et de chevaux ont gardé leurs positions et se sont reformées derrière lui; il est forcé de les rompre de nouveau pour s'ouvrir un passage jusqu'à nos positions.

Cette magnifique irruption sur le centre des Russes était restée sans résultat décisif; mais pendant ce temps une de leurs colonnes qui, à la faveur de cet immense désordre, s'était aventurée jusque dans Eylau, y avait été prise presque toute entière, et Davout avait achevé son mouvement. Secondé par la division Saint-Hilaire, il avait refoulé la gauche russe de Serpallen sur Saussgarten; il l'avait ensuite rejetée jusqu'au village de Kuschitten. Mais là il fut arrêté court par les détachements que Bennigsen envoya coup sur coup contre lui. Malgré le brillant succès de cette attaque, la bataille était toujours incertaine, car notre centre épuisé ne soutenait que faiblement le mouvement de Davout. Selon toute probabilité pourtant, cette attaque de flanc aurait fini par compromettre gravement la situation de Bennigsen, lorsqu'un événement imprévu vint rendre l'avantage aux Russes. Lestocq échappant à la poursuite de Ney avec une partie de son corps d'armée pendant que ce maréchal, toujours dans l'ignorance de ce qui se passait à Eylau, chassait l'autre devant lui dans la direction de Kœnigsberg, venait de faire son apparition à Althoff à l'extrême droite russe. Après avoir passé sans s'arrêter derrière l'armée de Bennigsen jusqu'à son extrême gauche, il déployait ses huit mille hommes devant le corps de Davout forcé de reculer à son tour. Cet in-

cident inattendu change en peu d'instant la face des choses. Grâce au vigoureux élan que Lestocq imprime à ce retour offensif, les Russes reprennent presque tout le terrain qu'ils avaient perdu de ce côté. Au lieu de se défendre, ils attaquent nos troupes qui se replient. Peut-être un effort général sur toute leur ligne, allait-il leur donner définitivement la victoire, peut-être allions essuyer un autre Pultawa, ou connaître dès lors en petit les désastres d'une retraite de Russie, lorsque Ney, qui après de longues heures perdues en escarmouches inutiles, avait pu être rejoint et averti par son aide de camp Fezensac, parut enfin du côté de Schmoditten, trop tard pour changer sensiblement l'issue de cette journée sanglante et indécise, assez tôt cependant pour empêcher la balance de pencher en faveur de nos adversaires.

La nuit était venue, mais il n'était pas de ténèbres assez épaisses pour voiler les horreurs de ce champ de carnage où gisaient près de quarante mille hommes morts, mourants ou blessés. « *Quel massacre et sans résultat!* » s'écriait le lendemain le maréchal Ney, en détournant les yeux de ces monceaux de cadavres couchés sur le blanc linceul des neiges. « Quel massacre et *sans cause!* » aurait-il pu dire avec plus de raison encore. Nos soldats n'avaient combattu ni pour un intérêt ni pour un principe. Sans amour et sans haine, ils mouraient pour un caprice, comme les gladiateurs du Cirque. La moitié au moins des victimes de cette tuerie était tombée de nos rangs, car si la canonnade du commencement de l'action avait été plus meurtrière pour les Russes que pour nous, nos

attaques avaient été repoussées à plusieurs reprises, et rien à la guerre n'entraîne plus de pertes qu'une attaque qui échoue. Pour un général comme Napoléon et surtout à une pareille distance de notre base d'opérations, une bataille incertaine était un insuccès sinon une défaite, et ce qui en augmentait la gravité, c'était l'engagement encore présent à toutes les mémoires qu'il avait pris de rejeter les Russes « *au delà du Niémen.* » Or, non-seulement les Russes, avaient continué leur retraite sans que Napoléon songeât à les inquiéter, et sans l'opérer vers le Niémen, mais ils s'étaient dirigés vers le cul de sac de Kœnigsberg sans autre issue que la mer, comme pour nous mettre au défi de les y forcer. En revanche, Napoléon était resté maître du champ de bataille; et bien qu'il fût hors d'état de rien entreprendre, il n'était pas homme à ne pas tirer parti de cette circontance pour transformer son échec en victoire. En réalité, son armée avait été si horriblement maltraitée qu'il lui eût été impossible de garder plus longtemps ses positions, en présence d'un ennemi résolu. Les lieutenants de Bennigsen, les généraux Knorring et Tolstoï, suppliaient leur chef de reprendre la lutte; mais il avait fait des pertes énormes, et ses soldats mouraient de faim. L'inflexible volonté de Napoléon l'emporta.

Tel est le prix de la ténacité à la guerre qu'il n'est guère douteux que l'attitude obstinée et indomptable d'un Wellington ne l'eût contraint à une retraite presque immédiate. Cela est si vrai, que même devant la retraite volontaire des Russes, les principaux chefs de l'armée étaient d'avis que nous de-

vions rétrograder au delà de la Vistule, et Napoléon lui-même n'était pas éloigné de partager leur opinion. Le lendemain de la bataille, écrivant au général Duroc, un des seuls hommes qui lui aient inspiré quelque confiance, grâce à son humeur taciturne et réservée, il lui disait : « Il y a eu hier à Eylau, une bataille fort sanglante. Le champ de bataille nous est resté, *mais si on a de part et d'autre perdu beaucoup de monde*, mon éloignement me rend ma perte *plus sensible*.... Il est possible que pour avoir des quartiers d'hiver tranquilles, *je me porte à la rive gauche de la Vistule*[1].» Il y avait loin de là à ce que Berthier écrivait la veille à Joséphine, dans une lettre interceptée : « *Demain Kœnigsberg aura l'honneur de recevoir l'empereur !* » Avouer que l'éloignement rendait ses pertes plus sensibles, c'était reconnaître que l'insanité de sa politique était allée jusqu'à fausser ses vues militaires toujours si sûres et si profondes, car elle seule l'avait poussé dans cette situation où chaque coup reçu comptait double, et où il ne pouvait pas utiliser le cinquième de ses forces. Mais il sentait, avec la supériorité de son génie et de son orgueil, tout ce qu'une retraite sur la Vistule aurait de fâcheux comme effet moral, et non-seulement il s'empressa de repousser cette idée aussitôt que l'inaction de Bennigsen lui montra la possibilité de se soustraire à une si humiliante extrémité, mais il se mit à chanter victoire avec cette assurance qui fit si longtemps illusion à ses soldats eux-mêmes. Peu d'heures après avoir dicté sa lettre à Duroc, il écrivait à Cambacérès

1. Napoléon à Duroc, 9 février 1807.

de faire mettre au *Moniteur* « que l'armée russe avait été mise *dans une déroute complète*: qu'elle avait perdu dix à douze mille prisonniers, quatorze mille tués ou blessés. » Quant à nous, nous n'avions perdu que quinze cents morts et quatre mille blessés[1]. Dans son bulletin, il eût pour ainsi dire insulté aux souffrances du soldat en accusant des pertes aussi minimes; il avoua donc mille neuf cents morts, et cinq mille sept cents blessés, chiffre qui toutefois était encore infiniment au-dessous de lá vérité[2]. Bientôt les funèbres impressions du premier moment s'étant tout à fait dissipées, il ne craignit pas d'évaluer les pertes des Russes à trente mille hommes et à quinze ou seize généraux; puis, lorsqu'arrivé à Landsberg, il n'eut plus sous les yeux le champ de bataille témoin de la destruction de tout un corps d'armée, il lui échappa d'écrire dans son soixante-unième bulletin *qu'il était heureux pour Kœnigsberg qu'il ne fût pas entré dans les calculs du général français de forcer l'armée russe dans cette position!* Bravade puérile et surtout maladroite, car elle évoquait inévitablement dans les esprits une question à laquelle il ne pouvait y avoir qu'une seule réponse. Le dernier des soldats était en état de comprendre, que s'il n'était pas entré dans les calculs de Bonaparte de frapper un coup si extraordinaire et si décisif, c'est uniquement parce qu'il en avait reconnu l'impossibilité.

Pour donner une idée de la cynique impudence qui caractérisait cet homme et du peu de foi que méritent ses comptes rendus militaires, je me contenterai de

1. A Cambacérès, même jour.
2. Cinquante-huitième bulletin.

transcrire ici les assertions contenues dans deux lettres écrites *le même jour*, l'une à Cambacérès, l'autre à Daru, et concernant *le même fait*, c'est-à-dire le nombre de nos blessés à la bataille d'Eylau : « Mon cousin, écrivait-il à Cambacérès, tous les relevés faits, il en résulte que la perte que nous avons éprouvée à la bataille d'Eylau, telle qu'elle est portée dans le bulletin, est plutôt exagérée qu'atténuée. *Elle se trouve être de trois mille blessés et de quinze cents morts.* » Il mandait à Daru : « Monsieur Daru, votre état du 8 mars ne fait monter le nombre des blessés entrés aux hôpitaux de Thorn qu'à quatre mille. *Cela est peu de chose, il devait y en avoir davantage; j'avais calculé sur sept à huit mille blessés*[1]. » Il devait d'autant mieux calculer sur ce chiffre que les rapports des chefs de corps portaient ce nombre à douze mille. Comment pouvait-il ignorer que les hôpitaux de Thorn étaient loin de contenir tous ces malheureux, qu'un grand nombre d'entre eux ou s'était dispersé avec les traînards dans les localités environnantes, ou avait dû être abandonné par suite de la difficulté des transports? « Je fus chargé de suivre le général Colbert qui couvrait la retraite, a écrit Fezensac; nous partîmes donc les derniers. La route était couverte de voitures, de chariots de toute espèce qui restaient enfoncés dans la neige. Beaucoup de blessés réfugiés dans ces voitures nous conjuraient vainement de ne pas les abandonner.... le général envoya un officier pour recommander tous ces malheureux au bourgmestre d'Eylau, et au commandant de l'avant-garde russe

1. Napoléon à Cambacérès et à Daru, 11 mars 1807.

dont les cosaques occupaient déjà la ville[1]. » A côté de ces honteuses dissimulations, le rapport dans lequel Bennigsen s'attribuait hardiment la victoire, mais en avouant une perte totale de 12,000 tués, peut passer pour un modèle de véracité[2].

Au reste, ce qui, mieux que tout autre chose, peut faire juger du véritable état de nos affaires après la bataille d'Eylau, c'est le changement complet qui s'opère du jour au lendemain dans la politique de Napoléon à l'égard de ce même roi de Prusse qu'il venait de traiter avec tant de dureté et de mépris. La veille encore, il le renvoyait dérisoirement à l'époque de la paix générale, semblait douter s'il le rétablirait jamais sur son trône, et, dans tous les cas, affichait hautement l'intention de ne jamais lui restituer ses provinces polonaises. Combien ses dispositions se sont adoucies le lendemain de la bataille! « Monsieur mon frère, lui écrit-il le 13 février, j'envoie près de Votre Majesté le général Bertrand, mon aide de camp, qui a toute ma confiance. Il lui dira des choses qui, je l'espère, lui seront agréables; qu'elle croie que ce moment *est le plus beau de ma vie!* Je me flatte qu'il sera l'époque d'une amitié durable entre nous. »

1. *Souvenirs militaires*, de Fezensac. Un autre témoin oculaire, R. Wilson, confirme pleinement la vérité de ce récit. Les Russes saisirent 200 de ces voitures chargées de blessés. Tous les villages voisins étaient encombrés de nos malades : *A sketch of the campaign*, etc.

2. « Je mets aux pieds de Votre Majesté, écrivait-il à Alexandre. *douze drapeaux* enlevés aux ennemis. » Ces drapeaux, furent portés par le colonel Beckindorff, à Pétersbourg, où tout le monde put les voir, ce qui n'empêcha pas Napoléon d'écrire dans son 59e bulletin « qu'un seul régiment avait perdu son aigle, par suite d'un accident de guerre. »

Ce que Bertrand était chargé d'offrir au roi Frédéric-Guillaume, c'était la restitution des États prussiens jusqu'à l'Elbe, c'étaient ces conditions que Napoléon lui avait si obstinément refusées quelques mois auparavant, c'était cette paix séparée qu'il venait de déclarer impossible. Les instructions de Bertrand lui prescrivaient de représenter au roi de Prusse que son alliance avec la Russie n'était qu'un vasselage déguisé, que les souffrances de ses peuples ne lui permettaient pas d'attendre le consentement de l'Angleterre, « que Napoléon voulait seul avoir la gloire de réorganiser la nation prussienne dont la puissance est nécessaire à toute l'Europe. » Il était bien tard pour reconnaître ces vérités, mais la bataille d'Eylau lui avait ouvert les yeux. Elle lui avait fait bien d'autres révélations. En se réconciliant avec la Prusse, qu'allait-il faire de ces malheureux Polonais qu'il avait entraînés, compromis, et dont chaque jour il continuait à presser les enrôlements sous son drapeau? « Le général Bertrand, poursuivait Napoléon, *laissera entrevoir que quant à la Pologne, depuis que l'Empereur la connaît, il* N'Y ATTACHE PLUS AUCUN PRIX[1]. »

Ce parfait détachement que Napoléon montrait à l'égard de ses alliés naturels, n'était guère fait pour gagner le roi de Prusse à cette *éternelle amitié* que Bertrand venait lui proposer; il était d'ailleurs trop étroitement lié désormais à la Russie pour faire la paix sans elle; il insista donc pour un congrès où l'on débattrait les conditions d'une paix européenne. Mais

1. Instructions pour le général Bertrand, 13 février 1807.

Napoléon, naguère si enflammé pour cette idée, n'en voyait plus aujourd'hui que les inconvénients. Il rappela au roi de Prusse « que le congrès de Westphalie avait duré dix-huit ans, » il persista à exiger un traité séparé, en se déclarant toutefois prêt à accepter un accommodement avec la Russie et l'Angleterre *si elles le voulaient véritablement*, ce qu'il niait. « J'aurais horreur de moi, ajoutait-il, d'être la cause de l'effusion de tant de sang; mais si l'Angleterre croit cette effusion de sang utile à ses projets et à son monopole, qu'y puis-je[1] ? »

Cette mauvaise défaite déguisait mal sa véritable pensée. Trois mois auparavant, la condition misérable à laquelle il avait réduit la Prusse lui offrait un moyen sûr d'intimider et d'influencer les puissances coalisées; aussi demandait-il un congrès général. Aujourd'hui au contraire, la situation de ces puissances s'était assez améliorée pour leur permettre d'agir efficacement en faveur de leur alliée; voilà pourquoi il ne voulait plus avoir affaire qu'au roi Frédéric-Guillaume seul. La contradiction n'était donc qu'apparente, et cette ostentation de générosité n'était qu'un piége.

1. Napoléon au roi de Prusse, 26 février 1807.

CHAPITRE II.

FAUSSES NÉGOCIATIONS. — LES LOISIRS D'OSTERODE ET DE FINKENSTEIN (MARS-MAI 1807).

Ainsi échoua une tentative peu sincère, et peu honorable, qui n'avait été inspirée que par le désir de diviser nos adversaires. Il y avait un manque de dignité, aussi bien que de franchise et d'habileté vraie, à flatter si ouvertement, le lendemain d'un revers, ceux qu'on avait traités la veille avec un mépris si brutal.

Napoléon, après avoir vigoureusement refoulé les avant-postes ennemis, afin de se procurer des quartiers d'hiver tranquilles, porta son quartier général à Osterode, vers les confins de la vieille Prusse. Il s'appuyait à Thorn, comme il s'était appuyé à Varsovie deux mois auparavant. Il établit son armée derrière la Passarge et l'Alle. Son extrême gauche était à Braunsberg, son centre s'étendait de Mohrungen à Allenstein, sa droite de Gilgenburg à Willenberg. Ces positions, quoique plus concentrées que les précédentes, n'étaient ni très-fortes ni très-sûres; elles étaient surtout trop loin de nos centres d'approvi-

sionnements, ce qui exposa pendant tout le reste de l'hiver nos troupes aux plus cruelles privations. Napoléon a tracé lui-même dans sa correspondance de vives peintures du dénûment auquel ses soldats se trouvèrent plus d'une fois réduits, sans pain, sans eau-de-vie, sans abri, sans souliers, au milieu des glaces et des neiges. On est pourtant forcé de convenir qu'au point de vue militaire son admirable instinct ne le trompait pas, et que la faute de transporter la guerre dans des contrées si inhospitalières une fois commise, il en tirait le meilleur parti possible en tenant tête à ces premières rigueurs de la fortune au lieu de plier et de s'avouer vaincu. Son attitude indomptable en imposa à l'ennemi qui ne songea plus à troubler le repos de nos cantonnements; elle en imposa plus encore à l'Autriche dont l'intervention en ce moment eût été toute-puissante, et qui ne sut pas saisir l'occasion. Un mouvement rétrograde eût au contraire enhardi nos ennemis dans toute l'Europe; il eût peut-être été le signal d'une débandade désastreuse. Le parti à la fois audacieux et habile qu'il sut prendre, est la critique la plus frappante de celui auquel s'arrêta Bennigsen. Ce général avait, à la vérité, fait de grandes pertes; mais son offensive en plein hiver lui avait trop bien réussi jusque-là pour qu'il dût y renoncer; et plus Napoléon montrait le désir de rester en paix jusqu'à la belle saison, moins Bennigsen devait se résigner à l'inaction à laquelle il se condamna pour tout le reste de l'hiver.

Divers succès remportés sur d'autres points par nos soldats et nos alliés, vinrent peu à peu affaiblir les

sinistres impressions d'Eylau. Savary, chargé du commandement intérimaire du corps de Lannes pendant une maladie de ce général, dégagea les abords de la Narew, si nécessaires à notre occupation de Varsovie, et battit les Russes à Ostrolenka. Dans le cours de février, Lefebvre investit Danzig, Mortier occupa les environs de Stralsund, qu'il ne pouvait investir faute de munitions; notre armée de Silésie pressa le siége de Neïss et de Glatz; enfin nos alliés, les Turcs, se maintinrent sans trop de désavantage sur le Danube contre Michelson, forcé de faire des détachements sur le Bug au profit de Bennigsen.

A Constantinople, le sultan Sélim, merveilleusement secondé par Sébastiani, remporta une véritable victoire diplomatique et militaire sur la coalition anglo-russe. Après la déclaration de guerre de la Russie et le départ de son ambassadeur Italinski, Sélim avait eu affaire aux remontrances et aux intimidations de l'Angleterre; il y avait cédé un instant, puis bientôt s'était repenti de sa faiblesse. L'Angleterre tenait d'autant plus à en finir avec les hésitations du sultan, qu'elle n'avait apporté jusque-là à la Russie qu'un concours fort peu efficace, et que, d'autre part, elle craignait de voir cette puissance s'approprier une partie des provinces turques à la suite d'une guerre heureuse. La flotte de l'amiral Duckworth, rappelée des côtes d'Espagne vers les Dardanelles, fut chargée d'appuyer les représentations du cabinet britannique. Son ministre M. Arbuthnot signifia à la Porte un ultimatum impérieux; il somma le sultan de renvoyer Sébastiani, et de se prononcer pour l'alliance anglo-russe (25 février). Sur le refus

de Sélim, Arbuthnot s'embarque avec ses nationaux pour rejoindre la flotte. La guerre est aussitôt déclarée à l'Angleterre. Duckworth s'engage intrépidement dans le détroit avec sa faible escadre sous le canon des châteaux des Dardanelles; il supporte sans en souffrir leur feu mal dirigé, brûle et détruit les bâtiments qu'il rencontre sur son passage, et vient jeter l'ancre vers l'île des Princes, à quelques milles du sérail (21 février). La terreur régnait dans Constantinople où aucune mesure de défense n'avait été prise. Duckworth insiste pour l'acceptation immédiate de l'ultimatum dont les conditions sont encore aggravées par de nouvelles exigences. Dans ce premier moment de consternation un seul boulet tiré sur le sérail eût décidé de la soumission immédiate du sultan et de sa capitale, mais des scrupules d'humanité arrêtèrent l'amiral anglais; il consentit à négocier et perdit tout le fruit de son heureuse audace.

Sébastiani, qui déploya dans cette circonstance difficile beaucoup de caractère, de sang-froid et d'habileté, se rend chez le sultan, relève son courage; il lui montre la possibilité de gagner du temps et d'organiser la défense; il obtient que les Anglais se retirent à quelque distance, il les amuse pendant plusieurs jours par de feintes négociations. Pendant ce temps, il hérisse les côtes de batteries, il arme des chaloupes canonnières, dispose de vieux vaisseaux en lignes d'embossage, fait instruire les artilleurs turcs par des officiers français que Napoléon lui a envoyés. Le 26 février, Duckworth s'aperçoit enfin qu'il a été joué. Loin d'être en état d'intimider, il se trouve menacé à son tour; il lui faut reprendre l'étroit passage par le-

quel il est venu sous le feu d'une artillerie devenue redoutable. Il reparaît humilié devant Constantinople qui se rit désormais de ses attaques. Pour comble de malheur les vents contraires ne lui permettent pas de prendre position devant la ville pour commencer des opérations offensives. Chaque jour qui s'écoule aggravant ses périls, il est forcé de s'éloigner, et il affronte de nouveau, mais en fugitif, les batteries des Dardanelles dont les énormes pierriers causent à ses vaisseaux de graves avaries (3 mars) [1].

L'énergie inespérée de Sélim et le succès de sa résistance aux injonctions du cabinet britannique, inspirèrent à Napoléon un vif sentiment de joie en lui prouvant la puissance d'une diversion sur l'efficacité de laquelle il n'avait jamais beaucoup compté. Ces nouvelles ne lui parvinrent qu'au commencement d'avril 1807. Il résolut de rendre plus étroite encore l'alliance qui l'unissait à Sélim, et en même temps de la fortifier par une union intime avec la Perse dont il espérait tirer un parti non moins avantageux. Il faisait annoncer à grand fracas dans le *Moniteur* que les Russes avaient offert la paix à la Perse, et que Fethali Schah avait repoussé cette proposition en s'écriant : « *que tant que le grand empereur son ami serait en guerre avec les Russes, ceux-ci ne devaient espérer ni paix ni trêve* [2] ! » Il offrit à Sélim des armes, des munitions, des soldats, des ressources de tout genre. « Tu

1. Rapports de Duckworth adressés à l'amiral Collingwood à la date du 21 février et du 3 mars 1807. (*Annual register for the year* 1807, *appendix to the chronicle.*)— Lettre de Sébastiani à Marmont, 4 mars 1807.

2. *Moniteur* du 2 avril 1807.

t'es montré, lui écrivait-il à la date du 3 avril, le digne descendant de Sélim et de Soliman. Tu m'as demandé quelques officiers, je te les envoie.... Généraux, officiers, armes de toute espèce, argent même, je mets tout à ta disposition, tu n'as qu'à demander. Demande d'une manière claire, et tout ce que tu demanderas je te l'enverrai sur l'heure. Arrange-toi avec le schah de Perse qui est aussi l'ennemi des Russes; engage-le à tenir ferme et à attaquer vivement l'ennemi commun. » Il écrivit dans le même sens au schah pour l'exciter à attaquer à la fois les Anglais et les Russes[1], et s'occupa dès lors d'organiser la mission du général Gardane, qui ne partit qu'au mois de mai suivant. La lettre à Sélim se terminait ainsi : « Ici *on m'a proposé la paix. On m'accordait tous les avantages que je pouvais désirer*, mais on voulait que je ratifiasse l'état de choses établi entre la Porte et la Russie par le traité de Sistowa, et je *m'y suis refusé.* J'ai répondu qu'il fallait qu'une indépendance absolue fût assurée à la Porte. »

Ce post-scriptum contenait autant de mensonges que de mots. Si Napoléon attachait tant de prix à l'alliance de la Turquie et de la Perse, s'il témoignait tant d'égards et d'affection à ces deux souverains quelque peu étonnés de cette subite tendresse, c'est précisément parce que ses avances successives envers la Prusse et l'Autriche n'avaient été accueillies qu'avec défiance ou froideur. Il faut en dire autant des démonstrations exagérées de sympathie auxquelles il se livra vers la même époque à l'égard de la nation

1. Napoléon à Sélim, 3 avril 1807; au schah de Perse, même jour.

suédoise, lorsque Mortier, après avoir battu les Suédois à Passewalk, conclut avec eux une trêve qui les séparait momentanément de la coalition. « L'Empereur, disait à ce sujet Napoléon dans son soixante-douzième bulletin, a toujours éprouvé une véritable douleur de faire la guerre à une nation généreuse, brave, *géographiquement et historiquement amie de la France....* l'instruction de l'Empereur a toujours été de traiter les Suédois comme des amis avec lesquels nous sommes brouillés et avec lesquels la nature des choses ne tardera pas à nous remettre en paix. Ce sont là les plus chers intérêts des deux peuples. *S'ils nous faisaient du mal, ils le pleureraient un jour, et nous nous voudrions réparer le mal que nous leur aurions fait.* » Rien de plus juste et de plus vrai que ces considérations; mais pourquoi n'étaient-elles dans sa bouche qu'une feinte inspirée par des embarras d'un moment, au lieu d'être l'expression sincère et durable de sa politique? La Suède, la Turquie, la Perse, la Pologne, tels étaient bien en effet les seuls alliés qu'il pût espérer s'attacher désormais, mais ces peuples ne devaient pas tarder à apprendre à leurs dépens ce que pesait à ses yeux une alliance même fondée sur cette communauté d'intérêts, de traditions, de sympathie qu'il invoquait avec tant d'emphase. Lorsqu'il écrivait ces déclarations qui lui coûtaient si peu, il y avait quelque temps déjà qu'il agitait dans son esprit l'éventualité d'un raccommodement soit avec la Russie, soit avec l'Autriche, raccommodement dont l'inévitable préliminaire devait être l'abandon ou le sacrifice de ces alliances tant vantées.

Après son essai malheureux et maladroit pour ra-

mener le roi de Prusse le lendemain de la bataille d'Eylau, Napoléon s'était de nouveau tourné vers l'Autriche. Effrayé de son propre isolement, il était en outre sérieusement inquiet des armements peu dissimulés de cette puissance, qui alléguait avec beaucoup de raison la nécessité où elle était de se mettre en état de faire respecter sa neutralité. Il sentait très-justement qu'après tous les griefs qu'il avait donnés à l'Autriche, il faudrait peu de chose au cabinet de Vienne pour passer de cette attitude défiante à une hostilité ouverte. Il résolut donc de gagner à tout prix son amitié : « Que veut la maison d'Autriche? écrivait-il à Talleyrand le 3 mars. Veut-elle traiter pour garantir l'intégrité de la Turquie? j'y consens. Veut-elle un traité *par lequel la Russie venant à acquérir un accroissement de territoire en Turquie, les deux puissances feraient cause commune pour obtenir l'équivalent?* Cela peut encore se faire. » Après avoir si bien montré le cas qu'il faisait et des intérêts de son bon ami Sélim, et de cette *intégrité* qui revenait dans tous ses manifestes, il invitait Talleyrand à offrir de nouveau une portion de la Silésie, enfin à lui écrire « ce qu'il fallait faire pour s'assurer l'Autriche. » Mais à supposer que l'Autriche ignorât la démarche que Napoléon venait de faire, dans un sens si différent, auprès du roi de Prusse, ce qui n'est pas présumable, quelle confiance pouvait lui inspirer une démarche si brusque, un changement de ton si fréquent et si complet, une facilité si éhontée à sacrifier ses alliés les plus fidèles, et, pour tout dire, tant de douceur et d'affabilité après tant d'arrogance?

M. de Vincent, à qui M. de Talleyrand fit cette ou-

verture fort imprévue, témoigna plus de surprise que d'empressement. Il répondit que sa cour n'avait nullement le désir de s'approprier les dépouilles de la Turquie ou de s'enrichir aux dépens de ses autres voisins, mais ne demandait qu'à être rassurée sur ses possessions actuelles. Napoléon revint à la charge : « Il faut, écrit-il à Talleyrand le 9 mars, que M. de Vincent nous dise ce qu'ils désirent, car tout ceci doit finir par un système entre la France et l'Autriche, ou entre la France et la Russie. » Les inquiétudes de l'Autriche n'ont plus de raison d'être, car « le plan de l'Empereur est celui-ci : restituer au roi de Prusse son trône et ses États, et maintenir l'intégrité de la Porte. » L'Autriche ne voulant pas du partage de la Turquie, il invoque de nouveau le grand principe de l'intégrité. « Quant à la Pologne, ajoute-t-il aussitôt, *cela se trouve contenu dans la première partie de la phrase,* » c'est-à-dire que la restitution des États du roi de Prusse étant stipulée, il ne sera plus question de la Pologne. Ainsi il fait de ses soldats les Polonais aussi bon marché que de ses amis les Turcs. Il offre de les sacrifier à l'Autriche comme il a déjà offert de les sacrifier à la Prusse. Évite-t-il du moins, pendant ce temps, de les compromettre et de les pousser en avant? Non, il n'a jamais été plus prodigue de leur sang et de leurs ressources. Deux jours auparavant, le 6 mars, il écrit à Zajonchek pour le presser de compléter l'organisation de son corps d'armée qu'il va porter à *vingt-cinq mille hommes;* il l'invite à enrôler sous ses drapeaux toute la noblesse de la rive droite de la Vistule; il annonce le même jour à Talleyrand qu'il va faire insurger la Volhynie et la Podolie! Mais

peut-être a-t-il à se plaindre de leur lenteur et de leur mollesse? encore moins, il le reconnaît lui-même dans les termes les plus explicites : « Tâchez donc, écrit-il à Talleyrand à ce moment même, de convaincre Gouvion qu'il prend trop de passion contre les Polonais. *Il me semble qu'ils rendent autant de services que les circonstances peuvent le permettre*[1]! » On voit par cette conduite si les Polonais éclairés avaient eu tort ou raison de ne pas se fier à Napoléon.

Le cabinet autrichien reçut froidement cette nouvelle avance, il gardait une réserve impénétrable. Napoléon était l'homme le moins fait pour supporter longtemps, chez un adversaire quel qu'il fût, cette attitude énigmatique. En présence de l'immobilité autrichienne, il s'impatiente, s'irrite, et bientôt il menace. Il ne cherche plus à tenter et à séduire l'Autriche, il se prépare à la mettre en demeure de choisir entre l'alliance et la guerre. Pour l'intimider plus sûrement, il se décide à frapper un coup extraordinaire. Il a appelé, il y a quatre mois à peine, une conscription de 80,000 hommes qui ne devait être levée qu'un an plus tard, il va, par un nouvel abus de pouvoir, appeler, en mars 1807, les 80,000 conscrits de l'année 1808; il va faire à la France cet effroyable aveu qu'il lui faut maintenant deux conscriptions en quatre mois, qu'avec tout son génie, une armée de 540,000 hommes ne lui suffit plus pour protéger l'honneur national! Et encore ne lui dit-il pas tout, car il songe à appeler au mois de septembre la conscription

1. Napoléon au général Zajonchek, 6 mars 1807; à Talleyrand, même date.

de 1809! « Je vais armer 80,000 hommes, écrit-il à Talleyrand le 30 mars, au mois de septembre j'en armerai 80,000 autres. » En même temps que par une nouvelle violation des lois qu'il a faites, il soustrait au Corps législatif le vote de cette mesure inique pour l'imposer à la complaisance de ses sénateurs, il la motive effrontément sur la nouvelle fantastique « que l'Angleterre vient de lever 200,000 hommes[1]. » Il prévient ses confidents, Cambacérès et Lacuée, que les objections sont inutiles, qu'il les connaît d'avance, qu'il n'écoutera aucune représentation, ne souffrira aucun délai, que telle est son immuable volonté. Talleyrand reçoit l'ordre de faire connaître à l'Autriche que nos levées ne sont qu'une réplique à ses propres armements, à sa politique équivoque, « qu'il attend sa réponse à nos ouvertures pour faire faire demi-tour à droite à notre armée de Bretagne et de Normandie..., qu'elle sera bien folle d'attirer chez elle le théâtre de la guerre..., qu'il est prêt à faire passer la revue de son armée à l'intérieur par un officier autrichien qui verra par ses yeux combien de troupes il peut envoyer en Bavière avant un mois.... Enfin que l'Autriche doit concourir à la paix selon les ouvertures qu'il lui a faites, mais qu'il faut qu'elle ne lui donne plus d'inquiétudes et ne lui fasse plus de menaces. »

De si insolentes provocations succédant tout à coup aux caresses, étaient faites pour pousser à bout les hommes d'État les plus disposés à la résignation, et peut-être l'Autriche, tout affaiblie qu'elle fût alors, n'eût-elle pas supporté un pareil langage s'il lui eût

1. *Message au Sénat.*

été signifié dans toute sa brutalité. Mais, par une heureuse coïncidence, au moment même où Napoléon lui jetait ce défi insensé, elle lui faisait offrir sa médiation auprès des coalisés. Napoléon écrivait sa lettre le 19 mars, et le lendemain, 20, il recevait celle par laquelle Talleyrand lui notifiait l'offre du cabinet autrichien. Il en éprouva un vif désappointement, car cette proposition bienveillante faisait tomber ses menaces en leur ôtant tout prétexte, et conservait à l'Autriche l'avantage de sa position expectante. Malgré ses hypocrites déclarations en faveur de la paix, il n'avait plus au fond aucune envie de la faire depuis que de nombreux renforts étaient venus combler les vides de son armée, et ses démarches auprès des diverses puissances avaient pour but de gagner un allié de plus, et nullement de conclure une pacification. Il n'avait que faire des bons offices de la cour de Vienne; ce qu'il avait voulu obtenir, c'était l'appui de ses armées. Cependant il sentait toute la gravité de cet incident, et ne se dissimulait pas que l'intervention autrichienne pouvait en très-peu de temps aboutir à la guerre. Ses embarras se trahissent dans les incessantes fluctuations de son langage et de sa conduite. On le voit d'abord prescrire à Talleyrand une attitude ambiguë; il lui recommande de ne répondre ni oui ni non, d'exiger que l'Autriche cesse d'armer, et « se présente, un bâton blanc à la main, comme un juge de paix [1]. » Quelques jours après, il le presse de pousser l'Autriche, il se déclare prêt à accepter la médiation, il demande même qu'on y joigne « une

1. Napoléon à Talleyrand, 20 mars.

suspension d'armes de trois ou de six mois[1]. » Le 16 avril, il accepte officiellement la médiation en insistant encore pour l'armistice[2]; mais bientôt il se ravise. Avant tout armistice, il veut avoir Danzig et Graudenz que son armée serre de près; il blâme Talleyrand d'avoir admis pour base le *status præsens;* il lui enjoint de ne s'engager à rien, de faire l'ignorant, de traîner en longueur; il regarde l'intervention de l'Autriche comme un *malheur;* il faut donc que tout, et « jusqu'au lieu même où doit se réunir le congrès, puisse devenir un objet de discussion[3]. »

Dans toute cette négociation dont il est si facile de prévoir le dénoûment, son manque absolu de principes et de toute règle de conduite, l'incroyable mobilité de ses idées qui n'avaient d'autre boussole que l'intérêt du moment, envisagé sous le point de vue le plus personnel et le plus éphémère, dégénèrent en imprévoyance et en déraison. Il n'en fallait pas tant pour faire échouer un projet qui n'avait été pour l'Autriche qu'un expédient, et que les autres puissances n'avaient pas pris au sérieux un seul instant. Elles acceptèrent en principe la médiation autrichienne, mais en fait elles s'en tinrent à de vagues déclarations, et il n'y eut de réel et de définitif dans leurs démarches que la convention de Bartenstein (26 avril) qui resserra plus étroitement encore l'alliance de Frédéric-Guillaume avec Alexandre. Les deux souverains s'unissaient de nouveau pour la dé-

1. Au même, 26 mars.
2. 16 avril.
3. 23 avril.

fense commune et pour la reconstitution de l'Europe ; ils s'engageaient particulièrement *à ne faire aucune conquête pour leur propre compte pendant toute la durée de la guerre* (art. 13). Cet engagement, à coup sûr désintéressé, mais un peu prématuré peut-être, témoignait assez des illusions qu'avait fait naître dans leur esprit l'indécision de la bataille d'Eylau.

Pendant que ces démonstrations pacifiques s'échangeaient de part et d'autre, semblables à ces contremarches savantes et à ces mouvements simulés par lesquels les généraux s'étudient à découvrir le côté faible d'un adversaire, Napoléon, établi à Osterode puis au château de Finkenstein (1er avril), s'occupait activement à relever le moral et le matériel de son armée, à assurer ses approvisionnements d'abord si défectueux, à presser l'arrivée de ses renforts, et l'organisation de ses conscrits. Le 4 avril, Cambacérès et Regnault de Saint-Jean d'Angély se présentèrent en son nom devant le Sénat consterné pour obtenir de lui l'appel de la conscription de 1808. Cambacérès jura ses grands dieux que ces jeunes gens ne seraient employés qu'à l'intérieur. Il insista sur la « *la bonté paternelle* de Sa Majesté qui n'avait pas voulu que les nouveaux conscrits affrontassent les grands travaux de la guerre avant de s'être par degrés familiarisés avec eux. » On lut ensuite un rapport de Berthier qui établissait « que jamais les armées de Sa Majesté n'avaient été aussi nombreuses, aussi bien exercées et mieux organisées ; » mais qu'il fallait subvenir aux pertes subies dans les batailles et « *à la consommation des maladies*, » parole terrible dans son laconisme, et qui exprimait bien le déchet prévu de cette immense

coupe réglée. Regnault parla le dernier. Il s'attendrit sur l'Empereur « qui avait tout fait pour avoir la paix » et dont le cœur saignait en réclamant cette nouvelle conscription. Il s'attendrit aussi sur les conscrits : « Ce ne seront, dit-il, à proprement parler que des *gardes nationales*, des corps *où les enfants obéissant à la voix de la nature*, remplaceront pour ainsi dire leurs pères sous les aigles départementales.... il en coûte à Sa Majesté, témoin ce bulletin d'Eylau où respirait le regret plutôt que la joie de la victoire[1] ! »

Cette pastorale larmoyante émut les sénateurs qui étaient trop sensibles pour refuser leur vote à ce Tibulle de la conscription. Conscrire et proscrire, tel était déjà selon l'expression d'un contemporain[2] le premier et le dernier mot du régime impérial. Napoléon était bien loin de la sentimentalité que lui prêtait Regnault. Sa *bonté paternelle* en était à rétablir, par des rigueurs inexorables, la discipline fort compromise dans ces derniers temps : « J'ai vu avec peine, écrivait-il à Soult, qu'un paysan était venu d'Elditten à Liebstadt. Ne saurons nous donc jamais servir? pas même un lièvre ne doit passer la ligne. Le premier qui passera, faites-le fusiller, *innocent ou coupable*[3]. » C'est par de tels moyens, paraît-il, qu'on fait à la guerre ce qu'on est convenu d'appeler de *grandes choses*. Il profita des loisirs que lui laissait Bennigsen pour pousser énergiquement le siége des places qui tenaient encore soit en Silésie, comme Neiss et Glatz, soit dans la Prusse supérieure, comme Graudenz

1. *Moniteur* du 8 avril 1807.
2. Daunou : *Essai sur les garanties.*
3. Napoléon à Soult, 28 février.

et Colberg. Il tenait particulièrement à la prise de Danzig, entreprise plus difficile dont il voulait donner l'honneur au vieux Lefebvre, mais qui était en réalité dirigée par deux officiers éminents du génie et de l'artillerie, Chasseloup et Lariboisière. Danzig fut investi le 8 mars, et à partir de ce moment le siége fut poursuivi régulièrement par un corps d'armée de 20,000 hommes, composé en partie d'auxiliaires.

Cette période de tranquillité relative lui permit également de jeter un coup d'œil sur nos affaires intérieures qui se trouvaient dans une situation fort peu rassurante. Comme tout en déléguant une partie de son autorité à l'archichancelier Cambacérès, il avait voulu rester le centre de l'administration et des intérêts, il est facile de comprendre qu'après une si longue absence, au milieu d'événements si tumultueux, si compliqués, il était fort mal placé pour donner au gouvernement intérieur l'impulsion de chaque jour sans laquelle rien en France ne pouvait plus se faire ni marcher. Tout y étant soumis aux décisions de cette fantaisie désordonnée, tout s'y était trouvé suspendu et arrêté en même temps, et l'on voit par sa correspondance que, pour régler le moindre différend, pour obtenir de lui une décision relative à des chanteurs d'Opéra, il fallait courir après le conquérant jusqu'au milieu des neiges d'Eylau, avant de savoir quelle conduite on devait tenir. Avec quelle compétence et quelle connaissance des questions, des intérêts, du bon droit, de pareils arrêtés pouvaient être rendus, c'est ce qu'il est inutile d'examiner pour tout esprit sensé. Un désarroi général, un malaise profond, une déplorable inertie dans toutes les bran-

ches de l'activité nationale, excepté celle que nourrissait la guerre, telle était l'inévitable conséquence d'un semblable système. Les alarmes que fit naître la situation périlleuse de notre armée après Eylau, n'étaient pas de nature à atténuer le mal.

Ces souffrances tenaient à sa politique; quelque bonne volonté qu'il eût d'y remédier, il ne dépendait pas de lui de les soulager tant qu'il ne reviendrait pas à des vues moins chimériques. Il n'est pas dans la nature des choses qu'un homme, eût-il un génie politique très-supérieur à celui de Bonaparte, puisse bien gouverner un État, et à plus forte raison un si vaste empire, à cinq cents lieues de ses frontières, au milieu des agitations, des accidents et des innombrables nécessités de la vie militaire. Lorsque Napoléon avait, dans sa journée, fait de quinze à vingt lieues à cheval pour parcourir ses cantonnements, lorsqu'il avait dicté dix lettres relatives aux mouvements de ses troupes sur l'immense échiquier qu'elles avaient à parcourir, lorsqu'il avait prévu et réglé les mesures à prendre pour leur faire parvenir à point nommé leurs approvisionnements, leurs munitions, leurs objets d'équipement, pour envoyer aux chefs de corps leurs instructions, pour imprimer un mouvement d'ensemble à des opérations si variées, pour conduire les siéges et diriger les négociations, il tombe sous le sens qu'il ne lui restait plus pour la conduite des affaires intérieures de l'empire qu'une somme d'attention fort insuffisante, et qu'il ne pouvait leur accorder qu'un regard distrait. Les écrivains complaisants qui nous le montrent portant avec aisance ce poids énorme, et du fond de son camp d'Osterode faisant mouvoir tout

l'empire avec une sorte d'omniscience et d'omniprésence, se servent, on peut le dire, d'un langage plus propre à la théologie qu'à l'histoire. Par une anomalie singulière, ce sont les mêmes écrivains qui, en lui attribuant soixante mille traînards à Eylau, le dépeignent comme incapable dès lors de maîtriser et de bien conduire la gigantesque machine qu'il avait organisée sous le nom de grande armée

Cette contradiction dit assez tout ce qu'il y a à rabattre dans leurs récits. La vérité est que, même au point de vue militaire, Napoléon était dès lors comme débordé par l'immensité de ses entreprises ; il réussissait encore à faire violence à l'impossible à force de génie et d'activité, mais les incohérences et les lacunes de son œuvre se trahissaient à chaque instant, et au premier insuccès tout semblait sur le point de s'écrouler. Il gouvernait nominalement l'empire ; jaloux à l'excès des prérogatives de son pouvoir, il avait voulu garder dans ses mains tous les fils de l'administration ; mais en réalité il s'était vu forcé d'en déléguer la plupart des fonctions effectives, à des hommes dont la docile médiocrité et l'effacement absolu rassuraient son ombrageuse susceptibilité. Il ne surveillait de près que la police, la diplomatie et la guerre, qui à vrai dire étaient à ses yeux les seuls organes essentiels du gouvernement. L'expédition des affaires courantes était confiée au secrétaire d'État Maret qui, chargé de dépouiller les portefeuilles ministériels et de préparer les décisions indispensables, en présentait les éléments sous le jour qui lui convenait le mieux. Travailleur infatigable, esprit souple et facile, sans principes arrêtés ni vues propres, mais possédant à

fond la routine des affaires et les faiblesses de son maître, ce parfait bureaucrate épargnait à Napoléon la fatigue d'une étude dont le poids l'eût accablé au milieu de ses occupations multipliées; sous prétexte de résumer et de simplifier les affaires, il lui en dérobait peu à peu le contrôle et ne lui laissait guère que la signature des décrets qu'il avait lui-même élaborés.

Si Maret avait été inspiré en cela soit par une préférence pour un système quelconque, soit même par le goût du pouvoir, cette espèce d'usurpation clandestine aurait pu devenir dangereuse pour lui, mais comme il n'y cherchait que la satisfaction d'une coterie plus avide de places et de distinctions lucratives que d'une haute influence dans l'État, et comme il possédait à un rare degré le genre de mérite que Napoléon appréciait le plus dans ses serviteurs, le zèle et le dévouement, la faveur dont il jouissait ne fit que se consolider avec le temps. Ce n'en était pas moins un grand mal au point de vue de la bonne expédition des affaires, que l'instrument régnât sous le nom du maître, et que l'empire fût gouverné par un homme dont la portée d'esprit ne dépassait pas celle d'un excellent scribe. On peut en croire là-dessus Savary, un des plus aveugles adorateurs de Napoléon, bien que cette critique lui ait été dictée par l'envie plutôt que par un jugement sincère. Il constate, en la déplorant, l'influence prise à ce moment par Maret, et il ajoute : « On faisait croire à l'Empereur que l'on disait à Paris que l'on ne comprenait rien à son activité, qu'il était impossible de lui en imposer dans les moindres choses, qu'il lisait tout. Basse adulation qui eut des conséquences fâcheuses!... Cette

manière de travailler commença à Varsovie. Elle était trop commode à l'Empereur auquel on ne parlait pas des plaintes qu'elle excitait, et trop avantageuse à quelqu'un qui recherchait le pouvoir *pour qu'elle changeât jamais*[1]. »

Ainsi, dans la gestion des affaires intérieures courantes, dans la conduite de ces complications de tous les jours qui, dans un État centralisé, réclament impérieusement l'œil du maître, telles que les nominations administratives et judiciaires, les travaux publics, les finances, la justice, les rapports entre les particuliers et l'État, la surveillance des grands intérêts économiques, la besogne était laissée aux plus médiocres des subalternes; et cette prodigieuse activité, grâce à l'accablant surcroît d'occupations qu'elle s'était créé à l'extérieur, équivalait à l'incurie et à la somnolence d'un roi fainéant. La France n'est plus gouvernée que comme une simple province du grand Empire. De loin en loin le lion veut montrer qu'il ne dort pas, et il marque de sa griffe quelque mesure destinée à faire trembler ses ennemis ou à faire marcher ses sujets dans le droit chemin. Il fait de temps à autre acte de présence au moyen d'une instruction envoyée à ses divers agents, mais la seule correspondance vraiment active que Napoléon conserve à l'intérieur, est celle qu'il entretient avec Fouché. Par l'entremise de ce ministre, il s'imagine avoir enfin réduit cet insaisissable antagoniste qui se nomme l'esprit public et qui se joue des coups qu'on lui porte. Dans cette poursuite acharnée, Napoléon a

1. *Mémoires du duc de Rovigo*, t. III.

frappé tour à tour la tribune, la presse, les journaux, les salons, mais en dépit de tous ses efforts il n'a pas atteint l'opinion. L'ironique Protée est toujours là, accueillant avec un sourire d'incrédulité ses conceptions chimériques, son roman de domination universelle et ses fausses victoires. Après Pultusk et Eylau, ses bulletins menteurs n'ont trompé personne en France, les lettres même de l'armée ont rétabli la vérité : comment se défendre contre de pareils démentis? Bientôt il en viendra à supprimer toutes les correspondances entre l'armée et l'intérieur[1]. « Faites courir les nouvelles suivantes, écrit-il à Fouché. *Répandez-les d'abord dans les salons, faites-les mettre après dans les journaux*. L'armée russe est tellement affaiblie, qu'il y a des régiments qui sont réduits à 150 hommes. Il ne reste plus de troupes en Russie.... *l'armée russe demande la paix;* elle accuse quelques grands seigneurs de vendre le sang russe pour les Anglais[2], etc. »

Le compère Fouché fait de son mieux. Il va jusqu'à faire forger une lettre dans laquelle un officier russe prend soin d'attester à la France que ses compatriotes ont été complétement battus par nos soldats. Mais Napoléon n'est pas satisfait, bien qu'il ait lui-même, en d'autres occasions, donné la recette de ce bon tour à Fouché : « J'ai vu dans les journaux, lui écrit-il le 27 mars suivant, une prétendue lettre écrite en Russie, c'est pitoyable!... En général, tout ce qu'on imprime pour *éclairer l'opinion* me paraît rédigé dans un faux esprit, et *comme si l'auteur pensait lui-même que ce qu'il dit n'est pas vrai.* » Il y avait peut-être quelque

1. Cette pratique commença au siége de Danzig.
2. Napoléon à Fouché, 28 février.

ingénuité à exiger de Fouché la foi aveugle et persuasive d'un apôtre. C'était constater naïvement que l'opinion subornait la police elle-même, ordinairement si convaincue, et, s'il y avait regardé de plus près, il eût découvert qu'elle avait un complice jusque dans sa propre conscience.

L'opinion était tout le monde, c'est là ce qui la rendait à la fois si forte et si insaisissable. De là la singulière et puérile irritation de Napoléon contre les personnes qui représentaient à ses yeux, dans une mesure quelconque, cet être collectif et intangible qu'il poursuivait sans pouvoir l'atteindre. Plus il se sentait impuissant contre cet ennemi impersonnel et anonyme, plus sa haine s'attachait à tout ce qu'il en pouvait voir et toucher. Vers la fin de mars 1807, ce conquérant, dont les nouvelles levées portent l'armée à plus de 600,000 hommes, apprend tout à coup qu'une femme a été vue aux environs de Paris; il n'en faut pas plus pour troubler l'équilibre de ce puissant esprit. Ses lettres se remplissent d'invectives à l'adresse de cette femme, de reproches à l'adresse des ministres qui ont toléré sa présence : « J'ai écrit, mande-t-il à Cambacérès, au ministre de la police de renvoyer Mme de Staël à Genève.... Cette femme continue son métier d'*intrigante*. Elle s'est approchée de Paris malgré mes ordres. *C'est une véritable peste*. Mon intention est que vous en parliez sérieusement au ministre, car *je me verrais forcé de la faire enlever par la gendarmerie*. Ayez aussi l'œil sur Benjamin Constant, je ne veux plus rien souffrir de *cette clique*[1]. »

1. Napoléon à Cambacérès, 26 mars 1807.

Mme de Staël est renvoyée de nouveau, Napoléon respire. Mais il ne peut aborder ce sujet sans perdre tout son sang-froid; on dirait qu'il a l'imagination frappée et pressent que ce noble esprit, qui mesure avec un si ferme jugement les fausses grandeurs de l'Empire, assistera un jour à leur chute; et cette sorte d'intuition superstitieuse lui inspire des invectives d'une exaltation presque burlesque : « Je vois avec plaisir, écrit-il à Fouché le 18 avril, que je n'entends plus parler de Mme de Staël.... *Cette femme est un vrai corbeau. Elle croyait la tempête déjà arrivée, et se repaissait d'intrigues et de folies. Qu'elle s'en aille dans son Léman!* » Pressentiment juste et fondé ! quel augure pouvait en effet être plus sinistre pour lui que ce nom détesté? Ce nom lui rappelait sans cesse qu'en dépit de sa puissance, de ses séductions, de ses prodigieux succès, il y avait dans l'âme de ses contemporains quelque chose qui lui résistait invinciblement, et qu'avec toute sa force il ne pouvait briser ni soumettre, même chez une femme sans défense. Ce quelque chose à la fois si fort et si fragile, si vivant sous les apparences de la mort, c'était le maître souverain des choses humaines, qui peut souffrir parfois des violences passagères, mais sans lequel rien ne se fait ici-bas de grand ni de durable, c'était l'esprit de justice et de liberté, sa victime d'aujourd'hui, son vainqueur de demain!

Ce qui est singulier, c'est que tout en proscrivant avec cette haine implacable et pusillanime toute pensée indépendante et tout sentiment élevé, Napoléon ne perd pas de vue un seul instant son projet de faire revivre les grandes époques littéraires. Les fruits

de l'institution des prix décennaux se faisant quelque peu désirer, il imagine une combinaison nouvelle qui va hâter leur maturité. On a de lui, à cette date même, deux longues dictées relatives aux encouragements à donner aux lettres et à l'établissement d'écoles spéciales, qui sont un témoignage curieux du désordre et de l'incohérence de ses idées. Il y reconnaît que l'État est peu compétent en cette matière, qu'il n'a pas à s'occuper de donner des places aux poëtes, que leur récompense est dans les suffrages du public; mais en même temps c'est l'*administration* qu'il veut charger de *recommander les auteurs à l'attention* de ce même public. Les encouragements du pouvoir n'ont pas produit les effets qu'il en attendait; il essayera du stimulant d'une censure officielle. Il admire Richelieu commandant à l'Académie la critique du *Cid*; ce trait de petitesse d'un ministre bel esprit lui semble un trait de génie; il y voit le germe d'une institution féconde, il veut que ce grand exemple soit imité : « Si c'est sur la demande de l'Empereur, dit-il à ce sujet, que l'Institut fait la critique ou des *géorgiques* de l'abbé Delille, non comme traduction, mais comme *chef-d'œuvre de langage, de poésie et de goût*, ou du plus beau chant du poëme de la *Navigation* par Esménard, ou des plus belles odes de Lebrun, ou même pour mieux marquer des intentions impartiales du plus beau morceau de poésie sorti de la plume de Fontanes, peut-être l'auteur critiqué aura-t-il d'abord un peu d'humeur, mais bientôt il sentira que le choix qu'on a fait de son ouvrage en est l'éloge, tandis que le public *s'intéressera*, *s'éclairera*, *se formera!*... Une fois l'institution d'une

sage critique *régulièrement établie*, on pourra *ne plus permettre le genre de critique actuel*, ou du moins en corriger les excès. L'Institut est un grand moyen dans les mains du ministre[1]!... » O sublimité de ce génie universel! chasser Mme de Staël et ériger l'Institut en cour suprême de critique administrative afin d'arriver à supprimer la critique libre, quel moyen ingénieux et puissant de relever la littérature française, et quel titre à l'éternelle admiration des sots! Quand on pense que de si tristes inspirations ont si longtemps passé pour des modèles de sagesse et de raison, on ne peut se défendre d'un certain plaisir à faire toucher du doigt le bois de l'idole et à en faire résonner le creux. C'est en vain que des esprits à courte vue voudraient contester ce droit de l'historien; s'il est vrai que le passé soit la leçon de l'avenir, et qu'une nation s'éclaire et se fortifie en jugeant avec fermeté les erreurs qu'elle a commises, c'est un devoir de lui dévoiler dans toute leur inanité les illusions qui l'ont égarée.

Napoléon dictait le même jour, sur l'enseignement de la géographie et de l'histoire, des instructions plus sensées, mais où se révélait également l'étroite préoccupation qu'il portait en toute chose. Indépendamment de sa préférence pour l'histoire militaire, on y voit qu'il voulait faire de l'histoire un simple répertoire des dates et des faits, une sorte d'anatomie des événements dépouillés de tout ce qui pourrait leur donner un sens, une moralité, une conclusion : « On devinera aisément, disait-il dans cette note, que ma *secrète pen-*

1. 19 avril 1807.

sie est de réunir des hommes qui continuent, *non l'histoire philosophique, non l'histoire religieuse, mais l'histoire des faits.* » L'histoire sans conclusions, c'est-à-dire l'expérience sans enseignements, la science sans généralisation, la société sans principes, voilà bien en définitive l'impossibilité qu'il rêvait. En tout il visait à supprimer l'idéalité, et en quelque sorte l'âme même des choses, parce qu'il sentait bien que ce principe supérieur était forcément contre lui. N'est-ce pas lui qui voulait qu'on parlât de Mirabeau sans parler de ce qui avait fait l'inspiration, la puissance et la grandeur de Mirabeau, c'est-à-dire de ses idées? Lors de la réception de Maury à l'Académie, le président des immortels, l'abbé Sicard, avait jugé à propos d'exterminer la mémoire de Mirabeau; et cet excès de zèle avait indisposé Napoléon qui voulait qu'on s'abstînt également du blâme et de la louange : « Il y a des choses, dans cette séance de l'Académie, qui ne me plaisent pas, écrivait-il à Fouché. Il n'était pas du ressort du président d'une compagnie savante de parler de Mirabeau. S'il devait en parler, *il ne devait parler que de son style*, cela seul pouvait le regarder[1]. » Ne parler que du style de Mirabeau! c'était à peu près comme s'il eût voulu que l'avenir ne parlât que de l'orthographe de Napoléon. Et il chargeait Fouché de parler de Mirabeau « avec éloge » afin de rétablir la balance, comme si la gloire d'un grand homme était à la merci des déclamations

1. Napoléon à Fouché, 20 mai. Les éditeurs de la *Correspondance* ont imprimé ici : *il ne devait pas parler de son style,* ce qui n'a aucun sens.

d'une académie ou des apologies d'un homme de police!

Les moyens que Napoléon avait imaginés pour venir en aide aux souffrances de l'industrie et du commerce n'étaient guère plus efficaces que les encouragements qu'il proposait pour la littérature. Il avait d'abord demandé au conseil d'État une enquête sur les causes du mal, et les remèdes qu'on devait y apporter. Mais comment espérer d'une assemblée de fonctionnaires une réponse utile à de semblables questions? Le mal, c'était lui-même, c'était ce système insensé de conquête à outrance, de guerre sans fin, de compression universelle; c'était le blocus continental, c'étaient les alarmes du crédit, les confiscations par décret, les conscriptions anticipées, la stérilité de toutes les branches de production. Le conseil d'État, fort empêché de détruire l'effet en respectant la cause, répondit par la proposition, assez ridicule en des circonstances aussi graves, de faire meubler les évêchés et les préfectures afin de fournir du travail aux industries qui chômaient. Cet expédient lumineux ne fut pas du goût de Napoléon; mais celui qu'il lui substitua ne valait guère mieux. Il décida qu'une somme de 500,000 francs par mois, soit six millions par an, serait avancée à titre de prêt aux manufactures en souffrance, à la double condition que la manufacture continuerait à marcher, et qu'elle consignerait dans un magasin spécial une quantité de marchandises d'un prix équivalent à au moins deux fois la somme prêtée. En communiquant ce projet à Cambacérès, Napoléon disait : « Un prêt ainsi fait, *je suppose qu'il me donne hypothèque*. Si nos lois

civiles ne me la donnaient pas, faites un décret qui me la donne[1]. » Telle était au juste la connaissance que le *grand législateur*, l'immortel auteur du code, objet des admirations de la postérité, avait des lois qu'il était censé avoir faites. Mais ce prêt avec ou sans hypothèque devait le mener plus loin qu'il ne pensait. Après avoir transformé l'État en prêteur sur gage et en commanditaire de l'industrie, il fallait aller jusqu'au bout et faire de lui un marchand, car les marchandises consignées ne pouvaient que se détériorer rapidement et il était urgent de leur trouver un placement. Napoléon semble avoir caressé un instant ce projet en adoptant l'idée de contraindre les navires neutres à réexporter nos produits après nous avoir apporté les leurs, mais cette menace n'eut d'autre résultat que de les éloigner de nos ports.

Ces secours purent avoir leur utilité dans certains cas exceptionnels, mais leur inévitable publicité avait le tort grave d'équivaloir, pour le négociant, à une sorte de déclaration de faillite, et il est d'ailleurs inutile d'en faire ressortir l'insuffisance. Six millions pour combler un pareil déficit, c'était une goutte d'eau pour éteindre un incendie. Quant aux mesures complémentaires qu'y joignit Napoléon, telles que l'établissement à Paris d'un atelier de fournitures militaires, l'invitation qu'il adressa à sa femme et à ses sœurs d'y faire des dépenses, l'ordre de faire remettre à neuf ses appartements des Tuileries, elles semblent être écloses dans la tête d'un enfant plutôt que dans celle d'un homme d'État, et si on les cite

1. Napoléon à Cambacérès, 26 mars 1807.

d'ordinaire comme des preuves de bonne volonté, on peut y voir aussi un témoignage encore plus frappant d'impuissance. De tels efforts ne pouvaient être fructueux qu'à la condition de s'attaquer à la vraie cause de tant de maux, c'est-à-dire à la politique insensée qui les produisait ; or si l'on ne peut croire que Napoléon se faisait illusion à cet égard sans lui dénier toute clairvoyance, on a le droit d'affirmer que ces calamités ne le touchaient qu'autant qu'elles pouvaient atteindre son prestige et sa popularité. Il s'en préoccupait jusqu'à un certain point en France parce qu'il savait quelle force redoutable les souffrances populaires pouvaient à un moment donné communiquer aux rancunes de l'opinion, mais dans les autres pays soumis à notre influence il y était aussi parfaitement insensible que s'il se fût agi des habitants de Saturne.

De tous ces pays la Hollande était celui qui avait le plus à souffrir, parce qu'elle n'était ni riche des produits de son sol comme l'Italie, ni gorgée des dépouilles de l'Europe comme la France. Ruiné par la guerre, par la perte de ses colonies, par l'inaction forcée de sa marine, par l'interruption de ses relations commerciales, ce petit État, qui possédait un territoire insuffisant pour le faire vivre, avait reçu le dernier coup du blocus continental. On n'en exigeait pas moins de lui qu'il entretînt une armée de plus de cinquante mille hommes[1]. Témoin de tant de misères, le roi Louis s'efforçait de les adoucir par sa simplicité, son économie, son respect pour les mœurs, les traditions, les susceptibilités d'un peuple faible,

1. *Documents sur la Hollande*, par le roi Louis.

mais justement fier des grands souvenirs de son histoire. Qu'il y eût dans les réformes opérées par cet homme bien intentionné quelques mesures mal entendues, cela va de soi, mais il avait pris au sérieux son rôle de roi, il voulait se faire aimer de ses sujets, et c'était là un crime que Napoléon ne pouvait lui pardonner. Louis avait refusé, malgré les injonctions réitérées de son frère, d'établir en Hollande la conscription et de nouveaux impôts, il avait refusé d'y sacrifier les intérêts protestants à la minorité catholique, il s'était fait une réputation de douceur et de bonté, il avait établi autour de son trône quelques charges honorifiques pour récompenser le zèle de quelques hommes distingués ; depuis longtemps la foudre grondait sur lui, un incident suffit pour la faire éclater. Le 12 janvier, un bateau chargé de poudre a fait explosion à Leyde en renversant près de huit cents maisons. Le roi Louis, hors d'état de parer à ce désastre dans la situation de ses finances, ouvre une souscription publique qui produit plusieurs millions de florins ; il n'en faut pas plus pour exaspérer Napoléon ; tous ses griefs débordent à la fois dans un torrent d'invectives et de récriminations :

« Rien n'est plus mauvais que *cette quête* faite par votre ordre dans le royaume. Vous gouvernez trop cette nation en capucin. La bonté d'un roi doit être majestueuse et ne doit pas être celle d'un moine. Un roi ordonne et ne demande rien à personne.... Il me revient des notions sur le *rétablissement de la noblesse* dont il me tarde bien d'être éclairci. *Auriez-vous perdu la tête à ce point*, et oubliez-vous jusque-là ce que vous me devez ?... Attendez-vous à une marque publi-

que de mon excessif mécontentement.... Soldez mes troupes, levez beaucoup de conscrits. Un prince qui passe pour être si bon la première année de son règne est un prince dont on se moque à la seconde. Quand on dit d'un roi que c'est un bon homme, c'est un règne manqué.... La première chose que vous deviez faire et que je vous avais conseillée, c'était d'établir la conscription !... Je vous ai offert mes conseils vous me répondez par de beaux compliments et vous continuez à *faire des sottises* !... Vos querelles avec la reine percent aussi dans le public.... Vous traitez une jeune femme comme on mènerait un régiment.... Vous avez la meilleure femme *et la plus vertueuse* et vous la rendez malheureuse. Laissez-la danser tant qu'elle veut, c'est de son âge. J'ai une femme qui a quarante ans ; du champ de bataille je lui écris d'aller au bal, et vous voulez qu'une femme de vingt ans vive dans un cloître, soit comme une nourrice, toujours à laver son enfant ? Vous avez une femme trop vertueuse, si elle était coquette, elle vous mènerait par le bout du nez[1] ! »

Il est fort probable que dans cette avalanche de reproches il s'en trouvait plus d'un qui était fondé. Et quel homme n'en eût pas mérité dans la situation si difficile où il avait placé Louis comme époux en le mariant malgré lui, comme roi en le forçant à accepter une couronne dont il ne voulait pas ? Mais si c'était là le régime auquel étaient soumises *ces royautés indépendantes quoique vassales* qu'il s'était vanté de créer, il est permis de dire que le métier de roi sous

1. Napoléon au Roi de Hollande, 4 avril 1807.

un pareil maître était bien le dernier des métiers que pût accepter un homme ayant quelque souci de sa dignité personnelle. Les avanies dont Napoléon accablait le pauvre Louis à propos de la reine Hortense, en lui proposant pour exemple sa propre conduite à l'égard de Joséphine, sont d'autant plus singulières que depuis plusieurs mois ses relations avec la comtesse V..., dame polonaise, célèbre par sa beauté et son dévouement, étaient affichées publiquement et connues de tout le monde. On avait même fort exagéré l'empire que cette passion exerçait sur son cœur; on y avait vu la cause de ses récents insuccès, et l'on disait tout haut qu'il avait trouvé Capoue en Pologne.

L'histoire n'a pas besoin, sur ce point, de recourir à des indiscrétions de valet de chambre[1], tous les mémoires contemporains ont parlé de cette liaison : « L'empereur, dit entre autres Savary dans le style des troubadours de ce temps-là, paya tribut comme les officiers à la beauté des Polonaises. Il ne put résister aux charmes de l'une d'entre elles; il l'aima tendrement et fut payé d'un noble retour. » Le bruit de ce roman était allé jusqu'à Paris, il désolait Joséphine qui insistait vivement pour obtenir la permission de se rendre à Varsovie. De là cette quantité de lettres stéréotypées que nous a conservées la *Correspondance* de Napoléon, et dont le sens paraîtrait quelque peu énigmatique, si on ne savait qu'elles avaient à la fois pour but de rassurer l'épouse alarmée par les plus tendres protestations, et de la détourner du voyage qu'elle voulait entreprendre :

1. *Mémoires* de Constant, etc.

« Sois gaie, contente, vis heureuse, ne sois pas triste, Je t'aime, je pense à toi, je te désire. — Mais ne viens pas. » Cette aventure est commune, et nous estimons qu'il y a peu d'observations intéressantes à recueillir dans ces chroniques d'alcôve, principalement à une époque où les amours étaient menées tambour battant comme tout le reste ; mais n'est-il pas caractéristique que ce soit au moment même où il vivait dans un double adultère avec la femme d'un autre, que Napoléon ait songé à se proposer à son frère comme le modèle des époux?

Parmi les faits reprochés à Louis figurait son refus d'accorder aux catholiques l'influence que Napoléon réclamait pour eux. En cela, il faut le dire, l'empereur ne s'inspirait pas d'un projet de restauration impossible, mais il croyait se faire des partisans et s'exagérait l'importance relative de l'élément catholique en Hollande. Il voulait bien avoir les catholiques pour instruments mais il n'entendait pas leur céder une seule parcelle de son pouvoir. Depuis ses démêlés avec la cour de Rome particulièrement, il surveillait de près le clergé et avait l'œil ouvert sur ses envahissements. On a de lui, à la date du 5 mars de la même année, une décision motivée en réponse à une requête des évêques de l'empire au sujet de la célébration du dimanche qui est de tous points excellente. Ces vénérables prélats avaient cru pouvoir profiter de son éloignement pour consommer une usurpation qui leur a toujours beaucoup tenu à cœur. Il fait très-bien ressortir toute l'iniquité de leur prétention :

« Il est contraire au droit divin, dit-il, d'empêcher l'homme qui a des besoins le dimanche comme les

autres jours de la semaine, de travailler pour gagner son pain. Le gouvernement ne pourrait imposer une telle loi que s'il donnait gratis du pain à ceux qui n'en ont pas.... N'est ce pas Bossuet qui disait : Mangez un bœuf et soyez chrétien! » Il veut avec beaucoup de raison qu'on distingue, entre les lois vraiment religieuses et les obligations qui n'ont été imanées qu'en vue d'étendre l'autorité des ministres du culte. « La société, ajoute-t-il excellemment, ne compose pas un ordre contemplatif. Quelques législateurs ont voulu en faire *un couvent de moines*, et lui appliquer des règles qui ne conviennent que dans le cloître.... Il faut prendre garde que cette concession une fois obtenue on ne manquera pas d'en exiger d'autres. Ayant une fois fait intervenir la force du gouvernement dans des choses qui sont hors de son ressort, on nous ramènera à ces misérables époques où le curé croyait avoir le droit de gourmander un citoyen qui n'allait pas à la messe. » Quel dommage qu'en formulant ces critiques d'une si admirable justesse contre l'absolutisme catholique, il n'ait pas voulu voir à quel point elles s'appliquaient à son propre gouvernement! Non, pouvait-on lui répondre, la société n'est pas faite pour être un couvent, mais elle n'est pas faite non plus pour être une caserne. Cette force du gouvernement, qui, selon lui, n'avait pas le droit d'intervenir dans la célébration du dimanche, ne voulait-il pas lui soumettre non-seulement les intérêts, mais jusqu'aux opinions des citoyens? N'est-ce pas elle qu'il voulait charger d'agir, de penser, et même de sentir pour eux? Ne rêvait-il pas de faire de l'état une autorité infaillible, de l'Institut une

sorte d'inquisition laïque qui eût porté l'orthodoxie jusque dans la critique littéraire? Entre le césarisme religieux qui est l'idéal des doctrines romaines, et le césarisme politique, qui formait le fond de son système, il n'y avait que des différences nominales. C'étaient deux aspects de la même idée, deux émanations d'un même esprit; et s'il se défiait du premier c'est uniquement parce qu'il y avait découvert un danger pour le second.

CHAPITRE III.

CAMPAGNE DE FRIEDLAND. — ENTREVUE DE TILSIT (JUIN, JUILLET 1807).

Les mois de mars, d'avril et de mai 1807 s'écoulèrent au milieu de ces occupations variées, pendant que les préparatifs militaires de Napoléon s'exécutaient avec un ensemble et une précision qui forment un contraste frappant avec la mollesse et le décousu des opérations des coalisés. Les nouvelles levées, montant à cent soixante mille hommes, avaient été en partie envoyées en Normandie et en Bretagne pour y remplacer les vieilles troupes qu'il avait tirées de ces provinces, en partie dirigées sur l'Italie pour y relever les divisions Boudet et Molitor appelées sur l'Elbe, en partie enfin distribuées dans les vingt nouveaux régiments d'infanterie et les dix régiments de cavalerie dont il avait renforcé son armée. Cette répartition indique le mouvement qu'il avait imprimé à l'immense masse d'hommes dont il disposait. Averti par l'échec d'Eylau, et par la douteuse attitude de l'Autriche, il avait senti le danger de son isolement à d'aussi grandes distances de ce qu'on peut appeler ses réserves naturelles, et en augmentant leur force,

déjà si considérable, il avait aussi déplacé leur centre. De France, d'Italie, de Hollande, il les avait poussées jusque sur l'Elbe ; il en avait inondé l'Allemagne.

Indépendamment du corps d'armée de Mortier, devenu disponible par suite de la trêve avec les Suédois, du corps de Lefebvre dégagé par la capitulation de Danzig, nous eûmes en Allemagne une armée d'observation de près de cent mille hommes[1], formée des contingents hollandais, espagnols, italiens, bavarois, wurtembergeois, saxons, d'ancienne et de nouvelle levée, auxquels il adjoignit plusieurs divisions françaises, et bientôt après les forces devenues sans emploi de notre armée de Silésie. Cette armée fut placée sous le commandement du maréchal Brune. Elle occupa l'Allemagne du Nord de Hambourg à Stettin, tenant en échec les Anglais et les Suédois d'une part, de l'autre l'Autriche hésitante : elle servit de point d'appui à celle que Napoléon avait gardée sous ses ordres directs et dont il venait de porter l'effectif au grand complet. Cette seconde armée, qui était l'armée active, montait maintenant à près de cent soixante-dix mille hommes. Il en avait réparé les pertes et remonté la cavalerie avec un soin extrême. Abondamment pourvue d'approvisionnements, grâce surtout aux nombreuses places fortes qui étaient tombées dans ses mains, elle se trouvait aujourd'hui beaucoup plus redoutable qu'au début de la campagne.

Ce temps, si bien employé par Napoléon, les coali-

1. Telle est l'évaluation qu'en donne Napoléon dans une lettre à Brune du 30 mai 1807, en y comprenant les Polonais et l'armée de Silésie.

sés l'avaient dépensé en vaines démonstrations, ou en préparatifs sans proportion avec le but qu'ils se proposaient d'atteindre. A la suite de leur échec humiliant devant Constantinople, les Anglais s'étaient rejetés sur l'Égypte, mais ils ne réussirent qu'à s'y faire battre après une courte et inutile occupation d'Alexandrie. Les expéditions qu'ils dirigèrent contre Buenos-Ayres et sur divers points des colonies de la France ou de ses alliés, ne furent la plupart pas plus heureuses pour eux; elles restèrent sans utilité pour la cause commune et ne servirent qu'à exaspérer la Russie déjà blessée de leur refus de garantir un emprunt de six millions sterling[1]. En revanche, ils négligèrent la seule diversion qui aurait pu être avantageuse à leurs alliés, le débarquement projeté, mais toujours ajourné, d'un corps expéditionnaire sur les côtes de la Baltique, dans le but de dégager à la fois Stralsund et Danzig. L'unique tentative qu'on fit pour venir au secours des défenseurs de Danzig pendant tout le cours du siége, fut l'œuvre des Russes; mais ils y employèrent des forces insuffisantes; leurs troupes furent contraintes de se réembarquer après avoir subi des pertes sensibles et la place capitula après cinquante jours de tranchée ouverte.

Ce siége, dont les débuts surtout avaient été très-pénibles, valut à Lefebvre le titre de duc de Danzig, distinction qui attribua à ce vieux complice du dix-huit brumaire tout l'honneur d'un exploit dont Chasseloup et Lariboisière avaient eu tout le mérite (24 mai). Peu après succombèrent Neïss et Glatz

1. En janvier 1807. Lettre de lord Howick à M. Douglas, 13 janvier.

en Silésie. Bennigsen vit tomber une à une les dernières positions qu'il occupait sur nos derrières, sans que leur danger lui suggérât l'idée de précipiter son attaque contre nous afin de profiter des embarras qu'elles nous créaient, et sans que leur chute une fois consommée lui fît comprendre la nécessité de la prudence. Il avait de son côté reçu des renforts importants pendant ces trois mois d'inaction, mais ces renforts étaient très-inférieurs aux nôtres. Alexandre lui avait envoyé sa garde, ce que l'on appelait à Pétersbourg *la troupe sacrée* : « Frères, faites-vous honneur ! » s'était écrié l'empereur en prenant congé de ses soldats, et un seul cri lui avait répondu : « Nous ferons tout ce qui est possible, adieu, seigneur ! » Une division était partie avec la garde, ce qui portait l'effectif de Bennigsen à environ cent vingt-cinq mille hommes, en y comprenant les Prussiens et le corps resté sur la Narew. Un corps de réserve, de trente mille hommes, sous les ordres du prince Labanoff, était en marche pour le rejoindre. Cette infériorité si marquée, une fois surtout qu'on avait manqué l'occasion de frapper un coup utile pendant le siége de Danzig, semblait lui faire dès lors une loi du système de temporisation que les généraux russes n'adoptèrent qu'en 1812, et Bennigsen paraît avoir été tenté un instant de le suivre si l'on en croit un propos qu'on lui prêtait alors à Pétersbourg : « Je veux, aurait-il dit, *limer* Bonaparte[1]. » Cette tactique aurait été d'autant plus avantageuse que ses troupes avaient beaucoup plus de solidité que d'élan, et l'emportaient en homogénéité et en force

1. [illegible] *[illegible]rrespondance diplomatique*, mars 1807.

de résistance sur cette grande armée cosmopolite qui se préparait à envahir leur territoire.

Mais, il eût fallu se résoudre à abandonner le camp retranché d'Heilsberg, à sacrifier les riches magasins de Kœnigsberg, et rien n'est plus difficile à la guerre que de savoir se tenir à un système de prudence, surtout après des succès et avec une armée aguerrie, animée de l'espoir de vaincre. Placé dans l'alternative de nous attaquer ou de se retirer successivement derrière la Prégel et le Niémen, Bennigsen ne sut pas résister au désir de reprendre l'offensive, et cette fois encore, ce fut l'espoir de surprendre le corps de Ney qui lui en suggéra l'idée. Nos troupes étaient restées dans leurs positions sur la Passarge, de Braunsberg où campait Bernadotte, à Hohenstein, où était cantonné Davout. Plus au sud, vers l'Omuleff, était Masséna, que Napoléon avait rappelé d'Italie, et non loin de là, à Neidenbourg, Zajonchek avec vingt mille Polonais. Au centre, d'Osterode à Liebstadt, se trouvaient les corps de Lannes et de Soult, appuyés sur le corps de Mortier, qui se tenait un peu en arrière, vers la basse Vistule. Ney seul occupait, à Guttstadt, une position avancée au delà de la Passarge, et à peu de distance d'Heilsberg, où était le camp retranché de Bennigsen.

Cette position excentrique et découverte, au milieu d'une contrée dont les forêts nous dérobaient les mouvements de l'ennemi, exposait le corps de Ney à des périls sérieux. Bennigsen résolut de le surprendre et de l'enlever pour profiter ensuite du désordre que ce coup d'audace jetterait dans nos cantonnements. Le 5 juin, l'armée russe se mit en mouvement

et nous attaqua à l'improviste sur plusieurs points à la fois. Deux de ces attaques, celles de Spanden et de Lomitten, n'étaient que des démonstrations destinées à tenir en respect les détachements de Bernadotte et de Soult, qui bordaient de ce côté la Passarge; les autres dirigées avec des forces beaucoup plus considérables sur la gauche de Ney à Wolfsdorf, sur sa droite à Guttstadt, enfin sur ses derrières à Bergfried, avaient pour but de le couper du reste de l'armée. Le plan était des mieux conçus, et cette brusque agression plaça dès l'abord le maréchal Ney dans un péril imminent; mais Bennigsen, mal secondé par ses lieutenants Sacken et Gortschakoff dans une opération qui exigeait beaucoup d'ensemble, de précision, de rapidité, vit tous ses efforts échouer contre le sang-froid et l'intrépidité de son adversaire. Le 5 juin, pendant que nos détachements se maintenaient à Spanden et à Lomitten, Ney, assailli par des forces triples des siennes, rétrogradait jusqu'à Ankendorf, mais pas à pas, et en faisant toujours tête aux Russes. Le lendemain 6, il put gagner Deppen et se retirer derrière la Passarge, après leur avoir livré un nouveau combat pour protéger cette retraite difficile qui fut des plus glorieuses pour lui.

Une fois cette première partie perdue, c'était aux Russes de rétrograder, car l'armée française tout entière, rapidement ralliée par Napoléon, marchait sur eux pour les refouler, et débordait déjà leur droite. Bennigsen regagna Heilsberg, résolu à y livrer bataille dans l'espoir qu'une forte concentration et les défenses de son camp retranché suppléeraient à l'infériorité du nombre. C'est de là qu'il vit déboucher successivement dans la

journée du 10, les corps de Soult, de Lannes, de Davout, la garde et la cavalerie de Murat. La forte arrière-garde que Bennigsen avait laissée derrière lui pour couvrir les abords de son camp retranché fut assaillie avec impétuosité par notre avant-garde, et forcée de se retirer après une vive et sanglante résistance. Mais nos troupes ne purent arriver que vers neuf heures du soir au pied des retranchements ennemis. Le camp retranché d'Heilsberg, assis sur les deux rives de l'Alle, dont nous n'occupions que la rive gauche, offrait de grands avantages à l'armée russe en lui permettant d'opérer sur l'une ou l'autre rive à son choix, mais il avait l'inconvénient de la diviser en deux, et Napoléon se flatta de tirer parti de cet obstacle naturel en enlevant séparément une moitié du camp. Profitant en conséquence de l'élan de ses soldats, il fait attaquer sur-le-champ les retranchements de la rive gauche par les corps de Soult et de Lannes que soutiennent la garde et la cavalerie de Murat. Soult s'élance le premier, mais reçu par des décharges meurtrières et chargé par la cavalerie russe il s'efforce en vain d'enlever ces fortes positions. Murat et Lannes s'avancent à leur tour sans être plus heureux. Seul le général Legrand enlève une redoute et s'y établit avec un régiment, mais on l'y écrase de mitraille et il est bientôt forcé de l'évacuer. La garde intervient enfin pour dégager deux de nos divisions compromises. La journée qui avait commencé par un succès s'acheva par un échec sans danger, mais très-sanglant. Cette inutile tuerie s'était prolongée très avant dans la nuit, et le corps de Soult surtout avait fait des pertes énormes. Nous laissions

au pied des fortifications d'Heilsberg de huit à dix mille hommes tués ou blessés, tandis que les Russes, grâce à la supériorité de leurs positions, n'en perdirent guère que la moitié.

Le lendemain, Napoléon, au lieu de livrer de nouveau aux retranchements d'Heilsberg un assaut meurtrier qui pouvait devenir désastreux, se détermina à faire tomber cette position en la tournant, convaincu que la seule crainte de se voir devancé à Kœnigsberg suffirait pour décider Bennigsen à décamper. Il marcha en conséquence sur Landsberg, s'exposant lui-même à perdre ses communications, ce qu'il pouvait faire sans danger, vu la grande supériorité de son armée sur celle de son adversaire. Bennigsen abandonna aussitôt Heilsberg dont il ne pouvait faire une base d'opérations sérieuse, faute d'approvisionnements suffisants[1] : il se porta sur la rive droite de l'Alle, après avoir incendié les ponts. Dans les journées du 11, du 12 et du 13 juin, les deux armées descendirent parallèlement le cours de cette rivière, mais les Russes étaient réduits à en côtoyer les sinuosités, tandis que nos corps d'armée les plus avancés, gagnant le nord par des chemins plus directs, poussaient des reconnaissances jusqu'aux environs de Kœnigsberg. Murat et Davout menaçaient de très-près cette place, chassant devant eux Lestocq et les Prussiens qui les y avaient précédés. Soult s'était avancé jusqu'à Kreutzbourg pour appuyer leur mouvement; Lannes était à Domnau. A quelque dis-

1. Tel est le motif qu'il allègue lui-même dans son rapport du 11 juin 1807.

tance derrière lui, en avant et en arrière d'Eylau, venaient les corps de Mortier, de Ney, la garde avec Napoléon, et enfin Victor qui avait remplacé Bernadotte blessé à Spanden. Telle était la position de notre armée le 13 juin. De l'autre côté de l'Alle, marchait l'armée russe à la hauteur de Friedland. Napoléon n'avait en ce moment d'autre préoccupation que celle d'enlever Kœnigsberg avant l'arrivée de Bennigsen. Tous ses ordres étaient conçus dans ce sens. Il ne doutait pas que l'apparition de Soult combinée avec celle de Davout et de Murat ne décidât la ville à se rendre. Il croyait Bennigsen en pleine retraite et ne lui supposait aucunement l'intention de nous attaquer; il avait toutefois ordonné à Lannes d'occuper Friedland, qui était avec Wehlau le seul point par où les Russes pouvaient déboucher offensivement.

Mais l'invraisemblable se trouvait être le vrai, et l'imprudence de Bennigsen allait offrir à Napoléon qui ne songeait à rien de semblable, l'occasion d'un de ses plus éclatants triomphes. Bennigsen était couvert par l'Alle; il pouvait, en descendant cette rivière, gagner en sûreté la Prégel, et pour peu que Kœnigsberg nous opposât quelque résistance, y arriver à temps pour nous y livrer bataille. Quelle raison impérieuse put le décider à repasser sur la rive gauche de l'Alle pour nous y attaquer? On a expliqué la soudaine détermination du général russe par des motifs très-divers. On a dit qu'il se flatta de nous devancer devant Kœnigsberg en prenant le chemin le plus court; mais comment admettre qu'il ait pu espérer de passer sur le corps de toute une armée qui l'avait

prévenu? Lui-même, dans ses lettres à l'empereur Alexandre, s'est borné à alléguer pour sa justification la nécessité de se garantir d'une attaque sur sa gauche. Les Français, dit-il, montraient l'intention de marcher sur Friedland et Wehlau pour le couper de la Pregel. Il envoya en conséquence de l'infanterie prendre possession de Friedland afin de faire reposer ses troupes avec sécurité. Cette infanterie fut attaquée, il la soutint, et peu à peu il se laissa entraîner à une action générale. L'explication n'est pas très-plausible, car il est constant que le mouvement de notre armée était sur Kœnigsberg et non sur Friedland et Wehlau. Il est plus probable que l'éparpillement de nos corps d'armée lui suggéra l'idée d'une attaque de flanc qui aurait été heureuse si elle avait été conduite avec plus de vigueur et de décision.

Quoi qu'il en soit, un détachement de Russes occupa Friedland dans la soirée du 13 juin, après en avoir chassé le régiment de hussards que Lannes avait envoyé pour prendre possession de la ville. Le 14, à trois heures du matin, les Russes commencèrent à déboucher dans la plaine qu'elle domine. On ne peut guère évaluer à plus de 55 à 60 000 hommes les troupes qui passèrent successivement sur la rive gauche de l'Alle[1]. C'était assez pour écraser un à un ceux de nos corps qui se trouvaient à proximité, mais il était

1. Leurs rapports disent 46 000 hommes, chiffre qui n'est pas plus acceptable que les exagérations de leurs adversaires. Notre calcul est établi sur l'ensemble des forces réelles entrées en campagne et déduction faite : 1° du corps laissé sur la Narew ; 2° du corps de Lestocq et de la division Kamenski envoyée à Kœnigsberg ; 3° des troupes laissées sur la rive droite ; 4° des pertes faites dans les précédentes affaires.

essentiel de ne pas leur laisser le temps de se concentrer. Il eût fallu les attaquer avec cette rapidité foudroyante que Bonaparte seul savait imprimer à ses mouvements, car une fois réunis, ils devaient présenter une masse de forces bien supérieure à celle de l'armée russe, qui aurait en outre le grave désavantage de combattre adossée à une rivière. Ces corps d'armée encore dispersés de Eylau à Friedland, ne formaient pas moins de 80 à 90 000 hommes. Ils comprenaient ceux de Lannes, de Ney, de Mortier, de Victor et la garde. Lannes seul occupait, près de Friedland, le village et les bois de Posthenen. Il était facile de détruire ce corps isolé avant l'arrivée de Mortier qui était le plus rapproché de lui; et ce qui prouve que l'exécution est tout à la guerre, c'est que la situation où Bennigsen allait trouver un désastre, était identiquement celle où Napoléon s'était placé lui-même à Iéna pour y trouver une de ses plus belles victoires. Là aussi nous avions combattu adossés à un fleuve et à une sorte de gouffre; mais au lieu de laisser à nos ennemis le temps de se reconnaître et de se réunir, au lieu de passer la Saale le matin de la bataille et sous les yeux des Prussiens, Napoléon l'avait franchie pendant la nuit, de façon à pouvoir les attaquer dès le début avec toutes ses forces réunies. Bennigsen au contraire employa une grande partie de la matinée à défiler sur les ponts de l'Alle, il fut obligé de laisser sur l'autre rive plus de la moitié de son artillerie, il n'engagea ses divisions que successivement, il ne fit contre Lannes que des attaques molles et décousues, et par suite il laissa aux autres corps tout le temps nécessaire pour accourir à son secours.

Lannes, retranché à Posthenen, soutint le premier choc des Russes avec une énergie qui n'en était pas moins méritoire en raison de sa grande infériorité. Aussitôt qu'il eut reconnu le danger de sa position, il expédia estafettes sur estafettes à Napoléon. L'empereur ne pouvait croire à tant de témérité de la part de Bennigsen; il ne lui prêtait que l'idée d'une simple démonstration. Mais le nombre des troupes que les Russes déployaient sur la rive gauche croissait d'heure en heure. Leur général, ignorant le prix du temps et peu pressé de saisir une proie que dans sa présomption il jugeait ne pouvoir plus lui échapper, semblait plus soucieux de s'établir et de se développer sur ce champ de bataille, que d'enlever le corps de Lannes. Une partie de ses troupes avait pris position dans l'angle presque aigu que forme l'Alle en se resserrant autour de la ville de Friedland, l'autre s'étendait démesurément à droite dans la direction d'Heinrichsdorf comme pour envelopper plus aisément son faible adversaire. Mais déjà le corps de Mortier, la cavalerie de Grouchy et de Nansouty étaient accourus au secours de Lannes, et allaient rendre cette tâche plus difficile. Ils chargent impétueusement la ligne russe, la font plier et s'établissent à Heinrichsdorf après une lutte obstinée. Il est évident toutefois qu'ils ne pourront s'y maintenir s'ils ne sont vigoureusement appuyés. Ils résistent avec peine aux masses qui les débordent de toutes parts, et l'on peut prévoir l'instant où ils vont être accablés. C'est à ce moment décisif que Napoléon arrive à Posthenen avec la garde et Ney, bientôt suivis du corps de Victor; et ce qui peint d'un trait si-

gnificatif l'incroyable indécision de son adversaire, il a le loisir de parcourir le front des deux armées et de dicter ses dispositions pour la bataille, comme eût pu le faire au début de la journée. C'est en réalité une seconde bataille qui va commencer. Mortier formera notre extrême gauche à Heinrichsdorf et au delà; il refusera les attaques de l'ennemi pour l'attirer de plus en plus dans la plaine; Lannes est posté au centre entre Posthenen et Heinrichsdorf. C'est à sa droite où sont concentrés à la fois les corps de Ney, de Victor, et la garde que Napoléon réserve la tâche de frapper les coups qui doivent décider de la victoire. Les Russes plus forts que nous le matin, maintenant beaucoup plus faibles, ne peuvent nous échapper que par une retraite précipitée sur les ponts de Friedland; voilà le point où nous devons porter tous nos efforts, car une fois ces ponts occupés ou détruits, leur armée est à notre merci. C'est Ney que Napoléon a chargé de les enlever à tout prix en se jetant tête baissée sur Friedland.

Il était cinq heures et demie du soir lorsque ce maréchal mit ses troupes en mouvement sous la protection d'une artillerie formidable dont les feux convergeaient dans la direction de la ville. Au sortir du bois où elles étaient embusquées, ses colonnes en marche sont chargées par la cavalerie russe, mais Latour-Maubourg se précipite avec ses dragons qui la refoulent. En même temps Sénarmont, qui commande l'artillerie de Victor, la porte, par une inspiration des plus hardies, à près de quatre cents pas en avant vers la ligne russe; il la démolit à coups de canon dans l'étroit espace où elle ne peut se déployer.

Ney poursuivait intrépidement sa marche. Arrivé auprès d'un étang que formait au pied des murs de la ville un ruisseau appelé le ruisseau du Moulin, il est assailli à l'improviste par la garde russe à qui l'on avait confié ce poste. La division Bisson ne peut résister à l'élan de ces soldats d'élite qui se jettent sur elle à la baïonnette : elle est ramenée en désordre, le reste hésite. La colonne de Ney se trouve très-compromise; elle recule à demi rompue. Heureusement le général Dupont a vu le danger; il s'élance à son tour avec sa division, surprend et enfonce la garde russe, puis la culbute sur Friedland après un véritable massacre. Ney rallie ses troupes un instant ébranlées, et tous ensemble se précipitent dans la ville en flammes, poursuivant les Russes éperdus. On ne songe plus à la résistance; c'est un sauve-qui-peut général, ou plutôt un affreux pêle-mêle de so[illegible] de toutes armes, qui se ruent en s'écrasant le[illegible] autres vers la seule issue qui leur est ouverte [illegible]ne partie des fuyards réussit à gagner les ponts; les autres sont jetés dans l'Alle où ils se noient.

Pendant que Ney accomplit cette œu[illegible] de destruction qui nous donne la victoire, Lanne[illegible]t Mortier qui se sont bornés jusque-là à contenir la droite russe que commande le prince Gortschakoff, commencent à la presser plus vivement. Le prince avait reçu un peu tard de Bennigsen l'ordre d'exécuter sa retraite, et n'avait pu se résoudre à obéir; il se trouve pris maintenant entre Friedland dont les ponts sont brûlés et le demi-cercle infranchissable que Lannes et Mortier resserrent autour de lui. Cependant ni lui ni ses troupes ne songent à se rendre. Pendant que ses

derniers bataillons prolongent la défense, il court en désespéré avec sa cavalerie le long de l'Alle, où ses soldats finissent par trouver un gué. Favorisés par la nuit, ils réussissent à s'échapper.

Les Russes avaient perdu à Friedland près de vingt mille hommes tués ou blessés, l'armée française en avait perdu à peine la moitié[1]. Bennigsen gagna en toute hâte la Prégel, et de là Tilsit, où il fut rejoint par Lestocq et Kamenski qui évacuèrent Kœnigsberg à la nouvelle de la victoire de Friedland. Le 19 juin, l'armée russe se retirait derrière le Niémen, après avoir détruit le pont de Tilsit. Le territoire de l'empire était encore intact, le corps du prince Labanoff avait opéré sa jonction, et le Niémen offrait à Bennigsen une forte ligne de défense, mais ses troupes étaient découragées et une particularité expressive révélait l'état d'épuisement où se trouvait la monarchie : les [illegible] accourus sur le bord du fleuve, à la poursuite des Russes, avaient aperçu, sur l'autre rive, des Baskirs et des Kalmouks armés de flèches, dernière réserve de l'empire aux abois. Alexandre demanda une armistice, Napoléon proposa une entrevue qui fut acceptée. On a discuté la question de savoir si la proposition était venue de Napoléon ou d'Alexan-

1. Ces calculs ne sont, bien entendu, qu'approximatifs, car les mensonges des bulletins français et russes sont tels, sur ce point, qu'il est impossible d'arriver à la vérité même relative. Napoléon évaluait le nombre des Russes tués à 18 000, celui des Français à 500. Les rapports russes n'évaluaient leur perte totale qu'à 8000 hommes. Ils assuraient n'avoir perdu que 16 pièces de canon, Napoléon disait 120. Comparer les 79e et 80e bulletins, le rapport de Bennigsen à l'empereur Alexandre, Plotho, Jomini, Mathieu Dumas, Robert Wilson et le *Mémorial du dépôt de la guerre*, tome VIII.

dre. S'il n'était pas établi qu'elle a été faite par Duroc au nom de son souverain, on pourrait trancher *à priori* la question dans le sens de l'affirmative, tant cette démarche était conforme au caractère, aux habitudes de Napoléon. Il connaissait pour en avoir usé avec un bonheur extraordinaire dans toutes les circonstances de sa vie, l'espèce de fascination que sa personne exerçait sur les hommes peu capables de le juger, il en était même venu à s'exagérer cette singulière puissance à force de s'en servir avec succès. Il n'était pas loin de la considérer comme infaillible, et dans l'effet qu'il produisait il ne distinguait plus la part qu'il fallait faire à la crainte, à la flatterie, au prestige créé par sa merveilleuse fortune. Une entrevue personnelle avec Alexandre allait lui offrir au lieu de l'influence toujours indirecte et lointaine qu'il pouvait exercer sur un congrès, l'occasion de concentrer sur un seul homme, de qui tout dépendait, cette force de séduction dont la nature l'avait doué, et dont il avait fait un art qui eût été incomparable s'il eût été moins apparent. Il n'avait garde de négliger une chance si précieuse.

L'Empereur Napoléon n'avait modifié ni ses projets ni sa politique. D'une mobilité extrême, à peine croyable quant au choix des moyens, et prêt à en changer au gré des circonstances, il poursuivait le but avec une ténacité qui touchait à l'idée fixe. Au fond son grand objectif n'avait pas cessé un instant d'être l'Angleterre, parce qu'il sentait avec raison que là se trouvait le vrai foyer des résistances continentales. Au début de la guerre actuelle, il s'était assigné pour programme de « battre l'Angleterre sur

le continent. » Ce programme il l'avait à moitié rempli, car s'il ne pouvait se flatter d'avoir vaincu l'Angleterre, il avait désarmé le continent. La Russie refoulée sur sa frontière et presque mise hors de combat, ne pouvait plus rien contre lui. Il était dangereux de songer à la conquérir, car si l'Europe était déjà soumise, elle était encore frémissante. Mais peut-être n'était-il pas impossible de gagner l'appui de cette puissance, et alors quelle magnifique simplification pour les projets de Napoléon ! Cet allié qu'il a senti un peu tard la nécessité de se ménager parmi les États européens, que dans sa détresse, avant et après Eylau il a demandé tour à tour à l'Autriche et à la Prusse, puissances mutilées, affaiblies par lui, et par conséquent amies fort douteuses, cet allié le voilà personnifié dans un État, jeune, ambitieux, n'ayant en raison même de son éloignement aucune opposition réelle et directe d'intérêts avec la France. Cet allié acquis, toute l'Europe s'incline, et au lieu d'avoir à battre l'Angleterre *sur le continent*, Napoléon va pouvoir battre l'Angleterre *avec le continent* qui se trouvera tout entier enrôlé sous sa bannière. Et une fois l'Angleterre accablée, quelle puissance sera en état de lui résister ? Ce qu'il aperçoit au-delà, ce n'est déjà plus l'Europe conquise, c'est l'empire du monde.

Les dispositions d'Alexandre tenaient plus de l'abattement que de l'espérance. Il était humilié de sa prompte défaite, dégoûté de son rôle ingrat de médiateur de l'Europe, las de son désintéressement si mal récompensé, et par-dessus tout mécontent de ses anciens alliés. L'Angleterre n'avait rien fait pour le soutenir ; elle n'avait songé qu'à elle-même. Les faibles

successeurs de Fox n'avaient pas vu qu'en laissant écraser leurs auxiliaires et péricliter la cause commune pour s'emparer de quelques colonies, ils allaient exposer leur pays au plus grand danger qu'il eût jamais couru. Quant à l'Autriche, elle n'avait su offrir qu'une inutile médiation au moment où une diversion opérée par son armée aurait tout sauvé. La Prusse seule avait apporté à Alexandre une coopération courageuse et fidèle, mais sans efficacité. Était-ce là la récompense des sacrifices sans nombre qu'il s'était imposés pour l'indépendance de tous? La Russie avait-elle été un seul instant menacée dans son territoire ou son honneur national? Non, tout ce qu'Alexandre avait fait, c'était, il le croyait du moins, pour le bien général, pour le droit public européen, pour la civilisation, dans des vues chevaleresques et désintéressées; et si des illusions de jeune homme et un précoce amour-propre avaient eu quelque part dans ses déterminations, du moins elles avaient été pures de toute ambition étroite et égoïste. N'était-il pas temps enfin qu'il songeât à l'intérêt de sa couronne, au bien-être et à la sécurité de ses sujets? qu'il renonçât à ses utopies, à ces rêves philanthropiques qui n'avaient été qu'une duperie?

Rien ne pouvait être plus dangereux pour Alexandre et surtout pour la cause qu'il avait soutenue jusque-là, que de pareilles dispositions au moment où il allait aborder le puissant tentateur qui lui tendait la main, car ces sentiments étaient justement ceux que Napoléon eût voulu lui suggérer. C'était à flatter, à encourager de tels repentirs et de telles ambitions, qu'il s'était attaché toutes les fois qu'il avait cherché

à lier une puissance à son système, soit qu'il s'agît de l'Angleterre à l'époque du fameux entretien avec lord Whitworth, de la Prusse lorsqu'il lui avait offert le Hanovre, de la Russie lorsqu'il avait ébloui de ses fausses promesses le crédule empereur Paul. C'est ainsi encore qu'il avait procédé avec Alexandre lui-même, lorsque la veille d'Austerlitz, cherchant à entraîner le prince Dolgorouki, il s'était écrié : « Eh bien ! que la Russie s'étende aux dépens de ses voisins ! » Cette suggestion avait été alors repoussée avec dédain, et même après Austerlitz, Alexandre avait refusé de l'écouter. Mais combien les temps étaient changés depuis lors ! La fortune de son adversaire n'avait fait que grandir en raison des obstacles qui lui étaient opposés : rien n'avait tenu devant lui, rien, ni dans les vieux systèmes ni dans les nouvelles idées. Pitt était mort de chagrin ; Nelson était mort de sa dernière victoire ; Fox était mort bafoué ; la monarchie prussienne avait été broyée en un jour ; en France toute opposition avait été anéantie. Droits, libertés, vertu, génie, tout avait plié, fléchi, fait défection. N'était-ce pas là un signe du destin, une preuve que cette domination sans précédents était dans la force des choses, et ne valait-il pas mieux partager avec elle que se perdre en la bravant ?

Dès le premier mot que les deux empereurs échangèrent après s'être embrassés en mettant le pied sur le radeau de Tilsit, Napoléon put voir combien les sentiments d'Alexandre étaient changés depuis Austerlitz : « Je hais les Anglais, lui dit le czar, autant que vous les haïssez vous-même. — S'il en est ainsi, lui répondit Napoléon, la paix est faite. » Toutes les ran-

cunes, toutes les déceptions d'Alexandre étaient contenues dans ce simple mot, et là se trouvait aussi pour Napoléon le nœud de toutes les questions qu'il pouvait avoir à débattre avec Alexandre. Auprès de cet objet capital, l'abandon de l'alliance anglaise, tout le reste était secondaire. Une fois entraîné à prendre parti contre l'Angleterre, Alexandre devait faire bon marché de ses autres alliés du continent, il devenait solidaire de la France, intéressé à lui aplanir les obstacles, et s'il lui restait quelques scrupules, on était assuré de les apaiser en lui faisant largement sa part.

Cette première entrevue dura deux heures. Les deux souverains y trouvèrent l'un et l'autre un tel intérêt, qu'ils convinrent de neutraliser la ville de Tilsit pour y reprendre à loisir leurs entretiens. Le roi de Prusse y était accouru afin de plaider en personne sa cause fort compromise et assez mal défendue par son puissant ami. Ce malheureux roi, victime de sa propre honnêteté, car il ne nous avait déclaré la guerre que poussé à bout par des procédés iniques, était un embarras pour tout le monde; il rappelait à Alexandre des promesses et des engagements difficiles à tenir, à Napoléon d'odieuses violations du droit des gens. Dépouillé de tout son royaume à l'exception de Memel, délaissé des courtisans qu'éloigne toujours la mauvaise fortune, il assistait, témoin importun, à des confidences dans lesquelles il n'était point admis. Son visage soucieux attristait cette espèce de lune de miel d'une amitié qui ne devait pas finir. On lui en savait mauvais gré et on ne se gênait guère pour le lui laisser voir. La journée

s'écoulait en revues, en fêtes militaires, en banquets où les officiers des deux armées échangeaient leurs insignes en témoignage de fraternité. Le soir venu, les deux empereurs s'enfermaient en tête à tête pour traiter de leurs affaires.

Alexandre paraissait enchanté de cette familiarité avec le héros de tant d'exploits terribles. Ce souverain, qui n'était encore âgé que de vingt-huit ans, possédait avec une physionomie pleine de bienveillance et de noblesse, les formes exquises d'un gentilhomme de la fin du dix-huitième siècle, type disparu depuis lors, et dans lequel le naturel s'alliait à la distinction dans une mesure qui ne se retrouvera peut-être jamais. A cette parfaite courtoisie de mœurs et de langage, il joignait la grâce nonchalante de l'oriental, la finesse et la souplesse presque féminines qui donnent un si grand charme au caractère slave. Rien assurément ne pouvait former un plus complet contraste avec la personne de Napoléon à ce moment de sa carrière. Grave, réservé, sentencieux à l'époque de ses débuts, depuis qu'il n'avait plus à s'imposer aucune contrainte, il était devenu intempérant de geste et de parole; il exprimait avec une extrême volubilité des opinions tranchantes et absolues; il s'était fait une éloquence à lui pleine d'imagination, de couleur, de feu, mais aussi d'inégalité et d'incohérence. Nul ne savait être comme lui tour à tour caressant et impérieux, insinuant et hautain, mais il l'était sans mesure, en homme sûr de ses effets, habitué à éblouir, à subjuguer, à être toujours en scène. Aussi devenait-il facilement emphatique quand il voulait être noble, trivial quand il voulait être simple; jetant volontiers

une arlequinade à l'italienne au milieu d'une tirade à la Talma. Sans doute il y avait dans son langage une puissante séduction, mais c'était en quelque sorte une parole armée qui mettait l'interlocuteur en défiance et l'accablait sans le persuader : on y sentait trop l'artifice, le calcul, l'intention de saisir, d'entraîner par l'abondance, l'accumulation, l'impétuosité des idées; et il en résultait que sa conversation n'était le plus souvent qu'un long monologue. On sortait de l'entretien étonné, réduit au silence, mais non convaincu. Sa brusquerie native se trahissait à chaque instant par une gesticulation exagérée et par les échappées les plus imprévues. Ce qui lui manquait le plus c'était le naturel. Il n'avait pas le calme, la dignité simple et tranquille de l'homme qui se possède lui-même, qui dit sans détour ce qu'il veut, et surtout qui sait ce qu'il doit aux autres. Ce sublime comédien avait dans son jeu un grave défaut, c'était de laisser voir trop clairement l'immense mépris qu'il faisait de l'espèce humaine. L'urbanité qui donne un si grand prix aux rapports sociaux ne tient pas à des manières plus ou moins insinuantes, elle est fondée sur le respect d'autrui, et quand on n'éprouve pas ce respect, le grand art est de savoir le feindre. Aussi Macaulay, comparant Napoléon à César, a-t-il pu écrire avec beaucoup de justesse que César avait sur lui cette première supériorité, c'est qu'il était un *gentleman exquis*. C'est à peu de chose près le mot si spirituel et si vrai de Talleyrand : « Quel dommage qu'un si grand homme ait été si mal élevé ! » A en juger non par les rapports de ses ennemis, mais par les confidences de ses serviteurs les plus fidèles et

les plus dévoués, Napoléon avait dans son intimité une familiarité de tyran que jamais un homme ayant le respect de lui-même, n'eût supportée une minute. Meneval, son ancien secrétaire, le dépeint avec attendrissement tirant l'oreille de ses interlocuteurs, quelquefois jusqu'au sang, leur donnant des tapes sur la joue, parfois s'asseyant sur leurs genoux. Ces gracieusetés étaient chez lui le signe d'une bienveillance toute spéciale, et l'on voyait des hommes du plus haut rang, heureux et fiers de ces marques de faveur. De telles habitudes étaient faites pour amener de singulières dissonnances dans sa manière d'être avec les étrangers; elle péchait ou par trop de laisser-aller, lorsqu'il voulait plaire, ou par une roideur déclamatoire lorsqu'il voulait imposer.

Au physique, sa constitution de fer qui ne faisait que se retremper dans les fatigues de la guerre, avait pris un épanouissement voisin de l'embonpoint. De son propre aveu, Napoléon ne s'était jamais mieux porté que pendant cette dure campagne où il faisait jusqu'à trente lieues par jour à cheval au milieu des neiges. On peut dire à ce point de vue que les agitations de la guerre étaient devenues un besoin de son tempérament, une nécessité de son hygiène, et en quelque sorte l'aliment indispensable de cette activité forcenée qui était le trait dominant de sa nature. Il vivait à la lettre de ce qui tuait les autres. La guerre lui rendait le sommeil et l'appétit. Cette campagne de Pologne où il avait perdu cinquante mille hommes, n'avait été pour lui qu'un exercice salutaire, et il en rapportait les apparences les plus florissantes. Cet excès de santé avait quelque peu altéré cette effigie de

médaille antique qui était restée gravée dans les imaginations depuis les guerres d'Italie, elle avait appesanti ce corps qui semblait autrefois consumé par le feu du génie; mais la mobilité extraordinaire de son regard inquisitif et pénétrant, l'incessante inquiétude de toute sa personne décelaient les agitations intérieures de cet esprit ardent, toujours en éruption. Il était resté en lui beaucoup du Corse. Il avait traversé cette civilisation si raffinée, cette espèce de chaos philosophique de la fin du dix-huitième siècle, en s'appropriant avec une prodigieuse faculté d'assimilation tout ce qui pouvait lui servir; il en avait exploité les idées, adopté les formes et le langage, mais au fond l'homme primitif s'était peu modifié. Il avait gardé de ses compatriotes jusqu'à certaines superstitions qui sont comme une marque d'origine. Lui qui n'avait pour toute religion qu'une foi plus souvent affectée que réelle en son étoile, on le voyait parfois, raconte Meneval, faire tout à coup des signes de croix involontaires à l'annonce de quelque grand danger ou d'un grave événement. Et le naïf secrétaire ajoute, pour donner un tour philosophique à une chose qui l'était peu, que ce geste se traduisait mentalement par : Dieu tout-puissant! Enfin sous la bonhomie apparente et la grâce féline de ses manières, lorsqu'il voulait se montrer bienveillant, se cachait la vieille âpreté et l'insurmontable défiance de l'insulaire sans cesse en garde contre ses ennemis. On remarqua que pendant les dix-neuf jours que les deux empereurs passèrent ensemble au milieu des effusions de la plus tendre amitié, Alexandre prit ses repas chaque jour chez Napoléon, mais Napoléon ne rompit pas une

seule fois le pain chez Alexandre. Il montra la même circonspection lors de l'entrevue d'Erfurt. Dans les visites qu'il fit au czar, il se présenta toujours entouré d'une escorte dont le nombre et la force formaient le plus frappant contraste avec le confiant abandon du souverain russe[1].

On ne connaît que par voie d'induction une partie des confidences échangées dans ces longs entretiens. Ils n'eurent pour la plupart d'autres témoins que les deux empereurs, mais les stipulations même des traités de Tilsit en disent assez long pour qu'on n'ait aucun besoin de recourir à de vaines conjectures. Chose significative et nouvelle, c'est le vainqueur qui offre les concessions et le vaincu qui les accepte ! C'est qu'il ne s'agit pas pour Napoléon de dicter la paix à la Russie épuisée, mais de gagner à tout prix et à jamais le cœur d'Alexandre, et, comme il le disait lui-même dans une note adressée à ce souverain, « de passer dans un seul instant d'une guerre ouverte aux plus intimes relations[2]. » Sous l'empire de l'idée qui le domine, et selon sa méthode constante, en diplomatie comme à la guerre, de tout sacrifier au but principal, Napoléon fait litière aux pieds du jeune czar des intérêts de nos alliés et des constantes traditions de la politique française. Il a juré à la Turquie de ne jamais faire la paix sans elle et de maintenir son intégrité, il offre à Alexandre la Moldavie et la Valachie, ou du moins il se charge de les lui faire obtenir, et si la Turquie résiste, eh bien ! les deux puissances se

1. De Maistre, *Correspondance diplomatique*, publiée par Albert Blanc.

2. Napoléon à Alexandre, 4 juillet 1807.

partageront la Turquie. Il fait aussi bon marché de la Perse qu'il a également entraînée dans cette guerre et sur le concours de laquelle il a bâti tant de rêves gigantesques : son ambassadeur Gardane est à peine arrivé à Téhéran, que tout est déjà défait. Quant à la Pologne qu'il a encouragée et si largement exploitée, il ne peut plus en être question; tout ce qu'il fera pour elle consistera à donner à la Saxe les provinces qui appartenaient à la Prusse. Il agrandira même d'un lot de deux cent mille âmes la part afférente à la Russie dans les dépouilles de ce malheureux pays. De ce qu'il appelait lui-même nos alliés naturels et nécessaires, reste la Suède entraînée malgré elle par son roi à la guerre contre la France. Pourquoi Alexandre ne lui enlèverait-il pas la Finlande? Convient-il que les belles de Pétersbourg entendent de leurs palais le canon suédois? Qu'il n'hésite donc plus à dépouiller un prince qui a si longtemps combattu sous les drapeaux russes! qu'il apprenne à mettre ses intérêts au-dessus de ses sympathies! Voilà la seule politique qui soit digne d'un grand empire. Elle assure à la Russie des avantages certains et positifs, tandis que le donquichottisme d'Alexandre et ses plans de régénération européenne ne lui ont rapporté que des désastres. Et en échange de ces immenses concessions et de l'influence qui en sera le gage, que lui demande-t-on? Une renonciation à des rêves démontrés chimériques, une neutralité dans des questions qui ne touchent en rien aux intérêts sérieux de la Russie, une coopération qui n'aura pour ainsi dire qu'à se montrer pour vaincre tant elle sera irrésistible!

Ainsi parle le tentateur à l'oreille du jeune homme qu'il croit éblouir, sans se douter qu'il est dupe lui-même de son propre enivrement. C'est en effet Napoléon qui fait en réalité tous les frais de cette alliance dont il espère être seul un jour à recueillir les fruits. Que lui donne Alexandre en retour de ces agrandissements qu'on lui prodigue avec tant de libéralité ? des promesses et des paroles, rien de plus. Il reconnaît les royaumes nouveaux fondés par Napoléon, mais ce n'est pas sa reconnaissance qui les rendra plus solides. Il promet de s'associer aux mesures prises contre l'Angleterre, mais c'est là un engagement mal défini, d'une exécution éloignée, d'un sens susceptible de beaucoup d'interprétations et qu'il ne sera pas impossible d'atténuer sinon d'éluder. A la vérité, il laisse sacrifier son ami le roi de Prusse, mais ce sacrifice n'a rien de définitif, on lui laisse une partie de ses États qui pourra servir à recouvrer l'autre. En toute chose il ne donne que l'incertain en échange du certain. Ce qu'on lui cède est irrévocable et ce qu'il accorde est provisoire. Et symptôme caractéristique, c'est Napoléon qui s'exécute le premier, c'est lui qui paye d'avance. Ce profond scrutateur du cœur humain semble ne plus se douter qu'on voit quelquefois des débiteurs ne pas acquitter leurs dettes, il ne sait plus que les hommes sont inconsistants, qu'ils ne se piquent pas d'une reconnaissance éternelle surtout en politique, et lorsqu'ils ont intérêt à être ingrats. Il ne lui vient pas à l'esprit qu'en présence des avantages énormes qu'on lui fait, Alexandre peut de très-bonne foi contracter des engagements qui, lorsqu'il n'aura plus à en tirer aucun

profit, pourront lui paraître très-incommodes à remplir !

Alexandre n'eut donc aucun effort de duplicité à faire pour paraître séduit et enchanté devant un vainqueur qui venait à lui les mains pleines de présents au lieu de lui imposer les dures lois de la guerre. On ne lui demandait que « des choses futures, » ce qui ne coûte jamais beaucoup quand l'équivalent est payé argent comptant. Pour le moment, il s'acquittait en admiration, en flatteries fines et délicates envers le grand homme qui voulait bien l'associer à ses plans, lui ouvrir sa belle âme, lui enseigner les secrets de la grande politique. Alla-t-il dès lors jusqu'à se dire que la conduite de ce héros envers les alliés qui s'étaient compromis pour lui, et particulièrement envers la Turquie qu'il avait entraînée à la guerre, lui offrait à lui-même un exemple utile à méditer et peut-être à suivre plus tard ? Il est permis de supposer que cette leçon ne fut pas perdue pour lui ; ce qui est certain, c'est qu'au témoignage d'un observateur sagace qui était son confident, Alexandre ne rapporta de ce commerce intime et prolongé avec Napoléon qu'une impression de crainte et de défiance fondée sur une appréciation très-juste de son caractère [1].

Les conditions de l'accord une fois établies et le terrain fixé, il ne s'agissait plus que d'en trouver la mise en œuvre, de régler en quelque sorte la procédure à suivre afin de masquer quelque peu aux yeux du monde la soudaineté de ce prodigieux revirement.

1. Correspondance du prince Czartoryski avec Alexandre, publiée par Ch. de Mazade.

Il fut convenu entre les deux empereurs que cette coalition pour la guerre serait présentée à l'Europe sous la forme d'une démarche en faveur de la paix. Les deux souverains offriraient simultanément leur médiation l'un à l'Angleterre, l'autre à la Turquie, et comme ils prévoyaient que cette médiation ne serait pas acceptée, ils sommeraient ensuite les États européens d'entrer dans leur ligue, ce qui leur permettrait de se pourvoir aux dépens de ceux qui se montreraient récalcitrants.

Tel fut l'esprit qui dicta les fameuses stipulations de Tilsit. La partie du traité qui devait être rendue publique, réglait d'abord la délimitation du nouveau royaume de Prusse. Napoléon « par égard pour S. M. l'Empereur de toutes les Russies » consentait à *restituer* au roi de Prusse ses provinces situées à la droite de l'Elbe, à l'exception toutefois des provinces polonaises qui étaient données à la Saxe, prélèvement fait de domaines estimés à vingt-six millions dont Napoléon avait déjà disposé en faveur de ses généraux. Il se considérait comme le propriétaire légitime des États prussiens et devenait ainsi le bienfaiteur du roi auquel il daignait laisser quelque chose. Cette clause, si humiliante dans la forme et si dure quant au fond, enlevait au roi Frédéric-Guillaume plus de quatre millions de sujets sur neuf. Il essaya vainement de faire revenir Napoléon à des sentiments plus modérés en s'efforçant de lui démontrer son droit et sa bonne foi dans l'affaire de la violation d'Anspach. En cela il prouva qu'il connaissait bien mal son adversaire, car ce qu'il pouvait faire de plus dangereux pour ses intérêts, c'était d'établir qu'il avait eu rai-

son! Si en effet il avait la justice pour lui, qu'était-ce que cette conquête sinon du brigandage? La belle reine de Prusse ne commit pas une moins forte méprise lorsque dans son désespoir elle s'adressa aux sentiments chevaleresques de l'homme qui l'avait si cruellement insultée dans ses bulletins. Napoléon lui-même a raconté avec des insinuations peu délicates les inutiles efforts qu'elle fit pour le fléchir. Pour toute concession il lui offrit une rose : « au moins avec Magdebourg? lui dit la reine suppliante — je ferai observer à Votre Majesté, lui répondit-il durement, que c'est moi qui l'offre, et vous qui la recevez. »

Le traité stipulait ensuite la double offre de médiation auprès de l'Angleterre et de la Turquie, et Alexandre s'engageait à faire évacuer immédiatement par ses troupes la Moldavie et la Valachie jusqu'à la conclusion d'un arrangement définitif. Napoléon avait introduit cette dernière clause par une sorte de respect humain pour lui-même plutôt que par ménagement pour la Porte, car il ne s'en était pas moins engagé envers Alexandre à lui faire céder *dans tous les cas* ces deux principautés. Au reste une révolution venait d'éclater à point nommé à Constantinople, comme pour lui offrir le prétexte dont il avait besoin et le dispenser même de ce reste de pudeur. Le malheureux Sélim qui s'était jeté à son instigation dans cette guerre funeste, avait été détrôné, emprisonné par les Janissaires jaloux d'une milice armée à l'européenne qu'il avait organisée sur les conseils de Napoléon. Cet événement providentiel était censé délier l'Empereur des Français de tous ses engagements envers la Turquie. Le traité constatait enfin la re-

connaissance solennelle des rois de Naples et de Hollande, de la confédération du Rhin, celle de Jérôme en qualité de roi de Westphalie. Ce royaume devait être formé partie avec les dépouilles de la Prusse sur la rive gauche de l'Elbe, partie avec la Hesse-Cassel.

A ce traité qui devait recevoir une publicité immédiate, se joignaient d'abord des articles additionnels, et ensuite un traité d'alliance offensive et défensive destinés les uns comme l'autre à rester secrets, et dont même aujourd'hui on ne possède pas le texte authentique, bien qu'on en connaisse la substance. Les articles stipulaient la cession à la France des îles Ioniennes, des bouches du Cattaro, la reconnaissance de Joseph comme roi de *Sicile* à charge par Napoléon de fournir au roi Ferdinand une indemnité, telle que les îles Baléares ou Candie. Le traité d'alliance prévoyait le cas de la non-acceptation par l'Angleterre et la Turquie de la médiation qu'on allait leur proposer. Si, comme tout portait à le croire, l'Angleterre répondait par un refus, les deux puissances mettaient aussitôt en commun la moitié de leurs forces, elles adressaient leurs sommations aux trois cours de Copenhague, de Stockholm et de Lisbonne, ce qui devait, selon toute probabilité, permettre à la Russie de mettre la main sur la Finlande, à la France d'envahir le Portugal. Quant à la cour de Vienne, on ne la mettait pas aussi impérieusement en demeure de se prononcer, mais on s'engageait « à insister avec force auprès d'elle. » Si, de son côté, la Porte n'acceptait pas, on s'obligeait à soustraire au joug des Turcs toutes les provinces ottomanes, *Constantinople et la Roumélie exceptées*. Pour l'Angleterre le refus c'é-

tait la guerre avec toute l'Europe ; pour la Turquie c'était le partage[1] et la ruine totale de sa domination.

En dehors de ces stipulations dont l'authenticité est indiscutable, y eut-il dans l'entrevue de Tilsitt des conventions éventuelles et verbales relativement à deux questions qui occupaient depuis longtemps Napoléon, celle de Rome et celle d'Espagne? Le fait est assez probable en ce qui concerne l'Espagne, sans qu'on puisse toutefois l'affirmer d'une façon absolue. La famille des Bonaparte se trouvant substituée sur tant de trônes à celle des Bourbons, régnant même sur des pays que celle-ci n'avait jamais gouvernés, il est peu vraisemblable que Napoléon ait fait mystère à Alexandre de son intention de rattacher l'Espagne à son système et d'établir un nouveau pacte de famille entre les peuples de l'Europe occidentale. Quant à la souveraineté temporelle des papes, on peut dire qu'elle ne comptait alors presque pour rien en Europe, surtout aux yeux d'un empereur schismatique; elle ne pouvait créer aucune difficulté entre les deux états, et c'eût été une précaution superflue que de chercher à obtenir l'agrément d'un souverain pour qui elle n'avait aucun intérêt.

L'œuvre immense qui venait d'être ébauchée à Tilsitt ne reposait, en définitive, que sur des hypothèses. Elle supposait que l'empereur Alexandre se considérerait comme lié par des serments éternels envers un homme qui n'en avait jamais tenu aucun; elle supposait que ce jeune souverain qui n'avait pu être en-

1. Garden, *Histoire des traités*, t. X. — Bignon, *Histoire diplomatique*. — De Clerck, *Recueil des Traités*, etc.

traîné que momentanément par les magnifiques avantages qu'on lui avait assurés, était à jamais converti, touché de la grâce comme saint Paul à Damas, qu'il avait pour toujours dépouillé le vieil homme, oublié son passé, ses idées, ses sympathies, qu'il avait subitement changé de nature, de caractère et même de patrie pour devenir sans retour le plus aveugle séide de la politique qu'il avait combattue jusque-là ; elle supposait que Napoléon serait fidèle à sa parole, qu'il tiendrait jusqu'au bout des promesses en partie verbales, qu'il ne se repentirait jamais d'avoir conclu un marché de dupe ; elle supposait enfin que les peuples européens assisteraient jusqu'au bout en spectateurs impassibles et satisfaits à ce bouleversement arbitraire de leurs institutions, de leurs habitudes, de leurs liens nationaux, de leurs traditions séculaires ; qu'ils se résigneraient à être les instruments de leur propre oppression, qu'une fois les armées détruites et les gouvernements renversés tout était dit, et qu'il n'y avait plus lieu de s'occuper de ce qu'il y avait au-dessous. Opinion publique, force morale, sentiments patriotiques, fierté nationale, traditions populaires, amour de la liberté, tout cela était censé ne pas exister. En effaçant les anciennes dénominations géographiques on avait cru supprimer les nations, et l'Europe entière n'était plus aux yeux de ses dominateurs qu'une matière inerte, susceptible de prendre toutes les formes qu'on voudrait lui imprimer.

Jamais apparences n'avaient été plus effrayantes pour la liberté de l'Europe, jamais le césarisme contre nature que Napoléon avait tenté de ressusciter par le plus insensé des anachronismes, ne parut plus près

de se consolider qu'à ce moment où il apparut au monde, appuyé d'une part sur le colosse moscovite, de l'autre sur une puissance militaire sans précédents. On put croire que tout était perdu, désespéré, et cependant ces plans grandioses, cette triomphante conception, cette ligue formidable n'étaient qu'épouvantail, vision et chimère. Napoléon n'avait fait à Tilsit que préparer les éléments d'une rivalité nouvelle : il avait relevé et fortifié de ses mains un antagoniste plus redoutable pour lui qu'aucun autre, parce qu'il était placé hors de ses atteintes. Dans chacune des clauses de cette paix était caché un cas de guerre. Ce contempteur de l'idéologie n'avait su faire à Tilsit que ce qu'il appelait avec mépris de « la politique de fantaisie. » Il y était venu pour tromper, et il en repartait dupe de sa propre avidité plutôt que de la duplicité d'Alexandre. Il y avait cyniquement trahi d'anciennes et fidèles alliances, il n'en rapportait qu'une amitié douteuse et sans lendemain. En cela il agit non sous la pression d'une nécessité impérieuse, mais de son plein gré, avec une pleine conscience de ce qu'il faisait et poussé seulement par une frénésie d'ambition. On n'a pas besoin d'autre juge que de lui-même pour apprécier la valeur politique de ces stipulations imprévoyantes : « La Valachie et la Moldavie, écrivait-il à Alexandre le 28 février 1811, forment le tiers de la Turquie d'Europe. C'est une acquisition qui ôte toute force à la Turquie, et on peut le dire, *anéantit cet empire, mon plus ancien allié*.... Par pure amitié pour Votre Majesté, j'ai reconnu la réunion de ces belles contrées, mais *sans ma confiance* dans la continuation de son amitié, *plusieurs campa-*

gnes très-malheureuses n'eussent pu amener la France à voir dépouiller ainsi son plus ancien allié. » Que pouvait-il dire de plus sévère pour lui-même? Sacrifier un allié et donner deux provinces en échange d'une amitié, et d'une amitié de roi, cela était à coup sûr nouveau dans les annales de la diplomatie. « J'ai consenti, continuait-il, à ce que Votre Majesté gardât la Finlande qui est un tiers de la Suède et qui est une province si importante pour Votre Majesté, *qu'on peut dire que depuis cette réunion il n'y a plus de Suède,* puisque Stockolm est maintenant aux avant-postes du royaume. Cependant la Suède, malgré la fausse politique de son roi, *était aussi un des anciens amis de la France.* »

Veut-on enfin avoir son témoignage sur la possibilité tant controversée d'une reconstitution du royaume de Pologne, et sur les motifs qui le portèrent à abandonner cette nation qui était aussi une alliée naturelle de la France? « On fatigue les oreilles de Votre Majesté de propos calomnieux. Je veux, dit-on, rétablir la Pologne. *J'étais maître de le faire à Tilsit.* Douze jours après la bataille de Friedland, je pouvais être à Wilna.... Je *le pouvais* en 1810 au moment où les troupes russes étaient engagées contre la Porte. *Je le pourrais dans ce moment encore.* » Voilà, disait-il lui-même, tout ce qu'il avait fait, voilà les sacrifices d'orgueil, d'honneur, de loyauté qu'il s'était imposés, et dans quel but? dans quelle espérance? sans compensation, sans garantie, sans autre correspectif que l'*amitié* d'Alexandre, moins que cela, une promesse d'amitié! On pouvait théoriquement soutenir que les engagements contractés à Tilsit étaient

réciproques. Mais dans la pratique cette réciprocité s'évanouissait, car les obligations de Napoléon devaient être d'une exécution immédiate ; celles d'Alexandre étaient d'une échéance à la fois vague et éloignée. L'un donnait, l'autre promettait de faire, selon la vieille formule *do ut facies*, source éternelle de tromperie. Pour ne pas voir tout ce qu'un tel pacte avait de désavantageux, Napoléon avait dû être aveuglé par un accès d'infatuation ou de passion inconcevable. C'est qu'il avait cru non pas acquérir une amitié, mais gagner un complice ! Il avait cru subjuguer à tout jamais l'enthousiaste Alexandre, oubliant que cet enthousiasme avait déjà brûlé sur plus d'un autel. Cette tête froide et positive avait eu elle aussi son quart d'heure de duperie, et dans ce quart d'heure elle avait fait de la politique de sentiment. Ce calculateur avait une fois dans sa vie joué au don Quichotte. Aussi le traité de Tilsit une fois signé, son premier mouvement devait être de l'enfreindre.

CHAPITRE IV.

LA POLITIQUE DE TILSIT. — CONQUÊTE ET OPPRESSION DES ÉTATS NEUTRES. — ORIGINES DE LA GUERRE D'ESPAGNE (AOUT-OCTOBRE 1807).

Napoléon revenait de Tilsit investi d'une sorte de dictature européenne. Tous les grands États avaient été successivement vaincus, affaiblis, désarmés. L'Autriche avait perdu un quart de son territoire après Austerlitz ; la Prusse avait été presque anéantie à Iéna ; la Russie seule était restée debout, mais après avoir passé sous le joug, et à la condition de servir en auxiliaire complaisant la politique qu'elle avait si ardemment combattue. Le continent tout entier tremblait devant Napoléon. Jamais dans les temps modernes, aucun souverain n'avait disposé d'une puissance aussi colossale. Louis XIV avait paru sur la scène du monde, entouré de plus de pompe et de grandeur, mais il n'avait jamais atteint à ces hauteurs vertigineuses ; il n'avait jamais réuni dans ses mains une telle accumulation de force militaire. Dans ces succès éblouissants qui venaient de jeter tant d'éclat sur le nom de Bonaparte, il y avait eu sans doute bien des

surprises, il y avait eu des violences peu durables faites à la nature des choses. Les résultats obtenus avaient plus d'apparence que de solidité; envisagés de sang-froid, ils semblaient un défi jeté à la raison humaine, un démenti donné à toutes les lois de l'histoire, mais les germes de dissolution qu'ils portaient en eux-mêmes étaient encore cachés à tous les yeux, et ce qui frappait le regard, c'étaient seulement les proportions gigantesques de cette domination sans limites comme sans précédents. On se demandait avec anxiété quel usage il allait en faire. N'y avait-il pas dans cette omnipotence incontestée de quoi apaiser enfin cette âme insatiable? Napoléon saurait-il se contenir, se modérer, se contenter de régner par l'influence au lieu de subjuguer par la force? N'était-il pas temps pour lui de laisser respirer ses soldats surmenés, de songer à raffermir tant de créations hâtives qui semblaient improvisées dans une heure de fièvre, de réparer les maux de la guerre, d'essayer sur les hommes l'empire de la douceur et de la magnanimité? N'aurait-il pas, dans le cours de sa sanglante carrière, un quart d'heure de détente et d'abandon, un sourire d'un instant pour sa propre fortune en retour des faveurs inouïes dont elle l'avait comblé?

Ces doutes qui durent se présenter alors à plus d'un esprit ne furent pas longtemps permis. Napoléon n'avait pas encore franchi la distance qui séparait Paris de cette ville de Tilsit où il avait prodigué tant de caresses à Alexandre, qu'impatient de mettre à profit cette puissante complicité, il se retournait le visage menaçant et irrité du côté des faibles États qui avaient vécu jusque-là de leur neutralité, et que

la soumission des grandes puissances venait de mettre à sa merci. C'est de Dresde même qu'il fit adresser ses sommations à ces malheureux gouvernements sans défense désormais contre lui. Il lui tardait de les forcer de sortir de la position inoffensive où ils avaient cherché leur salut. La guerre contre l'Angleterre ou la guerre contre la France, tel est le dilemme redoutable qu'il leur fait signifier : l'une et l'autre alternative était pour eux la ruine. Dans l'impossibilité où ils se trouvaient de résister, on peut supposer que leur premier mouvement devait être de se jeter dans les bras de Napoléon, car il n'avait qu'à étendre la main pour les détruire, tandis que l'Angleterre ne pouvait les atteindre que dans leur commerce et leurs colonies; mais l'exemple de la Hollande, de la Suisse, de Gênes, de l'Italie était là pour dire ce que Napoléon faisait de ses alliés. Cette impérieuse injonction ne leur laissait donc en réalité que le choix du suicide. Le plus important de ces États était le Danemark dont Napoléon avait résolu d'utiliser contre l'Angleterre la flotte relativement considérable, et les fortes positions maritimes. Venaient ensuite le Portugal, les États du Pape, enfin ce royaume d'Étrurie que Napoléon avait vendu, jamais livré, à la maison d'Espagne en échange de la Louisiane, après l'avoir extorqué à la maison d'Autriche. En ce qui concerne ces trois États, ses résolutions étaient beaucoup plus arrêtées qu'à l'égard du Danemark protégé jusqu'à un certain point par son éloignement; il était déterminé à se les approprier purement et simplement, en y employant toutefois les transitions nécessaires.

Le Portugal était de tous les États européens celui

qui s'était le moins mêlé aux querelles de l'Europe. Il n'aspirait qu'à vivre en paix, à développer ses ressources commerciales, à échanger ses vins et ses denrées coloniales contre les produits manufacturés que lui fournissait l'Angleterre. Cependant cette pacifique attitude ne l'avait pas préservé des violences de Napoléon. Dès 1801 le premier Consul, pour forcer le Portugal à fermer ses ports aux Anglais, avait entraîné l'Espagne à lui déclarer la guerre; et le Portugal avait dû non-seulement se soumettre à cette exigence, mais céder à l'Espagne la province d'Olivença et nous payer une somme de vingt-cinq millions. Plus tard, au mois de mars 1804, lors de la reprise des hostilités avec l'Angleterre après la rupture du traité d'Amiens, le premier Consul avait, par un traité en règle (signé le 19 mars), rendu au Portugal, moyennant une somme de seize millions, la faculté de rouvrir ses ports pendant toute la durée de la guerre; il avait solennellement reconnu sa neutralité. Nos rapports actuels avec le Portugal étaient fondés sur ce ;titéra il en avait rempli scrupuleusement les onéreuses conditions; il ne nous avait pas fourni un seul sujet de plainte et se reposait sur la foi jurée, se croyant à l'abri de toute persécution ultérieure.

C'est dans ces dispositions que vint le frapper comme un coup de foudre la brusque sommation de Napoléon. Ce qu'il voulait, ce n'était pas obtenir du Portugal telle ou telle concession, c'était lui prendre sa flotte, ses richesses, son territoire. On le voit, en effet, dans le premier moment, écrire à Talleyrand de signifier au Portugal d'avoir à fermer ses ports aux Anglais, « à défaut de quoi Napoléon lui décla-

rera la guerre et confisquera les marchandises anglaises[1]. » Mais il se ravise presque aussitôt, car il est trop sûr que le Portugal se hâtera de lui accorder de telles demandes quelque iniques qu'elles soient. Il exige donc que non-seulement le Portugal ferme ses ports à l'Angleterre, mais qu'il lui déclare la guerre; outre la confiscation des marchandises anglaises, il demande celle de toutes les propriétés appartenant à des Anglais. Ces dures conditions doivent être acceptées sans hésitation, dans le plus bref délai, et, comme il prévoit qu'on les discutera avant de les subir, comme il désire même qu'on les discute afin d'avoir un prétexte pour envahir le Portugal, avant même d'avoir reçu un mot de réponse, il organise, sous le nom de *Corps d'observation de la Gironde*, une armée de vingt-cinq mille hommes, formée avec les légions qu'il a laissées en Bretagne et en Normandie. Ces troupes iront prendre possession de ce royaume, sous le commandement de Junot, son ancien ambassadeur en Portugal (2 août 1807). En même temps, il envoie au régent du royaume une mise en demeure dont les termes vagues et adoucis paraissent avoir pour but de l'endormir plutôt que de le décider. Quelque parti que ce prince adopte, son sort est déjà fixé; une seule chose est encore incertaine pour Napoléon, c'est la façon dont il disposera du Portugal après s'en être emparé; et cette incertitude ne sera pas de longue durée.

Une circonstance allait bientôt simplifier ses idées à cet égard, c'est le désir immodéré qu'il avait conçu

1. Napoléon à Talleyrand : Dresde, le 18 juillet 1807.

de reprendre à l'Espagne le royaume d'Étrurie. A vrai dire, cette cession de la Toscane à la maison de Bourbon n'avait jamais été que fictive et nominale de la part de Napoléon. Il n'avait jamais cessé d'y tenir garnison et d'y commander en la personne de ses généraux. Pendant la guerre contre la Prusse et la Russie, il avait été forcé de retirer ses troupes pour les porter sur d'autres points, et la reine d'Étrurie, régente depuis la mort de son mari, abandonnée sans moyens de défense, réduite à invoquer sa qualité de puissance neutre, avait dû laisser pénétrer le commerce anglais dans le port de Livourne. Napoléon n'avait garde de manquer une si belle occasion de confisquer à la fois les marchandises anglaises et le royaume. Il donna l'ordre au prince Eugène de diriger sur Livourne un corps de six mille hommes pour s'y emparer des Anglais et de leurs propriétés[1]. La régente ne fut prévenue de l'expédition qu'un mois après, lorsque tout était consommé, et à la date du 16 septembre. Napoléon n'avait agi, disait-il, que « par vigilance pour ses intérêts et contre l'ennemi commun[2]; » il n'avait eu d'autre but que de conserver Livourne à sa sœur et cousine. Mais il ne lui disait pas jusqu'à quel point s'étendait cette sollicitude, elle allait beaucoup plus loin encore! L'occupation de Livourne lui avait soudainement ouvert les yeux. Il ne pouvait décidément plus se passer de la Toscane. Elle lui était nécessaire pour compléter ses possessions d'Italie; enfin, il la lui fallait absolument. Et quel-

1. Napoléon à Eugène, 16 août.
2. A Marie-Louise, régente d'Étrurie, 16 septembre.

ques jours seulement après avoir rassuré sa bonne sœur la régente d'Étrurie, le 25 septembre 1807, il écrivait à Duroc : « *Il faut ôter cette difformité de la presqu'île d'Italie!* » Mais comment faire cette savante opération, lui le créateur de cette difformité, sans blesser gravement l'Espagne qu'il voulait encore ménager? Le moyen est bien simple, on l'indemnisera avec le Portugal dont l'emploi est ainsi trouvé d'avance. Et il charge Duroc de proposer à Izquierdo, l'homme d'affaires de la cour d'Espagne, de « distraire du Portugal une partie pour la reine d'Étrurie, une autre pour le prince de la Paix.... Je désire, ajoute-t-il, qu'Izquierdo *m'offre quelque projet là-dessus*[1]. »

Il y avait en Italie une autre difformité qui était encore plus choquante pour les yeux susceptibles de Napoléon, c'étaient les États romains. Ces provinces, ainsi qu'il l'écrivait à Eugène, le 5 août, gênaient ses communications avec son royaume de Naples. C'était là de beaucoup le principal grief de Napoléon contre le pape; mais à défaut de celui-là qu'il lui était difficile d'avouer, il en avait de plus d'un genre à faire valoir, car il n'était jamais à court de récriminations contre ceux qu'il avait résolu de perdre. Combien les temps étaient changés depuis les beaux jours du sacre et du concordat! Entre le saint-siége et Napoléon, il ne s'échangeait plus désormais que des paroles injurieuses et menaçantes de la part de l'un,

1. Napoléon à Duroc, 25 septembre. On a presque invariablement attribué à Izquierdo l'initiative du traité de Fontainebleau. Cette supposition est un vrai non sens pour quiconque a une idée du caractère et de la politique de Napoléon; mais elle devient insoutenable en présence de cette citation.

doucereusement envenimées de la part de l'autre, justes conséquences de ce pacte hypocrite où, sous le masque de la religion, il n'y avait eu en jeu que des convoitises d'ambition. Aux déceptions qu'il avait éprouvées au sujet des légations, aux tromperies, aux usurpations de tout genre dont il avait eu à se plaindre de la part de Napoléon, à l'occupation d'Ancône et de Civita-Vecchia, à la saisie des revenus pontificaux, à la confiscation des duchés de Bénévent et de Ponte-Corvo, Pie VII avait répondu en se servant de ses armes spirituelles; il avait refusé d'étendre à la Vénétie le concordat italien, refusé d'annuler le premier mariage de Jérôme, refusé d'entrer dans l'alliance française et de confirmer certaines nominations d'évêques. Il s'était vengé comme se vengent les faibles en se retranchant dans la résistance passive, mais sans sortir de son droit traditionnel de pontife.

Napoléon n'en était que plus exaspéré contre lui, car il sentait toute son impuissance à le forcer dans cette position. Aussi jugea-t-il à propos de joindre à la sommation qu'il lui adressa une demande dans laquelle il pensait avoir pour lui l'appui de l'opinion. Il chargea Talleyrand de demander à la cour de Rome que le nombre des cardinaux français dans les conseils où se traitaient les affaires de l'Église fût désormais proportionnel à celui des cardinaux romains. Talleyrand ajoutera, disait Napoléon, « qu'il est temps de finir toutes les petites querelles qu'on ne cesse de me susciter; que je suis fort irrité et indigné des menaces qu'on me fait de m'excommunier, de me déclarer déchu du trône; qu'il ne lui reste plus qu'à me mettre dans un monastère *et à me faire fouetter*

comme Louis le Débonnaire; que si on veut en finir on ait à envoyer de pleins pouvoirs au cardinal-légat qui est à Paris, que si l'on ne veut pas on cesse toute correspondance et *des menaces que je méprise.* » (22 juillet.)

Comme Talleyrand avait l'habitude connue d'adoucir beaucoup dans la forme ces réquisitoires diplomatiques que son ministère l'obligeait à transmettre aux souverains étrangers, Napoléon enjoignit au prince Eugène de communiquer au pape une lettre censée confidentielle, dans laquelle l'empereur épanchait dans le cœur de son fils adoptif tous ses ressentiments contre la cour romaine. Cette lettre, encore plus violente que la précédente, était destinée à effrayer ceux qu'on ne pouvait convaincre. Napoléon avait tout obtenu par l'épouvante de ces vieillards qui dirigeaient les conseils de l'Église; il les avait vus en mainte occasion si faibles et si misérables qu'il se croyait assuré de les soumettre définitivement par la crainte. Il ne connaissait pas la ténacité du prêtre : « Mon fils, disait-il dans cette longue diatribe qui semblait comme entrecoupée par la colère, j'ai vu dans la lettre de sa sainteté, que certainement elle ne m'a pas écrite, qu'elle me menace. Croit-elle donc que les droits du trône sont moins sacrés aux yeux de Dieu que ceux de la tiare? Il y avait des rois avant qu'il y eût des papes. Ils veulent, disent-ils, publier le mal que je fais à la religion. *Les insensés! ils ne savent pas qu'il n'y a pas un coin du monde où je n'ai fait encore plus de bien à la religion que le pape n'y fait de mal!...* Le pape qui se porterait à une telle démence cesserait d'être pape à mes yeux. Je ne le considérerais

que comme l'*Antechrist*.... Si cela était ainsi, je séparerais mes peuples de toute communication avec Rome et *j'y établirais une police*.... La cour de Rome prêche la rébellion depuis deux ans.... Que veut faire Pie VII en me dénonçant à la chrétienté? Mettre *mes trônes* en interdit, m'excommunier? Pense-t-il que les armes tomberont des mains de mes soldats? et *mettre le poignard aux mains de mes peuples pour m'égorger?* Cette infâme doctrine, des papes furibonds l'ont prêchée. Me prend-il pour Louis le Débonnaire?... Le pape actuel est trop puissant; les prêtres ne sont pas faits pour gouverner. Qu'ils imitent saint Pierre, saint Paul, les apôtres.... Certes, je commence à rougir de toutes les folies que me fait endurer la cour de Rome, et peut-être le temps n'est-il pas éloigné, si l'on veut continuer à troubler mes États, où je ne reconnaîtrai le pape que *comme évêque de Rome*.... Je réunirai les Églises gallicane, italienne, allemande, polonaise *dans un concile pour faire mes affaires sans pape et mettre mes peuples à l'abri des prétentions des prêtres de Rome*.... »

A la suite de ce flot d'invectives insultantes, de ces récriminations si singulières dans la bouche de l'homme qui avait relevé de sa propre main toutes les prétentions dont il se plaignait, venait l'ultimatum que Napoléon voulait signifier à la cour romaine. Il reproduisait sa demande relative au nombre des cardinaux qui devait être proportionnel à la population, il exigeait que le concordat italien fût étendu à Venise, enfin, il sommait le pape de pourvoir aux nominations d'évêques, en laissant entrevoir nettement un schisme comme la conséquence inévitable

d'une plus longue résistance à ces injonctions[1]. Cet ultimatum ne s'adressait toutefois qu'au souverain spirituel; il y en avait un autre à l'adresse du prince temporel, que Napoléon avait déjà plus d'une fois fait connaître à la cour romaine et qu'il renouvelait en termes non moins péremptoires, c'était l'invitation de s'unir étroitement à la France et de chasser ses ennemis du territoire pontifical. Au fond tous ces emportements n'étaient qu'une tactique. Avec Rome, comme avec le Portugal, il avait exagéré les plaintes et grossi la liste des exigences afin qu'un seul refus lui permît d'agir à sa guise. Il ne cherchait pas des satisfactions, mais un prétexte pour saisir les États du pape. Les menaces de Napoléon produisirent sur le saint-siége l'effet de terreur qu'il en attendait : le pape s'empressa de nommer le cardinal Litta son négociateur à Paris. Mais l'empereur, qui était décidé à l'avance à trouver ce choix mauvais, répondit à cette démarche en faisant notifier à la cour de Rome qu'il ne traiterait qu'avec le cardinal de Bayanne, et en lui annonçant qu'une plus longue hésitation allait le forcer à réunir au royaume d'Italie les trois provinces d'Ancône, d'Urbin et de Camerino[2]. C'était justement celles que peu de temps auparavant il dépeignait à Eugène comme indispensables à ses communications avec Naples. Sa conviction à cet égard s'était, paraît-il, encore fortifiée. La nomination du cardinal de Bayanne, que le pape se hâta de lui accorder dans les termes les plus affectueux[3] afin

1. Napoléon au prince Eugène, 22 juillet 1807.
2. Napoléon à Champagny, 28 août.
3. Le pape Pie VII à Napoléon, 11 septembre 1807.

de l'apaiser, ne suspendit pas un instant l'accomplissement d'une prophétie faite à coup sûr. Presque au même moment où le cardinal quittait Rome pour se rendre à Fontainebleau, le général Lemarrois prenait possession des provinces du saint-siége au nom de l'empereur. Cette invasion, comme celle de Livourne, comme celle du Portugal, n'était que le prélude de mesures infiniment plus graves et plus décisives; mais, ainsi que Napoléon l'a écrit à cette époque même : *il faut qu'une chose soit faite pour qu'on avoue y avoir pensé.*

Pendant que s'exécutaient ces mesures préliminaires contre les victimes désignées à Tilsit pour faire les frais de la réconciliation entre la France et la Russie, Napoléon venait de voir une des proies auxquelles il tenait le plus lui échapper au moment où il étendait la main pour la saisir. Les Anglais avaient enlevé la flotte danoise à Copenhague après avoir bombardé la ville, et cet événement avait produit en Europe une immense sensation. Comment l'Angleterre avait eu connaissance des stipulations secrètes de Tilsit, on l'ignore encore. Interpellés à ce sujet au sein du Parlement, les ministres, tout en maintenant la sûreté de leurs informations, refusèrent obstinément de dire de qui ils les tenaient. On a de fortes raisons de croire que cette précieuse communication leur fut faite par sir Robert Wilson qui venait de servir pendant deux ans dans l'armée russe. Il n'est même pas impossible qu'ils l'aient reçue d'Alexandre lui-même, qui, si l'on en croit une assertion contenue dans les *mémoires* du général Boutourlin, était resté attaché de cœur à l'alliance anglaise. Ce qui est certain, c'est qu'ils

avaient su, peu importe par quels moyens, que Napoléon avait résolu, avec le consentement d'Alexandre, de s'emparer des ressources maritimes du Danemark pour les employer contre leur pays. « S. M., disait à cet égard une déclaration du cabinet britannique datée du 25 septembre 1807, a reçu *l'information la plus positive* au sujet de la détermination prise par le chef actuel des Français d'envahir le Holstein et de forcer le Danemark à fermer les passages du Sund à la navigation britannique[1]. » Les ministres anglais auraient été à peine mieux instruits s'ils avaient lu les lettres que Napoléon adressait à Bernadotte.

L'administration n'était plus dans les mains des faibles continuateurs de Fox. L'incapacité que le cabinet Grenville avait montrée dans la conduite de la guerre, ses dissentiments avec le roi au sujet des concessions à faire aux Irlandais qui servaient dans l'armée, avaient fait remonter au pouvoir les amis de Pitt, et le nouveau ministère était dirigé par Canning et Castlereagh. Ces deux hommes d'État ne brillaient certainement pas par les scrupules. Mais une fois en possession du pouvoir que leur valut leur complaisance envers le roi, ils montrèrent à coup sûr plus d'énergie, de décision et d'intelligence que leurs prédécesseurs. Ils comprirent le danger dont leur pays était menacé, et la nécessité d'une prompte détermination s'ils voulaient déjouer les projets de leurs puissants adversaires. Le péril était, en effet, des plus imminents. Le Danemark était hors d'état de résister aux sommations chaque jour plus pressantes de Na-

1. *Annual Register* : State papers.

poléon. Bernadotte était sur la frontière du Holstein avec son armée : « Il faut ou que le Danemark déclare la guerre à l'Angleterre, ou que je déclare la guerre au Danemark, lui écrivait Napoléon, le 2 août 1807 ; vous êtes destiné, dans ce dernier cas, à vous emparer de tout le continent danois. » Et cet avertissement se changeait, le 17 août, en un ordre formel de marcher[1]. Le malheureux régent, menacé de perdre la moitié de ses États, avait depuis longtemps résolu, ou tout au moins promis de céder, car, dès le 31 juillet, Napoléon se plaignait, dans une lettre à Talleyrand, de la non exécution des *promesses* du Danemark ; mais ce prince savait à quelle dure tyrannie il allait se soumettre, il craignait avec raison les représailles de l'Angleterre, il cherchait à gagner du temps, à traîner les choses en longueur.

Malheureusement pour cet intrépide petit peuple danois, sacrifié à des querelles auxquelles il voulait rester étranger, sa situation ne comportait aucun moyen terme, et du moment où l'un des belligérants violait sa neutralité, l'autre était fatalement amené à la méconnaître à son tour. La marine danoise, réduite à ses seules forces, ne portait aucun ombrage à l'Angleterre, mais du moment où elle allait s'ajouter aux moyens immenses dont disposait déjà Napoléon, surtout depuis que le continent tout entier faisait cause commune avec lui, elle devenait une arme dangereuse. Elle se composait alors de vingt vaisseaux de ligne, de seize frégates, de neuf bricks et d'un

[illegible] erthier, 17 août 1807.

nombre considérable de chaloupes canonnières. Montés par d'excellents marins, ces bâtiments eussent été pour les flottes de Napoléon un renfort dont la puissance eût certainement pu à un moment donné faire pencher la balance en sa faveur. Voilà les circonstances qu'on ne doit pas perdre de vue lorsqu'on veut juger avec équité les violences de l'intervention anglaise à Copenhague. Le ministère anglais prévint Napoléon, il fit bombarder Copenhague après avoir offert au Danemark de le défendre, de lui garantir ses états et ses colonies, de mettre à sa disposition « tous les moyens de défense navale, militaire et pécuniaire[1]. » Prévoyant selon l'expression d'un de ses amiraux « les méfaits que la France se proposait de commettre au moyen de la marine danoise[2], » il insista inutilement pour qu'on lui remît en dépôt la flotte qu'il promettait de rendre comme il rendit celle du Portugal. Il eut aux yeux de l'Europe tout l'odieux de cette exécution qui produisit un long retentissement; mais ce que l'Europe ignorait alors et ce qu'on a su depuis, c'est que la flotte danoise, au moment où il la fit enlever, était à la veille de passer dans les mains de Napoléon à qui le régent du Danemark avait déjà fait des promesses de soumission.

Cet événement eut pour effet presque immédiat de mettre à néant l'offre dérisoire de médiation qu'Alexandre s'était engagé à faire à l'Angleterre. Le cabinet anglais y avait déjà répondu en demandant, par l'entremise de lord Leveson Gower, communication

1. *British declar.* sept. 25.
2. Proclamation de l'amiral Gambier, 16 août, *ann. Reg.*

des articles secrets du traité de Tilsit. Cette demande, qui allait tout droit au point vif de la question, montra à Alexandre qu'il avait été pénétré; elle le força à se démasquer tout à fait par une déclaration de guerre qui plaça enfin les choses sous leur véritable jour. La vérité était que depuis Tilsit Alexandre n'était plus que le serviteur déguisé de la politique française, et l'Angleterre devait préférer une hostilité ouverte aux trahisons d'une amitié feinte. Par cette rupture se trouvaient réalisés les engagements qu'Alexandre avait contractés dans son entrevue avec Napoléon; c'était maintenant à l'empereur des Français de tenir ceux qu'il avait contractés envers Alexandre.

Mais Napoléon n'avait pas plutôt quitté le czar qu'il s'était repenti de lui avoir fait la part si belle. Comme dans toutes ses transactions diplomatiques, il cherchait à reprendre ce qu'il avait donné. La Turquie avait contre toute attente accepté son offre de médiation, ce qui avait tout d'abord écarté l'éventualité prévue à Tilsit d'une guerre suivie du partage de l'empire ottoman. Cette acceptation, qui était un acte fort habile de la part de la Porte, mettait Napoléon en demeure d'exiger, selon la promesse formelle qui accompagnait l'offre de médiation, l'évacuation préliminaire des Principautés par les troupes russes; mais comme il s'était engagé verbalement envers Alexandre à ne pas insister sur cette évacuation, il se trouvait pris entre deux promesses contradictoires et sa mauvaise foi était à découvert. A cette situation embarrassante pour un homme qui faisait si grand étalage de sa loyauté, étaient venues se joindre les outrances de Sébastiani, qui faisait ressortir avec

force tout ce qu'il y avait d'impolitique à laisser la Turquie tomber sous la domination russe. Pour tous ces motifs, Napoléon en était aux regrets de s'être avancé si loin avec Alexandre, et, sans oser revenir sur des promesses encore trop récentes pour être niées, il cherchait à en éluder l'exécution.

Il avait envoyé Savary à Saint-Pétersbourg en le chargeant d'amuser le czar avec de belles promesses, et de détourner contre la Suède l'impatience et l'avidité dont Alexandre semblait dévoré à l'égard des provinces turques. Mais la Finlande n'était plus à ses yeux qu'un présent sans valeur, et plus on voulait l'entraîner de ce côté, plus il mettait d'énergie à revendiquer ce qu'on lui avait promis de l'autre. Il faisait valoir, non sans vérité, et sa propre fidélité à remplir ses engagements, et l'irritation croissante du vieux parti russe auquel il lui fallait apporter de grands avantages pour se faire pardonner une alliance qui était réellement très-impopulaire en Russie, témoin la froideur méprisante avec laquelle la société russe accueillait notre ambassadeur. Napoléon, sans aller jusqu'à blesser Alexandre, n'en persistait pas moins à obtenir de lui une évacuation au moins momentanée de la Valachie et de la Moldavie.

Pour influencer les résolutions du czar, Napoléon se servit de l'occupation militaire qu'il avait maintenue en Prusse. Le traité de Tilsit avait stipulé l'évacuation des États prussiens après l'acquittement des contributions de guerre, mais il n'avait pas fixé le montant de ces contributions. Napoléon le fixa lui-même avec une rigueur qui, vis-à-vis d'un pays épuisé et ruiné comme était alors la Prusse, n'était plus que de la

rapacité. Le total de ces contributions, dont les derniers termes restaient seuls à acquitter, montait au chiffre de six cent un millions, deux cent mille francs. Indépendamment de ces sommes énormes pour le temps, la Prusse avait fourni une large rançon en objets d'art et en réquisitions de toute nature[1]. Il profita de l'impossibilité où elle se trouvait de se libérer pour lui faire nourrir ses troupes pendant plus d'une année. La présence de ses troupes sur le territoire prussien lui servit, en outre, de menace permanente contre la Russie. Bientôt il ne craignit pas de donner à entendre clairement au czar qu'il ne lui laisserait les Principautés qu'à la condition de garder lui-même la Silésie. Telle fut l'étrange palinodie que Caulaincourt reçut l'ordre d'aller faire agréer au czar. Caulaincourt avait, comme Savary, figuré dans l'affaire du duc d'Enghien; il y avait pris, il est vrai, une part beaucoup moins directe, ayant seulement appuyé le mouvement d'Ordener sur Ettenheim; mais ce n'en était pas moins un trait d'ironie diabolique de la part de Napoléon que d'imposer ces deux hommes au jeune czar comme pour lui rappeler le néant de ses volontés. Caulaincourt, sans contester les promesses verbales de Tilsit, devait les présenter comme de simples prévisions nullement obligatoires, et, quant à l'évacuation de la Silésie, il avait ordre d'affecter de ne plus y voir que l'équivalent naturel de celle des Principautés. Napoléon con-

[1] Il résulte d'un rapport de Visconti que les objets d'art recueillis [illegible] l'Allemagne du Nord étaient classés de la façon suivante : Pein[illegible]350; — manuscrits, 282; — statues, 50; — bronzes, 192, etc.

sentait à les abandonner à Alexandre, pourvu qu'Alexandre consentît à lui laisser ce dernier lambeau des dépouilles prussiennes.

Ces premiers nuages planant sur l'alliance russe, le désir d'entraîner l'Autriche à rompre avec l'Angleterre ou tout au moins à entrer dans le blocus continental, enfin, la nécessité de prévenir toute diversion de sa part jusqu'à l'entière réalisation des nombreuses entreprises qu'il venait de commencer en Occident, faisaient une loi à Napoléon de donner quelque satisfaction à la cour de Vienne pour obtenir son acquiescement. Après avoir hésité un instant entre la conciliation et la violence, car il fut sur point de faire sommer l'Autriche avec aussi peu de ménagement que le Danemark, il parvint à son but en lui rendant Braunau, place forte qu'il avait gardée à la suite de l'occupation des bouches du Cattaro par les Russes. Il n'avait d'ailleurs plus aucun prétexte de la lui refuser plus longtemps puisque la Russie venait de nous livrer à la fois Corfou et les bouches du Cattaro. Quelques échanges de territoires sur les bords de l'Isonzo, réglés à l'amiable entre le royaume d'Italie et l'Autriche, achevèrent de rassurer le cabinet de Vienne qui avait grand'peur que son projet de médiation, proposé à la suite de la bataille d'Eylau, ne lui portât malheur. En cela cette cour ne se trompait pas, et Napoléon était loin de lui avoir pardonné, mais il lui suffisait pour le moment d'obtenir l'adhésion de l'Autriche au blocus continental et sa neutralité dans les affaires compliquées où il venait de s'engager.

Tel était le spectacle qu'offrait l'Europe pendant les

trois mois qui suivirent l'entrevue de Tilsit. Entre les deux colosses qui se donnaient la main par-dessus les ruines des anciennes grandes puissances continentales, il n'y avait plus aucune force capable d'opposer une résistance. Tous les États intermédiaires étaient paralysés par l'impuissance ou la terreur, et nos soldats étaient partout en marche pour aller effacer les derniers vestiges d'indépendance chez ceux que leur faiblesse ou leur éloignement avait mis jusque-là à l'abri des orages. Le nom de *corps d'observation* que Napoléon assignait invariablement aux différentes armées qu'il dirigeait contre l'Étrurie, contre les États romains, contre le Portugal, semblait avoir pour but d'indiquer qu'il ne jugeait pas ces États dignes d'une déclaration de guerre; c'était une simple mesure de police qu'il prenait à leur égard en les occupant. Le Danemark seul avait prévenu une invasion imminente en se jetant dans nos bras après la catastrophe de Copenhague. On ne pouvait plus s'emparer de sa marine, mais on exploitait son malheur pour justifier des entreprises commencées longtemps avant le dénouement de l'expédition anglaise; et la conquête même du Portugal était présentée comme une simple revanche du bombardement de la capitale danoise. Dans une correspondance que le *Moniteur* publiait comme envoyée de Lisbonne, le peuple portugais était censé demander lui-même à être conquis pour venger le Danemark: « Nous voulons faire cause commune avec le continent, disait ce compatriote de Camöens. L'outrage fait à tous les souverains dans l'atroce expédition de [illegible]gue justifiera notre guerre.... Nous y conso-[illegible] *notre indépendance*.... Haine à l'Angleterre!

tel est le sentiment de la génération présente[1]. » Les Portugais ne se doutaient guère qu'ils étaient si impatients de se sacrifier à la cause du blocus continental. Outre ces diverses opérations, Napoléon préparait dans le plus grand secret deux expéditions dirigées, l'une contre la Sardaigne, l'autre contre la Sicile, cet indispensable fleuron de la couronne de Joseph. Toutes deux étaient réservées au honteux avortement qui s'attachait à ses entreprises maritimes; mais le succès de ces projets paraissait infaillible, et une fois qu'ils seraient réalisés quel obstacle pourrait l'arrêter désormais?

Chose étrange pourtant et bien digne d'observation, à côté de ces Etats inoffensifs contre lesquels Napoléon n'avait pas un seul grief légitime et qu'il ne frappait que par ambition, il en était un, un seul, qui lui avait donné un réel sujet de plainte, après avoir été, il est vrai, poussé à bout par une longue série d'outrages et de mauvais traitements, et Napoléon, loin de l'en punir, semblait n'en avoir gardé aucun souvenir, il se montrait même plein d'égards et de prévenances pour lui. Cet État était l'Espagne, et ce sujet de plainte était la proclamation du prince de la Paix à l'époque d'Iéna, velléité de révolte désavouée presque aussitôt que conçue, mais certaine quoique enveloppée dans d'obscures circonlocutions. Occupé alors d'autres projets, Napoléon avait accepté sans objection les explications qui lui avaient été données; il s'était contenté d'exiger, comme gage de la docilité ultérieure de l'Espagne, l'envoi du corps d'occupation de la Romana

1. *Moniteur* du 25 oct. 1807

sur les bords de la Baltique. Depuis lors il avait réglé les affaires du Nord, il était revenu à Paris, et, contre toute attente, il n'avait point récriminé. Craignant un de ces éclats de colère auxquels elle n'était que trop accoutumée, la cour d'Espagne lui avait envoyé le duc de Frias pour le féliciter et l'apaiser. Napoléon avait accueilli cet envoyé avec la plus grande bienveillance. Loin de se plaindre, il écrivait, le 8 septembre, au roi d'Espagne en le remerciant de s'être toujours conduit en *fidèle allié* de la France. Il l'associait à ses projets contre le Portugal, le pressait de s'unir à nous pour forcer l'Angleterre à la paix, mais de la fameuse proclamation pas un mot. Cette magnanimité était d'autant plus extraordinaire que Napoléon avait toujours traité l'Espagne avec une impitoyable brutalité, alors qu'il n'avait aucun tort à lui reprocher. Aujourd'hui qu'il avait le droit de se plaindre en mettant toutes les apparences de son côté, il se taisait. Il semblait vouloir tenir son grief en réserve, ou n'en avoir pas gardé la mémoire. Quels desseins couvrait donc ce silence? Quel intérêt avait-il à être généreux? Ce qui est certain, c'est que cette clémence était invraisemblable, et qu'une attitude si nouvelle annonçait suffisamment qu'il méditait quelque chose à l'égard de l'Espagne.

Que serait ce nouveau coup de surprise si profondément médité, et par quels moyens s'opérerait-il? Napoléon lui-même ne le savait pas encore, car il n'était pas homme à s'enchaîner d'avance par un plan arrêté dans une entreprise où son ambition n'admettait aucune limite; mais ce qu'il avait irrévocablement décidé c'est qu'il ferait quelque chose. Ce plan

était-il aussi récent, aussi nouveau qu'on s'accorde généralement à le dire? Depuis longtemps déjà Napoléon traitait l'Espagne comme une de ces misérables royautés dans lesquelles le souverain n'était que le prête-nom de sa propre autorité. C'était sans aucune exagération que, dans son discours d'ouverture au Corps législatif, prononcé le 16 août 1807, il assimilait l'Espagne à la Hollande, à la Suisse, aux royaumes d'Italie et de Naples : ses envahissements dans ce malheureux pays avaient en effet commencé bien avant l'époque qu'on leur assigne d'ordinaire. Dès le lendemain d'Iéna, faisant allusion aux bruits qui avaient couru à l'occasion de la proclamation du prince de la Paix, il écrivait à Cambacérès : « Où avez-vous pris que l'Espagne entrait dans la coalition? *Toutes les places fortes sont dans mes mains.* » Il y avait là sans doute une de ces grosses forfanteries dont il savait user à l'occasion, mais elle n'était pas sans contenir une part de vérité. Napoléon avait des vaisseaux et des soldats dans plusieurs des ports de l'Espagne, il avait de nombreuses intelligences parmi les agents du gouvernement espagnol, et il entendait bien les mettre à profit à un moment donné.

Parmi les nombreuses questions que soulève l'origine de cette ténébreuse affaire d'Espagne, il en est une que les historiens français décident presque invariablement en faveur de Napoléon, c'est celle qui est relative à son prétendu droit d'intervenir dans la péninsule. Ce droit était fondé, selon eux, d'abord sur la trahison du prince de la Paix, et ensuite sur ce qu'ils appellent la nécessité de prendre un parti à l'égard de la décadence espagnole. Il suffit, pour faire justice de

ces assertions, de jeter un simple coup d'œil en arrière sur les rapports antérieurs de Napoléon avec la cour d'Espagne. Entraînée à la guerre contre l'Angleterre par un traité surpris à la faiblesse du roi, mais qui stipulait du moins une parfaite réciprocité entre les deux États, l'Espagne n'avait trouvé que la violence, les spoliations et des avanies sans nom dans une alliance où elle avait cherché protection et sécurité. Dupée dans l'affaire du royaume d'Étrurie, où on ne lui avait livré qu'une royauté fictive en échange d'une magnifique colonie, violentée et spoliée à l'époque du traité d'Amiens qui lui coûta l'île de la Trinité en dépit des clauses les plus formelles de l'alliance, outragée publiquement et avec la dernière indignité en la personne de son roi lors de la conclusion du traité des six millions par mois, elle s'était plus tard trouvée de nouveau lancée dans une guerre désastreuse à son corps défendant; elle y avait perdu ses colonies et son commerce; elle nous avait héroïquement sacrifié sa marine à Trafalgar. Pour récompense de tant de soumission et de dévouement, elle avait vu avec une profonde humiliation son roi traité avec le plus souverain mépris dans toutes les occasions où il avait tenté d'opposer quelque résistance à des exigences iniques; elle avait vu Napoléon disposer en maître de toutes les ressources du royaume; elle l'avait vu chasser, au profit de son frère Joseph, la dynastie espagnole de Naples après l'avoir enlacée dans ses piéges et amenée à la révolte à force d'outrages et d'exactions. Mais ce n'était pas tout; après si cruels sacrifices, après le sanglant holocauste de Trafalgar et à la suite des négociations de Napoléon

avec le cabinet de Fox, on avait tout à coup appris en Espagne que, trafiquant du territoire espagnol comme de sa propre chose, cet allié parjure avait, sans consulter personne, offert successivement à l'Angleterre et à la Russie une cession des îles Baléares pour indemniser un des princes qu'il avait dépouillés. Depuis longtemps la mesure était comble, et c'était après cette dernière découverte que le prince de la Paix avait jugé le moment venu de secouer le joug en profitant de l'occasion que lui offrait la guerre de Prusse. Il faut le dire bien haut, le seul tort de Manuel Godoy dans ce projet de révolte sitôt abandonné, était de ne l'avoir pas entrepris plus tôt, et surtout de n'y avoir pas persévéré à tout prix, et s'il était traître envers quelqu'un, c'était envers son pays ruiné, vendu et humilié par cet étranger.

Voilà pour le droit résultant de la prétendue trahison du prince de la Paix. Quant à celui qu'on motive sur la décadence de l'Espagne en faisant de Napoléon une sorte de providence chargée de régénérer les empires, il dénote chez les écrivains qui l'ont allégué un tel degré de superstition, qu'il faut surmonter quelque dégoût pour discuter sérieusement les faits sur lesquels ils appuient cette abjecte théorie de la régénération par la servitude. Que l'Espagne fût une monarchie en décadence depuis les temps d'Isabelle et de Charles-Quint, c'est là assurément ce qu'il ne viendra à l'esprit de personne de contester. L'immense effort que l'Espagne avait fait au seizième siècle pour dominer l'Europe, l'extension démesurée qu'elle avait donnée à ses colonisations, cause d'épuisement pour la métropole, et plus que tout cela le joug de fer de

l'absolutisme catholique personnifié dans l'inquisition, l'anéantissement des industrieuses populations mauresques, la multiplication inouïe des institutions monastiques, tels étaient les maux séculaires qui avaient prématurément arrêté l'essor d'abord si brillant de la nation espagnole. En dépit de ces tristes précédents, l'esprit philosophique, qui pénétrait partout au dix-huitième siècle, avait fini par s'introduire dans la catholique Espagne. Il y avait eu pour instrument un roi dévot mais bien intentionné. On avait vu le rigide Charles III, secondé par un ministre éclairé, M. d'Aranda, inaugurer en Espagne une ère de réformes et d'améliorations. La domination cléricale avait été frappée au cœur en la personne des jésuites, les libertés civiles avaient été étendues, l'industrie s'était relevée. Les éléments de cette heureuse renaissance n'avaient pas cessé d'exister en Espagne, mais le spectacle des effroyables convulsions qui succédèrent si vite à la glorieuse aurore de la Révolution française produisit dans ce pays, comme dans beaucoup d'autres, un temps d'arrêt et une sorte de stupeur qui fut bientôt suivie de la guerre. A cette guerre, mêlée de succès et de revers, avait succédé une alliance offensive et défensive beaucoup plus désastreuse pour l'Espagne que des hostilités sans fin; mais c'était surtout de l'avénement de Bonaparte au consulat que dataient ses malheurs. Ce retour vers la décadence dont on ose faire un argument à l'appui de ses usurpations, c'est lui qui en était l'auteur principal. C'est lui qui avait par deux fois rejeté l'Espagne vers une guerre qu'elle repoussait, lui qui avait amené la ruine du commerce de l'Espagne et de ses

colonies renaissantes, lui qui avait épuisé le trésor espagnol par ses exactions, lui qui avait, contre l'avis de ses propres marins, donné le signal de la destruction de la marine espagnole en l'envoyant à la boucherie de Trafalgar; c'était lui, enfin, qui était le premier artisan des discordes qui commençaient à agiter la péninsule. Si l'exécration publique s'attachait déjà visiblement au nom et à la personne de Manuel Godoy, c'était uniquement parce qu'on le croyait l'instrument et le serviteur docile de la politique française, qu'il subissait, en effet, mais en la maudissant; et si l'imagination populaire, en quête d'un héros, s'était éprise avec passion du jeune prince des Asturies, l'héritier présomptif de la couronne, c'est qu'elle voyait en lui l'ennemi naturel de cette même influence.

Étaient-ce donc là les titres qui appelaient Napoléon à remplir envers l'Espagne le rôle de régénérateur? Et, en supposant que le succès dût couronner son entreprise, quels bienfaits pouvait-il donc lui apporter? Qu'avait donc de si enviable le régime qu'il avait donné à la France? Comment justifier cette étrange métamorphose du césarisme en rédempteur des peuples? Certes, l'Espagne était bien en retard au point de vue des lumières et des améliorations matérielles, mais quoique soumise au régime du bon plaisir, elle était loin de subir un despotisme aussi dégradant que celui qui pesait sur la France. On ne juge d'ordinaire sa situation à ce moment décisif que sur les chroniques scandaleuses de la cour et sur les statistiques mensongères que Napoléon fit rédiger pour servir de pièces justificatives à son usurpation; mais

en les admettant même comme vraies toute la vie de ce pays n'était pas là. Il possédait des libertés provinciales et municipales très-étendues à l'abri desquelles pouvaient croître et se développer un grand nombre d'existences prospères et indépendantes. Quelques-unes de ses provinces, telles que la Navarre et les provinces basques étaient de véritables républiques, votant leurs impôts, et se gouvernant elles-mêmes. L'autorité du roi était peu limitée, mais elle était douce et tolérante; elle ne s'inclinait pas devant la loi, mais elle respectait les traditions; et ses torts étaient surtout ceux de la faiblesse et de l'incurie. La cour était frivole et corrompue comme une cour d'ancien régime, mais auprès des scandales trop fameux de la cour impériale, la liaison même de la reine avec Godoy, qui a tant indigné les vertueux apologistes de l'empire, pouvait passer pour un trait de mœurs patriarcales. Quelle que fut d'ailleurs la corruption des courtisans, la nation était saine et honnête. L'Espagnol était réputé en Europe pour son courage, sa sobriété, sa fidélité à sa parole, sa susceptibilité en matière d'honneur; il avait des croyances arriérées, mais il avait des croyances. Avec un fonds de qualités si rares, ce peuple avait plutôt de quoi prêter aux Français, tels que Napoléon venait de les façonner, qu'il n'avait à leur emprunter. Le seul présent bien authentique que ces singuliers missionnaires de la civilisation pussent lui apporter, c'était le fléau de la domination étrangère.

Écartons donc ces honteux sophismes qui ont trop longtemps servi d'excuse à des attentats dont on ne préviendra efficacement le retour qu'en les présen-

tant dans leur hideuse réalité. Il faut en dire autant des fables imaginées par Napoléon et répétées depuis par des apologistes complaisants, pour rejeter sur des comparses secondaires de ce triste drame la responsabilité soit de l'initiative, soit des développements ultérieurs des affaires d'Espagne. Ici, comme dans la catastrophe de Vincennes, comme dans toutes les actions de sa vie sur lesquelles il a craint de voir briller la lumière vengeresse de l'histoire, ce prodigieux trompeur, le créateur heureux de sa propre légende, s'est efforcé d'entasser les équivoques et les contradictions, il est allé, comme nous le démontrerons, jusqu'à fabriquer de faux documents pour se soustraire aux sévérités de l'avenir, et le succès de ses falsifications historiques, encore plus étonnant peut-être que celui de ses stratagèmes politiques et militaires, est là pour prouver qu'il n'avait pas trop présumé de la crédulité humaine. Napoléon a peu écrit, et pour cause, sur les affaires d'Espagne, mais en revanche il en a beaucoup parlé. On ne trouve guère, dans le volumineux recueil de ses dictées, qu'une note de quelques pages relative au séjour des souverains détrônés en France. Dans cette note qui figure parmi ses *observations sur le manuscrit de Sainte-Hélène*, il s'efforce de prouver qu'il avait tout intérêt à faire assassiner Ferdinand VII et son frère don Carlos, dont la mort, dit-il, eût tout terminé; il affirme que le conseil de se débarrasser de ces deux jeunes princes lui fut donné par Talleyrand, et il se fait un mérite d'avoir repoussé ce conseil. Il n'y dit rien de l'origine même de la guerre, mais dans ses conversations qu'il sait être précieusement recueillies par des

confidents attentifs et qui sont devenues en effet la source où les historiens ont le plus souvent puisé leurs renseignements, il est beaucoup plus explicite.

Là, il impute nettement à Talleyrand la pensée première de l'invasion de l'Espagne, comme il lui a imputé celle de l'assassinat du duc d'Enghien. Il le dit à O'Méara, il le répète à Las Cases : « C'était Talleyrand, disait l'Empereur, qui avait poussé à la guerre d'Espagne, *bien que dans le public il eût eu l'art de s'y montrer contraire*[1]. » Ce dernier mot est singulièrement caractéristique. Quoi ! Talleyrand avait eu l'art de pousser Napoléon à cet acte funeste au point de l'y déterminer, et en même temps il avait pu faire croire au public qu'il y était opposé, et cela sous l'œil de la police impériale ? Ce n'était plus là de l'art, mais de la sorcellerie ! Las Cases ajoute : « Aussi était-ce par *une sorte de malice* que Napoléon avait choisi Valençay pour y placer Ferdinand. » Ce trait n'est certainement pas inventé. Le choix de la résidence de Valençay, propriété de Talleyrand, pour servir de prison au prince détrôné, a été souvent invoqué comme une preuve de la coopération active de ce diplomate dans les plans de Napoléon ; on voit ici ce qu'on doit en penser. C'était un de ces tours méphistophéliques que Napoléon aimait de prédilection, une inspiration du genre de celle qui avait déterminé l'envoi de Savary et de Caulaincourt auprès d'Alexandre, et si ce choix de Valençay prouve quelque chose, c'est en faveur de Talleyrand plutôt que contre lui, il prouve qu'on lui gardait rancune de son opposition et qu'on l'en pu-

1. *Mémorial* de Las Cases.

nissait en le compromettant. Des amis attardés de la mémoire de Napoléon, moins inconsidérés que leurs devanciers, voudraient aujourd'hui que l'histoire ne tînt plus aucun compte des divers journaux rédigés à Sainte-Hélène, sur ses conversations de tous les jours. Que ces recueils soient pleins d'inventions mensongères, c'est ce que personne n'a mieux établi que nous, mais ces inventions sont l'œuvre de Napoléon lui-même et non pas celle des confidents qui les ont écrites sous sa dictée; elles émanent irrécusablement de lui, elles contiennent une part notable de vérité, car ce n'est qu'avec des vérités dénaturées que se font les mensonges habiles; elles révèlent un des traits les plus expressifs de son caractère, et elles doivent d'autant plus être discutées qu'elles sont la source première des fictions que d'autres sont venus ensuite commenter, orner et embellir. Où serait d'ailleurs la justice historique si l'on devait considérer comme une simple fantaisie les faux témoignages qu'un homme a laissés sur lui-même et sur les autres? La frappante concordance des journaux de Las Cases et d'O'Méara est pour tout esprit de bonne foi une preuve incontestable de la fidélité de leurs rédacteurs, mais la confirmation si précise qu'ils ont reçue d'une publication récente[1], ne laisse plus place au doute : c'est bien Napoléon lui-même qui parle dans leurs récits. La transcription est exacte quant au fond, sinon quant à la forme. Le journal du colonel Campbell, le commissaire anglais à l'île d'Elbe, contient exactement les

1. *Napoléon at Fontainebleau and Elba : Sir Neil Campbell's journal.*

mêmes témoignages, quelquefois formulés presque dans les mêmes termes. Ici encore c'est sur l'influence de Talleyrand, que Napoléon rejette l'initiative de la guerre d'Espagne et de la mort du duc d'Enghien. « Talleyrand, dit-il, était disgracié par suite des représentations des rois de Bavière et de Wurtemberg auxquels il avait extorqué de grosses sommes d'argent; mais il continuait à fréquenter les soirées de l'Empereur, et c'est pour regagner ses bonnes grâces, qu'il l'engagea à profiter des dissensions qui se manifestaient en Espagne. » Et il ajoute que Talleyrand le pressait souvent « de se débarrasser des Bourbons en les assassinant. »

Cette déposition, au moins très-suspecte à première vue, pour ne rien dire de plus, est en définitive avec une assertion contenue dans les mémoires inédits de Cambacérès, personnage à demi grotesque qui ne pouvait pardonner à Talleyrand sa supériorité et ses railleries, la seule autorité sur laquelle on s'appuie encore aujourd'hui pour imputer à cet homme d'État la responsabilité de l'affaire d'Espagne. On ne trouve dans les documents contemporains aucune trace de son influence active sur ces événements. Il y assiste en témoin, en confident, en agent officieux, mais il n'y joue qu'un rôle secondaire et passif. Talleyrand était en effet tombé à cette époque dans une demi-disgrâce, et ce n'était nullement par suite des représentations des cours étrangères, mais parce que, dégoûté d'un rôle dans lequel on utilisait son habileté sans jamais suivre ses conseils, il avait insisté pour échanger son titre de ministre des affaires étrangères contre celui de *vice grand électeur*. Il avait été remplacé au ministère par

Champagny, instrument beaucoup plus docile. C'est par l'entremise de Champagny, son ministre des affaires étrangères, et de Duroc, son homme de confiance, que Napoléon met en œuvre toutes les transactions préliminaires qui vont aboutir à l'invasion de l'Espagne. Talleyrand, attaché à la cour par sa charge de grand chambellan, accompagne Napoléon à Fontainebleau, et l'on voit par les dépêches d'Izquierdo qu'il est initié dans une certaine mesure aux projets de l'Empereur, que l'envoyé d'Espagne s'efforce surtout d'utiliser son crédit supposé, mais il ne se mêle qu'incidemment et par des conversations à ces mesures préparatoires. Il y a plus; il n'en connaît pas le vrai but; il croit qu'il ne s'agit que d'obtenir les provinces de l'Èbre; il n'aborde jamais d'autre sujet avec Izquierdo[1]. Toutes les ouvertures décisives sont faites par Duroc, acteur sans volonté, comme Champagny. Pendant toute cette période et jusqu'au dénoûment des scènes fameuses de Bayonne, il y a complète interruption de correspondance entre Napoléon et Talleyrand; la première lettre que lui écrit l'Empereur après sa sortie du ministère est du 25 avril 1808, époque où tout est terminé.

Ce ne sont là que des présomptions; mais lorsqu'ensuite on réfléchit au caractère et à la nature d'esprit de ces deux personnages, à leurs antécédents historiques, à leur tempérament particulier, on se demande comment une accusation si invraisemblable

1. Les curieuses dépêches d'Izquierdo ont été publiées avec beaucoup d'autres documents précieux dans les *Mémoires pour servir à l'hist. de la rév. d'Espagne* de Llorente (Nellerto).

a pu être accueillie sans autre preuve que l'affirmation d'un homme tant de fois surpris en flagrant délit d'imposture. On se demande comment a pu s'accréditer cette légende de Talleyrand s'attachant à Napoléon comme son mauvais génie pour l'attirer pas à pas vers l'abîme. Il ne s'agit pas ici de réhabiliter cette âme versatile et vénale, mais de rendre à chacun ce qui lui appartient, car c'est là le premier devoir de la justice historique. Pour quiconque est familier avec les habitudes d'esprit de Napoléon, avec sa façon d'agir et de penser, son humeur, son tempérament, les actes de toute sa vie, cette assertion que dans une circonstance si importante, dans une entreprise si vaste, si périlleuse, si froidement préméditée, il ait pu être entraîné comme à son insu par de mauvais conseils, est une des rêveries les plus extraordinaires qui se puissent concevoir. C'est lui, l'homme dissimulé par excellence, lui qui ne prenait jamais conseil que de lui-même, qui ne démasquait ses projets que lorsqu'ils étaient consommés, c'est lui ce connaisseur et ce maître en trahisons, c'est lui le metteur en scène de tant de perfidies d'un art achevé, qui se présente à nous comme égaré, perverti par l'immoralité de ses conseillers, qui se pose en bon jeune homme corrompu par une mauvaise fréquentation ! Il invoque cette excuse dont le bénéfice ne s'accorde d'ordinaire qu'aux femmes et aux enfants, et on la lui octroie sans examen, sans autre garantie que sa parole ! On s'empresse d'amnistier cette âme innocente, comme si l'illusion était possible, comme si cette odieuse machination ne portait pas jusque dans ses moindres détails l'empreinte de sa

main, le sceau de son artificieux génie ; comme si de chaque péripétie de cette combinaison si savamment conduite, et de l'ombre même de ces noires embûches, il ne s'élevait pas un cri, ce cri suprême de l'évidence : *tu es ille vir*, c'est toi qui l'as fait !

Napoléon subissait d'autant moins l'influence de Talleyrand en cette circonstance, qu'il n'avait tenu aucun compte de ses conseils dans une foule d'occasions où il avait le plus grand intérêt à les suivre. On l'avait vu notamment à l'époque d'Austerlitz, lorsque la faveur dont Talleyrand jouissait auprès de lui allait jusqu'à l'intimité, déjouer avec une obstination imperturbable et quelque peu ironique tous les efforts vraiment très-méritoires qu'avait faits ce ministre pour le ramener à une politique plus sage et plus modérée. Les avis de Talleyrand qui avaient pour eux la raison, la force des choses, l'adhésion de tous les hommes sensés, n'avaient modifié sur aucun point les plans d'une politique extravagante, et l'on veut que lorsqu'il s'est agi d'une entreprise si dangereuse, si contraire aux vues de cet esprit tempéré, prévoyant, ennemi des partis extrêmes, ils soient devenus tout à coup la cause déterminante ! Talleyrand était peu accessible aux scrupules, c'était avant tout un courtisan et un complaisant. Mais ce qu'on ne lui a jamais contesté, c'est le tact et la mesure dans l'esprit. Depuis longtemps déjà il s'effrayait de la folle allure, des visées gigantesques de la politique de Napoléon; son bon sens exquis en était révolté autant qu'alarmé. Quel intérêt pouvait-il avoir à le pousser contre sa conviction dans de si grosses aventures ? Son intérêt n'était-il pas au contraire de l'en détourner, ne fût-ce que pour con-

server les avantages de sa situation privilégiée? Il n'était toutefois pas homme à se compromettre par une désapprobation inutile, et il est fort probable qu'initié un peu tard à des projets déjà en voie d'exécution et sur lesquels on ne l'avait pas consulté, il se donna le mérite d'approuver ce qu'il ne pouvait empêcher ; mais un tel assentiment n'a rien de commun avec l'influence qu'on lui attribue. Le rôle qu'on lui prête étant contraire tout à la fois à son intérêt, à son caractère et à ses opinions connues en faveur de la modération, c'est à ceux qui l'accusent de fournir des preuves plus concluantes que des allégations dénuées de toute vraisemblance.

Quoi qu'on ait dit, d'après Napoléon lui-même, pour obscurcir cette question de responsabilité si importante en histoire, plus on y regardera de près, plus on reconnaîtra que dans l'affaire d'Espagne comme dans celle du duc d'Enghien, il n'a pris conseil que de ses passions effrénées ; l'initiative est à lui, la pensée est à lui, l'exécution même est à lui, car ses agents ne font rien sans son ordre. Dès le moment où il touche à l'Étrurie, propriété de l'Espagne, on voit grandir dans son esprit cette idée funeste qui y germe depuis quelque temps déjà, et on en suit pas à pas la progression. Pour prévenir les réclamations de la cour d'Espagne, il va lui offrir les dépouilles de la maison de Bragance à qui il a fait signifier son ultimatum ; et ce partage du Portugal ne sera lui-même qu'un moyen d'envahir et d'enchaîner insensiblement l'Espagne. Quant à son ultimatum, il le sait tellement inacceptable qu'il n'attend pas même la réponse du régent pour disposer du Portugal. Il ne reçoit cette

réponse que le 12 octobre, et dès le 25 septembre, il a chargé Duroc de s'entendre avec Izquierdo pour le partage du Portugal. Les représentants de ce malheureux pays si indignement sacrifié pour avoir eu confiance en un traité signé par Napoléon, ont fait pour l'apaiser toutes les concessions qu'auraient pu exiger un vainqueur offensé ou un allié trahi. Non-seulement ils ont consenti à entrer dans le blocus continental, à confisquer les marchandises britanniques, à fermer leurs ports aux Anglais, mais ils s'engagent à déclarer la guerre à ce peuple auquel les lie une ancienne alliance, persuadés que cette mesure arrachée à leur détresse ne leur sera pas imputée à crime. Sur un seul point le régent oppose des représentations suppliantes aux conditions dictées par Napoléon. Il considère comme contraire à son honneur de confisquer les propriétés privées appartenant à des Anglais et ne peut se résoudre à ratifier cet article. C'est là tout ce que désire Napoléon ; il rappelle aussitôt son ambassadeur de Lisbonne, et il ordonne à Junot d'entrer en Espagne pour marcher sur le Portugal[1].

En notifiant ce fait au roi d'Espagne, le même jour, 12 octobre, Napoléon lui écrivait : « Je m'entendrai avec Votre Majesté pour faire du Portugal ce qui lui conviendra, et dans tous les cas, la suzeraineté lui en appartiendra comme elle a paru le désirer. » Le roi Charles IV n'avait nullement désiré ce présent incommode, il l'acceptait à contre-cœur pour s'indemniser de l'Étrurie, mais il était loin encore de

1. Napoléon à Champagny, 12 octobre 1807; à Clarke, ministre de la guerre, même jour.

soupçonner le parti que Napoléon allait tirer de ce bienfait. Il était loin de se douter qu'en se rendant solidaire de ces iniquités, il se mettait à la merci de son puissant complice. Que le projet de s'emparer de tout ou partie des provinces espagnoles fût dès ce moment formé dans l'esprit de Napoléon, c'est ce dont il est impossible de douter. Déjà Junot était entré en Espagne, et son maître lui envoyait, le 17 octobre, des instructions au milieu desquelles se détachaient ces paroles significatives :

« Faites-moi faire la description de toutes les provinces par où vous passez, des routes, de la nature du terrain ; envoyez-moi des *croquis*. Chargez des *officiers du génie* de ce travail *qu'il est important d'avoir*. Que je puisse voir la distance des villages, la nature du pays, les ressources qu'il présente. » Il s'agissait ici, qu'on le remarque bien, de l'Espagne et non pas du Portugal. Singulière façon de se présenter en pays ami ! A quoi pouvaient tendre de pareilles recommandations ? Dans quel but faire lever des plans par des officiers du génie dans des contrées qu'on traverse en allié ? Tout cela est bien étrange et suspect.

Mais comment s'inquiéter ? Napoléon a repris ses négociations avec Izquierdo, et dans ce moment même il rédige de concert avec lui les stipulations de ce fameux traité de Fontainebleau qui va tout à la fois offrir à l'Espagne l'appât qu'elle convoite, et ménager à Napoléon son entrée en scène. Il accorde au négociateur les avantages les plus inespérés. Il veut que tout le monde soit rassuré et satisfait. Le prince de la Paix, en butte à la haine de l'héritier présomptif,

redoute les éventualités de l'avenir; on lui constitue, dans le Portugal méridional, une principauté indépendante d'où il pourra plus tard braver ses ennemis; la reine d'Étrurie est mécontente et spoliée, on lui donne pour elle et ses enfants une autre principauté au nord sous le titre de *Lusitanie septentrionale*. Le roi d'Espagne désire aussi une fiche de consolation, on lui promet la moitié des colonies portugaises, et on lui donne le titre pompeux d'*Empereur des deux Amériques*. Dans ce partage d'une si riche proie, Napoléon n'oublie que lui-même. Il lui suffit d'avoir fait le bonheur de ses alliés, et s'il garde en dépôt les provinces de Beira, Tras os Montès, Estrémadure, le centre et le cœur du Portugal, c'est uniquement « *pour en disposer à la paix générale*[1], » et dans ce cas, leur possesseur, quel qu'il soit, devra reconnaître la suzeraineté du roi d'Espagne. Cependant, au milieu de ces clauses si rassurantes, il s'en glisse une jetée négligemment à la fin d'un annexe qui, aux yeux d'un observateur moins confiant qu'Izquierdo, n'eût présagé rien de bon pour la monarchie espagnole. C'est l'article qui stipule « qu'un nouveau corps de 40,000 hommes de troupes françaises sera réuni à Bayonne, pour être prêt à entrer en Espagne et à se porter en Portugal dans le cas où les Anglais enverraient des renforts et menaceraient de l'attaquer[2]. » C'est en effet prévoir un malheur de bien loin. Junot est entré avec 25,000 hommes; l'Espagne en envoie autant. Comment supposer que ces 50,000 hommes, auxquels

1. Traité de Fontainebleau, articles III et VIII.
2. Annexe : article VI

l'Espagne peut envoyer si facilement des renforts, vont se trouver mis en péril par un débarquement fort hypothétique des Anglais et seront insuffisants pour le repousser ?

Après tout pourtant l'hypothèse n'est pas abolument inadmissible, bien que le chiffre de 40,000 hommes soit exorbitant, et que le renfort se trouve ainsi plus nombreux que le corps d'expédition. Le négociateur espagnol a d'ailleurs pris la précaution de faire ajouter à l'article « que le nouveau corps n'entrera en Espagne que du *consentement* des deux parties contractantes. » Il ne lui vient pas à l'esprit que ce corps d'armée une fois sur cette frontière dégarnie, pourra bien entrer sans demander la permission. Napoléon est sans doute incapable d'une pareille infraction à sa parole ; on sait quel respect lui inspirent les frontières ! Si le ministre inconsidéré du roi d'Espagne pouvait lire certains passages des nouvelles instructions que Napoléon adresse à Junot le 31 octobre, trois jours après la signature du traité de Fontainebleau, il serait moins convaincu de ses bonnes intentions et commencerait même à concevoir quelques soupçons. Dans cette lettre il recommande à son lieutenant de se présenter en ami, « d'entrer sur le territoire du Portugal comme *sur le territoire espagnol,* » assimilation qui n'a rien de rassurant pour ce dernier, puis il ajoute un peu plus bas : « Je vous ai déjà fait connaître qu'en vous autorisant à entrer *comme auxiliaire,* c'était pour que vous puissiez vous rendre maître de la flotte, MAIS QUE MON PARTI ÉTAIT DÉJA PRIS DE M'EMPARER DU PORTUGAL. » De s'en emparer pour l'Espagne, dira-t-on sans doute ? Nullement, car il termine

en lui disant : « Aussitôt que vous aurez en vos mains les différentes places fortes, vous y mettrez des commandants français, et vous vous assurerez de ces places. Je n'ai pas besoin de vous dire *qu'il ne faut mettre au pouvoir des Espagnols aucune place forte*, surtout du pays qui doit rester dans mes mains. » (D'après les termes du traité).

Ces prescriptions si explicites, envoyées à Junot aussitôt après la conclusion du traité, rapprochées de la recommandation relative à la levée de plans dans les localités espagnoles par les officiers du génie, et de la concentration du corps de quarante mille hommes sur la frontière d'Espagne, ces trois circonstances, disons-nous, indiquent suffisamment que le traité de Fontainebleau, loin d'avoir été un seul instant pris au sérieux par son auteur, ainsi qu'on l'a prétendu, n'a été à ses yeux qu'un moyen de tromper plus aisément l'Espagne, un prétexte pour s'introduire sur son territoire, et une entrée en matière pour des projets plus vastes. Un dernier indice non moins significatif des projets de Napoléon, c'est le secret absolu qu'il impose au roi Charles vis-à-vis de tous ceux qui pourraient l'éclairer. Le traité de Fontainebleau reste un mystère pour tous les ministres[1]. Entre ce faible d'esprit et l'Empereur, il n'y aura plus d'intermédiaire. Un traité à interpréter, des dépouilles à partager, une occupation militaire à entretenir de concert, que d'accidents, que de conflits, que d'opportunités

1. Ce fait avancé d'abord par M. de Cevallos dans son célèbre *Exposé* (1808), contesté ensuite par Escoiquiz, a été confirmé d'une façon irrécusable par les *Mémoires* d'Azanza et d'O-Farrill, tous deux anciens ministres du roi Charles comme Cevallos lui-même.

imprévues peuvent sortir de là, surtout dans un pays affaibli, dévoré par les factions, et pour un homme si habile à faire naître et à exploiter l'occasion ! C'est tout ce qu'il lui faut quant à présent, tous les éléments d'un immense incendie sont rassemblés, il n'y manque plus que l'étincelle ; il n'a donc qu'à attendre, son astuce et sa fortune feront le reste !

CHAPITRE V.

INSTITUTION DE LA NOBLESSE ET SUPPRESSION U TRIBUNAT (AOUT-OCTOBRE 1807).

Pendant que Napoléon prépare tout sur tant de points différents, pour rallumer la guerre, la France, confiante en ses promesses, célèbre à l'envi les douceurs de la paix. C'en est fait, il l'a dit, on le sait, il va donner enfin quelque repos à ce pays épuisé; il va s'occuper de la prospérité intérieure. Il veut être à lui-même son premier ministre et renouveler dans l'ordre économique toutes les merveilles qui ont fait sa gloire militaire. Il a assez fait le général, il va maintenant appliquer son génie à développer les richesses de la France; il veut centupler ses ressources industrielles et commerciales. L'Angleterre résiste encore, il est vrai, mais qu'importe, depuis que le continent tout entier est soumis ? On n'a pour la réduire qu'à la laisser dépérir dans son isolement. Tels sont les rêves que Napoléon encourage par des déclarations qu'on recueille avec avidité.

Il avait été reçu, lors de son retour à Paris, par des adulations dont la bassesse dépassait encore tout ce

qu'on avait entendu jusque-là, et qui seront citées dans la postérité la plus reculée, toutes les fois qu'on voudra marquer le point extrême de l'abaissement où peuvent descendre des âmes flétries par la servitude. « Sire, lui dit le président du sénat, Lacépède, après avoir épuisé le vocabulaire de l'hyperbole en rappelant les exploits de la dernière campagne, tels sont les prodiges pour lesquels la vraisemblance aurait exigé des siècles, et pour lesquels peu de mois ont suffi à Votre Majesté.... On ne peut louer dignement Votre Majesté. Votre gloire est trop haute. Il faudrait être placé à la distance de la postérité pour découvrir son immense élévation! » Et Séguier au nom de la cour d'appel : « Napoléon est au-delà de l'histoire humaine. Il est au-dessus de l'admiration; *il n'y a que l'amour qui puisse s'élever jusqu'à lui!* » L'archevêque de Paris essaya, mais vainement, de lutter contre Séguier; il déclara « que les annales du monde n'offraient aucun exemple aussi merveilleux et aussi mémorable », ce qui parut pâle et d'une froideur presque suspecte. Mais Frochot, préfet de la Seine, mérita la palme par la façon ingénieuse dont il sut humilier ses concurrents tout en exaltant le maître : « *Toutes ces choses*, s'écria-t-il abimé dans une sorte d'extase, *sont véritablement au-dessus de notre portée.* Le silence d'étonnement que l'admiration impose semble être le seul moyen de les exprimer[1]! »

La session du Corps législatif fut ouverte le 16 août par un discours dans lequel Napoléon exposait lui-même à grands traits les événements qui venaient de

1. *Moniteur* du 29 juillet 1807.

changer la face de l'Europe. Dans tout ce qu'il avait fait, disait-il, il n'avait eu en vue *que le bonheur de ses peuples*, plus cher à ses yeux que sa propre gloire. Il s'adressait ensuite à la nation elle-même pour lui témoigner sa satisfaction : « Français, disait-il, votre conduite dans ces derniers temps où votre empereur était éloigné de plus de 500 lieues, *a augmenté mon estime et l'opinion que j'avais conçue de votre caractère*. Je me suis senti fier d'être le premier parmi vous, vous êtes un bon et grand peuple ! » Ce qui prouvait péremptoirement qu'il jugeait surtout ce peuple *bon*, c'est que pour lui témoigner sa reconnaissance, il lui annonçait « *qu'afin d'empêcher le retour de tout titre féodal incompatible avec les constitutions de l'Empire*, » il venait de créer différents titres impériaux pour donner un nouvel éclat aux principaux de ses sujets. Instituer une nouvelle noblesse afin d'empêcher le retour de la féodalité ! il fallait, en effet, bien compter sur la *bonté* des Français pour leur octroyer un pareil bienfait dans des termes si pleins de franchise ! C'est par un trait tout semblable de cette phraséologie ingénieuse, que dans le décret qui rétablit les prisons d'État, Napoléon fit introduire un considérant fondé sur la nécessité de « garantir la liberté et l'égalité. » Ce don si précieux était accompagné d'une promesse beaucoup moins facile à réaliser : « Je veux, disait Napoléon, que dans toutes les parties de mon empire, *même dans le plus petit hameau*, l'aisance des citoyens et la *valeur des terres* se trouvent augmentées par l'effet du système général d'améliorations que j'ai conçu. » L'Empereur se résumait enfin en annonçant à ses fidèles sujets « qu'il avait médité diverses dispo-

sitions pour *simplifier* et *perfectionner* les institutions. » Le perfectionnement, c'était la noblesse; la simplification, c'était la suppression du Tribunat.

La création des grands fiefs et de quelques-unes des opulentes dotations qui y étaient jointes datait déjà de l'année 1806. Napoléon voulut l'étendre et la généraliser par un système complet, et bien que le statut relatif à la noblesse impériale n'ait été promulgué que le 11 mars 1808, j'en parlerai maintenant parce que la plupart des mesures préparatoires de ce statut en devancèrent de plusieurs mois la promulgation. Le rétablissement de la noblesse est un des actes sur lesquels Napoléon à Sainte-Hélène passait le plus volontiers condamnation. Il découvrait il est vrai après coup dans cette institution une foule d'avantages auxquels il n'avait jamais songé, entre autres celui de *réconcilier la France avec l'Europe*[1], objet qui ne semble pas l'avoir beaucoup préoccupé pendant son règne. Mais il reconnaissait qu'en définitive elle avait choqué les goûts égalitaires de la nation, et lui avait à lui-même nui plutôt que profité. Considérée au point de vue du succès, la mesure ne fut en effet jamais populaire, même auprès de beaucoup de ceux dont elle était censée combler tous les vœux. Elle n'était ni dans les idées, ni dans les intérêts, ni dans les mœurs. Les privilégiés d'avant la Révolution regrettaient leurs anciens titres; personne ne songeait à en réclamer de nouveaux. On voit par la correspondance de Napoléon qu'il était par exemple forcé d'intimer l'ordre à Bernadotte de

1. *Mémorial* de Las Cases.

porter son titre de prince de Ponte Corvo. La Légion d'honneur qu'on représentait aujourd'hui comme l'institution mère de la nouvelle noblesse, après avoir établi autrefois qu'elle était destinée à prévenir le retour de ces vaines distinctions, avait acquis une grande popularité, bien qu'elle eût été d'abord repoussée par tous les hommes éclairés; mais la noblesse impériale, sans avoir mérité ni haine ni amour dans le cours de son éphémère existence, garda toujours aux yeux des classes populaires un certain vernis de ridicule. Pourquoi? Elles eussent été probablement fort embarrassées d'en déduire les motifs; en cela cependant leur instinct était plus clairvoyant que les calculs soi-disant profonds du créateur de cette œuvre artificielle.

Ce que le peuple sentait confusément, c'est que cette aristocratie, improvisée en quelques heures par un caprice de cette volonté qui se figurait suppléer au travail des siècles, et ouverte comme un refuge aux débris usés d'un fonctionnarisme servile, était tout ce qu'on voulait, excepté une aristocratie. Son organisation évitait à la vérité la plupart des inconvénients qu'on reproche aux oligarchies, mais elle n'offrait aucun des avantages d'une noblesse et n'était par conséquent qu'une onéreuse superfétation. Les institutions aristocratiques ont eu leur raison d'être dans l'histoire; elles y ont tenu une place souvent glorieuse, elles ont, malgré leurs vices, développé de grands caractères, de mâles vertus, formé de rares exemplaires de l'être humain; mais dans tous les temps et dans tous les pays, ce qui fait l'essence même d'une aristocratie, c'est le pouvoir, parce qu'il

n'y a pas d'aristocratie sans indépendance. Dans les pays monarchiques particulièrement, l'aristocratie ne peut avoir de raison d'être que parce qu'elle oppose par ses priviléges même une barrière utile aux empiétements du pouvoir royal. Otez-lui ce rôle salutaire, son utilité disparaît, elle n'est plus qu'un abus.

Aussi dans tous les pays où les aristocraties ont su remplir cette grande mission, sont-elles restées chères à la nation en dépit des inconvénients inséparables de leur existence, et malgré la marche constante de la civilisation vers l'égalité sociale. Quand elles ont réussi à préserver un peuple du pouvoir absolu, on peut dire qu'elles ont justifié leur existence, et il est facile de les absoudre. En France, au contraire, où l'aristocratie n'a jamais su se faire pardonner ses priviléges par ses services, où avec des qualités brillantes et généreuses, elle a toujours fait preuve d'une complète incapacité politique, où depuis Louis XIV surtout elle n'a plus été qu'une sorte de complément des pompes royales, et la personnification même de l'esprit courtisan, cette institution n'a laissé qu'un souvenir odieux, et peut-être est-on en droit de dire qu'elle n'a pas peu contribué à y égarer et à y pervertir les passions égalitaires si souvent entraînées au delà de leur but. Ce n'était certainement pas comme une barrière au pouvoir absolu que Napoléon relevait la noblesse, car il ne lui déléguait pas un atome d'influence politique; elle n'était donc, à ses yeux, comme à ceux de Louis XIV qu'une sorte de cortége d'honneur destiné à rehausser l'éclat du trône. Mais ici la distance était si grande entre l'intention et l'effet produit, qu'elle explique à elle

seule le sourire d'ironie qui accueillait partout les nouveaux nobles. La noblesse de Louis XIV avait peu de pouvoir effectif, bien qu'il lui restât encore des priviléges très-considérables, mais elle avait du moins de fières traditions, le monopole des grandes manières et d'une élégance incomparable, le prestige de l'ancienneté, source du respect, toutes choses absolument étrangères à celle de Napoléon. Toute aristocratie qui vise à se perpétuer, est forcée d'admettre dans son sein des hommes nouveaux qu'elle pénètre peu à peu de son esprit et qui dans cette métamorphose n'échappent pas toujours au ridicule; mais ce qui ne s'était jamais vu dans le monde, c'était une aristocratie composée tout entière de parvenus, une noblesse dont tous les membres étaient autant de *Bourgeois-gentilshommes*. Ces nobles improvisés étaient d'autant plus gauches dans ce rôle si nouveau qu'ils n'avaient d'autre guide que leurs prétentions, et d'autant moins capables d'apporter aucun lustre au trône, qu'ils tenaient tout de lui, et qu'ils étaient placés vis-à-vis de l'Empereur dans les liens de la plus étroite et de la plus humble dépendance.

Nulle au point de vue politique, la nouvelle noblesse était également nulle au point de vue du prestige, et ne répondait en rien aux goûts fastueux qui avaient inspiré son créateur. Quant aux motifs qui furent allégués officiellement par Cambacérès et Lacépède, les prôneurs obligés de cette mesure, le public refusa obstinément de les prendre au sérieux. C'était, disaient-ils, une noblesse fondée sur le mérite et non plus sur le privilége, un hommage rendu au culte des aïeux, un dernier coup porté à l'arbre

féodal, un nouveau prix ajouté aux récompenses publiques. Mais tout le monde savait, depuis les penseurs du dix-huitième siècle, que le mérite est chose personnelle, et c'est le nier plutôt que l'encourager que d'en faire un bien transmissible par hérédité. Encore le principe de cette transmission nobiliaire, consacré au profit des riches, était-il violé au détriment des pauvres, car le statut stipulait, que pour transmettre le titre de *prince* il fallait justifier d'un revenu de deux cent mille francs, pour transmettre le titre de *comte* il fallait justifier d'un revenu de trente mille francs, et enfin de quinze mille et de trois mille pour les titres de *baron* et de *chevalier*. Le titre n'était plus rien sans l'argent ; privé de ce puissant dénominateur, il périssait avec le titulaire.

Il n'était pas moins dérisoire de prétendre que l'institution repoussait les priviléges et ne portait aucune atteinte au principe d'égalité. Personne n'ignorait que le statut rétablissait au profit des anoblis la propriété privilégiée, les autorisait à constituer des majorats inaliénables et transmissibles de mâle en mâle, par ordre de primogéniture, par dérogation aux principes du Code civil. En dernier lieu, c'était une étrange illusion que de se figurer qu'on allait porter le coup de grâce à l'ancienne noblesse en relevant tous les préjugés qui avaient fait sa force. En matière de titres, l'ancienneté a toujours primé l'importance actuelle, et si quelque chose pouvait rendre à ceux de l'ancien régime toute la valeur qu'ils avaient perdue, c'était sans contredit ce prétendu rajeunissement d'une institution surannée. Indépendamment de cette dépréciation due à une inévitable comparaison, ces

faveurs subirent une espèce d'avilissement, par suite de la profusion avec laquelle elles furent prodiguées et du mode même de leur distribution. Elles n'étaient pas décernées à certaines personnes en vertu d'un choix spécial du souverain, et en considération de leur mérite individuel, elles revenaient de droit à certaines catégories de fonctionnaires comme une sorte de gratification supplémentaire attachée à leur charge. On entrait dans la filière bureaucratique à l'état d'employé, on en sortait comte ou baron. Ce fut une véritable génération spontanée qui produisit une hausse immédiate sur tous les vieux parchemins. Les anoblis firent valoir et regretter les nobles. Les grands dignitaires étaient princes; les ministres, sénateurs, archevêques, conseillers d'État étaient comtes; les présidents de collèges électoraux, les présidents de cours, les maires des principales villes étaient barons; les membres de la Légion d'honneur étaient chevaliers. Quant aux préfets, généraux, officiers civils et militaires, l'Empereur se réservait le droit de choisir lui-même.

La noblesse impériale, cette singulière exhumation des mœurs et des idées de l'ancien régime détournées de leur vrai sens, n'était donc dans la pensée de Napoléon qu'un organisme administratif. Elle avait un autre mérite à ses yeux, c'était celui de confisquer à son profit toutes les illustrations antérieures ou récentes, de les frapper à son effigie comme la menue monnaie de sa propre gloire. Il voulait que dans la France nouvelle tout datât de lui, et il lui plaisait d'affubler les vieilles renommées de la République de ces titres qui ne rappelaient que l'Empire, et sous les-

quels le souvenir désorienté ne pouvait chercher que ses créatures. Quand on disait Masséna, on pensait à la victoire de Zurich ; mais quand on disait le duc de Rivoli, on pensait à l'homme qui avait fait ce duc. Il se flattait aussi de *démarquer* en quelque sorte peu à peu l'ancienne noblesse en l'amenant par les faveurs dont il disposait à revêtir sa propre livrée ; et il obtint en effet un certain nombre de ces conversions intéressées. Il prenait plaisir à faire d'un duc de l'ancien régime un comte du nouveau, démonstration péremptoire de la supériorité de son œuvre.

Afin d'assurer au sein de la nouvelle noblesse la prééminence de l'élément militaire qu'il considérait avec raison comme le principal moteur de tout son système, il fit à ses compagnons d'armes une nouvelle distribution de ce qu'il appelait les *produits* de la guerre. Ç'avait été là, de tout temps, à ses yeux, le seul moyen sûr de les attacher à sa personne et de les associer à son œuvre. Il avait, dès la première campagne d'Italie, commencé à pratiquer cette théorie avouée ouvertement dans ses proclamations ; mais réduit alors à opérer avec des moyens très-restreints et avec beaucoup de ménagements pour l'opinion, il n'avait pu donner à ses idées toute l'extension dont elles étaient susceptibles. Aujourd'hui qu'il opérait sur l'Europe entière et qu'aucun pouvoir n'était en état de mettre obstacle à ses volontés, on le vit réaliser enfin dans toute leur étendue les vues qu'il n'avait pu jusque-là manifester que partiellement. Ce procédé n'était autre, en définitive, que celui des conquérants barbares distribuant à leurs compagnons les terres et les richesses des vaincus. En Italie, en Polo-

gne, en Hanovre, en Westphalie, Napoléon s'était emparé pour une somme d'environ deux cent cinquante millions de domaines. Il en était, dit-on, le légitime propriétaire, puisque ces biens provenaient des anciens souverains du pays, ecclésiastiques ou séculiers, et non des dépouilles du peuple : sophisme commode pour les spoliateurs, car si la victoire suffit pour transférer à la personne du vainqueur les droits de propriété du vaincu, Napoléon avait autant de titres pour s'emparer des biens des peuples que pour prendre les biens des souverains. Comment soutenir d'ailleurs que les peuples n'avaient aucun droit sur ces domaines essentiellement nationaux, qu'ils pouvaient avec indifférence les voir passer dans des mains étrangères ou ennemies?

Napoléon laissa une partie de ces domaines aux serviteurs couronnés auxquels il avait délégué dans ces divers pays une royauté toute d'apparence. Il distribua le reste, montant à une somme d'environ cent cinquante millions, à ses principaux lieutenants, sous forme de majorats. Avec ces dotations qui furent augmentées plus tard, plusieurs d'entre eux eurent jusqu'à un million de revenu. Voulant satisfaire en même temps, par des moyens plus prompts, ce besoin de jouir vite qui avait pris des proportions effrénées chez ces soldats détachés de toutes leurs anciennes ambitions patriotiques et peu sûrs du lendemain sous un maître si exigeant, il préleva sur les rentrées des contributions levées à l'étranger une somme de onze millions qu'il leur donna moitié argent comptant moitié en rentes sur l'État. Berthier eut un million, Ney, Davout, Soult, Bessières eurent chacun six cent

mille francs, Masséna, Augereau, Bernadotte, Mortier, Victor, chacun quatre cent mille, et ainsi de suite. Les officiers et soldats eurent en partage une somme de dix-huit millions qui fut répartie proportionnellement aux services et aux blessures.

Les dotations civiles que Napoléon constitua au profit de ses principaux fonctionnaires étaient d'une valeur tellement inférieure à celle des dotations de l'armée, qu'on ne pouvait se méprendre sur son intention de marquer, par un signe visible pour tous les yeux, la suprématie de l'élément militaire sur les pouvoirs civils. En cela il était dans la logique et la vérité de son système politique; il agissait comme le dictateur et le tribun à la fois de cette démocratie de soldats qui l'avait élu pour chef. Ne pouvant plus lui donner à l'intérieur les dépouilles des anciennes classes privilégiées, il appliquait au moyen de la conquête une sorte de loi agraire aux nations étrangères. Même lorsqu'il reconstituait une noblesse, ces hommes fanatisés continuaient à voir en lui leur Gracque en même temps que leur César; ils lui pardonnaient de faire des ducs, parce qu'il en avait fait un avec un fils de paysan, et ils croyaient leur propre fortune destinée à grandir indéfiniment comme la sienne, grâce à cet *ager publicus* inépuisable qui était l'Europe.

La suppression définitive du Tribunat, annoncée en termes voilés dans le discours d'ouverture impérial, fut ajournée à la fin de la session législative. Avant de signifier à cette assemblée ce dernier terme des améliorations successives qu'on lui avait fait subir, on jugea à propos de la faire parader encore une fois

dans cette cérémonie de plus en plus inutile et de plus en plus courte qu'on appelait une session. Celle de 1807 fut inaugurée par un de ces brillants *exposés de situation* dans lesquels l'apologie prenait le ton de l'apothéose, et qui semblaient n'avoir plus d'autre objet que d'indiquer aux orateurs la note qu'ils devaient faire entendre dans leurs discours. Cette consigne était suivie avec une docilité prodigieuse; le travail législatif se réduisait désormais au vote; plus d'incident, plus d'imprévu, plus de contradiction, la discussion elle-même a disparu. Les débats législatifs de l'année 1807, bien qu'ils aient eu pour objet des projets de loi très-variés et très-importants, parmi lesquels le Code de commerce tout entier, n'équivalent pas à la vingtième partie de ceux d'une session du Consulat, et pas à la centième, si l'on en retranche les harangues purement laudatives. Tout le travail effectif est fait par le conseil d'État, le Tribunat approuve, le Corps législatif ratifie. C'est un perpétuel concert d'admiration où l'enthousiasme, l'amour, la reconnaissance envers le prince débordent à chaque instant et à tout propos. Ouvrez au hasard cette accablante collection, lisez un discours, le premier venu : « Messieurs, le génie qui nous gouverne voit tout et ne néglige rien.... » De quel exploit, de quel bienfait nouveau s'agit-il? D'un projet de loi relatif à *l'inscription hypothécaire*[1].

Qu'y avait-il de réel au fond de ces adulations sans mesure comme sans dignité? Il y avait surtout l'é-

1. Séance du 3 septembre 1807 : Discours de Mouricault. (*Archives parlementaires.*)

blouissement causé par le succès. Ce sentiment était sincère, car il était motivé, et aujourd'hui encore, après tous les événements qui ont prouvé combien cet éclat était éphémère, on a quelque peine à se défendre du vertige. Malgré tout, pourtant, et en dépit de ce tableau de fantaisie que le nouveau ministre de l'intérieur, Cretet, traçait de nos prospérités, en dépit de ces triomphes plus brillants que solides, de ces grands travaux annoncés avec fracas, mais achevés pour la plupart seulement sur le papier, en dépit des treize mille quatre cents lieues de route, des dix-huit fleuves rendus navigables, des dix canaux poursuivis ou commencés, en dépit de l'amélioration des laines et des « sept bergeries nationales », des prêts aux manufactures et de ces prix décennaux qui ne furent jamais distribués, en dépit des édifices utiles comme le grenier d'abondance et des monuments fastueux comme la colonne Vendôme, en dépit enfin de cette paix trompeuse dont Cretet disait « que le vainqueur l'avait signée *sans stipuler pour lui-même aucun avantage*, » de cette paix qui n'était déjà plus, alors qu'on l'exaltait dans ces termes menteurs, en dépit de tant d'apparences brillantes ou spécieuses, la France ne possédait ni la vraie prospérité ni la vraie grandeur.

Elle n'était pas réellement prospère, car non-seulement elle manquait de sécurité, condition nécessaire du bien-être des nations, mais tous les maux produits par tant d'années de guerre pesaient encore sur elle, et c'était insulter un bon sens public que de vouloir faire croire, au moyen d'une grossière illusion d'optique, qu'ils avaient disparu soudainement comme emportés par un coup de baguette ma-

gique. Elle n'était pas réellement grande, car tout ce qu'il y avait de grand en elle avait été étouffé, proscrit, réduit au silence. Elle pouvait encore montrer avec orgueil au monde ses généraux et ses soldats, bien que l'armée, toujours héroïque, mais tombée du culte de la patrie et de la liberté à celui de la gloire, du culte de la gloire à celui des richesses, fût déjà corrompue et dégénérée; mais où étaient ses grands citoyens? où étaient ses grands orateurs, ses grands publicistes, ses grands philosophes, ses grands écrivains de tout ordre? où était du moins leur postérité?

Tous ceux qui avaient montré quelque étincelle de génie ou de fierté avaient été sacrifiés au profit d'un seul homme; ils avaient disparu les uns broyés sous les roues de son char, les autres réduits à végéter obscurément dans quelque retraite ignorée; et, chose plus grave, leur race semblait pour jamais éteinte. Le mal n'était pas l'effet d'une crise momentanée, il atteignait l'avenir et semblait devoir s'éterniser. La France était comme emprisonnée dans un réseau de fer, et les issues étaient de tous côtés fermées à tout ce qui était jeune, généreux, ardent, passionné pour l'activité intellectuelle et morale. Oui, quoi qu'on en ait dit, la France souffrait pendant ces années étouffantes où ce qu'il y avait de plus noble et de plus élevé dans son génie était condamné à une morne et silencieuse stérilité. Ce n'était pas impunément que le peuple, qui avait occupé un si haut rang dans le monde de l'esprit, n'avait plus ni éloquence, ni poésie, ni aucune des luttes de la pensée; il était malade au fond de l'âme, et pour ne pas désespérer en présence des vic-

toires prétoriennes, pour se tenir debout, selon l'expression de Lafayette, il fallait être un héros. Qui peut dire combien de cœurs généreux se sont consumés dans ces obscurs tourments? L'histoire ne pourra probablement jamais soulever qu'un coin du voile. Ce qui est certain, c'est que la plupart des hommes éminents dont la jeunesse s'est écoulée dans ces temps de malheur où l'espérance même semblait à jamais interdite, n'en parlaient plus tard qu'avec une sorte d'horreur. Ces nobles souffrances ont peu laissé de traces, et leur mémoire même a péri. Elles ne se révèlent plus à l'historien que par la profondeur du silence; mais il nous en reste un témoignage immortel dans une page écrite en lettres de feu et qui vivra aussi longtemps que notre langue sera parlée parmi les hommes. Au moment même où Napoléon faisait sa rentrée triomphale au milieu d'un peuple prosterné, et où l'air retentissait du bruit des acclamations officielles, de nombreuses copies manuscrites de cette page vengeresse, imprimée d'abord dans le *Mercure*, circulaient de main en main, propagées par des ennemis invisibles et dévorées avec une insatiable avidité. Voici ce qu'on y lisait :

« Lorsque, dans le silence de l'abjection, l'on n'entend plus retentir que la chaîne de l'esclave et la voix du délateur; lorsque tout tremble devant le tyran et qu'il est aussi dangereux d'encourir sa faveur que de mériter sa disgrâce, l'historien paraît chargé de la vengeance des peuples. C'est en vain que Néron prospère, Tacite est déjà né dans l'Empire; il croît inconnu auprès des cendres de Germanicus, et déjà l'intègre Providence a livré à un enfant obscur la gloire

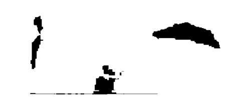
du maître du monde. Si le rôle de l'historien est beau, il est souvent dangereux ; mais il est des autels comme celui de l'honneur, qui, bien qu'abandonnés, réclament encore des sacrifices. Le Dieu n'est point anéanti parce que le temple est désert. Partout où il reste une chance à la fortune, il n'y a point d'héroïsme à la tenter ; les actions magnanimes sont celles dont le résultat prévu est le malheur et la mort. Après tout, qu'importent les revers, si notre nom prononcé dans la postérité va faire battre un cœur généreux deux mille ans après notre vie[1] ? »

Le jour où il a écrit ces lignes impérissables en présence de la force triomphante et au milieu du découragement, de la détresse et de la terreur de tout ce qui portait encore un cœur libre, Chateaubriand personnifiait l'âme même de la France. Il lui faisait parler un langage digne d'elle, et prenait place parmi ces grands témoins des choses humaines dont la voix retentit par delà les siècles. Ses écrits les plus fameux pourront tomber dans l'oubli, mais cette page restera attachée à la mémoire de l'Empire comme une ineffaçable flétrissure et comme la protestation de cette minorité sacrifiée dont les plaintes mêmes ne pou-

1. Cette page est le début d'un article de Chateaubriand sur le *Voyage pittoresque et historique en Espagne*, par de Laborde. (*Mercure de France* du 4 juillet 1807.) Dans l'article imprimé, plusieurs passages se trouvaient intercalés entre le commencement et la fin de la page, entre autres celui-ci : « Bientôt l'auteur des Annales ne fera voir dans le tyran déifié que l'*histrion*, l'*incendiaire et le parricide*. Semblable à ces premiers chrétiens d'Égypte qui au péril de leurs jours pénétraient dans les temples de l'idolâtrie, saisissaient au fond du sanctuaire ténébreux la divinité que le crime offrait à l'encens de la peur, et *traînaient à la lumière du soleil au lieu d'un Dieu quelque monstre horrible !* »

vaient plus trouver d'échos. Ce fantaisiste a fait ce jour-là acte d'homme. On a relevé dans sa vie bien des inconséquences, des petitesses et de mesquines vanités. Chateaubriand a eu presque toutes les faiblesses de l'homme dont le caractère est gouverné par l'imagination; sa gloire littéraire elle-même a été mise en pièces par ceux qui l'avaient le plus adulée; mais cet élan d'un grand cœur efface tout, et, dans ce court instant, le poëte a touché à la vraie grandeur. Il s'est élevé d'un coup d'aile jusqu'à ces régions sublimes où le génie se confond avec l'héroïsme.

Chateaubriand échappa au châtiment grâce à l'intervention de son ami Fontanes et grâce aux événements extérieurs qui vinrent distraire l'attention de Napoléon. L'écrivain en fut quitte pour la confiscation de sa part de propriété dans le *Mercure*, part qui constituait à la vérité toute sa fortune. On doit attribuer à des préoccupations du même genre l'impunité relative dont Napoléon laissa jouir le général Malet à la suite de la découverte d'un premier essai de conspiration tout à fait semblable à celui qui faillit réussir en 1812. Ce projet, conçu pendant les longues incertitudes de la campagne de Pologne, fut éventé par la police avant tout commencement d'exécution. Mais son auteur eut l'art d'en dérober la vraie nature au regard autrefois si perçant de l'Empereur, qui se contenta de détenir Malet dans une prison d'État sans le faire mettre en jugement. L'esprit de Napoléon était de plus en plus absorbé par les grandes complications de la politique extérieure, et, quelque étonnante que fût son activité, il était débordé par la multiplicité des d[illegible]obligé, pour suffire à tout, de se résigner



à beaucoup de négligences et de lacunes. Depuis qu'il maniait les affaires de presque toute l'Europe, il ne pouvait plus donner à celles de la France qu'un coup d'œil d'ensemble, il n'en saisissait plus que la surface, il n'en surveillait plus les détails d'exécution que partiellement et comme par accès, il ne visait plus qu'à l'à peu près, à l'effet général. Et comme loin d'étendre la liberté d'action de ses coopérateurs, il resserrait les liens de leur dépendance, il s'ensuivait que la plupart des actes de sa politique intérieure avaient un caractère hâtif et superficiel ou restaient à l'état d'ébauche, comme ces monuments si fastueusement annoncés dont il légua l'achèvement aux gouvernements qui lui succédèrent. Mais si plusieurs de ces créations n'étaient faites que pour la montre et ressemblaient à des décorations de théâtre plutôt qu'à de solides édifices, quelques-unes d'entre elles étaient inspirées par un juste sentiment des besoins du pays.

C'est ainsi qu'on peut louer sans restriction la loi qui établit dans beaucoup de départements des ateliers de travail et de charité en vue d'une prochaine interdiction de la mendicité, la promulgation du Code de commerce, l'impulsion donnée aux travaux de canalisation, l'institution de la *caisse de service* imaginée par Mollien dans le but de substituer le trésor lui-même aux banquiers qui escomptaient si onéreusement pour lui les obligations des receveurs généraux. Cette dernière mesure était une simplification de génie, elle supprima un agiotage ruineux pour l'État. Elle était l'œuvre personnelle de ce ministre, ainsi qu'une autre amélioration non moins heureuse, l'introduction de la comptabilité en partie double dans

l'administration des finances. La réduction de l'intérêt de la Banque à 4 pour 100 vint faciliter les transactions industrielles et commerciales : la transformation de la commission de comptabilité, depuis longtemps reconnue insuffisante, en une Cour des comptes mieux en situation par le nombre et par le rang de bien remplir sa tâche, apporta l'ordre, la lumière, et la célérité dans la liquidation des comptes de l'État. Toutes ces mesures étaient presque de tous points excellentes.

L'organisation de la Cour des comptes prêtait toutefois le flanc à plus d'une critique justifiée. Si elle était, comme l'expérience l'a prouvé, un instrument de contrôle des plus sûrs, des plus expéditifs et des plus délicats, elle n'en était pas moins inférieure sous certains rapports à l'institution qui avait tenu sa place sous l'ancien régime, et à plus forte raison à celle qui avait été créée par la Révolution. Les anciennes chambres des comptes avaient le titre de cours souveraines; elles rendaient des jugements, tandis que la nouvelle cour était placée sous la dépendance exclusive du pouvoir exécutif. Depuis la *Constituante*, les bureaux de comptabilité étaient composés de commissaires nommés par l'autorité législative et soumis à sa surveillance. Le principe pouvait avoir été mal appliqué; les bureaux de comptabilité laissaient à désirer, surtout sous le rapport du nombre. Les cinq commissaires, élevés au nombre de sept par la constitution de l'an VIII, étaient comme ensevelis sous un monceau de comptes arriérés ; mais ici, comme presque en toute chose, les législateurs de 1789 avaient vu juste et bien jugé. C'est en effet à l'autorité qui vote l'impôt qu'il appartient de contrôler en dernier ressort l'em-

ploi des deniers publics. A défaut de cette subordination naturelle et salutaire de la Cour des comptes au Corps législatif, il n'y avait qu'un seul moyen de l'organiser conformément au système des garanties, c'était de lui donner la complète indépendance d'un corps judiciaire. Mais une semblable institution eût été une anomalie et un contre-sens dans l'administration impériale. Napoléon constitua donc la Cour des comptes comme il avait constitué toute chose; il en fit un instrument de pouvoir. Il la divisa en trois chambres, ce qui répondait à une division analogue de la tâche que la Cour avait à remplir; il lui donna de gros traitements, le bénéfice de l'inamovibilité; mais il restreignit ses attributions, la réduisit au rôle d'un corps de fonctionnaires. Sous l'ancien régime, elle avait été une magistrature. Il lui donna le droit de contrôler les agents du gouvernement, mais au profit du gouvernement lui-même et non au profit de l'État. La distinction est facile à saisir. Tout gouvernement a intérêt à être servi par des comptables intègres, à vérifier l'emploi en recettes comme en dépenses des fonds qui leur sont confiés, et la Cour des comptes remplissait merveilleusement cette mission. Mais l'intégrité est encore plus nécessaire chez le ministre qui ordonne les dépenses que chez l'agent qui les exécute, car combien de fois n'a-t-on pas vu le pouvoir devenu une source de profits et recherché par une honteuse spéculation sur la fortune publique? Ici la Cour des comptes était absolument désarmée; elle n'était qu'un rouage administratif placé sous la main même du ministre qu'il eût fallu contrôler. « La Cour, disait l'article 18 de la loi, ne pourra en aucun

cas s'attribuer une juridiction sur les *ordonnateurs.* » Et Defermon ajoutait dans son exposé des motifs : « La Cour doit porter la sévérité de ses recherches sur les comptables et non sur les ordonnateurs.... il lui serait impossible d'approfondir et de juger les causes et les motifs qui ont fait donner les autorisations. Elle ne saurait juger le gouvernement[1]. » Sans le juger, elle aurait pu le citer devant le Corps législatif qui était son juge naturel. Dans la sphère même des affaires qui étaient soumises à sa juridiction, la Cour ne pouvait prononcer en dernier ressort, car le comptable condamné avait toujours trois mois pour se pourvoir auprès du conseil d'État. Le gouvernement était donc, en définitive, son propre juge, et la nation n'avait contre lui, en matière financière pas plus qu'en toute autre, aucun moyen sérieux de contrôle ni de redressement.

Ce vice radical de toutes les nouvelles institutions se montrait sous des formes beaucoup moins rassurantes dans un sénatus-consulte daté du 12 octobre. Cette loi avait pour objet, selon l'expression de Treilhard, *une mesure épuratoire* qui devait dégager la magistrature des éléments corrompus qui avaient pu s'y glisser, et séparer l'or pur de l'alliage qui le déshonorait. Cette épuration était un nouveau coup porté au pouvoir judiciaire déjà si faible et si dépendant. La Constitution de l'an VIII avait donné aux juges l'inamovibilité. Cette garantie, fort insuffisante en présence des tentations de l'avancement et de la crainte des rigueurs ministérielles, avait été affaiblie jusqu'à

1. *Archives parlementaires :* séance du 5 septembre 1807.



n'être plus qu'une ombre. Le droit de surveillance et d'admonestation attribué au grand juge, et le droit disciplinaire de censure et de suspension attribué à la Cour de cassation avaient eu pour effet de mettre les magistrats à la merci du gouvernement. Ces moyens de répression, combinés avec ceux de la justice ordinaire, non-seulement étaient suffisants, mais dépassaient la mesure, car on n'avait pas besoin de tant d'armes différentes pour atteindre les magistrats prévaricateurs, et il était encore plus important de mettre à l'abri de toute vexation l'indépendance des juges intègres. Il existait une autre disposition répressive qui, sous le régime consulaire, déclarait révoqués de leurs fonctions les juges dont le nom ne serait pas maintenu sur les listes d'éligibles, pénalité de luxe devenue inapplicable avec le système des colléges électoraux. Son abrogation servit de prétexte pour renverser la faible barrière qui protégeait encore la magistrature contre le pouvoir ministériel. Le sénatus-consulte décida qu'il serait procédé à un examen général de toutes les existences attachées à l'ordre judiciaire. Cet examen était confié à une commission de dix sénateurs nommés par Sa Majesté Impériale, qui devait prononcer définitivement sur le maintien ou la révocation des juges désignés dans le rapport de la commission. Cette mesure était la destruction même du principe d'inamovibilité, car si l'Empereur avait le droit de la décréter aujourd'hui, qui pouvait garantir les juges contre sa volonté de demain? Les engagements que prenait Treilhard pour l'avenir étaient donc des plus dérisoires. Et comme si l'on ne se sentait pas encore assez rassuré

par cette grande épuration, on décrétait, par un autre article du sénatus-consulte, que dorénavant les provisions qui instituaient les juges à vie ne leur seraient délivrées qu'après cinq années d'exercice de leur fonction, s'ils en étaient jugés dignes par l'Empereur.

Au fond, ce grand attentat contre l'honneur de la magistrature et contre l'indépendance de la justice n'était qu'un misérable expédient politique. A l'époque de l'organisation judiciaire, un grand nombre de républicains découragés avaient cherché un honorable refuge dans ces fonctions impartiales et respectées. Depuis lors, de prodigieux changements s'étaient opérés, et l'on éprouvait le besoin de mettre le personnel judiciaire en harmonie avec les mœurs et les idées nouvelles. Mais ces magistrats ne donnant, pour la plupart, aucune prise contre eux par leur conduite, on avait eu recours, pour les exclure plus aisément, à ce moyen indirect et détourné[1]. Rien n'est assuré sous le despotisme, pas même les existences qu'il a lui-même créées, et il est toujours le premier à porter la main sur les lois qu'il a faites, car son essence est de n'en reconnaître d'autre que ses propres caprices.

Le Corps législatif termina sa courte session en votant sans examen et sans discussion la loi de finances qui ne lui était plus présentée que pour la forme. Tout y était approximatif et arbitraire. Non-seulement les dépenses de l'année courante, fixées au chiffre de 720 millions, étaient évaluées fort au-des-

1. Thibaudeau.

sous de leur véritable montant qui s'élevait en réalité à 780 millions; mais aucun des exercices des cinq années antérieures n'était encore liquidé définitivement, et l'on poursuivait des recouvrements de contributions arriérées jusqu'à l'année 1802. Tous les états de dépense présentés par le gouvernement reposaient sur des chiffres hypothétiques. Sept cents millions étaient censés avoir suffi aux besoins de l'année 1806; on ne les fixait même approximativement qu'au chiffre de 689 millions, elle en avait absorbé 770, et personne ne le savait encore. Les recettes avaient heureusement subi une augmentation inespérée, grâce aux centimes de guerre, et à l'établissement des droits réunis, mais le Corps législatif n'en connaissait pas mieux le chiffre que celui des dépenses. On le fixait, toujours par à peu près, à 720 millions. Tout était maintenu dans l'incertitude, afin que tout pût être réglé par le bon plaisir. L'insuffisance évidente des ressources du budget pour faire face à ces divers *déficits* n'empêcha pas Napoléon de dégrever les contributions directes des dix centimes de guerre dont il les avait chargées lors de la rupture avec l'Angleterre. Il ne demanda qu'un crédit de six cents millions seulement pour les dépenses de l'année de 1808. Il avait en effet dans les mains, grâce aux 60 millions levés sur l'Autriche en 1806, aux 600 millions levés sur la Prusse en 1807, un moyen facile de se libérer de tous ces arriérés, et il en usa largement. Tout compte fait des prélèvements qu'il dût consacrer à ces excédants de dépense, à la solde et aux récompenses de l'armée, aux avances nécessaires au Trésor et à la caisse de service, il devait lui rester

une réserve d'environ trois cents millions, levier formidable dans ses mains actives, et qui, sous le nom de trésor de l'armée, était à la fois un en cas et un enjeu destiné à parer aux éventualités imprévues. Ces trois cents millions qu'il serrait avec un soin jaloux, qu'il couvait avec des regards d'avare, c'était à la fois le superflu et le nécessaire, c'était la fantaisie et la ressource suprême des mauvais jours, c'était la sauvegarde contre une trahison possible de la fortune, c'était l'appoint du dernier coup de partie à jouer contre l'Europe.

Lorsque le Corps législatif eut achevé de voter docilement tous les projets de loi qu'on daigna soumettre à son approbation, on notifia à cette assemblée le jour même de la clôture de sa session, le sénatus-consulte qui supprimait le Tribunat. Il est vrai de dire qu'en mettant fin à la carrière du Tribunat, on ne supprimait plus qu'un mot. D'épuration en épuration, et de perfectionnement en perfectionnement, on avait depuis longtemps réduit ce corps à n'être plus que l'ombre d'une assemblée délibérante, ou, comme le disait Boulay de la Meurthe dans son rapport, « un vice qui impliquait contradiction[1]. » Ajoutons qu'on aurait pu, sans plus d'inconvénients, supprimer le Corps législatif lui-même, tant il avait peu d'influence sur les actes du gouvernement et la marche des affaires. Avec ses décrets, ses sénatus-consultes ou simplement avec des décisions du conseil d'État, Napoléon réglait souverainement la plupart des questions dont la compétence a été de tout temps

1. Séance du 18 septembre 1807.

attribuée au pouvoir législatif. C'est ainsi qu'il venait tout récemment de faire décider par un simple avis de la section de législation du conseil d'État que le droit de statuer sur la question d'utilité publique en matière d'expropriation, appartenait au gouvernement à l'exclusion du Corps législatif investi jusque-là de cette prérogative. Mais le Corps législatif était une apparence dont il croyait avoir encore besoin; ce nom lui rappelait d'ailleurs sept années de mutisme et de servilité, tandis que celui du Tribunat n'évoquait que des souvenirs odieux de résistance légale et de civisme à la fois ferme et modéré. Après avoir chassé de ce corps la courageuse minorité qui avait osé braver sa tyrannie, il l'avait successivement réduit à cinquante membres, peuplé de ses créatures, divisé en sections, qui ne délibéraient plus qu'en comité secret. Il avait enfin retiré aux tribuns leurs attributions les plus essentielles pour les transporter au sénat. Mais malgré ses efforts pour les avilir après les avoir désarmés, ce nom de Tribunat avait gardé un certain prestige populaire. L'éloquence de ses orateurs avait été comme le dernier soupir de la liberté étouffée, le dernier écho des généreux accents de la Révolution française. Ce débris mutilé rappelait l'édifice; il rappelait à la nation qu'elle avait connu des temps plus heureux, des ambitions plus hautes; il représentait en un mot des traditions vaincues aujourd'hui, mais qui pouvaient triompher demain, car rien de ce qui honore, élève et ennoblit la nature humaine n'est jamais vaincu définitivement. Pour tous ces motifs, le nom même du Tribunat était importun et devait disparaître.

Boulay de la Meurthe vint en conséquence signifier de la part du maître, au Tribunat, qu'il avait cessé de vivre. Il rendait volontiers justice aux vertus des membres de cette assemblée. Ils s'étaient, disait-il, *constamment montrés plus sages que l'institution même*, mais depuis l'établissement de l'Empire, le Tribunat n'offrait plus que *l'aspect d'une pièce inutile, déplacée et discordante*, et son abolition « était moins un changement qu'une amélioration dans nos institutions. » Le Corps législatif héritait des trois sections appelées à délibérer à huis clos et à donner leur avis en concurrence avec les orateurs du conseil d'État. Quant aux tribuns encore en exercice, on leur ouvrait un asile au sein du Corps législatif. Ceux dont le mandat expirait, étaient placés, partie dans la nouvelle Cour des comptes, partie dans les fonctions administratives. Mais de peur que le Corps législatif, si longtemps muet, ne fût trop enivré de l'inestimable faculté qu'on lui octroyait de parler en comité secret et d'exprimer son avis en public par l'organe d'une commission, le sénatus-consulte décidait « qu'à l'avenir nul ne pourrait être membre du Corps législatif, *à moins qu'il n'eût quarante ans accomplis* » (article 10). Cet homme qui avait été général en chef de l'armée d'Italie à vingt-six ans, premier consul à trente, et qui même aujourd'hui était, à trente-huit ans, empereur et maître de tant de royaumes, il ne voulait pas qu'on pût s'occuper des affaires publiques avant d'avoir atteint à un âge dont il était encore éloigné lui-même: prétention insolente qui disait combien il se regardait comme un être au-dessus des autres hommes; qui disait surtout combien il croyait devoir se défier de

la jeunesse et de ses nobles passions. Avec de telles précautions, on n'avait pas à craindre que le Corps législatif fût tenté d'abuser de la liberté qu'on lui rendait. C'était avec une confiance motivée que le lyrique Fontanes, qui célébrait avec un enthousiasme continu, tous les actes bons ou mauvais de la politique de Napoléon, s'écriait que « ces enceintes qui s'étonnaient de leur silence, et dont le silence allait cesser, *n'entendraient pas gronder les tempêtes populaires.* » Elles étaient en effet bien à l'abri de toute surprise de ce genre. « Rendons-nous dignes d'un tel bienfait, poursuivait-il; que la tribune soit sans orages et qu'on n'y applaudisse qu'aux triomphes modestes de la raison. Que la vérité surtout s'y montre avec courage, mais avec sagesse, et qu'elle y brille de toute sa lumière. Un grand prince doit en aimer l'éclat. Elle seule est digne de lui, qu'en pourrait-il craindre? Plus on le regarde et plus il s'élève; plus on le juge et plus on l'admire. » Ce rhéteur mettait à orner ses adulations tout le soin qu'un lapidaire met à enchâsser des diamants; il oubliait que rien n'est plus propre que le beau langage à faire ressortir des sentiments bas.

Ce n'était pas assez de frapper le Tribunat, on voulait qu'il se montrât heureux et reconnaissant du coup qui mettait fin à son existence politique : « Je vous propose, dit Carion Nisas, de porter aux pieds du trône une adresse qui frappe les peuples de cette idée que nous avons reçu l'acte du sénat sans regrets pour nos fonctions, sans inquiétude pour la patrie, et avec des sentiments d'amour et de dévouement au monarque, qui vivront éternellement dans nos

cœurs! » Cette proposition fut adoptée à l'unanimité, et le Tribunat éleva une dernière fois la voix avant de disparaître dans l'oubli. Les tribuns protestaient auprès du prince que dans l'acte qui mettait un terme à leurs fonctions, « ils n'avaient trouvé que de nouvelles raisons d'apporter aux pieds du trône l'*hommage de leur admiration et de leur reconnaissance*.... ils croyaient moins arriver à l'extrémité de leur carrière, qu'atteindre le but de tous leurs efforts et la récompense de leur dévouement[1]. » Ces ignominieuses paroles disent mieux que toute autre réflexion par quelle série de métamorphoses on avait fait passer le Tribunat avant de lui porter le coup mortel. Ainsi finit dans la déconsidération où l'avait plongée son propre créateur, une assemblée dont les travaux avaient honoré la cause de la liberté française. Elle avait en réalité cessé de vivre longtemps avant sa dissolution finale; mais sa disparition n'en était pas moins un fait significatif pour quiconque voulait réfléchir. Qu'était-ce donc que cette *constitution de l'Empire* dont le nom revenait si souvent dans les manifestes officiels, si d'un trait de plume on pouvait du jour au lendemain supprimer ce qu'on était convenu d'appeler un des grands corps de l'État? La constitution n'était-elle pas tout entière dans la main qui tenait cette plume?

Il est temps maintenant de revenir à la situation de l'Espagne et de raconter les événements qui venaient d'y devancer les prévisions de Napoléon.

1. Séance du 18 septembre 1807 : *Archives parlementaires.*



CHAPITRE VI.

LE COMPLOT DE L'ESCURIAL. — JUNOT EN PORTUGAL ET NAPOLÉON EN ITALIE. — (OCTOBRE 1807. — JANVIER 1808).

Nous avons laissé Junot et son armée pénétrant en Espagne avec la mission d'envahir le Portugal, et de s'en emparer pour Napoléon, contrairement aux stiulations du traité de Fontainebleau violé aussitôt que conclu. Nous l'avons vu traverser ces provinces amies en faisant partout lever des plans sur son passage pour des opérations inconnues, pendant qu'une seconde armée de quarante mille hommes se concentrait sur la frontière d'Espagne. Ces indices menaçants, mais encore ignorés, des dispositions de Napoléon à l'égard de la cour de Madrid, recevaient, au même instant, des démarches de notre ambassadeur Beauharnais, un complément de signification qui est un nouveau trait de lumière pour l'histoire. Ancien membre de la Constituante, ancien soldat de l'armée de Condé, Beauharnais était le frère du premier mari de Joséphine; il avait remplacé à Madrid le général Beurnonville. Ame simple et loyale, pleine d'illusion

et de bonne volonté, très-capable de céder à un mouvement généreux, cet ambassadeur était l'homme le moins fait pour pénétrer les calculs de la politique qu'il allait servir. C'est pour cette raison même qu'on l'avait choisi, car sa droiture devait inspirer confiance, et Napoléon, qui aimait toujours le zèle dans ses serviteurs, n'aimait pas, en beaucoup d'occasions, qu'ils fussent trop clairvoyants. Il lui fallait à Madrid un agent d'un dévouement sûr, d'une honorabilité reconnue, dont la perspicacité ne pût dans aucun cas devenir gênante, et qui tromperait d'autant plus facilement les autres, qu'il serait lui-même le premier trompé. Qu'il ait eu en vue dans Beauharnais l'homme qui réunissait le mieux ces conditions, lorsqu'il le nomma ambassadeur au mois de mars 1807, ce n'est guère supposable; mais ce qui est certain, c'est que, hasard ou préméditation, il avait là le personnage qu'il lui fallait, qu'il lui fit jouer ce rôle, et qu'il eût difficilement trouvé un homme en état de le mieux remplir par ses qualités comme par ses défauts. L'esprit le plus fertile est nécessairement borné dans ses combinaisons; à la guerre comme dans la politique, Napoléon s'est souvent répété et copié lui-même, à tel point qu'on pourrait réduire sa méthode en toute chose à un certain nombre de procédés invariables ; il était en cette occasion son propre plagiaire. La mise en œuvre de l'affaire d'Espagne offre avec celle de Venise des analogies frappantes, et Beauharnais allait remplir auprès de la cour de Madrid la mission que Villetard avait remplie en 1797 auprès de la république vénitienne avec non moins d'aveuglement et de bonne foi. Certaines beso-

gnes ne se confient d'ordinaire qu'à des agents déconsidérés, le grand art consiste à les faire accomplir par des instruments honnêtes.

Dès son arrivée à Madrid, Beauharnais était devenu le centre des mille intrigues d'une cour faible et divisée, pour qui le représentant de Napoléon était une redoutable influence à ménager. Entre un favori impopulaire, odieux à la nation par ses légèretés et par ses complaisances envers l'étranger, odieux à Napoléon par ses velléités de révolte, et un jeune prince qui ne s'était encore fait connaître que par son inimitié contre ce même favori, les préférences personnelles de l'ambassadeur ne pouvaient être douteuses, et ses instructions n'étaient pas de nature à le détourner de ce penchant. Il devait tout naturellement donner ses sympathies au prince des Asturies, ne fût-ce que par opposition au prince de la Paix, en y mettant toutefois la réserve que lui commandaient ses fonctions. Les divisions intestines de la cour d'Espagne avaient pris récemment un caractère d'animosité extrême, comme toutes les fois que de telles mésintelligences trouvent un aliment dans les passions nationales et dans un réel malaise. Après un inutile effort pour désarmer et gagner le prince des Asturies en lui faisant épouser sa propre belle-sœur dona Maria-Luisa de Bourbon, Manuel Godoy n'avait plus songé qu'à profiter de la faveur royale pour accroître son pouvoir de façon à se trouver en état de faire ses conditions à un moment donné, et à rendre la haine de ses ennemis aussi impuissante dans l'avenir qu'elle l'était dans le présent. De là les nouvelles dignités qu'il s'était en quelque sorte décernées à lui-

même, le titre d'altesse, la charge de grand amiral, le commandement suprême de la maison militaire du roi, enfin cette principauté des Algarves qu'il s'était fait donner en Portugal par le traité de Fontainebleau, comme un refuge assuré contre une persécution prévue. Ces précautions dont le sens n'était un mystère pour personne, grossies par la crédulité publique qui évaluait à des sommes fantastiques les trésors amassés dans le même but, n'avaient fait qu'exaspérer les adversaires du prince de la Paix et envenimer les ressentiments populaires. Le bruit courait qu'il avait été jusqu'à vouloir changer la ligne de successibilité au trône et même jusqu'à rêver un changement de dynastie.

Pendant qu'il faisait tout pour fortifier sa position et accroître encore cette fortune insolente, objet de tant d'envie, sa victime supposée, le prince des Asturies, vivait dans la retraite et l'isolement, avec une tristesse affectée, suspect à sa propre famille, en hostilité presque ouverte avec le roi son père. Il entretenait des intelligences secrètes avec tout ce qu'il y avait de mécontents, offrant aux ambitieux la perspective des faveurs d'un nouveau règne, au peuple l'espoir chimérique d'une renaissance de l'Espagne humiliée. Au fond la partie ne se jouait nullement entre Charles IV et son fils le prince des Asturies, mais entre deux favoris dont l'un, Manuel Godoy, était le favori du père, et l'autre, Juan Escoiquiz, le favori du fils. Ce chanoine, ancien précepteur du prince des Asturies, était un lettré vaniteux, rempli d'ambition et de fatuité, qui avait assez bien donné sa mesure en traduisant tour à tour le *Paradis perdu*, de Milton, et le

Monsieur Botte, de Pigault Lebrun. D'une étourderie remuante mais déguisée sous la gravité ecclésiastique, d'un esprit borné, quoique non dépourvu d'une certaine finesse, étranger au monde comme aux affaires, mais convaincu que la connaissance des livres lui donnait la connaissance des hommes, Escoiquiz n'avait vu dans les fonctions qu'il occupait auprès de l'héritier de la couronne, qu'un moyen facile de s'emparer de bonne heure de l'esprit de son élève. Il espérait jouer un jour sous le règne de Ferdinand le rôle que Godoy jouait sous le règne de Charles. Relégué à Tolède à la suite de ses premières intrigues, l'artificieux chanoine était de retour à Madrid depuis le mois de mars 1807; il y avait repris ses menées avec une activité aiguillonnée par le désir de la vengeance.

Escoiquiz ne tarda pas à connaître les dispositions de Beauharnais; il résolut de les utiliser en faveur du prince des Asturies. Il savait que le roi et la cour tremblaient devant Napoléon; s'il parvenait à gagner une si puissante protection, le crédit du favori déjà si ébranlé auprès de la nation, n'ayant plus pour appui que le fol engouement de la reine et l'aveuglement du roi, serait forcé de céder devant tant d'influences conjurées. Le moyen de gagner l'amitié de Napoléon était très-simple, au dire du chanoine. L'empereur des Français s'était montré très-friand d'alliances royales; il ne s'agissait donc que d'obtenir de lui la main d'une princesse du sang impérial pour le prince des Asturies. Escoiquiz se mit en conséquence en relations avec l'ambassadeur de France dans le courant du mois de juillet 1807, et dès la première entrevue

lui communiqua cette singulière requête. Beauharnais, enchanté de la demande, mais craignant avec raison de se compromettre, tant était insolite une telle démarche faite par l'héritier présomptif à l'insu de son père, promit d'en référer à son gouvernement. Il lui transmit en effet cette demande, d'abord en termes obscurs, puis avec les détails les plus clairs et les plus circonstanciés. Napoléon lui fit prescrire d'encourager ces ouvertures, mais de dire qu'elles étaient encore trop vagues pour qu'on pût prendre un engagement précis. Beauharnais continua donc ses entrevues mystérieuses avec Escoiquiz pour l'amener à faire un pas de plus ; il les continua non-seulement avec l'autorisation de son gouvernement, mais par son ordre. Et Napoléon voulait si bien que Beauharnais fût trompé, afin de rendre son évidente loyauté plus persuasive, que, chose inouïe, sans précédents en diplomatie, il lui laissa ignorer la conclusion du traité de Fontainebleau. En divulguant les avantages personnels que ce traité faisait à Godoy par la rétrocession des Algarves, on aurait mis fin aux avances que l'ambassadeur prodiguait à Ferdinand, on aurait dévoilé la perfidie de ce double jeu auquel Beauharnais aurait certainement refusé de se prêter plus longtemps. Il semble cependant que Napoléon, honteux d'employer sa diplomatie à de pareilles intrigues, ou plutôt craignant de s'y trouver compromis, conçut un instant l'idée de défendre à Beauharnais de pousser les choses plus loin. Il existe, en effet, une lettre adressée à Champagny dans laquelle l'Empereur exprime en même temps qu'un blâme énergique au sujet des manœuvres qu'il avait con-

seillées, la crainte de voir son ambassadeur tomber dans les piéges qu'on lui tend[1]. Mais cette lettre, ou n'était qu'un désaveu anticipé en prévision d'un accident, ou fut annulée par des instructions subséquentes, car Beauharnais, loin de mettre un terme à cette négociation dangereuse, la poursuivit plus vivement que jamais, et la poursuivit avec l'autorisation de son gouvernement. Déjà il l'avait amenée, par ses insistances, à un point où elle n'avait plus rien de ce vague qu'on lui avait d'abord reproché. Le 30 septembre, il se plaignait de n'avoir que des promesses en paroles, il exigeait des *garanties* avant de s'engager plus avant dans cette affaire. Le 12 octobre, il reçut, enfin, par l'entremise d'Escoiquiz, une sorte de supplique datée du 11, et signée du prince des Asturies, à l'adresse de l'empereur des Français. Le jeune prince élevait la voix vers « le héros qui effaçait tous ceux qui l'avaient précédé », et après lui avoir dépeint l'état d'oppression dans lequel il vivait, implorait « sa protection paternelle; » il le priait « de daigner lui accorder l'honneur de s'allier à la famille impériale. »

Il est inutile de faire ressortir la gravité d'une pareille démarche sous un gouvernement monarchique. La demande en mariage, quelque offensante qu'elle fût pour les droits paternels, n'était rien auprès de cette dénonciation d'un père par son fils, de cet appel à l'intervention d'un souverain étranger. Cette lettre, rapprochée des pièces encore plus compromettantes que rédigeaient en ce moment même les conseillers du prince des Asturies et qui devaient être avant peu

1. En date du 7 octobre 1807.

saisies chez lui, constituait une véritable conspiration, sinon contre le roi lui-même, du moins contre son gouvernement.

Tel était le point précis auquel Napoléon avait amené les affaires d'Espagne au moment de la signature du traité de Fontainebleau. Pendant que ses troupes traversaient le territoire de la Péninsule avec l'ordre formel de ne remplir aucune des conditions du traité, ou s'accumulaient sur la frontière sous prétexte de la faire respecter, ses agents à Madrid encourageaient sous main la révolte du fils contre le père. Tout prêt à profiter de leurs intrigues qu'il dirige, et maître désormais de ce document décisif dans lequel on implore sa justice, il épie en silence une occasion favorable; il peut, en choisissant son heure, intervenir, soit en chevalier protecteur de l'innocence, soit en vengeur des droits méconnus de l'autorité royale et paternelle. C'était là une situation admirablement préparée pour son entrée en scène; et si, comme le soutiennent ceux qui ne voient aucune corrélation dans ces divers événements, le hasard seul avait produit ces opportunités si ingénieusement combinées, on est forcé de convenir que le hasard y mettait non-seulement de la bonne volonté, mais un art des plus remarquables.

Napoléon se trouva pourtant mis en demeure de se prononcer un peu plus tôt qu'il ne l'avait prévu, par suite d'un événement d'ailleurs fort explicable dans l'état de discorde où se trouvait la cour de Madrid. Le prince des Asturies était surveillé de très-près. On s'aperçut qu'il passait ses nuits à écrire, qu'il entre-
[illegible]ait une correspondance secrète très-active. Le roi,

dont les soupçons étaient déjà éveillés, fit saisir ses papiers à l'improviste dans la journée du 28 octobre, et le lendemain 29, lui ordonna de rendre son épée et de garder les arrêts dans ses appartements de l'Escurial. Les papiers saisis se composaient d'abord d'un mémoire écrit de sa main, dans lequel il dénonçait au roi une conspiration supposée du prince de la Paix, qui avait conçu, selon lui, le projet d'exterminer la famille royale tout entière pour se frayer un chemin au trône ; ensuite d'un mémoire d'Escoiquiz à l'appui de la demande en mariage d'une princesse française, enfin d'un chiffre destiné à la correspondance du prince. Le mémoire de Ferdinand contenait en termes voilés une allusion très-claire aux rapports de la reine avec le prince de la Paix. Cette révélation si abominable de la part d'un fils, avait, il faut le dire, une analogie bien étrange avec la dénonciation que Napoléon lui-même avait faite au roi quelques années auparavant. Au reste, le roi était traité avec le plus grand respect dans ces diverses pièces, et rien n'y indiquait qu'on eût songé à attenter à sa personne. Mais la reine y était présentée comme la complice du favori, et les aveux de Ferdinand ne tardèrent pas à faire découvrir un corps de délit beaucoup plus sérieux et qui paraissait dirigé contre le roi lui-même. C'était un décret écrit et signé de la main du prince des Asturies, mais avec la date en blanc, et dans lequel il autorisait le duc de l'Infantado à prendre le commandement de la Nouvelle-Castille, aussitôt après la mort du roi son père. Que signifiait un pareil ordre et comment l'expliquer ? Le prince allégua une courte maladie que le roi avait faite quelque temps auparavant, et

sa crainte de se trouver pris au dépourvu. Mais quand on se prépare si bien à un tel malheur on n'est pas loin de le souhaiter, et cet acte était de nature à recevoir des interprétations encore plus défavorables.

Le crédule Charles IV s'exagérant encore la portée de ces intrigues criminelles, excité par la reine dont l'irritation était bien concevable puisqu'elle était outragée à la fois comme femme et comme souveraine, se persuada qu'il venait d'échapper à un véritable complot dirigé contre sa couronne et sa vie. Il dénonça publiquement le coupable dans une proclamation adressée au peuple espagnol ; il annonça qu'il allait le faire poursuivre ainsi que ses complices. Il était si loin de soupçonner que Napoléon pût être pour quelque chose dans ces menées, qu'il lui écrivit en même temps comme à un ami, et avec une bonhomie touchante, pour lui faire part du malheur qui l'accablait. Il lui notifiait son intention de punir le prince en faisant révoquer la loi qui l'appelait à la succession au trône. Il le priait en terminant de vouloir bien « l'aider de ses lumières et de ses conseils. »

Cette lettre était datée du 29 octobre 1807. Le lendemain le roi en écrivit une seconde qui n'a pas été publiée, mais dont l'existence est certaine, pour se plaindre de Beauharnais, dont il ne connaissait encore qu'imparfaitement les menées [1]. Napoléon était encore à Fontainebleau et ne dut par conséquent la recevoir avec tous les éclaircissements relatifs aux scènes de l'Escurial, que vers le 7 ou 8 novembre.

1. Voir dans le recueil de documents publié par Llorente les lettres d'Izquierdo à Godoy, en date des 16 et 17 novembre 1807.

Il avait tout préparé pour l'envahissement de l'Espagne, les troupes comme les prétextes; cependant cette brusque péripétie avait devancé ses prévisions. On voit par une de ses lettres à Clarke, le ministre de la guerre, en date du 3 novembre, que le 2e corps d'observation de la Gironde, commandé par Dupont, ne devait être prêt à entrer en action que le 1er décembre. Les lettres du roi d'Espagne et les nouvelles qui lui arrivent de Madrid changent en un instant ses résolutions. C'est du 8 au 11 novembre que se produit cette révolution dans son esprit. Il croit tout son plan démasqué, accable de menaces Masserano, l'ambassadeur *officiel* de la cour de Madrid; il lui déclare que puisqu'on ose calomnier Beauharnais, il va marcher contre l'Espagne. En même temps il écrit à Clarke deux longues lettres successives. Dans la première il lui donne l'ordre d'accélérer le départ de Dupont et de ses régiments en retard. Ils supprimeront les séjours et brûleront les étapes. Clarke ordonnera *dans le plus grand secret l'armement immédiat des places frontières d'Espagne;* il y fera réunir d'immenses approvisionnements, même dans celles des *Pyrénées-Orientales.* « Ces approvisionnements qu'on verra là, dit-il, on dira que c'est pour l'armée de la Gironde. » Mais cette armée de la Gironde qui suit de si près le corps de Junot, ne suffit déjà plus à son impatience, et il expédie à Clarke une nouvelle missive encore plus pressante que la première. Il veut diriger sur la frontière espagnole une troisième armée, tirée des dépôts qui gardent les bords du Rhin et encore en formation sous le nom de *corps d'observation de l'Océan.* Pour que ce mouvement s'opère avec plus de rapidité,

Clarke la fera partir *en poste* de Metz, de Nancy et de Sedan, dans la direction de Bordeaux. Tout ce qui lui reste de disponible en fait de troupes, et surtout de cavalerie, cuirassiers, chasseurs, dragons, hussards, Napoléon le pousse vers les Pyrénées, et ce n'est plus le corps de Dupont, mais cette nouvelle armée qui doit être sur les frontières d'Espagne au 1er décembre. « Vous aurez soin, écrit-il à Clarke, de dire aux généraux de faire des ordres du jour pour encourager les troupes, et sur la nécessité d'accélérer les marches *pour aller au secours de l'armée de Portugal contre l'expédition que les Anglais préparent*[1]. » En même temps il fait exécuter aux cent mille hommes qui occupent l'Allemagne un mouvement rétrograde, de façon à les avoir à sa portée. Il en rappelle une partie en France, les autres sont ramenés de la Vistule sur l'Elbe et sur l'Oder.

Cette précipitation extraordinaire prouve jusqu'à l'évidence que Napoléon avait, dès ce premier moment, conçu l'idée, qu'il réalisa plus tard, de se présenter à l'Espagne en arbitre suprême entre Charles IV et son fils. Armé de la lettre du fils invoquant sa protection, de la lettre du père accusant le fils, il crut l'occasion venue d'intervenir, et la saisit aussitôt avec une impatience fébrile. Cependant le lendemain 12 novembre, à *quatre heures du matin*, il écrivait de nouveau à Clarke, mais dans un sens bien différent : « Si les ordres que je vous ai donnés par ma lettre d'hier, lui disait-il, pour faire partir les troupes en poste, ne sont pas expédiés, je désire que

1. Napoléon à Clarke, 11 novembre 1807.

vous les contremandiez.... Les circonstances sont moins urgentes aujourd'hui. »

Ainsi au moment de s'élancer sur sa proie, Napoléon tergiversait, reculait. Que s'était-il donc passé dans son esprit? l'explication de ce soudain revirement était tout entière dans les incidents nouveaux qui venaient de se produire à Madrid. Les perplexités morales de l'homme qui s'arrête au moment de frapper n'y entraient absolument pour rien. Le prince des Asturies, effrayé au dernier point des suites que pouvait avoir la colère du roi, de la tournure que prenait l'instruction criminelle, avait livré ses complices avec l'ingratitude ordinaire des hommes de ce rang, mais il avait fait en même temps des aveux qui devaient le perdre et qui le sauvèrent. En dénonçant le duc de l'Infantado et Escoiquiz, il avait raconté les entrevues de celui-ci avec l'ambassadeur de France, le projet qu'il avait formé de demander en mariage une princesse du sang impérial, enfin la demande formelle que, d'après les conseils de Beauharnais, il avait adressée à Napoléon. Épouvanté de rencontrer à l'improviste la main de l'Empereur dans des intrigues auxquelles personne ne le croyait mêlé, le prince de la Paix, qui savait par une terrible expérience ce qu'il pouvait lui en coûter de blesser l'orgueil de Napoléon, résolut sur-le-champ d'étouffer l'affaire et de mettre hors de cause l'héritier de la couronne, afin d'ôter à l'Empereur tout prétexte d'intervenir. Mais par une fâcheuse inconséquence, en faisant amnistier le principal accusé, il persista à faire poursuivre les complices, soit qu'il jugeât une amnistie générale impossible après tout le

bruit qu'on avait fait de la conspiration, soit qu'il ne pût se résoudre à perdre cette occasion de frapper ses ennemis jurés. Il dicta à Ferdinand deux lettres dans lesquelles le jeune prince implorait le pardon de ses parents; puis il les publia l'une et l'autre dans un décret royal daté du 5 novembre, par lequel le roi déclarait pardonner à son fils eu égard à son repentir et aux prières de la reine.

Quant aux autres accusés, ils devaient être traduits devant les tribunaux. Mais le marquis de Caballero, ministre de la justice, eut l'ordre de faire écarter de la procédure tout ce qui était de nature à compromettre l'ambassadeur français. Godoy avait un tel intérêt à ménager Napoléon dans ces circonstances critiques, il éprouvait une telle terreur à la seule idée d'encourir de nouveau la colère d'un ennemi si dangereux, qu'on ne peut chercher ailleurs sans invraisemblance le secret de la promptitude avec laquelle il mit fin à la procédure. Quand on dit qu'il recula devant le déchaînement de l'opinion, on oublie d'abord que ce déchaînement ne se produisit que plus tard, et ensuite que le meilleur moyen de se justifier d'avoir commencé le procès était de le poursuivre jusqu'au bout. Au reste une dépêche d'Izquierdo vint peu de jours après le confirmer dans cette opinion: « L'Empereur, lui avait dit M. de Champagny, exige avant tout que, sous aucun prétexte, il ne soit rien publié dans cette affaire de ce qui pourrait avoir un rapport quelconque, soit avec l'Empereur, soit avec son ambassadeur. — Et si Beauharnais *est trouvé coupable*, avait insisté Izquierdo, faudra-t-il suspendre l'action de la justice du roi au scandale de la na-

tion? — Ne m'interpellez pas, répondit Champagny; tel est l'ordre de S. M. *Ceci est de rigueur.* » (Dépêche du 17 novembre.)

Cette injonction significative prouvait à Manuel Godoy qu'il avait deviné juste; il y obéit soigneusement. Dans le procès instruit contre les amis de Ferdinand, Escoiquiz, les ducs de l'Infantado et de San Carlos, il ne fut pas fait une seule allusion au rôle que l'ambassadeur de France avait joué dans ces événements. Les juges montrèrent une honorable indépendance en refusant de condamner les complices alors qu'on innocentait le principal accusé; ils les acquittèrent malgré les charges qui pesaient sur eux, malgré l'hostilité déclarée du roi, malgré les menaces d'une reine vindicative. La courageuse conduite de ces magistrats démontre d'une façon éclatante que, quelque abaissée que fût alors l'Espagne, on pouvait y citer des exemples d'honneur et de vertu civique qu'on eût vainement cherchés en France sous le règne de Napoléon.

Par suite de l'habile retraite de Godoy le coup était manqué et la partie remise. Qu'allait faire Napoléon? Puisque, comme on l'a tant de fois écrit, il avait vu d'un œil mécontent son ambassadeur s'engager dans ces intrigues, il allait sans doute le retirer, le désavouer, comme le roi d'Espagne le lui demandait avec instance? Nullement, il avait plus besoin que jamais de sa bonne foi aveugle et de sa haine contre le prince de la Paix : il le laisse au centre de l'action poursuivre en paix son œuvre de discorde; et il écrit au roi d'Espagne une lettre destinée à l'endormir :

« Monsieur mon frère, lui écrit-il, je dois à la vé-

rité de faire connaître à V. M. *que je n'ai jamais reçu aucune lettre du prince des Asturies*, que ni directement ni indirectement *je n'ai jamais entendu parler de lui*, de sorte qu'il serait vrai de dire *que j'ignore s'il existe.* » Admirable générosité, dit-on, comme s'il n'avait pas un intérêt capital à sauver le prince, comme si ce n'était pas là sa meilleure carte ! Il lui parle ensuite du Portugal ; il n'a de pensées que pour cette expédition, c'est la seule chose importante ; elle ne lui permet pas de s'occuper des querelles de ménage de son allié, et le roi doit avant tout songer à la pousser vivement : « *Quelques discussions de palais*, affligeantes sans doute pour le cœur sensible d'un père, ne peuvent avoir aucune influence sur les affaires générales.... Il espère enfin que Sa Majesté a trouvé quelques consolations dans les inquiétudes qui l'assiégent, car personne ne lui est plus attaché que lui[1]. » Il confie cette lettre à son chambellan de Tournon, observateur pénétrant et discret. Il lui donne pour mission « d'observer sur son passage l'opinion du pays sur ce qui vient de se passer, si l'opinion est en faveur du prince des Asturies ou du prince de la Paix. *Vous vous informerez aussi*, continue-t-il, *sans faire semblant de rien, de la situation des places de Pampelune et de Fontarabie*.... Vous prendrez des renseignements bien positifs *sur l'armée espagnole*, sur les points *qu'elle occupe aujourd'hui*, etc.[2]. »

Le même jour, 13 novembre, il se décide à un acte beaucoup plus grave et plus décisif que tout ce qu'il

1. Napoléon au roi d'Espagne, 13 novembre 1807.
2. Napoléon à M. de Tournon, 13 novembre.

a fait jusque-là. Il charge Clarke de donner l'ordre à Dupont de faire franchir la frontière à cette seconde armée qui, d'après le traité signé quinze jours auparavant, ne devait entrer en Espagne que du consentement du roi[1]. Il ne fait plus partir ses troupes en poste, car son plan est modifié. Depuis le pardon que Charles a accordé à son fils, il ne peut plus intervenir pour délivrer le prince opprimé; mais il alléguera la nécessité de soutenir l'armée de Portugal que personne ne menace. Dans l'état d'excitation où sont les esprits, des événements nouveaux ne tarderont pas à lui offrir les prétextes dont il a besoin. Ferdinand, que Napoléon semble vouloir défendre contre son père, qu'il justifie de l'accusation de correspondance à l'étranger, qu'il encourage par l'entremise de Beauharnais, se croira soutenu par lui et cherchera inévitablement à prendre sa revanche. A défaut de cet incident prévu, il peut en surgir cent autres de la seule présence des troupes étrangères sur le territoire espagnol. Il ordonne donc à Dupont d'entrer, mais sans dépasser Vitoria; de là, ce général enverra des officiers dans toutes les directions pour étudier le pays[2].

Au moment où va s'accomplir à petit bruit cette opération presque insignifiante en apparence, en réalité si formidable, Napoléon veut y paraître étranger, ou du moins avoir l'air de n'y attacher aucune importance. Il part donc pour l'Italie en faisant annoncer avec fracas son voyage. Il s'arrange de façon à

1. A Clarke, même jour.
2. *Ibid.*

faire son entrée triomphale à Milan le jour même où Dupont pénétrera furtivement en Espagne. Comment croire que cet homme, occupé à recevoir des fêtes et des ovations au bruit des acclamations de ses bons peuples d'Italie, s'apprête à porter ce coup de Jarnac à la monarchie espagnole? Si ses troupes violent le territoire d'Espagne, c'est sans doute par suite de quelque malentendu, de quelque ordre mal compris. L'ambassadeur espagnol ajournera forcément ses réclamations à un moment plus opportun : quant à présent, l'Empereur est bien loin et bien distrait pour les entendre. Et pendant ce temps nos troupes continuent à entrer, elles inondent les provinces espagnoles. Napoléon les suit du regard, il leur marque leurs étapes, tout entier en apparence aux affaires italiennes, occupé uniquement du bonheur de ses peuples. Grâce à l'éloignement, il est à l'abri des questions indiscrètes jusqu'au moment où il jettera le masque. Ce voyage d'Italie était donc à lui seul un trait de génie. Les apologistes de Napoléon qui n'y ont vu que son désir de s'y livrer à des épanchements de famille avec ses frères Joseph et Lucien et « d'embrasser son fils chéri » le prince Eugène, sont de pauvres appréciateurs de cette âme si riche en combinaisons. Comment peuvent-ils méconnaître à ce point son génie? Napoléon partant à grand bruit pour l'Italie au moment où ses soldats envahissent l'Espagne, c'est le même homme que Napoléon allant s'enfermer à la Malmaison au moment où l'on amène à Paris le duc d'Enghien. C'est encore Napoléon restant dans cette même Italie au moment où il croit que ses flottes vont se réunir dans la Manche pour frapper l'An-

gleterre ; c'est Napoléon s'attardant à Boulogne pendant que son armée débouche dans la vallée du Danube pour frapper l'Autriche. Il est là pris sur le vif : on pourrait citer cent autres exemples de ce trait de nature. Jamais personnage ne fut plus fidèle à son caractère, et c'est le diminuer et l'affadir singulièrement que de substituer à ses calculs les mieux conçus tantôt la main du hasard, tantôt les mobiles d'une niaise sentimentalité qu'il aurait reniée avec mépris. Il faut protester, au nom du héros lui-même, contre le lyrisme béat qui nous a gâté ce chef-d'œuvre accompli de fourberie et de préméditation.

Junot, stimulé, harcelé par Napoléon qui voulait à tout prix surprendre et capturer la flotte portugaise, poursuivait sa course vers Lisbonne. Ses soldats harassés étaient à peine en état de porter leurs armes. « Je n'entends pas, avait écrit l'Empereur, que, sous le prétexte de manque de vivres, la marche de Junot soit retardée d'un seul jour. Cette raison n'est bonne que pour ceux qui ne veulent rien faire. Vingt mille hommes vivent partout, même dans le désert. » (5 novembre.) Junot, qui, depuis quelque temps, était traité très-durement par Napoléon et qui voyait dans cette expédition une occasion de reconquérir ses bonnes grâces, résolut d'exécuter à tout prix ces dures prescriptions. Ses troupes étaient composées presque exclusivement de jeunes conscrits dont la plupart n'avaient pas encore atteint l'âge requis pour le service militaire et avaient été levés par anticipation. C'était avec ces enfants inexpérimentés, incapables de supporter de longues marches, que Junot devait, selon les calculs de Napoléon, franchir en trente-cinq

jours l'espace qui sépare Bayonne de Lisbonne à travers des pays montagneux, des chemins affreux, tantôt en plein désert, tantôt au milieu d'une population pauvre, hostile, à demi sauvage, sans vivres, sans ressources d'aucun genre. Entré en Espagne le 17 octobre, Junot était arrivé dans les premiers jours de novembre à Salamanque, ayant déjà laissé derrière lui un grand nombre de traînards. Il se remit en route le 12 novembre, prit par Ciudad-Rodrigo, puis par les gorges désolées de la Moraleïa, pillant tout sur son passage pour ne pas mourir de faim, abandonnant en chemin des soldats exténués de fatigue et de privations, qui tombaient presque aussitôt sous le couteau des habitants soulevés. A Alcantara, il trouva quelques approvisionnements et put reposer et refaire ses soldats. A partir d'Alcantara, il longea la rive droite du Tage, mais par des chemins plus difficiles et plus escarpés que jamais. Ces chemins, courant en festons le long des nombreux contre-forts qui se détachent de la chaîne du Beira et viennent plonger jusque dans le fleuve, présentaient une série presque ininterrompue d'aspérités que des pluies abondantes achevaient de rendre impraticables en changeant chaque ruisseau en torrent. Ces nouveaux obstacles n'arrêtèrent pas la marche de Junot. Ce général semblait avoir l'esprit frappé d'une idée fixe et se soucier fort peu de laisser toute son armée en route, pourvu que lui-même arrivât au jour désigné. Il poursuivit donc cette course haletante suivi de quatre à cinq mille hommes, plus semblables à des spectres qu'à des soldats, les habits en lambeaux, les armes hors d'état de servir, les pieds en-

sanglantés, sans souliers, sans artillerie, sans bagage, en pleine débandade, et c'est dans cet équipage, à la fois triste et ridicule, qu'il parut devant Lisbonne le 30 novembre au matin. Il arrivait au moment précis que lui avait fixé Napoléon; mais s'il s'était trouvé dans l'armée portugaise une poignée d'hommes résolus pour attaquer cette légion de fantômes, pas un de nos soldats n'aurait survécu à cette folle équipée. Heureusement pour Junot et pour ses troupes le prestige de la grande armée couvrait leur faiblesse [1].

Au moment où la tête de colonne des troupes françaises se montra aux environs de Lisbonne, la flotte portugaise, retenue plusieurs jours par des vents contraires, mettait à la voile pour le Brésil, emportant le régent, sa mère, toute la famille royale, et avec la cour, les amis et les serviteurs qui voulaient jusqu'au bout partager leur fortune, en tout sept à huit mille personnes allant chercher une nouvelle patrie au delà des mers. Le régent, prince adoré de ses sujets pour sa bonté et la douceur de son administration, ne pouvait se résoudre sans déchirement à un exil si douloureux, il eût voulu en épargner les épreuves à tant de malheureux inoffensifs qui connaissaient à peine de nom l'auteur de leurs maux. Il s'efforça encore d'apaiser Napoléon, il se déclara prêt à consentir à toutes les concessions demandées, même à celles qui étaient relatives à la confiscation des biens et à l'arrestation des personnes. Tout fut inutile, on ne laissa pas même pénétrer sur le territoire français son ambassadeur Marialva. On ne voulait de

1. Général Foy : *Hist. des guerres de la Péninsule.*

lui qu'une seule chose, c'était son royaume. Le 27 novembre, par une journée froide et pluvieuse, il sortit du palais d'Ajuda, entouré de sa famille, au milieu d'une foule émue qui le saluait tour à tour de ses bénédictions et de ses sanglots. On voyait auprès de lui, comme une image vivante du malheur, la reine sa mère qui, frappée d'aliénation mentale depuis de longues années et ramenée tout à coup au milieu du bruit, du mouvement et du grand jour, semblait chercher autour d'elle, de ses yeux égarés, l'explication de cette scène de désolation. L'embarquement se fit au milieu de la plus morne tristesse, sous la protection de l'escadre anglaise que commandait sir Sidney Smith. La flotte s'éloigna au moment où nos boulets allaient l'atteindre. Ces milliers d'innocents, dont le seul crime était d'avoir tenté la cupidité d'un conquérant impitoyable, allèrent, à travers mille dangers, chercher au delà des mers un asile incertain et précaire, abandonnant leurs biens, leurs foyers, leurs parents, leurs amis, rompant, la plupart pour toujours, ces mille liens sacrés qui sont la patrie. Jamais depuis les proscriptions romaines la grande image de Tacite n'avait paru plus vraie : *mare exiliis plenum*. Et l'homme qui, pour satisfaire une convoitise, réduisait à cette condition misérable un si grand nombre d'infortunés dont il n'avait jamais eu à se plaindre, était satisfait, il était tranquille, il était glorieux, on l'appelait Grand !

Junot s'établit paisiblement à Lisbonne où il rallia peu à peu le reste de son armée, puis il prit sans coup férir possession de tout le Portugal, ne laissant aux deux corps auxiliaires de Solano et de Taranco

que le rôle de spectateurs. D'un naturel turbulent, mais bon et généreux, Junot n'eût pas mieux demandé que de faire oublier insensiblement aux Portugais les disgrâces de leur patrie par la douceur de son administration; mais il avait à exécuter les ordres d'un maître inexorable qui ne croyait qu'au pouvoir de la crainte. Napoléon lui reprochait ses ménagements comme une trahison, il était impatient de s'emparer des dépouilles de ce malheureux petit peuple sans défense. « L'espoir que vous concevez du commerce et de la prospérité, lui écrivait l'Empereur, est une chimère avec laquelle on s'endort. Quel commerce faire dans un pays qui est bloqué et dans des circonstances de guerre aussi incertaines que celles où se trouve le Portugal? » Il fallut donc confisquer, emprisonner, exiler, frapper des contributions extraordinaires. Il reçut l'ordre de désarmer et de déporter en France toutes les troupes portugaises, et avec elles toutes les personnes suspectes d'avoir conservé quelque attachement à la famille royale[1]. Junot espérait en être quitte pour ces mesures impitoyables, lorsque Napoléon lui expédia tout rédigé un décret, daté de Milan, qui allait compléter pour de longues années la ruine et la détresse des populations portugaises. Ce décret imposait au Portugal une nouvelle contribution montant à cent millions de francs, *pour servir*, disait Napoléon, *au rachat de toutes les propriétés sous quelque dénomination qu'elles soient appartenant à des particuliers*[2]. Après ce début, qui présentait toutes les pro-

1. Napoléon à Junot, 20 décembre.
2. Décret du 23 décembre 1807, art. 1er.

priétés privées comme appartenant de droit à l'empereur des Français, il était bien superflu d'ajouter que tous les domaines de la couronne, des princes, des seigneurs émigrés étaient désormais sa chose ainsi que les revenus publics. Il allait également de soi que le corps d'occupation serait dorénavant entretenu aux frais du peuple qu'il avait mission d'opprimer, et recevrait, en outre, des gratifications supplémentaires montant à la moitié de la solde (art. 9). Par suite de ces effroyables spoliations pesant sur un peuple de trois millions d'âmes, privé en même temps de ses colonies, de son commerce, de toutes ses sources de richesses, le royaume se trouva en quelque sorte dévoré d'un seul coup. Mais ce qui, dans tout ce décret impérial et royal, exprimait peut-être le mieux l'esprit qui présidait à nos conquêtes, c'était un tout petit article ainsi conçu : « A dater du 1er décembre de la présente année, il sera donné *à chaque homme de notre armée de Portugal*, *une bouteille de vin*, indépendamment des vivres de campagne *voulus* par nos ordonnances. » (Art. 8.) Les historiens se sont extasiés à l'envi sur ces paroles grandioses : « La maison de Bragance a cessé de régner ! » Formule prétentieuse et déclamatoire, destinée à couvrir un acte vil et méprisable. Cette bouteille de vin est moins épique, mais elle nous met face à face avec la vérité des choses. On parlait toujours de gloire, même à propos d'exploits qui n'étaient que des actes de brigandage, mais on comptait encore plus sur le grand ressort du nouvel héroïsme, la cupidité et les convoitises.

En présence de ce qui se passait en Portugal, du mépris qu'on affichait pour les engagements les plus

positifs et les plus clairs, des concentrations de troupes qu'on opérait sur son propre territoire, la cour d'Espagne commençait à comprendre qu'il se préparait quelque surprise extraordinaire dont elle pourrait bien se trouver la victime. Elle voulut donc tout à la fois mettre en demeure Napoléon de s'expliquer sur ses intentions, et, s'il se pouvait, le désarmer en lui offrant un nouveau gage de sa docilité et de son empressement. Malgré les dénégations de l'Empereur au sujet de la demande en mariage du prince des Asturies, on avait mille preuves indubitables qu'il l'avait encouragée, sinon même suggérée; on résolut en conséquence de la renouveler en la présentant cette fois au nom de la couronne elle-même et avec toutes les formalités usitées. Le roi Charles lui écrivit dans les termes les plus flatteurs en sollicitant cette alliance comme une faveur pour sa maison. Peu de temps après, il lui écrivit une seconde lettre pour réclamer l'exécution et la publication du traité de Fontainebleau dont Junot tenait si peu compte en Portugal. Cette double démarche était habile, car elle ôtait à Napoléon jusqu'à l'ombre d'un prétexte pour se plaindre de l'Espagne. Mais la cour de Madrid était à la fois trop faible, trop irrésolue, trop dupe de ses craintes comme de ses espérances pour éviter le piége. Napoléon, visiblement embarrassé, se réfugia dans le silence. C'était justement afin d'échapper à des interpellations de ce genre qu'il était venu en Italie; mais selon sa constante habitude de réserver toutes les chances qui s'offraient à lui de façon à pouvoir choisir le parti le plus avantageux, il voulut se mettre en mesure d'accepter la proposition du roi

d'Espagne, si la nécessité lui imposait ce dénoûment. Parmi les diverses combinaisons qu'il agitait dans son esprit, il en était une à laquelle il s'était plus d'une fois arrêté, c'était l'idée de placer son frère Lucien sur le trône de Portugal, si Lucien voulait consentir enfin à répudier la femme à laquelle il avait sacrifié la faveur du Premier Consul. Lucien avait de son premier mariage une fille en âge de s'établir, et depuis quelque temps déjà Napoléon désirait la marier lui-même[1]. Cette fille de Lucien pourrait, si les circonstances l'exigeaient, devenir le gage d'une nouvelle alliance entre Napoléon et la maison d'Espagne. Dans ce cas, le trône de Portugal pour Lucien, et selon toute probabilité, la cession à la France des provinces espagnoles situées au nord de l'Èbre, seraient devenus le prix de l'immense honneur que les Bonaparte auraient fait aux Bourbons.

L'obstination hautaine et inflexible que Lucien opposa aux exigeances de son frère firent promptement évanouir cette velléité fugitive. Il en serait d'ailleurs resté fort peu de chose dans l'exécution, car s'il était facile de donner le trône de Portugal à Lucien, la cession des provinces de l'Èbre à Napoléon eût sans doute très-vite conduit les choses au point où elles en vinrent plus tard. Après une entrevue de quelques heures à Mantoue, les deux frères se séparèrent irrités et mécontents l'un de l'autre[2]. Cependant Napoléon insista pour avoir, comme il le disait, la fille de Lu-

1. Ce fait résulte d'une lettre d'Élisa à Lucien, en date du 20 juin 1807.

2. Voir sur ce point les *Mémoires du roi Joseph*.

cien « à sa disposition, » et Lucien consentit à l'envoyer à Paris : « Lucien, écrivit Napoléon à Joseph, m'a paru être combattu par divers sentiments et n'avoir pas assez de force pour prendre un parti. J'ai épuisé tous les moyens qui sont en mon pouvoir de le rappeler à l'emploi de ses talents pour moi et pour la patrie. S'il veut m'envoyer sa fille, il faut qu'elle parte sans délai, et qu'en réponse il m'envoie une déclaration par laquelle il la met entièrement à ma disposition, car il n'y a pas un moment à perdre, les événements se pressent et *il faut que mes destinées s'accomplissent.* » (17 décembre.) La fille de Lucien partit en effet pour Paris; mais Lucien persistant à refuser une couronne qui devait lui coûter son bonheur domestique, cette enfant n'était plus que le pis-aller et le jouet d'une fantaisie désordonnée. Elle n'avait pas encore atteint Paris, que Napoléon avait déjà renoncé à son projet de mariage.

L'Empereur quitta l'Italie, après avoir visité Milan, Venise, Turin, qui lui offrirent des fêtes splendides. Voulant donner un gage aux espérances patriotiques des Italiens, il adopta solennellement Eugène et le désigna comme son successeur à la couronne d'Italie. Les peuples furent invités à se réjouir d'une cérémonie qui était censée être le symbole de la future indépendance de la nation. En attendant cet avenir fort problématique il ne leur rendit pas même l'ombre de Corps législatif qu'il leur avait retirée depuis l'année 1805. Il se contenta de la remplacer par une assemblée de commis instituée sous le nom de *Sénat consultant.* Il laissa sur son passage divers plans de travaux d'utilité publique dont les uns étaient une

vaine fantasmagorie destinée à frapper les imaginations, et les autres une réelle amélioration des routes, des canaux et surtout des fortifications des places, objet qu'il ne perdait jamais de vue. Il consacra quelques millions au port de Venise, mais il n'était plus en son pouvoir de réparer les ruines qu'il y avait faites. Venise était une ville morte, et celui qui l'avait tuée n'était pas en état de la ressusciter. Les travaux qu'il y commanda restèrent inachevés[1]. Il décréta la création d'une *commune* sur le plateau inhabitable du mont Cenis, et promit toute espèce de faveurs et d'immunités aux malheureux qui consentiraient à s'y fixer. Un hospice, une caserne, une prison, tel était le centre d'attraction de la future colonie, qui devait être traitée sur le pied d'une commune *au-dessus de cinq mille âmes*[2]. Malgré le *fiat lux* de cette volonté toute-puissante, la nature osa désobéir. La caserne est restée, la prison est restée, l'hospice est resté, mais la vie n'est pas descendue sur ces cimes inhospitalières. Du fastueux décret de Napoléon, rien n'a survécu, si ce n'est les petites maisons de refuge établies pour abriter les cantonniers.

Napoléon data également de Milan un décret qui vint aggraver encore les rigueurs du blocus continental et qui était le digne complément des extravagances du décret de Berlin. Cet acte avait d'ailleurs pour excuse un ordre du Conseil de l'amirauté qui n'était guère moins arbitraire et moins inique que les

1. Comte Sclopis : *la Domination française en Italie de 1800, à 1815.*

2. Décret du 27 décembre 1807, articles 24 et 33.

mesures de Napoléon lui-même. De représailles en représailles, l'Angleterre en était venue à adopter sur les mers une politique presque aussi oppressive que celle qu'il pratiquait sur le continent. Par cet ordre du 11 novembre 1807, le Cabinet britannique avait assujetti toutes les marines neutres qui commerçaient avec la France ou avec ses alliés à une station obligatoire en Angleterre pour y payer une taxe déterminée. Cette prétention tyrannique pouvait être momentanément imposée par la force, mais elle était faite pour révolter infailliblement au bout d'un certain temps toutes les puissances ayant quelque souci de leur dignité et de leurs intérêts, particulièrement les États-Unis, État jeune et fier qui n'était pas d'humeur à abaisser longtemps son pavillon devant de pareilles avanies. Mais Napoléon répondit à cette mesure de façon à tourner contre la France tous les mécontentements dont elle était appelée à profiter. A cette provocation maladroite qui frappait ceux que l'Angleterre avait intérêt à ménager pour les gagner à sa cause, il répliqua par un acte mille fois plus insensé encore en décrétant « que tout bâtiment de quelque nation qu'il fût » qui aurait seulement souffert la visite d'un vaisseau anglais serait, par ce seul fait, *dénationalisé* et déclaré de *bonne prise*. Et il chargeait de l'exécution de ce décret, qu'il était plus facile de publier que de mettre en pratique, ses vaisseaux de guerre et *ses corsaires*. Cette bravade l'obligeait en effet à capturer tout ce qu'il y avait encore de marine neutre dans le monde. Mais il existait entre l'Angleterre et lui cette grande différence qu'elle *pouvait* exercer son droit de visite, tandis qu'il était hors d'état

d'exécuter ses menaces. Ce n'était plus là de la politique, mais de la déclamation de collége : par malheur cette déclamation pour être ridicule n'en était pas moins désastreuse.

Napoléon était de retour à Paris le 3 janvier 1808. Le 10 janvier seulement, il se décida à répondre à la lettre du roi d'Espagne qui était du 18 novembre. Il se déclarait aussi désireux que le roi lui-même de consolider les liens des deux États, et *consentait volontiers* au mariage du prince des Asturies avec une princesse de France. Mais des scrupules inattendus lui étaient venus au sujet de ce prince dont il se portait défenseur alors que son père l'accusait; il ne semblait plus le considérer aujourd'hui comme un homme calomnié; il demandait à être éclairé : « Votre Majesté, disait-il, doit comprendre qu'il n'est aucun homme d'honneur qui voulût s'allier à *un fils déshonoré* par sa déclaration, sans avoir la certitude qu'il a réacquis toutes ses bonnes grâces. » Comme si la démarche qu'on faisait auprès de lui n'était pas suffisamment significative à cet égard ! Quant à la proposition de publier le traité de Fontainebleau, il la repoussait comme inopportune et prématurée. Elle lui eût en effet lié les mains vis-à-vis de l'Europe, car il est un certain degré d'impudeur qui est incompatible avec le grand jour de la publicité. Elle eût surtout éclairé le peuple espagnol, qui dans tout le cours de la crise nationale se montra si supérieur à ses maîtres en bon sens et en perspicacité.

Napoléon avait évité de toucher aux affaires de Rome pendant son séjour en Italie, mais il était depuis longtemps décidé à en finir avec les résistances

du pape. Il profita de son retour à Paris pour consommer définitivement l'envahissement des États romains dont il avait à plusieurs reprises occupé différentes provinces. C'est le 10 janvier qu'il fit expédier aux généraux Miollis et Lemarois, partant l'un de Milan, l'autre de Naples, l'ordre de combiner leur marche de façon à pénétrer en même temps dans les États pontificaux. Miollis, qui était le vrai chef de l'expédition, devait marcher sur Rome « *sous prétexte de traverser cette ville pour se rendre à Naples*[1]. » Une fois maître de la ville, il devait s'emparer du château Saint-Ange, rendre au pape tous les honneurs possibles, mais déclarer qu'il avait mission d'occuper Rome *pour arrêter les brigands du royaume de Naples* qui y cherchaient un refuge. On voit qu'avec les faibles comme avec les forts c'était toujours la même franchise qui inspirait la politique impériale. Au moment où Miollis arriverait aux portes de Rome, l'ambassadeur Alquier devait remettre au cardinal secrétaire d'État une note où se trouvaient exposés tous les griefs vrais ou faux de l'Empereur contre la cour de Rome. Il y était question de nouveau des brigands napolitains *tout dégouttants du sang français*, des agents de la reine Caroline, des agents de l'Angleterre *qui agitaient la tranquillité de l'Italie*, etc. On déclarait que Miollis ne sortirait de Rome *que lorsque cette ville serait purgée de tous les ennemis de la France*[2]. Un paragraphe écrit en chiffres dans la dépêche ajoutait pour l'instruction d'Alquier ces paroles dictées par Napoléon :

1. Napoléon au prince Eugène, 10 janvier 1808.
2. A Champagny, 12 janvier.

« L'intention de l'Empereur est d'accoutumer par ces démarches le peuple de Rome et les troupes françaises à vivre ensemble, afin que si la cour de Rome continue à se montrer aussi insensée qu'elle l'est, *elle ait insensiblement cessé d'exister comme puissance temporelle sans qu'on s'en soit aperçu.* » Ce procédé ingénieux était celui même que Napoléon employait en Espagne. Miollis devait alléguer tantôt la nécessité de marcher sur Naples, tantôt celle de protéger les derrières de l'armée napolitaine, ce qui était contradictoire, de même que les généraux qui entraient chaque jour en Espagne devaient alléguer tour à tour l'ordre de marcher sur Cadix contre un débarquement anglais, ou celui de couvrir les derrières de l'armée de Portugal. Grâce à ces stratagèmes, tous les préliminaires s'accomplissaient avec une étonnante facilité, mais il fallait beaucoup compter sur la stupidité humaine pour croire que ces deux entreprises s'achèveraient *sans qu'on s'en aperçût!* Il était en outre souverainement hasardeux et impolitique de vouloir les mener de front, de frapper le souverain pontife au moment où l'on s'attaquait à un peuple qui poussait jusqu'au fanatisme son attachement à l'Église catholique, de compliquer une guerre nationale d'une guerre de religion, d'ajouter à la puissance du sentiment patriotique la force terrible des passions religieuses. L'esprit qui n'a pas su voir ce danger, ou qui, l'ayant découvert, n'a pas su ajourner une mesquine satisfaction de vengeance, un tel esprit n'a jamais possédé le vrai génie politique.

Napoléon était alors si loin de soupçonner la gra-

vité de ces deux entreprises qui devaient être l'écueil de sa fortune, qu'il semblait impatient de se créer d'autres querelles comme si son activité eût manqué d'aliment. La persévérance de la Russie à réclamer l'exécution des promesses de Tilsit relativement aux principautés l'avait indisposé à tel point, qu'il était presque décidé à recommencer la guerre contre cette puissance. Dans ce moment même, c'est-à-dire le 12 janvier 1808, il chargeait Champagny de poser à Sébastiani la question suivante : « Si les Russes voulaient conserver la Valachie et la Moldavie, la Porte est-elle dans l'intention *de faire cause commune avec la France dans la guerre?* quels sont ses moyens de guerre? » Son décret de Milan l'avait d'autre part mis en très-mauvais termes avec les États-Unis. Il avait fait saisir ceux de leurs bâtiments qui s'étaient soumis à la visite britannique, et pour éviter une rupture, il était obligé de déclarer que ces bâtiments étaient mis sous un séquestre provisoire au lieu d'être considérés comme étant de bonne prise. Enfin il poursuivait les préparatifs de cette grande expédition de Sicile à laquelle il attachait une importance capitale; il déclarait l'île de Sardaigne en état de blocus comme complice de l'Angleterre, il méditait une expédition pour ravitailler Corfou, une autre pour punir le dey d'Alger, une troisième pour la Martinique et le Sénégal. Il entassait en quelques mois plus de plans et de projets qu'il n'eût pu en réaliser dans le cours d'un long règne.

CHAPITRE VII.

LA RÉVOLUTION D'ARANJUEZ. — LE GUET-APENS DE BAYONNE (JANVIER-MAI 1808).

Cependant les troupes françaises continuaient à entrer en Espagne comme si la frontière n'eût pas existé. Après Dupont était arrivé Moncey avec trente mille hommes ; après Moncey la division des Pyrénées orientales sous les ordres de Duhesme avait été dirigée de Perpignan sur Barcelone, marche difficile à expliquer par la nécessité de couvrir l'armée de Portugal. En même temps s'avançait à l'autre extrémité de la chaîne des Pyrénées une autre division conduite par Darmagnac et dirigée de Saint-Jean-Pied-de-Port sur Pampelune. « *Sans faire semblant de rien*, écrivait Napoléon, il occupera la citadelle et les fortifications [1]. » Moncey devait s'avancer de Vitoria jusqu'à Burgos, et s'étendre le plus possible dans le pays sous prétexte de le faire moins souffrir. Le nombre total des troupes envoyées jusque-là en Espagne s'élevait à 80,000 hommes, sans compter le corps de Junot. Ce n'était point

1. Napoléon à Clarke, 28 janvier 1808.

encore assez aux yeux de Napoléon, et il accélérait vers les Pyrénées la marche de plusieurs corps d'élite et de sa garde commandée par Bessières. Pour combler d'un seul coup tous ces vides sans avoir à rappeler en France l'armée d'occupation d'Allemagne, il fit à la conscription de 1809 un appel anticipé comme tous ceux des années précédentes, et le Sénat le lui vota avec sa complaisance accoutumée. Il poussait tout le monde à armer autour de lui. Il voulait que Jérôme, avec son petit royaume de Westphalie, levât une armée de 40,000 hommes sur deux millions d'habitants : « J'ai 800,000 hommes sous les armes, lui écrivait-il, et je viens d'en lever encore 80,000. » (30 janvier.) Un rapport de Champagny, inséré au *Moniteur* à la date du 24 janvier, expliquait toutes ces levées et tous ces mouvements de troupes par la nécessité de défendre la Péninsule contre les débarquements projetés des Anglais aux environs de Cadix. Sollicitude bien méritoire s'il fallait en estimer la valeur d'après le nombre de soldats qu'elle déployait! Le rapport de Champagny se terminait par ces paroles fatidiques : « *Toute la presqu'île mérite donc de fixer l'attention de V. M.* »

Mais la reconnaissance devenait de plus en plus difficile aux infortunés sur qui s'étendait la généreuse protection de Napoléon. Quelque disposés qu'ils fussent à s'étourdir eux-mêmes, à accueillir les illusions les plus invraisemblables, ils ne pouvaient plus douter qu'il ne se préparât une machination des plus dangereuses contre l'Espagne et contre son souverain. Le réseau qui les enveloppait allait chaque jour se resserrant davantage ; et n'osant songer à le rompre, ils ne s'étudiaient déjà plus qu'à ne donner aucun sujet

de plainte à leur puissant adversaire, dans l'espoir fort illusoire de le faire reculer par l'embarras même d'avouer ses projets. Ils regardaient, non sans apparence de raison, la résistance comme impossible. L'armée espagnole était disséminée en partie à Hambourg, en partie en Portugal, où Junot avait ordre de la suivre et de la retenir, en partie enfin vers les côtes méridionales où on l'avait envoyée sur la demande de Napoléon pour repousser le prétendu débarquement des Anglais. Le reste ainsi réduit eût été hors d'état de tenir devant un seul de nos corps d'armée. Et d'ailleurs, comment recevoir les armes à la main des soldats qui se présentaient en alliés, en frères! Dans une telle situation, ce qu'il y avait de mieux à faire, selon les conseillers de la cour d'Espagne, c'était d'attendre que les intentions de l'Empereur devinssent plus claires. Après tout, peut-être étaient-elles moins sinistres qu'on ne le supposait. Pouvait-on admettre qu'il fût assez perfide pour vouloir détrôner un souverain qui lui avait donné tant de preuves d'amitié et de confiance? A toute éventualité n'était-on pas toujours à temps de prendre un parti désespéré et de fuir en Amérique, à l'exemple de la maison de Bragance, après avoir appelé la nation aux armes?

On enjoignit donc aux capitaines généraux des diverses provinces de faire aux troupes françaises l'accueil le plus amical. Elles en profitèrent pour s'emparer partout des places fortes et des citadelles qui se trouvaient à leur portée. Darmagnac à Pampelune, Duhesme à Monjuich et à Figuières, plus tard Murat lui-même à Saint-Sébastien, agissant *la*

plupart à contre-cœur, mais obligés de se conformer à leurs instructions, mirent en œuvre les plus honteuses supercheries pour s'emparer par trahison de ces places qu'ils n'auraient pu prendre de vive force. Ces actes, sur le sens desquels il était difficile de se méprendre, commencèrent à jeter l'épouvante dans l'âme du roi, de la reine et du favori. Jusque-là, Napoléon avait mêlé tant de démonstrations d'amitié à ses mesures les plus menaçantes que l'hésitation était permise à des esprits aveuglés par une crédulité de parti pris. Ne venait-il pas tout récemment d'envoyer en présent au roi et à son favori quatorze magnifiques chevaux choisis dans ses écuries? Mais il n'était plus possible de fermer les yeux à la lumière, tous ces gages de sympathie n'avaient été que des piéges. Et il lui convenait maintenant que la cour de Madrid comprît enfin ses desseins, car elle ne pouvait plus rien pour les déjouer. Il lui convenait qu'elle prît l'alarme, qu'elle lui épargnât la peine de jeter le masque pour frapper le dernier coup.

A l'intimidation produite par la conduite de ses troupes, il ajoute les menaces d'un langage plein d'équivoques et dont l'obscurité affectée trahit pourtant une sourde irritation. Le pauvre roi, à la suite de la lettre dans laquelle Napoléon avait montré si peu d'empressement à unir une princesse impériale *à un fils déshonoré*, s'était abstenu de revenir sur cette proposition. Napoléon semblait aujourd'hui lui faire un crime de ce silence : « Votre Majesté, lui écrivait-il le 25 février 1808, m'a demandé la main d'une princesse française pour le prince des Asturies. J'ai répondu, le 10 janvier, *que j'y consentais*. Votre Majesté

ne me parle plus de ce mariage. Tout cela laisse dans l'obscur bien des objets importants pour l'intérêt de mes peuples. J'attends de son amitié d'*être éclairci de tous mes doutes.* » En même temps qu'il cherchait au roi cette incroyable querelle, il jouait au souverain offensé ; il chassait de Paris Izquierdo, le négociateur du traité de Fontainebleau, non sans lui avoir fait suggérer, par Duroc et Talleyrand, un nouveau projet de traité, véritable épouvantail diplomatique qui imposait à l'Espagne la cession des provinces de l'Èbre en échange du Portugal et de la main d'une princesse française. Ce projet, qui ne fut pas pris au sérieux un seul instant, n'avait d'autre but que de porter au paroxysme le trouble et les perplexités de la cour de Madrid. Il y réussit à merveille, car Izquierdo, qui, depuis deux mois, avait essuyé mille avanies et qui avait vu de près les préparatifs dirigés contre son pays, ne pouvait porter à Madrid que l'effroi et le désespoir dont son cœur était plein. Au moment même de son arrivée, ses avis furent confirmés par un acte qui annonçait que toutes ces mesures préliminaires allaient enfin recevoir leur complément et qu'on se préparait à passer du projet à l'exécution : cet acte était la nomination de Murat au commandement en chef de l'armée d'Espagne.

Murat partait avec des instructions presque exclusivement militaires. Napoléon lui recommandait de maintenir son armée dans le plus grand ordre, d'assurer soigneusement ses communications, de faire occuper tous les postes importants qu'il laissait sur ses derrières; mais il ne lui disait rien du but de l'expédition et se réservait de lui faire connaître ses

intentions ultérieures au jour le jour. Murat devait éviter jusqu'à nouvel ordre toute communication avec la cour d'Espagne, et ne répondre à ses questions que par le silence. A cela se bornaient ses instructions, mais Napoléon, qui avait besoin en Espagne d'un lieutenant dont le zèle fût stimulé par des passions un peu plus entreprenantes que le pur dévouement, sans prendre vis-à-vis de Murat aucun engagement formel, avait tout fait pour que son crédule beau-frère fût persuadé que l'Empereur pensait à lui pour le trône d'Espagne. Cette persuasion avait été encouragée par des demi-mots, des insinuations à double entente que Napoléon se réservait d'expliquer plus tard d'une manière très-inattendue. S'il ne les avait pas confiés à Murat, il avait eu soin de les laisser tomber devant des confidents qu'il savait incapables de garder un secret : « Le temps peut venir, écrivait-il à Jérôme, le 30 janvier, en lui faisant espérer le grand-duché de Berg, où Murat sera placé *ailleurs*. » Où pouvait être situé cet ailleurs? Évidemment ce ne pouvait être qu'en Espagne. Murat le crut comme tout l'entourage intime de l'Empereur, et s'il déploya, pendant sa courte lieutenance, une profondeur d'astuce et une audace sans scrupules qui semblent peu compatibles avec les facultés de son âme vaniteuse et légère, on ne peut l'attribuer qu'à la surexcitation d'une ambition qui croyait travailler pour elle-même. Murat devait être trompé et mystifié dans cette affaire aussi complétement que l'ambassadeur Beauharnais, dont il se moquait si agréablement avec ses familiers.

Murat entra en Espagne le 1er mars; il porta son

quartier général à Burgos. De là il poussait lentement son armée sur Madrid par un mouvement concentrique. Dupont s'avançait par Valladolid, Moncey par Aranda, de façon à arriver le premier sur la crête des montagnes du Guadarrama qui dominent Madrid. Une fois que Moncey aurait débouché au delà de Somo-Sierra, Dupont devait s'avancer, avec le plus gros de ses forces, jusqu'à Ségovie, ou même jusqu'à Saint-Ildefonse, afin de se trouver en mesure de le soutenir[1]. Junot avait ordre d'appuyer ce mouvement en se portant sur Elvas et sur Badajoz, où il devait tenir en échec le corps de Solano. En même temps Beauharnais était chargé de notifier au gouvernement espagnol la prochaine arrivée à Madrid de deux divisions françaises *se rendant à Cadix*. Il devait répandre le bruit que Napoléon lui-même ne tarderait pas à traverser la même ville *pour assiéger Gibraltar et se rendre en Afrique*. On lui recommandait, enfin, de rassurer à la fois les partisans du prince de la Paix et ceux du prince des Asturies, et si l'un et l'autre voulaient venir à Burgos pour y voir l'Empereur à son passage, de les y encourager[2].

Par ses lettres du 14 et du 16 mars, Napoléon donna à Murat l'ordre formel non plus seulement d'approcher de Madrid, mais d'y entrer. Il devait toutefois éviter avec un soin extrême de commettre aucun acte d'hostilité et continuer à prodiguer les assurances pacifiques. « Continuez à tenir de bons propos, lui écrivait Napoléon le 16. Rassurez le roi, le prince de la Paix, le

1. Napoléon à Murat, 6 et 9 mars 1808.
2. Napoléon à Champagny, 9 mars.

prince des Asturies, la reine. *Le principal est d'arriver à Madrid*, d'y reposer vos troupes et d'y refaire vos vivres. Dites que je vais arriver afin de concilier et d'arranger les affaires. » Mais si l'Empereur tenait à éviter à tout prix une collision avec le peuple espagnol avant de s'être rendu maître du royaume, il ne tenait pas moins à effrayer la cour pour se débarrasser d'elle, et il comptait si bien sur les effets qu'on devait attendre d'une crainte si naturelle, qu'il avait déjà prévu à la fois le cas où elle chercherait un refuge à Séville et celui où elle s'enfuirait à Cadix. Si elle se réfugiait à Séville, comme ce ne pouvait être là qu'un expédient provisoire, Murat avait ordre de *l'y laisser tranquille* et même de lui témoigner de *bons sentiments*[1], afin d'augmenter son trouble et sa défiance par cette attitude si évidemment fausse et menteuse; si elle allait jusqu'à Cadix, c'était une fuite déclarée, elle était compromise vis-à-vis de la nation, et l'amiral Rosily, qui occupait ce port avec une de nos escadres, avait ordre de l'arrêter au moment de l'embarquement afin de prévenir par cette mesure la sécession des colonies espagnoles, suite inévitable de la fuite du roi en Amérique.

A mesure que s'accomplissait cette invasion sans exemple, cette prise de possession à main armée d'un pays ami dont les envahisseurs se présentaient avec des paroles de paix et de fraternité, les mécontentements publics, d'abord contenus par l'incertitude, la surprise, l'ignorance des événements, éclataient avec une violence proportionnée à la longue torpeur qui

1. Napoléon à Murat, 23 mars.

les avait précédés. Le peuple espagnol, qui n a jamais aimé les étrangers, s'indignait à l'aspect de ces légions inconnues, occupant son territoire sous prétexte de le faire respecter; mais comme il ne soupçonnait encore en rien le véritable but de ces mouvements de troupes, il accueillait nos soldats non-seulement sans défiance, mais parfois avec un empressement qui allait jusqu'à l'enthousiasme. Sa haine et sa colère s'attachaient exclusivement à la personne du favori qui, selon l'opinion populaire, attirait les Français en Espagne pour en faire les instruments de son ambition personnelle. Ce qui donnait quelque vraisemblance à ces suppositions, c'est qu'au début de l'envahissement l'imprévoyant Godoy, afin d'échapper aux reproches qu'on était en droit de lui adresser et afin de rassurer l'esprit public, avait fait répandre que l'entrée de nos troupes se faisait par suite d'un plan concerté entre l'Empereur et le roi. On avait pris au mot ces excuses d'un homme à bout d'expédients; on les retournait contre lui, on le rendait responsable de chaque nouveau coup de théâtre qui se produisait; on lui prêtait les plus noires machinations contre son maître, contre l'héritier du trône, contre la nation elle-même. En même temps, par une inconséquence familière aux opinions de la multitude, on se plaisait à interpréter contre lui les témoignages bien connus de sympathie que Beauharnais avait prodigués au prince des Asturies; on prédisait hautement que cette intervention provoquée par le favori tournerait à sa propre confusion et à l'élévation de sa victime; on voyait déjà Napoléon étendant sa main protectrice

Ferdinand pour y placer la couronne

des Espagnes rendue à son ancienne splendeur par une alliance plus intime avec le puissant empereur.

C'est à ce moment que des rumeurs vagues mais persistantes commencèrent à propager à Madrid la nouvelle du prochain départ de la cour. Elle se trouvait alors à Aranjuez, à quelques lieues de là, et se disposait, en effet, à gagner l'Andalousie. En présence de la marche des Français, des démonstrations tour à tour équivoques et menaçantes de Napoléon, du refus obstiné de Murat de donner aucune explication, Godoy avait enfin tout compris. Grâce à l'appui de la reine, il avait pu décider le roi à partir pour Séville, place que sa position retranchée derrière un fleuve et une chaîne de montagne mettait à l'abri d'une surprise, et où l'on se trouverait à proximité de la mer. On fit venir des troupes à Aranjuez; on donna aux corps de l'armée de Portugal l'ordre de se rabattre sur l'Andalousie; enfin on commença les préparatifs du voyage dans le plus grand secret. Mais la famille royale avait auprès d'elle un dénonciateur vigilant en la personne du prince des Asturies, qui, toujours trompé par Beauharnais et voyant dans les Français des libérateurs armés pour sa défense, regardait ce départ comme la ruine de ses espérances. Le projet, divulgué par lui et par les ministres auxquels on crut devoir le communiquer au dernier moment, fut bientôt connu à Madrid. Il y excita une émotion extraordinaire. On y vit, avec la répétition des scènes de Lisbonne, tous les piéges que l'imagination populaire prêtait au favori. En présence de l'excitation croissante, le roi s'efforce de démentir le bruit par une proclamation, mais il ne réussit pas à ramener la

confiance. Une foule incrédule et irritée, composée d'hommes de toute classe, se porte de Madrid et des pays environnants sur Aranjuez pour surveiller par elle-même la demeure royale, et au besoin pour empêcher la cour de réaliser ses desseins. Cet esprit de défiance et de révolte ne tarde pas à gagner jusqu'aux soldats eux-mêmes qui entrent pour moitié dans la surveillance exercée contre le roi et le favori.

Dans un pareil état de choses, le plus léger incident devait suffire pour tout mettre en feu. Le soir du 17 mars, entre onze heures et minuit, une dame, soigneusement voilée et escortée des gardes d'honneur, sortit de l'hôtel du prince de la Paix. Une patrouille qui était sur le qui-vive intervint, insista pour découvrir le visage de la dame, et dans l'altercation qui s'ensuivit un coup de fusil fut tiré par une main inconnue. Aussitôt, et comme à un signal, accourt de tous les points une multitude furieuse. Elle assiége le palais de Godoy, brise les portes, renverse les gardes, puis se précipite à l'intérieur avec des cris de vengeance et de mort. Elle n'y trouve pas l'objet de sa haine, mais elle s'arrête respectueusement devant la princesse de la Paix en qui elle salue une victime de Godoy. Elle satisfait ensuite sa colère sur les meubles, les tableaux, les œuvres d'art qui sont en quelques instants lacérés, pulvérisés, anéantis. Cela fait, elle se retire sans rien tenter contre la cour, mais en organisant une surveillance plus étroite que jamais.

Dans ces moments d'anxiété, le roi, éperdu, ne [illegible] sauver celui qu'il nomme son ami. Afin

d'apaiser le peuple, il retire à Godoy toutes ses dignités et ses fonctions; il destitue son frère Diego du commandement des gardes. La journée du 18 mars s'écoula sans autre événement. On croyait Godoy en sûreté et on espérait que tout était terminé, lorsque le 19, à dix heures du matin, un tumulte effroyable retentit autour de la demeure du favori. Le bruit court qu'il a été découvert et arrêté : la foule demande à grands cris qu'on le lui livre pour le mettre en pièces. Bientôt Godoy paraît, pâle et couvert de sang, protégé avec peine par les gardes du corps qui lui font un rempart avec leurs chevaux sans pouvoir toutefois le mettre complétement à l'abri des coups qu'on lui porte de tous côtés. Ils le conduisent ainsi à leur quartier après l'avoir arraché à la fureur populaire qui le poursuit de ses malédictions. Celui qu'un caprice du sort venait de jeter tout meurtri sur la paille d'un cachot après l'avoir élevé si haut, avait assisté depuis trente-six heures à toutes ces scènes si différentes de celles qu'il avait connues jusque-là. Il n'avait pas perdu un seul des cris de cette multitude qui avait soif de son sang. Au premier bruit, Godoy qui savait ce qui se tramait contre lui, avait d'abord essayé de fuir par une porte dérobée. Mais cette issue se trouvant gardée comme toutes les autres, il avait gagné les combles de son hôtel, et là s'était blotti sous une natte enroulée autour de son corps. Après trente-six heures d'immobilité, vaincu par d'intolérables souffrances, il était sorti de sa cachette, puis, reconnu par un soldat aux gardes, il avait été aussitôt saisi et arrêté. Comme il n'était pas en sûreté dans la caserne où les gardes l'avaient transféré, le

roi, toujours inquiet pour lui, envoya, pour calmer les esprits et rassurer le prisonnier, son fils Ferdinand devenu l'idole de la multitude. Le prince, triomphant, se rendit avec une joie mal dissimulée auprès du favori tombé; il lui promit qu'il aurait la vie sauve. On dit que Godoy eut alors, au milieu de ses disgrâces, un éclair de fierté qui prouve que son cœur n'était pas sans courage : « Es-tu déjà roi pour faire grâce? demanda-t-il à son mortel ennemi. — Non, répondit Ferdinand, mais je le serai bientôt. »

Il pouvait le croire, en effet, vu la rapidité avec laquelle marchaient les événements, et ce jour-là même un nouveau coup de fortune sembla lui donner raison. Une voiture à six chevaux, destinée à transporter le favori que le roi voulait à tout prix éloigner d'Aranjuez, s'étant arrêtée devant la porte de la caserne des gardes, l'émeute recommença plus violente que jamais. La foule se précipite sur l'attelage, coupe les traits, brise la voiture et chasse les conducteurs. A cette nouvelle, le roi Charles IV, fatigué de cette longue lutte, effrayé d'une impopularité qui remonte jusqu'à la couronne, et qui lui rappelle les scènes les plus tragiques de la Révolution française, manifeste l'intention d'abdiquer en faveur de son fils. La reine, qui n'est préoccupée que du danger de Godoy, embrasse avec ardeur ce dernier moyen de salut, et parmi les assistants personne ne l'en détourne. L'acte d'abdication est sur-le-champ rédigé et, vers sept heures du soir, on le publie dans Aranjuez. Le peuple l'accueille par un long cri d'allégresse qui, dès le soi[illegible]it jusqu'à Madrid. Le lendemain on y r[illegible]l VII au milieu d'un véritable dé-

lire, où la haine contre le favori renversé tient autant de place que l'enthousiasme pour le nouveau souverain. On envahit, on saccage les maisons des parents et amis de Godoy, on foule aux pieds ses bustes; on porte en triomphe les images du jeune prince auquel on prête libéralement toutes les vertus, car le plus souvent l'imagination populaire ne renverse une idole que pour en élever une autre; elle ne juge pas, elle adore ou exècre, et l'on est à ses yeux un monstre ou un dieu.

Pendant que ce peuple s'étourdit de ses propres clameurs et applaudit aux apprêts de ce règne éphémère, Murat descend à petit bruit les pentes du Guadarrama. Il n'est déjà plus qu'à une marche de Madrid. La révolution qui venait de s'accomplir à Aranjuez le mettait en présence d'une situation profondément modifiée. D'une part, le projet de fuite sur lequel il spéculait ne s'était pas réalisé; de l'autre, il trouvait devant lui une royauté jeune et populaire au lieu d'une royauté chancelante et usée. Ce cas, fort invraisemblable en un tel pays, n'avait pas été prévu par Napoléon. Il en était presque venu à considérer la fuite de la cour comme un fait accompli. Il était si bien informé par ses agents qu'il l'attendait pour le moment même où elle devait avoir lieu, mais il attendait avec plus de curiosité encore l'effet qu'elle allait produire à Madrid : « Je suppose, écrivait-il à Murat dans la même lettre où il prévoyait le départ du roi pour Séville, que je vais recevoir des nouvelles de *tout ce qui se sera passé à Madrid le* 17 *et le* 18 *mars*[1]. »

1. Napoléon à Murat, 23 mars

La crise prévue avait bien commencé, en effet, pendant ces deux jours, mais elle avait fini tout autrement qu'on ne l'espérait.

Mais si Murat n'avait pas d'instruction spéciale en vue d'une complication qui surgissait en dehors de toute prévision, il avait des instructions générales qui lui dictaient clairement la détermination qu'il devait prendre, et son ambition exaltée à un point extraordinaire par les fausses espérances qu'on lui avait laissé concevoir, la lui indiquait plus sûrement encore. « Rassurez tout le monde, lui disait Napoléon dans toutes ses lettres, tenez la balance égale entre tous les partis ; je veux rester l'ami de l'Espagne, mais être en état de surmonter la résistance par la force ; dites aux Espagnols que j'arrive, que j'ai les meilleures intentions pour leur pays; envoyez-moi les princes à Burgos et à Bayonne si vous en apercevez la possibilité[1]. » Que la fuite de la cour s'accomplît ou non, ces diverses recommandations trahissaient l'arrière-pensée évidente de se présenter à la nation espagnole en arbitre souverain entre les deux partis qui la divisaient. L'équilibre se trouvant violemment rompu au profit d'un de ces deux partis, Murat était essentiellement dans l'esprit de ses instructions en cherchant à le rétablir au profit de l'autre, sans rien préjuger d'ailleurs du fond même du débat. Mais il s'y prit avec une finesse et un machiavélisme que l'ambition seule pouvait suggérer à son esprit qui ne brillait pas en général par une grande force de calcul.

Il était aux portes de Madrid lorsqu'il reçut de la

[1] Lettres de Napoléon à Murat, du 8 au 16 mars 1808.

reine d'Étrurie, qu'il avait connue en Italie et qui s'était réfugiée auprès de ses parents après avoir été chassée de son royaume par Napoléon, un message dans lequel on implorait sa pitié en faveur des souverains détrônés et du prince de la Paix. La reine, après avoir rappelé à Murat les liens d'amitié qui l'unissaient à Godoy, le suppliait instamment d'étendre sur lui sa puissante protection et de venir voir le roi à Aranjuez. Murat n'y alla pas, mais il y envoya son aide de camp Monthion. Cet officier vit les souverains déchus, il fut témoin de leur douleur, de leur effroi, de leurs angoisses au sujet de Godoy, de leurs implacables rancunes contre le fils qu'ils accusaient de tous leurs maux. Monthion rapporta à Murat une lettre de la reine d'Espagne remplie des plus humbles supplications : il était avec l'Empereur leur seul espoir de salut. Elle faisait appel à son amitié, à ses sentiments d'humanité. Le prince de la Paix n'avait été si cruellement persécuté qu'en raison de son attachement pour la France et l'Empereur. Elle ne demandait qu'à aller finir paisiblement ses jours dans un pays qui convînt à la santé du roi ainsi qu'à la sienne, avec le roi et avec leur unique ami qui était aussi celui de Murat (22 mars).

Il est singulier que dans les lettres notoirement falsifiées que Napoléon fit publier beaucoup plus tard au *Moniteur* sous le nom de la reine d'Espagne, on ait laissé subsister une quantité de passages où est exprimé avec la même naïveté ce désir de vivre dans la retraite si peu compatible avec les regrets ambitieux qu'on lui prêtait : « Que le grand-duc, disait-elle dans une autre de ces lettres, obtienne de l'Em-

pereur qu'on donne au roi mon mari, à moi, au prince de la Paix, de quoi vivre ensemble tous trois, dans un endroit bon pour nos santés, sans commandement ni intrigues[1]. » Ce n'étaient certainement pas là les sentiments d'une reine qui aspirait à remonter sur le trône. Mais il convenait à la politique de Murat comme à celle de Napoléon qu'elle parût ressentir des regrets qu'elle n'éprouvait pas; et il n'était d'ailleurs pas difficile de l'amener à les feindre en lui rendant l'espoir de se venger.

En recevant ces informations de son aide de camp, Murat conçut aussitôt l'idée d'utiliser la toute-puissance que lui donnait ce rôle de protecteur, pour obtenir du roi une protestation contre son abdication. Si sa renonciation au trône ne lui avait pas été arrachée par la violence, elle avait été du moins dictée par la crainte, et n'avait été accompagnée d'aucune des formalités usitées en pareil cas. Monthion retourna donc à Aranjuez dans la journée du 23 mars. Il en rapporta une pièce anti-datée du 21, dans laquelle le roi déclarait n'avoir abdiqué la couronne « qu'afin d'éviter de plus grands malheurs et d'empêcher l'effusion du sang de ses sujets, ce qui rendait ledit acte nul et de nul effet. » Armé de cette pièce qu'il voulait garder secrète jusqu'à ce que Napoléon eût décidé l'usage qu'il lui convenait d'en faire, résolu d'autre part à ne pas reconnaître Ferdinand tant qu'il n'en aurait pas reçu l'ordre, Murat, on le voit, n'engageait personne; il laissait les choses entières, réservait très-adroitement la liberté d'action de l'Em-

1. Les lettres de la reine d'Espagne furent publiées dans le *Moniteur* du 5 février 1810.

pereur. Il n'avait fait en quelque sorte que prendre une mesure conservatrice de la position qu'on lui avait prescrite, il l'avait même rendue incomparablement meilleure au point de vue de l'arbitrage projeté, puisque par suite de cette protestation il n'y avait plus en Espagne, au lieu d'un roi, que deux prétendants à la couronne, s'appuyant l'un et l'autre sur des titres contestables.

Au milieu des passions ardentes qui agitaient le peuple espagnol il y avait peu de place pour la prévoyance ou la réflexion. Aussi l'entrée de Murat à Madrid, qui eut lieu dans la journée du 23 mars, fut-elle considérée généralement comme une force de plus pour le nouveau règne. Il avait fait répandre une proclamation dans laquelle il dénonçait à l'indignation publique ceux qui cherchaient à exciter *une injuste et ridicule défiance* contre l'armée française. La grande majorité le crut sur parole. Personne n'ignorait que Beauharnais était depuis longtemps le conseiller et le partisan décidé du prince des Asturies; l'Empereur était donc pour le prince, il était impatient de le marier à une de ses nièces, et les troupes françaises ne pouvaient que consolider le trône de Ferdinand. Le public n'y regardait pas de plus près, et nos soldats furent reçus à bras ouverts par les habitants de Madrid. Ils assistèrent le lendemain à l'entrée de Ferdinand dans sa capitale. Cette réception donna lieu à de telles convulsions de joie et d'amour qu'on est étonné que Murat, si léger qu'il fût, n'ait pas été frappé comme d'autres observateurs de l'énergie sauvage qui se manifestait dans les transports du peuple.

Les correspondances entre Paris et Madrid exigeaient alors six ou sept jours au minimum. Napoléon ne reçut donc que le 27 mars la lettre où Murat lui annonçait les événements qui s'étaient accomplis du 18 au 20 mars, c'est-à-dire la révolution d'Aranjuez, la chute de Godoy, l'abdication du roi. Quant à la protestation, il ne la connut que le 30 mars, car Murat ne l'eut dans les mains que le 23 et selon toute probabilité ne l'envoya que le 24. Mais avant d'avoir connaissance de cet acte si important pour lui, Napoléon, sous le coup du premier mouvement, traçait à Murat une ligne de conduite dont le sens était l'approbation anticipée de tout ce qu'il avait fait : « Je reçois votre lettre du 20 mars, lui écrivait-il le 27.... Vous devez empêcher qu'il ne soit fait aucun mal ni au roi, ni à la reine, ni au prince de la Paix.... *Jusqu'à ce que le nouveau roi soit reconnu par moi, vous devez faire comme si l'ancien roi régnait toujours;* vous devez attendre pour cela mes ordres. » On ne pouvait définir plus nettement le sens général de la politique que Murat venait de suivre sous la dictée de son ambition autant que de ses instructions antérieures. Quant à l'intention qui inspirait Napoléon dans cette attitude de haute impartialité qu'il voulait prendre entre les deux rois, elle ressort avec toute la clarté désirable de la lettre suivante qu'il adressait le même jour, 27 mars, à son frère Louis, roi de Hollande :

« .... J'ai résolu de mettre un prince français sur le trône d'Espagne. Le climat de la Hollande ne vous convient pas. D'ailleurs, la Hollande ne saurait sortir de ses ruines.... Répondez-moi catégoriquement. Si je vous nomme roi d'Espagne, l'agréez-vous, puis-je

compter sur vous?... Ne mettez personne dans votre confidence et ne parlez à qui que ce soit de l'objet de cette lettre, car il faut qu'une chose soit faite pour qu'on avoue y avoir pensé. »

Ainsi la résolution de Napoléon de détrôner les Bourbons d'Espagne pour leur substituer un prince de sa propre dynastie, résolution annoncée jusque-là par mille indices des plus clairs, est constatée matériellement, à la date du 27 mars, par un document d'une authenticité irrécusable. A ce moment, Napoléon ne sait encore rien de la protestation de Charles IV, c'est le 30 mars seulement qu'elle lui parvient avec une dépêche de Murat, et le seul sentiment qu'elle lui inspire, c'est une approbation plus complète et plus explicite que jamais pour la conduite du grand-duc de Berg : « Je reçois vos lettres, lui écrit-il, *avec celles du roi d'Espagne....* Vous avez bien fait de ne pas reconnaître le prince des Asturies. Vous devez faire placer le roi Charles IV à l'Escurial, le traiter avec le plus grand respect, déclarer qu'il commande toujours en Espagne, jusqu'à ce que j'aie reconnu la révolution. *Je suppose que le prince de la Paix viendra par Bayonne.* » Ces derniers mots, rapprochés des instructions qui prescrivaient à Murat d'envoyer les princes à Burgos, et d'un passage d'une lettre du même jour adressée à Bessières, démontrent que Napoléon, sans ordonner précisément à son lieutenant de lui envoyer Godoy, le roi et la reine en employant la force, lui insinuait en toute occasion de prendre sur lui cette initiative hardie. En lui laissant voir qu'il la prévoyait, il lui donnait à supposer que la mesure allait de soi : « Protégez le prince de la Paix,

écrivait-il à Bessières, il n'est envoyé en France que pour le sauver. Accueillez avec les plus grands égards le roi Charles IV et la reine si le grand-duc de Berg *les dirigeait* de votre côté. »

A la date du 27 mars, Napoléon a donc non-seulement ordonné et approuvé tout ce que Murat a fait jusque-là en Espagne, mais il est allé beaucoup au delà, puisqu'il lui a déjà suggéré ce qui ne devait s'accomplir que plus tard et a disposé de la couronne en l'offrant à son frère Louis. Il importe d'avoir toutes ces circonstances présentes à l'esprit si l'on veut juger avec impartialité un des faux les plus audacieux et jusqu'ici le plus universellement acceptés qu'on puisse citer dans le triste répertoire des supercheries historiques. La pièce à laquelle je fais allusion est une lettre très-connue de Napoléon à Murat en date du 29 mars 1808. Cette lettre a été publiée pour la première fois, par Las Cases, dans le *Mémorial de Sainte-Hélène;* elle a été reproduite par Montholon, qui affirme, comme Las Cases lui-même, en avoir reçu communication de Napoléon en personne. Elle porte à un si haut degré l'empreinte du style et des idées de l'Empereur, qu'elle a trompé tous les historiens, même ceux qui n'ont pu s'empêcher d'observer à quel point elle est en contradiction avec tout ce que Napoléon a écrit avant et après cette lettre. Venus les derniers et avec les plus sûrs moyens d'investigation, les éditeurs de sa *Correspondance,* tout en constatant qu'il leur a été impossible de retrouver soit l'original, soit la minute, soit même une copie authentique de ce document, n'ont pas hésité à le classer à sa date parmi les lettres de l'Empereur,

sans se soucier autrement des intérêts de la vérité historique et des méprises auxquelles ils exposent la bonne foi de leurs lecteurs.

Cette lettre, écrite dans l'intention évidente de rejeter sur Murat la responsabilité des événements d'Espagne, n'est autre chose qu'une longue remontrance dans laquelle Napoléon prophétise à son beau-frère, avec une prévoyance qu'un historien n'hésite pas à nommer *surnaturelle*, toutes les difficultés qui vont surgir autour de lui. Il s'y plaint avec amertume d'être entraîné et compromis par la précipitation étourdie de Murat : « Il craint que Murat ne se trompe et ne le trompe lui-même sur la situation de l'Espagne. Murat ne doit pas croire qu'il attaque une nation désarmée; *les Espagnols sont un peuple neuf, énergique*, qui a tout le courage et l'enthousiasme des hommes que n'ont point usés les passions politiques. L'aristocratie et le clergé sont les maîtres de l'Espagne. *Ils feront des levées en masse qui éterniseront la guerre*.... L'Espagne a cent mille hommes sous les armes; *divisés sur plusieurs points, ils serviront de noyau au soulèvement total de la monarchie*.... Il peut faire beaucoup de bien à l'Espagne, mais quels sont les meilleurs moyens à prendre? Ira-t-il à Madrid? Exercera-t-il l'acte d'un grand protectorat en prononçant entre le père et le fils?... Il ne faut rien précipiter, il convient de prendre conseil des événements.... Il le désapprouve d'être entré si précipitamment à Madrid, il fallait s'en tenir à dix lieues. Murat aura soin de ne l'engager à une entrevue avec Ferdinand, *que s'il juge la situation des choses telle que Napoléon doive le reconnaître comme roi d'Espagne*. Il fera en sorte que

les Espagnols ne puissent pas soupçonner le parti que Napoléon prendra, ce ne sera pas difficile, *il n'en sait rien lui-même.* » Vient ensuite l'exposé des plans que l'Empereur médite pour la *régénération* de l'Espagne et le perfectionnement de ses institutions. Il y joint de nouvelles recommandations sur les ménagements que Murat doit avoir pour tous les habitants, et particulièrement pour la noblesse et le clergé ; il *spécifie* les promesses qu'on doit leur faire. La lettre se termine par quelques instructions militaires que nous examinerons avec les autres.

Ce qui frappe à première vue dans cette communication démesurément longue et verbeuse, c'est d'abord l'extrême différence de ton et de langage qui la distingue de toutes les lettres que Napoléon adresse à Murat avant et après le 29 mars. On y reconnaît la même main et le même esprit à n'en pouvoir douter; mise en regard des autres, elle produit néanmoins une dissonance des plus sensibles. Elle n'a ni leur concision, ni leur sobriété toute pratique, ni leur allure rapide et directe, on y sent la composition littéraire. Elle touche à tous les sujets avec une généralité pompeuse et solennelle qui rappelle ces tirades qu'on adresse à un confident de tragédie. Autant Napoléon, dans sa correspondance avec Murat, est bref, précis, rigoureux, impératif, autant il est ici vague, prolixe et délayé. Au lieu de le brutaliser selon son habitude lorsqu'il a à se plaindre de lui, il le *désapprouve* en termes pleins d'une modération magnanime. Au lieu de s'adresser à lui à la seconde personne, comme dans toutes ses lettres de cette époque *sans aucune exception*, il lui donne de l'*Altesse Impé-*

riale, singularité d'autant plus remarquable que, même pendant les premières années où Murat fut roi, il lui refusa son titre de *Majesté*. Au lieu de lui dire nettement ce qu'il veut et ce qu'il ne veut pas, il lui fait un cours complet de politique sur le passé et l'avenir de l'Espagne; il lui donne des conseils dont il n'a lui-même jamais tenu aucun compte; enfin, il lui déroule, avec un sang-froid parfait, une série de prédictions dont la moindre, n'eût-elle fait que traverser son esprit, eût suffi pour lui faire modifier ses plans du tout au tout.

Mais ces disparates générales, quelque apparentes qu'elles soient pour un œil exercé, ne sont rien auprès des contradictions de détail que présente ce document lorsqu'on le rapproche des ordres et des instructions si explicites que Napoléon écrit à la même époque et au même personnage. Qu'il ait caché à Murat l'offre qu'il venait de faire au roi Louis en affectant une indécision qui n'était plus dans son esprit, on ne saurait s'en étonner. Qu'il lui parle des Espagnols comme d'un peuple neuf et énergique, de l'aristocratie et du clergé comme des deux classes toutes-puissantes en Espagne, alors que tout dans sa conduite prouve qu'il ne croyait ni à cette énergie ni à cette toute-puissance, alors qu'il lui reprochait « d'attacher trop d'importance à l'opinion de la ville de Madrid et aux fantaisies de la populace[1], » on peut encore l'admettre, car les actes d'un homme ne sont pas toujours d'accord avec ses pensées. Mais comment expliquer les incroyables démentis qu'il s'y donne à

1. Napoléon à Murat, 9 avril.

lui-même, à moins de supposer qu'il a été momentanément frappé d'aliénation mentale? « *Je n'approuve pas*, écrit-il dans cette prétendue lettre du 29 mars, *le parti qu'a pris Votre Altesse Impériale de s'emparer aussi précipitamment de Madrid; il fallait tenir l'armée à dix lieues de Madrid.* » Or cet ordre d'entrer à Madrid, Napoléon l'a donné à Murat dès le 9 mars, et depuis ce jour il l'a sans cesse renouvelé. Ce n'est pas tout, dès le 9 mars il lui a ordonné d'y entrer, *même de vive force* si cela est nécessaire, tant il est loin de ces craintes que lui prête la lettre apocryphe : *si la guerre s'allumait tout serait perdu.* Il préférait l'emploi des moyens pacifiques, mais sans reculer le moins du monde devant celui de la force : « S'il arrivait, lui écrit-il, que les Espagnols fussent en situation de se défendre à Madrid, le général Dupont doit se diriger par Saint-Ildefonse, se réunir à vous, *et marcher sur Madrid pour donner ensemble*, si cela est nécessaire. » Le 14 mars, il lui envoie les instructions militaires les plus précises pour ne rien laisser à l'imprévu, et il ajoute : « Ce qui est surtout utile, c'est d'arriver à Madrid sans hostilités, d'y faire camper les corps par division pour les faire paraître plus nombreux, etc. » Le 16 mars, il insiste de nouveau : « Le principal est d'arriver à Madrid, d'y reposer vos troupes, d'y refaire vos vivres. » Le 19 mars, il est plus pressant encore : « *Je suppose que vous recevrez cette lettre à Madrid où j'ai fort à cœur d'apprendre que mes troupes sont entrées paisiblement.* »

Napoléon a tellement tout réglé et disposé par lui-même dans cette marche de Murat vers Madrid qu'il connaît longtemps à l'avance et le nombre des étapes

et le jour précis où se fera l'entrée. Dès le 9 mars, il charge Champagny de prévenir Beauharnais « que, le 22 ou 23 mars, une armée française de cinquante mille hommes entrera à Madrid, » et, le 23 mars, le jour où nos troupes se présentent aux portes de Madrid, il écrit à Murat : « *Je suppose que vous êtes arrivé aujourd'hui ou que vous arriverez demain à Madrid.* » A partir de ce moment, il ne lui parle plus de cette entrée dans la capitale espagnole que comme d'un fait accompli. Il fait plus; dans la crainte que Murat n'y ait pas assez de troupes pour réprimer une insurrection, il ordonne à Bessières de se porter également sur Madrid à marche forcée avec la garde impériale (26 mars). Et l'on veut que le même homme, écrivant à Murat le 29 mars, à Murat qu'il sait détenteur d'ordres si positifs et si pressants, lui parle de l'entrée à Madrid comme d'un fait accompli contre sa volonté? Et c'est à un calculateur comme Napoléon qu'on ose prêter une pareille aberration?

Les reproches qu'il est censé adresser à Murat sur d'autres points ne sont pas moins inexplicables : « La marche que vous prescrivez au général Dupont, dit-il encore, *est trop rapide.* » Or, cette marche, c'est lui qui l'a réglée minutieusement dans ses instructions du 14 mars et des jours suivants par lesquelles il l'a autorisé à amener à Madrid la majeure partie du corps de Dupont; et ses intentions à cet égard sont tellement arrêtées, que, le 27 mars, il y revient dans les termes les plus formels : « Je ne puis que vous répéter *ce que je vous ai déjà mandé,* de réunir les corps de Moncey et *de Dupont à Madrid.* » En ce qui concerne la conduite à tenir envers les auxiliaires de So-

lano, la contradiction, sans être aussi flagrante, n'est pas moins réelle entre les ordres fictifs et les véritables instructions : « Laissez Solano dépasser Badajoz, dit le document supposé.... Tenez-vous toujours à distance des corps espagnols; *si la guerre s'allumait tout serait perdu.* » Ces derniers mots indiquent suffisamment l'esprit qui a dicté cette recommandation posthume; on voulait se faire honneur après coup d'une prévoyance qu'on n'avait pas eue. Depuis longtemps, Junot avait l'ordre d'empêcher à tout prix Solano de marcher soit sur Cadix, soit sur Madrid, comme le général Merle avait celui de contenir à Burgos le corps espagnol qui occupait la Galice, et le premier devoir de Murat était de les appuyer l'un et l'autre. En ce qui concerne l'entrevue projetée de Napoléon avec Ferdinand, c'est la même impossibilité de concilier la lettre supposée avec toutes celles qui la précèdent ou la suivent. Enfin, une dernière fin de non-recevoir contre l'authenticité de ce document résulte de la lettre que Napoléon adresse à Murat le 9 avril et dans laquelle il lui dit : « Je vois, par votre lettre du 3 avril, que vous avez reçu *ma lettre du* 27 *mars. Celle du* 30 et Savary, qui doit vous être arrivé, vous auront fait connaître encore mieux mes intentions. » De celle du 29, si importante, si longue, si développée, pas un mot. A supposer qu'il ait pu se donner à lui-même un pareil démenti, est-il admissible qu'il ne fasse pas la moindre allusion à une dépêche qui devait bouleverser tous les plans de Murat? Est-il admissible que non-seulement il la passe absolument sous silence, mais qu'il continue à donner à son lieutenant des instructions de tous points contrai-

res à celles qui étaient contenues dans cette dépêche?

Que des contradictions si frappantes aient échappé aux historiens qui n'ont pas pu connaître la *Correspondance* de Napoléon, et qu'ils aient vu dans la trop fameuse lettre du 29 mars un magnifique trait de génie neutralisé par l'imprudence et l'ambition de Murat, c'est là une erreur bien concevable; mais qu'on nous la donne comme authentique après avoir eu toutes les pièces du procès sous les yeux, c'est là ce qu'on ne doit pas permettre si le bon sens et le discernement ont quelque droit de prévaloir sur la crédulité et l'engouement. Un admirateur passionné de la mémoire de Napoléon, notre devancier dans cette histoire, frappé comme nous des contradictions insolubles que cette lettre du 29 mars offre avec tout ce qui la précède et tout ce qui la suit, en a relevé un certain nombre avec une visible perplexité dans une dissertation des plus ingénieuses[1]. Il nous y fait assister, non sans éloquence, au curieux combat que la critique et l'idolâtrie se livrent dans son esprit, puis, au moment de conclure, ne pouvant ni croire que Murat ait jamais reçu une missive aussi extraordinaire, ni admettre que Napoléon ait pu mentir en affirmant qu'il l'avait écrite, il se tire d'affaire par un subtil détour qui lui paraît tout concilier, en disant que la dépêche a été, en effet, écrite, mais qu'elle n'a pas été envoyée. Elle n'est à ses yeux « qu'une inconséquence pleine de génie » et conçue dans un moment où Napoléon « put paraître éclairé par une lumière

1. Thiers, *Hist. du Consulat et de l'Empire*, tome VIII. Appendice.

surnaturelle. » Explication qui n'explique rien, car l'invraisemblable, l'impossible, ce n'est pas qu'une telle lettre ait été envoyée, c'est qu'elle ait pu être écrite, c'est qu'un homme, jouissant de ses facultés, ait pu, dans des affaires aussi graves et lorsqu'il s'agissait de son confident le plus intime, non-seulement contredire, mais nier des ordres clairs, positifs, réitérés qu'il venait de dicter ou d'écrire de sa main pendant vingt jours de suite. Voilà le mystère, voilà l'énigme. Et même en admettant l'inconséquence et le repentir, ce thème n'est pas plus soutenable, car, dans ce cas, la pièce apocryphe aurait le caractère d'un de ces mille contre-ordres qu'on rencontre dans la correspondance de Napoléon, tandis qu'elle ne contient pas un mot qui constate un de ces changements de tactique qui lui étaient si familiers. Elle suppose des instructions antérieures dans le même sens, elle se rattache à un système suivi, elle implique tout un ensemble de prévisions et de tempéraments politiques dont il n'y a pas trace dans les autres documents; elle n'a, en un mot, un sens, un but, une raison d'être que si on la considère comme une falsification destinée à tromper l'histoire. Le falsificateur n'a pu être et n'a été que Napoléon lui-même. Mais, se récrie l'auteur que j'ai mentionné plus haut, « il avait trop d'orgueil pour agir ainsi! » Étrange aveuglement après toutes les falsifications que cet auteur a été contraint d'enregistrer lui-même! Napoléon avait-il trop d'orgueil lorsque, pendant les quatorze ans de son règne, il falsifiait jour par jour au *Moniteur* toutes les pièces diplomatiques, les nouvelles extérieures, les débats des Chambres et jusqu'aux rapports admi-

nistratifs? Avait-il trop d'orgueil lorsque plus tard, à Sainte-Hélène, il rédigeait ces six gros volumes de mémoires dont chaque ligne est un mensonge? Avait-il trop d'orgueil lorsque, recevant des visiteurs qu'il savait avides de recueillir chacune de ses paroles, il faisait d'eux les propagateurs jurés de ses faux témoignages? Quelle vraisemblance qu'une âme si grande, si loyale, si véridique, ait pu s'abaisser jusqu'à fabriquer une fiction de plus? Que Napoléon ait effrontément menti à ses contemporains chaque jour et chaque heure de son règne, on est bien forcé d'en convenir; mais, à moins d'être un détracteur systématique de sa gloire, comment supposer qu'il ait pu même concevoir l'idée de mentir à la postérité?

Je ne daigne pas m'excuser auprès de ceux qui ne verraient qu'une inutile digression dans l'examen minutieux auquel je viens de soumettre un des faux historiques les mieux caractérisés qui aient obtenu crédit depuis l'imposture des fausses décrétales. Puisqu'on a pu écrire tant de volumes sur une seule bataille, je puis bien à mon tour consacrer quelques pages à cette victoire moins glorieuse remportée sur la vérité et la justice. Parmi les actes justement flétris qu'on a imputés à Napoléon, il en est que j'ai démontrés vrais par des preuves certaines, d'autres que j'ai trouvés douteux, d'autres enfin dont je n'ai pas hésité à décharger sa mémoire. Ici encore je dirai toute ma pensée sans me préoccuper de ce qu'elle peut avoir de choquant pour des esprits si longtemps nourris de complaisantes fictions, car c'est à eux de savoir accepter la vérité, et non à la vérité de s'accommoder à leur faible tempérament. J'ai déjà dé-

claré que la lettre du 29 mars est un faux, j'affirme hautement que le faussaire n'est autre que Napoléon. Si, comme il n'y a guère lieu d'en douter, ce jugement est confirmé par l'arrêt définitif de l'avenir, on devra reconnaître que, dans cette ténébreuse affaire d'Espagne, il y a quelque chose de plus honteux encore que tous les piéges qui y furent mis en œuvre, c'est ce trait de fourberie à la Scapin par lequel Napoléon a en partie réussi, pendant un demi-siècle, à rejeter sur ce pauvre étourneau de Murat, qui n'était ici que son instrument et sa dupe, la responsabilité de l'initiative et de l'événement décisif.

Bien éloigné de cette politique de temporisation et d'atermoiements qu'il lui a plu de s'attribuer plus tard, Napoléon avait enfin jugé que le moment d'agir était venu. Deux circonstances l'indiquent clairement: l'une est son départ pour Bordeaux, où il arrive le 4 avril; l'autre est l'envoi à Madrid de Savary, son homme de confiance et d'exécution. Les instructions données par Napoléon à Savary ayant été, selon toute probabilité, purement verbales, il est difficile d'en connaître la teneur dans toute son étendue. Les actes de Savary disent assez ce qu'elles ont pu être. Sa mission consistait à attirer Ferdinand à Bayonne. Quant à ce qu'il en raconte dans ses *Mémoires*, ce n'est autre chose qu'un thème très-visiblement calqué sur le document apocryphe que je viens de discuter. Il le développe dans une amplification des plus solennelles qu'il prête à Napoléon et dont l'invraisemblance est poussée jusqu'au grotesque. Et tout ce qu'il dit du reste de son rôle n'est qu'un tissu de fables grossières, débitées avec la placidité et la bonhomie de

l'âme la plus ingénue. Pour donner une idée de la sincérité de ce bon apôtre, il me suffira de dire que Savary n'hésite pas à imputer à Murat seul le voyage de Ferdinand à Bayonne. Quant à lui, Savary, s'il a accompagné le jeune roi dans ce fatal voyage, c'est uniquement pour « profiter de ses relais; » c'est ce hasard seul qui a fait que « sa voiture s'est trouvée dans le convoi de celles du roi; » en un mot, il est aussi étranger à toute cette aventure qu'à celle du duc d'Enghien. Il déclare, en outre, avec l'autorité d'un témoin oculaire, que Napoléon n'a conçu l'idée de détrôner les Bourbons d'Espagne qu'après avoir jugé par lui-même, à Bayonne, toute l'incapacité de Ferdinand, et après y avoir été en quelque sorte contraint par l'insurrection qui éclata à Madrid à la suite de l'entrée du roi en France.

Il y aurait de la puérilité à réfuter sérieusement de pareilles assertions. La *Correspondance* de Napoléon démontre jusqu'à l'évidence qu'avant comme après la mission de Savary, et particulièrement en ce qui concerne le voyage des deux rois à Bayonne, Murat ne fait que se conformer aux désirs plusieurs fois exprimés de Napoléon : « Je vous ai dit, lui écrit-il le 5 avril, de faire venir à l'Escurial l'ancien roi et de *vous en rendre toutefois parfaitement le maître;* de faire venir le prince de la Paix à Bayonne.... Quant au nouveau roi, vous me mandez qu'il devait venir à Bayonne. *Je pense que cela ne pourrait être qu'utile.* » A partir de la mission de Savary, Murat n'a plus que le second rôle et laisse à Savary la conduite de l'entreprise. Il se soumet docilement aux prescriptions d'un homme initié aux plus secrètes volontés de son

maître : « Il est à désirer, lui écrivait Napoléon le 9 avril 1808, que le prince des Asturies soit à Madrid, ou *vienne à ma rencontre*. Dans ce dernier cas, je l'attendrai à Bayonne. Il serait fâcheux qu'il prît *un troisième parti* » (c'est-à-dire : il serait fâcheux qu'il pût s'échapper). « *Savary connaît tous mes projets* et a dû vous faire part de mes intentions. Quand on connaît le but où l'on doit marcher, avec un peu de réflexion les moyens viennent facilement. » Le lendemain, 10 avril, en lui annonçant le départ de Reille « avec des instructions dans le sens de celles de Savary, » il ajoutait : « Lorsque le but que je me propose, et que *vous aura fait connaître Savary*, sera rempli, vous pourrez déclarer verbalement et dans toutes les conversations que mon intention est non-seulement de conserver l'intégrité des provinces et l'indépendance du pays, mais aussi les priviléges de toutes les classes, que j'ai le désir de voir l'Espagne heureuse, etc. Ceux qui veulent *un gouvernement libéral* et la régénération de l'Espagne les trouveront dans mon système.... Les grands qui voudront de la considération et des honneurs qu'ils n'avaient pas *dans l'administration passée*, la retrouveront, etc. » Ici c'est déjà le futur souverain qui parle. Il apprend enfin, par des lettres de Murat, l'arrivée de Savary à Madrid, et il lui exprime sa satisfaction en termes qui témoignent de l'accord parfait qui régnait entre ces trois hommes : « J'ai vu avec plaisir l'arrivée de Savary. *Mes instructions étaient absolument conformes à ce que vous vouliez entreprendre.* » (12 avril.)

Au moment où Napoléon écrivait cette lettre, il y avait déjà deux jours que le roi Ferdinand VII, décidé

par les promesses que Savary lui apportait au nom de son souverain, s'était mis en route contre l'avis de ses conseillers les plus sages pour aller au-devant de Napoléon. Il avait quitté Madrid le 10 avril, laissant l'administration du royaume à une junte supérieure chargée de gouverner en son absence. Il serait difficile de s'expliquer tant d'aveuglement si l'on ne savait à quelles folles extrémités de longues incertitudes peuvent pousser un esprit combattu à la fois par la crainte, l'espérance et la passion de régner. La situation de Ferdinand était d'ailleurs telle que, même en soupçonnant, comme cela lui arrivait parfois, l'existence des trames dont il était entouré, il lui était très-difficile de prendre un parti exempt d'inconvénients et même de périls. En présence de l'accumulation croissante des troupes françaises à Madrid, on ne pouvait y séjourner plus longtemps sans se mettre à la discrétion de Murat. Il était déjà le maître de la ville, il avait le ton et les allures d'un vainqueur. D'autre part, s'enfuir pour chercher un refuge plus sûr, c'était faire justement ce qu'on avait reproché comme un crime au roi Charles IV et ce qui avait amené sa chute. C'était, en outre, rompre ouvertement avec l'empereur Napoléon. S'il avait des intentions peu amicales, c'était lui offrir le seul prétexte qui lui permît de les réaliser, car ce que ni Ferdinand ni son précepteur Escoiquiz, bel esprit nourri de réminiscences classiques, ne pouvaient admettre, c'est qu'un grand homme, un héros parvenu à un tel degré de gloire et de puissance, consentît à s'avilir au point de voler une couronne en employant des moyens de coupe-jarrets. Non, ce guet-apens n'é-

tait pas, ne pouvait pas être entré dans son esprit; tout au plus rêvait-il quelque cession territoriale sur la rive gauche de l'Èbre en échange du Portugal, comme Izquierdo venait de l'affirmer tout récemment à la suite d'un nouveau voyage à Paris. On toucherait donc infailliblement son cœur en lui témoignant une confiance magnanime; cela s'était vu dans une foule de tragédies.

A la vérité, l'attitude de Murat n'était nullement rassurante. Non-seulement il refusait de reconnaître le nouveau souverain, mais, tout en le pressant d'accéder aux désirs de Napoléon, il lui montrait souvent une froideur méprisante comme s'il eût dédaigné de jouer plus longtemps le rôle de dissimulation qu'il avait accepté. Mais ne fallait-il pas plutôt s'en rapporter au loyal Beauharnais qui avait toujours parlé le même langage et conseillé à Ferdinand de se jeter dans les bras de Napoléon? L'ambassadeur ne devait-il pas être mieux informé que le général? Et si son témoignage ne suffisait pas, n'avait-on pas celui de l'honnête Savary qui, symptôme significatif, prodiguait à Ferdinand les titres de roi et de majesté que lui refusait Murat, qui déclarait, avec sa franchise toute militaire, « qu'il arrivait à Madrid pour complimenter le roi au nom de l'Empereur; que Napoléon tenait uniquement à s'assurer si les sentiments de Ferdinand étaient aussi favorables à la France que ceux du roi Charles, auquel cas il s'empresserait de le reconnaître; que le meilleur moyen d'y arriver promptement était une entrevue entre les deux souverains, entrevue d'autant plus facile à réaliser que Napoléon était déjà en route pour se rendre à Madrid

et se trouverait tout disposé en faveur du prince s'il le voyait accourir au-devant de lui[1]. »

Ainsi se décida ce fatal voyage, malgré les supplications de quelques serviteurs dévoués qui avaient deviné le piége. Bien qu'il n'eût aucune nouvelle de l'entrée de Napoléon en Espagne, bien qu'il sût même positivement par son frère, l'infant don Carlos, parti quelques jours avant lui, que cette entrée n'avait pas eu lieu, Ferdinand croyait n'avoir pas à dépasser Burgos. Il y arriva dans la journée du 12 avril. Cette ville était occupée par Bessières qui avait reçu de Savary l'ordre, bientôt confirmé par Reille, d'employer, s'il le fallait, la force pour contraindre le jeune roi à poursuivre son voyage jusqu'à Bayonne. Ferdinand manifesta quelques hésitations qui furent bientôt surmontées par les assurances de Savary. A Vitoria il apprit, à n'en pouvoir douter, que Napoléon n'avait pas dépassé Bordeaux. Cette démonstration péremptoire des artifices et des impostures qu'on avait mis en œuvre pour l'attirer hors de son royaume fut un trait de lumière pour son esprit. Il fit venir Savary, lui déclara qu'on l'avait trompé, mais qu'il était décidé à ne pas aller plus loin. Jusqu'à Burgos, l'attitude des populations avait été surtout celle de l'enthousiasme et de l'exaltation, bien que le voyage fût généralement désapprouvé. Mais depuis qu'on s'était rapproché de la frontière, ce n'était plus qu'un cri pour déplorer cette résolution insensée. Le bon sens

1. Escoiquiz : *Des motifs qui ont engagé le roi Ferdinand à se rendre à Bayonne.* — Cevallos : *Exposé des moyens employés pour usurper la couronne d'Espagne.*

populaire, à la vue de ces escadrons de cavalerie qui se repliaient de tous côtés sur le passage du cortége royal, en lui fermant toutes les issues sous prétexte de lui servir d'escorte d'honneur, avait bien vite pénétré le mystère de toute cette combinaison si savamment préparée; la foule se pressait autour des équipages en suppliant le roi de ne pas aller plus loin. A Vitoria, l'émotion populaire devint si menaçante que Savary, bien que déjà armé de tous les moyens de faire plier la résistance du roi et irrité au dernier point de son refus de partir, préféra prévenir une catastrophe en allant, avant de se décider à employer la force, chercher auprès de Napoléon, soit de nouvelles instructions, soit de nouveaux moyens de tromper sa victime.

Entouré des régiments de la division Verdier et de la cavalerie de Bessières, Ferdinand sentit la nécessité de ménager Napoléon. Il voulut au moins avoir de lui une explication rassurante. Il lui écrivit donc le jour même de son arrivée à Vitoria, en lui rappelant tous les gages de docilité et de dévouement qu'il lui avait donnés depuis son élévation au trône, le contre-ordre envoyé aux troupes espagnoles qui revenaient du Portugal, les soins dispendieux prodigués aux troupes françaises malgré le délabrement des finances, leur admission dans la capitale à l'exclusion de l'armée nationale, enfin le voyage de l'infant don Carlos et le sien propre. A toutes ces marques d'attachement, Napoléon n'avait répondu que par le silence et par un refus persévérant de reconnaître Ferdinand. Maintenant que, sur les instances réitérées de Savary, sur son assurance que Napoléon désirait seulement

« savoir si le nouveau règne amènerait des changements dans la politique des deux États, » il était venu jusqu'à Vitoria, il priait instamment Sa Majesté de faire cesser la situation pénible à laquelle il était réduit par son silence.

Savary arriva à Bayonne presque en même temps que son maître, et rapporta à Ferdinand la réponse de Napoléon : « Mon frère, lui écrivait l'Empereur, j'ai reçu la lettre de Votre Altesse Royale. Elle doit avoir acquis la preuve dans les papiers qu'elle a eus du roi son père *de l'intérêt que je lui ai toujours porté*; elle me permettra, dans la circonstance actuelle, de lui parler avec *franchise et loyauté*. En arrivant à Madrid, j'espérais porter mon illustre ami à quelques réformes nécessaires dans ses États.... Les affaires du Nord ont retardé mon voyage; les événements d'Aranjuez ont eu lieu. Je ne suis point juge de ce qui s'est passé, mais ce que je sais c'est qu'il est dangereux d'accoutumer les peuples à répandre le sang et à se faire justice eux-mêmes. » Après cet étalage de bonne volonté et de maximes édifiantes, Napoléon intercédait en faveur du prince de la Paix dont le procès ne pouvait avoir lieu sans déshonorer la reine; or, disait-il: «Votre Altesse Royale n'a d'autres droits à la couronne que ceux que lui a transmis *sa mère*, » paroles non moins outrageantes pour Ferdinand que pour ses vieux parents. Il expliquait ensuite son désir de *causer* avec Ferdinand par la nécessité de connaître si l'abdication de Charles avait été volontaire ou forcée : « Je le dis à Votre Altesse Royale, aux Espagnols, au monde entier, si l'abdication du roi Charles est de pur mouvement, s'il n'y a pas été forcé par l'émeute d'Aranjuez,

je ne fais aucune difficulté de l'admettre et *je reconnais Votre Altesse Royale comme roi d'Espagne.* » Après cette précaution oratoire si perfide de la part d'un homme qui avait dans sa poche la protestation que ses agents avaient dictée au roi Charles, il en venait à l'affaire du mariage. Il blâmait le prince d'avoir formulé sa demande à l'insu de son père, car, disait-il avec componction au sujet de cette démarche qu'il avait lui-même inspirée au jeune prince, par l'entremise de Beauharnais, « toute démarche près d'un souverain étranger de la part d'un prince héréditaire *est criminelle.* » Il voulait bien toutefois oublier ce crime, et il encourageait de nouveau l'illusion du malheureux jeune homme par les paroles suivantes qu'il fit soigneusement supprimer lorsqu'il jugea à propos de faire publier ce document dans le *Moniteur :* « Le mariage d'une princesse française avec Votre Altesse Royale je *le tiens pour conforme aux intérêts de mes peuples*, et surtout comme une circonstance qui m'attacherait par de nouveaux liens *à une maison dont je n'ai eu qu'à me louer depuis que je suis monté sur le trône.* »

Cette lettre était datée du 16 avril. Le lendemain 17 il écrivait à Bessières : « Vous trouverez ci-joint la copie d'une lettre que Savary porte au prince des Asturies. Si le prince des Asturies vient à Bayonne, c'est fort bien. *S'il rétrograde sur Burgos, vous le ferez arrêter et conduire à Bayonne*[1]. »

Ferdinand était toujours à Vitoria, gardé à vue comme un prisonnier par nos troupes, sous les yeux d'un peuple inquiet, frémissant, prêt à tout faire pour

1. Napoléon à Bessières, 17 avril 1808.

sauver son roi. Là encore les avertissements ne lui manquèrent pas. Un ancien ministre disgracié, don Mariano Luis Urquijo, sortit de sa retraite pour venir saluer Ferdinand, il assista au désarroi, à la détresse de ses conseillers. Dans une allocution émouvante, remplie des plus sages et des plus prophétiques prévisions, il s'efforça de les faire revenir de leur folle résolution. Il leur reprocha d'avilir la dignité de la monarchie en conduisant le roi comme un vassal et presque comme un suppliant vers un souverain étranger, sans invitation, sans préparatifs, sans aucune des formalités usitées; il leur montra l'embûche, leur dévoila la marche et l'enchaînement de la politique artificieuse de Napoléon, le but qu'elle poursuivait et qu'elle allait atteindre par une dernière fourberie. Et comme l'Infantado se récriait, sur ce qu'il calomniait un héros : « Vous ne connaissez pas les héros, s'écria-t-il, lisez Plutarque et vous verrez qu'ils n'ont pour la plupart élevé leur grandeur que sur des monceaux de cadavres ! » Les éloquentes supplications d'Urquijo, consignées, dès cette époque, dans une lettre qu'on ne peut lire sans admiration[1], furent appuyées par Joseph d'Hervaz et par le duc de Mahon, qui proposa un plan d'évasion sur Bilbao par Mondragon. Leurs efforts échouèrent devant l'aveugle confiance d'Escoiquiz, de Cevallos, des ducs de San Carlos et de l'Infantado qui s'étaient complétement emparés de l'esprit du roi. La lettre de Napoléon, par l'ambiguïté de certains passages, était faite pour leur donner à réfléchir,

1. Lettre à don Gregorio de la Cuesta, en date du 13 avril. Llorente : *Mémoires pour servir*, etc.

mais les commentaires rassurants dont Savary l'accompagna, ses promesses d'une prompte reconnaissance, les attestations répétées qu'il donna des bons sentiments de son maître effacèrent toutes ces fâcheuses impressions, et il fut résolu que le roi poursuivrait son voyage. Au moment où il allait monter en voiture, le peuple s'ameuta et coupa les traits. Ferdinand dut se montrer en personne pour calmer l'effervescence de la foule; il protesta qu'il partait de son plein gré, qu'il était assuré de l'amitié de l'empereur Napoléon, qu'il serait de retour avant peu.

Le lendemain 20 avril, il traversait avec sa suite la petite rivière qui sert de frontière aux deux pays, étonné du silence et de la solitude de ces lieux, jadis témoins des entrevues fastueuses des cours d'Espagne et de France, et où il s'attendait à voir les envoyés de Napoléon accourir pour le recevoir. Il alla ainsi jusqu'à Bayonne sans faire d'autre rencontre que celle de trois grands d'Espagne qu'il avait chargés d'aller complimenter l'Empereur. En échange de ce témoignage de courtoisie, ils lui apportaient une déclaration des plus sinistres qu'ils avaient recueillie de la bouche même de Napoléon. L'Empereur leur avait déclaré sans détour que les Bourbons ne pouvaient plus désormais régner sur l'Espagne. Cette communication commença enfin à lui ouvrir les yeux et le remplit d'angoisses, mais il n'était plus temps de retourner en arrière. Il était maintenant dans les mains de son ennemi et n'avait plus rien à espérer que de son bon plaisir.

Arrivé aux portes de Bayonne, l'esprit assiégé des plus sombres pressentiments, Ferdinand fut reçu par

Duroc et Berthier, qui l'escortèrent jusqu'à une maison d'aspect misérable, désignée pour lui servir de résidence. Il y était depuis environ une heure, lorsqu'il y reçut la visite de Napoléon. L'Empereur, établi au château de Marac, à peu de distance de la ville, était venu à cheval pour souhaiter la bienvenue à son hôte. Il l'embrassa avec une extrême cordialité, s'entretint quelques instants avec lui de choses indifférentes et prit congé, après l'avoir fait prier à dîner pour le jour même. Vers le soir, les voitures de la cour conduisirent Ferdinand avec sa suite au château de Marac, où l'Empereur le reçut avec les démonstrations les plus amicales. Cet accueil affectueux dissipa promptement les tristes impressions de la journée. On remarqua, il est vrai, que Napoléon ne donnait à Ferdinand que le titre de prince des Asturies; mais comme la reconnaissance devait être précédée de certains accords politiques entre les deux souverains, personne ne s'en alarma. Cette sécurité ne fut pas de longue durée. Presque aussitôt le dîner terminé, Napoléon congédia ses hôtes en retenant seulement le chanoine Escoiquiz, auquel il avait résolu de communiquer sur-le-champ ses volontés. Savary, chargé de remplir une mission analogue auprès de Ferdinand, eut ordre de suivre le prince à Bayonne.

Napoléon avait pénétré d'un coup d'œil le caractère naïvement vaniteux du chanoine, son goût pour l'intrigue, ses prétentions au rôle d'homme d'État, au maniement des grandes affaires. Il résolut de l'éblouir et de le gagner, certain d'exercer par son entremise sur l'esprit de Ferdinand une influence aussi décisive que celle qu'il se promettait d'obtenir sur

l'esprit du vieux roi par l'entremise du prince de la Paix. Resté seul avec Escoiquiz, il prit ce ton familier et caressant toujours si séduisant, si inattendu dans la bouche d'un homme puissant et redouté. Il le traita en esprit supérieur, en homme d'État dégagé des préjugés vulgaires. Il lui communiqua tout d'abord son intention de détrôner les Bourbons en dédommageant Ferdinand avec le royaume d'Étrurie. Quant à l'Espagne elle formerait une puissance indépendante ; il n'en voulait *pas même garder un village*. A cette révélation accablante Escoiquiz resta confondu de surprise. Napoléon invoquant alors le souvenir des scènes d'Aranjuez, lui peignit l'impossibilité où il était de reconnaître une abdication dictée par la violence, il allégua le défaut de formes, la protestation positive qui invalidaient cette renonciation ; et comme le bon chanoine s'évertuait à lui démontrer qu'elle avait été libre et volontaire : « Laissons cela, chanoine, s'écria tout à coup Napoléon en mettant de côté les précautions oratoires pour aller droit au fait, et dites-moi si je puis perdre de vue que les intérêts de mon empire et de ma maison exigent que les Bourbons ne règnent plus en Espagne ? Quand bien même vous auriez raison dans tout ce que vous avez dit, je vous répondrais : Mauvaise politique ! » et il se mit alors à lui expliquer toutes les raisons qui faisaient que l'Espagne était une possession absolument indispensable à son système. Napoléon ne pouvait plus désormais en aucun cas se fier à un prince de la maison de Bourbon, même en admettant que ce prince épouserait une princesse de la famille Bonaparte, car ce n'était pas là une garantie sérieuse. Ce n'était pas à lui qu'on pouvait présenter

de tels châteaux en Espagne. Il n'y avait qu'une seule chose sensée et raisonnable, c'était le détrônement des Bourbons. Il y était résolu depuis Tilsit, il avait l'approbation de l'empereur de Russie ; l'Europe entière et bientôt l'Espagne elle-même applaudiraient, car il allait apporter aux Espagnols une constitution libérale et une complète régénération. La *populace* se soulèverait peut-être sur quelques points, mais il aurait pour lui *la religion et les moines*, et les mécontents seraient bien vite réprimés : « Croyez-moi, ajouta-t-il, j'en ai fait l'expérience : *les pays où il y a beaucoup de moines sont faciles à soumettre.* »

Et pendant qu'il déroulait avec une extrême volubilité ce tableau complaisant sous les yeux d'un auditeur évidemment flatté, à travers sa tristesse, d'être choisi pour confident de ces plans grandioses, ce personnage, étrange, sensible lui-même à l'effet qu'il produisait sur son interlocuteur, jouissait de le voir fasciné ; il l'enveloppait tout entier de ses câlineries ; il riait, gesticulait, s'agitait, tantôt pinçant l'oreille du bon chanoine, tantôt reprenant les attitudes d'un maître du monde.

Tandis que Napoléon prenait la peine de jouer cette curieuse comédie en présence du pauvre Escoiquiz, Savary s'acquittait avec beaucoup moins de frais de sa mission auprès de Ferdinand. Il annonça froidement au prince que l'Empereur avait résolu de substituer sa propre dynastie à celle des Bourbons, et qu'il fallait, en conséquence, renoncer à la couronne d'Espagne. On a tout dit sur Savary quand on constate qu'il se présenta le front haut, pour transmettre ce message au malheureux jeune homme, qu'à force de menson-

ges il avait attiré pas à pas vers l'abîme. Il est des hommes dont le mérite est de savoir bien porter la fortune ou le malheur ; ce qu'on peut dire de Savary, c'est que personne n'a jamais porté une trahison avec plus d'aisance, de sang-froid et même de fierté que ce précieux serviteur; on voit qu'il est là dans son élément[1]. Le lendemain et les jours suivants, Napoléon reprit l'entretien avec Escoiquiz. Il lui offrit de nouveau pour Ferdinand, en échange de la renonciation demandée, ce même royaume d'Étrurie dont il avait déjà par deux fois trafiqué en dupant, avec une invariable effronterie, tous ceux qui avaient été assez simples pour accepter une compensation de la main d'un spoliateur. Cette fois, les conseillers de Ferdinand résistèrent avec une honorable opiniâtreté ; mais, ce qui peint l'espèce de cécité dans laquelle leurs illusions les avaient fait tomber, c'est qu'en persistant dans ce refus, ils s'imaginèrent amener l'Empereur à composition, fermement convaincus qu'il ne cherchait qu'à les effrayer, et demandait beaucoup pour obtenir un peu.

Napoléon, impatienté des longueurs de ce qu'il appelait lui-même *sa tragédie de Bayonne*, avait déjà compris que la présence du roi Charles, de la reine, et surtout du prince de la Paix, leur inspirateur à tous deux, lui était absolument nécessaire pour venir à bout de la résistance de Ferdinand. Conformément à ses ordres

1. Savary a affirmé résolûment dans ses *Mémoires* qu'il n'avait fait cette démarche auprès de Ferdinand que beaucoup plus tard, et sur son assurance plusieurs écrivains l'ont déclaré calomnié. Mais la date de sa démarche est établie d'une *façon certaine* par deux lettres de M. de Cevallos, toutes deux écrites le 27 avril 1808, et dont l'une a été publiée dans le *Moniteur* (5 février 1810), l'autre dans les *Mémoires* d'Azanza et d'O-Farrill.

réitérés, Murat était enfin parvenu à tirer Godoy des mains de la junte de gouvernement qui ne voulait le relâcher à aucun prix dans la crainte de compromettre le peu de popularité qui lui restait. Il le fit aussitôt diriger sur Bayonne, où il arriva le 26 avril. La reine et le roi s'empressèrent de prendre le même chemin, mais après avoir fait publier, sur la demande expresse de Napoléon[1], la protestation dans laquelle Charles IV rétractait son abdication comme imposée par la contrainte.

Les vieux souverains arrivaient à Bayonne irrités au plus haut point contre leur fils, auquel ils attribuaient tous leurs malheurs. Ils étaient dégoûtés d'une royauté qui ne pouvait plus être qu'un fardeau pour eux après tous les témoignages de haine et de mépris qu'ils venaient de recevoir de leurs sujets, heureux de se trouver enfin réunis en sûreté à un ami qu'ils n'espéraient plus revoir. Quant à celui-ci, qui devait la vie à l'intervention de Napoléon, et qui, en outre, craignait tout de lui, il était disposé à tout faire pour le contenter. Rien n'était plus favorable que de tels sentiments à la réalisation des projets de Napoléon, car il était facile de se servir du père pour obtenir la renonciation du fils, et plus facile encore de se faire céder par Charles IV une couronne qui ne pouvait plus avoir aucun prix à ses yeux. On commença donc par s'assurer de l'assentiment du prince de la Paix, dont on n'eut pas de peine à gagner la connivence dans l'état de découragement où il était tombé. Napoléon lui fit part de son intention de punir Ferdinand en le forçant de faire

1. Napoléon à Murat, 25 avril.

amende honorable devant ses parents, moyen sûr de flatter des cœurs dans lesquels une seule passion était restée vivante, celle de la vengeance. Il lui énuméra ensuite les riches compensations qui devaient les consoler de la perte d'une souveraineté précaire, déchirée par les factions, odieuse si elle avait à se maintenir par la force, méprisée si elle cédait aux caprices populaires.

Charles IV fit son entrée à Bayonne le 30 avril avec la reine. Partout, sur leur route, Napoléon leur fit rendre les honneurs royaux avec une pompe, une ostentation inusitées, et d'autant plus faites pour les toucher qu'ils avaient reçu des populations espagnoles un accueil bien différent. En descendant de voiture, le vieux roi, toujours simple et bon, incapable de pénétrer les noires trames dans lesquelles il avait été enlacé, se jeta en pleurant dans les bras de celui qui venait de ruiner sa maison, qui avait apporté la honte et la révolte au sein de sa famille, qui allait avant peu mettre l'Espagne entière à feu et à sang; il le serra sur son cœur, l'appela son ami et son soutien. Napoléon reçut en souriant d'un air de douce sérénité ces témoignages d'affection qui, pour tout homme de cœur et d'honneur, eussent été plus difficiles à supporter que des malédictions. Pendant que le vieillard qu'il avait si lâchement abusé et perdu, en retour de sa constante amitié, s'abandonnait à ces effusions de reconnaissance et repoussait avec un tremblement de colère les embrassements d'un fils, Napoléon, en dilettante consommé qu'il était, se livrait à des études de physionomie sur les acteurs de cette scène. Le lendemain, 1er mai, écrivant à Talleyrand, après une

longue interruption de correspondance, il lui faisait part de ses observations : « Le roi Charles, lui disait-il, est un brave homme. Je ne sais si c'est sa position ou les circonstances, il a l'*air d'un homme franc et bon*. La reine a son cœur et son histoire sur sa physionomie, c'est vous en dire assez.... Le prince de la Paix a l'*air d'un taureau ;* il a quelque chose de Daru.... Il est bon qu'on le décharge de toute imputation mensongère, *mais il faut le laisser couvert d'une légère teinte de mépris*. »

Le portrait du prince des Asturies était beaucoup moins flatté ; il est vrai que c'était le seul de ces divers personnages qui eût résisté à ses volontés : « Le prince des Asturies est très-bête, très-méchant, très-ennemi de la France. » Il est certain que Ferdinand VII réalisa amplement plus tard ce fâcheux pronostic ; mais eût-il été doué du plus heureux naturel, il est difficile qu'il ne fût pas devenu tel à la suite d'une entrée dans la vie sous de pareils auspices. Napoléon racontait ensuite avec indignation qu'il avait fait arrêter les courriers du malheureux prince, et qu'il avait lu dans ses lettres l'expression de *maudits Français*. Il était tout ému de cet abominable outrage. En ajoutant à toutes ses trahisons ce honteux procédé de la violation du secret des lettres, il aurait voulu sans doute trouver dans les confidences de sa victime des bénédictions pour lui et pour ses soldats !

Les vieux souverains retrouvèrent leur favori avec des transports de joie. Godoy leur communiqua sur-le-champ les volontés de Napoléon. Ils n'avaient ni le pouvoir, ni même le désir de s'y opposer. Ils n'aspiraient plus qu'au repos et à la sécurité de la vie pri-

vée. Mais leur haine et leur ressentiment contre le fils auquel ils attribuaient tous leurs malheurs n'avaient fait que s'accroître, et ils saisirent avec une ardeur presque sauvage l'occasion qu'on leur offrait de se venger de lui. Le vieux roi fit venir Ferdinand en présence de Napoléon, de la reine, de Godoy, et là, après l'avoir accablé des plus sanglants reproches, il le somma de lui rendre une couronne obtenue par l'usurpation. Alors, la reine se joignant à son époux, se répandit en invectives et en malédictions. Le prince, impassible, repoussa l'accusation en termes respectueux, mais fermes ; et comme il opposait des refus persistants à des instances de plus en plus menaçantes, le vieillard, tout perclus de rhumatismes, se leva en chancelant et brandit sa canne sur la tête du jeune homme.

A la suite de cette déplorable scène la question fut reprise par voie de correspondance. Ferdinand consentit à restituer la couronne, mais à condition que sa renonciation serait faite à Madrid en présence de l'assemblée des cortès et en faveur de Charles IV seulement. Charles repoussa ces conditions dans une lettre dictée par Napoléon et dans laquelle il établissait « que l'Espagne ne pouvait plus être sauvée que par l'Empereur » (2 mai). Deux jours après, il rendit un décret en vertu duquel Murat était investi de tous les pouvoirs en Espagne et recevait le titre de lieutenant général du royaume. Ferdinand résistait toujours ; et l'on ne peut dire à quelles extrémités Napoléon se serait porté contre son prisonnier pour le faire plier, sans le grave événement qui vint lui épargner de nouvelles violences.

Le 5 mai, vers quatre heures, un aide de camp de

Murat, accouru de Madrid à franc étrier, apporta à Napoléon un récit sommaire de l'insurrection qui venait d'éclater dans cette capitale. Les faits qui avaient accompagné et suivi l'entrée des troupes françaises en Espagne avaient un sens tellement clair, ils avaient un caractère si patent de fraude, de violence, de mépris pour tous les droits, et même pour ces susceptibilités innées qu'on évite de froisser chez les peuplades les plus incultes, que l'irritation de la nation espagnole contre ces envahisseurs hypocrites qui lui apportaient la servitude en invoquant la fraternité, avait pris rapidement les proportions les plus alarmantes. Mais Murat ne pensait qu'à ce trône auquel il croyait toucher; ils considérait une émeute comme une chance heureuse qui lui en aplanirait le chemin. Napoléon lui-même, loin de la redouter, l'appelait de tous ses vœux depuis que les princes étaient en son pouvoir. Il en était resté à son treize vendémiaire, à son insurrection du Caire, à son vieux thème des lettres à Joseph. Une bonne émeute, exemplairement écrasée, et laissant après elle une longue impression de terreur, était à ses yeux une base excellente pour une domination nouvelle, et le gage assuré d'une tranquillité durable. Quant à un soulèvement général, à l'insurrection de toute une nation, il n'avait jamais rien vu de semblable et ne croyait pas ce phènomène possible. Une autre de ses opinions non moins erronée, c'est qu'en tenant Madrid on tenait toute l'Espagne. Jugeant tous les pays avec ses préjugés de centralisation il n'avait pas la moindre idée de la force qu'avaient conservée en Espagne les institutions provinciales et le patriotisme qu'elles développent. Il

avait prévu la crise, il la désirait, au besoin il était homme à la provoquer; mais il n'en soupçonnait en rien le danger. Il avait donc prescrit à Murat de choisir de bonnes positions militaires, de camper le plus possible par divisions et aux environs de la ville, et en cas d'émeute d'occuper seulement les têtes de rues sans y engager les troupes.

L'effervescence produite à Madrid par tant de surprises et d'humiliations successives avait été aggravée au plus haut point par les procédés insolents et despotiques de Murat. Elle n'attendait plus qu'une occasion pour éclater en guerre ouverte lorsqu'on y apprit que le lieutenant de Napoléon se disposait à envoyer à Bayonne les derniers membres de la famille royale d'Espagne, c'est-à-dire l'infant don Francisco, le plus jeune frère de Ferdinand, Don Antonio son oncle, la reine d'Étrurie avec ses enfants. La junte suprême, lorsque Murat lui communiqua ses intentions, résolut d'abord de s'opposer à leur exécution. Mais, comme elle n'avait de Ferdinand que des instructions contradictoires lui enjoignant tour à tour la résistance ou la soumission, selon que le ressentiment ou la peur l'emportaient dans son esprit, et comme les troupes dont elle pouvait disposer à Madrid ne s'élevaient qu'à trois mille hommes, elle s'effraya et donna son consentement. Le 2 mai 1808, dès le matin, la foule s'assembla sur la place du Palais où le départ devait s'effectuer. La reine d'Étrurie parut la première et monta en voiture avec ses enfants; comme elle était peu aimée en raison de ses relations avec Murat, on la laissa partir sans protestation. Deux voitures restaient sur la place, et le bruit se répandit que l'infant don Francisco pleu-

raït en refusant de partir. Dans ce moment survint un aide de camp de Murat qui se dirigeait vers le palais; il fut assailli par le peuple et à grand peine arraché à la mort. Des troupes sont envoyées aussitôt pour dissiper les rassemblements; elles font feu sur cette foule désarmée qui se disperse dans toutes les directions en criant vengeance. Nos soldats isolés sont massacrés mais en petit nombre; les troupes de Murat étaient depuis longtemps prêtes pour le combat. Elles occupent les principales issues de la ville, elles en balayent les rues avec leur artillerie. La lutte était trop inégale pour se prolonger longtemps. Lorsque les rangs des patriotes s'éclaircissent, Murat y précipite la cavalerie de la garde, les lanciers polonais, les mameluks qui poursuivent les fugitifs et les sabrent jusque sur le seuil de leurs maisons. Les troupes espagnoles consignées dans leurs quartiers ne prirent aucune part à la lutte à l'exception d'une compagnie d'artillerie qui livra au peuple le parc dont elle avait la garde et dont les officiers Velarde et Daoiz se firent héroïquement tuer pour leur pays. Ce point fut le seul où l'insurrection put offrir quelque résistance, et une fois le parc d'artillerie enlevé, tout fut terminé. Nos pertes s'élevaient à trois ou quatre cents morts, celles des insurgés à sept à huit cents, autant qu'il est permis de conclure sur des récits absolument contradictoires. La junte intercéda auprès de Murat qui promit une amnistie générale en échange d'une entière soumission.

Cette promesse du général français fit tout rentrer dans l'ordre, et un grand nombre d'insurgés confiants en sa parole avaient regagné leurs demeures lorsqu'on

apprit que le massacre avait recommencé, mais cette fois sans avoir l'excuse d'une insurrection. Murat, jugeant sans doute que la leçon n'avait pas été assez terrible, avait fait saisir chez eux beaucoup d'Espagnols qui étaient retournés à leurs occupations, et, au mépris de la parole donnée, il en avait fait fusiller une centaine sans jugement, exemple mémorable de la cruauté froide et réfléchie que la soif de régner peut inspirer à un homme né avec des instincts bons et généreux. Cette fois Murat n'avait plus en vue la répression mais la sécurité de sa future royauté, il n'agissait plus en général mais en roi, il montrait une âme vraiment royale, s'élevait du premier coup à la grande politique, laissant les scrupules aux petits esprits incapables de comprendre la raison d'État. Il se créait à la couronne d'Espagne des titres tels que Napoléon ne pourrait les méconnaître sans se renier lui-même, car jamais les préceptes de ce maître en machiavélisme n'avaient été appliqués avec plus de vigueur, de fidélité et d'à propos.

Mais le sang que Murat venait de répandre ne devait profiter ni au maître ni à l'élève. En ce qui concerne Napoléon, on peut dire que la journée du 2 mai fut un coup mortel porté à sa domination, tant l'exécration qu'elle fit naître dans tous les cœurs espagnols fut unanime et profonde. Quant à Murat, une cruelle déception l'attendait. Il est permis de croire qu'il éprouvait au fond du cœur quelque honte et quelque remords d'avoir commis de pareilles atrocités, mais combien ces sentiments ne durent-ils pas devenir plus amers lorsqu'il s'en vit dérober le prix? Le jour même où il faisait fusiller les patriotes de Madrid, Napo-

léon lui signifiait de Bayonne qu'il devait renoncer pour toujours à ce trône tant convoité, à ce trône pour lequel il venait de verser tant de sang et de se parjurer lui-même. On lui offrait à la vérité de riches compensations, mais des compensations qu'il considérait presque comme injurieuses pour lui dans la fièvre d'orgueil et d'ambition qui s'était emparée de son esprit. « Je destine le roi de Naples à régner à Madrid, lui écrivait Napoléon. Je veux vous donner le royaume de Naples ou celui du Portugal. Répondez-moi sur le champ ce que vous en pensez, car il faut que cela soit fait dans un jour. » (2 mai.)

En attendant que le contrecoup de l'émeute et des tueries de Madrid se fît sentir dans tout le royaume où il devait retentir comme un appel aux armes, Napoléon put croire qu'il en recueillerait les fruits les plus heureux. L'événement lui servit d'abord à vaincre la résistance de Ferdinand, dont il n'avait pu venir à bout jusque-là. Le roi Charles, poussé par l'empereur manda de nouveau son fils devant lui, l'accusa d'être l'auteur de l'insurrection de Madrid, le menaca de l'en rendre responsable, et enfin lui déclara que maintenant plus que jamais il n'avait qu'un seul moyen de se justifier, c'était de renoncer au trône. Et comme le prince immobile, les yeux baissés, gardait un silence obstiné, Napoléon l'interpella lui-même avec les menaces les plus violentes : « si d'ici à minuit, lui dit-il, vous n'avez pas reconnu votre père pour roi légitime et ne le mandez à Madrid, vous serez traité comme rebelle. » Ces paroles, sont celles que l'empereur rapporte dans sa correspondance, mais des témoins dignes de foi assurent qu'il menaça Ferdinand de le

faire mettre à mort, et leur assertion n'a rien que de très-vraisemblable. Le prince terrifié céda enfin. Il signa deux renonciations successives, l'une en date du 6 mai en faveur de son père et en sa qualité de roi de fait, l'autre datée du 10, en faveur de Napoléon et en sa qualité d'héritier de la couronne. Le roi Charles n'avait pas même attendu ces deux actes pour céder à Napoléon tous ses droits au trône des Espagnes et des Indes en échange des châteaux de Compiègne et de Chambord et d'une rente de trente millions de réaux (5 mai). Ferdinand reçut en échange de ses droits le château de Navarre avec un revenu de 400,000 francs et 600,000 fr. de rente viagère. Les trois infants reçurent des pensions. L'Espagne et ses colonies étaient ainsi acquises à Napoléon moyennant une somme totale de dix millions par an, mais cette somme c'était l'Espagne elle-même qui devait la payer! « Cela fera en tout dix millions, écrivait Napoléon à Mollien le 9 mai. *Toutes ces sommes seront remboursées par l'Espagne.* » L'histoire de cette mémorable transaction serait incomplète, si nous n'ajoutions que, moins de trois mois après le jour où elle avait été signée, Ferdinand était en instance auprès du trésor français pour obtenir le payement des deux premiers mois de sa pension. [1] Celle du roi Charles n'était pas mieux payée, et c'est en septembre seulement qu'il recevait son arriéré du mois de juillet.

Napoléon était triomphant, rayonnant de joie. Qui pourrait désormais contester *ses droits?* Quelle stipu-

1. Voir dans les *Mémoires du roi Joseph* la lettre d'Azanza à Urquijo en date du 18 août 1808.

lation, quel contrat avait jamais été conclu plus régulièrement, quelle convention mieux faite selon toutes les formes? Une seule chose lui donnait de l'humeur. Le roi Charles semblait très-bien prendre son parti de sa mésaventure, c'était « un bon et brave homme, » mais Ferdinand était sombre et taciturne : « Quant au prince des Asturies, écrivait-il à Talleyrand le 6 mai, c'est un homme qui inspire peu d'intérêt. Il est bête au point que je n'ai pu en tirer un mot. Quelque chose qu'on lui dise, il n'y répond pas. Qu'on le tance ou qu'on lui fasse des compliments il ne change jamais de visage. Pour qui le voit son caractère se dépeint par un seul mot : *un sournois.* »

Napoléon ne pouvait concevoir que Ferdinand ne montrât pas plus de satisfaction. Il n'était même pas loin de prétendre à sa reconnaissance. Que lui manquait il donc à ce farouche personnage? que lui fallait-il de plus? tout ne s'était-il pas passé dans les règles? ne devait-il pas comprendre que sa tristesse insultait à la joie du héros? Napoléon se hâta d'écarter cette triste figure; il dirigea le Prince ainsi que ses frères sur Valençay, en leur donnant une *escorte d'honneur* de quatre-vingts *gendarmes.* Par un trait de cette ironie cynique et méchante qui ne l'abandonnait jamais, il chargeait le frondeur Talleyrand de veiller à leurs plaisirs : « Je désire, lui écrivait-il à ce sujet, que ces princes soient reçus sans éclat extérieur, mais *honnêtement,* et que vous fassiez tout ce qui sera possible pour les amuser. Si vous avez à Valençay un théâtre, et que vous fassiez venir quelques comédiens, il n'y aura pas de mal. Vous pourriez y amener Mme de Talleyrand avec quatre ou cinq dames. *Si le prince des*

Asturies s'attachait à quelque jolie femme, cela n'aurait aucun inconvénient, *surtout si on en était sûr*. J'ai le plus grand intérêt à ce que le prince des Asturies ne commette aucune fausse démarche. Je désire donc qu'il soit amusé et occupé. La politique voudrait qu'on le mît à Bitche, ou *dans quelque château fort;* mais comme il s'est jeté dans mes bras, qu'il m'a promis de ne rien faire sans mon ordre, et que tout va en Espagne comme je le désire, j'ai pris le parti de l'envoyer dans une campagne en *l'environnant de plaisirs et de surveillance*. Que ceci dure le mois de mai et une partie de juin, les affaires d'Espagne auront pris une tournure et *je verrai alors le parti que je prendrai.* Quant à vous, *votre mission est assez honorable*. Recevoir chez vous trois illustres personnages pour les amuser est tout a fait dans le caractère de la nation et dans celui de votre rang[1] ».

On ne dit pas quels sentiments agitèrent l'âme de Talleyrand à la lecture de la lettre qui lui confiait cette *mission honorable*, mais on peut juger par ces ignominieuses instructions qu'il ne pouvait décliner sans se perdre, que si cet homme d'État est devenu dès cette époque un des plus mortels ennemis de Napoléon, ce ne sont pas les griefs qui lui ont manqué. L'empereur savait que Talleyrand se permettait dans l'intimité des propos très-libres au sujet de cette glorieuse entreprise d'Espagne. Le diplomate se vantait de l'avoir déconseillée, il la déclarait impolitique et dangereuse. Eh bien! bon gré ou malgré, il s'y

1. Les éditeurs de la *Correspondance de Napoléon* n'ont eu garde de publier cette pièce caractéristique. C'est à M. Thiers qu'on la doit.

tro verait à jamais compromis, compromis pour y avoir joué le rôle le plus fâcheux et le plus déshonorant, compromis pour y avoir servi à la fois de geôlier et d'entremetteur au prince dépossédé. Et c'est là ce que Napoléon à Sainte-Hélène, ouvrant sa grande âme au pieux Las Cases, appelait « *une sorte de malice !* » charmante malice en vérité ! et qui clôt dignement la longue suite d'infamies qui venaient d'aboutir aux deux traités de Bayonne[1].

Il ne restait plus qu'à prendre possession de ce magnifique royaume, qu'on venait d'acquérir à si bon marché, car bien que l'Espagne fût déjà inondée de nos troupes, nous étions encore loin d'avoir occupé toutes les provinces. Mais cette prise de possession ne pouvait faire aucune difficulté, Napoléon en était convaincu, et il fallait que tout le monde le crût comme lui : « Je regarde le plus gros de la besogne comme fait, écrivait-il le 6 mai, quelques agitations pourront avoir lieu, *mais la bonne leçon qui vient d'être donnée à la ville de Madrid, celle qu'a reçue dernièrement Burgos, doivent nécessairement décider promptement les choses.* » Et le 14 mai il mandait à Cambacérès : « *L'opinion de l'Espagne se ploie selon mon désir. La tranquillité est rétablie partout, et il paraît qu'elle ne sera troublée nulle part.* » Le 16 à Talley-

1. V. et comp. sur cette époque les *Mémoires* de Cevallos, d'Escolquiz, d'Azanza et O-Farrill, les pièces publiées par Llorente, les *Mémoires historiques* de l'abbé de Pradt, les *Souvenirs diplomatiques* de Lord Holland, l'*Histoire* du comte de Toreno, les *Mémoires* de M. de Bausset. Quant aux *Mémoires du Prince de la Paix*, quoique rédigés sous les yeux de Godoy, ils contiennent peu de renseignements utiles.

rand : « Les affaires d'Espagne *vont bien* et vont être *entièrement terminées.* »

Vaine et pitoyable illusion ! Non, les affaires d'Espagne n'étaient pas terminées, elles allaient commencer ! Mais les apparences et les probabilités n'étaient-elles pas toutes en sa faveur ? Ne devait-il pas croire, lui, le maître de tant d'empires, qu'il aurait facilement raison d'une nation sans chefs, sans argent, sans armée, et séparée par la mer de toutes les puissances continentales, excepté de celle qui l'opprimait ? Était-il vraisemblable qu'un ramassis de bourgeois et de paysans pût tenir tête aux légions qui avaient vaincu l'Europe ? Ainsi tout concourait à le tromper, tout, jusqu'à la facilité inouïe, inconcevable avec laquelle il avait mené à bonne fin les préliminaires de son usurpation. Ses succès même n'ont fait que mieux lui cacher ce piége de la fortune. Il a résolu d'introduire ses armées en Espagne, elles y ont été reçues à bras ouverts ; il a voulu se rendre maître des places fortes, on les lui a livrées ; il a demandé l'éloignement des troupes espagnoles, on les a fait partir ; il a exigé l'occupation de la capitale, il l'a obtenue ; il a cherché à attirer les deux rois en France, ils y sont venus ; il les a sommés de renoncer au trône, ils ont abdiqué. Dès le premier moment, tout le monde s'est soumis, a plié devant ses volontés, a cédé à ses ruses ou à ses violences, il n'a pas rencontré un seul obstacle, ni dans les hommes ni dans les choses, tant cette vieille monarchie est caduque, décrépite, épuisée. Et maintenant qu'il y commande à cent vingt mille hommes, qui oserait parler de résistance ? Mais c'est là que le châtiment

attend cet invincible, car c'est par ce faible adversaire que Napoléon va se voir saisi, enlacé d'une étreinte si forte et si tenace que rien ne pourra plus l'en délivrer. Semblable au lutteur de la légende antique, du premier effort de son bras puissant il a fendu le tronc du chêne séculaire. Mais voici que les parties disjointes se sont soudain rapprochées, et sa main est restée prise dans cet étau vivant. Il veut la dégager, l'étreinte se resserre. La chair et le bois ne font plus qu'un. Le géant se trouble, il ébranle la terre de ses secousses désespérées. Fureurs inutiles! L'arbre vainqueur le tient ; il embrasse de plus en plus étroitement son captif ; et déjà la nuit tombe et les bêtes fauves viennent rôder autour de leur proie.

CHAPITRE VIII.

INSURRECTION D'ESPAGNE. — L'AVÉNEMENT DU ROI JOSEPH (MAI-JUILLET 1808).

La nouvelle des fusillades du 2 mai répandue au milieu d'une population déjà inquiète, agitée, indignée de la présence de tant de soldats étrangers sur son territoire, produisit dans toute l'Espagne un long frémissement de colère. Mais lorsqu'on y connut les odieuses circonstances de la trahison de Bayonne et les deux abdications qui l'avaient suivie, ce ne fut plus d'un bout à l'autre de la Péninsule qu'un seul cri, immense, instantané, foudroyant, cri de vengeance et d'extermination destiné à retentir dans les siècles, et tel que le monde n'en avait jamais entendu jusque-là ! On eût dit qu'une grande commotion volcanique venait de soulever le sol de l'Espagne sur toute sa surface. En un jour, en une heure, sans concert et sans mot d'ordre, toute la nation fut debout, enflammée d'un sentiment unanime. Ces vastes mouvements qui entraînent tout un peuple dans le même courant de haine, d'amour ou d'enthousiasme, n'étaient pas un spectacle nouveau pour l'Europe. La France le lui

avait donné plus d'une fois pendant les longues péripéties de sa Révolution ; mais là comme dans toutes les monarchies unitaires et centralisées, tantôt la capitale, tantôt quelques hommes, dictateurs improvisés, avaient voulu et décidé, la multitude avait suivi. Elle avait suivi avec une exaltation et un dévouement souvent aveugles; elle n'avait eu ni la pensée ni l'initiative. Ce qui fait l'originalité et la grandeur du soulèvement espagnol, ce qui lui donne une physionomie à part dans l'histoire, c'est que non-seulement toutes les provinces, toutes les villes et même les villages se levèrent à l'insu les uns des autres, mais que chaque homme en quelque sorte, à ce moment de péril suprême, osa, dans son isolement, regarder en face le tyran du monde, et lui déclara la guerre pour son propre compte. Il est toujours facile et souvent peu glorieux de suivre le mouvement qui entraîne les foules, mais lorsque l'homme, sans autre témoin que lui-même, et sous la seule impulsion de son honneur, embrasse d'un cœur intrépide une résolution qui expose sa fortune et sa vie à une destruction presque certaine, ceux qui ont à raconter de tels faits doivent s'incliner avec respect, car ils ont sous les yeux ce phénomène rare et sublime qu'on nomme l'héroïsme.

Cet exemple, des milliers d'hommes le donnèrent au même instant, en accourant en armes au petit centre de leur canton où de leur province. Seraient-ils imités et soutenus? Ils l'ignoraient; ils ne savaient qu'une chose, c'est qu'ils préféraient la mort à l'ignominie d'une domination imposée et subie sous de tels auspices. Il faut dire d'ailleurs que jamais, dans les

temps modernes, la conquête ne s'était encore présentée sous des traits aussi révoltants et aussi hideux. L'invasion de l'Espagne offrait un caractère à part, même parmi les entreprises de Napoléon, où la fourberie avait toujours tenu une si grande place. Il s'y était surpassé lui-même, mais par malheur il y avait aussi dépassé la mesure de ce que pouvaient supporter ses contemporains, car il est certain qu'aucune nation de l'Europe n'était alors assez dégradée pour endurer patiemment les turpitudes qui soulevèrent le peuple espagnol. Voilà ce dont le plus grand des hommes n'avait pas la moindre idée. Loin d'avoir aperçu un seul des signes précurseurs de cette grande convulsion nationale, il était plein de sécurité, de confiance, de contentement de lui-même. Il avait, par une combinaison ingénieuse, épargné à l'Espagne les horreurs d'une conquête violente, il avait obtenu presque sans effusion de sang le prix de dix années de carnage; tout le monde devait lui être reconnaissant du subtil et salutaire expédient qu'il avait choisi, et bientôt les Espagnols allaient bénir le nom de leur *régénérateur*; il ne voyait pas au delà. En cela, le manque de sens moral, la grossière ignorance des susceptibilités de l'honneur, du patriotisme, de la dignité individuelle ou nationale, qui sont un des traits distinctifs de cette âme perverse, équivalent à une lacune de l'intelligence, car ces perfidies, si laborieusement combinées, vont directement contre leur but, ces profonds calculs sont une grosse bévue, ce crime est presque de la niaiserie. A ne rien soupçonner, à ne rien prévoir des effets que de telles noirceurs devaient n[illegible] produire chez un

peuple fier et passionné, il y avait une aberration de jugement qui paraît à peine croyable; et l'on conçoit que, plus tard, Napoléon soit allé jusqu'à écrire un faux pour faire absoudre son génie à défaut de son honneur; mais il lui eût fallu pour se disculper refaire sa correspondance tout entière, qui témoigne, quoi qu'on en ait dit, du plus étrange et du plus inconcevable aveuglement, non-seulement avant l'insurrection, mais longtemps après qu'elle a éclaté sous ses yeux.

La résolution héroïque et désespérée qui s'empara des Espagnols à la nouvelle des événements de Bayonne, eut toute la soudaineté d'une explosion; il fallut toutefois au soulèvement quelques jours pour s'organiser. Ce fut en général du 24 au 30 mai 1808 qu'il éclata, et presque partout avec des circonstances analogues. Le signal ne partit ni de la ville ni des campagnes; il fut donné sur tous les points à la fois. Dans les hameaux, dans les villages, sur les routes, des hommes, obéissant à la même pensée, se réunissent spontanément; ils marchent ensemble au chef-lieu ou à la capitale de la province; ils en trouvent les habitants déjà soulevés ou prêts à se révolter; ils déposent les autorités hésitantes ou suspectes, nomment des juntes insurrectionnelles, s'emparent des arsenaux et arment les populations, après avoir fait décréter les levées en masse. Partout les contributions volontaires affluent dans les caisses du nouveau gouvernement, et tous les hommes en état de porter les armes s'enrôlent sous sa bannière. Nobles, paysans, bourgeois, moines, prêtres, soldats, toutes les classes luttent de zèle et d'émulation. Rien

n'est plus faux et plus insoutenable que l'opinion de ceux qui persistent encore à présenter ce soulèvement comme « l'œuvre des moines. » C'est là un vieux thème inventé par Napoléon pour déshonorer ceux qu'il ne pouvait vaincre. J'en montrerai bientôt l'origine et le peu de solidité. Ce qu'on doit dire à l'honneur du clergé espagnol, c'est que, loin de montrer la complaisance ordinaire de l'Église catholique à l'égard de ce qu'elle nomme les pouvoirs établis, il se prononça avec énergie en faveur du mouvement national; mais il ne le devança pas, il le suivit; et dans les commencements surtout il se manifesta plus d'une fluctuation dans sa conduite. Il n'est pas permis d'oublier que parmi les plus empressés à saluer à Bayonne la royauté éphémère de Joseph, figuraient en première ligne les représentants de la sainte inquisition. Les passions religieuses eurent sans doute leur part d'influence dans l'insurrection espagnole. Cette influence s'accrut surtout lorsque Napoléon qui les avait d'abord caressées avec un soin extrême, reconnut l'inutilité de ses efforts pour gagner les prêtres après sa déclaration de guerre au pape, et rompit brusquement avec eux dans l'espoir non moins chimérique de s'attacher les opinions philosophiques. Mais il n'y a pas plus de vérité à attribuer cette révolte au fanatisme religieux qu'à en faire honneur au fanatisme monarchique comme d'autres l'ont essayé; sa force et sa gloire sont d'avoir réuni tous les mobiles et toutes les opinions, depuis la superstition du paysan jusqu'au patriotisme presque républicain de l'étudiant des universités. A côté des bataillons enrôlés sous la bannière des saints de l'Es-

pagne, on voit figurer dans l'armée insurgée les compagnies *Brutus* et de *Caton*, la compagnie du *Peuple*, qui avait pour devise : *La liberté ou la mort*. Cette révolte est essentiellement une révolution d'indépendance, et c'est là ce qui l'a rendue invincible. Aussi restera-t-elle l'éternelle leçon des peuples menacés dans leur existence nationale, en leur apprenant à préférer les maux les plus effroyables à la domination étrangère, même déguisée sous d'apparentes améliorations.

Au milieu de l'unanimité extraordinaire de ce soulèvement, deux catégories d'hommes seulement se montrèrent disposées, non pas à ratifier ce qui s'était fait, mais à transiger avec un état de choses qu'elles considéraient comme inévitable, ce sont celles que dans tous les temps et dans tous les pays on a vues se plier le plus docilement aux circonstances : les fonctionnaires et les gens de cour. Encore faut-il dire que leur défection fut non-seulement très partielle, mais très-passagère, car l'immense majorité des premiers ou resta fidèle à la cause nationale, ou lui revint après une courte hésitation; et quant aux seconds, comme c'est à la cour et non au monarque qu'ils sont attachés, il fallait être naïf comme l'était le roi Joseph pour s'étonner, soit de leur empressement, soit de leur désertion. Au reste on doit convenir que les bonnes raisons pour se soumettre et accepter les faits accomplis ne leur manquaient ni aux uns ni aux autres, et ils ne se firent pas faute de prêcher à leurs compatriotes une résignation qui semblait la loi même de la nécessité. Que voulait-on, qu'espérait-on en organisant une résistance? Avait-on la folle idée de triompher des armées de Napoléon? Non, une pareille

illusion ne pouvait entrer dans aucun esprit sensé. Le seul résultat possible de l'insurrection était la défaite, une défaite sans remède, parce qu'elle ajouterait tous les maux de l'anarchie à tous ceux de la guerre. La facilité avec laquelle s'était accomplie la chute de l'ancienne dynastie indiquait assez que c'était là « un terme fixé par la Providence. » En acceptant un nouveau souverain des mains de Napoléon, l'Espagne n'abdiquait nullement son indépendance, elle la voyait consacrée plus solidement que jamais et soutenue par toute la force de l'empire. Délivrée d'une royauté incapable et vieillie, gouvernée par un prince que recommandaient ses qualités personnelles et son esprit éclairé, l'Espagne pourrait enfin participer aux réformes et aux améliorations dont jouissaient tous les peuples de l'Europe ; elle pourrait reprendre la place éminente qu'elle avait eue parmi les puissances. Tous ces biens dont on allait entrer en possession presque sur-le-champ devaient faire oublier des irrégularités regrettables, mais passées désormais à l'état de faits accomplis, et les bons citoyens ne pouvaient plus avoir qu'une pensée, celle de prévenir des malheurs irréparables par une prompte adhésion au nouveau régime[1].

Ces sophismes étaient spécieux ; au début surtout plus d'un patriote sincère s'y laissa prendre dans la crainte de voir tant d'efforts généreux aboutir à la ruine et à l'anéantissement de l'Espagne. Mais le sen-

1. Ces représentations ne sont point imaginaires; elles sont le résumé exact de celles que la junte extraordinaire de Bayonne et la junte suprême de Madrid adressaient alors à leurs concitoyens.

timent populaire n'hésita pas un instant, et en préférant la mort même au bonheur qu'on lui promettait, il vit plus juste et plus loin que les sages. Là où les calculs des politiques sont en défaut, l'instinct des simples triomphe, car l'héroïsme comme le génie est chose d'inspiration, non de raisonnement; et dans toutes les situations désespérées une Jeanne Darc sera toujours supérieure à un Machiavel.

La principauté des Asturies fut de toutes les provinces espagnoles celle qui se prononça la première, si toutefois on peut assigner une initiative à un mouvement qui fut essentiellement simultané. Ce petit pays perdu à l'extrême nord, resserré entre les montagnes et la mer, presque sans communication avec les autres provinces, avait été le dernier refuge des guerriers de Pélage à l'époque de l'invasion arabe; il était digne par son énergie et son patriotisme de servir de berceau à une guerre d'indépendance. Dès le 9 mai la junte des Asturies, réunie à Oviédo, avait décidé aux acclamations de la population entière qu'elle désobéirait aux ordres de Murat, et son président, le marquis de Santa-Cruz, avait déclaré « qu'en quelque lieu qu'il vît un homme se lever contre Napoléon, il prendrait un fusil et marcherait à ses côtés.[1] » Le soir du 24 mai, vers minuit, le tocsin retentit dans la ville et dans les villages environnants, on s'empare du commandant envoyé par Murat, on enlève l'arsenal où se trouvait un dépôt de cent mille fusils. Le lendemain la junte s'assemble, elle organise la défense, elle décrète une levée de dix-huit mille hommes;

1. Toreno, *Hist. de la révolution d'Espagne.*

puis cela fait, les représentants de cette humble contrée, à peine perceptible sur une carte d'Europe, saisis d'un enthousiasme inexprimable, déclarent solennellement la guerre à l'oppresseur des peuples. Sublime accès de folie, aussi digne des regards de l'histoire que l'immortelle inspiration qui poussa les trois cents fils de Sparte au-devant de toute une armée ! Et en commençant cette lutte si prodigieusement inégale, la junte des Asturies se croyait si bien réduite à ses seules ressources, elle agissait tellement en son propre et privé nom que sans plus attendre et sans consulter personne, elle envoie sur-le-champ en Angleterre, pour y réclamer l'appui des forces britanniques, deux députés, dont l'un était le vicomte de Matarosa, le même qui, plus connu plus tard sous le nom de comte de Toreno, nous a laissé le récit le plus fidèle et le plus judicieux qui ait été publié sur ces événements. Les envoyés de la junte débarquèrent à Falmouth dans la nuit du 6 juin 1808, et dès le lendemain à sept heures du matin ils étaient admis à l'hôtel de l'Amirauté. Ils apportaient à Canning la déclaration de guerre que la junte des Asturies venait de signifier à l'empereur des Français, roi d'Italie, et la requête qu'elle adressait à S. M. britannique. A l'audition d'un message si extraordinaire, la vive intelligence de Canning, suppléant aux nouvelles qui faisaient absolument défaut, entrevit aussitôt quel prodigieux ébranlement devait avoir reçu la Péninsule pour qu'il s'y produisît des événements aussi inouïs. Il comprit qu'une émotion si vive et si profonde ne pouvait pas être un fait isolé, que cette conflagration n'était que l'épisode d'un vaste incendie; il promit aux députés

l'appui énergique de la Grande-Bretagne et bientôt leur en donna par écrit l'assurance officielle au nom du cabinet.

Au moment où les montagnards asturiens jetaient leur cri de guerre, un cri semblable leur répondait à l'autre extrémité de la Péninsule, à Carthagène. Là ce fut le désir de conserver à l'Espagne une escadre que Napoléon faisait diriger sur Toulon par l'amiral Salcedo, qui précipita les événements. La vue de cette honteuse spoliation, accomplie au grand jour comme l'acte le plus légitime, remplit les habitants de colère et d'indignation. La nouvelle des abdications de Bayonne qui survint au même instant acheva de les décider à la révolte. Ils savaient que l'escadre devait d'abord relâcher à Mahon; c'est là qu'ils iront l'arrêter. Ils se précipitent vers la demeure du capitaine général, le déposent et le remplacent par un de leurs adhérents, nomment une junte d'insurrection, ouvrent leurs arsenaux et leurs dépôts d'armes aux provinces voisines. Cela fait, ils se hâtent d'envoyer à Mahon un officier de marine qui vient intimer à Salcedo la défense de partir et l'escadre échappe à ses ravisseurs (22, 23 mai). Murcie imite aussitôt Carthagène. Une autre ville du même littoral, la riche et populeuse Valence, n'a pas attendu ce signal pour éclater. A Valence, la lecture du numéro de la *Gazette de Madrid*, qui contient les abdications, a suffi pour soulever le peuple. En une heure toute la ville est debout aux cris de : Vive Ferdinand ! mort aux Français !

Malheureusement on ne s'en tient pas aux paroles. Ici comme dans la plupart des villes où se trouvent de grandes agglomérations populaires, l'irritation des

multitudes, surexcitée jusqu'au délire, amène des scènes lamentables auxquelles de courageux citoyens essayent en vain de s'opposer. Le comte de Cervellon, qui trahissait l'insurrection en feignant de la servir, échappe à une mort méritée grâce au dévouement de sa fille qui arrache aux mains des accusateurs les preuves écrites de sa trahison; mais le baron d'Albalat, innocent quoique suspect, est mis en pièces par une foule furieuse, nouvel exemple des méprises de ces justices sommaires qui jugent sans discernement et frappent à l'aveugle. Quelques jours plus tard le peuple de Valence, tombé sous la domination d'un prêtre fanatique, le chanoine Calvo, déshonore sa révolution par le massacre des résidents français réfugiés dans la citadelle. Mais ces assassinats sont bientôt punis par le supplice de Calvo et de ses partisans, et la ville, honteuse de leurs excès, va les effacer avant peu par des exploits qui la réhabiliteront aux yeux du monde.

Au début de l'insurrection, ces scènes sanglantes qui, une fois la guerre engagée, deviendront le plus souvent de justes quoique inexorables représailles, sont loin d'être un fait général; on peut même soutenir qu'elles sont exceptionnelles, surtout si l'on tient compte de la violence des passions qui s'y trouvaient en jeu. Les Français établis en Espagne furent presque partout protégés contre la fureur populaire malgré la haine dont ils étaient devenus l'objet. Quant aux fonctionnaires qui furent frappés, si leur châtiment était à la fois irrégulier et excessif, leur adhésion au gouvernement de Murat était à bon droit considérée comme un crime. Dans beaucoup de villes on

se contenta de les déposer; dans d'autres on les enrôla purement et simplement dans l'insurrection. A Valladolid, résidait le capitaine général du royaume de Léon, don Gregorio de la Cuesta, vieux militaire et bon patriote, mais caractère hautain et obstiné, habitué à ne croire qu'à la force enrégimentée et comme tel jugeant toute résistance inutile. Les révoltés, voyant que ni par leurs prières, ni par leurs raisons, ni par leurs menaces, ils ne pouvaient décider le vieux général à se déclarer pour l'insurrection, élevèrent une potence devant le balcon de son hôtel et le sommèrent de choisir entre la mort et le commandement des forces insurgées. Ce raisonnement péremptoire mit fin aux scrupules de la Cuesta, soit qu'il fût intimidé, soit qu'il comprît enfin qu'une telle énergie pouvait devenir un puissant instrument de délivrance.

Le soulèvement de la Galice avait suivi de près celui des Asturies, pays auquel elle confine de plusieurs côtés. Cet événement fit tomber au pouvoir de l'insurrection les ports et les arsenaux du Ferrol et de la Corogne, dont Napoléon travaillait depuis longtemps à s'assurer la possession. Mais on eut à y déplorer le meurtre du capitaine général Filangieri, homme qui s'était fait aimer par la douceur et la droiture de son caractère. On apprit presque en même temps la révolte de la province de Santander, qui menaçait de très-près nos communications par les Pyrénées. Celle du royaume d'Aragon fit son explosion à Saragosse où le peuple devina et choisit un héros en la personne de don José Palafox; enfin celle de la Vieille-Castille et de la Catalogne vint compléter en peu de ours l'insurrection des provinces du nord. Seules les

provinces basques, inondées de nos soldats qui les parcouraient dans tous les sens, s'abstinrent de prendre part au mouvement. Déjà le midi tout entier était en feu. Là, comme partout, c'était sans rien savoir de ce qui se passait dans le reste de l'Espagne qu'on avait couru aux armes. La junte insurrectionnelle de Séville croyait si bien être seule en agissant pour tous, qu'elle avait pris naïvement le titre de *Junte suprême d'Espagne et des Indes*, persuadée qu'elle était le dernier asile du patriotisme espagnol et parodiant à sa façon le beau vers du poëte :

Rome n'est plus dans Rome, elle est toute où je suis.

Ce bel élan national fut malheureusement souillé par le meurtre du comte del Aguila. L'Andalousie était la province où il y avait le plus de troupes espagnoles, grâce aux précautions que Napoléon avait prises pour les éloigner de Madrid. Il s'en trouvait un assez grand nombre à Séville, plus encore à Cadix, et au camp de Saint-Roque, près de Gibraltar. Ces combinaisons, soi-disant prévoyantes, eurent pour effet de faire de l'Andalousie, pays fortifié naturellement par les escarpements de la Sierra Morena, le centre le plus formidable de l'insurrection espagnole. Les troupes de Séville ayant immédiatement pris parti pour la cause nationale, la junte songea aussitôt à s'assurer de Cadix, le premier port de la Péninsule, et du camp de Saint-Roque où se trouvait sa plus importante armée. Castaños, le commandant du camp, se prononça dès l'arrivée de l'envoyé de la junte de Séville. L'émissaire envoyé à Cadix y rencontra des obstacles inattendus. Le capitaine général de Cadix

était ce même Solano qui avait fait campagne en Portugal comme auxiliaire de Junot. Mécontent d'abord de son triste rôle dans cette aventure, mais gagné depuis par les flatteries de Murat, Solano s'était résigné à accepter le nouveau régime. Après avoir tout fait pour arrêter le mouvement, il se soumit d'assez mauvaise grâce lorsqu'il en eut reconnu la force irrésistible, et promit d'obéir à la volonté populaire.

Mais il n'était plus en son pouvoir de dissiper la défiance et les ressentiments que ses tergiversations avaient excités dans l'âme d'un peuple dont quelques jours auparavant il était l'idole. Saisi dans la maison d'un ami où il avait cherché un refuge, Solano fut massacré sur une place de Cadix et mourut avec un courage qui aurait fait sa gloire s'il l'avait employé contre les ennemis de son pays. Don Thomas de Morla fut nommé capitaine général à sa place. La junte lui intima l'ordre d'attaquer la flotte française qui, depuis la catastrophe de Trafalgar, était bloquée dans le port de Cadix. Il adressa des sommations menaçantes à l'amiral Rosily qui la commandait, et fit les préparatifs nécessaires pour bombarder l'escadre en cas de résistance. Rosily gagna quelques jours par des négociations, puis il prit position au milieu de la rade, hors de portée des feux de la ville, convaincu qu'il ne tarderait pas à être dégagé par le corps de Dupont qui devait occuper l'Andalousie.

Jaën et Cordoue s'étaient promptement ralliées au mouvement de Séville. Grenade se prononça en armant toute sa population valide; elle entraîna dans la révolte les troupes suisses que Théodore Reding

commandait à Malaga. A Badajoz, capitale de l'Estrémadure, le peuple attendit, comme dans beaucoup d'autres villes, le jour de la Saint-Ferdinand (30 mai) pour s'insurger. Il fit sa révolution presque sous le canon des Français qui occupaient Elvas, à peu de distance de là, et se mit sur-le-champ à relever les fortifications de la ville qui tombaient en ruines. L'Estrémadure eut en peu de temps une armée de vingt mille hommes, qui rendit de grands services en interceptant les communications de Junot avec l'armée française d'Andalousie.

On voit par ce rapide coup d'œil jeté sur l'insurrection d'Espagne, avec quel ensemble et quelle spontanéité éclata cette grande commotion. Il est aussi puéril de l'expliquer par l'influence d'une certaine classe ou d'une superstition particulière, monarchique ou religieuse, que d'attribuer à un ruisseau la formation de l'Océan. Ce n'était pas le sentiment monarchique qui était irrité contre Napoléon, car ce n'était certes pas la république qu'il apportait à l'Espagne ; ce n'était pas non plus le sentiment religieux, car, sans parler de l'affaiblissement des idées religieuses qui s'était opéré partout, même en Espagne, à la suite des luttes philosophiques du dix-huitième siècle, Napoléon était encore aux yeux du clergé espagnol le restaurateur des autels, le grand soutien du catholicisme. On ne savait rien ou presque rien encore de ses démêlés avec le pape. Ce qu'il avait blessé et révolté par d'irréparables outrages, c'étaient d'abord ces sentiments d'honneur et de justice élémentaires que tout homme porte dans sa propre conscience, c'était ensuite ce grand sentiment à la

fois individuel et collectif qui embrasse tous les autres, et qu'on nomme le patriotisme.

Pendant que se déclarait cette grande crise nationale, dans laquelle l'Espagne devait se retremper ou périr, Napoléon, toujours à Bayonne, pressait à la fois l'arrivée de son frère Joseph qu'il voulait faire régner sur les Espagnols, celle des députés récalcitrants qui devaient bon gré ou malgré offrir cette couronne au nom du peuple, enfin ce qu'il lui plaisait d'appeler la *réorganisation* d'un royaume qui déjà n'était plus à lui. Il avait signifié ses intentions à Joseph par une lettre brève et péremptoire qui n'admettait pas d'objections: « C'est à vous, lui disait-il, que je destine cette couronne.... à Madrid, vous êtes en France, Naples est le bout du monde. Je désire donc qu'immédiatement après avoir reçu cette lettre, vous laissiez la régence à qui vous voudrez, le commandement des troupes au maréchal Jourdan et que vous partiez pour vous rendre à Bayonne.... Vous recevrez cette lettre le 19, vous partirez le 20 et vous serez ici le 1er juin. » (10 mai.) Ce ton impératif était calculé en raison des répugnances connues de Joseph à abandonner un royaume où il se considérait comme affermi, et aussi en raison de son caractère facile et complaisant. Il est fort probable, en effet, que lors de son voyage en Italie, Napoléon avait parlé à Joseph de son élévation au trône d'Espagne comme d'une éventualité possible. Si plus tard il avait offert cette couronne à Louis, c'était, selon toute apparence, par égard pour le peu d'empressement que lui avait témoigné son frère aîné. Ce qui est certain, c'est que Joseph quitta à contre cœur le royaume de Naples,

et partit, sinon disposé à désobéir, du moins peu satisfait du changement qu'on lui imposait et avec l'espoir secret d'y échapper[1]. Mais Napoléon prenait d'avance toutes ses précautions pour que l'acceptation de Joseph fût pour ainsi dire forcée, et qu'il se trouvât engagé avant d'avoir eu le temps de rien voir par lui-même. Dès le commencement du mois de mai, il s'était efforcé d'obtenir de la junte suprême de Madrid et du conseil de Castille une déclaration appelant Joseph au trône d'Espagne. L'empereur espérait donner au guet-apens de Bayonne la couleur d'une déférence pour le vœu national. Ces deux assemblées ne lui ayant envoyé, après s'être fait beaucoup prier, qu'une décision mêlée de beaucoup de réserves, il se flatta de tirer un meilleur parti d'un simulacre d'assemblée de cortès. Il les convoqua à Bayonne, comme ces députés de la Cisalpine qu'il avait, quelques années auparavant réunis à Lyon, et qui, venus pour assurer la liberté de leur pays, étaient repartis après la lui avoir livrée. Cette junte extraordinaire, chargée de donner en même temps un roi et une constitution à l'Espagne, était convoquée pour le 15 juin ; elle devait réunir dans son sein les représentants de la grandesse, du clergé, des ordres religieux, des universités, de l'armée, du haut commerce, des colonies, et même de l'inquisition.

Elle fut composée en réalité, partie des grands d'Espagne qui avaient accompagné les princes à Bayonne et que Napoléon avait retenus en France,

1. Voir Miot de Melito, un peu en désaccord sur ce point avec les *Souvenirs* de Stanislas Girardin, et les *Mémoires* du roi Joseph.

partie de hauts fonctionnaires empressés de sauvegarder leur position sous tous les régimes, partie enfin de tous les personnages qu'on parvint à entraîner à grand renfort de promesses, de menaces ou de flatteries. Elle devait comprendre cent cinquante députés, et n'en réunit qu'un peu plus de la moitié.

Cette solennelle parodie des formes et des principes de la souveraineté nationale ne devait être que la préface des combinaisons de Napoléon. En se consacrant à la régénération de l'Espagne, il avait eu surtout en vue de s'emparer de ses ressources. C'est ce qu'il avait fait dans tous les pays dont il avait entrepris de faire le bonheur, c'est ce qu'il venait de faire dans le malheureux Portugal, et l'on ne doit pas laisser attribuer à une conception bienfaisante et civilisatrice des projets uniquement inspirés par des convoitises d'ambitieux. L'impatience fiévreuse avec laquelle Napoléon s'occupa des finances, de la marine et surtout des colonies de l'Espagne, tenait tout entière à l'illusion qui lui faisait supposer qu'il allait y trouver des moyens immenses pour réaliser ses projets sur le reste du monde; c'est se moquer du bon lecteur que de la représenter comme une noble et généreuse ambition de faire oublier l'usurpation à force de bienfaits. Certes, s'il avait été capable d'éprouver ces vertueux sentiments, ce n'était pas l'occasion qui lui avait manqué pour les mettre en pratique. Parmi les peuples qu'il tenait courbés sous sa verge de fer, il n'aurait eu que l'embarras du choix s'il avait voulu déployer cette philanthropie expiatoire. Malheureusement chaque page de sa correspondance est là pour

prouver qu'en s'occupant de l'Espagne, il ne pense qu'à lui-même.

Au premier moment, il éprouve une sorte d'éblouissement à l'idée qu'il va mettre la main sur tant de riches possessions. Il fait le calcul des piastres que va lui rapporter le Mexique; il lance dans toutes les directions des avisos qui vont porter aux colonies espagnoles le roman de l'abdication de Bayonne, arrangé de façon à les détourner d'une rupture. Il compte sur ses doigts les vaisseaux, l'appoint redoutable que la marine espagnole et les nombreux ports de la Péninsule vont lui permettre d'ajouter à ses escadres. Avant la fin de septembre 1808, il veut avoir 35 vaisseaux neufs. Ces 35 bâtiments ajoutés aux 42 qu'il possède déjà, aux 54 vaisseaux qu'il lève sur les puissances alliées et jusque sur la Russie, va lui constituer un armement total de 131 vaisseaux de guerre[1]. A cette pensée son imagination s'exalte et il s'écrierait volontiers comme à Boulogne: « L'Angleterre est à moi! » Il écrit au pauvre Decrès jusqu'à six lettres dans la même journée sur les magnifiques plans qu'il médite. Mais à l'heure où il développe ces vues fantastiques qui n'existèrent jamais que sur le papier et que par une singulière aberration on a décorées du nom de réorganisation de la marine espagnole, tous les ports de la Péninsule sont déjà aux mains de l'insurrection. Pour donner une idée du prétendu profit que l'Espagne aurait reçu de l'impulsion imprimée à ses ressources maritimes, il suffit de dire qu'il destine tous ces armements à une gigantesque expédition

1. Napoléon à Décrès, 28 mai 1808

dirigée soit sur l'Égypte et les Indes, soit sur Alger, soit enfin sur la Sicile pour y venger l'échec de celle de Ganteaume, avortée avant même d'avoir commencé ses opérations[1]. Le bénéfice le plus certain que les escadres espagnoles eussent retiré de sa sollicitude, c'eût été d'être menées à un nouveau Trafalgar.

Le sens de la *réorganisation* que Napoléon médite pour l'armée espagnole est encore plus clair que celui des améliorations qu'il rêve pour la marine. Cette réorganisation consiste tout simplement à faire filer en France le peu de troupes qui restent à l'Espagne. Il se propose de les diriger ensuite sur le Nord «afin de leur faire partager la gloire du corps de la Romana,» gloire qui consiste à mourir de froid et d'ennui sur les rives de la Baltique. En ce qui concerne les finances, enfin, ce qu'il imagine de plus ingénieux lorsqu'il s'est bien assuré qu'il ne reste pas un écu dans le trésor espagnol, c'est de faire prêter à l'Espagne vingt-cinq millions par la banque de France en lui offrant pour gage les diamants de la couronne[2]. Encore faut-il dire que s'il destine une partie de cet argent à la marine, afin de presser les constructions navales, la plus grosse portion doit servir à payer les frais d'installation de son frère Joseph. Et n'est-ce pas une vraie dérision que de présenter de tels actes comme une conception de génie, qui, si elle avait pu être réalisée, aurait assuré la grandeur et la félicité du peuple espagnol ?

Ce n'étaient là dans le vrai que de très-médiocres

1. Napoléon à Décrès, 26, 28, 29 mai 1808.
2. Napoléon à Murat, 28 mai ; à Mollien, 3 juin 1808.

châteaux en Espagne, qui allaient s'écrouler au premier souffle des vents contraires ; mais celui qui les construisait en était venu, à force d'infatuation et de succès, à considérer toute entreprise, bonne ou mauvaise, comme infaillible, par cela seul qu'il y avait mis la main. La facilité sans exemple avec laquelle s'était réalisée sa nouvelle conquête, avait exalté jusqu'à l'ivresse cette puissance d'imagination qui avait été de tout temps la force et la faiblesse de son génie, mais qu'il avait mieux réussi à maîtriser aux débuts de sa carrière. Il ne doutait plus de rien : il était bien à tout jamais le maître légitime et définitif de cette magnifique monarchie de Charles-Quint, sur laquelle le soleil ne se couchait jamais. Il était comme le certifiait le *Moniteur*, « *revêtu de tous les droits de la maison d'Espagne*[1]. » L'héritier de tant de rois existait bien encore quelque part, mais réduit à une sorte de mendicité, et dans une condition si misérable que Napoléon détourne ses regards avec dégoût. Le croirait-on? ce pauvre hère se souvient encore qu'il y a un mois il s'appelait le roi des Espagnes ! De tous ses titres il n'a retenu qu'une formule inoffensive, seul reste de tant de splendeurs, et il ose s'en servir dans les suppliques tremblantes qu'il adresse au tout-puissant empereur. Napoléon est outré de l'audace et de l'inconvenance de ce Lazare de la royauté : « Mon cousin, écrit-il à Talleyrand, le prince Ferdinand, en m'écrivant, *m'appelle son cousin*. Tâchez de faire comprendre à M. de San Carlos *que cela est ridicule*, et qu'il doit *m'appeler simplement sire*. » (24 mai.) Cela ne vaut-il pas

1. *Moniteur* du 16 mai 1808.

le « appelez-moi tout simplement monseigneur » du régicide Cambacérès? Le souverain de ces vastes États, c'est lui, on ne doit pas supposer qu'il y en a jamais eu un autre. Et il envoie ses ordres à ses sujets, comme un roi par droit de naissance, avec la parfaite certitude d'être obéi. Il mande ceux-ci aux cortès de Bayonne où il a besoin de leur dévouement, il décerne à ceux-là des gouvernements dans les colonies, il envoie à Gregorio de la Cuesta sa nomination à la vice-royauté du Mexique. Or, les cortès ne viennent pas, les colonies refusent de le reconnaître, et le jour même où Napoléon lui expédie son brevet de vice-roi du Mexique (26 mai), Gregorio de la Cuesta accepte le commandement en chef des forces insurgées de Léon et de Valladolid. En réalité, l'empereur n'est jusqu'ici que le souverain d'un royaume imaginaire.

Cette imperturbable confiance qui tient du somnambulisme s'étend aux opérations militaires comme à tout le reste, et les nouvelles, même les plus authentiques, de la formidable insurrection qui vient d'éclater, ne parviennent point à l'ébranler. Non-seulement l'empereur ne la voit pas venir, mais une fois qu'elle est venue, il n'en soupçonne ni la force ni la portée. Murat, ayant, dès le début, manifesté quelques appréhensions et témoigné des velléités d'apaiser les habitants par de bons procédés, Napoléon lui reproche ses ménagements comme une faiblesse, il lui recommande « d'appeler son esprit au secours de son caractère » (17 mai). Que redoute Murat? Toutes nos mesures de précaution ne sont-elles pas prises? nous n'avons rien de sérieux à craindre nulle part.

Il en est de même en Portugal où Napoléon emprunte quatre mille hommes à Junot pour les prêter à Dupont, qu'il lance sur l'Andalousie et sur Cadix. Que peut craindre Junot? « *Les Anglais ne sont pas en mesure de rien tenter parce qu'ils savent bien qu'ils seraient écrasés*[1]. » Voilà ce qu'il écrit lorsque Arthur Wellesley est à la veille d'opérer son débarquement. Ne reste-t-il pas à Junot, outre ses propres troupes, un corps de 8,000 Espagnols? Il ne lui vient pas même à l'esprit que ces Espagnols peuvent avoir l'idée de se révolter. Quant à Dupont, il ne lui donne que 9,000 soldats pour envahir l'Andalousie et occuper Cadix, mais n'aura-t-il pas avec lui 8,000 Suisses au service de l'Espagne, et dont la fidélité est également assurée?

Ainsi toutes ses prévisions militaires sont échafaudées sur des hypothèses, et lorsque la révolte vient le mettre en demeure d'agir avec vigueur et décision, ses illusions, loin de se dissiper, se changent en un aveuglement dont l'histoire offre peu d'exemples. Il commet une première faute en s'obstinant à diriger les opérations à distance, et sans sortir de Bayonne, lui qui a si sévèrement blâmé cette manie chez le Directoire et les comités de la Convention. Il en commet une seconde en divisant ses forces contrairement à ses propres principes, au lieu de les réunir pour frapper de grands coups. Napoléon avait alors dans la Péninsule, si l'on s'en rapporte à sa propre évaluation[2], une armée de 110 à 120 mille hommes,

1. Napoléon à Berthier, 18 mai.
2. Ce chiffre est emprunté à une feuille de situation en date du

indépendamment de celle de Portugal. Ce n'était pas assez pour soumettre toute une nation fanatisée par la haine de l'étranger, mais c'était assez pour occuper de bonnes positions défensives au centre même du pays, et pour battre toutes les armées de l'insurrection qui oseraient s'aventurer en rase campagne, jusqu'au jour où l'arrivée des renforts permettrait d'entreprendre davantage. De telles visées étaient trop modestes pour Napoléon. Il résolut d'écraser en même temps la révolte dans toutes les localités où elle s'était produite. Il lança ses troupes dans ces diverses directions, en prenant, il est vrai, la précaution de faire appuyer ces détachements par des corps de moindre importance, qui devaient les rejoindre en cas de besoin, mais sans prévoir le cas où ces corps ne pourraient pas opérer leur jonction, ce qui se réalisa le plus souvent. C'est ainsi qu'en dirigeant le maréchal Moncey sur Valence, il détacha de Barcelone le général Chabran, pour prendre position sur un point intermédiaire entre Barcelone et Valence. Cette tactique fut appliquée sur tous les points. Un détachement de Junot et la division Vedel durent appuyer de loin le mouvement de Dupont sur l'Andalousie; la brigade Sabatier fut chargée de soutenir à distance l'expédition de Merle contre Santander[2], de Verdier contre Logrono. Enfin il fit partir de Ma-

18 juillet suivant et qui porte le total de nos forces en Espagne à 116,000 hommes. Ce nombre n'avait pas pu varier sensiblement depuis le commencement de juin : il n'était d'ailleurs qu'un minimum.

1. Napoléon à Murat, 30 mai.

2. Napoléon à Bessières, 3 juin.

drid un petit corps de trois à quatre mille hommes, pour renforcer au besoin les dix mille hommes qu'il envoyait contre Saragosse, sous les ordres de Lefebvre-Desnoettes[1].

Partout c'est la même obstination à vouloir occuper le pays tout entier au moyen de corps échelonnés, et c'est le même éparpillement de ses forces. Il est convaincu que ses troupes n'auront qu'à se montrer pour dissiper ces méprisables rassemblements. Partout aussi ce sont les mêmes instructions qu'il donne à ses généraux : *Faire des exemples*. Ils savaient depuis longtemps ce que ce mot signifiait dans sa bouche. Brûler, piller, fusiller, tel était le programme sanglant dont quelques-uns d'entre eux éludèrent noblement l'exécution, mais que le plus grand nombre réalisa avec une rigueur qui était déjà passée dans les goûts aussi bien que dans les habitudes de l'armée.

Ces dispositions, quelque insuffisantes qu'elles fussent, eurent d'abord un semblant de succès. Nos troupes eurent facilement raison des insurgés lorsqu'elles les rencontrèrent en rase campagne ou retranchés dans des villes sans fortifications. Verdier les battit sans peine à Logrono, Frère à Ségovie, Lasalle à Torquemada (6 juin), où commença la série des exécutions par un massacre en règle, puis au pont de Cabezon, devant Valladolid, où Gregorio de la Cuesta fit combattre ses troupes adossées à une rivière. Merle, envoyé à Santander, après avoir aidé Lasalle à vaincre, battit Velarde avec aussi peu de

1. Napoléon à Murat, 8 juin.

difficulté à Lantueno, pendant que Lefebvre-Desnoettes, dans sa marche contre Saragosse, repoussait successivement les bandes aragonaises à Tudela (8 juin) et à Mallen (13 juin). Dans toutes ces affaires, la résistance des insurgés fut presque insignifiante; nous n'eûmes à combattre que des rassemblements de bourgeois et de paysans mal disciplinés, mal armés, à qui la rapidité et l'ensemble de nos mouvements faisaient perdre la tête. Ce qui donnera, plus que tout autre détail, une idée de leur inexpérience et de leur infériorité naturelle, c'est la proportion des pertes subies de chaque côté. A Logrono, ils eurent cent tués et nous un seul; à Cabezon, ils en eurent plus de cinq cents et nous de quinze à vingt; à Tudela, trois cents et nous dix; à Mallen enfin, ils avaient perdu près de mille hommes et nous à peine une vingtaine. Encore la plupart de ces malheureux succombèrent-ils dans la fuite sous le sabre de nos cavaliers, plutôt que dans l'action, qui ne durait que quelques instants. On voit, d'après ces proportions, que ce furent là de vraies boucheries, et non des combats dans l'acception ordinaire du mot. Et pour ceux qui massacraient ces fugitifs incapables de se défendre, pour ceux qui étaient venus porter la dévastation dans un pays où ne les appelait ni un intérêt, ni une passion, ni une idée, ni l'ombre même d'un grief, cela s'appelait de la gloire; pour ceux, au contraire, qui mouraient sur le seuil de leurs foyers envahis, en invoquant tout ce que l'homme a de cher et de sacré, cela s'appelait du brigandage.

Les deux expéditions de l'Est et du Midi, celle de Dupont surtout, qui devait être si désastreuse, ne

s'annoncèrent pas sous des auspices moins brillants que celles du Nord. Moncey, qui devait soumettre Valence, s'avança à pas comptés jusqu'à Cuenca, à peu près à mi-chemin de Madrid (11 juin), et là il attendit prudemment que Chabran, qui devait le seconder en partant de Barcelone et en filant le long du littoral, eût suffisamment accentué son mouvement, pour lui permettre de s'avancer plus loin. Chabran s'était en effet mis en marche, comme lui, le 4 juin, et il avait poussé jusqu'à Tarragone. Mais la Catalogne entière s'était insurgée derrière lui malgré les places fortes que nous occupions sur plusieurs points; le général Duhesme, se trouva bloqué par la révolte dans Barcelone, au point d'être menacé de perdre ses communications avec le corps expéditionnaire, et Chabran dut s'arrêter comme Moncey, mais avec encore plus de crainte de se voir forcé de rétrograder. Peu de jours après on apprit que les faciles triomphes de Desnoettes avaient trouvé leur terme devant Saragosse, où il était tenu en échec par Palafox.

La marche de Dupont vers l'Andalousie avait été plus heureuse et plus rapide. Dès le 1er juin, ce général s'était engagé impétueusement, avec environ quatorze mille hommes, dans ces longs défilés de la Sierra-Morena, qui devaient être avant peu témoins de sa défaite. Dupont était, on peut le dire, un des lieutenants favoris de Napoléon. A Albeck, à Halle, à Friedland il s'était mis au premier rang par d'éclatants coups d'audace; il était sur le point d'être fait maréchal, et l'Empereur lui avait offert la campagne d'Andalousie comme une occasion de mériter ce cou-

ronnement envié de sa carrière militaire. Il partit donc plein d'ardeur, d'espérance, de désir de se distinguer. Comme Moncey lui-même, il devait recueillir en route de nombreux auxiliaires espagnols et suisses; il essuya le même mécompte et ne put réunir qu'environ deux mille Suisses dont la fidélité incertaine avait grand besoin d'être encouragée. A Baylen, il apprit que toute l'Andalousie était en armes et qu'il aurait à livrer plusieurs batailles rangées avant d'arriver jusqu'à Cadix. Il n'en persista pas moins à marcher sur Cordoue par Andujar. L'armée de Cordoue, qui voulait combattre pour son compte comme celle de Séville, vint au-devant de lui jusqu'au pont d'Alcoléa sur le Guadalquivir. Dupont la battit facilement malgré sa propre infériorité numérique, mais il éprouva une résistance plus vive qu'il ne s'y attendait et fit des pertes plus sensibles qu'aucun des autres généraux engagés au même moment (7 juin). Il poursuivit les Espagnols l'épée dans les reins sur la route de Cordoue, et parut devant cette ville après une marche forcée de plusieurs heures sous un soleil brûlant. Ayant fait sommer inutilement la place, il en enfonce les portes à coups de canon, et ses soldats y pénètrent en tuant et dévastant tout ce qui se présente sur leur passage. Ils entrent dans les maisons, s'y livrent à d'ignobles orgies, puis, échauffés par le vin, ils pillent la cathédrale, forcent les caisses publiques, saccagent les couvents et les demeures opulentes. Le général fit enlever dans les seuls dépôts de la trésorerie une somme de dix millions de réaux pour les besoins de l'armée.

Après ce bel exploit, Dupont aurait dû, pour rem-

plir sa mission, marcher immédiatement sur Séville et sur Cadix, mais il ne se sentit pas de force à s'avancer plus loin et s'enferma dans Cordoue en attendant que des renforts lui permissent d'achever sa tâche. Ainsi, après les succès plus apparents que solides du début de cette campagne compliquée que Napoléon venait de diriger de Bayonne, il se manifestait partout un temps d'arrêt motivé par l'insuffisance de nos forces devant la multiplicité des entreprises : Moncey était arrêté à Cuenca, Chabran à Tarragone, Lefebvre-Desnoettes à Saragosse; enfin, Duhesme était enfermé dans Barcelone et Dupont dans Cordoue. A la date du 15 juin, tout devient indécis, et nous sommes tenus en échec sur tous les points, paralysés par le seul vice de ces opérations décousues.

Loin de soupçonner le danger de cette situation, Napoléon continuait à ne pas douter du succès. Dès le 9 juin, il annonçait déjà hautement l'entrée triomphale de Dupont à Séville, celle de Moncey à Valence, et il ajoutait que l'entrée prochaine de Joseph en Espagne allait « *achever de dissiper les troubles, d'éclairer les esprits et de rétablir partout la tranquillité*[1]. » Que les premiers avantages remportés sur l'insurrection lui inspirent de pareilles illusions, on le conçoit, mais les mauvaises nouvelles qui surviennent les jours suivants ne lui ouvrent nullement les yeux. Il ne sait que s'irriter contre les lenteurs de Moncey, et il lui réitère, ainsi qu'à Chabran, l'ordre de marcher sur Valence; il considère la prise de Saragosse comme tellement certaine qu'il envoie un colonel du génie

1. Napoléon à Talleyrand, 9 juin 1808.

pour « faire mettre le château dans un état respectable et pouvoir contenir la ville[1]; » enfin, le 19 juin, alors que tous les éléments de cette difficile situation lui sont connus, il va, par un trait d'aberration qui paraît à peine croyable, jusqu'à ordonner que tout en désarmant les rebelles on forme dans chaque ville des *compagnies de gardes nationales* qui prêteront main-forte aux alcades, assumeront la responsabilité et maintiendront la tranquillité du pays. « Voilà, ajoute-t-il, ce qu'on aurait dû faire à Tolède, à Aranjuez, à Ségovie et *partout ailleurs*[2]. » C'est à son confident Savary, tout fraîchement arrivé à Madrid pour suppléer Murat tombé gravement malade à la suite de ses mécomptes, que Napoléon expose cette lumineuse conception.

Par bonheur, il avait enfin sous la main, à Bayonne, ce précieux spécifique qui, dans sa pensée, devait infailliblement mettre un terme aux déchirements de l'Espagne. Ces troubles et ces désordres ne devaient après tout surprendre personne; ils avaient été dans tous les temps l'accompagnement obligé de ces crises qu'on nomme des interrègnes. La présence et le couronnement du roi Joseph allaient tout faire rentrer dans l'ordre, rallier non-seulement les pacifiques, mais ces classes si nombreuses qui ont besoin par-dessus tout d'un état de choses régulier. Joseph était connu en Europe comme un souverain d'humeur douce et paisible; nul doute que les Espagnols, mis en demeure de choisir entre un tel prince et les maux

1. Napoléon à Berthier, 17 juin.
2. Napoléon à Savary, 19 juin.

d'une anarchie sans espoir, ne finissent par l'adopter au moins comme un pis aller en dépit de leur ombrageuse susceptibilité nationale. Il fallait donc que Joseph acceptât la couronne et se montrât le plus tôt possible à son peuple pour rassurer, apaiser, concilier les esprits. Napoléon savait que Joseph n'avait quitté Naples qu'à regret, il n'était nullement sûr de ses dispositions définitives. Il résolut en conséquence de l'entraîner et de l'éblouir dès son arrivée, afin de ne pas lui laisser le temps de se reconnaître.

Joseph s'était mis en route vers la fin de mai. Lorsqu'on sut qu'il approchait de Bayonne, Napoléon, sans attendre son arrivée, se hâta de faire publier le décret qui proclamait Joseph roi d'Espagne et des Indes, vu l'urgente nécessité « d'assurer le bonheur de l'Espagne en mettant fin à l'interrègne. » Le décret faisait bien allusion aux vœux de la junte, du conseil de Castille et de la municipalité de Madrid, mais cette mention n'avait nullement le sens d'une déférence quelconque pour la volonté nationale ; et Napoléon transmettait ses droits à la façon d'un roi de l'ancien régime. Ce décret parut le 6 juin ; le lendemain, 7, Joseph arrivait à Pau et y apprenait son avénement. Il ne savait encore rien de ce qui s'était passé en Espagne, car toutes les nouvelles étaient interceptées avec le plus grand soin. Napoléon alla à sa rencontre à plusieurs lieues de Bayonne ; il le fit monter dans sa voiture, l'accabla de démonstrations de tendresse tout à fait inusitées de sa part, et, enfin, développa, avec son impétuosité accoutumée, tous les projets qu'il avait conçus pour la prospérité,

la grandeur et la consolidation de la nouvelle monarchie[1].

Lorsque les deux frères arrivèrent à Bayonne, le pauvre Joseph avait à peine trouvé moyen de placer un mot dans les temps d'arrêt de ce brillant monologue. A Bayonne, la scène change; on ne laisse pas au voyageur un seul instant pour se reposer. En descendant de voiture il aperçoit, au bas de l'escalier du palais, l'Impératrice entourée de toutes ses dames d'honneur qui le complimentent au sujet de sa nouvelle royauté. Une autre surprise l'attend dans l'intérieur du palais. En entrant dans le salon d'honneur, Joseph y est reçu en grand appareil par toutes ces députations que Napoléon a fait venir moitié de gré, moitié de force, à Bayonne, de toutes les villes qui sont occupées par l'armée française. Là se trouvent réunis des hommes qui portent quelques-uns des plus grands noms d'Espagne, les ducs d'Ossuña, de l'Infantado, de Frias, le prince de Castelfranco, les comtes de Santa-Colonna et de Fernan-Nunez; à côté d'eux, des évêques, d'anciens ministres, des courtisans, de hauts fonctionnaires et jusqu'à un inquisiteur, don Raimundo Ethenard y Salinas. Et tous ces grands personnages sont des sujets soumis et dévoués; ils en ont l'attitude et les protestations. Ils acclament Joseph et le saluent roi; puis chacune des députations qui composent la junte vient tour à tour lui lire une adresse de félicitations.

Joseph, en proie à l'espèce de fièvre qui est le ré-

1. Voir Miot de Mélito, les *Mémoires* du roi Joseph, et Toréno, s-bien informé sur ce point.

sultat ordinaire d'un long voyage, et à jeun depuis le matin, bien qu'il fût alors près de dix heures du soir, était charmé, enivré et à moitié étourdi de cette réception si inattendue. Naturellement vaniteux, il recevait ces ovations avec bonheur, mais de l'air d'un homme à demi éveillé et qui n'est pas bien sûr de ne pas continuer un rêve. Un incident des plus désagréables vint pourtant mêler une fausse note à ce concert de bénédictions; il trahit l'art caché d'une mise en scène qui imitait si bien la nature. Le duc de l'Infantado, après avoir lu son adresse de félicitations au nom de la grandesse, fit entendre des paroles outrageusement malsonnantes : « Sire, dit-il à Joseph, les lois de l'Espagne ne nous permettent pas d'offrir autre chose à Votre Majesté. *Nous attendons que la nation se prononce et nous autorise à donner un essor plus libre à nos sentiments.* » Cette évocation soudaine de la nation espagnole et de ses droits méconnus produisit sur Napoléon un effet inexprimable; il s'élança vers l'Infantado, l'accabla de reproches, le somma d'aller se joindre à l'insurrection plutôt que de se réfugier derrière de pareils subterfuges, et finit par son grand argument, c'est-à-dire en le menaçant de le faire fusiller. Le duc, intimidé, s'excusa, et son adresse séditieuse fut sur-le-champ modifiée; mais cet épisode jeta quelque froid dans une cérémonie qui avait si bien marché jusque-là[1]. On remarqua beaucoup les paroles rassurantes que Joseph adressa à l'inquisiteur en réponse à son compliment, car les Français étant venus en Espagne au nom du progrès et en mission-

1. Cevallos, de Pradt.

naires de la civilisation, on supposait qu'ils voudraient au moins se donner le facile mérite d'abolir un tribunal odieux et impopulaire. Mais ce n'est que plus tard, lorsqu'ils virent l'inutilité de leurs ménagements envers le clergé, qu'ils jugèrent à propos de faire cette avance aux idées philosophiques. Joseph répondit à l'inquisiteur, avec son sourire le plus affable, « que, bien qu'il y eût des pays où plusieurs cultes étaient admis, l'Espagne devait se réputer heureuse de ce que chez elle on n'honorait que *le seul véritable.* » On ne pouvait promettre plus clairement de consacrer le principe des religions d'État.

Cette solennité terminée, Joseph était roi; il ne pouvait plus s'en dédire. Les jours suivants, bien qu'il ne sût pas encore quelle couronne d'épines il venait de placer sur sa tête, il commença à entrevoir la vérité, mais il n'était plus temps de repousser ce fatal présent, il était roi, et Napoléon n'était pas homme à lui permettre de revenir en arrière. Le 15 juin, les députés de cette junte, qui était si bien nommée *extraordinaire*, ouvrirent leurs séances malgré l'insuffisance du nombre, et par la plus vaine des formalités ils se mirent à discuter le projet de Constitution qu'ils étaient admis, non pas à examiner, mais à approuver. Il serait aussi superflu que fastidieux de s'arrêter à cette production mort-née, pâle copie de toutes les élucubrations du même genre émanées de Napoléon. Ces tristes compositions n'ont pas même ces apparences auxquelles les peuples se laissent prendre si facilement; elles ne respirent que l'uniformité, le vide et le néant. Je me contenterai de rappeler que ce *régénérateur* de l'Espagne osa lui of-

frir en don de joyeux avénement un sénat où figuraient ces deux comités de *liberté individuelle et de liberté de la presse* qui fonctionnaient si bien dans le sénat français, et un corps législatif *dont les délibérations devaient rester secrètes.* L'article premier de la Constitution était ainsi conçu : « La religion de l'État est la religion catholique. *Aucune autre n'est permise*[1]. »

Joseph composa ensuite son ministère parmi les hommes qui se trouvaient autour de lui et dont la plupart étaient d'anciens ministres. Plusieurs d'entre eux étaient des esprits distingués. Ils s'étaient ralliés à lui, les uns par un effet de cette maladie qui s'attache aux hommes lorsqu'ils ont une fois exercé le pouvoir, les autres dans l'espoir chimérique qu'ils parviendraient à changer le courant des choses. Urquijo était secrétaire d'État, Azanza ministre des Indes, Mazarredo ministre de la marine, O-Farrill et Cabarrus étaient à la guerre et aux finances; Cevallos était ministre des affaires étrangères. Napoléon avait jeté les yeux pour le ministère de l'intérieur sur l'historien Jovellanos, homme intègre et populaire. Jovellanos le refusa malgré les instances de quelques-uns de ses amis. Napoléon n'en fit pas moins publier sa nomination dans la *Gazette de Madrid*, soit afin de le gagner plus facilement une fois compromis, soit afin de le perdre auprès du parti national par cette calomnie persistante que Joseph n'eut pas le courage de faire cesser. Il était dans la destinée de ce roi

1. V. la Constitution espagnole dans le *Moniteur* du 15 juillet 1808.

malgré lui d'avoir aussi des ministres malgré eux. Joseph nomma en dernier lieu ses grands dignitaires. Enfin, le 7 juillet, tout fut terminé et réglé, proclamation du nouveau roi, reconnaissance éternelle des courtisans, Constitution, ministère, charges de cour, serments de fidélité, médailles commémoratives. Il ne manquait plus à Joseph que des sujets.

CHAPITRE IX.

CAPITULATIONS DE BAYLEN ET DE CINTRA. — LES FRANÇAIS SONT REJETÉS SUR L'ÈBRE. (JUILLET-SEPTEMBRE 1808.)

Durant les trois semaines consacrées à ces préparatifs de règne, la situation de notre armée d'Espagne n'avait fait que s'aggraver. Les renforts les plus proches que Napoléon pût lui envoyer se trouvaient sur le Rhin et sur l'Elbe, à l'exception de quelques vieux régiments déjà rentrés en France et qu'il fut forcé de disséminer un peu partout, tandis que les forces de l'insurrection grandissaient chaque jour. A l'est, le maréchal Moncey, sommé par Napoléon de marcher à tout prix sur Valence, était arrivé sous les murs de cette place dans les derniers jours de juin après avoir livré plusieurs combats des plus acharnés. A la suite d'un assaut dans lequel il avait perdu trois cents hommes, il avait dû reconnaître l'impossibilité de s'emparer de Valence, et il était revenu sur Cuenca à travers mille dangers. A l'ouest, l'insurrection espagnole avait gardé ses positions, mais elles

étaient devenues beaucoup plus fortes par suite d'un événement des plus graves : le Portugal tout entier s'était soulevé contre Junot, qui, loin de pouvoir envoyer à Bessières et à Dupont les détachements prescrits par Napoléon, se maintenait à grand'peine sur les points qu'il occupait encore. Au midi, notre escadre de Cadix, après avoir vainement attendu l'apparition annoncée de Dupont, avait dû se rendre aux insurgés.

Ce général lui-même, se voyant menacé de perdre ses communications dans la Sierra-Morena, et se sentant compromis à Cordoue par l'armée de Castaños, qui le tenait en échec sur sa droite vers Séville, et par l'armée de Grenade, qui marchait sur sa gauche vers Jaën, avait rétrogradé jusqu'à Andujar. Là il se trouvait couvert par le Guadalquivir et adossé au débouché des défilés de la Sierra-Morena. D'après l'ordre de Napoléon, Savary lui envoya, pour le renforcer, la division Vedel qui était restée jusque-là sur un point intermédiaire, à Tolède; mais ce secours, utile pour le maintien de ses communications, était loin de mettre Dupont en état de reprendre l'offensive.

L'armée espagnole d'Andalousie était, de toutes les armées de l'insurrection, non-seulement la plus nombreuse, la mieux disciplinée et la plus redoutable en raison de la quantité de troupes régulières qu'elle renfermait, mais elle était aussi celle dont les passions étaient les plus ardentes. Nos soldats, dans leur retraite de Cordoue sur Andujar, avaient reconnu avec horreur, à l'aspect des cadavres mutilés de leurs camarades, qu'ils avaient affaire à un ennemi qui n'attendait aucun quartier et qui n'en accordait non

plus aucun. En Italie, en Allemagne, ils ne s'étaient jamais mal trouvés du saccage des villes; cela leur paraissait produire une impression salutaire sur l'habitant, et comme leurs instincts de débauche et de pillage y trouvaient leur compte, ils profitaient du premier prétexte venu pour s'y livrer. A Lubeck il avait suffi de quelques bandes de fugitifs traversant la ville sans l'aveu des habitants pour donner le signal d'une immense dévastation. Souvent il ne fallait qu'un coup de feu parti d'une maison. Les Allemands n'en avaient pas moins fait bon accueil à nos soldats qui, d'ailleurs, savaient souvent se faire pardonner par la légèreté insouciante qu'ils portaient dans le désordre comme en toute chose. Machiavel a remarqué que les Français étaient le peuple dont les exactions étaient le plus supportables, parce que, dit-il, ils n'en savent pas garder le fruit et le dépensent d'ordinaire avec ceux qu'ils ont dépouillés[1]. Les aventuriers de l'empire pillaient avec entrain et gaieté, comme l'attestent les chansons du temps, en célébrant Vénus, Bacchus et Bellone, c'est-à-dire le viol et l'ivrognerie en même temps que la guerre. Ils semblaient convaincus qu'ils y mettaient tant de grâce qu'il était impossible de leur en vouloir. Mais l'Espagnol, plus susceptible que le Germain, prit très-mal ces aimables plaisanteries. A la suite du sac de Cordoue, il se mit à tuer régulièrement tous les soldats isolés qui lui tombaient sous la main. Quelquefois il les égorgea avec des raffinements de cruauté inouïs qui avaient pour but d'impressionner d'une façon désagréable

1. *Ritratti di Francia.*

l'imagination des envahisseurs et qui produisirent, en effet, une sensation des plus pénibles. De retour à Andujar, le corps de Dupont avait perdu une grande partie de cette assurance qui est si nécessaire à ce qu'on nomme le moral du soldat.

Les renforts insuffisants dont Napoléon pouvait disposer avaient été dirigés partie sur Saragosse, où le général Verdier venait de prendre la conduite du siége (1er juillet), partie sur la Catalogne, où Duhesme harcelé par les bandes insurgées avait été forcé de rappeler Chabran de Tarragone. Il destinait le reste à Bessières qui, placé à Burgos avec des forces considérables, était chargé de tenir en respect les insurgés de la Galice, des Asturies, de Léon et de la Vieille-Castille, que commandait toujours le vieux la Cuesta auquel on avait adjoint le général Blake. Le corps d'armée de Bessières était, dans la pensée de Napoléon, celui qui devait frapper le coup décisif de la campagne. C'est à Bessières qu'il réservait l'honneur de remporter une sorte de victoire d'Iéna espagnole; toutes les autres opérations, celles même de Dupont et de Moncey, étaient secondaires. C'était dans les plaines de la Castille-Vieille que se trouvait, selon l'Empereur, le nœud de notre situation militaire; ce nœud une fois tranché, toutes les autres défenses de l'Espagne tomberaient d'elles-mêmes. L'illusion de Napoléon à cet égard est complète, et elle se montre avec une lumière qui ne laisse rien à désirer, soit dans ses lettres à Joseph, soit dans les notes si circonstanciées qu'il dicte pour Savary. C'est à Bessières qu'on doit envoyer tous les renforts disponibles, car c'est lui qui couvre Madrid « et *c'est là qu'est*

tout[1]. » Et si Dupont éprouvait un échec, « cela serait de peu de conséquence; mais le coup qui serait porté au maréchal Bessières, *serait un coup porté au cœur de l'armée et qui donnerait le tétanos*[2]. » Savary, à qui sa présence sur les lieux permet d'avoir des idées plus saines que son maître, car il faut rendre justice même à Savary, a pris sur lui d'envoyer à Dupont, qui le demandait avec instances, un nouveau renfort composé de la division Gobert; Napoléon l'en blâme vertement : « *Dupont a plus de forces qu'il ne lui faut.* » C'est encore à Bessières que devait être adressé Gobert : « Je suis fâché, écrit Napoléon, que Savary n'ait pas senti la faute qu'il faisait en hésitant à renforcer Bessières.... C'est à ce maréchal que j'avais destiné la division Gobert[3]. » Et il ajoute dans la note que j'ai déjà citée cette observation qui traduit encore plus clairement sa pensée : « *La vraie manière de renforcer Dupont, c'est d'envoyer des troupes à Bessières.* »

Que Napoléon fût ici radicalement dans le faux, c'est ce que l'événement allait avant peu lui prouver par une leçon terrible; mais il n'est pas superflu de montrer comment et pourquoi il se trompait. Ce grand capitaine commettait ici une erreur analogue à celle dont il s'était si souvent moqué aux débuts de sa carrière, lorsqu'un de ses adversaires lui avait reproché « de ne pas le battre selon les règles. » Lui aussi il appliquait aux Espagnols la routine politique et militaire qui lui avait si bien réussi vis-à-vis des

1. Notes pour Savary, 13 juillet. *Sixième observation.*
2. Ibid., *quatrième observation.*
3. Napoléon à Joseph, 13 juillet.

vieilles monarchies centralisées de l'Europe, sans se douter qu'il se trouvait en présence de circonstances toutes nouvelles, et que ni les hommes ni les choses ne ressemblaient à ce qu'il avait eu à combattre jusque-là. Un Iéna était possible contre une monarchie militaire, parce que les troupes régulières, qui font la force d'un tel État, étant par nature incapables de se reconstituer d'elles-mêmes, une fois ces troupes détruites ou dispersées, l'État se trouve sans défense. Mais ce mot n'avait pas de sens lorsqu'il s'agissait de forces recrutées par l'insurrection, d'abord parce que celles-ci, étant toutes volontaires, se reformaient spontanément après la bataille, et ensuite parce que chaque armée ne représentait qu'elle-même, car il y avait en Espagne autant d'armées que de provinces.

L'incrédulité avec laquelle Napoléon niait la force et le sérieux de cette révolte, tenait à des illusions d'un autre genre ou plutôt à la constitution même de son esprit. Cette âme toute de calcul ne pouvait concevoir ce fanatisme sauvage et désintéressé, cet accès de folie héroïque qui s'était emparé de toute une nation. Il y avait là un phénomène moral qui était au-dessus de sa compréhension. Que de malheureux conscrits, recrutés à grands renforts de gendarmerie, se fissent tuer pour un galon, pour une croix, pour un grade, pour cette fausse monnaie de la gloire, cela lui paraissait non-seulement une chose toute simple, mais un fait normal comme le cours des saisons; mais que de pauvres paysans, que des bourgeois inoffensifs, sans y être forcés et sans être payés pour cela, se fissent tuer pour leur patrie, pour la liberté, *cette vieille blague*, comme disait la soldatesque impériale,

il y avait là quelque chose qui passait son imagination; on lui faisait un conte à dormir debout! Et cependant il avait vu le mouvement de 92, mais c'était là de l'antiquité la plus reculée, et l'Espagne était si peu révolutionnaire! Ce n'était pas une moindre méprise que de se figurer qu'en tenant Madrid on tenait tout. Lorsqu'on avait pris Berlin, on était maître de la Prusse; lorsqu'on avait pris Vienne, on était maître de l'Autriche; cela était à peu près vrai. Mais lorsqu'on avait pris Madrid, on était tout au juste maître de la superficie qu'occupait la capitale. En Espagne, grâce à la forte et résistante constitution provinciale de ce pays, le centre était partout et il n'était nulle part. Il n'y fallait donc pas penser aux grands coups de théâtre frappés sur un point unique, car ce point ne s'y trouvait pas; et l'armée de la Cuesta n'était pas plus la tête de l'insurrection que Madrid n'était le cœur du pays. Toute cette fantasmagorie des grands effets militaires était ici en défaut, sans application possible; on ne soumettait définitivement que ceux qu'on tuait, et, comme l'écrivait Joseph un mois plus tard, « il eût fallu cent mille échafauds en permanence pour maintenir le prince condamné à régner sur les Espagnols[1]. »

Quelle que soit la puissance du préjugé établi en faveur de la merveilleuse pénétration du génie de Napoléon, on est forcé de convenir que ces caractères si frappants de l'insurrection espagnole lui échappèrent totalement, et cela malgré les faits, malgré les renseignements les plus positifs et les plus clairs. Il ne

1. Joseph à Napoléon. 14 août 1808.

commença à ouvrir les yeux qu'après que son armée eut été rejetée sur l'Èbre. Joseph était entré en Espagne le 9 juillet. A dater de ce moment l'Empereur reçoit jour par jour, et d'un témoin qui certes n'avait pas intérêt à déguiser la vérité, les avis les plus sages et les plus pressants. Dès son premier pas sur le territoire espagnol, le pauvre Joseph s'aperçoit qu'il n'a personne pour lui. A l'aspect des villages abandonnés, des physionomies farouches qu'il entrevoit sur son passage, à la froideur avec laquelle sont reçues ses avances, à l'embarras croissant de ceux qui ont embrassé sa cause et qui déjà en sont aux regrets, à son propre isolement, enfin, il reconnaît la haine profonde, universelle, dont la domination française est l'objet, en même temps que l'insuffisance de notre armée pour soumettre douze millions d'hommes révoltés : « Personne n'a dit jusqu'ici toute la vérité, écrit-il à Napoléon le 12 juillet. Le fait est qu'il n'y a pas un Espagnol qui se montre pour moi, excepté le petit nombre de personnes qui ont assisté à la junte et qui voyagent avec moi. Les autres, arrivés ici, se sont cachés, épouvantés par l'opinion unanime de leurs compatriotes. » Et il conclut en demandant « beaucoup de troupes et d'argent. »

A côté de cette découverte, Joseph en fait une autre qui n'est pas moins pénible pour son amour-propre, c'est que les généraux et Savary lui-même ne tiennent pas plus compte de sa royauté que si elle n'existait pas, et tout en lui rendant hommage pour la forme continuent à obéir à l'empereur seul. Il réclame très-vivement auprès de son frère; il prétend avec raison avoir la réalité du pouvoir, puisqu'il en a les corvées.

Cette fois, par exception, l'Empereur, mécontent de Savary qui a outrepassé ses instructions en envoyant des renforts à Dupont, fait mine de désavouer son lieutenant. Il parle de Savary avec le plus parfait dédain, blâme son *incapacité*. C'est, dit-il, un *homme d'exécution*, bon pour des opérations secondaires, mais qui n'a ni assez d'expérience, ni assez de calcul pour diriger une si grande machine. Mais cette satisfaction en paroles est tout ce que Joseph peut obtenir. Tant que Napoléon vivra, il n'y aura en Espagne d'autre pouvoir que le sien. Joseph nourrit comme Murat la chimère de s'attacher ses nouveaux sujets par la douceur et l'affabilité de ses procédés, il veut choisir pour ministres des hommes estimés ; il veut mettre fin aux habitudes de pillage qui déshonorent l'armée française ; il veut écarter des affaires un homme comme Savary, qui, selon son expression, *a rempli des fonctions pénibles*. Ses représentations sont reçues avec une dédaigneuse pitié comme les plaintes d'un enfant malade ou les visions d'une tête affaiblie.

Mais voici que la face des choses va changer ; du moins on le prédit avec assurance à Bayonne. Bessières peut enfin livrer à la Cuesta et à Blake cette bataille tant attendue qui doit décider des destinées de l'Espagne. Ces deux généraux avaient sous leurs ordres une armée d'environ vingt-cinq mille hommes recrutés dans la Galice, la Castille-Vieille et les Asturies ; mais ils étaient divisés par des sentiments de rivalité qui nuisaient à l'unité du commandement, et leurs troupes, quoique animées du meilleur esprit, n'étaient guère plus expérimentées qu'au début de la campagne. Bessières n'avait à leur opposer que des

forces inférieures de près de moitié, mais la composition de son armée, formée tout entière de troupes excellentes, lui donnait contre eux un grand avantage. De Burgos où se trouvait son quartier général, il se porta rapidement au-devant des insurgés. Il les rencontra, le 14 juillet, près de Medina de Rio Seco, entre Valladolid et Benavente. Abordée avec impétuosité, cette masse lourdement et gauchement rangée sur deux lignes qui ne se prêtaient l'une à l'autre aucun secours, resta comme pétrifiée de surprise en présence de la rapidité de nos manœuvres. Bessières concentra d'abord tous ses efforts contre le corps de Blake qui ne tarda pas à se débander. Ce fut seulement lorsqu'il fut en fuite que les troupes régulières de la Cuesta intervinrent pour rétablir le combat. Dans leur premier élan elles renversent tout ce qui leur est opposé et s'emparent d'une de nos batteries; mais toutes les forces de Bessières sont maintenant tournées contre la réserve espagnole. Chargée par notre cavalerie, elle perd promptement ses avantages et bientôt elle plie à son tour. Alors toute notre ligne s'avance en même temps sur les insurgés dont la retraite se change en une effroyable déroute. C'est le moment de faire ce que Napoléon appelle un exemple et la cavalerie du général Lasalle est chargée de l'exécution. Elle s'élance dans toutes les directions à la poursuite de ces vingt-cinq mille fugitifs affolés d'épouvante. Elle en massacre quatre ou cinq mille qui restent sur le champ de bataille. Nous n'avions perdu de notre côté que soixante-dix morts et trois cents blessés. La ville de Medina de Rio Seco est aussitôt envahie et mise au pillage.

L'exemple était aussi complet que si Napoléon lui-même avait présidé à l'exécution. Aussi considère-t-il cette victoire comme un événement capital et décisif; à ses yeux la révolte est désormais frappée au cœur : « Cet événement, écrit-il à Joseph, *est le plus important de la guerre d'Espagne* et donne une couleur décidée à toutes les affaires[1]. » Il adresse à Bessières des félicitations démesurées, lui qui en est d'ordinaire si peu prodigue : « Jamais bataille, lui écrit-il, ne fut gagnée dans des circonstances plus importantes; elle décide les affaires d'Espagne[2]. Joseph ne demande qu'à se laisser persuader, mais en dépit de ces pronostics rassurants, il est forcé de reconnaître que tout n'est pas fini comme il voudrait le croire. Il a fait son entrée à Burgos sous l'impression de cette victoire terrifiante, et loin d'y trouver les esprits abattus par le revers de Rio-Seco, il y a lu sur tous les visages la même expression de haine et de défi qui l'a frappé en pénétrant en Espagne : « La peur ne me fait pas voir double, écrit-il à son frère.... Depuis que je suis en Espagne, je me dis tous les jours : ma vie est peu de chose et je vous l'abandonne.... *Je ne suis point épouvanté de ma situation, mais elle est unique dans l'histoire : je n'ai pas ici un seul partisan*[3]. »

Savary, plus enfoncé que Joseph au centre de l'Espagne, est encore plus épouvanté que lui de ce qu'il voit, de ce qu'il entend, et des nouvelles alarmantes qu'il reçoit de l'Andalousie. Dans son trouble

1. Napoléon à Joseph, 17 juilllet 1808.
2. A Bessières, même jour.
3. Joseph à Napoléon, 18 juillet 1808.

il a pris sur lui d'ordonner une concentration générale sur Madrid, et d'écrire à Bayonne que tout est encore à faire en Espagne. Napoléon lui fait aussitôt intimer par Berthier l'ordre de contremander ce mouvement rétrograde qui exécuté à temps eût sauvé le corps de Dupont, et il inflige un blâme formel à l'appréciation si sensée de Savary : « L'Empereur trouve, écrit Berthier, que vous avez tort de dire qu'il n'a rien été fait depuis six semaines.... Tous les hommes sensés en Espagne ont changé le fond de leur opinion et voient avec la plus grande peine l'insurrection. Les affaires sont dans la situation la plus prospère depuis la bataille de Rio-Seco [1]. » En conséquence de cette opinion, Napoléon veut qu'on reprenne l'offensive sur tous les points ; il consent enfin, mais le 18 juillet seulement, à ce qu'on envoie à Dupont la division Gobert. Savary l'avait fait partir depuis plusieurs jours déjà, mais ce secours même ne devait pas nous préserver de Baylen. Napoléon n'avait jamais été plus tranquille et plus confiant dans le succès de son entreprise. Le 21 juillet il juge le moment venu de quitter Bayonne pour faire un voyage dans les provinces du midi de la France, et avant de partir il dicte une longue note dans laquelle il examine à fond toutes les éventualités de notre situation militaire en indiquant à chaque général la conduite qu'il doit tenir. Il étudie particulièrement la position de Dupont, « sur lequel, dit-il, doivent se tourner toutes les sollicitudes. » Il le loue de « s'être maintenu au delà

1. Berthier à Savary, 18 juillet. Lettre insérée dans la *Correspondance* du roi Joseph.

des montagnes dans les bassins de l'Andalousie, » ce qui achève de démontrer qu'il approuvait sa halte à Andujar; il lui prescrit de reprendre l'offensive avec ses vingt-cinq mille hommes, car, ajoute-t-il, « il n'y a pas de doute que *même avec vingt mille hommes le général Dupont ne culbute tout ce qu'il a devant lui;* » puis après avoir prescrit à Moncey de réoccuper San-Clemente et de continuer à menacer Valence, à Verdier de presser Saragosse, à Reille de faire jonction avec Duhesme en Catalogne, il résume ainsi la situation :

« *Il n'y a rien à craindre* du côté du maréchal Bessières, ni dans le nord de la Castille ni dans le royaume de Léon; *il n'y a rien à craindre* en Aragon, Saragosse tombera un jour plus tôt un jour plus tard; *il n'y a rien à craindre* en Catalogne; *il n'y a rien à craindre* pour les communications de Burgos à Bayonne.... Le seul point qui menace, c'est du côté du général Dupont; mais avec vingt-cinq mille hommes, *il a beaucoup plus qu'il ne faut pour avoir de grands résultats.... A la rigueur avec vingt et un mille hommes seulement il aura pour lui plus de quatre-vingts chances sur cent*[1]. »

Cette note était dictée à Bayonne le 21 juillet 1808, et ce jour-là même Dupont, vaincu et cerné à Baylen, signait la capitulation en vertu de laquelle tout son corps d'armée était prisonnier de guerre. Il nous faut reprendre les choses d'un peu plus haut pour bien faire comprendre les causes de ce mémorable désastre.

1. Notes sur la position actuelle de l'armée d'Espagne, 21 juillet 1808.

Retranché à Andujar depuis le 18 juin, après son évacuation de Cordoue, Dupont occupait sur le Guadalquivir des positions peu sûres. Presqu'à sec en été, ce fleuve était guéable sur plusieurs points et ne lui offrait qu'une ligne de défense en quelque sorte idéale. Le front de son armée était donc presque à découvert; ses derrières n'étaient pas mieux protégés. La position d'Andujar était censée fermer l'entrée de ce long défilé de la Sierra-Morena qui s'étend de Baylen à Valdepeñas en passant par Guarraman, la Caroline, Sainte-Hélène et Despeña-Perros; mais elle ne remplissait pas du tout ce but, car il existait indépendamment de la grande route qui traversait ces localités, trois ou quatre autres petits chemins praticables pour l'infanterie et qui partant de Mengibar, de Linarès, de Baëza et d'Ubeda, allaient aboutir non-seulement à Baylen, mais à la Caroline et même à Despeña-Perros, c'est-à-dire sur les points les plus essentiels de nos communications avec Madrid. Si l'on voulait garder efficacement ce passage de la Sierra-Morena, il eût fallu rétrograder jusqu'à la Caroline qui en est la clef, car la position même de Baylen pouvait être tournée facilement. Tout étant préférable à la défensive dans de mauvaises positions, il eût encore mieux valu pour Dupont qu'il pût attaquer en choisissant son heure, surtout lorsqu'il eut reçu le renfort de six mille hommes que lui amena Vedel à la fin de juin; mais il avait l'ordre précis de tenir à Andujar. Savary, qui avait des dangers de Dupont une idée plus juste que Napoléon lui-même, voulait le rappeler en deçà des montagnes lorsqu'il conçut son plan si vivement critiqué par l'Empereur *de tout*

rapprocher de Madrid[1]; mais l'extrême mécontentement que celui-ci témoignait de tout mouvement rétrograde lui fit ajourner ce projet, et il ne se décida à l'exécuter que lorsqu'il était trop tard.

Telle était la situation de Dupont dans les premiers jours de juillet 1808. Chargé de défendre des positions sans aucune force, dans un pays malsain et fiévreux, avec dix-huit mille soldats pour la plupart très-jeunes et fort peu aguerris, que la rareté des vivres le forçait de mettre à la demi-ration, il avait à combattre l'armée la plus solide et la plus nombreuse qui fût alors en Espagne. Les troupes de toute nature auxquelles commandait Castaños, après la fusion des insurgés de Grenade avec ceux de Séville, de Jaën et de Cadix, ne s'élevaient pas à moins de trente-cinq mille hommes, dont plus de la moitié se composait de troupes régulières. Dupont reçut, il est vrai, le 7 juillet un nouveau renfort de quatre ou cinq mille hommes que lui amenait le général Gobert; mais ce secours fut loin de rétablir la balance. Pour garder ses communications, toujours menacées par les guérillas, Dupont était obligé de disséminer ses troupes d'Andujar au delà de la Caroline et de les tenir sans cesse en mouvement. La tâche impossible qu'il avait à remplir pouvait se résumer ainsi : avec une force totale de vingt-deux mille hommes il avait à surveiller et à défendre sur son front la ligne du Guadalquivir d'Andujar à Ubeda, de quinze lieues d'étendue; sur

1. La correspondance de Savary avec Dupont ne laisse aucun doute à cet égard. Dans une lettre du 16 juillet, il lui annonce formellement son intention de le rappeler avant peu vers Madrid.

ses derrières, il avait à garder un défilé de vingt lieues de longueur.

Le 15 juillet, après quelques tâtonnements, Castaños commença ses opérations. Deux de ses lieutenants, Reding et le marquis de Coupigny, l'un Suisse, l'autre émigré français, prirent position sur le Guadalquivir, le premier à Mengibar, le second à Villanueva, tous deux menaçant de tourner Andujar par Baylen, pendant que Castaños lui-même, posté à Arjonilla, menaçait de front le camp de Dupont. Ce général avait prévu l'attaque. Il avait placé à Baylen la division Vedel; devant Mengibar, le général Liger-Belair avec quelques troupes. A Andujar, l'action se borna à une canonnade entre Castaños et Dupont; à Mengibar, Liger-Belair, refoulé par Reding, fut secouru à temps par Vedel, qui arriva à la hâte de Baylen et rejeta Reding au delà du Guadalquivir. Jusque-là tout allait bien. Il était toutefois dès lors évident que l'ennemi, grâce à sa supériorité numérique, pouvait multiplier ses démonstrations sur plus de points que nous ne pouvions en surveiller à la fois; pour en garder un nous étions forcés d'en dégarnir un autre non moins essentiel à notre sûreté, et il devait résulter de ces allées et venues une sorte de chassé-croisé extrêmement dangereux pour nous.

Dupont, prévoyant que cette attaque allait recommencer et quelque peu alarmé de la quantité de troupes que Castaños avait déployée dans la journée du 15, expédia à Vedel l'ordre de lui envoyer « *un bataillon*, et, dans le cas où il aurait peu d'ennemis devant lui, *une brigade*. » Le lendemain 16, son lieutenant trop zélé, ayant entendu la canonnade se renouveler du

côté d'Andujar, y accourut, non pas avec une brigade, mais avec sa division tout entière, ne laissant à Mengibar que le détachement de Liger-Belair. Cette faute fut immédiatement expiée. Aussitôt Vedel parti, Reding se présente de nouveau à Mengibar, force le passage du Guadalquivir et chasse devant lui Liger-Belair, qui se retire dans la direction de Baylen. Cette position était occupée par le général Gobert, qui s'y était porté la veille de la Caroline. Il accourt au bruit du canon pour soutenir Liger-Belair, mais il est frappé à mort, et le général Dufour, qui prend le commandement, est repoussé sur Baylen. Le passage si important de Mengibar est en la possession des Espagnols.

Dupont, qui avait d'abord approuvé le mouvement de Vedel, reconnut toute la gravité de la faute commise en apprenant la mort de Gobert et la défaite de sa division. Dès le 16 au soir il ordonne à Vedel « de se porter rapidement sur Baylen, de s'y réunir au corps de Dufour, et alors de rejeter l'ennemi sur Mengibar au delà du fleuve. » Le 17 au matin il confirme cet ordre en lui recommandant en outre de veiller sur Baëza et la Caroline, points si essentiels à nos communications. Vedel était déjà arrivé à Baylen; mais, à sa grande surprise, il n'y avait trouvé personne. Égaré par de faux rapports dont il lui était à peu près impossible de contrôler la vérité, car nous n'avions pas un seul espion en Espagne, même à prix d'or, Dufour était parti à minuit pour aller chercher l'ennemi dans la direction de la Caroline, où Reding avait pu se porter en effet sans passer par Baylen, ayant à son choix deux chemins de traverse qui y aboutis-

saient, l'un par Linarès, l'autre par Vilchès. Vedel, trompé comme Dufour et pénétré avant tout de l'importance de maintenir nos communications et de soutenir son collègue, marcha comme lui sur la Caroline en négligeant de faire sur Mengibar une reconnaissance pendant laquelle on aurait eu le temps d'écraser Dufour, et Dupont, trompé à son tour, l'en approuva entièrement. Ainsi s'enchaînaient l'une à l'autre des erreurs qu'on peut dire inévitables, étant donnée cette situation compliquée, car à défaut de ces méprises on en aurait commis d'autres tout aussi graves. Vedel rejoignit Dufour à Guarraman. Là les bruits de la marche de Reding sur la Caroline se trouvant confirmés, les deux généraux s'enfoncent de plus en plus dans les défilés de la Sierra-Morena et laissent inoccupés derrière eux deux postes d'une importance capitale, Baylen et Mengibar, qu'ils croient à l'abri de toute attaque, puisqu'ils supposent l'ennemi engagé dans la Sierra (17 juillet).

Reding, qu'on allait chercher si loin, n'avait pas quitté les environs de Mengibar. Il avait profité de l'apparition de quelques guérillas dans la Sierra pour faire accréditer des bruits qui avaient pour effet de disperser ses adversaires. Aussitôt qu'il s'aperçut de leur absence, il occupa fortement Baylen de concert avec la division de Coupigny, et coupa ainsi au corps de Dupont sa retraite naturelle. Il effectua ce mouvement dans la journée du 18 juillet avec environ dix-huit mille hommes. Il courait à la vérité le risque d'être placé lui-même entre deux feux dans le cas d'un prompt retour de Vedel, mais à toute éventualité il avait sa retraite assurée sur Mengibar ; et il possé-

dait d'ailleurs, en combinant ses mouvements avec Castaños, toujours posté devant Andujar, une telle supériorité de forces sur Dupont, qu'il pensait non sans raison avoir le temps de l'écraser avant toute diversion. Dupont apprit avec stupeur dans la journée même du 18 juillet la présence d'un corps ennemi à Baylen, sans en connaître toute la force. Il résolut d'évacuer sur-le-champ Andujar, afin de dégager Baylen et de se remettre en communication avec ses lieutenants.

La nuit venue, Dupont décampe furtivement et réussit, grâce à d'habiles précautions, à tromper la vigilance de Castaños, qui reste devant Andujar. Dupont avait encore environ onze mille hommes, composés de la division Barbou, de la cavalerie Frésia, des marins de la garde, des gardes de Paris et d'un régiment suisse. Forcé de se tenir en garde de deux côtés à la fois, embarrassé d'une file interminable de sept à à huit cents voitures qui emportent ses malades et ses bagages, il place ses équipages au centre et divise ses troupes en deux corps, dont le plus faible est posté en tête, parce qu'il croit Reding moins redoutable que Castaños. Une distance d'une lieue au moins sépare ces deux groupes de combattants, qui, s'ils avaient été réunis pour le premier choc, auraient peut-être forcé le passage. Le 19, vers trois heures du matin, notre tête de colonne vient heurter sur le Rumblar, torrent qui coule un peu en avant de Baylen, les avant-postes de Reding, qui s'apprêtait de son côté à marcher sur Andujar. L'action s'engage à quatre heures, mais avec deux brigades seulement de notre côté, force à peine suffisante pour la défensive.

Le reste de nos troupes, rappelé en toute hâte de la queue à la tête, ne se présente au combat que successivement, ce qui ôte à ses efforts l'ensemble et la puissance nécessaires pour faire une trouée dans les masses ennemies. Nos soldats attaquent avec une valeur brillante, ils refoulent à plusieurs reprises la première ligne espagnole ; mais ils ne réussissent pas à entamer la seconde, et l'artillerie de Reding très-supérieure à la nôtre, démonte en peu d'instants nos batteries.

Vers dix heures du matin les Espagnols débordaient de tous côtés nos positions. Des charges de cavalerie, vigoureusement exécutées par les dragons du général Frésia et les chasseurs du général Dupré, les rejettent en désordre sur leur corps d'armée, mais elles ne nous rendent pas l'avantage. La réserve espagnole reste inébranlable. Cependant la lutte se ralentit. Nos soldats, épuisés par une marche de sept lieues et par des chaleurs intolérables, dévorés d'une soif horrible dans ce désert sans eau, se laissent aller au découragement. On se bat pour l'occupation d'une citerne, pour quelques gouttes d'eau qui sont restées dans le lit desséché du torrent. Dupont, désespéré, tente vers midi un dernier effort qui échoue comme les autres devant l'impénétrable barrière que lui oppose l'armée de Reding. Quinze cents hommes sont hors de combat, parmi lesquels un grand nombre d'officiers ; Dupont lui-même est blessé. Les hauteurs se couronnent de paysans armés qui nous fusillent à l'abri des rochers et des bois ; les soldats suisses, mécontents de combattre contre leurs compatriotes qui se trouvent dans les rangs espagnols, désertent.

Bientôt le canon retentit sur nos derrières. C'est l'armée de Castaños qui accourt, sous la conduite de la Peña, pour prendre part au combat et qui nous ferme toute issue. Comment résister à cette nouvelle armée, n'ayant pu vaincre la première? C'est le dernier coup. Il était alors deux heures de l'après-midi. Dupont demande une suspension d'armes à Reding, qui la lui accorde. Quant à la capitulation qu'il réclame en même temps, afin d'obtenir son libre passage sur Madrid, elle est renvoyée à Castaños, qui la lui refuse et exige que son corps d'armée se rende à discrétion.

Pendant ces pourparlers, qui durèrent toute la soirée du 19 et une partie de la matinée du 20, le général Vedel, de retour de la Caroline, où il n'avait trouvé personne à combattre, était venu, après avoir perdu beaucoup de temps, prendre position sur les derrières de l'armée de Reding. Arrivé à Baylen après la bataille, vers les cinq heures de l'après-midi, il avait aussitôt attaqué les Espagnols, qui se reposaient sur la foi de l'armistice; il leur avait enlevé mille prisonniers et plusieurs canons. Mais un ordre de Dupont vint mettre bientôt fin à ce combat, en faisant connaître à Vedel les négociations engagées avec les Espagnols. Le refus de Castaños offrait à Dupont une occasion de recommencer la lutte dans la journée du 20 juillet avec le concours de la division Vedel. Si sa position entre Castaños et Reding était des plus critiques, celle de Reding entre Dupont et Vedel n'était guère moins défavorable. Un coup d'audace exécuté avec cette énergie dont Dupont lui-même avait donné l'exemple à Albeck, à Halle, à Friedland et dans tant d'autres rencontres, lui aurait très-probablement ou-

vert un passage, au prix, il est vrai, d'un grand sacrifice. Mais ses soldats étaient absolument démoralisés, vaincus par la fatigue et les privations de toute sorte qu'ils enduraient depuis l'avant-veille. Dupont lui-même était abattu, et ce qui le démontre c'est qu'au lieu de prendre sur lui l'initiative d'une résolution hardie, il assembla un conseil de guerre, auquel, selon les termes mêmes de la délibération, « il demanda son avis sur la situation du corps d'armée. » Les résolutions héroïques sont rarement collectives ; or une inspiration de ce genre pouvait seule le sauver. Dupont était capable d'éprouver une de ces illuminations soudaines, il l'avait prouvé en mainte occasion ; mais il était de ces militaires dont le ressort est plutôt dans l'imagination que dans le caractère, et dont l'âme est par conséquent sujette à passer facilement d'un extrême à l'autre. Dupont était homme de plaisir et de fantaisie ; causeur aimable et recherché, il avait des goûts littéraires ; il avait concouru, étant déjà général, pour des prix de poésie. Ses écrits attestent un penchant prononcé pour l'emphase et la déclamation ; même dans les récits de guerre, ils n'ont rien de la rigueur et de la précision des écrits militaires. Enfin il n'avait jamais éprouvé de revers, et il était de ceux qui n'ont toute leur valeur que dans le succès ; il n'avait jamais commandé en chef, et, pour la première fois qu'il était livré à lui-même, il se trouvait dans une position hérissée de difficultés à peu près insurmontables.

Ainsi qu'il était facile de le prévoir, le conseil fut d'avis que toute résistance était impossible. Les négociations furent donc reprises avec Castaños par l'in-

termédiaire du général Chabert, du général Marescot, qui se trouvait de passage à l'armée de Dupont sans en faire partie, et de l'écuyer de l'empereur, Villoutreys, qui avait déjà négocié l'armistice. Castaños était sur le point de consentir au retour de nos troupes sur Madrid, lorsqu'un malheureux hasard fit tomber dans ses mains une dépêche dans laquelle Savary, de plus en plus convaincu de la nécessité de concentrer l'armée autour de la capitale, prescrivait à Dupont d'exécuter précisément cette marche. Castaños revint alors à ses premières exigences ; il demanda que les divisions cernées se rendissent à discrétion. Sur les réclamations des négociateurs français, il consentit à accorder à Dupont le retour par mer, mais à condition que les divisions Vedel et Dufour seraient comprises dans la capitulation. Nos négociateurs eurent la faiblesse d'accepter cette condition, dans l'espoir bien chimérique de sauver les deux divisions en péril, en compromettant les deux autres qui avaient le chemin libre. Ils rédigèrent en conséquence une capitulation en vertu de laquelle le corps entier de Dupont devait, après avoir déposé les armes, être dirigé vers la mer par San Lucar et Rota, pour être ensuite embarqué et transporté en France. L'article 11 stipulait soigneusement la conservation des bagages des officiers supérieurs, « *qui ne devaient être soumis à aucun examen,* » et l'article 15 stipulait que les généraux « prendraient les mesures nécessaires pour *retrouver et restituer les vases sacrés qu'on pouvait avoir enlevés en diverses rencontres et particulièrement à la prise de Cordoue.* »

Lorsque l'acte où se trouvaient inscrites ces stipu-

lations déshonorantes fut porté à Dupont, le 21 juillet au matin, Vedel avait disparu depuis plusieurs heures, ne laissant devant les avant-postes ennemis qu'un simple rideau de troupes. Ce général se trouvait maintenant hors de toute atteinte avec ses deux divisions; la capitulation, qui, par une insoutenable fiction, le constituait prisonnier alors qu'il était libre, n'était pas encore signée. Le devoir de Dupont était clair et inexorable; il ne devait la ratifier à aucun prix. Les Espagnols, furieux de voir Vedel leur échapper, menaçaient Dupont de passer son armée au fil de l'épée; il devait en courir la chance et leur laisser la responsabilité d'un crime injustifiable. Il faiblit devant leurs menaces et envoya à Vedel l'ordre de revenir sur ses pas. Tout au moins aurait-il pu lui faire donner par l'officier porteur de cet ordre le conseil verbal de désobéir; il ne le fit pas. Vedel, qui était déjà à Sainte-Hélène, cédant à contre-cœur, d'après l'avis presque unanime de ses officiers, ramena ses troupes sur Baylen, où elles partagèrent la triste fortune du corps de Dupont; et plus de vingt mille soldats de cette grande armée si orgueilleuse tombèrent d'un seul coup au pouvoir de l'ennemi qu'ils dédaignaient le plus[1].

La capitulation fut presque aussitôt violée que conclue. La junte de Séville refusa de la ratifier, et les troupes de Dupont, en butte à d'affreux traitements, restèrent prisonnières de guerre jusqu'en 1814, à l'exception des officiers supérieurs, qui furent ren-

1. D'après le *rapport* de Regnault de Saint-Jean-d'Angely *sur la capitulation de Baylen*, le corps de Dupont avant le combat de Baylen comptait en *présents sous les armes* 22,830 hommes, et en *effectif* 27,067.

voyés en France. Dupont s'étant plaint avec amertume de ce manque de foi, le gouverneur de l'Andalousie, Thomas de Morla, lui répondit par d'injurieuses récriminations : « Votre Excellence, lui écrivait-il à la date du 10 août, m'oblige à lui exprimer des vérités qui doivent lui être amères. Quel droit a-t-elle de réclamer l'exécution d'un traité conclu en faveur d'une armée qui est entrée en Espagne sous le voile de l'alliance et de l'amitié, qui a emprisonné notre roi et sa famille, saccagé ses palais, assassiné et volé ses sujets, ravagé ses campagnes, usurpé sa couronne? Si Votre Excellence ne veut pas s'attirer de plus en plus la juste indignation des peuples, que je travaille à apaiser, qu'elle cherche par sa conduite à affaiblir la sensation des horreurs qu'elle a commises à Cordoue.... Quel stimulant pour la populace de savoir qu'un seul de vos soldats était porteur de deux mille cent quatre-vingts livres tournois! »

A ces récriminations il y avait peu de chose à répondre, si ce n'est que le crime des uns n'autorisait pas le crime des autres. Ainsi fut perdue tout entière et en un jour cette armée d'Andalousie, comme si elle avait été engloutie par quelque convulsion de la nature. Les incidents qui amenèrent sa ruine avaient été à la fois si multiples et si compliqués que tous les chefs purent avec vraisemblance s'en renvoyer la responsabilité, sans remarquer que la cause déterminante de la catastrophe était tout entière dans la volonté aveugle qui leur faisait une loi de se défendre dans une position intenable. Tous avaient commis des erreurs et quelques-uns des fautes, mais ils étaient placés dans une situation où il était impossible de n'en

pas commettre, et ils avaient péché le plus souvent par excès de zèle. Dupont avait eu tort de rester à Andujar contre sa conviction; chargé de la responsabilité d'un commandement en chef, il aurait dû désobéir, comme Moncey, et rétrograder soit jusqu'à la Caroline, soit même, s'il ne pouvait s'y nourrir, au delà de la Sierra-Morena; il avait eu tort de ne pas sacrifier au moins une partie de ses bagages, tort de ne pas engager le combat avec toutes ses forces réunies. Dans les négociations enfin il avait commis un acte de faiblesse déplorable en permettant que les divisions Vedel et Dufour fussent comprises dans la capitulation. Vedel, en marchant sur Andujar avec sa division tout entière lorsqu'on ne lui demandait qu'une brigade, en perdant un temps précieux dans son retour de la Caroline à Baylen, n'avait guère été moins répréhensible; Dufour enfin, en négligeant de faire une reconnaissance sur Mengibar avant d'aller chercher Reding à la Caroline, avait commis une méprise des plus funestes[1]; mais le grand coupable c'était celui qui les avait jetés dans cette affreuse impasse en soulevant contre eux l'exécration des peuples, c'était le capitaine infatué qui croyait pouvoir diriger de Bayonne à cinq ou six journées de distance, des opérations qui exigeaient des résolutions de chaque instant. Napoléon seul fut le véritable auteur

1. Voir, sur l'affaire de Baylen, les *Observations* du général Dupont et sa *Lettre sur l'Espagne*, en 1808; le *Précis des opérations en Andalousie,* par le général Vedel; le *rapport* de Regnault et les *interrogatoires* de Dupont et de Vedel, publiés par ce dernier; l'*Histoire des guerres de la péninsule,* du général Foy; l'*Étude historique sur la capitulation de Baylen,* par Saint-Maurice Cabany; Toréno, Napier: *Hist. de la guerre de la Pén.* Robert Southey : *History of the peninsular War.*

du désastre de Baylen en empêchant l'armée d'Andalousie de repasser la Sierra-Morena, comme Dupont et Savary le demandaient. Si Savary lui avait obéi jusqu'au bout, la perte de Dupont aurait été encore plus prompte qu'elle ne le fut, car il n'aurait reçu le renfort de la division Gobert qu'après le 20 juillet. Tous ces généraux si cruellement trahis par le sort des armes n'avaient été en somme que malheureux ; ils s'étaient battus bravement, ils avaient de glorieux états de services ; et ce serait faire à leur mémoire un étrange procès que de les blâmer de ne s'être pas fait tuer jusqu'au dernier plutôt que de subir les conditions de Castaños. Un homme osa leur reprocher de n'avoir pas su mourir. Mais lui-même combien de fois ne reçut-il pas du destin cette sommation d'avoir à choisir entre la mort et la défaite? A la Bérézina, à Leipsik, à Fontainebleau, à Waterloo, et comment a-t-il répondu à cette mise en demeure?

Cependant Napoléon poursuivait son voyage triomphal à travers les villes du midi par Tarbes, Agen, Toulouse, Bordeaux, toujours persuadé que selon son expression « il n'y avait plus rien à craindre en Espagne. » Joseph était arrivé à Madrid le 20 juillet avec des impressions bien différentes. Le *Moniteur* avait beau attester que son voyage en Espagne n'avait été qu'une longue ovation, que son entrée à Madrid avait eu lieu « *aux acclamations d'un peuple immense*[1] ; » son frère avait beau lui répéter dans toutes ses lettres : « Ayez courage et gaieté, ne doutez jamais d'un plein succès, » Joseph ne se rassurait pas. Il ne

1. *Moniteur* du 25 juillet et du 6 août 1808.

trouvait pas, disait-il, un sou dans les caisses publiques [1], tout le monde désertait autour de lui; une implacable hostilité était dans tous les regards. Il sentait lui-même tout le premier que ces sentiments d'animosité n'étaient que trop motivés, et il s'indignait honnêtement des excès commis par nos troupes contre ses futurs sujets. Il avait déjà dénoncé à son frère les honteuses déprédations de certains de nos officiers qui avaient arraché les boucles d'argent des harnais de la cour pour se les approprier [2]; il lui dénonce bientôt un commerce plus hideux encore, celui des objets du culte dérobés dans les églises et les couvents des villes mises au pillage : « Si Votre Majesté, écrit-il à Napoléon le 22 juillet, faisait écrire au général Caulaincourt qu'elle est informée du pillage froidement organisé dans les églises et les maisons de Cuenca, elle ferait beaucoup de bien. *Je sais que le brocantage des vases sacrés fait à Madrid a fait beaucoup de mal ici.* » Le surlendemain 24 juillet, il insiste sur ce point et sur les autres difficultés de sa situation; il dénonce des généraux qui ont imité Caulaincourt; il supplie son frère de *rappeler les voleurs* [3]. Il compare avec raison le mouvement espagnol à celui de la Révolution française. Si la France, dit-il, a pu mettre un million d'hommes sous les armes, pourquoi l'Espagne n'en mettrait-elle pas cinq cent mille? « J'ai pour ennemis une nation d'habitants braves, exaspérés au dernier point. On parle publiquement de mon assassinat....

1. Joseph à Napoléon, 21 juillet.
2. Le même au même, 16 juillet.
3. Joseph à Napoléon, 24 juillet.

on n'a eu aucun des ménagements qu'on devait avoir pour ce peuple. » Puis revenant sur une allégation de l'Empereur : « Non, sire, s'écrie-t-il, les honnêtes gens ne sont pas plus pour moi que les coquins. Vous êtes dans l'erreur; *votre gloire échouera en Espagne!* »

Ces représentations, ces doléances, cette prophétique épouvante si profondément sentie, n'ont d'autre effet que d'irriter Napoléon; il n'y voit que la défaillance d'un cœur timide et d'une imagination frappée. Il s'efforce à sa manière de relever cette âme abattue. Quoi qu'il arrive la soumission de l'Espagne est un fait accompli. Elle est déjà reconnue par l'Europe : « J'ai reçu ce matin des nouvelles de la Russie et des lettres de l'empereur. *L'affaire d'Espagne était déjà là une affaire fort ancienne et tout y était arrangé!* » L'affaire d'Espagne arrangée en Russie! il eût mieux valu pour nous qu'elle fût arrangée à Madrid. Napoléon avait en effet notifié à Alexandre par une lettre du 8 juillet les changements qu'il venait d'accomplir en Espagne: « *Obligé*, disait-il, *de se mêler* des affaires espagnoles, il avait été, par la *pente irrésistible des événements*, conduit à un système qui, *en assurant le bonheur de l'Espagne*, assurait la tranquillité de l'empire. Dans cette nouvelle situation l'Espagne *devait être plus indépendante de Napoléon qu'elle ne l'avait jamais été*[1]. » A ces explications si franches il joignait dans le but de discréditer l'insurrection espagnole une assertion qui a été le point de départ de toutes les fables qu'on a accumulées sur ce sujet : « J'ai lieu, disait-il à Alexandre, d'être très-satisfait de toutes les personnes de rang,

1. Napoléon à Alexandre, 8 juillet 1808.

de fortune ou d'éducation. *Les moines seuls*, prévoyant la destruction des abus, *et les agents de l'inquisition* qui entrevoient la fin de leur existence, *agitent le pays.* »

Les lettres de Joseph et la correspondance même de l'Empereur sont la réfutation la plus éclatante de ce mensonge éhonté. Le clergé était après les courtisans et les hauts fonctionnaires la classe qui se montrait la plus disposée à se rallier. Il fut entraîné dans le mouvement national et s'y comporta courageusement, mais il ne le créa pas. A différentes reprises Joseph et Napoléon lui-même se louent des sentiments de conciliation que montre le clergé : « L'officier de Bessières, écrit Napoléon le 25 juillet, quelques jours après sa lettre à Alexandre, a dit *que les prêtres et même les moines désirent fort la tranquillité.* » Le témoignage de Joseph est encore plus décisif. Le 26 juillet il écrit à son frère : « J'ai réuni chez moi tous les chefs du clergé régulier et séculier, je leur ai parlé pendant une heure. Il me paraît qu'ils sont partis dans de bonnes dispositions. » Le lendemain 27, analysant les sentiments de la population en général, il revient sur le même sujet : « *Les grands et les riches*, dit-il, les femmes surtout *sont détestables.* » Voilà pour ces « personnes de rang, d'éducation, de fortune » que Napoléon représentait comme *très-satisfaisantes*. Quant au clergé, voici ce que Joseph en dit : « Le clergé que j'ai vu hier, *s'est bien conduit aujourd'hui.* On me rapporte que *beaucoup de prêtres ont inspiré de bons sentiments au peuple*[1]. »

1. Joseph à Napoléon, 27 juillet 1808.

Napoléon ne répondit que le 31 juillet aux lamentations et aux lugubres prophéties de Joseph : « Mon frère, lui écrivit-il, le style de votre lettre du 24 ne me plaît point. Il ne s'agit point de mourir, mais de vivre, et d'être victorieux, *et vous l'êtes et vous le serez. Je trouverai en Espagne les colonnes d'Hercule, mais non les limites de mon pouvoir.* » Il énumérait ensuite les secours qu'il dirigeait sur l'Espagne, puis arrivant aux plaintes de Joseph relativement aux pillards et aux voleurs : « *Caulaincourt*, disait-il, *a très-bien fait à Cuenca. La ville a été pillée, c'est le droit de la guerre puisqu'elle a été prise les armes à la main....* Votre position peut être pénible comme roi, *mais elle est brillante comme général.* »

Le lendemain du jour où il écrivait ces paroles insolentes et cruelles qui étaient un défi jeté à la fois à la justice, au bon sens, à l'humanité et même à la fortune, il recevait la nouvelle que Dupont, loin de prendre l'offensive, allait opérer un mouvement rétrograde : « Dupont va être attaqué et obligé de faire sa retraite. Cela ne se peut concevoir ! » (1er août.) Cela était incompréhensible en effet avec les folles illusions qu'il s'était obstiné à garder jusqu'au bout malgré les avertissements de ses serviteurs, malgré les cris d'alarme de son frère, malgré l'évidence même des choses. Il ne connut la triste vérité que le 2 août. Son cœur de bronze ne s'émut pas un seul instant au récit des infortunes de ses compagnons d'armes ; son orgueil seul sentit le coup. Il lui fut impossible de ne pas en prévoir les principales conséquences, son prestige d'invincibilité détruit, l'Espagne perdue pour longtemps, peut-être pour tou-

jours, l'espérance rendue à ses nombreux ennemis; mais au lieu de s'en prendre à son propre aveuglement, il ne songea qu'à poursuivre, à flétrir, à frapper les victimes de son imprévoyance. Il mit à perdre Dupont tout l'acharnement qu'il avait déployé contre Villeneuve : « Lisez ces pièces, écrivait-il à Clarke le 3 août, et vous verrez si depuis que le monde existe il y a eu rien de si bête, de si inepte, de si lâche. Voilà donc justifiés les Mack, les Holenhohe, etc.... Je désire savoir quels tribunaux doivent juger ces généraux, et quelle peine les lois infligent à un pareil délit. » Ces lâches, écrivait-il un autre jour, porteront leur tête sur l'échafaud! Au reste il y avait dans cette colère beaucoup d'affectation, et quelquefois il la jouait assez maladroitement, témoin cette phrase presque burlesque qu'il adressait à Davout : « Dupont a déshonoré nos armes, il a montré autant d'ineptie que de pusillanimité. Quand vous apprendrez cela un jour, *les cheveux vous dresseront sur la tête*. » (23 août.)

Le désastre de Baylen entraînait l'évacuation de Madrid qui se trouvait à découvert du côté du midi. Joseph quitta précipitamment cette capitale dans la journée du 29 juillet. Il y avait huit jours qu'il y était entré. La veille deux mille domestiques avaient en même temps déserté le palais comme un lieu pestiféré[1]. Les courtisans se conduisirent comme les domestiques. Pas un d'eux n'accompagna Joseph dans sa fuite. L'armée française se replia sur l'Èbre. Ses chefs ne jugèrent pas assez solide la ligne du Duero que recommandait Napoléon dans l'intérêt de l'armée de

1. Joseph à Napoléon, 14 août

Portugal, alors aussi menacée que celle d'Espagne. Verdier dut lever le siége de Saragosse après un nouvel assaut qui fut aussi meurtrier et aussi infructueux que tous ceux qui l'avaient précédé. Joseph porta son quartier général à Miranda, où le maréchal Jourdan qu'il demandait depuis longtemps à Napoléon vint bientôt le rejoindre, et notre armée réunie sur l'Èbre étendit ses cantonnements de Bilbao à Tudela dans une forte position défensive qui lui permettait d'attendre des renforts et la présence annoncée de l'Empereur.

Le mois d'août ne s'acheva pas sans qu'un nouvel échec presque aussi désastreux que celui de Baylen eût terni la gloire des armes françaises. Depuis plus d'un mois on n'avait aucune nouvelle de l'armée de Portugal. Ce silence ne tenait pas seulement à l'insurrection espagnole qui avait interrompu toutes les communications entre la France et Lisbonne, mais aussi à la révolte des populations portugaises. Junot n'occupait plus que quatre ou cinq places fortes dans le Portugal, lorsque le 1er août parut en vue de l'embouchure du Mondego la flotte qui portait l'armée anglaise. Elle était commandée par un jeune général qui s'était déjà illustré dans les Indes par la fermeté et la sagesse de sa conduite militaire, sir Arthur Wellesley, si connu plus tard sous le nom de Wellington. Envoyé pour soutenir le soulèvement espagnol, Arthur Wellesley s'était d'abord présenté devant la Corogne; mais les insurgés de la Galice, même après leur défaite de Rio-Seco, avaient comme ceux de l'Andalousie voulu refuser tout renfort étranger; ils n'avaient accepté de l'Angleterre que des secours d'ar-

gent et des munitions. Wellesley avait en conséquence choisi pour théâtre de ses opérations ce littoral étroit et escarpé du Portugal dont il allait bientôt faire un camp retranché inexpugnable contre lequel devait échouer toute la puissance de Napoléon.

Débarqué avec dix mille hommes, et quelques jours après, renforcé de quatre mille, Wellesley se hâta de prendre l'offensive avant l'arrivée de sir Hew Dalrymple, qui devait avoir le commandement de l'armée lorsqu'elle aurait complété son effectif. Junot comprit les dangers qu'il courait à se laisser assaillir par les Anglais dans une ville de trois cent mille âmes toute prête à se révolter. Il forma le plan très-sage de se porter au-devant de l'armée ennemie et de la jeter à la mer avant l'arrivée de ses renforts. Mais pour exécuter un tel dessein, ce n'eût pas été trop de toutes ses forces réunies. Elles s'élevaient encore à vingt-neuf mille hommes; Junot ne sut pas les concentrer à temps. Il s'obstina à garder la plupart des positions qu'il occupait encore; il rappela Kellermann de Sétubal, mais il laissa des garnisons à Elvas, Santarem, Alméida, Peniche et Palmela, indépendamment de celle qui maintenait Lisbonne. Il exposa en outre à un péril des plus graves un détachement de cinq mille hommes qu'il avait chargé d'observer les Anglais, sous les ordres du général Delaborde. Attaqué par Wellesley, près de Roliça, dans une position trop avancée eu égard à ses forces, Delaborde soutint le choc d'une armée trois fois plus nombreuse que la sienne et défendit le terrain pied à pied avec la plus brillante intrépidité; mais il ne lui fallut pas moins se dérober par une prompte retraite,

après avoir perdu près de cinq cents hommes, et la campagne s'ouvrit par un échec, ce qui produit toujours un effet fâcheux sur le soldat (15 août)[1].

A la suite de ce combat, Wellesley s'avança jusqu'à Vimeiro, où il fut rejoint par deux nouvelles brigades qui portèrent son corps d'armée à environ dix-huit mille hommes. Junot était enfin parvenu à rallier ses principaux corps; ses troupes s'élevaient à un peu plus de treize mille hommes[2]. Il s'était avancé, de son côté, jusqu'à Torrès Vedras, en face des positions anglaises. Le moment était venu pour Junot de « jeter les Anglais à la mer, » selon le programme tant de fois tracé par Napoléon. Ils semblaient avoir voulu lui rendre cette besogne plus facile en campant sur les hauteurs de Vimeiro, adossés à des abîmes qui surplombaient l'Atlantique. Wellesley n'avait pas choisi cette position. Son plan, beaucoup mieux conçu, consistait à filer tout droit le long de la mer, de façon à tourner l'armée de Junot en venant se placer entre elle et Lisbonne, dans les environs de Mafra; mais un ordre de son supérieur Burrard, le second du général Dalrymple, alors sur le point de débarquer, l'avait forcé à attendre à Vimeiro l'arrivée d'un nouveau corps de dix mille hommes que de-

1. Foy : *Hist. des guerres de la Péninsule*, tome IV. — Dépêche de Wellington au vicomte Castlereagh, en date du 17 août 1808. (*The dispatches of the duke of Wellington*, vol. IV.)

2. On conçoit qu'il est impossible, sur ce point, de s'en tenir aux rapports français, qui abaissent ce chiffre à neuf mille, dans un intérêt facile à deviner. Le rapport de Wellington dit que Junot avait « rassemblé toutes ses forces; » ce qui n'est pas moins erroné. Lord Londonderry est l'historien qui se rapproche le plus de la vérité (*Story of the Penins. War*).

vait amener le général Moore. Heureusement pour lui, le même motif poussa Junot à l'attaquer sur-le-champ.

Le 21 août, de grand matin, Junot commença son mouvement, et vers sept heures du matin, il attaquait les positions de Wellesley. Le général Delaborde, soutenu par les généraux Loison et Thomière, s'élança impétueusement à l'assaut des hauteurs de Vimeiro, sur la droite de l'armée anglaise, qui paraissait relativement dégarnie. Les Anglais n'avaient presque pas de cavalerie, mais leur infanterie était solide et résistante. Le feu bien dirigé de leurs nombreuses batteries arrêta court les assaillants et bientôt les rejeta en désordre sur les pentes qu'ils avaient gravies. Notre attaque contre leur gauche étant secondaire, et par ce motif même faiblement soutenue, avait été moins heureuse encore, et les deux généraux de brigade qui la dirigeaient avaient été mis hors de combat. Junot lança alors sa réserve composée de soldats d'élite et commandée par Kellermann, en la faisant soutenir par son artillerie que conduit le colonel Foy. Les grenadiers de Kellermann franchissent les pentes en courant, et bientôt ils couronnent les hauteurs de Vimeiro; mais là ils sont reçus par des décharges meurtrières qui les font reculer, notre artillerie est démontée avant d'avoir pu prendre position et son colonel tombe grièvement blessé ; enfin, notre cavalerie rendue inutile par les montuosités du terrain, se borne à protéger la retraite de nos bataillons à mesure qu'ils sont repoussés. Notre attaque a échoué sur tous les points et l'armée anglaise est restée intacte dans ses positions.

Il était alors midi et nous avions perdu dix-huit

cents hommes et trente pièces de canon. Les Anglais n'avaient que cent trente-quatre tués et trois cents trente-cinq blessés[1]. Junot commanda la retraite, que l'armée opéra sans être inquiétée. Wellesley voulait nous poursuivre, mais il n'était déjà plus général en chef, et Burrard, qui avait pris le commandement après la bataille, ne lui permit pas d'achever sa victoire. Le manque de cavalerie eût rendu d'ailleurs la poursuite difficile. Le lendemain, Junot, après un conseil de guerre où l'on reconnut l'impossibilité d'occuper plus longtemps le Portugal, envoya au camp anglais le général Kellermann pour traiter de l'évacuation. L'arrivée du nouveau renfort anglais rendait cette détermination très-urgente. A la suite d'un armistice et de longs débats, qui durèrent près de dix jours, les plénipotentiaires signèrent enfin, le 30 août, la convention de Cintra. L'escadre russe, qui était bloquée dans le port de Lisbonne et qui avait constamment refusé de s'associer aux efforts de Junot, voulut aussi avoir sa convention à part. Siniavine, son amiral, obtint que l'escadre resterait en dépôt dans un port anglais jusqu'à la conclusion de la paix entre les gouvernements respectifs.

La convention de Cintra accordait à l'armée de Junot des conditions tout à fait inespérées. Depuis le débarquement de Moore, il était en effet devenu possible de la faire prisonnière, sinon de la détruire. Battue, démoralisée, cernée par les insurrections espagnole et portugaise, en même temps que par trente mille

1. Rapport de Wellington au général Burrard, 21 août 1808. (*Dispatches*.)

hommes de troupes excellentes, il lui était difficile d'échapper à l'alternative de se faire tuer sur un dernier champ de bataille ou d'être prisonnière de guerre. C'était au fond l'avis d'Arthur Wellesley, qui voyait avec regret l'armée[1] perdre le fruit de ses deux victoires; mais la fière attitude de Junot et le prestige encore si puissant des armes de Napoléon, imposèrent au général Dalrymple et à son lieutenant Burrard. Ils accordèrent à Junot une espèce de capitulation, aux termes de laquelle l'armée française devait évacuer entièrement le territoire portugais, mais avec armes et bagages et sans être prisonnière de guerre. Le gouvernement anglais se chargeait de la transporter par mer à Lorient et à Rochefort. La convention de Cintra excita un violent mécontentement en Angleterre, comme en Portugal et en Espagne; elle fut néanmoins exécutée avec une parfaite loyauté dans le cours du mois de septembre. Le cabinet britannique se contenta de mander les trois généraux anglais que l'opinion publique accusait devant une commission qui les acquitta[2].

Au moment où les troupes de Junot s'embarquaient pour la France, confuses de leur prompte défaite et incertaines de la réception qui leur serait faite, à l'autre extrémité de l'Europe une armée s'embarquait

1. Il résumait ainsi son opinion dans une lettre à lord Castlereagh : « Dix jours après la bataille du 21 nous ne sommes pas plus avancés, nous sommes même moins avancés que nous aurions pu et dû l'être le soir même de la bataille. » (*Dispatches.*)

2. Ils alléguèrent pour se justifier la difficulté très-réelle de forcer l'armée de Junot sans cavalerie, et l'avantage d'une évacuation immédiate du Portugal. (*Report of the Board of inquiry. — Ann. Reg.* 1808.)

pour l'Espagne avec des dispositions bien différentes. Échappée à mille dangers, elle venait, après une évasion presque miraculeuse, se joindre aux défenseurs de la patrie espagnole pour vaincre ou mourir avec eux. C'était cette armée de la Romana que Napoléon avait traîtreusement attirée sur les rives de la Baltique pour diminuer d'autant les forces du pays qu'il voulait subjuguer. Ne la jugeant pas encore suffisamment éloignée de l'Espagne à Hambourg où il l'avait d'abord confinée, il en avait fait débarquer la plus grande partie dans l'île de Fionie, possession du Danemark, où elle se trouvait emprisonnée entre le corps de Bernadotte et la mer. Mais ces ingénieuses précautions qui devaient avoir pour effet de faire promptement périr des soldats si peu préparés à vivre dans ces régions glacées, tournèrent à la confusion du tyran, car c'est justement grâce à la mer que la Romana put s'échapper. Ayant noué des intelligences avec le commandant d'une croisière anglaise, il s'empara de Nyborg et de Langeland et mit à la voile le 13 août avec dix mille hommes. Les cinq autres mille qui formaient son corps d'armée, ne réussirent pas à s'embarquer à temps. C'est là ce que Napoléon et ses apologistes ont nommé : *la trahison de la Romana !*

En un mois, du 15 juillet au 20 août, Napoléon venait d'éprouver plus d'échecs qu'il n'en avait essuyés dans le cours entier de sa carrière. Repoussé devant Valence et devant Saragosse, écrasé plutôt que battu à Baylen et à Vimeiro, chassé enfin de toute la Péninsule jusqu'à l'Èbre, il avait vu ses armes déshonorées dans un pays sans organisation et sans armées, chez le peuple dont il dédaignait le plus les forces mili-

taires et dont il occupait déjà tout le territoire. Cette nation qu'il avait si bien enchaînée dans un premier moment de surprise, elle avait fait un geste et d'un seul coup tout s'était écroulé. L'Empire se trouvait par là même frappé au cœur; qu'était-il, en effet, sinon une longue succession de surprises? Cette défaite, qui dut être si pénible pour son orgueil, a été appelée une expiation. Sachons penser et parler en hommes et ne portons pas l'adulation jusque dans le blâme. C'est profaner toutes les idées de justice que de dire que Napoléon a été puni parce qu'il a honteusement échoué dans une des entreprises les plus perverses que jamais scélérat couronné ait essayé de réaliser. Non, tant de sang innocent versé, tant de familles immolées, tant de mères réduites au désespoir, tant d'hommes inoffensifs poussés pendant des années à la frénésie du meurtre, tant de crimes conçus, commis, soutenus avec une froide préméditation ne s'expient pas si facilement, et la longue immobilité de Sainte-Hélène n'a été elle-même qu'une peine insignifiante, si on la compare à l'énormité de l'attentat. Ne parlons pas de châtiment à propos de cet homme, ou bien mettons-le hardiment au-dessus du reste de l'humanité, et dans ce cas, nous ne ferons que nous rendre justice en nous considérant comme des êtres d'une nature inférieure, faits pour être éternellement la proie et le jouet de quelques monstres privilégiés.

CHAPITRE X.

L EURO E APRÈS BAYLEN. — L'ENTREVUE D'ERFURT (AOUT-OCTOBRE 1808).

La nouvelle des capitulations de Baylen et de Cintra produisit dans toute l'Europe une sensation inexprimable. Pour s'en faire une juste idée, il faut se rappeler les mortelles défaillances, l'abîme de découragement où tant de déceptions et de défaites successives avaient fait tomber tous ceux qui avaient attendu la délivrance des combinaisons politiques et militaires des gouvernements. Un instant obscurcie à Eylau, l'étoile de Napoléon avait reparu plus éclatante que jamais. Les plus persévérants s'étaient lassés, ils considéraient la lutte comme finie. Cette colossale domination, appuyée désormais sur la seule puissance qui eût pu lui faire obstacle, semblait avoir la fatalité des lois inflexibles de la nature et de l'histoire. C'étaient les temps désespérés de l'Empire romain qui revenaient : il fallait vivre, se résigner à l'étouffement, renoncer à combattre contre la force des choses.

En un jour ce lugubre cauchemar se trouva dissipé, et l'espérance renaquit. La grande leçon que l'Espagne

venait de donner au monde était d'autant plus saisissante, qu'elle était justement celle dont l'Europe avait alors le plus besoin. Là en effet ce n'était pas le gouvernement, mais la nation qui avait tout fait. On était découragé, abattu, parce que tous les efforts des cabinets avaient misérablement échoué; eh bien! la révolution espagnole disait aux peuples : « Votre salut est en vous seuls! » Elle disait aux individus : « Ne compte que sur toi-même et tu vaincras ; » et à l'appui de ses paroles, elle montrait ses œuvres. Ce que tous les gouvernements européens coalisés n'avaient pu faire en huit années de guerre, elle l'avait fait en une campagne avec quelques poignées d'insurgés. Elle avait par deux fois infligé à ces aigles si redoutées la plus sanglante humiliation qu'eût jamais subie une armée française. Les résultats matériels de cette victoire étaient assez beaux, puisque l'invasion avait été d'un seul coup refoulée jusqu'aux pieds des Pyrénées, mais son effet moral était incalculable.

Cet enseignement n'avait pas besoin de commentaires : il brillait comme un éclair dans les ténèbres, et frappait en même temps tous les yeux. Le charme était à jamais rompu; le point faible du colosse était à découvert; le vainqueur des rois n'était pas encore le vainqueur des peuples; la partie tant de fois perdue contre lui était à recommencer sur un nouvel enjeu. L'Angleterre résolut de s'unir étroitement à l'Espagne. Elle apporta aux insurgés des subsides, des armes, d'immenses approvisionnements de guerre. Elle pressa avec une activité inaccoutumée l'organisation et l'embarquement de ses troupes toujours si lentes à se mouvoir; elle se montra décidée à défen-

dre le sol de la Péninsule comme son propre territoire.

En Allemagne, le contre-coup des événements d'Espagne fut une sorte de tressaillement électrique qui donna naissance à une chose qui n'avait pas existé jusque-là, *la nation allemande*. La grande renaissance intellectuelle de l'Allemagne du dix-huitième siècle avait sans doute préparé les voies en constituant la personnalité morale de ce peuple; mais c'est au milieu des douleurs de la conquête et de l'occupation étrangère que s'accomplit ce glorieux enfantement, et que le mot de patrie allemande fut pour la première fois prononcé dans le monde. Tous les vieux antagonismes, toutes les rancunes surannées entre l'Allemagne du Nord et celle du Midi, entre les grands et les petits États, entre les princes et l'ancienne noblesse immédiate, entre le noble et le bourgeois, entre la maison d'Autriche et la maison de Brandebourg, disparurent momentanément pour faire place à un sentiment unique, la haine de la domination française. L'initiative n'appartint à aucune classe en particulier, elle fut universelle et simultanée. C'est un professeur de philosophie, Maurice Arndt, qui fonde le *Tugendbund*, cette *association de la vertu* où s'enrôlent à la fois des artisans et des grands seigneurs, des militaires et des bourgeois. L'expérience l'avait démontré, les mœurs et la nature du pays étaient éminemment défavorables à une guerre de partisans. L'intrépide major Schill lui-même avait été contraint de reconnaître cette vérité après ses efforts aussi malheureux qu'héroïques, pour organiser une insurrection en Prusse pendant la campagne de Pologne. L'occupa-

tion française était d'ailleurs, grâce à la Confédération du Rhin et au nombre énorme de nos troupes, beaucoup plus enracinée en Allemagne que dans la Péninsule. Cette grande insurrection nationale fut donc forcée d'agir à l'état latent et de se déguiser sous forme de sociétés secrètes.

L'organisation du *Tugendbund* est assez semblable à celle qu'adopta plus tard la *Charbonnerie*. Un comité central, placé hors des atteintes de la police impériale, dirige de loin l'association qui se fractionne en une multitude de comités particuliers. Les comités provinciaux restent sans communication entre eux, en sorte que la découverte des uns ne peut en rien exposer la sûreté des autres. L'association se propage ainsi de proche en proche jusque dans les provinces de la Confédération du Rhin; elle prépare ses forces en silence en attendant l'heure d'un soulèvement national. Les plus grands comme les plus humbles se font gloire d'y être affiliés. Les anciens ministres Hardenberg et Scharnhorst, les généraux Blücher et Gneisenau, le duc de Brunswick Œls, le major Schill, le docteur Jahn, en sont les membres les plus actifs. Bientôt le sol de la vieille Germanie se couvre d'associations analogues qui viennent se greffer sur cette institution mère. L'action des gouvernements réduite comme celle des particuliers à la dissimulation, à l'emploi des moyens détournés et clandestins, seconde admirablement cette vaste conspiration. Elle a pour serviteurs deux ministres dont la fermeté de caractère égale la haute intelligence : en Prusse, le baron de Stein, en Autriche, le comte de Stadion.

Le baron de Stein semble avoir été de tous ses

compatriotes celui qui comprit le premier que l'Allemagne ne pouvait être sauvée que par un grand soulèvement national. Dans tous les cas on ne peut lui refuser la gloire d'en avoir été le promoteur le plus hardi, le plus persévérant et le plus habile. Ce grand ministre est encore plus un grand citoyen. Il sent que pour remuer profondément les masses populaires jusque-là déshéritées de toute participation aux grands intérêts du pays, il faut les appeler à la vie publique: il sent qu'on ne fait pas des patriotes avec des hommes attachés à la glèbe, qu'il faut profiter de cette occasion unique pour imposer à la noblesse le sacrifice de ses principaux priviléges. Il veut donc que le prélude de la guerre d'indépendance soit l'affranchissement du tiers-état prussien. C'est avec des hommes libres qu'il combattra le despotisme de Napoléon. Il efface de la législation prussienne les derniers vestiges du servage, et fait du paysan un citoyen. Il abolit la corvée; il autorise les grands propriétaires à diviser leurs domaines; il apporte aux communes le droit de s'administrer elles-mêmes en leur attribuant la nomination de leurs conseils municipaux, et les transforme ainsi en autant de petits centres pleins de vie, d'activité, d'émulation civique. Il accorde aux bourgeois la faculté d'acquérir la propriété territoriale, jusque-là privilége exclusif de la noblesse, et il ouvre aux nobles l'accès des professions industrielles et commerciales, tolérance qui leur était odieuse, parce qu'elle était un signe d'égalité. Tel fut l'objet des trois ordonnances de Memel, décrets sauveurs, rendus dès les mois d'octobre et de novembre 1807, et auxquels la Prusse a dû de rester une nation. Et

toutes ces réformes qui sont une révolution, il les opère sans bruit, sans éclat, sans aucune de ces récompenses de popularité si chères au vulgaire des tribuns.

En même temps qu'il porte sur les vieux abus sa main hardie, Stein lutte obstinément contre nos exigences dans la fixation des contributions de guerre que Napoléon traîne en longueur depuis Tilsit, afin d'occuper plus longtemps le territoire prussien. Il organise contre l'administration française en Prusse une résistance sourde et passive qui se dérobe lorsqu'on la dénonce, et qui, se faisant sentir partout et toujours, y paralyse toutes nos mesures. Cette singulière conspiration était d'autant plus facile à discipliner, qu'elle avait pour instruments les administrateurs eux-mêmes; car Napoléon, en confiant l'administration de la Prusse à son représentant Daru, avait été forcé d'y conserver la plupart des anciens employés prussiens. Les ordres de Daru n'étaient jamais discutés, mais on ne les exécutait pas, ou on les exécutait à contre-sens en feignant de les avoir mal compris. De là des tiraillements incessants, des difficultés sans cesse renaissantes qui irritaient profondément les populations prussiennes, déjà exaspérées des charges écrasantes qu'on faisait peser sur elles [1].

La sphère d'action du baron de Stein ne se bornait pas à la Prusse; il travaillait efficacement à l'étendre à toute l'Allemagne, et principalement aux provinces qui étaient liées à l'empire français : « L'exaspéra-

1. *Mémoires tirés des papiers d'un homme d'État* (Hardenberg). — Schœll : *Hist. abr. des Traités.*

tion augmente tous les jours en Allemagne, écrivait-il le 15 août 1808 au prince de Sayn Wittgenstein, alors aux eaux dans le Mecklembourg. Il faut la nourrir et chercher à travailler les hommes. Je voudrais bien qu'on pût entretenir des relations dans la *Hesse* et dans la *Westphalie*, qu'on s'y préparât à de certains événements, qu'on cherchât à y lier des rapports avec des hommes d'énergie et de bonne volonté... *Les affaires d'Espagne font une impression très-vive. Elles prouvent ce que depuis longtemps on aurait dû entrevoir*. Il serait très-utile d'en répandre les nouvelles d'une manière prudente... » Cette lettre significative fut saisie à Spandau sur M. de Koppe, et aussitôt transmise à Napoléon par le maréchal Soult. Bien qu'elle ne soulevât qu'un coin du voile, elle en disait assez long pour éclairer l'Empereur sur la gravité des événements qui se préparaient en Allemagne. Mais, infatué d'orgueil et tout entier déjà à ses projets de se venger de l'Espagne par un châtiment exemplaire, il ne vit dans la lettre de Stein qu'un moyen péremptoire d'en finir avec les objections que la Prusse opposait à ses demandes pécuniaires, et de contraindre le roi Frédéric-Guillaume à renvoyer son ministre. Obligé de faire un pas rétrograde pour concentrer toutes ses forces contre les Espagnols, il mit à profit cet incident pour opérer cette retraite le plus avantageusement possible. Il se servit donc de la lettre, mais il dédaigna l'avertissement qu'elle contenait. Il la fit imprimer dans le *Moniteur* [1] en l'apostillant de ces simples paroles : « On plaindra le roi de Prusse

1. *Moniteur* du 8 septembre 1808.

d'avoir des ministres *aussi malhabiles que pervers.* » Cette courte sentence était l'arrêt de mort de l'administration de Stein. Le grand patriote se retira pour ne pas compromettre son pays; mais ses plans et ses réformes n'en devaient pas moins rester l'âme du gouvernement prussien, et c'est là qu'était le danger: « J'ai demandé, écrivait Napoléon à Soult le 10 septembre, que Stein fût chassé du ministère, sans quoi le roi de Prusse ne rentrera pas dans ses États. J'ai fait mettre le séquestre sur ses biens en Westphalie. »

Ces satisfactions lui furent accordées comme toutes celles qu'il demanda dans ce moment critique; mais la facilité même avec laquelle il les obtint aurait dû lui prouver qu'on comptait sur des moyens encore dissimulés, mais certains, de prendre plus tard une revanche. Le prince Guillaume de Prusse était depuis plusieurs mois à Paris pour le règlement définitif de la dette prussienne. Champagny lui signifia au nom de Napoléon qu'il fallait accepter dans le plus bref délai le chiffre de cent quarante millions fixé par l'Empereur. Le prince dut se soumettre en même temps aux dures conditions qu'on imposait à son roi. La convention qui fixa le montant de la dette stipulait que jusqu'à son entier acquittement, dix mille Français continueraient à occuper les places de Glogau, Stettin et Cüstrin; qu'ils y seraient entretenus sinon soldés par le roi de Prusse; que l'armée prussienne serait réduite pendant dix années consécutives au nombre de *quarante-deux mille hommes*, sans le roi pût en aucun cas y suppléer en levant des milices (articles séparés, I et III). Enfin le roi Frédéric-

Guillaume s'engageait[1] en cas de guerre contre l'Autriche à mettre à la disposition de l'Empereur une division de seize mille hommes (art. V).

Tel fut le premier fruit de la politique de Stein. Mais sa défaite était plus apparente que réelle, car il entrait dans ses plans de tout pousser à l'extrême, et il comptait plus sur le désespoir produit par l'excès du mal que sur les petites habiletés de la politique de cabinet. Ce cruel abus de la force ne pouvait en définitive que servir ses desseins, puisque, dans la situation intolérable qui leur était faite, la monarchie et la nation prussiennes ne pouvaient plus vivre désormais qu'à l'état de conspiration permanente. On avait été forcé de subir le traité; on l'éluda. Le ministre de la guerre Scharnhorst réalisa au point de vue militaire toutes les réformes que son ami Stein avait introduites dans l'ordre civil. Il ouvrit aux bourgeois l'accès des grades supérieurs; il maintint ostensiblement l'armée au chiffre de 42,000 hommes, mais il en eut en réalité 200,000, grâce à une sorte de roulement rapide qui ne laissait les troupes sous le drapeau que juste le temps nécessaire à leur instruction.

En Autriche, le comte de Stadion, forcé de ménager une aristocratie toute-puissante et un clergé influent, ne pouvait pas procéder par grandes réformes populaires. Il n'avait pas d'ailleurs pour point d'appui les fortes et sérieuses populations du nord. Mais s'il employait des mesures moins radicales, il ne travaillait pas avec moins d'énergie au salut de la cause

1. Convention du 8 septembre 1808. De Clercq: *Recueil des traités.*

commune. L'armée autrichienne avait été réorganisée au grand complet par l'archiduc Charles qui l'exerçait sans relâche. A cette armée active de 300,000 hommes on avait joint une réserve qui en comptait près de 100,000. Stadion avait fait décréter en outre, dans toute l'étendue de l'empire, l'institution de milices nationales. La population valide presque tout entière s'y était enrôlée avec un enthousiasme extraordinaire, sans distinction de classes. Les dons volontaires affluaient dans les caisses du gouvernement. Pour la première fois enfin un mouvement patriotique se produisait dans cet empire artificiel qui n'a jamais été une patrie. L'Autriche devenant une nation par haine et par peur de la domination étrangère, l'Autriche faisant appel à l'opinion publique par la plume éloquente de Gentz, l'Autriche devenue le champion du droit des gens et de la liberté européenne, ce phénomène à lui seul jugeait la politique de Napoléon. Il disait combien les rôles étaient intervertis en Europe depuis les grands jours de la Révolution française, et combien le prétendu héritier des hommes de 89 était loin des principes qui les avaient inspirés!

Les armements de l'Autriche ne pouvaient manquer d'attirer l'attention de l'empereur des Français; car en s'attribuant le droit d'avoir 800,000 hommes sous les armes, Napoléon n'était nullement disposé à tolérer rien de semblable de la part d'une puissance étrangère. Dès le 16 juillet Champagny interpellait M. de Metternich sur les intentions de son gouvernement, en prenant occasion de prétendues violences exercées contre les sujets français. Peu de jours après il revenait avec une insistance des plus aigres sur la

question des armements : « Que veut votre gouvernement? pourquoi trouble-t-il la paix du continent? Vos princes parcourent vos provinces; ils appellent le peuple à la défense de la patrie. Toute la population depuis dix-huit ans jusqu'à quarante-cinq est mise sous les armes... votre peuple est dans l'épouvante, vos voisins s'alarment. Partout on dit : « Que veut l'Autriche? quel danger la menace? etc. [1]. » La réponse de Metternich (en date du 22 juillet 1808) est aussi nette qu'irréfutable. Tous les États voisins de l'Autriche, l'Italie, la Bavière, la Westphalie et jusqu'au grand-duché de Varsovie, ont transformé leurs institutions militaires et adopté la conscription française. L'Autriche ne peut demeurer en arrière de ce mouvement sans compromettre la sécurité de ses peuples; elle imite donc ses voisins en opérant une transformation analogue à celle qu'ils ont réalisée. Sa réserve et ses gardes nationales sont une institution qu'elle ne fait qu'emprunter à la France, afin de se mettre sur le pied d'égalité avec les autres États de l'Europe. Ce qu'on appelle ses armements n'a pas d'autre sens [2].

A cette réplique embarrassante Champagny riposte en battant la campagne au sujet de propos tenus aux bains de Tœplitz et de Carlsbad. Il allègue l'arrestation de deux courriers qui se rendaient en Dalmatie, arrestation qui se transformera plus tard en *assassinat* dans les manifestes de Napoléon; enfin il offre de

1. Pièces communiquées au Sénat dans la séance du 14 avril 1809, n° III, *Arch. parl.*
2. *Ibid.*, n° V

lever les camps de la Silésie, mesure que le gouvernement français était décidé à prendre *dans tous les cas* par suite des événements d'Espagne. Mais il n'offre pas la seule mesure qui eût été concluante, c'est-à-dire une réduction des armées françaises et alliées proportionnelle à celle qu'il prétend obtenir de l'Autriche [1]. Dès lors les exigences de Napoléon ne pouvaient avoir d'autre caractère que celui d'une violence diplomatique.

C'était bien là au reste la portée qu'il voulait leur donner. Il comprit vite qu'au point de vue du droit international il ne pouvait forcer l'Autriche dans la position toute défensive qu'elle avait choisie; et, résolu dès ce moment à l'en faire sortir par la guerre, mais ne voulant faire cette guerre qu'après avoir dompté l'Espagne, il se détermina à gagner du temps par la menace et l'intimidation, moyens encore efficaces envers une puissance dont les préparatifs étaient loin d'être achevés. A peine de retour à Paris de son voyage dans les provinces du midi et de l'ouest (14 août 1808), Napoléon reprend avec Metternich le dialogue au point où l'a laissé Champagny. Le 15 août, au milieu d'une audience solennelle donnée aux grands corps de l'État et aux membres du corps diplomatique, l'Empereur interpelle personnellement l'ambassadeur d'Autriche. Il s'abandonne en présence de l'assemblée interdite à une de ces divagations violentes qui sont devenues célèbres depuis l'entrevue avec lord Whitworth. Il met à profit la réserve forcée du diplomate pour l'accabler à son aise d'invec-

1. *Ibid.* Champagny à Metternich, 30 juillet 1808.

tives sans dignité et d'interrogations auxquelles il ne lui laisse pas le loisir de répondre :

« L'Autriche veut donc nous faire la guerre, ou elle veut nous faire peur?... Qui vous attaque pour songer à vous défendre?... Tout n'est-il pas paisible autour de vous? Depuis la paix de Presbourg, y a-t-il eu entre vous et moi le plus léger différend? Vous appelez le peuple à la défense de la patrie; vous augmentez vos régiments de 1300 hommes. Vous avez 14,000 chevaux d'artillerie, vous armez vos places, et cependant votre change déjà si bas a encore baissé! Ne dites pas que vous avez été obligés de pourvoir à votre sûreté, vous savez que je ne vous demande rien. J'ai fait camper mes troupes pour les tenir en haleine; *elles campent à l'étranger, non en France, parce que cela est moins dispendieux*. Mais si vous armez, j'armerai. Je lèverai s'il le faut 200,000 hommes. Vous n'aurez pour vous aucune puissance du continent. L'empereur de Russie lui-même vous engagera à rester tranquilles. Votre empereur ne peut pas avoir de ressentiment contre moi. J'ai occupé sa capitale, la plupart de ses provinces, presque tout lui a été rendu. *Je n'ai même conservé Venise que pour laisser moins de sujets de discorde!* Mais la guerre aura lieu malgré vous et malgré moi. Votre peuple s'est indigné, il s'est porté à des excès, parce qu'il a cru à vos mesures plutôt qu'à vos proclamations en faveur de la paix. *De là l'assassinat de trois de mes courriers qui se rendaient en Dalmatie.* Encore des insultes semblables et la guerre est inévitable, *car on peut nous tuer, mais non nous insulter impunément....* Vous dites que vous avez une armée de 400,000 hommes. Vous voulez la dou-

bler. A suivre votre exemple *bientôt il faudra armer jusqu'aux femmes!* Dans un tel état de choses, la guerre deviendra désirable pour amener un dénoûment. Un mal vif mais court vaut mieux qu'une souffrance prolongée [1]. »

Telle fut en résumé, selon le compte rendu que Champagny adressa au général Andréossy après en avoir soigneusement retranché les violences de langage, cette sortie incohérente et inconvenante. Elle laissait de côté toutes les difficultés réelles de la situation des deux pays, elle éludait toute discussion sérieuse de la part de Metternich, elle était pleine d'aveux compromettants, d'allégations fausses ou blessantes, mais elle avait au plus haut point le caractère qu'elle voulait avoir, c'est-à-dire celui d'une menace publique. Le trait le plus étonnant de cette longue diatribe était sans contredit le reproche d'ingratitude adressé à l'empereur d'Autriche! Napoléon y ajouta pour conclusion la demande que l'Autriche contremandât ses armements et qu'elle reconnût Joseph comme roi d'Espagne. Dans l'impossibilité de relever immédiatement le défi, le cabinet de Vienne temporisa et répondit par de vagues promesses, mais il ne suspendit pas un instant ses préparatifs, en sorte que Napoléon ne réussit que très-imparfaitement dans sa tentative d'intimidation.

L'Empereur ne fut pas plus heureux auprès d'une autre cour qu'il avait réduite à la dernière humiliation et qu'il avait jusque-là toujours subjuguée par la crainte. Le saint-siége, d'ordinaire si hostile aux insurrections

1. Champagny à Andréossy, 16 août 1808.

les plus légitimes, fut peut-être plus sensible qu'aucune autre cour européenne aux succès de l'insurrection d'Espagne. Il est vrai de dire qu'il avait à lui seul plus de griefs contre Napoléon que tous les autres cabinets réunis. A la suite de l'inutile mission du cardinal de Bayanne, l'Empereur s'était emparé des provinces du pape en les déguisant sous les noms étranges de départements du *Metauro*, du *Musone*, du *Tronto*, désignation choisie à dessein pour dérouter les souvenirs et sous laquelle personne ne s'avisait de voir les États romains. Il avait ensuite pris possession à petit bruit de la ville de Rome elle-même (2 février 1808). Le général Miollis avait mis la main sur tous les services publics; il gouvernait la ville éternelle comme une simple préfecture. Le pape avait protesté contre cette occupation de sa capitale; mais, bien que cette protestation fût d'une douceur tout évangélique, Napoléon y avait répondu en débarrassant le pape des conseillers pervers qui l'égaraient. Il fit enlever de Rome par ses gendarmes et reconduire à la frontière tous les cardinaux qui n'étaient pas nés sujets romains. Il incorpora dans ses troupes les soldats de l'armée du pape en leur faisant promettre « qu'ils ne seraient plus à l'avenir commandés par des prêtres[1], » honneur que ces malheureux devaient payer cher. Toutes ces violences furent couronnées par l'occupation du Quirinal, et Pie VII se vit non-seulement dépouillé de toutes les prérogatives de la souveraineté, mais gardé à vue comme un prisonnier dans sa propre demeure. (7 avril 1808.)

1. Ordre du jour du général Miollis, 27 mai 1808.

Cependant, au moment d'engager la lutte avec l'Espagne, Napoléon s'aperçut un peu tard, selon son habitude, qu'il avait entrepris trop de choses à la fois, et que ses démêlés avec la cour de Rome pouvaient compromettre gravement ses projets sur la nation espagnole. Le 18 avril 1808, il écrivait au prince Eugène : « Mon fils, je suis *immensément occupé;* c'est pour cela que je désire que les affaires de Rome soient remises au 10 mai. En attendant faites gouverner temporellement les quatre légations comme je l'ai ordonné. Il ne faut pas se mettre tout sur les bras à la fois[1]. » L'objet de l'ajournement proposé par l'Empereur était la publication du décret dans lequel Napoléon déclarait révoquer « la donation de Charlemagne, *son illustre prédécesseur*, » en ce qui concernait les provinces d'Urbin, Ancône, Macerata et Camerino ; mais ce contre-ordre arriva trop tard. Miollis avait non-seulement publié le décret, mais fait enlever dans le propre palais du saint-père son secrétaire d'État, Gabrielli. Entre la papauté et l'empire c'était désormais une guerre à mort. On pouvait en prévenir les éclats, en étouffer le bruit à force d'intimidation, de silence, de mystère, mais on ne pouvait plus en arrêter la marche, et elle allait se poursuivre sans trêve et sans relâche jusqu'à la chute de l'un des deux combattants.

Il est facile d'imaginer quelle dut être dans un tel état de choses l'impression de la Cour romaine à la nouvelle de nos revers en Espagne. Ils produisirent au Vatican l'effet d'une véritable rosée céleste. Les protestations jusque-là si timides du saint-siége prirent

1. *Mémoires* du prince Eugène, t. IV.

sur-le-champ un accent aigre et hautain dont le cardinal Pacca lui-même, qui les signait en sa qualité de successeur de Gabrielli, se déclare quelque peu scandalisé dans ses *Mémoires*. A partir du mois d'août 1808, tous les actes de l'administration française dans les États pontificaux deviennent autant d'occasions pour la publication de manifestes véhéments que d'insaisissables messagers affichent sur les murs de Rome. Plus Napoléon cherche à éteindre les hostilités, à endormir ses adversaires, à éviter tout nouveau sujet de querelle, plus Pie VII élève la voix et cherche à attirer l'attention de l'Europe encore distraite et indifférente. Nos échecs n'ont pas été toutefois assez graves pour que le saint-père ose en venir aux grandes extrémités; mais il s'apprête à faire usage de ses armes spirituelles, il les tient en bon état: il revoit et caresse avec amour dans le silence du cabinet une bulle d'excommunication depuis longtemps préparée qu'au premier moment opportun il se propose de faire éclater sur la tête de Napoléon[1].

Cette situation générale du continent, peu alarmante en apparence pour l'instant, pouvait devenir des plus dangereuses, une fois que Napoléon serait occupé en Espagne avec ses meilleures troupes. Aussi sans connaître les symptômes les plus inquiétants de cet état de choses, avait-il senti tout d'abord la nécessité de faire la part du feu, de rabattre de ses prétentions, et surtout de gagner sérieusement cette fois l'appui de la Russie. Il fallait ou renoncer à l'Espagne, ce que son orgueil ne pouvait admettre, ou se mon-

1. *Mémoires* du cardinal Pacca.

trer à l'Europe avec des forces de nature à lui ôter l'envie de troubler nos opérations dans la Péninsule. L'alliance d'Alexandre était toujours le plus sûr moyen de contenir les puissances européennes. Malheureusement les mécomptes que le Czar avait éprouvés à la suite du traité de Tilsit n'avaient pas contribué à lui donner confiance en Napoléon. On avait réussi pendant quelque temps à occuper l'imagination d'Alexandre avec des plans fantastiques de partage de la Turquie et d'expédition dans l'Inde; mais de toutes les possessions qu'on lui avait promises on ne lui avait livré que la Finlande. Cette acquisition prise à main armée sur les États d'un parent, d'un allié qui s'était épuisé pour la cause commune, avait été mal vue en Russie où depuis longtemps on ne craignait plus rien du voisinage de la Suède. L'intimité du Czar avec Napoléon avait toujours été impopulaire auprès de ses sujets; elle leur était devenue odieuse depuis les déceptions de Tilsit, et l'on parlait tout haut à Pétersbourg d'un recours possible au *grand remède asiatique*, remède souverain appliqué déjà à Paul Ier et à plusieurs de ses prédécesseurs[1].

Les rapports, un moment très-tendus, de Napoléon avec la cour de Russie devinrent beaucoup plus bienveillants à mesure que les affaires d'Espagne se compliquèrent. Après la capitulation de Baylen ils devinrent tout à fait affectueux. Le Czar avait trop de perspicacité pour ne pas saisir le sens de cette gradation. Il avait bien vite compris que plus Napoléon se créerait de difficultés en Espagne, plus il serait forcé de faire

1. *Correspondance diplomatique* du comte de Maistre.

de concessions à la Russie. Chose caractéristique et qui jugeait cette alliance tant vantée, notre allié était obligé de compter sur nos échecs! Loin donc de faire la moindre objection aux entreprises de son grand ami, Alexandre en parlait sans cesse à Caulaincourt comme de la chose du monde la plus naturelle et la plus légitime. Ayant tant fait que de renier son passé et d'abandonner la cause qu'il avait servie, il ne lui restait qu'à aller jusqu'au bout afin d'avoir au moins les bénéfices de cette conduite. Aussi vit-il avec une joie facile à deviner naître et grandir des embarras qui devaient rendre sa position si forte. Dès le milieu de mars, Napoléon voulant calmer l'impatience de la Russie déclarait à Tolstoï qu'il était disposé à la satisfaire sur tous les points, à évacuer la Prusse, à apaiser les Polonais, à arranger les affaires d'Orient, mais qu'il désirait auparavant avoir avec le Czar une nouvelle entrevue, dans laquelle toutes ces questions seraient définitivement réglées.

Après Baylen ces démonstrations d'amitié vont jusqu'à la tendresse. Napoléon brûle de revoir Alexandre, de le serrer sur son cœur, d'effacer le souvenir de malentendus passagers. Combien il est éloigné maintenant de ce projet de conserver la Silésie comme équivalent des principautés, projet qui naguère lui paraissait si naturel! De tout cela il ne peut pas plus être question aujourd'hui que du vain épouvantail d'une indépendance polonaise. Les rôles sont changés. Alexandre n'est plus un solliciteur comme à Tilsit; il peut faire ses conditions et au besoin les imposer. Il est *si bien* l'arbitre de la situation que l'Autriche elle-même lui offre ces provinces de Moldavie et de Valachie que Na-

poléon lui fait depuis si longtemps désirer. L'alliance russe qui à Tilsit n'était pour l'Empereur qu'une convenance d'ambition, est aujourd'hui pour lui une nécessité. On le sentait d'un côté comme de l'autre; aussi les deux souverains étaient-ils également impatients de se revoir, l'un pour consolider une alliance si indispensable au succès de ses plans, l'autre pour en retirer enfin les avantages promis. Il fut convenu en conséquence que l'entrevue désirée aurait lieu à Erfurt vers la fin de septembre 1808.

Satisfaire l'ambition russe, obtenir en Europe au moyen de cette puissante complicité une tranquillité de quelques mois qui lui permettra d'écraser pour toujours l'insurrection espagnole, tel est le plan nouveau auquel Napoléon s'attache avec son activité habituelle et qu'il a les plus grandes chances de réaliser grâce aux inimitiés qu'il a su faire naître parmi les chefs de l'ancienne coalition européenne. Divisés devant lui comme les chefs de la confédération gauloise devant César, ils auraient déjà éprouvé le même sort, si un nouvel acteur, le peuple espagnol, n'était venu jeter son épée dans la balance. C'est de lui seul en ce moment que dépendent les destinées de l'Europe, et c'est contre lui que Napoléon va tourner tous ses efforts. Il est débarrassé de la Prusse par le traité du 8 septembre, débarrassé au moins momentanément de l'Autriche au moyen de l'alliance russe, il ramène vers les Pyrénées les principaux corps de l'immense armée qui occupait l'Allemagne. A d'autres époques de sa carrière on l'a vu accomplir de grandes choses avec de petits moyens, il lui faut aujourd'hui une méthode plus expéditive, plus propre à rapper l'imagination

des hommes. Ce n'est pas une campagne d'Italie, mais une expédition à la Xerxès qu'il prépare contre l'Espagne. Il veut y paraître en exterminateur, armé de la foudre comme un Dieu qui viendrait venger sa majesté offensée.

Le 5 septembre 1808, ses ministres Champagny et Clarke se présentèrent en son nom devant le Sénat. Champagny comme ministre des relations extérieures communique à cette assemblée les traités conclus à Bayonne avec les princes dépossédés en Espagne. Ces pièces tristement fameuses étaient accompagnées de deux rapports non moins étranges de ce ministre à l'appui de l'usurpation du trône espagnol. Dans le premier de ces rapports, antidaté du 24 avril, Champagny après avoir exposé tous les motifs qui imposaient à Napoléon le devoir de *régénérer* l'Espagne et de « recommencer l'ouvrage de Louis XIV », émettait cet axiome un peu hasardé qui produisit en Europe ce qu'on appelle de nos jours une sensation prolongée: « *ce que la politique conseille, la justice l'autorise.* » Il faisait valoir ensuite l'obligation de mettre fin à ces discordes si habilement fomentées entre le père et le fils, la nécessité de *venger la cause des souverains*, de ne pas laisser impuni *un outrage à la majesté des trônes*, de ne pas abandonner l'Espagne à l'avidité de l'Angleterre: « Votre Majesté, disait ce digne ministre, *voudrait-elle laisser cette nouvelle proie à dévorer à l'Angleterre*[1]*?* » Il n'y avait pas de danger que Napoléon laissât à d'autres une tâche dont il savait si bien s'acquitter lui-même !

1. Pièces communiquées au Sénat dans la séance du 5 septembre : *Archives parlementaires.*

Le second rapport daté du 1er septembre était un exposé succinct des actes de monstrueuse ingratitude par lesquels les Espagnols avaient répondu aux bienfaisantes intentions de l'Empereur. L'*or corrupteur* de l'Angleterre, les passions *de la populace espagnole*, l'influence des *moines*, les *intrigues des agents de l'inquisition qui redoutaient une réforme* avaient trompé des espérances si justes, si généreuses. Mais « Napoléon permettrait-il que l'Angleterre pût dire : l'Espagne est une de mes provinces !... Non jamais, Sire. Pour prévenir tant de honte et de malheurs *deux millions de braves sont prêts s'il le faut à franchir les Pyrénées!* »

Clarke avait pour mission de prouver au Sénat que ces derniers mots n'étaient point une vaine métaphore. Le rapport de Clarke commençait par établir « que jamais la France n'avait eu de plus nombreuses et de plus belles armées », et en conséquence de cette assertion il concluait en demandant au Sénat non plus une conscription ordinaire de quatre-vingt mille hommes, mais une levée de *cent soixante mille hommes*. L'anticipation n'était plus d'un an, mais de seize mois. Cet appel exorbitant était frappé à la fois et sur des jeunes gens qui ne devaient être appelés régulièrement qu'en l'année 1810, et sur les hommes qui avaient échappé aux conscriptions précédentes déjà si onéreuses : « Et qu'y aurait-il d'extraordinaire, disait Clarke, que l'immense population de la France offrît le spectacle d'un million d'hommes armés, prêts à punir l'Angleterre? » Ce qui était extraordinaire c'est que ce million d'hommes se levât pour une cause qui n'était pas la sienne, c'est qu'il se laissât marquer docilement comme un troupeau qu'on envoie à l'abattoir. On avait dit de la

Révolution qu'elle dévorait ses enfants comme Saturne, mais qu'était-ce que les immolations de la Terreur à côté de cet effroyable holocauste accompli froidement avec la tranquille satisfaction du moissonneur qui fauche ses épis?

L'auteur de ces mesures homicides s'adressait lui-même au Sénat par un message pour lui faire mieux sentir la nécessité de l'obéissance: « Il imposait, disait-il, *avec confiance* ces nouveaux sacrifices à ses peuples; ils étaient nécessaires pour leur en épargner de plus considérables, pour conduire au grand résultat de la paix générale. » Chaque guerre était sous l'Empire la dernière guerre, comme sous la Terreur chaque proscription était la dernière proscription. « Français, ajoutait Napoléon, je n'ai dans mes projets qu'un but, *votre bonheur et la sécurité de vos enfants*... Vous m'avez dit si souvent *que vous m'aimiez!* je reconnaîtrai la vérité de vos sentiments à l'empressement que vous mettrez à seconder des projets si intimement liés à vos plus chers intérêts, à l'honneur de l'empire et à *ma gloire!* » Il n'eût pas été facile de démontrer comment ces intérêts, cet honneur, cette gloire pouvaient consister à couvrir de sang et de ruines la Péninsule espagnole. Si la France aimait en effet Napoléon, elle en était cruellement récompensée, et c'étaient là d'étranges preuves d'amour que réclamait cette âme tendre!

Lacépède fut encore en cette occasion l'interprète des sentiments du Sénat: « L'anarchie, dit-il, ce monstre aveugle et féroce, dont le génie de Napoléon a délivré la France, vient d'allumer ses brandons et d'élever ses échafauds au milieu des Espagnes! L'An-

gleterre s'est empressée d'y précipiter ses phalanges et de mêler ses drapeaux aux enseignes hideuses des satellites de la terreur... c'est le bras de l'Empereur qui délivrera les Espagnols !... Ah ! combien les ombres royales de Louis XIV, de François Ier et du grand Henri doivent être consolées par la résolution généreuse de Napoléon !... Les Français vont répondre à sa voix sacrée. Il réclame un nouveau gage de leur amour. Avec quelle ardeur ils accourront vers lui[1] ! »

Tel était le ton de l'époque. Je ne m'arrêterai pas à discuter si un pareil langage pouvait être sincère. Il est au moins douteux que des sentiments vrais aient jamais pu s'exprimer ainsi dans aucune langue. Ce qui est plus intéressant et plus utile c'est de rechercher comment et pourquoi ce langage faisait illusion aux contemporains, car on est bien forcé d'admettre qu'ils y étaient sensibles dans une certaine mesure puisque le plus grand corps de l'État croyait devoir l'employer. Ce style alors si répandu n'était qu'une application nouvelle de ce goût théâtral et déclamatoire qui a été de tout temps la honte et le fléau de notre nation, mais qui a surtout marqué la décadence de la Révolution française. Substituez le peuple à Napoléon et vous trouverez dans l'époque qui a précédé l'Empire mille modèles de la harangue de Lacépède. Les flatteurs ont changé de maître, mais la flatterie est restée ce qu'elle était, prétentieuse, emphatique et basse. Napoléon lui-même avait compris dès ses débuts tout ce que cette fausse rhétorique avait de favorable à sa fausse grandeur, aussi l'avait-il encouragée jusqu'à prêcher

1. Discours du comte Lacépède dans la séance du 10 sept. 1808. *Archives parlementaires.*

d'exemple. L'affectation était universelle ; du haut en bas tout le monde déclamait, les uns dans le commandement, les autres dans l'obéissance ; et le genre ne tarda pas à tomber au dernier point de la dégradation, mais peut-être devint-il encore plus populaire. On a le droit d'affirmer historiquement que l'art et les mœurs de l'Empire ont puissamment fortifié un penchant qui, après avoir altéré la simplicité du génie national et avili nos formes oratoires, a fait de nos multitudes la proie assurée des plus misérables charlatans politiques.

Les cent soixante mille hommes de la nouvelle levée étaient destinés à remplacer sur le Rhin les vieilles troupes que Napoléon tirait du fond de l'Allemagne pour les diriger vers les Pyrénées; il en laissa toutefois vingt mille en réserve, ne jugeant pas les circonstances assez urgentes pour les appeler tous [1]. Indépendamment des 60,000 hommes qui étaient restés sur l'Èbre avec le roi Joseph, des 15 à 20,000 qui occupaient les places de la Catalogne, il voulait amener en Espagne 200,000 soldats éprouvés dans les guerres du Nord, afin d'écraser d'un seul coup la rébellion. Il calculait que ce prélèvement fait, il lui resterait encore en Allemagne 200,000 Français sous les ordres des maréchaux Davout et Bernadotte, 100,000 hommes des contingents de la Confédération du Rhin, et enfin sur l'Isonzo 100 autres mille hommes sous les ordres du prince Eugène, c'est-à-dire une force totale de 400,000 soldats pour tenir l'Autriche en respect [2]. La grande armée fut en conséquence dissoute et réorganisée sous

1. Napoléon à Lacuée, 10 sept. 1808.
2. Napoléon à Jérôme, 7 sept.; à Soult, 10 sept.

le nom d'armée du Rhin. L'armée d'Espagne fut divisée d'abord en six, puis définitivement en huit corps d'armée, dont il donna le commandement à ses meilleurs lieutenants, Ney, Lannes, Soult, Victor, Saint-Cyr, Lefebvre, Mortier, Junot. Il y incorpora parmi ses propres troupes de nombreux régiments formés d'Italiens, de Polonais, de Hollandais et d'Allemands, contraignant tous ces peuples qui regrettaient leur liberté perdue à combattre pour l'asservissement de la seule nation dont ils eussent dû imiter l'exemple.

Tous ces soldats à qui l'on avait tant de fois répété qu'ils avaient conquis la paix sur le Niémen, et que l'on appelait si tôt à la conquérir de nouveau sur le Guadalquivir, allaient s'aviser peut-être qu'on abusait quelque peu de leur crédulité, ils pouvaient se fatiguer de ces promenades glorieuses, mais effroyablement meurtrières, de ces promesses toujours éludées, de cette tâche si péniblement accomplie et toujours à recommencer. Il fallait donc prévenir de leur part ces réflexions dangereuses, il fallait les étourdir, leur ôter le sentiment de leur situation, les mener au coupe-gorge espagnol comme à une fête. Napoléon leur fit préparer une réception magnifique dans les villes qu'ils devaient traverser du Rhin aux Pyrénées ; et comme les municipalités n'étaient pas assez riches pour en faire les frais, il leur fit allouer une indemnité de trois francs par homme : « Des harangues, des couplets, des spectacles gratis, des dîners, voilà, écrivait-il au ministre de l'intérieur, ce que j'attends des citoyens pour les soldats qui rentrent vainqueurs [1]. »

1. Napoléon à Cretet, 3 sept.

A Metz, à Nancy, à Reims, à Paris, à Tours, à Bourges, à Bordeaux les héros de la grande armée furent accueillis par des fêtes bruyantes, qui ne parvinrent pas toutefois à leur faire oublier entièrement qu'ils étaient comme ces hôtes de passage qu'on fait entrer par une porte et sortir immédiatement par l'autre. Napoléon du moins semblait en juger ainsi, car nos soldats n'étaient pas à mi-chemin de leur itinéraire qu'il écrivait de nouveau à Cretet pour lui recommander « de faire faire à Paris des *chansons* » destinées à réchauffer l'enthousiasme. Mais sur quel sujet écrire ces chansons? Les tyrans? il n'en fallait plus dire de mal. La patrie? tout le monde savait de reste qu'elle n'était pas en danger. La perfide Albion était fort usée. On y parlera, disait l'Empereur, de la *liberté... des mers*[1]! La liberté des mers, quel stimulant irrésistible pour l'imagination du poëte et pour l'héroïsme du soldat! « Vous ferez faire, ajoutait-il, trois sortes de chansons, afin que le soldat n'entende pas chanter les mêmes deux fois. » Dans la vie réelle comme au théâtre, on ne doit pas, nous le savons, regarder de trop près à ces ressorts cachés, au moyen desquels s'opèrent les grands changements de scène, de peur de s'en exagérer l'importance; mais cette réserve faite on est forcé de convenir que jamais plus piteuses machines ne mirent en jeu un plus lamentable scénario.

L'empereur Alexandre était déjà parti pour Erfurt sans autre cortége que quelques-uns des grands personnages de sa cour, parmi lesquels son frère le grand-duc Constantin et son ministre le vieux Romanzoff, le

1. Napoléon à Cretet, 17 sept. 1808.

partisan à peu près unique que l'alliance française eût encore en Russie. Alexandre avait quitté Pétersbourg au grand déplaisir de ses sujets toujours très-hostiles à sa nouvelle politique, et malgré les supplications de sa mère à qui ce voyage inspirait les plus vives alarmes. Il est certain que le dénoûment de l'entrevue de Bayonne n'était pas fait pour inspirer à Alexandre une confiance sans mélange; mais sa situation était loin d'être la même que celle du roi d'Espagne. En s'emparant de la personne de Ferdinand, Napoléon avait pu croire avec une certaine vraisemblance qu'il s'emparait du même coup de son royaume; une telle illusion était impossible avec la Russie. Cet essai lui avait d'ailleurs trop mal réussi pour qu'il songeât à le recommencer.

Il est toujours dangereux et souvent puéril de vouloir interpréter les sentiments secrets des personnages historiques. Mais si l'expérience des hommes et la force des situations avaient produit sur Alexandre leur effet ordinaire, il est permis de dire qu'il apportait à cette entrevue une très-médiocre sympathie pour son auguste allié. Séduit par les promesses de Tilsit, il avait sacrifié à Napoléon ses généreuses illusions de jeunesse, sa popularité en Europe, l'amour presque superstitieux de ses sujets; il lui avait sacrifié sa propre estime; et une fois tous ces sacrifices accomplis, les promesses n'avaient pas été tenues. Il n'avait reçu de lui qu'un de ces présents pour lesquels on est toujours ingrat, parce qu'on ne les accepte que la rougeur au front, la Finlande, dépouille d'un parent. Et si Napoléon se montrait aujourd'hui plus disposé à remplir ses engagements, Alexandre savait à quel

accident il était redevable de cette complaisance inespérée ; ses courtisans eux-mêmes ne se gênaient pas pour le dire autour de lui : « L'empereur Alexandre fait bâtir beaucoup d'églises, disait l'ambassadeur Tolstoï au comte Nicolas son frère ; conseillez-lui d'en faire bâtir une à *Notre-Dame del soccorro d'Espagne*[1] ! »

C'était bien en Espagne, en effet, que se trouvait la seule cause de cette recrudescence d'amitié que Napoléon montrait pour le Czar. Les affaires qu'il avait à régler avec Alexandre pouvaient se traiter aussi bien à Paris qu'à Erfurt, et par voie de correspondance aussi bien que par une entrevue. Les choses que les deux souverains avaient à se dire n'avaient rien qui nécessitât un rapprochement personnel ; leurs épanchements ne pouvaient pas être d'une nature bien vive après tant de mécomptes réciproques. Napoléon était décidé d'avance à satisfaire son allié, à lui céder ces deux principautés de Moldavie et de Valachie, qui avaient été la cause de leur mutuel refroidissement ; il n'était pas homme à modifier ses plans sous l'impression d'une causerie. Il ne pouvait se dissimuler en outre que sa situation vis-à-vis d'Alexandre était loin d'être aussi avantageuse qu'à Tilsit. Son prestige alors intact avait depuis singulièrement diminué. Ses armées jusque-là réputées invincibles avaient subi des échecs aussi humiliants que désastreux. C'étaient là des raisons bien fortes pour lui d'éviter une entrevue qui évoquait inévitablement de pareils retours sur le passé.

Mais la nécessité parlait encore plus haut que l'or-

1. Comte de Maistre : *Corresp. dipl.*

gueil. Après l'immense mouvement rétrograde qu'il venait de faire exécuter à ses troupes en les ramenant de l'Oder sur le Rhin, et au moment de s'enfoncer en Espagne, il lui fallait à tout prix une manifestation de nature à intimider l'Europe; et pour obtenir cet effet il ne lui suffisait pas de divulguer l'alliance franco-russe, il voulait afficher publiquement son intimité avec Alexandre de façon à frapper tous les regards. Il songeait même à lui demander une de ses sœurs en mariage, afin que cette amitié parût plus indissoluble. Cet admirable metteur en scène avait donc bien calculé en surmontant ses répugnances pour donner à l'Europe cette représentation à grand spectacle. Mais les avantages de l'entrevue d'Erfurt se réduisaient uniquement à cette valeur d'opinion, qui du reste ne pouvait être que très-fugitive. Au fond c'était Napoléon qui allait en faire tous les frais; et bien qu'il ne reçût guère qu'un appui moral en échange des plus substantielles concessions, il semblait presque à Erfurt l'obligé du souverain dont il avait paru le protecteur à Tilsit.

Les deux empereurs se rencontrèrent le 27 septembre sur la route de Weimar à Erfurt. Ils s'embrassèrent avec cet air de parfaite cordialité dont les rois possèdent seuls le secret, surtout lorsqu'ils ne s'embrassent que pour s'étouffer. Ils firent ensemble à cheval leur entrée dans la ville au milieu d'un immense concours de population. Napoléon avait voulu rendre la réception digne par sa magnificence des hôtes illustres qui s'étaient donné rendez-vous à Erfurt. Il avait fait venir à grands frais du garde-meuble de la couronne les bronzes, les porcelaines, les plus riches

tentures, les mobiliers les plus somptueux. Il avait voulu que la Comédie-Française contribuât à relever l'éclat de ces fêtes, en donnant devant cet auditoire de souverains les principaux chefs-d'œuvre de notre scène depuis *Cinna* jusqu'à *la Mort de César*. La journée était employée à des promenades, à des manœuvres militaires, à de grandes chasses dans les forêts saxonnes. Le soir venu les deux empereurs dînaient chez Napoléon; on se rendait ensuite au théâtre pour y entendre Corneille, Racine, Voltaire interprétés par Talma et Mlle Duchesnois. La soirée s'achevait chez l'empereur de Russie.

Tous les clients naturels de Napoléon s'étaient empressés de répondre à son appel en faisant acte de présence à Erfurt, car il ne perdait pas de vue son but principal, et c'était entouré d'une cour de rois qu'il avait voulu se montrer à l'Europe. On voyait dans ce cortége les rois de Bavière, de Wurtemberg, de Saxe, de Westphalie, le prince Guillaume de Prusse, et à côté de ces étoiles de première grandeur, la pléiade obscure des princes de la Confédération du Rhin. Cette réunion, presque exclusivement germanique, devait surtout démontrer aux idéologues allemands la vanité de leurs rêves. Tout ce qui comptait en Allemagne par le pouvoir, le rang, la richesse n'était-il pas là? N'allait-on pas jusqu'à donner à entendre que l'empereur d'Autriche avait imploré, sans pouvoir l'obtenir, la faveur d'être admis aux conférences d'Erfurt[1]? Ce bruit était

1. Ce fait avancé un peu légèrement par Lucchesini, Bignon et beaucoup d'autres historiens, ne s'appuie en définitive que sur la déclaration équivoque contenue dans un rapport de M. de Champagny (en date du 2 mars 1809), qui prête à Metternich les paroles sui-

peu vraisemblable, car après un pareil affront l'empereur d'Autriche n'eût certainement pas envoyé à Erfurt le baron de Vincent avec une lettre pleine des compliments les plus flatteurs pour l'empereur des Français, mais la crédulité avec laquelle on accueillait de semblables rumeurs donne une idée du ton de hauteur et d'omnipotence que prenaient à Erfurt les deux arbitres de l'Europe. A côté de ces puissants de la terre heureux de leur sujétion, et fiers d'être les courtisans du roi des rois, que pouvaient les pauvres conspirateurs du *Tugendbund* et du *Teutschbund?* il n'y avait aucun inconvénient à les laisser en paix dans leurs caves exhaler leur mystique amour pour la grande *Teutonia*, abstraction de métaphysiciens digne d'un culte aussi chimérique !

Bientôt, défection plus cruelle encore, les rois de l'intelligence vinrent à leur tour s'incliner devant César. Gœthe et Wieland furent présentés à Napoléon, ils se montrèrent à sa cour, ils firent servir leur gloire à orner son triomphe. Le patriotisme germanique eut de dures épreuves à subir à Erfurt, mais on peut dire que de toutes ces humiliations celle que les Allemands ressentirent le plus profondément fut de voir leur plus grand génie littéraire se parer des faveurs de l'oppresseur de leur pays. Les hommes de la génération de Gœthe lui ont toujours gardé rancune de sa démarche auprès de Napoléon ; la nôtre s'est montrée plus indulgente, et de nos jours la critique trans-

vantes : « Certes, si l'Empereur *avait voulu admettre* à Erfurt l'Empereur mon maître, où *seulement s'il m'avait été permis d'y aller, ainsi que je l'avais proposé....* » Il est fort probable que Metternich n'avait demandé l'autorisation que pour lui-même, et l'on craignait trop sa clairvoyance pour la lui accorder.

cendante n'est pas loin de lui en faire un titre de gloire. Elle y voit le signe d'une sérénité presque divine, d'une compréhension impartiale, supérieure aux petits démêlés d'ici-bas. Gœthe lui-même s'est bien gardé de donner dans ce pathos; il y aurait injustice à l'en rendre responsable. Il s'est borné dans ses *conversations avec Eckermann* à plaider les circonstances atténuantes. Selon toute probabilité il n'aurait accueilli que par un sourire méphistophélique les rêveries de ses apologistes. Sa justification telle qu'il la présentait était beaucoup plus modeste. Généralisant le reproche qui lui était adressé, il examinait avec une évidente émotion, sous laquelle on sent comme un remords mal endormi, s'il avait pu et dû exercer en faveur de son pays opprimé l'action militante et généreuse de Kœrner, d'Arndt, de Rückert, et loin d'alléguer une incompatibilité absolue entre le rôle de poëte et celui de citoyen, il s'excusait en rappelant qu'il avait alors soixante ans au lieu d'en avoir vingt, qu'il n'était plus capable de ressentir et d'exprimer les passions guerrières, à quoi l'on peut ajouter que Gœthe était resté à beaucoup d'égards un homme de l'ancien régime, qu'il remplissait une fonction de cour auprès du grand-duc de Weimar, circonstance embarrassante même pour un Olympien : « Comment, disait-il, aurais-je pu prendre les armes sans haine? Et comment aurais-je pu haïr sans jeunesse? Si cet événement était arrivé dans ma vingtième année *je ne serais pas resté le dernier*... D'ailleurs nous ne pouvons tous servir notre pays de la même façon; chacun fait de son mieux suivant ce que Dieu lui a départi. Je me suis donné assez de tourments pendant un demi-

siècle... je ne me suis permis aucune distraction, je ne me suis reposé ni jour ni nuit; j'ai toujours marché en avant, toujours cherché, toujours agi aussi bien que je pouvais. Si chacun peut en dire autant, alors tout ira bien [1]. »

Admirable apologie et digne de ce grand esprit si supérieur à sa triste école. La thèse ainsi transformée n'a rien que de très-plausible, car elle ne prétend pas ériger en mérite et presque en vertu une inaptitude naturelle. Il est certain qu'un génie de cet ordre rend d'aussi grands services à l'humanité en produisant des œuvres qui honorent et élèvent l'esprit humain qu'en s'enrôlant dans la plus légitime insurrection. Celui qui acquitte sa dette comme penseur peut être dispensé de l'acquitter comme soldat. Mais par cela seul qu'on invoque cette espèce d'exonération, on reconnaît que celui-là serait plus grand qui pourrait remplir les deux tâches à la fois. D'ailleurs cet habile plaidoyer, qu'on le remarque bien, tend à amnistier l'abstention et la neutralité, il n'absout pas la connivence. On peut bien dispenser le poëte d'agir en patriote, mais non d'en avoir les sentiments, à moins de le faire descendre au dernier rang des virtuoses. Or Gœthe venant saluer Napoléon et recevant de lui la décoration de la Légion d'honneur en présence de l'Allemagne humiliée, n'était ni un indifférent, ni un curieux, il faisait acte d'adhésion, il sortait de cette attitude de résignation passive où il disait vouloir se réfugier, il portait un coup doulou-

1. *Conversations de Gœthe*, traduites par Délerot, t. II. V. aussi son *entretien* avec Luden, en 1813.

reux à ceux qui se préparaient à combattre pour la délivrance de son pays. Il a raconté lui-même dans une note circonstanciée, l'accueil flatteur que lui fit Napoléon. Après l'avoir considéré quelques instants en silence, l'Empereur lui dit : « *Vous êtes un homme, monsieur de Gœthe !* » Certes l'éloge était grand et mérité. Mais en reconnaissant que Gœthe était en effet un homme dans la plus haute acception du mot, on doit ajouter qu'en cette circonstance il n'était qu'un chambellan.

L'effet théâtral que Napoléon avait eu en vue dans cette solennelle parade d'Erfurt une fois produit, son but principal était atteint, car les questions politiques qu'il lui restait à résoudre avec Alexandre ne pouvaient faire naître aucune difficulté sérieuse. Devant la cession immédiate et certaine de deux provinces aussi importantes que la Valachie et la Moldavie, le Czar renonça sans beaucoup de peine à ce partage de l'Empire ottoman avec lequel on lui avait fait battre la campagne pendant plus d'un an. Alexandre devait se résigner d'autant plus facilement que le correspectif qu'on lui demandait en échange d'un avantage si précieux pour lui était encore plus faible qu'à Tilsit. Il s'engageait, en effet, par le traité d'Erfurt à continuer à Napoléon sa coopération dans la guerre contre l'Angleterre (art. 2), et le cas échéant contre l'Autriche (art. 10) ; mais les affaires d'Espagne rejetaient sur le troisième plan toute tentative contre l'Angleterre ; et quant à la guerre éventuelle contre l'Autriche, les conditions en étaient réglées en termes si vagues et si généraux, que le mode et la mesure du concours promis par Alexandre étaient à peu près laissés à sa dis-

crétion. Il s'obligeait seulement « à se *déclarer* contre l'Autriche dans le cas où l'Autriche se mettrait en guerre avec la France. » La France s'engageait de son côté à faire cause commune avec la Russie si l'Autriche essayait de s'opposer à l'occupation des principautés. Le seul engagement bien absolu que le traité imposât à Alexandre était la reconnaissance du « nouvel ordre de choses établi par la France en Espagne » ; mais qui ne voit que loin de lui imposer aucun sacrifice, cet engagement ne pouvait que le combler de joie? Il prouvait, en effet, que cette guerre d'Espagne, cause de tous nos embarras actuels, et qui nous neutralisait en Europe, allait se poursuivre et achever de nous lier les mains. En échange de deux provinces que la Turquie ne pouvait lui disputer, le Czar nous cédait un pays en révolte, un volcan en éruption qui allait dévorer nos armées et perpétuer nos embarras. Ce présent funeste qu'Alexandre nous offrait avec tant de bonne grâce ne pouvait lui laisser qu'un regret, celui de n'avoir pas plusieurs Espagnes à nous donner!

Le traité d'Erfurt devait être comme celui de Tilsit accompagné d'une proposition de paix, faite à l'Angleterre sur les bases de l'*uti possidetis*. Cette disposition donna lieu à un court débat qui est trop caractéristique pour être passé sous silence. La paix proposée à l'Angleterre ayant pour première condition son adhésion préalable à l'établissement de Napoléon en Espagne et en Portugal, à celui d'Alexandre en Finlande et dans les Principautés, « les hautes parties contractantes » ne pouvaient se dissimuler que leur offre courait grand risque de n'être pas même écoutée. Napoléon proposa d'éviter cette difficulté prévue, en

ajournant toute notification à la Turquie au sujet des Principautés à l'époque où l'on aurait reçu la réponse du cabinet britannique. Une fois, disait-il, que l'Angleterre serait décidée à la paix, une fois qu'il s'y serait produit en faveur de la paix un de ces grands courants d'opinion qui y font la loi au gouvernement, elle se trouverait trop avancée pour reculer, elle serait forcée de consentir à tout, et Alexandre pourrait sans inconvénient démasquer ses projets en rompant avec la Turquie. Si au contraire cette rupture avait lieu prématurément, « la nouvelle survenant en Angleterre qu'une telle puissance entrait dans ses intérêts devait la rendre plus exigeante[1]. »

Jamais le négociateur sans foi du traité d'Amiens et de tant d'autres transactions aussitôt violées que conclues n'avait si bien mis en relief les procédés de sa diplomatie perfide. Mais Alexandre avait trop de pénétration pour ne pas voir que l'ajournement proposé était une arme à double tranchant qui pouvait frapper la Russie aussi bien que l'Angleterre. Si, en effet, Napoléon s'arrangeait avec le cabinet britannique, qui garantissait au Czar que cet ajournement ne deviendrait pas définitif? N'avait-il pas déjà été trompé une fois après les promesses les plus formelles? Et si Napoléon avait tant à cœur de ménager l'Angleterre, ne pouvait-il pas ajourner lui-même ses projets sur l'Espagne bien autrement odieux à cette puissance? Alexandre prescrivit en conséquence à son ministre Romanzoff de se montrer inflexible, et son obstination l'emporta : « Romanzoff, écrivait Champagny à son

1. Napoléon à Champagny, 8 oct. 1808.

maître, veut que tout soit précis. Il consentirait plutôt à un délai dont le terme serait fixé : Le vague des articles de Tilsit, dit-il, nous a fait trop de mal; une armée a été perdue et tel est encore l'unique résultat de notre alliance avec vous.... *le sentiment qui perçait à chaque mot était celui de la défiance, défiance des événements, défiance aussi de nos intentions.* » Telle était au fond la touchante harmonie qui régnait entre les deux amis qui étaient venus s'embrasser à Erfurt.

Pendant que leurs ministres bataillaient ensemble pour trouver un artifice de rédaction qui leur permît de masquer tant bien que mal ces dissentiments, les deux souverains continuaient à se prodiguer l'un à l'autre tous les témoignages de la plus vive affection. Ils ne pouvaient plus se passer l'un de l'autre. Ils se montraient partout ensemble au théâtre, à la promenade, à la chasse; il fallait qu'il fût bien établi pour le monde entier qu'ils étaient devenus inséparables. Quant aux choses peu flatteuses qu'ils avaient sur le cœur, c'étaient les deux ministres qui se les disaient l'un à l'autre. Grâce à ce sage expédient tout s'arrangeait pour le mieux, et les souverains pouvaient paraître en public le visage rayonnant d'une sympathie mutuelle. On sait comment à une représentation d'*Œdipe*, Alexandre fit à Napoléon l'application du vers si connu :

« L'amitié d'un grand homme est un bienfait des dieux. »

Après tout, les Principautés valaient bien un compliment, et Alexandre finit par les obtenir sans la clause restrictive que son allié voulait insérer dans le

traité. Il obtint de même une remise de vingt millions pour la Prusse en échange d'une promesse de ne plus prendre aucun intérêt à l'Italie et au Hanovre. Napoléon ne fut pas plus heureux dans la négociation d'un genre tout différent qu'il avait chargé Talleyrand de poursuivre auprès du Czar. Après avoir nourri pendant quelque temps l'espérance qu'on lui offrirait spontanément ce qu'il brûlait de demander, Napoléon, presque irrité de n'être pas deviné, avait fini par confier à Talleyrand la délicate mission de pressentir le Czar au sujet d'une alliance de famille. Il lui fallut l'avouer enfin, ce secret de son ambition, ce projet tant de fois démenti d'une répudiation de la triste Joséphine ! Alexandre avait une sœur, la grande-duchesse Catherine, qui était, au dire de tous les contemporains, non-seulement une personne accomplie, mais un esprit d'une supériorité exceptionnelle. Pour citer un seul de ces témoignages, le général Moreau, qui la vit beaucoup en 1813, parle d'elle dans sa correspondance intime comme de la femme la plus remarquable qu'il ait jamais connue. C'est sur elle que Napoléon avait jeté les yeux. L'ouverture fut faite avec ce tact exquis qu'on avait le droit d'attendre de Talleyrand, et Alexandre l'accueillit le plus gracieusement du monde. La communication était fort embarrassante pour lui, car d'une part il craignait de blesser un homme dont il attendait de si grands avantages, de l'autre, il ne voulait imposer ni à son peuple, ni à sa famille, ni enfin à sa sœur une alliance qu'il savait devoir leur être odieuse et qui lui inspirait à lui-même très-peu de sympathie. Il esquiva habilement ces difficultés en alléguant la nécessité de

fléchir l'opposition de sa mère, ennemie décidée de l'influence française et souveraine absolue au sein de sa famille. Il exprima à Napoléon les regrets les plus flatteurs, le remercia avec effusion de l'honneur qu'il voulait faire à la maison impériale de Russie, manifesta même l'espérance d'arranger un jour à leur commune satisfaction cette union qui était le plus cher de ses vœux, mais Napoléon n'obtint rien de plus. En homme avisé, Talleyrand profita de ces confidences matrimoniales pour marier son neveu Edmond de Périgord avec la duchesse de Courlande, parente du Czar [1]. Ce fut là le résultat le plus clair des travaux de la diplomatie française à Erfurt.

1. Meneval, *Souvenirs histor.*

CHAPITRE XI.

NAPOLÉON EN ESPAGNE (NOVEMBRE 1808 — JANVIER 1809).

Napoléon n'eut pas plutôt terminé ses arrangements avec Alexandre, qu'il s'empressa de le faire sentir à l'Europe par l'arrogance hautaine et provoquante de son langage. C'est à l'Autriche surtout, la seule puissance continentale qui fût encore en état de lui créer des embarras, qu'il voulait donner à réfléchir sur les conséquences de ce nouveau changement de fortune : mais toujours incapable de garder une mesure dans le succès, au lieu de se montrer ferme et résolu il se répandit en menaces et en bravades. Il répondit le 14 octobre à la lettre si courtoise que le baron de Vincent lui avait apportée le 29 septembre de la part de l'empereur d'Autriche. Après avoir rappelé à ce souverain qu'*il avait été le maître de démembrer la monarchie autrichienne, mais qu'il ne l'avait pas voulu*, allégation de mauvais goût d'abord, et de mauvaise foi ensuite, car même après Austerlitz il n'aurait pu faire une telle chose sans se perdre lui-même, Napoléon donnait à l'empereur une série d'avertissements qui devaient être autant de blessures pour sa dignité

de souverain : « Ce que Votre Majesté est, *elle l'est de mon aveu.* C'est la plus évidente preuve que nos comptes sont soldés et que je ne veux plus rien d'elle.... mais Votre Majesté *ne doit pas* remettre en discussion ce que quinze ans de guerre ont terminé ; *elle doit* défendre toute démarche provoquant la guerre.... que Votre Majesté s'abstienne de tout armement *qui puisse me donner de l'inquiétude* et faire une diversion en faveur de l'Angleterre.... que Votre Majesté se défie de ceux qui lui parlant des dangers de sa monarchie troublent ainsi son bonheur, celui de sa famille et celui de ses peuples ! »

Ce grave donneur de conseils, qui aurait pu commencer par faire lui-même son profit des leçons dont il était si prodigue, terminait cette admonestation par l'énoncé d'une maxime prodigieusement édifiante dans sa bouche : « *La meilleure politique aujourd'hui,* disait-il, *c'est* LA SIMPLICITÉ ET LA VÉRITÉ ! » Une telle profession de foi écrite de la main qui avait signé les traités de Bayonne était une curiosité sans prix, un vrai morceau de roi. Elle était surtout une démonstration péremptoire de la sincérité et des bonnes intentions de Napoléon. Aussi l'empereur d'Autriche, plus que jamais convaincu de la nécessité de profiter de l'occasion unique que lui offrait la guerre d'Espagne, continua-t-il à pousser ses armements avec toute l'activité que comportaient les difficultés de sa situation et le voisinage d'un ennemi si ombrageux.

Ce fut sur un ton beaucoup plus modeste que fut rédigée la proposition de paix que les deux potentats d'Erfurt étaient convenus d'adresser à l'Angleterre. Ils invoquaient le devoir « de céder aux vœux et aux

besoins de tous les peuples, de faire cesser les malheurs de l'Europe. La paix était à la fois dans l'intérêt des peuples du continent comme dans l'intérêt des peuples de la Grande-Bretagne. Ils se réunissaient donc pour prier Sa Majesté Britannique d'écouter la *voix de l'humanité* en faisant taire celle des passions afin d'assurer le bonheur de l'Europe et de la génération présente. » (12 oct. 1808.)

Cette ouverture était faite sous forme de lettre adressée au roi d'Angleterre, comme toutes les communications du même genre que Napoléon avait antérieurement notifiées au cabinet britannique. Il avait toujours cherché, sans y parvenir, à entrer en relations directes et personnelles avec ce souverain, à engager avec lui un de ces dialogues pleins de séduction dans lesquels il se flattait d'exceller et dont la seule acceptation eût été déjà une reconnaissance anticipée. Il n'avait jamais pu obtenir du roi d'Angleterre un seul mot de réponse signé de lui, et ne pouvant imaginer que des scrupules constitutionnels fussent pour quelque chose dans une persistance qui le désespérait, il s'était dit qu'en présentant cette fois le nom de l'empereur de Russie à côté du sien propre, il forcerait le roi Georges à se départir de son système. Quant au fond même de sa proposition, pouvait-il se flatter de le voir accueilli ? On est tenté de le croire lorsqu'on voit les précautions multipliées qu'il recommande à ses deux négociateurs Champagny et Romanzoff afin d'écarter tout ce qui peut faire difficulté ou éveiller les susceptibilités britanniques. Mais il est impossible d'admettre qu'il prenait cette ouverture au sérieux lorsqu'on le voit se diriger sur l'Espagne avec deux

cent mille hommes au moment même où il propose l'*uti possidetis* comme base des négociations. Comment pouvait-il supposer que l'Angleterre qui avait commencé la guerre pour Malte, allait y mettre fin au moment où il s'emparait de l'Espagne et du Portugal ?

Quelle qu'ait été sa secrète pensée, son attente fut doublement trompée. Il n'obtint aucune réponse de la part du roi Georges, et celle que le ministère lui adressa par l'organe de Canning (28 octobre) vint bientôt lui prouver que s'il avait espéré décourager les insurgés d'Espagne par la nouvelle que des négociations étaient entamées entre la France et l'Angleterre, ce calcul allait être déjoué. La note écrite par Canning, sans repousser l'offre des deux empereurs, montrait nettement que leur proposition n'avait de chance d'être accueillie qu'autant que tous les alliés de l'Angleterre seraient admis à la négociation, et parmi ces alliés figuraient non-seulement les rois de Naples, de Portugal, de Suède, mais les insurgés espagnols. L'Angleterre, disait Canning, n'était encore liée avec l'Espagne par aucun traité formel, mais elle avait pris envers elle des engagements qui étaient sacrés à ses yeux et qui la liaient irrévocablement à la cause de cette nation.

Cette réponse laissait peu d'espoir d'arrangement. Elle arriva à Paris le 31 octobre ; Napoléon s'était déjà mis en route pour l'Espagne. Il laissa écouler vingt jours avant de répliquer à la note britannique. Le 19 novembre, en adressant à Champagny son projet de réplique, il laissa percer la pensée qui lui avait inspiré de si longs délais et peut-être suggéré la négo-

ciation elle-même: « Vous trouverez ci-joint, lui écrivait-il, un projet de note en réponse à celle de M. Canning. Vous pourrez laisser passer deux ou trois jours à vous consulter avec M. de Romanzoff. Ensuite vous ferez partir un courrier intelligent *qui répandra que l'Espagne est soumise* ou sur le point de l'être entièrement, que déjà 80,000 Espagnols sont détruits, etc. » Pour augmenter l'effet supposé de cette fausse nouvelle il enjoignit à Fouché de faire mettre dans les journaux de Hollande, d'Allemagne et de Paris une série d'articles annonçant d'abord les préparatifs, puis le débarquement, puis enfin le plein succès d'une expédition absolument fantastique de Murat en Sicile: « Mettez, lui disait-il, pour détails que le roi Joachim est descendu avec 30,000 hommes, qu'il a laissé la régence à sa femme, qu'il est débarqué au Phare.... *afin que l'on puisse y croire à Londres et que cela puisse les alarmer.* » (19 nov.) Tout cela était de pure invention et devait faire l'objet d'une douzaine d'articles. C'était donc bien avec un fait accompli qu'il s'était proposé de surprendre et d'entraîner l'Angleterre. Au reste il ne refusait pas d'admettre à la négociation « soit le roi qui régnait en Suède, soit le roi qui régnait en *Sicile,* soit le roi qui régnait au *Brésil;* » mais la proposition d'admettre les insurgés espagnols « ne pouvait être considérée de la part du gouvernement anglais *que comme une insulte*.... Qu'aurait dit le gouvernement anglais si le gouvernement français eût proposé d'admettre les *insurgés catholiques d'Irlande?* »

Napoléon se trompait du tout au tout en supposant que de tels arguments étaient de nature à faire impression sur le cabinet britannique. Il commettait une

méprise encore plus profonde en attribuant au ministère Canning les appréhensions et les tendances ultra-pacifiques des cabinets d'Addington ou de Fox. En dépit des revers des puissances continentales la force et les ressources de l'Angleterre n'avaient fait que s'accroître dans ces dernières années. Le blocus continental avait achevé de mettre dans ses mains le monopole du commerce du monde, et depuis surtout qu'on avait vu se produire les premiers symptômes d'une dissolution du gigantesque empire d'Occident, ni le gouvernement ni la nation n'y désiraient la paix. Le cabinet britannique se hâta en conséquence de mettre fin à ce simulacre de négociation par une déclaration nette et catégorique qui ne laissait aucune prise à de nouveaux subterfuges. Il protesta solennellement de sa ferme intention de ne pas abandonner la généreuse nation espagnole, et de combattre par tous les moyens « une usurpation qui n'avait rien de comparable dans l'histoire du monde. » Il fit suivre cette note d'une déclaration à l'adresse de l'Europe où se lisaient ces paroles remarquables : « Si parmi les nations qui préservent contre la France une indépendance douteuse et précaire, il s'en trouve qui même en ce moment balancent entre la ruine certaine qui résultera d'une inaction prolongée, et les dangers incertains d'un effort pour échapper à cette ruine, la perspective trompeuse d'une paix entre la Grande-Bretagne et la France ne manquerait pas d'être singulièrement funeste à ces nations. Le vain espoir du retour de la tranquillité publique pourrait ébranler leurs résolutions. » (15 déc.)

L'Empereur avait quitté Paris le 29 octobre, après

avoir ouvert la session du Corps législatif et annoncé solennellement « qu'il allait couronner dans Madrid le roi d'Espagne et *planter ses aigles sur les forts de Lisbonne,* » engagement théâtral et présomptueux auquel manqua la seule justification qui eût pu lui servir d'excuse, c'est-à-dire une prompte et complète réalisation. Le 3 novembre, il était à Bayonne, accélérant la marche de ce flot d'hommes, de chevaux, d'équipages qui depuis deux mois n'avait cessé de traverser cette ville. Des huit corps d'armée qui devaient former l'armée d'Espagne indépendamment de la garde et de la grosse cavalerie, près de six s'étaient déjà engouffrés dans la Péninsule, et les corps de Mortier et de Junot restaient seuls en arrière. Toutes ces troupes ayant été acheminées vers les Pyrénées avant que rien fût prêt pour les recevoir, le passage d'un si grand nombre d'hommes sur de mauvaises routes et dans des localités dépourvues de tout, avait produit un désordre indescriptible et augmenté la pénurie générale par le gaspillage du peu de ressources qu'on avait pu se procurer. Napoléon se hâta de ramener l'ordre par de sévères réprimandes adressées à ses administrateurs militaires. Mais là encore plus qu'ailleurs on eut l'occasion de remarquer que très-attentif à toutes les mesures qui devaient assurer les approvisionnements strictement militaires de ses troupes, tels que les munitions, objets d'équipement, fournitures en souliers, capotes, etc., il s'occupait à peine de celles qui avaient pour but d'assurer le bien-être et la nourriture du soldat. Il allait même jusqu'à décommander ces dernières pour porter toute l'attention de ses administrateurs sur les autres : « Renvoyez les réserves

de bœufs, écrivait-il à Dejean, je n'ai pas besoin de vivres, je suis dans l'abondance de tout, il ne manque que les caissons, les transports militaires, les capotes et les souliers; je n'ai jamais vu un pays où l'armée fût mieux nourrie. » Ayant plus que jamais pour maxime que la guerre doit nourrir la guerre, désireux surtout de l'appliquer à l'Espagne afin de lui faire mieux sentir le poids des calamités qu'elle avait osé braver, il laissait à chaque corps le soin de s'entretenir lui-même et de vivre comme il pouvait. Le pillage, au lieu d'être l'excès d'un instant, devenait dès lors une ressource régulière et indispensable à la subsistance des troupes. On en faisait une institution militaire. Ce n'était pas seulement à une armée impatiente de se venger, mais à des bandes affamées qu'on allait livrer les malheureux Espagnols.

Pendant les trois mois qui venaient de s'écouler, notre armée d'Espagne était restée à peu près immobile dans ses positions sur l'Èbre, se bornant à déjouer les tentatives peu redoutables et mal concertées que firent les armées de l'insurrection pour la déborder sur ses deux ailes, d'un côté en Biscaye vers Bilbao, de l'autre sur la rivière d'Aragon. Joseph, qui brûlait du désir de se créer une grande réputation militaire, avait conçu ou accueilli plus d'un plan pour attaquer et, s'il se pouvait, détruire les corps qui lui étaient opposés, mais Napoléon avait mis son véto à tous ces beaux projets. Décidé à agir en Espagne avec des moyens immenses, il convenait à ses vues d'encourager par son apparente inertie la confiance et l'audace des généraux espagnols, de n'entrer en action qu'au moment où il aurait réuni des forces suf-

fisantes pour les écraser d'un seul coup, et alors d'apparaître à l'improviste comme le *Deus ex machinâ*. Ce moment était enfin arrivé. Dans l'étroit espace qui s'étend des confins de la Biscaye à la rivière d'Aragon, il avait déjà concentré cinq corps d'armée, commandés par Lefebvre, Victor, Soult, Ney et Moncey qui allait être remplacé par Lannes. Un sixième, commandé par Saint-Cyr et destiné à agir isolément, était sur le point de pénétrer en Catalogne. Il avait en outre avec lui la garde et un nombreux corps de cavalerie que commandait Bessières.

Quels que fussent encore leur zèle et leur patriotisme, les Espagnols étaient mal préparés à supporter cette épreuve toujours si dangereuse qui consiste à maintenir et à consolider les avantages obtenus dans un premier élan d'enthousiasme. Le miraculeux succès de leur insurrection avait exalté les cœurs les plus timides et relevé la nation à ses propres yeux, mais il avait fait naître chez ces populations peu éclairées et même chez beaucoup de leurs chefs une confiance pleine d'illusions. On considérait la tâche comme achevée au moment où elle allait devenir plus difficile que jamais. On se livra à des compétitions de pouvoir, à des rivalités d'ambitions, à des jalousies de clocher, au moment où la défense nationale devait seule absorber toutes les pensées. Au lieu d'organiser fortement l'armée, de l'exercer, d'y appeler toute la population valide, de lui choisir de fortes positions défensives, on perdit en vaines discussions et en projets chimériques le temps que Napoléon employait à entasser régiments sur régiments sur la rive gauche de l'Èbre.

Le sentiment des nécessités de la situation avait été

d'abord assez puissant pour décider les juntes locales qui avaient fait l'insurrection à abdiquer en faveur d'une *junte centrale* chargée de l'autorité suprême. Cette junte centrale fut composée des délégués des juntes locales; elle réunit dans son sein des hommes éminents parmi lesquels on distinguait Jovellanos et Moniño de Floridablanca. Trop nombreuse malheureusement pour un corps exécutif, la junte suprême qui compta jusqu'à trente-quatre membres, était en outre dominée par des esprits politiques et littéraires dans des circonstances où la force des choses réclamait impérieusement des hommes d'action. Elle fit beaucoup de manifestes, se décerna à elle-même des titres magnifiques, s'engagea dans de stériles contestations avec le conseil royal qui avait conservé ses attributions administratives et judiciaires, et ne prit en définitive que fort peu de mesures efficaces. Quelques-uns même de ses actes étaient de regrettables concessions aux passions populaires : tels furent le rétablissement de l'inquisition et la suspension de la vente des biens de main morte. Qu'il y eût là de sa part un retour prémédité vers le passé, on ne peut le croire sérieusement lorsqu'on songe que le promoteur de ces mesures était ce même Floridablanca qui avai été l'ambassadeur de Charles III, auprès du pape Ganganelli, à l'époque où d'Aranda avait opéré ses fameuses réformes; mais c'était une protestation malentendue contre les prétentions du despotisme français. Napoléon accusait les moines et l'inquisition, cela suffisait pour qu'on les rétablît. Rendre l'inquisition populaire, voilà quel était le premier résultat de cette politique tant célébrée!

Les mesures militaires qui auraient dû être la préoccupation unique dans une crise si périlleuse, n'avaient pu que souffrir des hésitations et de l'incapacité du pouvoir central. Les armées du Midi s'étaient rapprochées des provinces du Nord; les troupes de Séville, de Grenade, de Valence étaient venues sur l'Èbre, sous la conduite de Castaños, donner la main aux insurgés de Castille et aux Aragonais défenseurs de Saragosse; les dix mille compagnons de la Romana étaient venus après leur romanesque évasion se joindre aux insurgés de la Galice et des Asturies que commandait le général Blake; mais malgré beaucoup de décrets sur le papier, l'effectif de ces armées avait peu augmenté, leur armement était défectueux, leur discipline détestable; on n'était pas même parvenu à assurer leurs approvisionnements. A l'exception de quelques vieilles troupes régulières, elles offraient le spectacle d'un rassemblement tumultueux plutôt que celui de corps disciplinés et capables d'entreprendre des opérations militaires.

Avec de tels éléments, un seul système offrait quelques chances de succès contre un adversaire aussi redoutable que Napoléon et les forces écrasantes qu'il avait réunies. Éviter toute action générale, se retirer pas à pas devant lui sur des points de ralliement désignés à l'avance, le laisser s'engager et éparpiller ses troupes dans les vastes espaces de la Péninsule, ne tenir que dans des positions d'une force reconnue, se borner enfin le plus souvent à harceler ses corps, à intercepter ses communications, à enlever ses convois, telle était la tactique, indiquée à la fois par la nature du pays et par la faiblesse des ressources,

qu'un militaire des plus distingués, le général Dumou rier, venait de recommander lui-même aux insurgés espagnols dans une sorte de manuel composé spécialement pour eux. Cette conduite était la seule possible, et les deux plus habiles généraux que possédât alors l'Espagne, Blake et Castaños, ne pensaient pas à cet égard autrement que Dumourier. Mais un plan aussi sage ne pouvait plaire ni à la présomption des masses peu éclairées qui voulaient attaquer sur-le-champ Napoléon pour le détruire, ni à la défiance ombrageuse des provinces qui, abandonnées en apparence, considéraient tout mouvement rétrograde comme une trahison; et les deux généraux manquaient de l'autorité nécessaire pour imposer leurs idées.

Au moment où Napoléon vint en Espagne pour s'y mettre à la tête de ses troupes, les forces espagnoles se répartissaient en quatre groupes principaux formant autour de nos positions sur l'Èbre un vaste demi-cercle qui s'étendait des montagnes de la Biscaye jusqu'aux environs de Caparoso sur la rivière d'Aragon. Blake opérait sur la gauche avec trente-cinq à quarante mille hommes, aux environs de Balmaseda, couvrant la Biscaye, Santander, les Asturies, et menaçant nos communications par la route de Bayonne. Au centre, l'armée de Castaños bordait l'Èbre de Cintruenigo à Calahorra, se liant à l'armée de droite, commandée par les frères Palafox, de Tudela à Caparoso, et formant avec celle-ci un peu plus de quarante mille hommes. En arrière de ces positions s'avançait, en réserve vers Burgos, l'armée d'Estrémadure, commandée par Galuzzo, auquel venait de succéder le jeune marquis de Belvéder; il n'avait

pas encore complété son effectif et n'avait pas plus d'une quinzaine de mille hommes sous ses ordres. Il y avait bien une cinquième armée en Catalogne ; mais cantonnée dans cette région excentrique comme dans une sorte de champ clos, où elle allait être aux prises avec Saint-Cyr et Duhesme, elle ne pouvait exercer aucune influence sur l'ensemble des opérations. On attendait aussi d'un jour à l'autre la coopération de l'armée anglaise du Portugal, qui devait venir renforcer l'armée d'Estrémadure ; mais son intervention était encore forcément éloignée. Le général Moore qui la commandait, obligé d'opérer par terre sa jonction avec un corps débarqué à la Corogne, en partant lui-même de Lisbonne, avait à exécuter des marches longues et difficiles avant de pouvoir prendre aucune part aux opérations de la campagne. Aux obstacles résultant de la saison, du mauvais état des chemins, de la difficulté de se nourrir sans piller, étaient venus se joindre des retards causés par la mauvaise volonté des autorités espagnoles. Son lieutenant Baird avait été retenu en quarantaine à la Corogne, et il avait fallu négocier à Madrid pour obtenir le libre passage d'un corps d'auxiliaires.

C'était donc avec quatre-vingt-dix mille hommes à peine que les chefs espagnols étaient chargés de tenir tête aux cinq corps d'armée que Napoléon avait déjà sur l'Èbre. Composés de vingt-cinq mille hommes en moyenne, ces corps formaient avec la garde et la cavalerie de Bessières une force totale d'au moins cent soixante mille hommes. Napoléon n'avait pour ainsi dire qu'à marcher en avant pour briser sur tous les points la ligne espagnole qu'on semblait avoir

voulu étendre démesurément comme pour en augmenter encore la faiblesse. Son plan à la fois très-simple et très-décisif consista à la couper en deux en se portant directement sur Burgos, qui n'était couvert que par le faible détachement de Belvéder. Une fois arrivé là, il rabattrait ses corps à droite et à gauche pour tourner les deux principales armées espagnoles, en les acculant l'une à la mer, l'autre aux Pyrénées, ou tout au moins en les mettant entre deux feux.

Les combats qui avaient été livrés la veille de son entrée en Espagne, d'une part à Zornoza, entre Blake et Lefebvre, de l'autre à Logroño et à Lerin, entre Ney et Castaños, Moncey et Palafox, auraient pu nuire à ce plan en décidant les Espagnols à la retraite ; mais en réalité ils ne l'avaient nullement compromis, puisque leurs positions étaient restées les mêmes à peu de chose près. Napoléon voulait commencer par détruire l'armée de Blake. Il chargea en conséquence Lefebvre et Victor de la contenir, pendant qu'il se porterait lui-même sur Burgos. Ces maréchaux devaient ensuite la refouler soit vers la mer, soit sur les pentes des montagnes qui séparent la Biscaye de la Castille vieille, point vers lequel il allait diriger Soult de Burgos, pour porter le dernier coup aux débris de Blake. Mais le général espagnol prévint ses adversaires en les attaquant lui-même. A la suite du combat de Zornoza, Lefebvre s'était replié sur Bilbao afin de se nourrir plus facilement, ne laissant devant Blake que la division Villatte isolée à Balmaséda. Victor, envoyé à Orduño pour soutenir Lefebvre, ne fit rien pour réparer la faute de son collègue ; il se contenta d'envoyer une brigade à

Oquendo. Abandonnée à elle-même et attaquée par des forces supérieures dans la journée du 5 novembre, la division Villatte fut rejetée sur Bilbao après avoir brillamment combattu et essuyé de grandes pertes.

Sévèrement réprimandés par Napoléon[1], les deux maréchaux se hâtèrent d'effacer l'impression produite par ce fâcheux début. Lefebvre marcha immédiatement sur Balmaséda, rencontra à Guenès un détachement de Blake, le battit, et vint faire sa jonction avec Victor sur l'emplacement même qu'occupait la division Villatte (8 nov.). Victor prit alors la tête de la poursuite et s'enfonça dans les gorges des Monts de Biscaye, sur les pas de Blake, forcé de rétrograder. Arrivé à Espinosa, le général espagnol qui avait réuni toute son armée, réduite par les combats précédents, et par le manque de vivres, à moins de trente mille hommes, résolut de tenir ferme dans les fortes positions que lui offraient les abords de cette ville. Il y résista avec beaucoup de vigueur aux attaques de Victor, dans la journée du 10 novembre. Mais la bataille ayant recommencé le lendemain, l'épreuve se trouva au-dessus des forces d'une armée qui était si loin d'avoir la consistance et la solidité des troupes régulières. Lorsqu'à la suite d'un combat assez vif, les Espagnols virent la division du général Maison enlever à la baïonnette les hauteurs qui étaient la clef de leurs positions, tous leurs soldats se débandèrent en même temps, comme il arrive toujours aux hommes que n'a pas unis une longue habitude sous le même drapeau; les fuyards se dispersèrent dans tou-

1. Napoléon à Lefebvre, 6 nov. 1808; à Victor, même jour.

tes les directions, et l'armée se trouva comme dissoute en un instant. On en tua un assez grand nombre, mais on fit peu de prisonniers. Blake opéra sa retraite sur Reinosa avec quelques milliers de soldats destinés à servir de noyau au ralliement d'une armée qui n'existait plus.

C'était le moment où, selon la promesse de Napoléon, Soult aurait dû s'avancer de Burgos sur Reinosa, pour y prendre ou y détruire les débris de Blake. Mais quelque bien concerté qu'eût été le plan, l'exécution ne répondit pas à la pensée, et ce maréchal ne put pas opérer son mouvement assez tôt pour lui faire produire tous les résultats que Napoléon en attendait. Pendant que Lefebvre et Victor marchaient contre Blake, Napoléon s'était avancé de Vitoria sur Burgos, pour y faire déboucher à droite et à gauche ses corps d'armée sur les derrières de Blake et de Castaños. Burgos n'avait pour toute défense que le faible détachement du marquis de Belvéder, montant à environ douze mille hommes. Le marquis ne se porta pas moins au-devant de Napoléon jusqu'à Gamonal, afin de lui barrer le passage. Ses troupes soutinrent le premier choc avec beaucoup d'intrépidité ; mais le bois qui couvrait leur droite ayant été tourné par la cavalerie de Lasalle, puis enlevé par l'infanterie du général Mouton, tout se débanda et lâcha pied encore plus promptement qu'à Espinosa. Nos cavaliers, qui pouvaient charger à leur aise dans ce pays de plaine, poursuivirent les fugitifs le sabre dans les reins et en firent un véritable massacre. Ils pénétrèrent pêle-mêle avec eux dans la ville de Burgos qui fut mise à sac. (10 nov.)

Napoléon ne lança Soult sur Reinosa que le 13 novembre au matin. Si ce maréchal était parti le 11, comme il le pouvait, il y serait arrivé à temps pour achever la destruction de Blake; mais par suite de ce retard, il n'atteignit Reinosa que le 15, après avoir recueilli en chemin des canons et des prisonniers. Blake s'était échappé l'avant-veille en se dirigeant sur la ville de Léon, par les chemins affreux qui longeaient les montagnes des Asturies. Soult ayant manqué son but principal, alla battre la province de Santander et la principauté des Asturies pour y établir un semblant de soumission qui devait durer tout juste aussi longtemps que le séjour de son corps d'armée dans les localités qu'il traversait.

La présence de l'Empereur à Burgos n'adoucit en rien le sort de cette malheureuse cité, qui fut pendant plusieurs jours livrée à toutes les horreurs d'une ville prise d'assaut. Toujours fidèle à son système de faire des exemples, Napoléon voulait soumettre l'Espagne par la terreur encore plus que par les armes, et il laissait impunis tous ces excès que commettent si facilement des soldats affamés et dégagés de tout frein. Les villes et les bourgs situés sur notre passage, particulièrement Miranda et Briviesca, avaient été ravagés comme s'ils eussent été traversés par des hordes de sauvages. Quant à Burgos, ces abominations y furent telles, que la ville fut abandonnée par ses habitants : « triste spectacle! s'écrie Miot, qui y entra le 12 novembre, avec le roi Joseph dont il était le conseiller et l'ami. Les maisons presque toutes désertes et pillées, les meubles brisés et épars en morceaux dans la fange; un quartier situé au delà de l'Arlanzon en

feu; une soldatesque effrénée enfonçant les portes, les fenêtres, brisant tout ce qui lui faisait obstacle, consommant peu et détruisant beaucoup; les églises dépouillées, les rues encombrées de morts et de mourants; enfin toutes les horreurs d'un assaut, *quoique la ville ne se fût pas défendue!* La chartreuse et les principaux couvents avaient été saccagés. Le monastère de Las Huelgas, le plus riche et le plus noble couvent de femmes de la Vieille-Castille, était converti en écurie; les tombeaux que renfermaient l'église et le cloître avaient été ouverts pour découvrir les trésors que l'avidité y supposait cachés, et les cadavres des femmes qu'ils renfermaient traînés dans la poussière, étaient abandonnés sur le pavé couvert d'ossements et de lambeaux de linceuls.... J'ai vu sous les fenêtres mêmes de l'archevêché où l'empereur logeait, un feu de bivouac entretenu par des instruments de musique et des meubles enlevés des maisons pendant toute une nuit. *Le roi Joseph essaya quelques représentations, mais elles furent mal reçues*[1]. »

Non-seulement l'empereur était décidé à n'écouter aucune représentation, mais il voulait que le pillage administratif vînt compléter les bons effets du pillage militaire. Il fit confisquer à Burgos pour trente millions de laines indépendamment des marchandises anglaises[2]. Ce n'était là qu'un commencement. Sous prétexte d'indemniser de leurs pertes les Français résidants, il résolut de mettre la main sur les biens immenses que possédaient les grands d'Espagne,

1. *Mémoires de* Miot de Mélito, t. III.
2. *Moniteur* du 21 novembre 1808.

dans la Péninsule et dans les autres pays soumis à notre domination : « Le duc de l'Infantado et les grands d'Espagne, écrivait-il à Cretet, le 19 novembre, possèdent à eux seuls la moitié du royaume de Naples ; évaluer leurs propriétés dans ce royaume à 200 millions n'est pas trop. Ils ont en outre des possessions en Belgique, en Piémont, en Italie, que mon intention est de séquestrer. *Ce n'est là qu'une première idée*[1]. » Cette glorieuse idée avait été précédée, le 12 novembre, d'un décret de proscription qui déclarait traîtres et ennemis de la France, condamnait à être traduits devant une commission militaire et *passés par les armes* dix grands d'Espagne choisis parmi les plus opulents et dont les biens devaient être confisqués. Ce décret de proscription fut intitulé *décret d'amnistie*, selon l'ingénieuse nomenclature que Napoléon appliquait à tous ses actes. L'empereur promettait par d'autres dispositions leur grâce pleine et entière à tous les autres Espagnols qui feraient leur soumission dans le délai d'un mois à partir de notre entrée à Madrid. On se flattait que grâce à cette dernière clause le peuple espagnol verrait un acte de clémence dans cette mesure cruelle et spoliatrice qui n'était qu'un odieux abus de la victoire.

En même temps les bulletins impériaux déversaient la calomnie et l'insulte sur les troupes espagnoles comme sur la nation elle-même[2] : « Les soldats de

1. Napoléon à Cretet, 19 nov.

2. On ne sait pourquoi ces bulletins n'ont pas été reproduits par les éditeurs de la *Correspondance* de Napoléon. Le *Moniteur* où l'on peut les lire leur semblerait-il une autorité suspecte ?

l'insurrection n'étaient que de ridicules fanfarons, dignes compatriotes de Don Quichotte. Ignorance crasse, folle présomption, cruauté contre le faible, souplesse et lâcheté avec le fort, voilà le spectacle qu'on avait sous les yeux. *Les moines et l'inquisition avaient abruti cette nation!...* Les troupes espagnoles ne pouvaient comme les Arabes tenir que derrière des maisons; les moines étaient ignares et crapuleux; les paysans au niveau des Fellahs d'Égypte; les grands dégénérés, sans énergie et sans influence. » Le général la Romana n'était désigné dans ces bulletins que sous le nom du *traître la Romana.* L'évêque de Santander qui avait publié contre nous un écrit plein de dignité et d'éloquence, était représenté comme « *un homme furibond et fanatique, animé de l'esprit du démon, marchant toujours avec un coutelas au côté*[1]. » Tel était le tableau général que Napoléon traçait du peuple qu'il avait tant de peine à soumettre, et par une contradiction significative il s'efforçait dans ces mêmes bulletins de transformer en une victoire signalée son insignifiante échauffourée de Gamonal; il envoyait à grand fracas au Corps législatif les douze drapeaux ramassés sur le champ de bataille; il triomphait en un mot comme si l'Espagne eût été conquise du même coup.

Ces forfanteries peu habiles étaient à l'adresse de l'Angleterre, à qui Napoléon espérait en imposer assez pour qu'elle se résignât à laisser les Espagnols en dehors de la négociation. Mais la rupture hautaine et éclatante qui mit fin aux pourparlers vint bientôt lui

1. Voir le *Moniteur* des 16, 19, 21, 26, 27 nov., 2, 4 déc. 1808.

prouver l'inutilité de ces ruses, et il n'en resta que le souvenir de ses outrageantes invectives contre un peuple qui ne pardonne pas les injures.

Le corps de Blake, une fois dispersé, sinon détruit, Napoléon rappela à lui les corps de Lefebvre et de Victor devenus inutiles en Biscaye, et se retourna aussitôt contre l'armée encore intacte de Castaños et de Palafox. Elle était restée immobile en présence du corps de Moncey, de Cintruenigo à Caparoso sur les deux rives de l'Ebre; puis bientôt, sur les représentations de Castaños qui comprenait le danger de cette position, elle s'était concentrée aux environs de Tudela. L'empereur voulait une action rapide et décisive. Il donna au maréchal Lannes le commandement du corps de Moncey qu'il porta à trente-cinq mille hommes, nombre peu inférieur à celui des Espagnols qui n'en comptaient guère plus de quarante mille. Pressé d'obtenir un résultat complet, il avait chargé le maréchal Ney d'opérer contre Castaños la manœuvre que Soult avait dirigée contre Blake, mais en lui faisant faire un détour beaucoup plus long encore afin d'en cacher le but, et sans lui donner des forces suffisantes. Ney était en effet envoyé sur les derrières de l'armée de Castaños pour la couper, avec douze mille hommes seulement. Il devait s'avancer de Burgos par Aranda et Osma jusqu'à Soria, point situé à environ vingt lieues en arrière de l'armée espagnole, puis arrivé là, se porter soit sur Agreda, soit sur Calatayud pour donner le coup de grâce aux troupes que Lannes aurait mises en déroute à Tudela.

Ce plan était sans doute très-spécieux; mais si, comme

il était très-possible, Castaños se décidait à battre en retraite avant d'avoir été attaqué, Ney se trouverait seul avec ses douze mille hommes pour faire face à une armée qui en comptait au moins quarante mille et que tous les rapports portaient à soixante; il se trouverait isolé sans secours dans un pays soulevé et à une grande distance de sa base d'opération. La manœuvre qui lui était commandée était donc des plus aventurées, et les perplexités qu'on lui a reproché d'avoir ressenties en cette circonstance font autant d'honneur à son coup d'œil militaire qu'à son patriotisme.

Tout étant ainsi préparé, le 23 novembre, au petit jour, Lannes marcha sur Tudela où avaient pris position les Aragonais, commandés par Palafox. La ligne espagnole appuyait sa droite à l'Èbre; elle s'étendait à gauche jusque vers Cascante où campaient les Valenciens et les Andalous sous les ordres de Castaños. Ce développement exagéré de près de quatre lieues, et qui laissait le centre presque dégarni au profit des deux ailes, indiquait clairement la tendance naturelle des Aragonais à couvrir leur capitale Saragosse, et celle des Andalous à se rabattre vers le sud. Lannes leur fit promptement expier ces fautes. Il profita d'abord de l'éloignement du corps principal de Castaños pour tourner toutes ses forces contre le centre et la droite espagnole. En même temps que ses colonnes d'infanterie, commandées par Maurice Mathieu, s'élancent à l'assaut des hauteurs qui dominent l'Èbre, la cavalerie de Lefebvre vient charger dans la plaine les Valenciens du centre, et menace de les tourner. Cette attaque est soutenue avec intrépidité

sur la droite, elle est repoussée au centre par une manœuvre habile de Don Juan O-Neil. Lannes la renouvelle en dirigeant sur le centre les deux divisions Grandjean et Morlot qui le font plier. Les lanciers polonais pénètrent aussitôt dans la brèche qu'elles ont ouverte; et leur apparition jetant l'épouvante parmi ces troupes peu expérimentées, elles s'enfuient en pleine déroute à travers les bois d'oliviers qui couvrent la plaine.

C'était le moment où les Aragonais, vivement pressés par Maurice Mathieu, commençaient à céder du terrain du côté de l'Èbre. A la vue de cette panique qui laisse leurs flancs à découvert, ils reculent à leur tour et se mettent en retraite sur la route de Saragosse poursuivis par la cavalerie de Lefebvre-Desnoettes. Pendant ce temps, le lieutenant de Castaños, la Peña accourait un peu tard de Cascante au secours du centre espagnol qui était déjà anéanti. Ce renfort composé de troupes excellentes refoule d'abord la division Musnier que lui oppose Lannes. Il essuie avec non moins de vigueur les charges de notre réserve de cavalerie. Mais bientôt assaillie par la division Lagrange qui vient se réunir à nos troupes, la division de la Peña est entourée à son tour, rejetée sur Borja pêle-mêle avec les débris du centre; elle entraîne, dans sa fuite, les autres divisions de Castaños, et opère dans la direction de Calatayud sa retraite que vient protéger la nuit.

Les Espagnols avaient perdu, à Tudela, environ quatre mille hommes en tués ou blessés, et presque toute leur artillerie. Ney était resté immobile à Soria où il attendit vainement l'armée espagnole qui se re-

tirait par Calatayud. Il y était arrivé le 22 novembre à midi. En se mettant en route le jour même, il aurait pu se trouver le lendemain 23 à Agreda comme le lui prescrivait un ordre du quartier général. Mais cet ordre, peu précis, assez mal conçu et daté du 21 novembre, quatre heures du soir, à Burgos, indiquait la bataille comme *devant se donner le 22 à Calahorra*. Ney ne put le recevoir au plus tôt que vers cinq ou six heures du soir dans la journée du 22; il dut supposer qu'il était beaucoup trop tard alors pour songer à faire une vingtaine de lieues afin de prendre part à une bataille déjà terminée à l'heure où il se mettrait en marche. Il conservait d'ailleurs toute son anxiété au sujet des mouvements possibles de l'armée espagnole, et vu cette incertitude il jugea plus prudent d'attendre les événements dans les positions qu'il avait choisies. Cette inaction lui a été reprochée avec amertume par Napoléon lui-même; elle n'était pas, à coup sûr, d'un cœur trop timide! Des historiens y ont vu un trait de jalousie contre Lannes, sans songer qu'une telle jalousie l'aurait plutôt porté à agir avec témérité et présomption. Si Ney avait paru à Cascante vers la fin de la journée, il aurait au moins partagé avec Lannes l'honneur de la victoire, car, en pareil cas, c'est celui qui frappe le coup de théâtre qui produit l'effet principal.

La bataille de Tudela complétait le premier acte de la soumission présumée de l'Espagne. Des quatre armées qui avaient voulu nous fermer les avenues de la Péninsule, il ne restait plus à gauche qu'une huitaine de mille hommes qui gagnaient péniblement la ville de Léon sous les ordres de la Romana, le succes-

seur de Blake; au centre, une faible réserve du corps de Belvéder qui se préparait à nous disputer le passage du Guadarrama; à droite enfin, les débris de l'armée d'Andalousie et de Valence qui se dérobaient de Calatayud sur Sigüenza vivement poursuivis par Maurice Mathieu, puis par Ney. Quant aux Aragonais, ils étaient allés s'enfermer dans Saragosse. L'armée anglaise n'était pas encore parvenue à opérer sa concentration. Le corps principal amené de Lisbonne par le général Moore était arrivé le 13 novembre à Salamanque; mais là les mauvaises nouvelles reçues de l'armée de Blake lui avaient fait sentir la nécessité de réunir ses corps épars avant de s'avancer sur la Castille-Vieille. Il lui fallut attendre d'abord sa cavalerie et son artillerie qu'il avait acheminées par les routes plus faciles de la vallée du Tage, d'Almaraz à Talavera, pour se porter ensuite au-devant de son lieutenant Baird. Parti très-tard de la Corogne, celui-ci n'avait pas encore atteint Astorga.

Cet état de choses permettait à Napoléon de s'avancer tout droit sur Madrid sans avoir rien à craindre pour ses communications. Il laissait en effet sur les confins des Asturies et de la Castille-Vieille le corps de Soult alors sur le point de rallier celui de Junot qui venait d'entrer en Espagne, devant Saragosse le corps de Lannes, aux Pyrénées celui de Mortier en marche sur Burgos. Enfin il couvrait sa gauche avec le corps de Ney appelé à Guadalajarra, sa droite avec la cavalerie de Bessières qui inondait la plaine jusqu'à Ségovie, et il montrait sur tous les points aux Espagnols des forces quadruples des leurs. Parti d'Aranda le 28 novembre, il était le 30 au pied du Guadar-

rama avec sa garde, sa réserve, et le corps de Victor.

Don Benito San Juan, chargé de garder les gorges de Somo-Sierra avec les restes de l'armée d'Estrémadure, avait posté à Sepulveda une avant-garde de trois mille hommes qui s'était dispersée dès la première apparition de nos troupes. Lui-même se tenait à Somo-Sierra avec huit à neuf mille soldats et seize pièces de canon qui balayaient la chaussée. Il avait distribué assez habilement ses troupes en corps de tirailleurs à droite et à gauche de la route; mais eu égard au nombre des assaillants ses dispositions n'en étaient pas moins fort insuffisantes, puisqu'on n'avait pas même pris les précautions nécessaires pour empêcher notre cavalerie de charger. Après avoir reconnu les positions de l'ennemi, Napoléon lança, sur le flanc des Espagnols, quelques régiments d'infanterie qui débusquèrent leurs tirailleurs. Lorsque cette infanterie eut non sans peine dégagé à droite et à gauche les abords immédiats de la chaussée, au lieu de livrer à la batterie du centre un assaut qui eût pu être long et meurtrier, il résolut de la faire enlever par sa cavalerie. Le général Montbrun, à qui fut confiée cette manœuvre hardie, l'exécuta avec un irrésistible élan : il chargea au galop à la tête des chevau-légers polonais, reçut en chemin une décharge qui lui renversa une trentaine de cavaliers; mais en quelques instants il était sur la batterie et sabrait les artilleurs sur leurs pièces. Les Espagnols se dispersèrent aussitôt sur les pentes du Guadarrama en dirigeant leur retraite vers Ségovie.

Madrid était à découvert. La junte centrale, qui se trouvait encore à Aranjuez, quitta précipitamment cette

ville pour Talavera, après avoir dirigé sur la capitale le peu de troupes et de ressources dont elle pouvait disposer. Loin de se montrer abattus par tant de revers les habitants de Madrid étaient déterminés à défendre leur ville jusqu'à la dernière extrémité. Ils avaient crénelé leurs murs, dépavé leurs rues, matelassé les fenêtres des maisons, creusé des fossés devant les portes de la ville, coupé les principales rues par des retranchements improvisés. Ils avaient confié le commandement de leurs forces à Thomas de Morla, l'ancien gouverneur de Cadix, qui passait pour un officier instruit et expérimenté. On enrôla en volontaires les hommes valides; on leur distribua des armes et des munitions. Ces scènes d'exaltation patriotique ne furent malheureusement pas exemptes, jusqu'au bout, des violences qui accompagnent si souvent les grandes émotions populaires. On avait trouvé du sable au lieu de poudre dans quelques-unes des cartouches distribuées. Le régidor, marquis de Péralès, accusé, sans aucune preuve, de les avoir fait fabriquer, fut saisi et massacré par le peuple.

Le 2 décembre, dès le matin, l'armée française prit position sous les murs de la ville, et Napoléon la fit sommer d'ouvrir ses portes. Cette proposition ayant été rejetée avec dédain, il commença aussitôt ses préparatifs d'attaque. La difficulté n'était pas pour lui de s'emparer de Madrid, car, avec les faibles moyens dont ils disposaient, les habitants de cette ville étaient absolument incapables de lui opposer une défense sérieuse, et notre artillerie seule suffisait pour les réduire; mais il voulait éviter l'odieux de la destruction d'une si grande capitale. Il s'agissait donc de les

amener à se rendre en employant tour à tour la menace et la persuasion, en leur montrant surtout l'inutilité de la résistance. Le 3 décembre, Sénarmont ouvrit le feu avec trente pièces d'artillerie contre le Retiro, position dominante d'où l'on est maître de la ville, et dont les Espagnols n'avaient pas su comprendre toute l'importance. En même temps leur attention était attirée d'un autre côté par plusieurs autres attaques secondaires dirigées contre les portes d'Alcala, des Récollets, d'Atocha, de Fuencarral. Ces attaques furent soutenues avec une remarquable intrépidité par les bourgeois de Madrid, mais le Retiro où notre artillerie avait ouvert une large brèche ne tarda pas à être enlevé par la division Villatte; plusieurs de ces portes tombèrent alors au pouvoir de nos troupes, et leurs défenseurs durent se replier derrière les barricades qui fermaient l'accès des rues.

La population voulait continuer le combat, mais ses chefs plus capables de comprendre l'inutilité d'une plus longue résistance, étaient découragés; ils répondirent à une nouvelle sommation de Napoléon en demandant un armistice qui laisserait aux esprits le temps de se calmer. Le général Morla et Don Bernardo Yriarte vinrent au quartier général pour obtenir de lui de meilleures conditions. Il les accabla de reproches, et flétrit surtout en termes sanglants la conduite de Morla après l'affaire de Baylen : « Comment osez-vous demander une capitulation, s'écria-t-il, vous qui avez violé celle de Baylen? violer les *traités militaires*, c'est renoncer à toute civilisation; c'est se mettre sur la même ligne que les Bédouins du

désert [1] ! » Le général Morla aurait pu lui demander ce que les traités militaires, qui n'intéressaient, après tout, qu'une armée, pouvaient avoir de plus inviolable que les traités diplomatiques qui intéressaient toute une nation et qu'il se faisait un jeu de fouler aux pieds ; il aurait pu lui demander si ce culte étroit, fondé exclusivement sur la foi militaire, avait toujours été respecté par celui qui s'en déclarait l'apôtre. Mais profondément troublé devant ces éclats de colère d'un homme dont sa vie dépendait et qu'il savait capable de tout, il garda le silence. Napoléon accorda à la junte un délai de quelques heures pour se rendre. Le lendemain matin, à six heures, il signa, avec de très-légères modifications, le projet de capitulation que lui apportèrent les mêmes envoyés, et son armée prit possession de Madrid.

Ses troupes n'eurent pas plutôt soumis la ville et désarmé les habitants, qu'il se hâta de montrer l'estime qu'il faisait lui-même de ces traités militaires dont il invoquait si haut la sainteté. S'autorisant de quelques actes isolés de mutinerie, impossibles à prévenir dans une grande capitale et surtout au milieu de pareilles agitations, il écrivit à Belliard nommé gouverneur de Madrid « de faire ôter de partout la capitulation qui, n'ayant pas été tenue par les habitants, *était nulle* [2]. » Il fit signifier aux officiers et généraux espagnols qu'ils étaient prisonniers de guerre, contrairement aux termes de la capitulation qui stipulait (art. X) « que les généraux qui voudraient rester

1. Sixième bulletin de l'armée d'Espagne.
2. Napoléon à Belliard, 5 décemb.

dans la capitale conserveraient leurs honneurs, et que ceux qui ne voudraient pas y rester en sortiraient librement. » Les troupes espagnoles avaient heureusement quitté Madrid dans la nuit qui précéda la capitulation. Il abolit le conseil de Castille, il flétrit publiquement ses membres du nom de lâches et de traîtres, les fit emprisonner en violation de l'article VI par lequel il s'était engagé « à maintenir les lois, les coutumes, les *tribunaux* dans leur forme actuelle, jusqu'à l'organisation définitive du royaume; » enfin il frappa d'une détention perpétuelle le prince de Castelfranco, le marquis de Santa-Cruz, le comte d'Altamira au mépris des clauses les plus formelles de la capitulation, sous prétexte qu'ils étaient compris dans le fameux *décret d'amnistie*. Mais ceux qui n'y avaient pas été compris n'étaient pas mieux à l'abri de sa vengeance. Il fit condamner à mort le marquis de Saint-Simon, grand d'Espagne, sous prétexte qu'il était émigré français; il consentit, toutefois, à lui faire grâce de la vie en présence de la réprobation universelle que souleva cette iniquité dans son propre camp. Il se contenta de le faire déporter en France avec une foule d'autres Espagnols influents dont le seul crime était d'être restés fidèles à la cause de leur pays.

N'ayant plus rien à ménager avec les classes privilégiées dont il n'était pas parvenu à gagner la complicité en dépit des avances qu'il leur avait d'abord prodiguées, il inaugura enfin le programme de la régénération espagnole par une série de décrets[1] dictatoriaux : l'un abolissait les droits féodaux; l'autre, le

1. En date du 4 décembre 1808.

tribunal de l'inquisition ; un troisième, les douanes existant entre provinces. Un quatrième décret réduisait au tiers le nombre des couvents. Excellentes en elles-mêmes, ces mesures devinrent odieuses à ceux qui les avaient le plus ardemment désirées, par cela seul qu'elles étaient imposées par un despotisme étranger; et loin de remplir leur but, elles n'eurent d'autre effet que de rendre une popularité passagère à des classes et à des institutions qui, depuis le règne de Charles III, avaient perdu presque toute leur influence.

Napoléon s'était établi à Chamartin, dans la maison de campagne du duc de l'Infantado, un de ceux dont il avait confisqué les biens. Il avait fait à Madrid une courte apparition, mais au lieu de l'effet de curiosité qu'il était habitué à produire partout sur son passage, il n'y avait trouvé, pour tout accueil, à son grand déplaisir, qu'une attitude froidement hostile. Au lieu d'accourir pour contempler le héros, les Espagnols s'étaient enfermés dans leurs maisons. Dans cette excursion il visita le palais des rois d'Espagne. On dit que de tous les objets précieux que contenait la demeure royale, le portrait de Philippe II, par Vélasquez, fut celui qui fixa le plus son attention. Il le considéra longtemps en silence; il semblait ne pouvoir en détacher ses insatiables regards, soit qu'il cherchât à pénétrer le secret de cette vivante énigme, soit plutôt qu'il fût saisi d'une admiration mêlée d'envie pour ce roi inquisiteur qui avait exercé un pouvoir encore plus absolu et plus redouté que le sien. Quelques jours après il offrit aux habitants de Madrid le spectacle d'une de ces revues militaires qui attirent toujours les foules; cette parade s'exécuta

dans une complète solitude. Cette indifférence haineuse et persistante dénotait une population intraitable. Madrid était décidément un séjour malsain, et toujours très-attentif au soin de sa sûreté personnelle l'empereur préféra le voisinage de son camp au contact d'une capitale qui renfermait tant de fanatiques.

Joseph avait suivi son frère à la remorque dans les bagages de l'armée. Bien qu'il fût profondément humilié du rôle effacé qu'on lui faisait jouer, il avait accompagné Napoléon à Chamartin; mais là, leurs dissentiments prirent un tel caractère d'aigreur qu'il dut aller s'établir au Pardo. Joseph se considérait toujours comme le roi d'Espagne, et, à ce titre, il prétendait, non sans quelque apparence de raison, avoir voix au chapitre sur la conduite à suivre pour faire rentrer ses sujets dans le devoir, donner son avis sur des mesures dont il devait porter la responsabilité. Napoléon, au contraire, ne reconnaissait plus d'autres droits que ceux de la conquête; il dépendait de lui de les garder ou de les transmettre de nouveau; il disait même publiquement dans ses manifestes « que si les Espagnols ne répondaient pas à *sa confiance*, il ne lui resterait qu'à placer son frère sur un autre trône. Il mettrait alors la couronne d'Espagne sur sa tête, et saurait la faire respecter *des méchants*, car Dieu lui avait donné la force et la volonté de surmonter tous les obstacles[1]. »

Sous cette question personnelle, dont Joseph eût pu faire bon marché, se cachaient des dissidences d'une

1. Proclamation du 7 décembre.

nature infiniment plus grave, et qui étaient au fond la vraie cause du refroidissement des deux frères. En dépit de l'ambition un peu artificielle que Napoléon avait allumée en lui, Joseph avait l'âme humaine et débonnaire. Il voulait bien régner sur les Espagnols et au besoin conquérir son royaume; mais il se flattait de gagner les cœurs à force de clémence, de douceur, de générosité; il avait des scrupules d'honnêteté et de justice; il avait foi dans le triomphe définitif d'une inépuisable bonne volonté. C'était, si l'on veut, une illusion, mais du moins ce n'était pas l'illusion d'un frénétique. Joseph n'avait pas seulement une horreur naturelle et sincère pour les confiscations, les exils, les emprisonnements, les meurtres qui coûtaient si peu à son frère; il les considérait comme des moyens impolitiques, faits pour perdre sa cause, et il fatiguait Napoléon de ses réclamations. L'empereur haussait les épaules de pitié en écoutant ces doléances; aucun excès, aucun crime ne lui répugnaient pour soumettre l'Espagne; mais il n'était après tout pas moins utopiste dans ses cruautés que Joseph dans sa mansuétude, et chimère pour chimère, celle de Napoléon était encore plus irréalisable, puisque chacun de ces crimes ne faisait qu'ajouter à l'exécration dont il était l'objet.

On a dit que Napoléon en condamnant son frère à cette nullité qui l'exposa plus d'une fois aux risées du soldat, n'avait été inspiré que par le désir magnanime d'assumer sur lui-même tout l'odieux de la conquête et de laisser ensuite à Joseph les honneurs d'une clémence devenue facile. Cette rêverie, si peu en rapport avec le caractère qui y a donné lieu, est devenue insou-

tenable en présence de la *correspondance* du roi Joseph et des confidences de ses amis. Napoléon n'en était plus à apprendre que les Espagnols rendaient son frère solidaire de tout ce qu'il faisait en Espagne, et tout le monde le savait comme lui. Les incessantes représentations de Joseph étaient pour lui une gêne de tous les instants, voilà pourquoi il ne voulait lui laisser aucune influence effective. A la suite des décrets du 4 décembre les choses en vinrent au point que Joseph résolut de se soustraire à une position qu'il considérait comme déshonorante :

« Sire, écrivait-il à Napoléon le 8 décembre, M. d'Urquijo me communique les mesures législatives prises par Votre Majesté. *La honte couvre mon front devant mes prétendus sujets.* Je supplie Votre Majesté de recevoir ma renonciation à tous les droits qu'elle m'avait donnés au trône d'Espagne. *Je préférerai toujours l'honneur et la probité au pouvoir acheté si chèrement* [1]. » Cette lettre, qui est des plus honorables pour la mémoire de Joseph, montre comment la politiqne de Napoléon, lorsqu'on la voyait de près à l'œuvre, était appréciée même par un frère et par un témoin si intéressé à la juger avec indulgence. Malheureusement Joseph manquait de volonté, il avait été mordu au cœur par cette passion tenace qui s'attache comme une Némésis aux hommes qui ont une fois régné, et il n'eut jamais la force de maintenir une démission qu'il donnait et reprenait tour à tour avec un égal repentir.

En dépit de ses menaces de partager l'Espagne en

1. *Mémoires* du roi Joseph, t. V. V. aussi les *Mémoires* de Miot de Mélito, t. III.

vice-royautés militaires et de la gouverner lui-même comme une province conquise, Napoléon ne pouvait se passer de son frère au moins comme prête-nom de sa propre autorité. Il fallait en effet laisser à l'Espagne une ombre d'existence nationale, ne fût-ce que pour offrir un prétexte de se rallier à ces classes toujours assez nombreuses, surtout dans les villes, auxquelles leur position dépendante et précaire ne permet pas le luxe d'une opinion. Il annonça donc l'intention de rétablir Joseph sur le trône d'Espagne aussitôt qu'on lui aurait donné quelques gages de soumission, et il provoqua sous main à cet effet, une démarche de la municipalité et des principaux membres du clergé de la ville de Madrid. Impatients de se voir délivrés des charges onéreuses d'une occupation militaire, il ne fut pas difficile de les décider à venir demander le rétablissement d'un roi qui leur promettait un soulagement à leurs maux. Ils se présentèrent le 15 décembre, devant Napoléon, et implorèrent de lui « la faveur de voir dans Madrid le roi Joseph, afin que sous ses lois Madrid et l'Espagne entière jouissent de la tranquillité et du bonheur qu'ils attendaient de la douceur de caractère de Sa Majesté. »

En réponse à cette harangue l'empereur se livra à une longue apologie des réformes qu'il avait opérées; il rappela ces décrets pour lesquels les Espagnols se montraient si ingrats, il énuméra les bienfaits de toute sorte que l'Espagne était appelée à en recueillir. Mais ce qui était, disait-il, au-dessus de son pouvoir, c'était de constituer les Espagnols en nation sous les ordres du roi s'ils continuaient à être imbus

de principes de scission et de haine envers la France. Cependant il ne refusait pas *de céder au roi ses droits de conquête* et de l'établir dans Madrid si les habitants voulaient manifester leurs sentiments de fidélité et donner l'exemple aux provinces. Qu'ils se hâtassent donc de prouver la sincérité de leur soumission *en prêtant devant le Saint-Sacrement un serment qui sortît non-seulement de la bouche mais du cœur*. En vertu de cette conclusion aussi bizarre qu'inattendue, le Saint-Sacrement resta pendant plusieurs jours exposé dans les églises de Madrid, et les habitants y furent admis à venir prêter serment de fidélité au roi Joseph. C'est un étonnement toujours nouveau de voir à quel point les hommes qui ont le plus abusé du serment ont confiance en son efficacité, avec quelle naïveté ils se flattent qu'une cérémonie qui n'a été pour eux qu'un moyen de tromper, sera pour tous les autres un engagement irrévocable et sacré.

Si les Espagnols avaient pu concevoir la moindre illusion au sujet de cette *Constitution libérale* qui selon l'allocution impériale du 15 décembre devait être la récompense de leur docilité, ils n'avaient qu'à ouvrir le *Moniteur* français du même jour pour être bien fixés sur la nature et l'étendue des libertés qui leur étaient promises. Le *Moniteur* du 15 décembre contenait en effet, au sujet du régime-modèle que Napoléon avait donné à la France, une définition tracée par lui-même et peu propre à exciter l'envie des nations étrangères. Lors de la réception des drapeaux pris sur l'ennemi, le Corps législatif avait chargé quelques-uns de ses membres de porter à l'impératrice une adresse de félicitations : « Je suis très-satifaite, avait répondu

Joséphine, que le premier sentiment de l'empereur après la victoire ait été pour *le Corps qui représente la nation.* » Napoléon était déjà très-irrité d'une légère opposition qui s'était manifestée dans cette assemblée à l'occasion d'un article du Code d'instruction criminelle. Il s'était plaint amèrement « de ce qu'au lieu de donner leur voix par scrutin contre la loi, les opposants avaient négligé *de demander un comité secret dans lequel chacun donnerait son opinion*, ce qui permettrait de voir *par le procès-verbal s'ils avaient tort ou raison*[1]. » L'empereur regrettait pour la première fois le silence auquel il les avait condamnés en s'apercevant que ce mutisme même rendait toute dénonciation impossible. C'était oublier bien vite que ces procès-verbaux n'avaient pas porté bonheur au Tribunat, mais les membres du Corps législatif avaient plus de mémoire.

En apprenant que l'impératrice avait qualifié de représentants de la nation des hommes qui n'osaient même plus motiver leur vote, tant il les avait abaissés et avilis, Napoléon éprouva un véritable accès de fureur comme toutes les fois qu'on évoquait devant lui les droits qu'il avait usurpés. Le *Moniteur* rappela aux députés leur néant et fit gronder la foudre sur ces têtes humiliées : « Sa Majesté l'Impératrice *n'a point dit cela*, affirmait cette note péremptoire. Elle connaît trop bien nos constitutions; elle sait trop bien *que le premier représentant de la nation, c'est l'Empereur*.... Dans l'ordre de nos constitutions, après l'Empereur vient le Sénat; après le Sénat, le conseil d'État; après

1. Napoléon à Talleyrand, 27 novembre 1808.

le conseil d'État, le Corps législatif.... La Convention, l'Assemblée législative étaient représentants, telles étaient alors nos constitutions. Aussi le président disputa-t-il le fauteuil au roi.... aujourd'hui ce *serait une prétention chimérique et même criminelle, de vouloir représenter la nation avant l'Empereur*. Le Corps législatif improprement appelé de ce nom devrait être appelé *conseil législatif* puisqu'il n'a pas la faculté de faire des lois, n'en ayant pas la proposition. *Il n'est que la réunion des mandataires des conseils électoraux.* »

Telle était bien dans tous ses traits essentiels cette constitution qu'il voulait imposer à toute l'Europe comme un type de perfection immuable et absolu; un sénat servile et tremblant composé de ses créatures, un conseil d'État composé d'instruments actifs et dociles, un Corps législatif réduit au rôle d'une chambre d'enregistrement, et au-dessus de ces ombres un homme, seul représentant de la nation, à la fois tribun et dictateur, investi du triple pouvoir de constituer, de légiférer et de gouverner. Ce n'était pas peu de chose que d'avoir si promptement réalisé cette théorie dégradante en pleine civilisation chrétienne, au milieu d'un siècle de lumière, mais c'était peut-être dépasser la mesure que de la proposer si ouvertement à l'admiration des peuples, car on avait pu accepter le césarisme comme une nécessité funeste et passagère, mais personne n'y voyait un système normal et durable. L'auteur seul de cet anachronisme prenait son rêve au sérieux, lui seul voulait poursuivre jusqu'au bout cette exhumation de la décadence romaine. Sa pensée ne pouvait sortir de ce cercle étroit, il en ressuscitait les noms, les institutions, les

mœurs; il en recherchait les analogies au point qu'il ne pouvait parler même du désastre de Dupont sans le comparer à celui de *Sabinus Titurius;* enfin il vivait avec délices dans ces siècles affreux dont le souvenir est un cauchemar pour tout esprit libre. A l'époque même où il déchaînait tant de fléaux sur la malheureuse Espagne, par un trait de contradiction qui n'avait pu éclore que dans le cerveau d'un César en démence, il envoyait à Cambacérès le projet d'un *temple de Janus* qui devait être bâti au sommet de Montmartre et *où se feraient les premières publications solennelles de la paix* [1]. L'érection d'un temple de la Paix, au moment où il venait de doubler la conscription en la portant à cent soixante mille hommes, lui semblait devoir être pour tous les Français une démonstration sans réplique de ses intentions conciliantes; et en cela, il faut en convenir, il n'avait pas encore trop présumé de la crédulité de ce peuple qu'on mène avec des mots. Ce temple devait coûter de trente à quarante millions. Comme l'énormité de cette somme eût pu nuire à la popularité du monument, Napoléon avait eu l'idée également romaine de la lever exclusivement sur la classe des électeurs qui ne comptait pas alors plus de trente à quarante mille membres actifs. C'était donc selon son calcul une somme de mille à trois mille francs à imposer à chacun de ces *Curiales* d'un nouveau genre.

Il y avait déjà près de vingt jours que Napoléon était à Madrid, et il n'avait encore rien fait pour battre l'armée anglaise. Il est certain que si, peu de jours

1. Napoléon à Cambacérès, 26 novembre.

après son arrivée dans cette capitale, il avait selon sa méthode habituelle marché tout droit aux Anglais pour achever sa victoire, il aurait mis l'armée de Moore dans le plus grand péril. Ce général n'avait, en effet, reçu que dans les premiers jours de décembre, son artillerie et sa cavalerie que lui amenait son lieutenant Hope, de la vallée du Tage à travers la chaîne de montagnes qui sépare les deux Castilles; mais il n'avait pas encore pu opérer sa jonction avec le général Baird. Moore était un chef prudent autant que brave : il était adoré de son armée et ses juges les plus sévères ne lui ont reproché que son excessive défiance de lui-même. Il avait éprouvé en Espagne tous les mécomptes qui attendent un homme de commandement au milieu d'une insurrection désordonnée. Apprenant coup sur coup à Salamanque les désastres de l'armée espagnole, profondément découragé par le désordre, l'indiscipline, l'inertie des auxiliaires sur lesquels il avait compté, irrité des alternatives de jactance et d'abattement qu'offrait leur conduite, trop faible enfin lui-même avec ses vingt mille hommes, pour entreprendre rien de sérieux contre un ennemi si supérieur en forces, Moore, en proie aux plus douloureuses perplexités[1], s'était d'abord décidé à quitter sa position avancée de Salamanque pour battre en retraite sur le Portugal en donnant à David Baird l'ordre de rétrograder sur la Corogne. Bientôt après, sur les instances des généraux espagnols et de Frere, l'envoyé britannique auprès

1. On en trouve le témoignage à chaque page de sa *correspondance* et de son *journal*.

de la junte centrale, il consentit, à la grande joie de ses soldats qui brûlaient de combattre[1], à marcher sur Valladolid pour faire une diversion en faveur des insurgés de l'est et du midi. Mais en se décidant à attirer à lui dans le nord les forces de Napoléon, il lui fallut sacrifier ses communications avec le Portugal et déplacer sa ligne de retraite, qui allait être désormais sur la Corogne au lieu d'être sur Lisbonne.

Dans sa marche sur Valladolid, le général Moore intercepta un message par lequel Napoléon prescrivait à Soult de se porter sur Léon et de refouler le corps de la Romana dans la Galice. En conséquence de ce renseignement il prit un peu à gauche la route de Toro et de Benavente pour soutenir ses alliés contre Soult, et fit le 20 décembre à Majorga sa jonction avec Baird, ce qui porta ses forces à vingt-cinq mille hommes[2]. Heureusement pour nous, Soult était resté dans les environs de Carrion, et il put se replier devant les Anglais qui s'avancèrent jusqu'à Sahagun (22 décembre).

Telle était la situation de l'armée anglaise lorsque Napoléon se détermina enfin à venir l'attaquer. Le nombre de ses troupes dans la Péninsule n'avait fait que s'accroître, puisque les corps d'armée de Junot et de Mortier venaient de déboucher l'un sur Burgos, l'autre sur Saragosse où il allait renforcer Moncey; nos soldats avaient même remporté sur les Espagnols de nouveaux avantages, et cependant bien loin que

1. *Story of the peninsular war* by the marquis of Londonderry.

2. Ce chiffre est établi déduction faite des troupes laissées en Portugal ou à Lugo, des malades restés dans les hôpitaux. Il est emprunté à un *état officiel de l'armée* de Moore en date du 19 décembre 1808, inséré dans l'*Histoire de la guerre de la Péninsule*, de Napier.

nos embarras fussent terminés en Espagne, tout y semblait à recommencer. La soumission de Madrid avait produit dans les provinces un mouvement de colère et d'indignation. Les armées de l'insurrection, bien que repoussées sur tous les points, semblaient se recruter dans la fuite comme les nôtres se recrutaient dans la victoire. Tout ce qui n'avait pas été tué sur le champ de bataille s'enrôlait tôt ou tard de nouveau. Au bout de quelque temps il n'était pas un Espagnol en état de porter les armes qui n'eût servi successivement dans cinq ou six armées différentes. Il fallait tuer pour soumettre, et Napoléon ne reculait pas devant cette conséquence très-logique de son entreprise. Mais elle était d'une exécution difficile avec un ennemi si habile à se dérober. Aussi voyait-on reparaître en quelques jours une armée dont les bulletins avaient annoncé *la totale destruction*. L'armée de Blake, anéantie à Espinosa, comptait aujourd'hui dix mille hommes en Castille et presque autant dans les Asturies sous les ordres de la Romana; celle de Palafox, enfermée dans Saragosse, tenait en échec les deux corps de Moncey et de Mortier; celle de Castaños, si vivement poursuivie à Sigüenza, s'était rabattue sur Cuenca dans de fortes positions sous les ordres du duc de l'Infantado, et ses rangs grossissaient à vue d'œil; celle d'Estrémadure enfin, sur le point de se dissoudre sous ses propres excès après Somosierra, et déshonorée par le meurtre de San Juan, son général, avait été rappelée à l'ordre par Galuzzo qui occupait Almaraz sur le Tage.

Cette situation de nouveau incertaine après des succès en apparence si décisifs est peut-être au fond

la vraie cause du retard que mit Napoléon à reprendre l'offensive. Habitué à étreindre fortement ses adversaires pour les détruire, il était quelque peu déconcerté par les allures évasives d'un ennemi qui disparaissait aussitôt qu'on voulait le saisir. Quoi qu'il en soit, ayant été informé le 19 décembre de la marche des Anglais sur Valladolid, il comprit que leur ligne de retraite était par là même changée et pénétra presque sur-le-champ le plan de Moore : « Tout porte à penser, écrivait-il dans une note laissée à Joseph, qu'ils évacuent le Portugal et portent leur ligne d'opération sur la Corogne. Mais en faisant ce mouvement de retraite ils peuvent espérer faire essuyer un échec au corps du maréchal Soult[1]. »

Cette dernière pensée était, en effet, une tentation bien naturelle dans la position du général Moore, qui allait se voir forcé de battre en retraite sans avoir combattu, et Napoléon espérait qu'il y succomberait. Nous aurions ainsi le temps de nous porter sur ses communications et de lui couper la route de la Corogne. L'empereur avait quatre-vingt mille hommes aux environs de Madrid, il en prit avec lui la moitié et laissa l'autre à Joseph[2], après avoir fait fortifier le Retiro qui devint un véritable camp retranché. Joseph gardait les corps de Lefebvre et de Victor avec deux divisions de cavalerie, forces plus que suffisantes pour repousser une attaque ; l'empereur emmenait avec lui le corps de Ney, la garde impériale, de fortes ré-

1. Notes pour Joseph, en date du 22 décembre 1808.
2. Ibid. Il faut réduire sur ce point les appréciations ordinairement si justes de Napier, qui estime à 50,000 hommes l'armée conduite par Napoléon contre Moore.

serves d'artillerie et de cavalerie. La perte des Anglais lui paraissait presque certaine, et il est incontestable qu'ils eussent échappé difficilement s'ils s'étaient laissé placer entre ces quarante mille hommes et le corps de Soult : « Je pars à l'instant, écrivait-il à Joséphine le 22 décembre, je vais *manœuvrer* les Anglais qui paraissent avoir reçu leurs renforts et *vouloir faire les crânes*. Le temps est beau, ma santé parfaite, sois sans inquiétude. »

Le soir de ce même jour il franchissait à pied les pentes du Guadarrama par une affreuse tempête de neige. Le temps, si beau jusque-là, était devenu mauvais, mais sans ralentir la rapidité de nos mouvements. Le 25 décembre Napoléon était à Tordésillas, non loin de Valladolid, toujours convaincu qu'il allait surprendre et enlever l'armée anglaise : « Faites mettre dans les journaux, écrivait-il à Joseph, que 36,000 Anglais sont cernés, que je suis sur leurs derrières, tandis que Soult est devant eux [1]. » Quelques jours plus tard il fallut déchanter.

Averti par la Romana de la marche de Napoléon, sir John Moore, en ce moment sur le point de se porter sur Saldaña pour y attaquer Soult (23 décembre), comprit la nécessité d'une retraite immédiate s'il voulait éviter de se trouver pris entre deux feux. Il sut prendre son parti avec autant d'habileté que de décision. Son chemin le plus direct pour gagner la Corogne était la route de Mansilla, mais comme elle était encombrée par les équipages de l'armée espagnole, il rétrograda rapidement sur Benavente, y fit

1. A Joseph, 27 décembre.

sauter les ponts de l'Ezla, et se mit en retraite sur Astorga (26 décembre). Notre avant-garde était encore à Médina de Rio-Seco. Moore pressa la marche de ses troupes; il laissa à Benavente un corps de cavalerie sous les ordres de lord Paget pour retarder la nôtre. En approchant de cette ville avec notre cavalerie légère, Lefebvre-Desnoettes, contrarié de voir les ponts rompus, fit traverser à gué l'Ezla à quatre escadrons. Ils furent ramenés et sabrés par les cavaliers ennemis, et Lefebvre lui-même fut fait prisonnier au moment où il allait se noyer dans la rivière.

Napoléon dut reconnaître que ses calculs avaient été déjoués. Il ne pouvait plus que poursuivre les Anglais sur leur ligne de retraite au lieu de les couper. Sa mauvaise humeur s'exhala en invectives injurieuses : « Les Anglais avaient non-seulement coupé les ponts, mais ils avaient fait sauter les arches avec des mines, *conduite barbare*, inusitée à la guerre !... aussi étaient-ils en horreur à tout le pays. » On voit combien ce grand homme devenait scrupuleux en fait de barbarie lorsqu'il s'agissait de juger la conduite de ses adversaires. Au fond, la barbarie qu'il leur pardonnait le moins c'était d'avoir échappé au piége. Depuis qu'il avait perdu l'espoir de la prendre, leur armée n'était plus de 36,000 hommes, mais de 25,000 : « Leur force réelle, écrivait-il, est de 20 à 21,000 hommes d'infanterie et de 4 à 5,000 de cavalerie. » Et il ajoutait : « Ils doivent de la reconnaissance aux obstacles qu'a opposés le passage de la montagne Guadarrama et aux *infâmes boues* que nous avons rencontrées ! » Les boues de la Pologne avaient passé en proverbe

grâce aux bulletins, mais les boues de l'Espagne étaient une légende un peu plus difficile à accréditer.

La principale difficulté de la retraite de Moore était moins désormais la poursuite de l'armée française que le manque de vivres et le mauvais état des chemins. Notre cavalerie, commandée par Bessières, le serrait de près, mais le corps de Ney était à peine arrivé à Benavente lorsque les Anglais avaient déjà dépassé Astorga. Soult gagnait rapidement du terrain depuis qu'il avait battu à Mansilla une arrière-garde espagnole chargée de défendre ce passage, mais il n'était pas assez fort pour entamer sérieusement les Anglais, bien qu'il leur fît beaucoup de mal en les harcelant sans relâche. Jusqu'à Villafranca leurs souffrances, quoique grandes, furent supportables. Mais lorsqu'il fallut traverser les montagnes couvertes de neige qui séparent Villafranca de Lugo, les vivres manquèrent presque complétement. Il fallut, pour s'en procurer, enfoncer les portes des maisons, et l'armée offrit des scènes de désordre indescriptibles. On laissa en route des hommes ivres, des blessés, de nombreux traînards trop faibles pour aller plus loin et, parmi eux, une multitude de femmes et d'enfants; on abandonna en les détruisant les bagages qu'on ne pouvait plus transporter; on jeta dans les précipices près d'un million en pièces d'or; on abattit par centaines des chevaux qu'on ne pouvait plus nourrir; enfin on n'échappa à un complet désastre que grâce à une marche d'une vitesse extraordinaire, qui permit à l'armée de sortir promptement de ces horribles défilés et de réparer ses forces à Lugo (5 janvier 1809). Jusque-là Moore avait hésité entre la Corogne et Vigo

comme ligne de retraite : à Lugo il reconnut la nécessité de se décider pour la Corogne où il devait trouver plus de facilités pour son embarquement[1]. Napoléon s'était arrêté à Astorga. Lui-même en a donné pour raison, dans une lettre de cette époque, qu'en suivant plus loin le mouvement de son armée il se serait trouvé à vingt journées de Paris. D'autre part, les bruits de l'armée rapportèrent qu'après avoir reçu et lu ses dépêches le 2 janvier à Astorga, il était demeuré pendant quelques instants absorbé dans de profondes réflexions, puis avait donné des ordres de départ pour Benavente sans communiquer sa pensée à personne. De là l'opinion très-accréditée qu'il avait reçu ce jour-là des nouvelles d'une nature grave qui l'obligeaient à rentrer en France. Sans contester la réalité de la petite scène de la lecture des dépêches, qui est attestée par des témoins dignes de foi, nous croyons que la détermination de Napoléon doit être attribuée à des motifs tout différents. D'abord il ne s'était produit ni en France ni en Europe aucun fait nouveau qui pût motiver ce soudain revirement. L'Autriche continuait à armer comme elle avait fait depuis plusieurs mois, mais elle était encore bien loin de pouvoir entrer en action. Quant à l'influence qu'on a attribuée aux intrigues de Fouché et de Talleyrand, c'est une hypothèse bâtie sur des commérages sans importance. Il ne se passait rien à Paris qui pût causer à Napoléon la plus légère inquiétude. Son vrai motif pour s'arrêter c'est qu'il avait reconnu qu'il

1. *Letter from lieutenant-général sir John Moore to viscount Castlereagh. Jan.* 13, 1809 : *Ann. reg.*

n'y avait plus aucun moyen d'empêcher l'embarquement des Anglais. Son coup d'éclat, si bruyamment annoncé, était manqué, et il se souciait peu de faire quarante à cinquante lieues à travers des chemins horribles pour assister à leur évasion, en recueillant pour tout trophée d'une si pénible expédition trois ou quatre mille traînards vaincus par la fatigue plutôt que par ses armes. Il laissa ce succès peu enviable aux maréchaux Soult et Ney, et retourna lui-même à Valladolid.

Le général Moore avait quitté Lugo le 8 janvier au soir, après avoir vainement offert la bataille à Soult pendant deux jours de suite. Le 11 il atteignit la Corogne et toucha enfin au terme de cette difficile retraite qu'il avait conduite avec autant de fermeté que de prudence. Une surprise accablante l'attendait là. Les bâtiments sur lesquels il devait s'embarquer n'étaient pas encore arrivés. Il reçut la nouvelle sans fléchir et disposa tout pour livrer bataille aux Français dont les corps étaient heureusement en retard. Le 14 janvier, les transports de Moore parurent en vue de la Corogne. Sortant alors de son inaction, Soult s'efforça de s'opposer à l'embarquement des Anglais. Il leur livra un long et sanglant combat dans la journée du 16, mais il ne parvint sur aucun point à entamer leurs positions. Les Anglais embarquèrent jusqu'à leur dernier homme avant de s'éloigner de la Corogne, mais leurs deux généraux Moore et David Baird furent, l'un frappé à mort, l'autre grièvement blessé, au moment où s'opérait la délivrance de l'armée qu'ils avaient sauvée à force de persévérance et d'intrépidité. « Vous savez, dit Moore au moment

d'expirer à son ami le colonel Anderson, que j'ai toujours souhaité de mourir ainsi.... j'espère que le peuple anglais sera content[1] ! »

Napoléon était parti de Valladolid pour Paris le 17 janvier 1809, sans même attendre le résultat de la poursuite de Soult et de Ney. Dès le 1er janvier il avait prévu qu'il ne réussirait pas à empêcher l'embarquement des Anglais; c'était là le vrai motif de sa soudaine résolution de ne pas aller plus loin. Tout ce qu'on a écrit à ce propos sur la prétendue possibilité de les atteindre en chemin, sur la faute qu'auraient commise les deux maréchaux en favorisant la fuite de l'ennemi par leur lenteur, tombe devant ces simples mots adressés à Soult au nom de l'empereur par le major-général Berthier, le 1er janvier 1809 : « Monsieur le maréchal, l'empereur, prévoyant l'embarquement des Anglais, a dicté des instructions pour les dernières opérations du duc d'Elchingen et pour les vôtres. Il ordonne que, *lorsque les Anglais seront embarqués,* vous marchiez sur Oporto, etc.[2] » Pour que l'empereur admît cette retraite comme un fait accompli si longtemps avant qu'elle fût achevée, il fallait non-seulement qu'elle fût très-probable, mais qu'elle eût en sa faveur mille chances contre une.

Rien n'était terminé en Espagne lorsqu'il prit le parti de retourner en France. L'armée anglaise s'éloignait de la Corogne, mais il était très-présumable

1. J. C. Moore : *Life of sir John Moore* — Lord Londonderry : *Story of the Peninsular War* — Robert Southey : *Id.* — Napier : *Histoire de la guerre de la Péninsule,* traduction et notes du général Mathieu Dumas, etc.

2. Dépêche de Berthier à Soult. — *Mémoires* du roi Joseph.

qu'elle allait revenir par mer sur le Portugal où elle avait laissé un détachement de près de dix mille hommes. C'était aussi dans cette direction que s'était repliée l'armée de la Romana, très-maltraitée mais non détruite. Sur d'autres points de la Péninsule la résistance était loin d'être vaincue. Lannes avait pris la conduite du siége de Saragosse; il le poursuivait avec une froide et inflexible énergie, mais rien n'annonçait encore qu'il dût triompher de la résolution indomptable des habitants : cette ville occupait à elle seule deux de nos corps d'armée, ceux de Moncey et de Mortier. De son côté Victor avait battu à Uclès l'armée de l'Infantado et l'avait rejetée sur Valence, mais ce succès n'avait rien de définitif. Saint-Cyr, entré en Catalogne au commencement de novembre, avait réussi à débloquer Barcelone à la suite d'une de ces campagnes méthodiques et savantes dans lesquelles il excellait, mais bien qu'il eût battu les Catalans dans plusieurs rencontres, il était loin encore d'avoir soumis cette province. L'Andalousie enfin, si funeste à nos armes, était encore intacte comme presque tout le midi de l'Espagne. Nous n'avions fait en un mot jusque-là que traverser le pays en vainqueurs, nous ne nous étions solidement établis nulle part; et pendant que nous écrasions la révolte sur un point, elle se relevait aussitôt sur un autre.

A supposer que la complète soumission de la Péninsule fût réalisable même pour le génie de Napoléon et en y employant toutes les ressources dont il pouvait disposer, c'était essentiellement une œuvre de patience et d'abnégation, qui ne promettait ni coups d'éclat grandioses, ni résultats immédiats. C'é-

tait une tâche qu'on ne pouvait mener à bonne fin qu'avec un mélange de douceur et de sévérité, en se résignant à de longs et habiles tempéraments; qui réclamait avant tout beaucoup de persévérance, de calme, de sagesse; c'était enfin quelque chose comme cette pacification de la Vendée qui avait fait tant d'honneur au général Hoche, mais avec des difficultés multipliées par le nombre de la population, par l'étendue des lieux, par l'intensité des haines nationales. Rien n'était plus antipathique qu'un pareil rôle aux aptitudes naturelles de Napoléon et surtout aux qualités bonnes et mauvaises que ses succès avaient développées en lui. Cette tâche patiente et délicate n'était compatible ni avec ses allures théâtrales, ni avec les emportements de son caractère absolu et violent, ni avec l'idée qu'il voulait donner de sa toute-puissance et de son infaillibilité. Il résolut donc de la laisser à ses lieutenants, bien convaincu qu'il en aurait lui-même tout l'honneur en cas de réussite, et qu'eux seuls en porteraient la responsabilité en cas d'insuccès.

Afin de colorer aux yeux de l'Europe un retour difficile à motiver après ces manifestes dans lesquels il avait annoncé avec tant d'emphase *qu'il allait planter ses aigles sur les tours de Lisbonne*, il écrivit et data de Valladolid même, la veille de son départ, une série de circulaires des plus belliqueuses adressées aux princes de la Confédération germanique.

N'ayant aucun fait nouveau à reprocher à l'Autriche et voulant toutefois présenter son départ comme provoqué par cette puissance, il prenait occasion d'articles publiés par les gazettes de Vienne et de

Presbourg pour prescrire à ses confédérés une attitude menaçante à l'égard de la cour de Vienne. Il leur annonçait que sans toucher à un seul homme de son armée d'Espagne, il était prêt à se porter sur l'Inn avec 150,000 hommes. Il les avisait de préparer leur contingent : « la *Russie*, ajoutait-il par une insinuation adroite, est indignée de la conduite extravagante de l'Autriche. Nous ne pouvons rien concevoir à cet esprit de vertige et de folie avant-coureur de la perte des États. — Est-ce que les eaux du Danube auraient acquis la propriété de celles du Léthé ! »

Il croyait pouvoir se permettre cette provocation sans rendre immédiate une guerre qu'il voulait faire en choisissant son heure. C'était évidemment sur l'Autriche qu'il se proposait de prendre sa revanche de ses demi-succès d'Espagne. Son prestige, si gravement atteint depuis Baylen et Cintra, ne pouvait pas être relevé dans les lenteurs et les longues incertitudes de la guerre péninsulaire, il le rétablirait donc aux dépens de l'Autriche depuis si longtemps habituée à être battue. Insensiblement il adoptait envers l'Espagne la même politique qu'envers l'Angleterre; il en venait à se dire qu'il battrait l'Espagne en Europe.

En quittant la Péninsule il laissa à Joseph quelques instructions politiques et militaires. Les instructions militaires contenaient le plan d'une campagne en Portugal et en Andalousie. Quant aux instructions politiques, elles étaient beaucoup plus sommaires et s'étaient fort simplifiées depuis l'échec des réformes. Elles formaient une sorte de refrain sinistre qui revenait dans toutes les lettres que Napoléon écrivait à Jo-

seph : « Je ne suis pas content de la police de Madrid, lui écrivait-il le 10 janvier, de Valladolid ; Belliard est trop faible ; avec les Espagnols il faut être sévère. *J'ai fait arrêter ici quinze des plus méchants et je les fais fusiller.* Faites-en arrêter une trentaine à Madrid. *Quand on la traite avec douceur, cette canaille se croit invulnérable. Quand on en pend quelques-uns, elle commence à se dégoûter du jeu et devient humble et soumise comme elle doit être*[1]. »

Le 12 janvier, il revient sur ces recommandations ; il lui témoigne sa satisfaction de ce que Belliard a commencé à les mettre en pratique : « *L'opération* qu'a faite Belliard est excellente. *Il faut faire pendre à Madrid une vingtaine des plus mauvais sujets.* Demain j'en fais pendre dix-sept connus par tous les excès.... Si l'on ne débarrasse pas Madrid d'une centaine de ces boute-feu, on n'aura rien fait. *Sur ces cent faites-en pendre ou fusiller douze ou quinze et envoyez le reste aux galères.* Je n'ai eu de la tranquillité en France et je n'ai rendu de la confiance aux gens de bien qu'en faisant arrêter deux cents boute-feu et assassins de septembre et en les envoyant dans les colonies. Depuis ce temps l'esprit de la capitale a changé comme par un coup de sifflet[2]. »

Le 16 janvier, il insiste encore sur ces préceptes de haute politique pour mieux les graver dans l'âme débonnaire de Joseph : « La cour des Alcades de Madrid a acquitté ou seulement condamné à la prison une trentaine de coquins que Belliard avait fait arrêter : *il*

1. Lettre insérée dans les *Mémoires* du roi Joseph et non reproduite dans la *Correspondance* de Napoléon.
2. *Mémoires* du roi Joseph.

faut nommer une commission militaire pour les juger de nouveau et faire fusiller les coupables.... Ici on a fait l'impossible pour obtenir la grâce des bandits qui ont été condamnés. J'ai refusé, *j'ai fait pendre, et j'ai su qu'au fond du cœur on avait été bien aise de n'avoir pas été écouté*. Je crois nécessaire que, dans les premiers moments surtout, votre gouvernement montre un peu de vigueur contre la canaille. La canaille n'aime et n'estime que ceux qu'elle craint; et la crainte de la canaille peut seule vous faire aimer et estimer de toute la nation[1]. »

Il lui recommandait enfin de faire *prendre* à Madrid, dans les couvents et les maisons confisquées, une *cinquantaine de chefs-d'œuvre* de l'École espagnole qui manquaient, disait-il, à la collection du Muséum à Paris[2].

Les conseils contenus dans ces fraternels épanchements constituaient au fond tout le programme de la politique impériale et royale. Tels furent les adieux de Napoléon à ce peuple qu'il se disait appelé à *régénérer!*

1. *Ibid.*
2. Napoléon à Joseph, 15 janvier.

CHAPITRE XII.

RUPTURE AVEC L'AUTRICHE. — BATAILLE DES CINQ JOURS.— SECONDE PRISE DE VIENNE. — ESSLING (FÉVRIER-MAI 1809).

Parti de Valladolid le 17 janvier 1809, l'Empereur était aux Tuileries le 23 janvier. On a souvent répété que les intrigues de Paris n'avaient pas moins contribué que les armements de l'Autriche à ce retour inopiné qui surprit tout le monde. Tels furent en effet les prétextes qu'il lui plut d'alléguer pour expliquer son brusque départ de la Péninsule, mais c'est mal connaître ce caractère que de prendre au sérieux les interprétations qu'il lui convenait de donner de sa conduite. Ses vrais motifs, Napoléon ne pouvait les dire. Il ne pouvait avouer que lui qui avait détruit en huit jours la puissance militaire de la Prusse, il se sentait humilié, exaspéré d'avoir passé en Espagne près de trois mois sans venir à bout d'une résistance dont-il ne parlait qu'avec le dernier mépris. Au fond ce n'était ici qu'une répétition de la volte-face de Boulogne avec moins d'impatience de faire la guerre, mais avec un égal désir d'avoir l'air d'y être provoqué. Mais les

fausses apparences dont il sut habilement s'emparer pour paraître contraint de quitter un pays qu'il lui tardait d'abandonner ne soutiennent pas un examen attentif. Les préparatifs de l'Autriche se poursuivaient lentement; son agression, dont Napoléon devait hâter l'heure par ses propres défis, était loin d'être imminente. Quant aux prétendues intrigues de Paris, elles se réduisaient à des bavardages inoffensifs.

Il y avait eu, comme toutes les fois que l'Empereur était loin de la France, un peu plus de liberté dans les propos, un peu moins de timidité dans les mécontentements. En dépit de cette muraille chinoise que sa police élevait autour de la France, quelques rayons de lumière avaient fini par y éclairer ces événements d'Espagne qu'il aurait voulu envelopper d'une obscurité impénétrable, et le public, trop démoralisé pour les juger avec l'indignation qu'ils méritaient, osait toutefois blâmer une entreprise que le succès semblait hésiter à sanctionner. Quant à la grande masse, elle commençait à se plaindre des conscriptions qui la décimaient, mais ses griefs n'allaient pas au delà. Quelques-uns des plus hauts fonctionnaires de l'Empire, inquiets de voir leur position compromise, s'associaient discrètement à ces critiques. D'autres remettaient sur le tapis l'inévitable question de savoir ce qu'il y aurait à faire si l'Empereur venait à succomber en Espagne, prévoyance d'autant plus naturelle que la famille impériale était divisée par des haines implacables.

Mais ces murmures avaient peu d'échos en dehors des coteries de salons. Il n'existait alors ni presse ni tribune pour leur donner le retentissement qu'ils

auraient dû avoir. Le Corps législatif était, il est vrai, rassemblé, mais quoique peu satisfait de la marche des affaires, il n'élevait jamais la voix que pour faire entendre de basses adulations. En y regardant de très-près, on pouvait toutefois relever un signe presque imperceptible de sa secrète désapprobation dans le nombre assez notable de votes opposants par lequel il accueillait le projet de code d'instruction criminelle. Son courage civil alla un jour jusqu'au rejet d'un article de loi, et il rentra aussitôt sous terre, effrayé de sa propre témérité.

On citait à côté de ce grand événement un autre incident non moins gros de menaces, au dire d'alarmistes intéressés à faire valoir leur zèle. Un rapprochement avait eu lieu entre Fouché et Talleyrand, longtemps ennemis déclarés. Ces deux personnages, qui n'étaient pas hommes à se laisser prendre au dépourvu par les événements, avaient eu ensemble de longs entretiens. Ils avaient compris la nécessité de s'entendre et de se concerter pour une action commune en prévision d'une mort de l'Empereur. On affirma qu'avant de partir pour Naples, Murat, le propre beau-frère de Napoléon, avait donné son adhésion à tous leurs plans avec l'espoir fondé d'en profiter un jour au moyen de sa popularité dans l'armée[1]. Que de semblables confidences eussent été échangées en effet entre des hommes préoccupés de sauvegarder leur grande position politique, et qui tous avaient eu plus ou moins à se plaindre des procédés de l'Empereur,

1. Voir à ce sujet, dans le *Journal* de Stanislas Girardin, une conversation avec l'impératrice Joséphine à la date du 24 février 1809, écrite évidemment le jour même.

c'était infiniment probable. Elles étaient naturellement suggérées par les dangers du présent et les incertitudes de l'avenir; elles n'étaient qu'une répétition affaiblie de tout ce qu'on avait entendu dans des circonstances analogues, à l'époque de Marengo, d'Eylau et même d'Austerlitz. Mais ces confidences n'étaient pas sorties du domaine de la conversation privée, et, à moins de se faire déclarer immortel, on ne voit pas comment Napoléon aurait pu prétendre les interdire. Enfin, leurs auteurs étaient si loin de songer même à un commencement d'exécution du vivant de l'Empereur, que celui auquel devait échoir le principal rôle, le roi Murat, se trouvait à Naples, poste singulièrement choisi pour conspirer à Paris.

L'importance même qu'on attribuait à ces commérages d'antichambre prouve combien on avait peu de faits sérieux à alléguer; et si Napoléon en fit tant de bruit, c'est qu'en ce moment il lui fallait à tout prix des coupables afin de pallier le fâcheux effet de son retour précipité. Parmi les nombreux emprunts qu'il avait faits à l'époque des Césars, il n'avait eu garde d'oublier les délateurs. La dénonciation était un des grands ressorts du régime impérial; elle était imposée comme un devoir à tous les fonctionnaires de l'Empire, depuis le sénateur jusqu'aux membres obscurs de l'Université[1]. L'Empereur avait en outre plusieurs polices occupées principalement à se dénoncer les unes les autres. Fouché, dont la charge consistait à surveiller les autres, était lui-même espionné de plus près que personne. L'Empereur connut bientôt,

1. Cette obligation était inscrite dans les statuts de l'Université (art. 46). En ce qu concerne les sénateurs, voir le 3e vol.

dans le plus menu détail, le secret de la réconciliation opérée entre son ministre de la police et le grand chambellan. Il arrivait à Paris dans cet état de mauvaise humeur ou plutôt de rage froide qui ne l'avait pas quitté depuis le jour où il s'était vu forcé de renoncer à faire prisonnière l'armée anglaise. Cette colère sourde s'était manifestée dès Valladolid par des torrents d'invectives contre les Espagnols, ses généraux, ses soldats, contre son propre frère. Ses calculs se trouvant d'accord avec ses sentiments pour lui conseiller de marquer son retour par un éclat, il n'eut aucun effort à s'imposer pour faire à Paris l'apparition d'un maître irrité parmi des serviteurs tremblants.

Embarrassé toutefois de formuler contre ces deux hommes des accusations sans preuves, il se borna à censurer l'ensemble de leur conduite politique ou à relever des faits qui étaient de notoriété publique, tels que les propos tenus par Talleyrand au sujet de la guerre d'Espagne. Dans un conseil composé de ministres et de grands dignitaires, il reprocha à Fouché ses ménagements calculés envers les vieux partis, le peu de vigueur de son administration, la direction presque factieuse qu'il imprimait à l'esprit public, car, à force de réussir dans l'art de tromper les peuples, Napoléon en était venu à considérer l'opinion comme une force dont les gouvernements réglaient à leur gré les mouvements. L'opinion était à ses yeux une sorte de valeur de circulation qui devait se fabriquer à la Préfecture de police. Cette administration disposant en effet sur toute la surface de l'Empire des nouvelles intérieures et étrangères, des renseigne-

ments de toute espèce, des journaux qui servaient à les propager, ayant le pouvoir souverain non-seulement d'altérer les faits, mais de les inventer au besoin, l'opinion, qui n'est autre chose que la résultante de tous ces moyens d'information réunis, ne pouvait être qu'une élaboration de la police. Ce raisonnement était des plus corrects, mais il supposait en outre une chose essentielle, c'était la foi du public aux éléments d'appréciation qu'on lui transmettait; or, cette foi était déjà fort ébranlée.

Le plus gros de l'orage tomba sur Talleyrand. Depuis qu'on l'avait si étrangement chargé « de l'honorable mission d'entourer de plaisirs et de surveillance » les princes espagnols détrônés, le grand chambellan jugeait de plus en plus sévèrement cette affaire d'Espagne à laquelle il se trouvait désormais associé malgré lui par le rôle le plus fâcheux. A toutes ses raisons, pour désapprouver une entreprise dont la folie révoltait son bon sens sinon sa moralité, étaient venues se joindre des disgrâces personnelles qui étaient bien faites pour ulcérer un esprit sensible au ridicule. Selon un bruit alors très-répandu à Paris, si Talleyrand n'avait accepté qu'à son corps défendant la mission de distraire les hôtes de Valençay, Mme de Talleyrand l'avait prise fort à cœur et avait secondé les intentions de l'Empereur bien au delà des désirs de son mari. Ce bruit, vrai ou faux, n'avait pas contribué à réconcilier Talleyrand avec des plans qu'il n'avait approuvés que du bout des lèvres, et, selon l'usage, il s'était vengé de sa mésaventure par quelques-uns de ces mots charmants dans lesquels l'e prit n'était qu'une grâce ajoutée à la raison. Na-

poléon l'interpella violemment sur ces propos et sur d'autres censures qu'on lui attribuait; il lui rappela, en l'exagérant, la part qu'il avait prise aux négociations avec Izquierdo, il lui reprocha d'avoir osé blâmer l'exécution du duc d'Enghien après l'avoir conseillée. Alla-t-il jusqu'à l'accuser de l'avoir *conseillée par écrit?* On n'a sur cette scène fameuse d'autre témoignage que des souvenirs recueillis dans des conversations du duc de Gaëte[1], ce qui est fort insuffisant pour faire autorité. C'est donc avec très-peu de raison qu'on a allégué ce mot comme une preuve sans réplique de la complicité de Talleyrand dans le meurtre du duc d'Enghien, car il n'est pas même établi que ce mot a été prononcé. A supposer que Talleyrand eût joué dans cette circonstance un rôle qui était contraire à la fois et à son caractère et à ses intérêts, il n'était pas assez novice pour en laisser une constatation par écrit; et si un tel écrit avait existé, Napoléon n'eût pas été homme à s'en dessaisir.

Mais lors même que les paroles attribuées à Napoléon auraient été réellement prononcées, elles ne constitueraient qu'un témoignage de fort peu de valeur, si l'on considère que la moindre protestation de Talleyrand l'aurait perdu irrémissiblement et sans profiter en rien à sa justification. Quelle défense lui était en effet possible contre l'homme qui l'accusait? Devant quel tribunal aurait-il pu le citer en calomnie? Il savait au contraire tous les périls que pouvait

1. Notamment par Meneval et par Thiers. Gaudin n'assista d'ailleurs pas plus à la scène que Mollien qui en parle également par ouï-dire dans ses *Mémoires d'un ministre du Trésor* (t. III). Mollien dit pas un mot de l'accusation relative au duc d'Enghien.

lui créer un simple démenti. Il fallait, pour les braver, un courage dont les plus intrépides généraux de Napoléon se montrèrent eux-mêmes bien rarement capables. Talleyrand se tut. Il reçut, sans répliquer un mot et avec cette impassibilité froide qui était sa façon à lui d'avoir de la dignité, cette explosion de reproches mêlée de menaces et d'expressions insultantes. Imperturbable, attentif à ne donner aucune prise à la colère de son puissant adversaire, il s'étudiait à éviter le danger sans chercher à raisonner avec lui, comme l'homme en lutte avec un élément, et il le dominait de toute la hauteur de son calme. Quand ce fut fini, il s'inclina profondément et sortit. Napoléon, qui eût trouvé plaisir à le frapper en ce moment, éprouva une sorte d'impossibilité morale à le faire avec avantage à la suite d'une scène qui avait consterné tous ceux qui en avaient été témoins. Il se contenta de retirer à Talleyrand sa clef de grand chambellan pour la donner à M. de Montesquiou, mais l'éminent diplomate n'en garda pas moins sa charge de vice-grand électeur. Il dissimula son dépit sous les dehors d'une parfaite aisance, parut n'avoir conservé aucun souvenir des outrages dont il avait été l'objet, et se montra de nouveau aux Tuileries avec une attitude soumise, mais également éloignée de la contrainte et de l'empressement, comme s'il avait le sentiment que la cour ne pouvait exister sans lui, qu'il était un grand dignitaire-né, indispensable au pays sinon à l'Empereur.

Fouché garda ses fonctions de ministre de la police où l'on n'eût pas facilement remplacé cet homme précieux. Il avait sur ses concurrents plus jeunes

l'avantage d'avoir trahi tous les partis depuis l'année 1793, et il commençait à méditer d'ajouter une trahison de plus à ses états de service. En revanche, la foudre impériale tomba sur une femme qui tenait à la fois au nouveau régime par des fonctions de cour, et à l'ancien par sa famille. Mme de Chevreuse avait échappé une première fois à l'exil, grâce à l'intervention alors toute-puissante de Talleyrand; elle fut enveloppée dans la disgrâce de son protecteur et reçut l'ordre de s'exiler à quarante lieues de Paris. On lui reprochait quelques épigrammes féminines et un refus de remplir les fonctions de dame d'honneur auprès de la ci-devant reine d'Espagne : « Que les Luynes y prennent garde! s'écria à ce propos l'Empereur. S'ils m'échauffent la bile, je ferai reviser la confiscation des biens du maréchal d'Ancre, et il ne manquera pas d'héritiers pour leur réclamer ses dépouilles! » Quant à Murat, protégé par l'éloignement, il n'éprouva qu'un contre-coup affaibli de la colère du maître. Champagny reçut l'ordre de le réprimander au sujet des décorations de l'ordre des Deux-Siciles qu'il s'était permis de distribuer à des Français sans l'autorisation de l'Empereur, « ce qui était *souverainement ridicule*[1]. » Le ministre dut enjoindre en même temps à ce souverain de renvoyer sur-le-champ en France les hommes qu'il y avait enrôlés.

Après cette satisfaction donnée à la mauvaise humeur, aux ressentiments, à l'orgueil blessé, il était urgent de se préparer à cette guerre qu'on avait rendue à peu près inévitable. Lors même, en effet, que

1. Napoléon à Champagny, 24 janvier 1809.

Napoléon aurait eu un désir sincère de la prévenir, ce qui n'était pas, il était bien tard pour revenir en arrière après les démonstrations provoquantes qui venaient de combler la mesure des griefs anciens ou récents du cabinet de Vienne. La circulaire adressée par l'Empereur aux princes de la Confédération du Rhin était une de ces menaces directes devant lesquelles une puissance ne peut plier sans perdre toute influence et tout prestige. Cette menace devait être d'autant plus sensible à l'Autriche qu'elle était le dernier terme d'une longue série d'humiliations, et que la cour de Vienne n'avait rien fait pour se l'attirer. Elle avait, il est vrai, continué sans bruit ses armements afin de mettre, ainsi qu'elle en avait avec raison allégué le droit et la nécessité, son état militaire en rapport avec celui de tous ses voisins, mais elle n'avait pas dépassé la limite de ses priviléges de puissance indépendante; on n'avait à lui reprocher aucune démarche qui pût motiver l'éclat des manifestes de Valladolid. Napoléon lui-même était maintenant forcé de convenir avec ses confidents de la fausseté de ses accusations : « L'Autriche, écrivait-il à Eugène dès les premiers moments de son retour à Paris, *ne fait pas de mouvements comme on l'avait cru;* il faut cependant se tenir alerte[1]. » « Comme on l'avait cru, » voulait dire : comme il lui avait plu de le supposer pour avoir le prétexte de quitter l'Espagne. Mais, fondée ou non, la provocation était lancée, il fallait la soutenir; il fallait surtout rejeter sur l'Autriche l'apparence des premiers torts, et c'est en quoi Napoléon excellait.

1. Napoléon à Eugène, 26 janvier 1809.

Il n'est guère de lieu commun historique plus répandu que celui qui consiste à imputer « à la folle agression de l'Autriche » la responsabilité de la guerre de 1809 ; il n'en est guère non plus de plus insoutenable et de plus faux. L'empereur Napoléon savait à merveille que, pour les esprits incapables de discernement, — ce qui forme l'immense majorité même parmi ceux qu'on appelle les gens d'esprit, — c'est toujours celui qui tire le premier coup de fusil qui est l'auteur de la rupture. Aussi n'a-t-il rien négligé pour accréditer ce thème des provocations autrichiennes. Ses démarches diplomatiques auprès d'Alexandre ont eu surtout pour but de prouver qu'il voulait éviter la guerre ; mais à ce moment il l'avait déjà rendue impossible à prévenir ; et l'on peut dire en toute vérité que jamais gouvernement n'y a été poussé par une nécessité plus inexorable que le cabinet de Vienne en 1809. On n'examine d'ordinaire à cette occasion que les arguties plus ou moins subtiles qui furent échangées dans les notes diplomatiques de la dernière heure ; c'est rabaisser le débat à des proportions puériles. La nécessité de la guerre de 1809 n'est pas sortie à l'improviste du choc de deux rivalités ; elle remonte à la paix de Presbourg, à cette époque où, par un indigne abus de la victoire, Napoléon avait, contre l'avis de ses conseillers les plus sages, enlevé d'un seul coup à l'Autriche quatre de ses provinces et un quart de sa population.

Après ce traité inique et imprévoyant qui faisait à l'Autriche une condition de salut et une loi d'existence d'épier l'heure d'une revanche, Napoléon avait-il du moins essayé de regagner par de bons procédés

l'amitié de cette puissance? Il avait complété sa ruine en la contraignant par des menaces peu dissimulées à entrer dans le blocus continental. Il avait affiché à Tilsit l'intention de l'exclure de toutes les grandes affaires européennes. Lui qui n'aurait pas souffert que l'Autriche touchât à un village sur le Danube, il avait, sans la consulter, disposé successivement de la Prusse, du Portugal, de l'Espagne, de la Toscane, des États du pape et enfin de la Moldavie et de la Valachie, provinces situées sur les frontières autrichiennes, comme si c'étaient là des questions qui ne la regardaient pas, comme si l'Autriche était devenue étrangère à l'Europe, comme si de semblables énormités ne compromettaient en rien ni sa sécurité, ni ses intérêts, ni son honneur! A des envahissements qui lui prédisaient si clairement le sort qui lui était réservé tôt ou tard à elle-même on avait ajouté d'intolérables offenses. Elle n'avait pas seulement été écartée d'Erfurt; on avait répondu à une démarche courtoise par d'insolentes remontrances. Enfin, lorsque, pour se mettre à l'abri de tant d'avanies, elle avait commencé ses armements, on lui avait presque intimé l'ordre de les cesser; on lui avait demandé de sanctionner par son approbation toutes les infamies qui avaient indigné l'Europe en reconnaissant le roi Joseph. Et aujourd'hui, après l'avoir poussée à bout, après lui avoir mis l'épée à la main par tant d'affronts successifs, on l'accusait de vouloir la guerre! On ajoutait l'ironie à la mauvaise foi en lui reprochant de troubler la paix du monde. On lui promettait toutefois sa grâce pleine et entière, à condition qu'elle consentirait à licencier ses troupes. Si l'empereur François se résignait à su-

bir ces dernières humiliations, autant valait pour lui signer dès lors sa propre déchéance.

Il fallait beaucoup compter sur l'ignorance et la crédulité pour espérer accréditer l'opinion que, selon une expression de Napoléon[1], l'attitude actuelle de l'Autriche envers la France était celle *du loup avec l'agneau;* mais sous ce rapport il croyait tout possible et l'on doit avouer qu'il y était autorisé par le prodigieux succès de son charlatanisme. Il résolut en conséquence de garder désormais envers cette puissance une grande réserve apparente tout en poussant avec activité ses préparatifs de guerre et ses menées diplomatiques. Pour rendre la cour de Vienne responsable devant l'Europe de la rupture qu'il avait lui-même provoquée, il imagina une grande démonstration collective de la France et de la Russie, par laquelle ces deux puissances offriraient à l'Autriche de garantir son intégrité si elle voulait consentir au désarmement. Cette garantie d'intégrité était une formule bien mal choisie pour rassurer la cour de Vienne, car personne n'ignorait combien Napoléon en avait été prodigue envers la Turquie et combien peu elle avait porté bonheur aux Turcs ; mais après une offre aussi solennelle l'Europe ne pourrait plus douter de son ardent désir de conserver la paix. Et si l'Autriche intimidée venait à reculer à la suite de cette double démarche, si contre toute attente elle se soumettait pour éviter la guerre, Napoléon se disait qu'après tout il serait toujours temps de rendre cette défaite diplomatique presque aussi décisive qu'un désastre militaire.

1. Napoléon au roi de Würtemberg, 17 mars.

Romanzoff, l'ambassadeur d'Alexandre et le défenseur de l'alliance française, système dont il se considérait comme l'inventeur, n'avait pas encore quitté Paris lorsque l'Empereur y revint. Napoléon le vit, il s'attacha à lui plaire; il le combla d'attentions, de présents, de prévenances; il s'efforça surtout de le pénétrer de ses idées politiques avant de le renvoyer à Pétersbourg : Alexandre avait eu jusqu'ici tous les avantages de l'alliance, le temps était venu maintenant d'en payer le prix et de s'en montrer reconnaissant. Allait-on lui demander des sacrifices bien pénibles? Non, ce qu'on voulait de lui c'était avant tout une démonstration énergique. Faite un peu plus tôt cette démonstration aurait suffi pour ôter à la cour de Vienne toute idée de faire la guerre. Aujourd'hui encore on pouvait l'en détourner si on savait lui parler un langage qui ne laissât aucune place à l'équivoque, car un cabinet si connu par ses traditions de prudence n'oserait jamais entreprendre de lutter contre les armées réunies de la France et de la Russie. Il fallait donc appuyer les paroles par un déploiement imposant de force militaire, et si l'Autriche refusait de céder, elle serait écrasée par le simple rapprochement des deux colosses.

Rien de plus évident que ces propositions, et il était difficile de les contester ouvertement. On ne pouvait nier ni les engagements ni leur efficacité, et on n'avait que de très-faibles arguments à invoquer pour en éluder l'exécution. En revanche, les objections qu'on ne pouvait pas dire étaient aussi fortes que nombreuses. Alexandre avait eu mille preuves que Napoléon ne s'était décidé à tenir les promesses

de Tilsit que la main forcée par les embarras qui étaient venus compliquer sa situation; il était donc dispensé de toute reconnaissance et n'avait à envisager que son propre intérêt. En quoi son intérêt lui conseillait-il d'intervenir pour mettre fin à des embarras qui lui avaient été si profitables?

Il avait au contraire tout avantage à les voir augmenter. En adoptant cette conduite il ne faisait que mettre en pratique les maximes que Napoléon lui avait si souvent prêchées; il sacrifiait « la politique de fantaisie » à la seule grande, à la seule vraie, à « la politique des intérêts. » Il était élémentaire de prévoir qu'un grand triomphe de Napoléon sur l'Autriche lui suggérerait immédiatement la pensée de reprendre ce qu'il avait donné. Mais ce n'était pas tout, l'empereur des Français montrait maintenant l'intention de porter un coup mortel à cette monarchie. Au profit de qui la détruirait-il? Ce ne serait pas à coup sûr au profit de la Russie. A qui retourneraient ces possessions polonaises de l'Autriche qui dans les mains de Napoléon pouvaient devenir une arme si dangereuse contre la domination russe?

Des préoccupations si naturelles dans la position d'Alexandre n'étaient pas faites pour lui inspirer des vœux bien ardents en faveur de notre cause; mais il ne pouvait désirer non plus nous voir vaincus sans s'exposer à perdre le fruit de ses complaisances passées. Il ne s'était encore établi solidement ni en Finlande où ses troupes mal commandées avaient été plusieurs fois battues par les Suédois, ni dans les principautés que la Turquie, réconciliée maintenant avec l'Angleterre, s'apprêtait à lui disputer énergique-

ment, et si Napoléon venait à essuyer quelque grand désastre, Alexandre se verrait contraint de renoncer à ces provinces tant convoitées.

Combattu par des sentiments si divers, le czar ne pouvait adopter qu'une conduite équivoque et indécise, et cependant jamais l'occasion d'un plus beau rôle ne s'était encore offerte à lui. Aujourd'hui, et aujourd'hui seulement, il touchait enfin à ce moment qu'il avait toujours rêvé, il était en toute vérité « l'arbitre de l'Europe. » Napoléon semblait vouloir le proclamer lui-même par le bruit qu'il faisait du concours et des armées d'Alexandre. Il semblait plus compter sur l'effet de cette menace que sur l'effroi qu'il inspirait lui-même. Nous ne pouvions plus rien en effet sans la permission du czar. Obligés de porter la guerre sur le Danube pendant que la moitié de nos forces était occupée sur le Tage, la folie de notre politique nous avait mis à sa discrétion. Il dépendait de lui de soulever le continent tout entier contre nous. L'Allemagne frémissante, travaillée sans relâche par ses mille sociétés secrètes, n'attendait qu'un signal pour s'insurger du Hanovre au Tyrol. Le roi de Prusse était venu à Pétersbourg avec la reine (en décembre); il avait épuisé les protestations de dévouement; il eût saisi avec une ardeur désespérée l'occasion d'une nouvelle lutte. L'empereur d'Autriche venait d'envoyer au czar (en février) le prince de Schwarzemberg pour tenter de le ramener à cette cause européenne qu'il avait désertée après l'avoir servie avec honneur. L'Angleterre ne demandait qu'à lui ouvrir les bras. La Turquie elle-même, qui venait de rompre bruyamment avec Napoléon après avoir enfin découvert toutes les trahisons

qu'il avait tramées contre elle à Tilsit et à Erfurt, eût été facilement entraînée à combattre contre nous. Si l'on considère que tous les autres pays soumis à notre domination, la Hollande, la Suisse, l'Italie en étaient profondément dégoûtés, que nous avions alors deux cent cinquante mille hommes en Espagne, on est obligé de reconnaître qu'il y avait là tous les éléments d'une coalition de force à prévenir ou à briser toute résistance.

Ces éléments, Alexandre les tenait dans sa main et il pouvait d'un mot les déchaîner; mais il le pouvait à une seule condition, à la condition de se montrer désintéressé! En répudiant les bienfaits, il pouvait être ingrat non-seulement sans remords, mais avec la certitude d'être béni comme un libérateur et de laisser un grand nom dans l'histoire. Si sous la cendre refroidie de ses illusions de jeunesse, Alexandre avait gardé au fond du cœur quelque étincelle de ses ambitions premières, il dut sentir avec un amer regret qu'en négligeant cette chance inestimable pour s'assurer des possessions mal acquises, il se reniait une seconde fois lui-même et manquait à sa destinée. Par le plus juste des mécomptes il eut bien des sujets de se repentir de sa faiblesse, et lors de la guerre de 1812, et plus tard en se voyant frustré de la plus grande partie des dépouilles qui avaient tenté sa cupidité. Peut-être ce souvenir ne fut-il pas étranger à la mélancolie de ses dernières années. Mais lorsqu'un homme a eu l'occasion si belle et n'a pas su la saisir, il a pour toujours perdu le droit de se plaindre de la fortune.

Alexandre adopta un parti plus conforme à sa nature indolente et artificieuse. Ne voulant ni renoncer

aux avantages que lui valait l'alliance de Napoléon, ni contribuer à la défaite de l'Autriche, il se décida à rester autant que possible simple spectateur du combat. Lorsque Caulaincourt lui fit part des désirs de son maître, il écarta habilement comme inopportune et dangereuse l'idée d'un manifeste collectif adressé à la cour de Vienne, mais il s'engagea à faire tous ses efforts pour la détourner de la guerre. Quant à sa coopération militaire, il n'en contesta ni le caractère obligatoire ni la convenance, mais il ne cacha point qu'elle devait se réduire à peu de chose par suite des embarras et des périls que lui avaient créés les présents incommodes qu'il avait reçus de son auguste allié. Il avait une guerre au nord avec la Suède, il allait avoir affaire au midi aux forces réunies de la Turquie et de l'Angleterre, c'était beaucoup pour un empire épuisé, dont l'opinion était d'ailleurs très-peu favorable à l'alliance française. Tout ce qu'il pourrait faire en notre faveur, ce serait de concentrer un corps d'armée sur les frontières de la Gallicie. Ces promesses furent réalisées au moins en partie avec un zèle plein d'ostentation. La Prusse fut avertie qu'il fallait se résigner à se tenir en repos et qu'elle ne pouvait rompre avec la France sans rompre avec la Russie. Le prince Schwarzemberg reçut des déclarations qui n'étaient pas moins décourageantes. Il avait été chargé par sa cour de demander la main d'une sœur du czar pour l'un des archiducs; on la lui refusa et on assaisonna ce refus des plus graves remontrances sur la conduite imprudente du cabinet de Vienne. Mais en lui prodiguant ces conseils et ces avertissements, Alexandre s'abstint de prendre envers

l'Autriche l'attitude menaçante et résolue qui seule eût pu la faire reculer devant la guerre.

Ainsi échoua, comme il était facile de le prévoir, une intervention qui ne pouvait être efficace puisqu'elle ne pouvait être complétement sincère. Il est difficile de croire qu'un esprit aussi pénétrant que Napoléon ait beaucoup compté sur ce moyen de prévenir une rupture, alors qu'il semblait faire lui-même à Paris tout ce qu'il pouvait pour froisser et exaspérer l'Autriche. Depuis longtemps il affectait de ne plus adresser la parole à l'ambassadeur Metternich; il faisait insulter la cour de Vienne dans ses journaux, provocations sur l'origine desquelles il était impossible de se méprendre depuis qu'on savait qu'ils étaient tous rédigés par sa police; il ordonnait aux princes de la confédération du Rhin de mettre le séquestre sur les biens de tous les individus absents qui ne seraient pas rentrés dans le délai de trente jours (15 février); il leur prescrivait de faire prendre à leurs troupes des positions de guerre sur la limite de leurs territoires respectifs (21 février). Il ne songeait donc plus à la paix, ou si de faibles velléités de la maintenir traversaient par instants son esprit, c'était seulement lorsqu'il éprouvait quelques doutes au sujet de l'issue de la nouvelle aventure où il allait s'engager. Mais il se flattait d'entraîner Alexandre plus loin qu'il ne voulait aller, et se disait qu'après s'être compromis personnellement dans les négociations, le Czar n'aurait plus aucun prétexte pour lui refuser l'appui de ses armées.

Mais, trop habitué à se tenir en garde contre toute surprise pour compter sur un autre que lui même, Na-

poléon avait fait tous ses préparatifs de guerre comme si ses troupes seules avaient dû entrer en ligne contre l'Autriche, et leur nombre égalait au moins, s'il ne le dépassait pas, celui des soldats que cette puissance avait mis sur pied. Il avait tout d'abord évalué à quatre cent mille hommes le nombre de soldats qui lui serait nécessaire pour la soumettre ; et dès le jour où il s'était décidé à cette brusque évolution, il avait pris à Valladolid même ses premières dispositions militaires. La garde avait reçu sur-le-champ l'ordre de rétrograder vers la France. Il avait également rappelé d'Espagne de nombreux régiments de cavalerie, plus utiles dans les larges plaines du Danube que dans ces régions montagneuses où ils n'étaient le plus souvent qu'un embarras. Il redemanda en même temps à Joseph quelques-uns des chefs les plus brillants de l'armée d'Espagne, entre autres Montbrun général de cavalerie incomparable ; Lasalle, une des jeunes illustrations de l'armée ; les maréchaux Bessières et Lefebvre, hommes d'exécution d'une bravoure éprouvée, mais plus utiles dans le combat que dans le conseil, et par conséquent mieux à leur place sous les ordres directs de Napoléon qu'en Espagne où les chefs, livrés désormais le plus souvent à eux-mêmes, allaient avoir à se diriger d'après leurs propres inspirations.

Un événement depuis longtemps attendu venai enfin de rendre disponible celui de tous ces généraux que Napoléon tenait le plus à rappeler auprès de lui. Le 20 février 1809, les habitants de Saragosse, à demi ensevelis sous leurs murs en poussière, vaincus par une horrible épidémie encore plus que par nos armes,

rendirent au maréchal Lannes les débris fumants de leur cité, après une défense dont le souvenir vivra encore dans la mémoire des hommes lorsque depuis des siècles le nom des victoires les plus retentissantes de ce temps-là aura disparu dans l'oubli. Plus de cinquante mille hommes avaient péri pendant les deux siéges. Comme nous avions employé le plus souvent dans nos attaques la force mathématique de la mine et de la grosse artillerie, nos pertes étaient infiniment moins sensibles. C'était une raison de plus d'user d'indulgence envers les survivants. Le monde entier avait les yeux fixés sur eux et semblait comme interdit d'admiration. Ils avaient poussé le courage jusqu'à la frénésie, et quelques-uns la vengeance jusqu'à l'atrocité ; ils avaient montré tous les fanatismes confondus en un seul ; mais jamais ruines arrosées d'autant de sang ne furent plus resplendissantes d'héroïsme. Jamais soldats trahis par le sort des armes ne furent plus dignes du respect des vainqueurs. On regrette que Lannes n'ait pas su honorer son succès par une générosité égale au malheur de ces glorieux vaincus. Il traita les défenseurs de Saragosse comme une bande de brigands forcés dans leur repaire. En dépit d'une capitulation, très-sommaire il est vrai, mais formelle et signée de sa main, qui garantissait expressément « la sûreté des personnes et des propriétés » (art. VI), il fit exécuter deux des chefs qui avaient le plus contribué à la résistance, et abandonna aux excès de la soldatesque ce cadavre d'une ville morte.

Les historiens français ont toujours nié la réalité de cette capitulation dont l'existence est affirmée avec

plus d'énergie encore par les historiens anglais et espagnols[1]. Ce qui est certain, c'est que le texte en fut imprimé intégralement dans la *Gazette de Madrid*, du 11 mars 1809, à la suite des représentations de la junte de Saragosse; et on peut lire dans la correspondance du roi Joseph, à la date du 27 février 1809, un mot qui nous paraît trancher le débat : « Sire, écrit-il à son frère, j'ai reçu l'*acte de reddition* de Saragosse. » Cet acte de reddition ne pouvait être que la pièce à laquelle nous faisons allusion, car on ne dresse pas d'acte pour une ville qui se rend à discrétion.

Quoi qu'il en soit, les défenseurs de Saragosse n'avaient pas besoin de capitulation. Ils devaient être à jamais sacrés pour quiconque portait un cœur de patriote ou de soldat. Cela est si vrai que le roi Joseph lui-même, dans le compte rendu officiel qu'il publia du siége, ne put s'empêcher de rendre hommage à leur courage, ce qui lui attira une dure réprimande : « Mon frère, lui écrivait Napoléon, le 11 mars, j'ai lu un article de la *Gazette de Madrid* qui rend compte de la prise de Saragosse. On y fait l'éloge de ceux qui ont défendu cette ville. Voilà en vérité une singulière politique! *Certainement, il n'y a pas un Français qui n'ait le plus grand mépris pour ceux qui ont défendu Saragosse.* » C'est du moins là ce qu'il eût voulu, car ce grand exploiteur de la gloire en était venu à croire que l'honneur ou l'infamie n'existaient plus que par

1. Voir entre autres sur ce point l'*Histoire du siége de Saragosse* du général Rogniat. — La *Défense de Saragosse*, de Manuel Cavallero. — Robert Southey : *History of the Peninsular War*. — Toreno. — Enfin le *Mémoire sur le second siége de Saragosse*, par Pedro Maria Ric, le négociateur lui-même (dans la *Coll. suppl. des Mém. relatifs à la Rév. française*).

rapport à lui, et qu'on était voué à l'un ou à l'autre, selon les sentiments qu'on lui témoignait. Pour rétablir la balance, l'Empereur fit flétrir de l'épithète de lâche, en plein *Moniteur*, l'intrépide jeune homme qui avait été l'âme de cette immortelle défense : « Cet homme, disait le *Moniteur* du 2 mars 1809 en parlant de Palafox, est l'*objet du mépris* de toute l'armée ennemie qui l'accuse de présomption et de *lâcheté*. On ne l'a jamais vu dans les postes où il y avait du danger. » Et quelques jours plus tard : « on désespère de la vie de Palafox. *Cet homme est en horreur à la ville*[1]. » Trouvé mourant à Saragosse, Joseph Palafox fut, par son ordre, amené en France, puis enfermé au fort de Vincennes, où il resta prisonnier jusqu'à la chute de l'Empire, traité comme un malfaiteur pour avoir défendu la plus juste des causes. Ces ignobles représailles contre des vaincus qui étaient l'honneur de leur temps ont pour la plupart passé inaperçues, et ce serait commettre une étrange méprise que de supposer Napoléon capable d'avoir jamais éprouvé un regret quelconque au sujet de pareils actes; mais lorsque, captif lui-même à Sainte-Hélène, l'auteur de tant de crimes faisait si grand étalage de son martyre et fatiguait l'Europe de ses lamentations à propos d'une bouteille de vin qu'on refusait à sa table, ne vit-il jamais passer dans ses souvenirs la stoïque figure du jeune défenseur de Saragosse?

D'après tous ces faits, il est permis de supposer qu'en traitant les vaincus avec cette impitoyable rigueur, Lannes n'obéissait pas à ses sentiments per-

1. *Moniteur* du 8 mars.

sonnels, mais à des instructions qui devaient répugner à un homme d'un si vrai courage. Cet épisode n'en reste pas moins comme une tache sur sa mémoire. En se rendant à l'appel de l'Empereur, Lannes ne lui apportait plus qu'une gloire ternie, et une vie dont les jours étaient déjà comptés.

Ces renforts, tirés de l'armée d'Espagne, n'étaient qu'une faible partie de ceux que Napoléon se proposait d'envoyer aux troupes qu'il avait conservées en Allemagne sous les ordres des maréchaux Davout et Bernadotte. Les deux conscriptions qu'il avait levées en septembre 1808, l'une sur l'année 1810, l'autre sur les hommes qui avaient échappé aux conscriptions des années précédentes, montant ensemble à cent soixante mille hommes, étaient encore presque intactes. Il les organisa sur-le-champ au moyen de ses cadres et de ses dépôts, espèce de gouffre toujours ouvert et susceptible de s'élargir indéfiniment.

Il porta ses régiments d'infanterie à trois mille hommes présents sous les armes, ce qui supposait un effectif de près de quatre mille; ses régiments de cavalerie à mille hommes, ce qui en supposait douze cents. Les officiers lui faisant défaut pour commander à ces troupes de formation nouvelle, il eut recours à des mesures expéditives qui n'ont pas peu contribué à son renom de grand organisateur, mais que, selon toute apparence, la postérité citera avec moins d'admiration que la génération présente.

Il fit prélever, sur les jeunes gens de 17 à 18 ans qui étudiaient dans les écoles militaires, une sorte de conscription de faveur, en vertu de laquelle ces enfants purent anticiper sur les grades, mais en lais-

sant anticiper sur leur sang. Il en prit cent soixante-huit à Saint-Cyr, autant à la Flèche, cinquante à l'École polytechnique, cinquante à celle de Compiègne. Ce résultat ne lui paraissant pas suffisant, il étendit l'opération à tous les lycées de l'Empire. Ces établissements étaient alors au nombre de quarante : à dix élèves par lycée, cela lui faisait « quatre cents caporaux-fourriers à envoyer dans les régiments[1]. »

Il fallait songer à combler les vides produits dans les écoles militaires par cette ingénieuse exploitation. Il y avait peu à attendre, sous ce rapport, du zèle spontané des familles, car de semblables mesures n'étaient pas de nature à encourager les pères à y envoyer leurs enfants. Le génie organisateur de Napoléon trouva promptement le moyen d'y pourvoir. A l'époque de la campagne de 1806, il avait eu l'idée de former des compagnies de gardes d'honneur, spécialement destinées à l'enrôlement des fils de famille qu'on espérait entraîner par la perspective des faveurs impériales. Cette création, qui était surtout à l'adresse de l'ancienne noblesse, avait eu peu de succès. Napoléon la reprit sous une autre forme en substituant l'enrôlement forcé à l'enrôlement volontaire. Il ordonna, en conséquence, à Fouché « de lui dresser une liste de dix familles par département et de cinquante pour Paris, » en ayant soin de la composer *des familles anciennes et riches qui n'étaient pas dans le système*. Leurs enfants, âgés de plus de seize ans et de moins de dix-huit, seraient envoyés de force à l'École de Saint-Cyr : « Si l'on fait quelque objec-

1. Napoléon à Clarke, 8 mars 1809.

tion, ajoutait l'Empereur, *il n'y a pas d'autre réponse à faire sinon que tel est mon bon plaisir*[1]. »

Ces derniers mots étaient la formule même de l'ancien régime; mais il eût fallu remonter bien loin et réunir bien des époques néfastes pour y trouver rien qui égalât cet ensemble de mesures. On eût dit qu'elles avaient été systématiquement combinées par une main savante dans le but d'éteindre l'intelligence de la France en même temps que de tarir la source de ses forces vitales. On ne lui prenait plus seulement ces robustes générations de paysans et d'ouvriers qui étaient comme le corps de la nation, on s'attaquait au cœur et au cerveau; on choisissait avec un soin jaloux, sur les bancs même du collége et des écoles, cette jeunesse d'élite, cette précieuse réserve qui était l'art, la littérature, la science, la civilisation de l'avenir, et avant que son instruction fût terminée on l'en arrachait dans sa fleur, et toute chaude encore des baisers maternels, pour l'envoyer à la boucherie des champs de bataille.

La France était saignée à blanc; cependant ces deux conscriptions et ces recrues supplémentaires étaient-elles bien tout ce que le pays pouvait donner? L'œil perçant de Napoléon ne tarda pas à découvrir de nouvelles catégories à ajouter à ces contribuables de l'impôt du sang. En ordonnant une levée de quatre-vingt mille hommes sur les quatre années antérieures à 1808, dont chacune en avait déjà fourni un pareil nombre, il avait porté leur contingent régulier à cent

1. Cette lettre, du 3 décembre, est de celles qu'on n'a pas jugé à propos d'insérer dans la *Correspondance* de Napoléon.

mille hommes; or, n'y avait-il pas une flagrante injustice à n'en demander que quatre-vingt mille à l'année 1810?

Le principe d'égalité, si cher aux Français, exigeait impérieusement la réparation d'un abus aussi crian . Il augmenta donc la quote-part de l'année 1810, mais il l'augmenta de trente mille hommes au lieu de vingt, ce qui détruisit de nouveau l'équilibre, et lui permit de demander un nouveau supplément de dix mille conscrits, pour la garde impériale, aux années antérieures à 1810. Loin d'avoir à se plaindre, elles se trouvaient encore favorisées, puisqu'on ne leur imposait qu'une contribution de dix mille hommes au lieu de quarante, chiffre nécessaire pour rétablir la balance. Mais cette faveur était d'un mauvais augure et les laissait sous le coup de nouveaux appels.

Toutes ces dispositions, Napoléon les prit et les fit exécuter sans même consulter le Sénat, auquel elles n'étaient d'ailleurs soumises, que par une violation formelle des constitutions de l'Empire[1]. Cette assemblée ne fut appelée à les sanctionner que lorsque l'Empereur était déjà aux prises avec les Autrichiens dans la vallée du Danube[2]. De telles mesures n'étaient en effet possibles, qu'à la condition d'être clandestines. Elles excitaient, dès lors, de graves mécontentements qui, chez les populations de l'Ouest, allaient jusqu'à la révolte, et qu'on étouffait sans bruit sous le nom de brigandage. Elles avaient pour complément indispensable cette atroce législation sur les conscrits

1. Napoléon à Lacuée, 31 mars 1809.
2. Dans la séance du 18 avril.

réfractaires dont j'examinerai, en temps et lieu, l'esprit et les développements.

Grâce à ces levées de deux cent quarante mille hommes qui venaient s'ajouter aux armées d'Italie et d'Allemagne, Napoléon se trouva promptement en mesure de faire face aux troupes de l'Autriche. Il voulait que le prince Eugène pût entrer en campagne avec cent mille hommes, y compris le corps de Marmont qui occupait la Dalmatie, et lui ordonna de faire ses premières concentrations dans le Frioul; il dirigea d'Erfurt sur Würzbourg l'armée du Rhin que commandait Davout. Il envoya Lefebvre à Münich pour y prendre le commandement du contingent bavarois qui montait à quarante mille hommes. Il prescrivit à Bernadotte, qui était à la tête du contingent Saxon-Polonais, de remplacer par des Polonais les garnisons françaises de Glogau, Cüstrin, Stettin et Danzig, et de se concentrer autour de Dresde pour observer la Bohême. Enfin, Masséna fut chargé d'organiser à Strasbourg, sous le nom d'*armée d'observation du Rhin*, un corps de création nouvelle qui devait se tenir prêt à marcher sur le Danube au premier signal.

Les princes de la Confédération du Rhin, dont les forces réunies dépassaient cent mille hommes, reçurent des ordres réitérés de porter leur effectif au grand complet. Obligés de s'armer contre la cause de leurs compatriotes, et témoins de la haine que notre domination excitait en Allemagne, ces malheureux princes n'avaient pas même l'illusion de croire qu'en cédant à une douloureuse nécessité, ils y obéissaient du moins volontairement, et agissaient par eux-mêmes. On ne faisait rien pour déguiser le joug auquel

ils étaient soumis, et partout leurs corps auxiliaires étaient commandés par nos généraux : les Saxons, par Bernadotte; les Bavarois, par Lefebvre; les Würtembergeois, par Vandamme que Napoléon imposa au roi de Würtemberg, malgré des protestations trop motivées.

L'armée d'Italie devait rester sous les ordres d'Eugène, jeune homme brave et plein de zèle, mais sans passé militaire, chez qui une auguste parenté était censée suppléer à l'expérience et aux services. Quant aux divers groupes de l'armée d'Allemagne, ils devaient, après quelques tâtonnements, se subdiviser définitivement en sept corps d'armée sans compter la garde et la cavalerie de Bessières. D'après la propre évaluation de Napoléon [1], ces forces allaient se répartir de la façon suivante : Lannes devait avoir cinquante mille hommes; Davout, soixante mille; Masséna cinquante mille; Lefebvre, quarante mille; Augereau, vingt mille; Bernadotte, cinquante mille; le roi Jérôme douze mille; ce qui, avec les vingt-deux mille hommes de la garde, et les vingt mille du corps de Bessières, formait un total de trois cent vingt-quatre mille soldats, et avec ceux de l'armée d'Italie de quatre cent vingt-quatre mille.

Les forces de l'Autriche qui semblaient, au premier abord, égaler au moins cette masse énorme, leur étaient en réalité très-inférieures, parce qu'elles se composaient en grande partie de milices qui ne pouvaient être, sans danger, opposées à des troupes régulières. Ces dernières, qui seules allaient former

1. Napoléon à Berthier, 8 avril.

l'armée active, ne montaient pas à trois cent mille hommes, tout compris.

L'archiduc Jean devait attaquer le prince Eugène avec cinquante mille hommes en s'appuyant sur une insurrection toute prête à éclater dans le Tyrol; l'archiduc Ferdinand devait menacer la Pologne Saxonne avec quarante mille hommes; l'archiduc Charles, enfin, avait sous ses ordres l'armée principale, et occupait la Bohême occidentale avec cent quatre-vingt mille hommes à portée de se jeter sur la Bavière. Deux autres détachements de dix à quinze mille hommes observaient l'un la Dalmatie, l'autre le Tyrol. Quant aux milices dont le nombre dépassait cent cinquante mille hommes, on les tenait en réserve aux environs de Vienne et en Hongrie comme une ressource désespérée.

Malgré l'infériorité de ses forces, le cabinet de Vienne avait sur nous un réel avantage s'il savait agir à temps : ses troupes étaient concentrées et les nôtres dans un fâcheux état de dispersion. Si l'on suppose Bonaparte au lieu et place de l'archiduc Charles, la partie n'eût pas été douteuse un instant; en quelques marches il eût été au milieu de nos corps d'armée épars et les eût battus l'un après l'autre. Mais l'archiduc méthodique et timoré par nature, quoique général habile, éprouvait en outre pour le génie de son adversaire une admiration presque superstitieuse qui paralysait en partie ses facultés, et la lenteur autrichienne n'était pas propre à lui communiquer l'élan qui lui manquait.

Tout le monde sentait pourtant à Vienne la nécessité d'une prompte détermination si l'on voulait

mettre à profit l'occasion qu'on avait cherchée. Les partisans de la guerre, Stadion, Gentz, Pozzo di Borgo, y redoublaient d'efforts pour en finir avec les dernières hésitations de la cour. Voulait-on attendre que Napoléon eût terminé ses préparatifs, lui donner le temps d'écraser l'Espagne, laisser l'enthousiasme allemand se refroidir et se décourager? Que parlait-on des menaces de la Russie? Ce n'était là qu'un vain épouvantail. Personne n'ignorait qu'Alexandre était seul dans tout l'empire à conseiller la paix, et que l'alliance française y était exécrée. Si l'on ne saisissait pas ce moment unique, il ne restait qu'une chose à faire : c'était de désarmer et de se soumettre, car on allait y être contraint par plus d'une nécessité. En dépit des nouveaux subsides qu'elle venait de recevoir de l'Angleterre, l'Autriche était ruinée par cet immense armement; la victoire pouvait seule rétablir ses finances épuisées, et si l'on devait être vaincu, mieux valait succomber avec honneur sous les coups de l'ennemi de l'Europe que sous le poids d'une honteuse banqueroute après une défaillance plus honteuse encore.

Il est certain que, d'après les déclarations même du ministre des finances, le comte O'Donnell, les ressources de l'Autriche ne pouvaient plus suffire à l'entretien de l'armée et qu'il « fallait l'envoyer vivre ailleurs ou se laisser dévorer par elle. » Cette nécessité, moins pressante en France, commençait toutefois à s'y faire vivement sentir depuis que nos armées n'étaient plus nourries par la Prusse. Napoléon avait tenu par calcul de popularité à maintenir ses budgets à un chiffre invariable, indépendant du cours des

événements comme une sorte de fait providentiel placé au-dessus des influences terrestres. Tous les ans, ou pour mieux dire toutes les fois qu'ils avaient à annoncer quelque entreprise de nature à effrayer le public, ses ministres venaient déclarer avec ostentation au Corps législatif « que les impôts ne seraient pas augmentés. » Les contributions de guerre, les confiscations, les saisies de marchandises anglaises, les aliénations de biens domaniaux dans les pays conquis, de biens nationaux en France, avaient, en effet, permis de tenir tant bien que mal cette promesse et de présenter des budgets à peu près en équilibre, grâce aux ressources cachées qui en couvraient après coup les déficits. Mais cette source longtemps inépuisable allait tarir sans un nouveau coup de cette baguette magique qui était l'épée de Napoléon. Non-seulement les dépenses avaient considérablement augmenté malgré les prétentions que le budget affichait à l'immuabilité, mais les recettes qui étaient censées suivre une progression ascendante avaient diminué dans des proportions encore plus fortes. Le produit des douanes atteint par le blocus continental avait subi une décroissance de plus de vingt-cinq millions; le produit éventuel des aliénations de biens nationaux avait été réduit par suite du malaise général à une somme très-inférieure aux prévisions. Une douzaine de millions avaient été dissipés dans une lutte insensée contre la baisse des fonds publics, pour empêcher le cinq pour cent de tomber au dessous de 80. Mollien évalue à un *milliard* la somme que cette fan taisie financière eût pu coûter à l'État si Napoléon n'avait été forcé d'y renoncer. Ces découverts, joints

à quelques autres mécomptes moins importants, portaient à une cinquantaine de millions le déficit de l'année 1808, et cependant, soit en Prusse, soit en Espagne, nos troupes s'étaient presque constamment nourries aux dépens de l'ennemi.

Ce déficit, avec celui des exercices antérieurs non liquidés, s'élevait à près de cent millions, ce qui n'empêchait pas les ministres de maintenir imperturbablement leur budget au chiffre idéal de 730 millions. Or, d'après l'évaluation de Mollien, les dépenses du ministère de la guerre en 1808 montaient à elles seules à 380 millions [1]. Le trésor de l'armée était toujours l'infaillible panacée qui devait tout réparer; lui seul, au fond, pouvait couvrir efficacement les avances de la caisse de service, car les ventes de biens domaniaux et nationaux, sur lesquelles on affectait encore de compter, devenaient elles-mêmes une ressource précaire faute d'acquéreurs sérieux. Son capital montait à environ 290 millions, mais près des deux tiers de cette somme, derniers termes des contributions à recouvrer sur la Prusse, ne devaient être exigibles que dans le cours des années 1809, 1810, 1811. Napoléon devait donc se trouver comme l'Autriche dans un délai très-court réduit à l'impossibilité matérielle d'entretenir l'innombrable armée qu'il venait d'organiser. D'autre part, les deux puissances se voyaient déjà dans l'impossibilité morale de désarmer. Il résulte de là que si la guerre n'était pas encore déclarée de fait, on peut dire qu'elle était commencée virtuellement.

1. Mollien: *Mémoires d'un ministre du Trésor.*

Cette situation, sans autre issue qu'un recours aux armes, ôte tout intérêt aux derniers pourparlers qui s'échangent entre les cours de Vienne et de Paris. La diplomatie n'est plus entre elles qu'une sorte de procédure convenue dans laquelle la forme ne sert plus qu'à déguiser le fond et à imprimer une marche régulière à un dénoûment prévu. Metternich avait annoncé à Champagny dès le 2 mars que les mesures prises par Napoléon avaient contraint le cabinet de Vienne à mettre ses armées sur le pied de guerre, et le ministre français lui avait répondu par d'aigres récriminations qui auraient laissé peu d'espoir de rapprochement lors même que les griefs eussent été moins sérieux et les passions moins envenimées [1].

A partir de ce moment les deux gouvernements n'avaient plus songé qu'à achever leurs dispositions militaires. Masséna reçut l'ordre de porter son quartier général de Strasbourg à Ulm ; Davout dut s'avancer de Würtzbourg sur Ratisbonne ; Lannes dut concentrer son corps d'armée à Augsbourg. Napoléon, qui se rappelait les difficultés que lui avait créées le Danube dans la campagne de 1805, achemina vers ce fleuve un corps de 1500 marins destinés à lui ménager un passage rapide sur les deux rives. Le major général Berthier fut envoyé à Strasbourg avec l'ordre de presser par tous les moyens l'organisation et la marche des troupes en retard. Il devait centraliser l'armée à Ratisbonne; mais, ajoutait Napoléon : « Donauwerth et la ligne du Lech est la position à

1. *Pièces comm. au Sénat*, n°s VIII et XIV.

occuper dans le cas où l'ennemi me préviendrait[1]. » En Italie, Murat reçut l'injonction de se porter sur Rome « avec la rapidité de l'éclair » pour y relever les troupes de Miollis envoyées dans la haute Italie, et pour « détruire ce foyer d'insurrection. » L'Empereur lui annonçait son intention de mettre fin au pouvoir temporel et de ne plus laisser au pape que son titre d'évêque de Rome, jugeant, non sans raison cette fois, que cette mesure longtemps ajournée passerait presque inaperçue au milieu des agitations de la guerre[2].

L'Autriche aurait pu nous attaquer avec un énorme avantage dès le 20 mars; elle dépensa en fausses manœuvres le temps que Napoléon savait si bien utiliser. L'armée de l'archiduc Charles, concentrée en Bohême vers Pilsen, pouvait être en cinq marches à Ratisbonne au milieu de nos corps dispersés. Au lieu d'exécuter cette attaque hardie qui eût jeté le désordre et l'épouvante au milieu de nos cantonnements, il ne laissa en Bohême qu'un corps de quarante mille hommes sous les ordres de Bellegarde, et fit avec les cent quarante mille autres un long détour pour aller repasser le Danube à Linz et se présenter sur l'Inn conformément à la vieille routine des guerres autrichiennes. Il adopta, dit-on, ce plan malgré ses répugnances à la suite d'un long débat entre les généraux Grünn et Mayer dont l'un tenait pour le premier projet et l'autre pour le second; mais sa conduite n'en soulève pas moins d'objections puisque ces dissenti-

1. Instructions du 30 mars 1809.
2. Napoléon à Murat, 5 avril.

ments donnaient plus de poids à l'avis du général en chef qui devait seul décider puisqu'il était seul responsable.

Dans un tel état de choses, les incidents nécessaires pour changer les démonstrations menaçantes en hostilités déclarées, ne se font jamais attendre ; ils se produisirent presque au même instant des deux côtés. Un officier français, porteur des dépêches de l'ambassade de Vienne pour la légation de Münich, mais, sans caractère officiel, fut arrêté à Braunau et tous ses papiers furent saisis et décachetés. A peu de jours de là, dans une marche de Würtzbourg sur Ratisbonne, les avant-postes de Davout violaient le territoire de l'empire autrichien[1]. Napoléon n'eut pas plutôt appris l'arrestation de l'officier français, que, par mesure de représailles, il fit saisir sur toutes les routes les courriers du cabinet autrichien. Il n'en fallait pas tant pour consommer une rupture dont tous les actes préparatoires étaient depuis longtemps épuisés. Metternich demanda ses passe-ports, et le 10 avril au matin l'archiduc Charles franchit l'Inn avec son armée, pendant que le Tyrol, prenant feu avec la rapidité d'une traînée de poudre, s'insurgeait tout entier pour chasser les garnisons bavaroises.

Napoléon s'attendait à être attaqué, mais il ne pensait pas l'être avant le 15 avril, époque à laquelle il se proposait de rejoindre son armée sur le Danube. Mais le 10 avril, à la demande que l'ambassadeur autrichien fit de ses passe-ports, il comprit que l'entrée

1. Ce fait est constaté par une lettre de Napoléon à Clarke, à la date du 5 avril.

en campagne était imminente et télégraphia aussitôt à Berthier qui, selon ses suppositions, devait être encore à Strasbourg, d'opérer sur-le-champ la concentration de l'armée, non plus sur Ratisbonne mais sur Augsbourg et Donauwœrth. Dans une lettre du même jour, qui est devenue la base de toutes les accusations qui ont été formulées depuis contre le major général, il expliquait à Berthier sa dépêche et lui recommandait de nouveau « de tout reployer sur le Lech, c'est-à-dire d'Augsbourg à Donauwœrth, si les Autrichiens attaquaient avant le 15 avril. » Si l'ennemi ne faisait aucun mouvement, mais dans ce cas seulement[1], Davout devait se maintenir à Ratisbonne pendant que Masséna opérerait son mouvement d'Ulm sur Augsbourg. Mais en recevant l'avis du passage de l'Inn, Berthier avait quitté Strasbourg dès le 11 pour se rendre à l'armée, en sorte que la lettre et la dépêche de Napoléon ne lui parvinrent que le 16 avril à Augsbourg, alors que l'empereur lui-même était sur le point d'arriver au quartier-général. Berthier n'avait donc d'autre guide que ses instructions du 30 mars, écrites en vue d'un débouché des Autrichiens, non par l'Inn mais par la Bohême, et ces instructions prévoyaient bien l'éventualité d'une concentration sur le Lech, mais, « dans le cas où l'ennemi nous préviendrait », prescription un peu vague

1. L'auteur de l'*Histoire du Consulat et de l'Empire*, commet ici une méprise en supposant que la dépêche était ambiguë et prescrivait à Berthier de laisser Davout à Ratisbonne *dans tous les cas*. La lettre et la dépêche sont d'une parfaite clarté. On y dit à la vérité que Davout restera à Ratisbonne « dans tous les événements »; mais la phrase qui précède : « *Si l'ennemi ne fait aucun mouvement* », ne laisse aucune place à l'équivoque.

et susceptible de plusieurs interprétations différentes.

On pouvait dire, en un certain sens, qu'il ne nous avait pas prévenus, puisqu'après avoir dépassé l'Inn, il s'avançait lentement et péniblement sur l'Isar et n'avait pas encore atteint cette rivière derrière laquelle notre armée était déjà en partie concentrée. Davout occupait en effet Ratisbonne avec un corps qui allait monter à 60,000 hommes lorsqu'il aurait été rejoint par la division Friant encore en arrière, et les Bavarois étaient réunis au nombre de 40,000, partie à Landshut, partie à Neustadt. Cette position était toutefois dangereuse parce qu'on ne pouvait défendre efficacement la ligne de l'Isar, et que cette ligne, une fois forcée, Davout pouvait se trouver coupé du gros de l'armée encore à Augsbourg. Livré à ses propres inspirations, Berthier fit peu de chose pour prévenir ce danger; il rappela même à Ratisbonne Davout qui l'avait déjà quitté pour se rabattre sur notre centre, et envoya à son secours les divisions d'Oudinot. Mais bien qu'il ait montré en cette occasion l'indécision ordinaire des hommes habitués à n'agir jamais par eux-mêmes, Berthier ne mérita pas tous les reproches qui lui furent prodigués, puisqu'il reçut les ordres de Napoléon trop tard pour les mettre à exécution.

Il était temps que l'empereur arrivât sur le théâtre des événements pour réparer les fautes de son lieutenant. Déjà un maréchal était allé jusqu'à accuser Berthier de méditer une défection[1]. Averti par le télégraphe du passage de l'Inn, le 12 avril à huit heures

1. Général Pelet : *Mémoires sur la guerre de* 1809.

du soir, Napoléon quitta Paris dans la matinée du 13, et le 17 au matin il arrivait à Donauwœrth, au point même où il avait voulu opérer la concentration de son armée. Il n'avait à proximité que les Wurtembergeois de Vandamme qui arrivaient à Ingolstadt, et le corps bavarois qui était cantonné de Geisenfeld à Neustadt. Davout était toujours isolé à Ratisbonne; Masséna était encore à Augsbourg avec son corps d'armée et les divisions d'Oudinot qui devaient faire partie du corps de Lannes. Quant à la garde, elle avait à peine dépassé le Würtemberg. Notre armée s'étendait ainsi sur une longueur de vingt-cinq lieues, tournant le dos au Danube et faisant face à l'Isar, que les Autrichiens avaient franchi depuis la veille. Dans la journée du 16 avril, leur avant garde s'était présentée sur l'Isar devant Landshut; elle y avait engagé le combat avec la division bavaroise Deroy qui défendait la ville; mais le passage de la rivière ayant été forcé sur deux autres points, Deroy s'était replié sur Neustadt. A la suite de cette affaire, l'armée autrichienne tout entière, moins le corps qui était resté sur la lisière de la Bohême, avait passé l'Isar à Landshut, à Moosburg, à Dingolfing, et s'avançait sur nous, menaçant de couper notre ligne par le milieu.

Les deux armées se trouvaient dès lors en présence, en nombre à peu près égal[1], dans l'espèce de quadrilatère irrégulier dont les deux côtés supérieurs sont formés par le Danube et les deux autres par l'Isar et le Lech; mais celle qui était concentrée avait sur

1. Selon le général Stutterheim, les forces que l'archiduc avait sous la main, montaient à 126,000 hommes: *Histoire de la guerre de* 1809.

celle qui ne l'était pas un avantage inestimable. L'archiduc Charles, après avoir débouché par Landshut, pouvait en deux marches au plus, se porter à Obersaal sur le Danube, s'y établir entre le corps bavarois et celui de Davout, et les écraser l'un après l'autre avec la masse de son armée. Mais au moment de s'engager dans un pays couvert, coupé de marais, de bois, de coteaux, au milieu de corps ennemis dont il ne connaissait exactement ni la force ni la position précise, il se sentit repris plus fortement que jamais de ses scrupules de timidité; sa lenteur, son indécision, ses tâtonnements sauvèrent une seconde fois notre armée d'un échec presque inévitable. Il poussa ses troupes dans trois directions différentes par les trois routes qui partaient de Landshut, mais comme s'il eût voulu observer plutôt que combattre. Les corps de Hiller et de l'archiduc Louis furent envoyés à Mainbourg et à Siegenbourg en face des Bavarois, un détachement de moindre importance alla reconnaître à droite la route de Ratisbonne, et l'archiduc Charles s'avança sur Rohr par la chaussée du centre. (18 avril.)

Autant ces mouvements étaient timides et mal assurés, autant ceux de Napoléon étaient précis, rapides et décisifs. Dès son arrivée, il avait compris l'inconvénient d'une ligne si étendue et la nécessité de concentrer son armée. Il s'était hâté, en conséquence, d'expédier à Davout l'ordre de se rabattre de Ratisbonne sur Neustadt en lui promettant d'aller à sa rencontre avec les Bavarois pour favoriser son mouvement. Il avait en même temps appelé Masséna d'Augsbourg sur Pfaffenhofen, où ce maréchal serait à la fois plus près du centre de l'armée et à portée de menacer Landshut,

c'est-à-dire la ligne de retraite de l'archiduc. Au moyen de cette double marche, Napoléon retirait sa gauche trop avancée, et il portait en avant sa droite restée trop en arrière.

Le 19 avril de grand matin, Davout quitta Ratisbonne en y laissant seulement un régiment pour défendre le pont du Danube contre l'armée de Bohême. Sa cavalerie, son artillerie, ses équipages s'acheminaient par la route qui côtoie le Danube. Son infanterie prit par les hauteurs boisées qui dominent la route, d'Abach à Tengen. Cette marche exécutée le long du Danube et sur le front même de l'armée autrichienne était une opération des plus critiques; elle offrait encore à l'archiduc Charles les plus grandes chances de séparer Davout de Napoléon. Mais au moment où Davout avait quitté Ratisbonne, l'archiduc avait quitté Rohr pour se diriger lui-même sur cette ville, et au lieu de prendre par la chaussée du Danube, ce qui lui eût permis de barrer le passage à Davout, il s'était jeté à droite et avait gagné Ratisbonne par Egloffsheim. Un seul de ses corps, celui de Hohenzollern, vint donner entre Saalhaupt et Tengen sur les divisions Saint-Hilaire et Friant. Après un combat très-vif, connu chez nous sous le nom de bataille de Thann, et chez les Allemands sous celui de combat de Tengen, ces deux divisions rejetèrent Hohenzollern sur Hausen, et Davout opéra sa jonction avec les Bavarois. (19 avril.)

Pendant ce temps, Masséna s'était de son côté avancé jusqu'à Freising, en sorte que notre armée s'était concentrée, tandis que celle de l'archiduc se disséminait. Les corps autrichiens éparpillés de l'Abens

à Ratisbonne n'offraient plus aucune cohésion; ils laissaient à Napoléon l'initiative dont ils n'avaient pas su profiter. Ils offraient à ses coups quatre groupes principaux. Hiller était à Mainbourg, déjà inquiet de la marche de Masséna sur ses derrières, l'archiduc Louis s'étendait de Siegenbourg à Kirschdorff, à trois ou quatre lieues de Mainbourg. A sept ou huit lieues de là, aux environs de Ratisbonne, était l'archiduc Charles dont le corps le plus avancé était à Hausen et avait combattu la veille. Napoléon se détermina aussitôt à couper en deux cette ligne démesurément étendue afin d'en détruire ensuite les tronçons séparés. Il laisse Davout devant Hausen avec mission de contenir l'archiduc Charles pendant que l'empereur va se jeter avec le plus gros de ses forces sur l'archiduc Louis à Kirschdorff et à Siegenbourg. Lannes est envoyé à Rohr avec deux divisions afin de prévenir encore mieux toute communication entre les deux ailes ennemies. Ces mesures prises, Napoléon débouche par Abensberg avec les Bavarois et les Wurtembergeois sur Offstetteten et Kirschdorff; il y culbute les avant-postes de l'archiduc Louis, puis il les refoule sur Rohr où ils sont reçus par Lannes qui achève leur déroute. L'archiduc Louis, attaqué lui-même à Siegenbourg par le général Wréde, se voit avec épouvante sur le point d'être tourné par sa droite; il se replie à la hâte sur Pfeffenhausen. Il s'y réunit à Hiller qui s'y était rendu de Mainbourg et n'avait pu prendre aucune part au combat. (20 avril.)

Par suite de cette courte bataille où vingt-cinq à trente mille Autrichiens seulement avaient combattu, grâce aux fausses manœuvres du général en chef,

l'armée ennemie se trouvait coupée en deux masses qui ne pouvaient plus se rejoindre. L'une était rejetée en désordre sur Landshut où elle courait grand risque d'être prise entre Napoléon qui la poursuivait par Pfeffenhausen, et Masséna qui arrivait par Moosburg et la rive droite de l'Isar; l'autre était refoulée vers Ratisbonne, et Napoléon qui croyait cette ville encore occupée par les troupes que Davout y avait laissées, se flattait de lui faire essuyer un complet désastre.

Lorsque dans la journée du 21 avril, à la suite d'un troisième combat encore plus rapide que les précédents, Napoléon se vit maître de Landshut que Hiller essaya sans succès de défendre contre l'attaque combinée de Lannes et de Masséna, il considéra l'armée de l'archiduc Charles comme irréparablement perdue. Elle ne pouvait plus en effet s'échapper que par Ratisbonne qu'on croyait encore en notre pouvoir, par Landshut que nous occupions, ou par Straubing où l'on pouvait espérer la prévenir. Quelque belles qu'eussent été ses manœuvres pendant ces trois journées, il s'en exagérait encore l'importance, mais il voulut surtout l'exagérer aux autres, selon sa constante habitude d'escompter ses succès à outrance afin d'agir plus fortement sur les imaginations. D'après une note qu'il fit imprimer à la date du 21 avril et répandre dans toutes les directions, « l'armée autrichienne avait été *frappée par le feu du ciel qui punit l'ingrat, l'injuste et le perfide,* elle était *pulvérisée.* Tous ses corps d'armée avaient été écrasés. Plus de vingt de ses généraux avaient été tués ou blessés; *un archiduc avait été tué et deux blessés.* On avait plus de 30,000

prisonniers, etc. De cette armée qui avait osé braver l'armée française, bien peu de débris repasseraient l'Enns, etc. »

Toute la note était dans ce style. Ces forfanteries éhontées ternissaient l'éclat de victoires moins remarquables à coup sûr par leur résultat, quelque brillant qu'il eût été, que par les combinaisons pleines de génie qui les avaient préparées. L'armée autrichienne était loin d'être aussi pulvérisée qu'on voulait bien le dire. Sa séparation en deux masses était accomplie, mais l'archiduc Charles était maître de Ratisbonne où il avait fait prisonnier le régiment que nous y avions laissé ; il avait attiré à lui une division de l'armée de Bohême, et, certain désormais de pouvoir opérer sa retraite au delà du Danube par cette ville, il commençait à déborder aux environs d'Eckmühl, au moyen d'une attaque bien tardive, les corps de Davout et de Lefebvre, qui avaient été chargés de le contenir.

L'empereur, après avoir lancé la cavalerie de Bessières à la poursuite de Hiller, et confié à une partie du corps de Masséna la garde de Landshut, se mit en marche avec tout le reste de ses forces pour aller soutenir Davout. Il arriva à Eckmühl à deux heures de l'après-midi. Par une fantaisie stratégique qui est restée inexpliquée, l'archiduc, au lieu de renouveler son attaque avec tous ses corps réunis, n'avait laissé à Eckmühl que ceux de Rosenberg et de Hohenzollern. Il avait envoyé les autres battre la campagne dans la direction d'Abach, où il n'aurait dû concentrer que ce qui était nécessaire pour défendre la chaussée du Danube contre la cavalerie légère de Montbrun. Les

corps établis à Eckmühl résistèrent avec une grande bravoure, malgré leur infériorité, aux assauts multipliés de Lannes, de Lefebvre et de Davout; mais, après plusieurs heures de combat, Rosenberg, enveloppé de toutes parts et sans espoir de se voir appuyé, se mit en retraite sur Ratisbonne, laissant le champ de bataille couvert de ses morts. L'archiduc accourt avec sa cavalerie pour protéger ce mouvement rétrograde qui est suivi par l'armée entière. Les cavaliers autrichiens sont chargés par les nôtres qui les rejettent sur leur infanterie, mais la réserve du prince de Liechtenstein se précipite à son tour et engage avec nos cuirassiers un combat acharné qui dure jusqu'à la nuit (22 avril).

Napoléon jugea prudent de ne pas pousser plus loin la poursuite, et l'archiduc put regagner Ratisbonne à la faveur de l'obscurité. Il repassa le Danube sur deux ponts, dans la matinée du 23 avril sous les yeux de l'empereur, qui chercha avec peu de succès à entraver cette opération. Il réussit toutefois à forcer à temps l'enceinte de la ville pour faire prisonnière une partie de l'arrière-garde, peu nombreuse d'ailleurs, que l'archiduc y laissa.

Jamais le génie militaire de Napoléon ne s'était montré plus grand, plus sûr, plus fertile en ressources que pendant cette bataille de cinq jours dont les divers épisodes, Thann, Abensberg, Landshut, Eckmühl, Ratisbonne n'avaient été que le développement régulier d'une seule pensée, et où chacune des étapes destinées à rectifier de mauvaises positions, qui n'étaient pas son ouvrage, avait été marquée par une victoire. Rien n'y avait été donné au hasard, à cette

tactique de casse-cou où l'on joue la fortune d'un pays pour obtenir un plus grand effet. D'une évolution rétrograde, toujours si difficile à exécuter en présence de l'ennemi, Napoléon avait su faire un mouvement offensif qui enfonçait le centre des Autrichiens et rejetait leur armée divisée sur les deux rives du Danube. Jamais position plus inextricable n'avait été débrouillée, éclaircie et victorieusement relevée avec plus de sang-froid, de suite et de fermeté. Cette entrée en campagne est un modèle de guerre méthodique, un chef-d'œuvre de hardiesse en même temps que de prudence; elle est digne de tous points de la première campagne d'Italie. On n'en peut guère critiquer que les mensonges qui la déshonorèrent. Napoléon, dans son bulletin, s'attribua 60,000 prisonniers, ce qui, avec les 15,000 morts ou blessés au minimum, diminuait l'armée autrichienne de 75 à 80,000 combattants. D'après les calculs les plus probables, elle avait perdu au plus un quart de ce nombre, tout compris.

L'effet moral de ce magnifique début fut quelque peu atténué par les mauvaises nouvelles qui arrivèrent successivement d'Italie, du Tyrol et de la Pologne. En Italie, le prince Eugène, attaqué à l'improviste par l'archiduc Jean avant d'avoir pu concentrer son armée, s'était vu enlever son avant-garde à Pordenone et s'était ensuite fait battre complétement à Sacile. Il avait été ramené de là jusque sur l'Adige. En apprenant ces fâcheux événements, Napoléon avait reconnu, non sans une douloureuse surprise, que son adoption n'avait pas eu la vertu qu'on attribue au Saint-Esprit. Il avait bien pu faire du prince Eugène,

jeune homme doué d'ailleurs de qualités excellentes, son fils et son lieutenant, mais non lui donner par surcroît le génie et l'expérience qui lui manquaient. Sa déception s'exhala en termes pleins d'amertume : « Je vois avec peine, lui écrivit-il, que vous n'avez ni habitude ni notion de la guerre.... J'aurais dû vous envoyer Masséna et vous donner le commandement de la cavalerie sous ses ordres. En vous donnant le commandement de l'armée, j'ai fait une faute. Je sais qu'en Italie vous affectez de mépriser Masséna; si je l'eusse envoyé, ce qui est arrivé n'aurait point eu lieu. Masséna a des talents militaires devant lesquels il faut se prosterner [1]. »

Il est certain qu'il eût été infiniment plus juste et plus habile de confier à ce grand homme de guerre un commandement auquel il avait tant de droits, que de l'employer sur le champ de bataille d'Eckmühl « à porter des ordres » comme un officier d'ordonnance, ainsi que l'empereur le constatait avec une sorte de vanité mesquine dans son premier bulletin : mais à qui la faute, si ce n'est à celui dont l'infatuation se communiquait aux plus modestes? Dans une autre lettre, Napoléon écrivait à Eugène : « Je reste à concevoir comment mes troupes ont été battues par cette *canaille d'Autrichiens*. Ils étaient 300,000 ici, je les ai toujours battus n'*étant qu'un contre sept*[2]. » Canaille d'Autrichiens, canaille d'Espagnols; plus les ennemis de Napoléon devenaient redoutables, plus il affectait de les mépriser, comme s'il eût dépendu de lui de

1. Napoléon à Eugène, 30 avril 1809.
2. Au même, 26 avril.

les rendre en effet méprisables, et de diminuer les obstacles en les dédaignant. De là, ce ton de jactance et de présomption qu'il mit à la mode parmi ses généraux et qui, par la suite, ne contribua pas peu à leurs revers en leur inspirant une confiance aveugle en leur supériorité. Le mépris de l'ennemi encourage les coups d'audace, mais il engendre aussi des négligences et des illusions funestes, et l'on peut dire qu'il a fait perdre plus de batailles qu'il n'en a fait gagner. En imitant la gasconnade par laquelle on cherchait à le stimuler, et en réglant ses calculs sur ceux qui établissaient que l'empereur avait combattu *un contre sept*, Eugène aurait pu facilement transformer ses deux défaites en victoires éclatantes. Il est incontestable en effet que si, au début de cette série de combats, les positions de notre armée avaient été des plus défavorables, son nombre avait tout au moins égalé celui des troupes de l'archiduc Charles. On voit par toutes les lettres de Napoléon que Davout avait 60,000 hommes, les Bavarois unis aux Wurtembergeois n'en formaient guère moins de 50,000, le corps de Masséna, la cavalerie de Bessières, les divisions Oudinot en comptaient au moins autant, et leur nombre croissait d'heure en heure, tandis que l'archiduc n'avait pas eu plus de 130,000 hommes disséminés sur ces divers champs de bataille.

Napoléon songea un instant à donner à Murat le commandement de l'armée d'Eugène, mais l'arrivée de Macdonald au quartier général du vice-roi ne tarda pas à le faire renoncer à ce projet. Il était, d'ailleurs, évident que la retraite de l'archiduc Charles allait forcer l'archiduc Jean à rétrograder sur les Alpes

Noriques. Eugène ayant désormais pour conseiller un général d'un mérite si éminent, pouvait suffire à la tâche de poursuivre et de harceler son antagoniste. En 1809, comme en 1805, l'impulsion de l'armée qui opérait sur le Danube, entraînait tous les corps qui cherchaient à agir sur ses ailes, et l'action principale dominait tous les événements épisodiques. L'archiduc Jean était irrésistiblement entraîné dans la déroute de son frère; l'insurrection tyrolienne n'était plus elle-même qu'un hors-d'œuvre, malgré son brillant succès. Comme elle n'était ni placée sur la ligne directe de nos communications, ni capable de se mobiliser sous forme de force régulière, comme elle pouvait en outre être facilement circonscrite, sinon réprimée, on n'avait qu'à la laisser s'user sur place, en attendant que son isolement croissant et le contrecoup des grands événements de la guerre permissent de l'attaquer avec avantage. Lefebvre fut envoyé à Salzburg avec les Bavarois, pour empêcher les Tyroliens de déborder sur nos flancs. En Pologne, l'archiduc Ferdinand avait occupé Varsovie et refoulé Poniatowski au delà de la Vistule; mais son succès même l'entraînait plus loin qu'il n'aurait dû aller et ne pouvait avoir qu'une influence très-secondaire sur l'issue de la campagne.

Après avoir repassé le Danube à Ratisbonne, l'archiduc Charles avait repris le chemin de la Bohême, pour venir, selon toute apparence, se rabattre à Linz ou à Krems, s'il pouvait y arriver à temps pour nous y devancer. Mais il était obligé de faire un long et pénible détour par Budweiss, tandis que marchant tout droit par la chaussée qui longeait la rive droite

du Danube, nous avions mille chances d'occuper ces positions avant lui. Le corps de Hiller était, en effet, hors d'état de nous arrêter sur les divers affluents du Danube, parce que nous menacions, en les abordant sur toute leur étendue, plus de points qu'il ne pouvait en défendre. On ne doit pas chercher ailleurs les motifs qui décidèrent Napoléon à ne pas suivre l'archiduc en Bohême. Il y eût trouvé une route longue et difficile, des positions dont les gorges du Bœhmer-Wald rendaient l'accès dangereux, et il eût, en outre, été contraint de diviser ses forces. En suivant la chaussée du Danube, il allait plus vite par des chemins qui lui étaient mieux connus; il gardait l'avantage de sa concentration, il avait la presque certitude d'atteindre Vienne avant son adversaire et de pouvoir exploiter ce grand effet moral que produit toujours l'occupation d'une capitale ennemie.

Déjà il avait lancé à toute vitesse son armée sur la route de Vienne. S'adressant à ses soldats, après la prise de Ratisbonne, pour les remercier de leur ferme attitude, il les félicitait « d'avoir glorieusement marqué la différence qui existait entre les soldats de César et les cohortes de Xerxès. » Rapprochement contestable s'il en fut, car l'Autriche était seule contre nous, et Napoléon avait réuni pour l'accabler les forces de plusieurs nations. Il avait pour lui le nombre et la masse; et si quelqu'un rappelait Xerxès par l'orgueil et la démence de l'ambition, ce n'était pas, à coup sûr, le modeste archiduc. Malheureusement pour tout le monde, le nouveau Xerxès était doublé d'un autre Alexandre. L'ordre du jour impérial se terminait par cette prédiction hautaine : « Avant un

mois nous serons à Vienne. » Il n'y avait plus, en effet, entre cette ville et nous, qu'une trentaine de mille hommes, à peine en état de retarder notre marche.

Hiller, après un retour offensif assez heureux sur l'Inn, avait en toute hâte repassé cette rivière, dont il n'essaya pas même de nous disputer le passage. Il résolut de nous arrêter quelque temps sur la Traun à Ebelsberg, dont les hauteurs couronnées par un vieux château, lui offraient des positions très-fortes. A peu de distance de là se trouvait le pont de Mauthausen sur le Danube, par lequel on supposait à tort que l'archiduc avait l'intention de déboucher pour rejoindre Hiller. Aussi Masséna, qui formait l'avant-garde avec son corps d'armée et la cavalerie de Bessières, donna-t-il sur-le-champ l'ordre d'attaquer, bien qu'on eût la certitude de faire tomber les positions autrichiennes en les tournant par Lambach. Le général Cohorn emporte successivement le pont et la ville d'Ebelsberg, sous un feu épouvantable. Chaque maison est plusieurs fois prise et reprise au milieu de l'incendie qui consume la ville. Cohorn était sur le point de succomber, lorsque la division Legrand s'élance à son tour au milieu des cadavres calcinés. Nous enlevons alors le château et nous en restons définitivement les maîtres à la suite d'un des combats les plus sanglants et les plus acharnés dont il soit fait mention dans l'histoire de ce temps. Les Autrichiens se voyant tournés par Lambach où avait passé le corps de Lannes, se retirent après avoir détruit le pont de Mauthausen (3 mai).

L'armée continua son mouvement sur Vienne, lais-

sant derrière elle dans les principales places, à Ratisbonne, à Passau, à Linz, de forts détachements destinés à protéger nos communications et à défendre le Danube contre un retour possible de l'archiduc. Le soin de surveiller le cours du fleuve avait été confié à Davout. Après avoir suivi l'archiduc jusqu'au pied du Bœhmer-Wald, ce maréchal s'était rabattu sur Straubing et fermait la marche de l'armée. L'arrivée attendue de Bernadotte à Ratisbonne allait avant peu permettre à Napoléon d'appeler à lui le corps de Davout.

L'archiduc Charles avait espéré nous devancer à Krems et s'y joindre à Hiller pour couvrir Vienne. Il ne tarda pas à renoncer à cette illusion. Elle lui était d'autant moins permise qu'il avait perdu beaucoup de temps à Budweiss en Bohême dans une complète inaction. Il ordonna donc à son lieutenant de repasser sur la rive gauche du Danube, ce que Hiller, serré de près par notre avant-garde, s'empressa de faire en détruisant le pont de Krems. Hiller laissa derrière lui un détachement chargé d'aller renforcer les milices viennoises qui se préparaient à défendre la capitale.

Le 10 mai 1809, l'armée française parut devant Vienne. La vieille ville avait encore l'enceinte bastionnée qui avait jadis résisté aux efforts des Turcs, mais elle contenait à peine un tiers de la population de la capitale, et ses vastes faubourgs étaient sans moyens de défense. L'archiduc Maximilien, chargé du commandement de la place, avait sous ses ordres une quinzaine de mille hommes de troupes régulières, indépendamment de la milice. Il sacrifia les faubourgs,

se retrancha derrière les vieux remparts et rejeta fièrement les propositions qu'on lui fit de se rendre. Mais après un court bombardement, Napoléon ayant fait jeter quelques compagnies de voltigeurs dans l'île où est situé le Prater, l'archiduc, menacé de perdre ses communications, évacua la ville en toute hâte pour éviter d'être fait prisonnier avec son détachement; et nos troupes firent pour la seconde fois leur entrée victorieuse dans Vienne.

Fidèle à sa vieille tactique d'exciter les populations contre les souverains, l'empereur recommanda, avec affectation, les habitants à l'humanité de ses soldats. Il déclara « prendre sous sa protection spéciale *ce bon peuple de Vienne délaissé, abandonné, veuf,* cette capitale que les princes de la maison de Lorraine avaient désertée, non comme des soldats d'honneur qui cèdent aux circonstances et aux revers de la guerre, *mais comme des parjures que poursuivaient leurs propres remords.* En fuyant de Vienne, disait-il, leurs adieux à ses habitants ont été le meurtre et l'incendie; *comme Médée, ils ont de leurs propres mains égorgé leurs enfants*[1] *!* »

Cette mauvaise déclamation de tragédie à propos d'une tentative honorable et patriotique pour défendre la ville, ne pouvait plus tromper personne, mais plus les accusations devenaient insoutenables, plus on forçait le ton pour les faire accepter. On s'imaginait imposer aux autres, à force de violence, une conviction qu'on n'avait pas soi-même. Les épithètes d'ingrat, de lâche et de parjure revenaient à chaque ligne

1. Proclamation du 13 mai 1809.

des bulletins et proclamations à l'adresse de l'empereur d'Autriche. En les entendant répéter chaque jour, la multitude ignorante des soldats avait fini par se persuader qu'en effet Napoléon avait dû, dans quelque circonstance inconnue, accabler ce prince de ses bienfaits avant de l'accabler de ses coups; mais pour espérer accréditer cette invraisemblable légende chez les peuples qui avaient partagé la mauvaise fortune et les avanies infligées à l'empereur François, il fallait beaucoup compter sur la puissance du charlatanisme. Il fallait porter cette confiance jusqu'à la folie pour venir aux Hongrois, la main ouverte, en leur offrant « l'indépendance et la liberté[1], » quand cette main était encore toute rouge du sang des Espagnols. Il fallait la pousser au delà de toute limite pour s'exprimer dans les termes suivants au sujet du noble et généreux Schill, en apprenant qu'il venait de soulever son régiment à Berlin, pour l'entraîner vers la Westphalie : *Le nommé Schill, espèce de brigand, qui s'est couvert de crimes dans la dernière campagne de Prusse*[2].

Jamais monarque asiatique, jamais idole humaine jetant ses oracles aux foules prosternées n'avait tranché avec une infaillibilité plus tranquille les grands problèmes du bien et du mal. Le bien n'était plus qu'une émanation de sa propre personne; c'était tout ce qui servait ses desseins; le mal, c'était tout ce qui les contrariait. Les actions des individus comme celles des peuples n'avaient plus d'autre critérium

1. Proclamation aux Hongrois, 15 mai.
2. Sixième bulletin.

que l'intérêt de Napoléon. Telle était la morale simple et nouvelle qui s'étalait ouvertement dans les manifestes impériaux et qu'on enseignait à l'Europe à coups de canon. Napoléon commençait visiblement à croire qu'il n'aurait plus beaucoup d'efforts à faire pour lui inculquer cette doctrine. La prise de Vienne avait produit l'effet moral sur lequel il comptait. Les nouvelles des autres armées étaient redevenues excellentes. Le prince Eugène poursuivait avec des forces presque doubles l'archiduc Jean, forcé de se rabattre sur la Hongrie pour éviter d'être pris entre deux feux; Lefebvre avait battu les insurgés dans le Tyrol et occupé Inspruck; Poniatowski avait repris Varsovie à l'archiduc Ferdinand, obligé de regagner les frontières autrichiennes pour se rapprocher de son frère. Encore un coup à frapper, et selon toute apparence cette monarchie faite de pièces et de morceaux allait tomber en dissolution. Dans l'exaltation de ses espérances, Napoléon jugea inutile de retarder plus longtemps l'exécution des mesures qu'il méditait contre la cour de Rome. Cette surprise, plus saisissante par les souvenirs qu'elle évoquait que par l'importance des changements qu'elle allait opérer, lui parut remplir convenablement l'intermède de son séjour à Vienne. Il était tout à fait dans son rôle d'homme du Destin, en donnant à un empire qui tombait le spectacle d'une domination déjà frappée.

Il lança, en conséquence, le 17 mai 1809, le décret fameux qui mettait fin au pouvoir temporel des papes. Il se plut à le dater « de son camp impérial de Vienne, » comme pour bien constater que le siége de sa souveraineté était partout où il lui convenait de

l'établir. Il motivait, d'ailleurs, très-justement, la mesure, non sur ses griefs personnels, mais sur les abus qui ont résulté de tout temps de la confusion des deux pouvoirs spirituel et temporel. Mais sa folle infatuation se faisait jour dans le premier considérant, où il introduisait « Charlemagne, son auguste prédécesseur, empereur des Français, » et invoquait contre les souverains pontifes les termes de la donation carlovingienne. Cette exhumation gothique, qu'il croyait propre à augmenter l'effet, le diminua, en montrant dans quelles régions arriérées se complaisait son imagination. On ne pouvait, d'ailleurs, le croire sincère dans le jugement historique qu'il portait sur « les évêques de Rome, » car leur histoire lui était suffisamment connue, alors qu'il restaurait leur pouvoir. Le souvenir de leurs iniquités ne l'avait nullement embarrassé lorsqu'il espérait profiter de leurs services. Il ne les renversait que parce que Pie VII ne s'était pas montré assez complaisant, et si le pouvoir qu'il leur ôtait devait accroître le sien, cette révolution légitime, dont il se faisait l'instrument, n'était plus qu'un fléau au lieu d'être un bienfait.

Le dispositif du décret contenait une particularité caractéristique. Il décidait que les revenus du pape seraient augmentés d'une rente annuelle de deux millions (art. 5). Cet appât, qu'on pouvait retirer à volonté, était destiné, dans la pensée de Napoléon, à maintenir la papauté dans le devoir par la crainte de perdre une si riche dotation. Voilà au juste quelle idée le nouveau Charlemagne avait de l'institution qu'il avait relevée et du pontife par qui il avait voulu être sacré. En cela, il se trompait grossièrement, mais on

n'en doit pas moins tenir compte, dans un certaine mesure, de l'appréciation d'un esprit si prompt à pénétrer les faiblesses des hommes. Il est incontestable qu'il jugeait les prélats de la cour romaine, et le pape lui-même, capables d'accepter un pareil marché : « Vous avez vu par mes décrets, écrivait-il peu après à Murat, que j'ai fait *beaucoup de bien au pape;* mais c'est à condition qu'il se tiendra tranquille. » On voit par ces paroles que ses rapports multipliés avec la cour de Rome ne lui avaient pas inspiré beaucoup d'estime pour ceux qui la dirigeaient.

Pendant que ces nouveaux incidents occupaient l'attention publique, Napoléon avait tout préparé pour en finir avec l'armée de l'archiduc Charles, dont il n'était plus séparé que par le Danube. Le passage des fleuves en présence de l'ennemi a toujours été considéré comme une des opérations les plus difficiles de la guerre; celui du Danube, fleuve d'une largeur exceptionnelle, eût été impraticable sous le feu d'une armée si forte, sans les circonstances topographiques qui, aux environs de Vienne, en diminuent considérablement le danger. Resserré, rapide et profond jusqu'aux approches de cette capitale, le Danube, une fois arrivé là, s'étend et se ralentit, embrassant dans son cours une multitude d'îles qui divisent ses eaux, de sorte que le courant présente, au lieu d'un obstacle unique, une série de bras assez étroits, qu'il est relativement facile de traverser. Deux de ces îles paraissaient surtout favorables à un passage : celle de la Schwarze-Lake, située en avant de Vienne et en face de Nusdorf, et celle de Lobau, située à environ une lieue et demie en arrière.

L'empereur fit faire des préparatifs de passage sur ces deux points; mais les deux bataillons qu'il envoya prendre possession de la Schwarze-Lake, ayant été enlevés par les Autrichiens, il s'en tint, de ce côté, à de simples démonstrations et concentra tous ses moyens d'action sur la Lobau. Cette île a une largeur d'une lieue, une circonférence d'environ trois lieues, ce qui permettait d'y établir une armée à l'abri du canon ennemi. L'archiduc avait négligé de l'occuper; on put donc s'en emparer facilement et établir en toute sécurité un pont sur le bras qui la séparait de nous et qui était de beaucoup le plus long. Quant au bras qui la séparait de la rive gauche où se trouvait l'ennemi, comme il n'avait qu'environ cinquante-cinq toises de largeur, il était aisé de le franchir rapidement au moyen d'un pont volant, et la difficulté se trouvait réduite à celle que présente le passage d'une rivière ordinaire. L'obstacle était encore diminué par ce fait, que la Lobau forme autour du point où nous devions jeter le second pont, un demi-cercle rentrant qui permettait à notre artillerie de le rendre inaccessible à l'ennemi. Au moyen de ce grand pont placé à l'abri de toute attaque, de cette île qui pouvait servir à ses troupes de station et de place d'armes, du petit pont qui pouvait être jeté en deux ou trois heures, Napoléon se croyait assuré de faire déboucher son armée sur la rive gauche avant que l'archiduc, dont il ignorait la position précise, pût s'y opposer avec succès.

On venait, en effet, de lui annoncer qu'un corps d'armée autrichien avait fait une tentative de passage à Linz, pour tomber sur nos derrières, ce qui semblait

indiquer que l'archiduc Charles avait tenté un mouvement rétrograde pour nous tourner, ce qui prouvait tout au moins qu'il avait divisé ses forces. L'empereur résolut de précipiter le passage, en dépit d'une crue menaçante du Danube, dont les eaux, grossies par la fonte des neiges dans les Alpes, ébranlaient surtout le pont principal établi sur des bateaux très-solides, mais avec des amarres insuffisantes. Dans l'après-midi du 20 mai, le pont volant fut établi en trois heures et le corps de Masséna prit position sur la rive gauche. Au delà d'un petit bois où nos troupes mettaient pied à terre, s'élevaient à droite et à gauche deux jolis villages, Aspern et Essling, qui devaient bientôt ne plus offrir qu'un monceau de ruines. Les divisions Boudet, Molitor et Legrand s'y retranchèrent aussitôt avec une partie de la garde. Unis par un canal, traversés dans toute leur longueur par une seule rue transversale, offrant plusieurs bâtiments construits en grosse maçonnerie, ces villages formaient une sorte de front fortifié très-favorable à la défensive. L'archiduc continua à rester invisible ce jour-là ; il ne nous montra qu'une grosse avant-garde de cavalerie qui observa nos mouvements en battant la vaste plaine du Marchfeld. Le lendemain 21 mai, il se décida à attaquer Napoléon, avant que notre armée fût passée tout entière sur la rive gauche. La lenteur inexplicable de ses mouvements eût pu lui coûter cher. Heureusement pour lui, notre grand pont s'était rompu pendant la nuit. La réparation avait pris du temps, et Napoléon n'avait pu concentrer encore qu'une partie de ses forces.

L'archiduc s'avança contre nous très-tard dans la

journée, avec environ soixante-dix mille hommes et trois cents pièces de canon, formant une ligne concentrique autour des villages d'Aspern, d'Essling et d'Enzersdorf, dans lesquels nos troupes s'étaient retranchées[1]. On ne peut pas évaluer à moins de quarante mille hommes les forces qui se trouvaient déjà réunies de notre côté dans cette première journée[2]. Cette grande infériorité numérique nous réduisait forcément à la défensive, mais les deux positions d'Aspern et d'Essling avaient été rapidement transformées en véritables citadelles et il n'était pas facile d'en chasser de pareils soldats commandés par des chefs tels que Lannes et Masséna. Masséna s'était enfermé dans Aspern; il y reçut le premier choc de l'armée autrichienne. Assailli presque simultanément par les deux corps de Hiller et de Bellegarde, il soutient l'attaque avec vigueur, et son feu bien dirigé, fait subir

1. Deux de ses corps d'armée étaient, l'un près de Linz sous Kollowrath, l'autre devant Vienne sous l'archiduc Louis. En outre sa réserve était restée à Breitenlée.

2. Je suis ici en contradiction avec toutes les relations françaises qui portent ce chiffre de vingt-cinq à trente mille. Il y avait de notre côté, en infanterie, les quatre divisions Boudet, Molitor, Legrand, Carra Saint-Cyr. Il faudrait expliquer par quel mystère impénétrable ces divisions, composées les unes de trois, les autres de deux brigades, c'est-à-dire formant les unes six régiments, les autres quatre, pouvaient se trouver réduites à cinq mille hommes en moyenne, lorsqu'on a constaté qu'au début de la campagne le régiment comprenait trois mille hommes *présents sous les armes*. Ces quatre divisions comprenaient *seize régiments* en totalité, c'est-à-dire 30 à 32 000 hommes au minimum, en admettant une réduction de mille hommes par régiment. Le même calcul doit être appliqué à la cavalerie, qui comptait quatre divisions formant de huit à dix mille cavaliers. Les deux divisions Lasalle et Marulaz comptaient à elles seules *dix régiments* de cavalerie qui, composés primitivement de mille hommes *présents sous les armes*, devaient en avoir encore sept à huit cents au minimum.

des pertes énormes à ces masses resserrées dans un espace où elles ne peuvent se déployer. Bientôt cependant, les colonnes autrichiennes, vivement ramenées en avant, font plier la division Molitor et dans leur élan, elles emportent le village. Mais Masséna, retranché dans l'enceinte du cimetière, leur oppose une résistance que rien ne peut ébranler. Il lance sur leurs flancs la cavalerie de Marulaz et fait reprendre le village par la division Legrand.

Lannes gardait Essling avec la division Boudet; il y repousse avec une aussi ferme contenance les assauts du corps de Rosenberg. Il lui cède d'abord le village d'Enzersdorf, qu'il renonce à défendre, vu le petit nombre de ses troupes; mais toutes les fois que les Autrichiens s'avancent sur Essling, ils sont reçus par une pluie de balles et de mitraille qui les fait reculer en désordre. En présence de l'insuccès de cette double attaque sur nos deux ailes, l'archiduc Charles fait avancer sur notre centre le corps de Hohenzollern, soutenu par la cavalerie de Liechtenstein. Pendant que son artillerie couvre de boulets les deux villages, Hohenzollern pénètre dans l'intervalle qui les sépare. Bessières fond sur ces nouvelles colonnes à la tête de toute notre cavalerie. Il s'efforce en vain d'entamer leurs rangs; mais il les arrête, puis il les dépasse et va charger les batteries autrichiennes. Mais déjà les escadrons de Liechtenstein, accourus au galop, sont engagés avec les nôtres dans une mêlée furieuse. Le général des cuirassiers d'Espagne tombe frappé à mort; les charges se succèdent des deux côtés sans amener de résultat décisif. Nous perdons toutefois du terrain, et nous sommes peu à peu refoulés dans la

presqu'île que le rentrant du Danube forme au dessous d'Essling. Pendant ce temps, Bellegarde et Hiller ont recommencé, avec une nouvelle énergie, leur attaque contre Masséna. Cette fois nos troupes sont culbutées et le cimetière lui-même tombe au pouvoir de l'ennemi; mais Masséna revient à la tête des divisions Carra Saint-Cyr et Legrand; il réussit à reprendre une moitié du village, à la suite d'une lutte acharnée.

La nuit approchait: l'archiduc fit suspendre le combat. Avec un effort de plus, il aurait vraisemblablement poussé l'armée française jusqu'au Danube. Mais ce prince, d'ailleurs excellent général, n'avait rien de cette obstination à outrance qui arrache à la fortune les faveurs qu'elle hésite à accorder. Il avait dans sa manière de faire la guerre quelque chose de la nonchalance du grand seigneur; il s'y piquait d'une courtoisie excessive, et y apportait des procédés qui eussent été plus à leur place dans un tournoi. Il semblait considérer comme un manque de goût ou de générosité de pousser jusqu'au bout ses avantages, faute capitale avec un ennemi si attentif à tirer des siens tout ce qu'ils pouvaient donner. Son âme froide, lente et méthodique, était étrangère à cet implacable acharnement qui ne pardonne pas à un adversaire, qui n'admet ni ménagements ni transactions et finit toujours par maîtriser les événements, car la victoire se donne bien plus souvent à celui qui a le plus de volonté, qu'au plus habile. Déjà au début de la campagne, il avait à propos d'un échange de prisonniers accablé son vainqueur de compliments exagérés qui n'eurent d'autre réponse qu'un dédaigneux silence. Il

manqua, dans cette première journée, l'occasion de faire expier à Napoléon une des plus graves imprudences de sa carrière militaire. Si, en effet, notre armée s'était vue forcée de combattre en nombre insuffisant, cette faute ne pouvait être imputée qu'à la témérité d'un plan indigne du génie de l'empereur. La crue extraordinaire du Danube laissait assez prévoir la rupture du grand pont. Avec plus de prévoyance et plus de ménagements pour la vie de ses soldats, Napoléon aurait fait dès lors ce qu'il fit plus tard, il n'aurait opéré le passage sur la rive gauche qu'après avoir réuni dans la Lobau, à l'abri des accidents du grand pont, toutes les troupes nécessaires pour assurer la victoire.

Il était malheureusement un peu tard pour reconnaître cette vérité, dont la journée du lendemain fut la confirmation éclatante. Des troupes en nombre considérable passèrent pendant la nuit; c'étaient les quatre divisions du corps de Lannes, deux brigades de cavalerie, la garde qui comptait vingt-deux mille hommes au début de la campagne et qui n'avait pas combattu jusque-là. Ces forces atteignaient à un chiffre au moins aussi élevé que celui des troupes qui avaient combattu la veille, ce qui, défalcation faite des pertes, ne permet pas d'abaisser le total au-dessous de 75 à 80,000 hommes; mais le grand pont se rompit de nouveau pendant la nuit, et une partie de notre artillerie resta en arrière, sur la rive droite, avec le corps de Davout. Les communications furent rétablies de grand matin, et le défilé recommença, mais après avoir subi un retard des plus fâcheux.

Le 22 mai, vers trois heures du matin, les deux armées qui avaient bivouaqué, en présence l'une de l'autre, avaient déjà repris les armes. La fusillade commença avec le jour dans Aspern, occupé moitié par les Français, moitié par les Autrichiens. Soutenu par des troupes fraîches, Masséna attaque à la baïonnette les régiments de Hiller et de Bellegarde, qui ont pris position dans le village; il leur enlève successivement le cimetière et l'église, puis les refoule sur leur ligne de bataille. Essling, toujours confié à la division Boudet, n'essuie encore qu'une violente canonnade. Comme la veille la ligne ennemie forme autour de nous, d'Aspern à Enzersdorf, un vaste demi-cercle, dont tous les feux convergent sur notre centre. Mais cette fois Napoléon n'est plus réduit à l'immobilité qui lui a causé tant de pertes le jour précédent. Il a résolu de percer au centre cette ligne trop étendue pour être bien solide, et c'est Lannes qu'il a chargé de porter à l'archiduc ce coup qui doit couper son armée en deux.

Nul n'était plus capable que ce chef intrépide de comprendre et d'exécuter cette grande manœuvre. Lannes débouche entre les deux villages, avec une masse irrésistible formée par les deux divisions d'Oudinot, celle de Saint-Hilaire et plusieurs divisions de cavalerie, sous les ordres de Bessières. Ses colonnes trop profondes font d'abord de grandes pertes, mais elles se déploient en chemin et marchent tout droit sur Breitenlée où se trouve le quartier général de l'archiduc. Le corps de Hohenzollern, qui s'efforce de nous barrer le passage, est à demi renversé; il se replie sur Breitenlée en recevant avec bravoure les

charges de notre cavalerie. La ligne d'artillerie, dont le feu a fait dans nos rangs de si cruels ravages, est rompue. Lannes continue à s'avancer sur le centre autrichien où l'archiduc, accouru un drapeau à la main, rallie ses soldats et déploie ses réserves de grenadiers. Déjà quelques-uns de nos escadrons viennent charger jusqu'à Breitenlée, lorsque Lannes, à sa grande surprise, s'aperçoit qu'il n'est pas soutenu. Le centre de l'archiduc a reculé devant nous, mais si nous allons plus loin, ses ailes vont se rabattre sur nos flancs dans l'espace que nous laissons à découvert. Bientôt le maréchal reçoit l'ordre de rétrograder sur Essling. Napoléon vient d'apprendre que le grand pont s'est rompu de nouveau. Il est forcé de renoncer à l'appui de Davout, et la nécessité de garder ses communications avec l'île Lobau le fixe aux positions d'Aspern et d'Essling. Les deux ailes de notre armée restant dans l'immobilité, le mouvement de Lannes n'était plus qu'une manœuvre excentrique qui ne pouvait aboutir.

Il est certain toutefois que si le mouvement de Lannes avait jeté l'ennemi « dans la plus épouvantable déroute, » comme Napoléon l'assura dans son bulletin et plus tard dans ses notes sur la bataille d'Essling, l'empereur n'aurait pas hésité à compléter cette déroute par un mouvement de toute l'armée, au risque d'exposer ses communications, car cette crainte ne l'a jamais arrêté lorsqu'il a cru toucher au succès. La manœuvre de Lannes avait été brillamment exécutée, mais elle ne pouvait s'achever qu'au prix de longs et sanglants efforts, qui eussent exigé la présence du corps de Davout. Déjà la nouvelle qui

nous oblige à la retraite commence à se répandre dans les deux armées, elle consterne nos soldats et ranime l'ardeur de nos adversaires. Lannes se replie pas à pas sur Essling, serré de près par les troupes que tout à l'heure il chassait devant lui. Dans cette marche rétrograde, un des généraux les plus braves et les plus estimés de l'armée, Saint-Hilaire, est mortellement blessé. L'ennemi s'efforce en vain d'ébranler les trois divisions que Lannes ramène à Napoléon, mais il a reformé sa ligne d'artillerie, et ses boulets font d'affreuses trouées dans nos rangs.

La bataille désormais sans combinaisons pour nous, se trouvait ramenée aux conditions de celle de la veille, c'est-à-dire à une défensive opiniâtre derrière les maisons croulantes des deux villages d'Aspern et d'Essling. Vivement attaqués par les colonnes autrichiennes, qui sentent la nécessité d'un effort suprême pour saisir la victoire, ces deux réduits sont de nouveau pris, repris, disputés pied à pied, au milieu de mille scènes de confusion, de désespoir, de carnage. Les maisons, les rues sont encombrées de cadavres; partout les blessés du jour tombent sur les morts de la veille. Essling est emporté jusqu'à cinq fois par les Autrichiens, et cinq fois ils en sont chassés. Les attaques dirigées contre notre centre, où Lannes est venu reprendre ses positions du matin, ne sont pas plus décisives. Le corps de Hohenzollern et la cavalerie de Liechtenstein y retrouvent les divisions qu'elles viennent de combattre dans la plaine du Marchfeld; elles ne peuvent forcer ce poste dont dépend notre salut, mais elles nous infligent sans le savoir une perte plus sensible qu'une défaite. Le maréchal Lan-

nes tombe les genoux fracassés par un boulet. A ce moment, grâce à un élan d'une irrésistible impétuosité, Rosenberg a enfin réussi à se rendre maître d'Essling; il en arrache les débris mutilés de la division Boudet et s'y retranche avec les réserves de l'archiduc. Déjà nos soldats sont refoulés vers l'étroite presqu'île où ils vont se trouver acculés sur le fleuve. Mais le général Mouton, le même que notre génération a connu sous le nom de comte Lobau, s'avance alors à la tête des fusiliers de la garde. Rien ne résiste à sa froide intrépidité; il charge les Autrichiens à la baïonnette, et les rejette jusqu'à l'extrémité du village.

Cette dernière tentative a découragé l'ennemi, qui se borne désormais à nous canonner à distance. N'ayant pas réussi la veille à nous forcer dans ces mêmes positions alors qu'il nous était si supérieur en nombre, il comprend qu'il doit renoncer à cette espérance aujourd'hui que nos forces sont presque égales aux siennes. Mais son artillerie, à laquelle la nôtre ne répond plus que faiblement, parce qu'on craint de manquer de munitions, multiplie les victimes dans nos rangs et prolonge les pertes de la bataille après la cessation du combat.

Les deux journées d'Aspern-Essling avaient été une des affaires les plus sanglantes du siècle et restaient sans résultat très-marqué pour l'un comme pour l'autre parti. Mais cette absence même de résultat était pour Napoléon un grave échec, et, sous ce rapport, la bataille d'Essling ne peut être comparée qu'à celle d'Eylau. Il était forcé de faire un mouvement rétrograde, d'abandonner cette rive gauche du Danube pour la possession de laquelle il venait

de verser tant de sang, et par là même tout se trouvait remis en question. Il lui était défendu pour longtemps, sous peine de ridicule, de parler de la *canaille autrichienne*. L'archiduc Charles s'était montré dans cette seconde journée aussi vaillant soldat que brillant général; mais il n'était plus en son pouvoir de réparer la faute qu'il avait commise la veille, par la lenteur et la mollesse de ses attaques contre une armée alors peu en état de lui résister.

La nuit venue, Napoléon fit repasser ses troupes dans l'île de Lobau. Cette île lui offrait une sorte de camp retranché d'une force à peu près inexpugnable; ses abords étaient couverts de batteries qui balayaient la rive gauche du Danube. Les divisions de Davout bordaient la rive droite. Elles allaient y donner la main au prince Eugène qui accourait à la tête de l'armée d'Italie. Les corps de Bernadotte et de Lefebvre gardaient le cours du fleuve depuis les environs de Vienne jusqu'en Bavière. Les approvisionnements de la Lobau étaient assurés, grâce au voisinage de la capitale autrichienne. On pouvait tenir là, au besoin, plusieurs mois. Ce poste fut confié à Masséna, dont l'indomptable force d'âme n'avait jamais plus excité l'admiration de l'armée qu'au milieu des périls de ces deux journées.

Au moment où Napoléon passait dans l'île Lobau, il aperçut la litière où gisait son vieux compagnon d'armes, Lannes, qu'on venait d'amputer. Il se précipita vers lui et le couvrit d'embrassements. Le lendemain il alla le voir dans une maison d'Ebersdorf où le maréchal avait été transporté. On dit que le mourant, revenu d'un long évanouissement précurseur

du dernier sommeil, tourna vers lui des regards qui n'étaient plus ni d'un serviteur ni d'un ami, mais d'un juge. En présence du grand mystère qui dissipe les illusions humaines, et ne voulant plus ménager que la vérité, Lannes repoussa des consolations dont il connaissait tout le néant. Il se répandit en plaintes amères contre l'ambition, l'insensibilité du joueur effréné pour qui les hommes n'étaient plus que cette petite monnaie qu'on expose sans scrupule et qu'on perd sans remords. Lannes avait été républicain; il était resté un patriote ardent; plus d'une fois il avait déplu au maître par la hardiesse de ses censures, et montré un front désapprobateur au milieu d'une cour servile. Les paroles qu'on lui attribue à ses derniers moments n'ont donc rien que de très-conforme à son caractère, et les dénégations passionnées de Napoléon leur donnent un assez haut degré de probabilité. Mais l'entretien n'ayant pas eu de témoins avoués, on sera toujours réduit sur ce point à des conjectures plus ou moins vraisemblables[1].

Un massacre horrible d'au moins cinquante mille hommes tombés en une seule rencontre sans autre résultat que des bravades de bulletin; la fortune de nouveau incertaine; les nations inquiètes, agitées par un souffle de liberté et n'attendant qu'un signe pour courir aux armes; Napoléon arrêté dans sa

1. Cet entretien a été reproduit d'après le récit des amis qui entouraient Lannes, par Cadet de Gassicourt, qui fut chargé d'embaumer le corps du maréchal. (*Voyage en Autriche en* 1809 *à la suite des armées françaises*.) Le démenti que lui donne à cet égard le général Pelet dans ses *Mémoires sur la guerre de* 1809, est sans valeur puisqu'il ne s'applique pas à la scène dont parle Cadet de Gassicourt, mais à la première entrevue du blessé avec Napoléon.

course et tenu en échec par un adversaire étonné de n'avoir pas été vaincu : tels étaient les incidents inattendus, émouvants que l'Europe suivait avec une attention pleine d'anxiété, les yeux fixés sur cette île obscure où ses destinées allaient bientôt se jouer pour la seconde fois. Pendant que les peuples se demandent quelle va être l'issue de ce grand duel, un nouvel acteur a déjà paru sur la scène. Tout au loin, à l'autre extrémité de l'horizon, sur les confins de cette terre des étonnements qu'on appelle l'Espagne, on distingue un pêle-mêle tumultueux qui se rapproche et grandit d'heure en heure. C'est l'armée de Wellington qui débouche du Portugal, chassant devant elle les légions de Soult.

FIN DU QUATRIÈME VOLUME.

TABLE

DU QUATRIÈME VOLUMF.

Pages.

CHAP. Ier. — Napoléon et la Pologne. — Campagnes de Pultusk et d'Eylau (novembre 1806 — février 1807). 1

II. — Fausses négociations. — Les loisirs d'Osterode et de Finkenstein (mars-mai 1807)............ 64

III. — Campagne de Friedland. — Entrevue de Tilsit (juin-juillet 1807).......................... 99

IV. — La politique de Tilsit. — Conquête et oppression des États neutres. — Origines de la guerre d'Espagne (août-octobre 1807).............. 135

V. — Institution de la noblesse et suppression du *Tribunat* (août-octobre 1807).................. 177

VI. — Le complot de l'Escurial. — Junot en Portugal et Napoléon en Italie (octobre 1807 — janvier 1808).................................. 207

VII. — La révolution d'Aranjuez. — Le guet-apens de Bayonne (janvier-mai 1808)................ 240

VIII. — Insurrection d'Espagne. — L'avénement du roi Joseph (mai-juillet 1808)................. 300

IX. — Capitulations de Baylen et de Cintra. — Les Français sont rejetés sur l'Èbre (juillet-septembre 1808).................................. 336

X. — L'Europe après Baylen. — L'entrevue d'Erfurt (août, septembre 1808)................... 376

XI. — Napoléon en Espagne (novembre 1808 — janvier 1809).............................. 416

XII. — Rupture avec l'Autriche. — Bataille des Cinq-Jours. — Seconde prise de Vienne. — Essling (février-mai 1809)...... 470

10817. — Imprimerie générale de Ch. Lahure, rue de Fleurus, 9, à Paris.

